

Richard Wilkinson
et Kate Pickett

POURQUOI L'ÉGALITÉ EST MEILLEURE POUR TOUS

Préface de Pascal Canfin



**Richard Wilkinson
et Kate Pickett**

POURQUOI L'ÉGALITÉ EST MEILLEURE POUR TOUS

Préface de **Pascal Canfin**

Traduit de l'anglais (Royaume-Uni) par André Verkaeren



Institut Veblen
pour les réformes
économiques

{ LES Petits matins }



etopia_

À propos des auteurs

Richard Wilkinson a joué un rôle majeur dans les recherches internationales consacrées aux déterminants de la santé. Il a étudié l'histoire de l'économie à la London School of Economics avant de se former en épidémiologie. Il est aussi professeur émérite à l'école de médecine de l'université de Nottingham, professeur honoraire de l'University College de Londres et professeur invité de l'université de York (Angleterre).

Kate Pickett est professeur d'épidémiologie à l'université de York et membre du personnel scientifique du National Institute for Health Research. Elle a étudié l'anthropologie physique à Cambridge, les sciences nutritionnelles à Cornell et l'épidémiologie à l'université de Californie-Berkeley (États-Unis).

Tous deux vivent dans le Yorkshire du Nord (Angleterre).

Titre original : *The Spirit Level. Why equality is better for everyone*

© Richard Wilkinson et Kate Pickett, 2010

Première édition en anglais publiée au Royaume-Uni par Penguin Books Ltd

Tous droits de traduction, de reproduction et d'adaptation réservés pour tous pays

© Les petits matins/ Institut Veblen/ Étopia, 2013 pour la traduction

Les petits matins, 31, rue Faidherbe, 75011 Paris

www.lespetitsmatins.fr

Institut Veblen pour les réformes économiques, 38, rue Saint-Sabin, 75011 Paris

www.veblen-institute.org

Étopia, centre d'animation et de recherche en écologie, 52 avenue de Marlagne,
5000 Namur, Belgique. www.etopia.be

Traduction : André Verkaeren

Révision et maquette : Stéphanie Lebassard

Création graphique et couverture : Thierry Oziel

ISBN : 978-2-36383-138-5

Diffusion Seuil

Distribution Volumen

Livre publié avec le concours de la Région Île-de-France

PRÉFACE PAR PASCAL CANFIN

AVANT-PROPOS

NOTE SUR LES GRAPHIQUES

PREMIÈRE PARTIE

RÉUSSITE MATÉRIELLE, ÉCHEC SOCIAL

Chapitre 1. La fin d'une époque

Chapitre 2. Pauvreté ou inégalité ?

Chapitre 3. Par où s'imisce l'inégalité

DEUXIÈME PARTIE

LES COÛTS DE L'INÉGALITÉ

Chapitre 4. Vie communautaire et relations sociales

Chapitre 5. Santé mentale et consommation de drogue

Chapitre 6. Santé physique et espérance de vie

Chapitre 7. Écarts de revenus et obésité : un gonflement synchrone

Chapitre 8. Performance de l'éducation

Chapitre 9. Maternité précoce : l'histoire se répète

Chapitre 10. La violence, une manière de se faire respecter

Chapitre 11. Peines et incarcération

Chapitre 12. Mobilité sociale : inégalité des chances

TROISIÈME PARTIE

UNE SOCIÉTÉ MEILLEURE

Chapitre 13. Sociétés en dysfonctionnement

Chapitre 14. Notre héritage social

Chapitre 15. Égalité et soutenabilité

Chapitre 16. Construire l'avenir

POST-SCRIPTUM

LA RECHERCHE RENCONTRE LA POLITIQUE

The Equality Trust

Appendice

Références bibliographiques

Remerciements

PRÉFACE

Par Pascal Canfin

Ancien journaliste à Alternatives économiques et député européen Europe Écologie-Les Verts de 2009 à 2012, Pascal Canfin est depuis 2012 ministre délégué au Développement.

Plus les riches sont riches, plus la société dans son ensemble est prospère. Voilà l'un des piliers de l'idéologie néolibérale. C'est ce que les économistes appellent « l'effet ruissellement ». La richesse des plus aisés descend progressivement dans toute la société grâce à la consommation et à la richesse supplémentaire qu'ils produisent. L'égalité est peut-être désirable, mais ce sont les inégalités qui sont productives et qui, au bout du compte, permettent à tous de vivre mieux.

Tel est le cœur du raisonnement qui a pu et peut toujours rendre légitime aux yeux de la majorité l'accroissement de la richesse d'une minorité. Les inégalités peuvent paraître immorales, mais elles constituent un mal pour un bien.

Page après page, statistique après statistique, c'est cette thèse centrale du néolibéralisme que ce livre met en pièces. Le PIB par habitant pèse bien moins sur l'allongement de l'espérance de vie, le niveau de la criminalité, le taux de maternité précoce ou même la consommation d'eau que le niveau des inégalités au sein d'une société. Autrement dit, la meilleure politique contre la délinquance y compris la délinquance financière est de réduire les inégalités.

Un livre très influent

Publié au Royaume Uni en mars 2009, ce livre arrive à point nommé. Six mois après la chute de la banque Lehman Brothers qui a déclenché la crise financière, il rencontre un succès inattendu. Trois ans plus tard, 150 000 exemplaires en ont été vendus et le livre est disponible dans 23 pays. Mais il aura fallu attendre 2013 pour disposer d'une traduction en français. Je ferai sur ce retard une hypothèse complémentaire : la France étant bercée d'une culture de l'égalité plus forte que le Royaume-Uni, la valeur ajoutée du livre y a peut-être été perçue comme moindre.

Compte tenu de la montée des inégalités en France depuis une décennie, le lecteur français trouvera dans ce livre matière à de nombreuses réflexions. C'est pour ma part à Bruxelles, au Parlement européen, que je l'ai découvert en 2009. Je bataillais alors en tant que député européen au sein de la commission des Affaires économiques et monétaires pour re-réguler le secteur financier. Après la crise financière dévastatrice que le monde a connue en 2008, les zéloteurs de la finance débridée avaient perdu la bataille des idées. Mais ce livre venait élargir la perspective et donnait une force supplémentaire à notre combat. Je tiens d'ailleurs ici à remercier Philippe Lamberts, eurodéputé écologiste belge, qui m'a fait découvrir ce livre à cette époque.

Au Royaume-Uni, en 2009, après trois décennies de domination idéologique du thachérisme à droite puis du blairisme à gauche, ce livre est évidemment salué par la gauche social-démocrate traditionnelle. *The New Statesman*, la revue intellectuelle de la gauche britannique, le couronne en décembre 2009 comme l'un des dix livres les plus importants de la décennie. Son influence a été considérable dans le monde anglophone. Ed Miliband, le leader du Parti travailliste, s'y réfère... ainsi que David Cameron, le Premier ministre conservateur, mais aussi l'OCDE et le mouvement des indignés américains Occupy Wall Street. Aux États-Unis, le discours médiatique permanent expliquant que la richesse des plus aisés est bonne pour tous a conduit à retrouver des niveaux d'inégalités équivalents à ceux qui existaient avant la grande crise financière de 1929...

Ce livre ayant fait l'objet d'une large couverture au Royaume-Uni et aux États-Unis, il a aussi fait l'objet de nombreuses critiques. D'où l'intérêt de disposer dans cette édition française d'une postface écrite pour la deuxième édition anglaise, dans laquelle les auteurs répondent à leurs détracteurs.

On pourrait objecter que la multiplication des statistiques montrant le lien entre le niveau d'inégalités et l'état de santé ou le bien-être social ne permet pas d'établir une causalité mais, au mieux, une corrélation. Prises séparément, ces corrélations ne montrent en réalité pas de rapport de cause à effet. Si les sociétés les plus égalitaires sont aussi celles où le taux de criminalité est le plus faible, c'est peut-être le fait du hasard. Mais si les sociétés les plus égalitaires sont en même temps les plus sûres, celles où l'état de santé est le meilleur, où la mobilité sociale est la plus forte... le hasard n'est plus possible. Une fois que vous aurez lu ce livre, il sera difficile de vous convaincre que plus les riches sont riches plus les pauvres vivent mieux.

Un argument souvent avancé pour défendre les inégalités est l'esprit d'entreprise. Peut-être que l'on vit mieux dans une société plus égalitaire, mais on innove moins et, à long terme, on s'appauvrit. Les exemples de Google, Apple et autre Twitter aux États-Unis peuvent venir confirmer cette idée. Pourtant, le nombre de brevets par habitant y est plus faible qu'au Japon, une société également très innovante sur le plan technique et beaucoup plus égalitaire que les États-Unis. En Europe, il y a beaucoup plus d'innovations en Finlande et en Allemagne qu'en Italie et au Portugal, des pays pourtant plus inégalitaires. L'esprit d'initiative n'a donc en rien besoin d'un terreau inégalitaire pour prospérer.

Si les inégalités sont finalement assez largement acceptées comme un « mal inéluctable », c'est aussi parce qu'elles sont cachées. Car les inégalités sont beaucoup plus fortes qu'on ne le croit généralement. Paradoxalement, plus elles sont fortes, moins elles se voient : en effet, plus la société est inégalitaire, plus elle est fragmentée et moins les personnes de niveaux sociaux différents se croisent dans l'espace public comme privé. Qui sait vraiment qu'en France 50 % du patrimoine est possédé par les 10 % des Français les plus riches ?

Dans cet ouvrage, les auteurs font référence à une étude marquante publiée en 2011 aux États-Unis. Un échantillon de plus de cinq mille Américains se voit présenter trois niveaux théoriques d'inégalités dans une société : aucune inégalité ; des inégalités correspondant, *de facto* et sans qu'ils ne le sachent, à la Suède ; et un troisième scénario correspondant à la société américaine. Près de 92 % des répondants ont exprimé une préférence pour la répartition « à la suédoise », et ce quelle que soit leur couleur politique : démocrate ou républicain.

Bien que le livre laisse ouvert le débat sur le « bon » niveau d'inégalités à atteindre et qu'il ne soit pas prescriptif en termes de politiques publiques, il réhabilite l'objectif de réduction des inégalités de revenus comme un objectif structurant des politiques publiques pour obtenir des effets positifs en matière de santé, de lutte contre la délinquance, de meilleur fonctionnement de l'ascenseur social...

La première dimension d'une politique redistributive reste bien sûr la fiscalité. On le sait, les taux d'imposition des plus riches comme des grandes entreprises sont inférieurs à ceux des classes moyennes et des PME. D'où la nécessité de taxer les revenus du capital au même niveau que ceux du travail et de lutter plus efficacement contre les paradis fiscaux et l'évasion fiscale. Toutefois, si les inégalités sont massives, l'impôt sur les personnes comme sur les entreprises est insuffisant pour les combattre. Car il faut alors atteindre des taux d'imposition très importants, politiquement difficiles à instaurer dans des sociétés qui ont accepté en amont des niveaux d'inégalités massifs. Ainsi, les sociétés où les taux d'imposition sont les plus élevés, comme les pays du nord de l'Europe, sont aussi les sociétés les plus égalitaires, non pas tant parce que l'impôt permet de rétablir l'égalité, mais parce que des sociétés qui valorisent des taux d'impôts élevés sont aussi celles qui produisent le moins d'inégalités *avant* impôt. Le rôle de l'impôt est alors moins de réduire les inégalités de revenus par la redistribution que de socialiser la production des biens publics qui bénéficient à tous de manière égale, comme l'éducation, la santé, les transports collectifs...

Inégalités et écologie

Si ce livre m'a beaucoup marqué, ce n'est pas seulement parce qu'il fournit un argumentaire utile en faveur de la lutte contre les inégalités, mais aussi parce qu'il intègre la question écologique au cœur de son analyse. Il dépasse ainsi la vision social-démocrate traditionnelle, qui consiste à produire le plus possible sans s'interroger sur la nature de ce qui est produit, pour redistribuer ensuite.

Les auteurs montrent ainsi qu'à partir d'un certain niveau de richesse collective, l'augmentation supplémentaire de cette richesse produit beaucoup moins d'effets positifs que dans les pays plus pauvres, où la croissance du PIB est une des conditions de l'amélioration du bien-être. Un tel débat sur la croissance peut paraître décalé tant la recherche de la croissance du PIB semble faire l'objet d'un consensus absolu et constituer l'alpha et l'oméga de toute politique. Moins la croissance est là, plus elle apparaît désirable. Pourtant, même si cela reste un débat souvent difficile à faire entendre pour le responsable politique que je suis, je crois, en tant qu'écologiste, qu'il est plus que jamais nécessaire de le faire vivre. Compte tenu de notre évolution démographique comme des gains de productivité de plus en plus faibles réalisés chaque année, ce que les économistes appellent notre « croissance potentielle », c'est-à-dire la croissance que nous pourrions réaliser si tout allait bien, ne dépasse plus les 1,5 à 2 % par an, bien loin des niveaux atteints pendant les fameuses Trente Glorieuses. L'économie française entre donc durablement dans une ère de croissance faible. Le lecteur pourra objecter que des pays européens connaissent une croissance plus forte, et citer nécessairement l'Allemagne. Pourtant, à y regarder de près, l'Allemagne connaît, elle aussi, une croissance faible, de 0,7 % en 2012 et de 0,3 % prévu en 2013.

Plutôt que de masquer cette réalité, il nous faut l'affronter. Tim Jackson, auteur d'un ouvrage de référence, *Prospérité sans croissance**, résume bien la situation : « La croissance est insoutenable, la décroissance est instable. » En effet, notre modèle de croissance ignore les limites de la planète, et si tous les êtres humains vivaient comme les Français il nous faudrait 2,5 planètes. Or je crois que c'est un fait établi nous n'en avons qu'une ! La Banque mondiale, qui n'est pas à proprement parler une officine écologiste, parle des « effets cataclysmiques » du changement climatique dans les décennies à venir. Et il ne s'agit plus du bien-être des générations futures mais bien des générations présentes qui vivront tout au long de ce siècle. La croissance du PIB selon le modèle actuel est donc insoutenable.

Mais la décroissance du PIB est politiquement et socialement instable. Malheureusement, la Grèce expérimente actuellement cette décroissance : le PIB y a reculé de plus de 25 % depuis 2008. Cela engendre une telle souffrance et une telle déstabilisation de la société que c'est la démocratie elle-même qui en est fragilisée.

Le seul projet politique réaliste pour la décennie qui vient est donc à mes yeux le suivant : comment rendre notre modèle de croissance plus soutenable pour éviter de devoir décroître face aux limites de la planète, et comment rendre plus stable socialement un état de croissance très faible pour éviter d'avoir à rechercher en permanence une croissance insoutenable.

Pour réaliser ce nouveau projet pour la gauche, il faut justement réduire les inégalités. On le sait depuis les travaux du sociologue Thorstein Veblen en 1899, le modèle de consommation des plus riches sert de référence pour l'ensemble de la société. Les médias et la publicité nous renvoient une norme idéale de consommation qui n'est en fait accessible qu'à une toute petite minorité. Faire d'un modèle de consommation insoutenable sur le plan environnemental une référence tout en sachant que ce modèle est réservé à une infime minorité relève d'une forme de torture psychologique collective

qui n'est pas sans expliquer, je le crois, une partie de nos souffrances. La réduction des inégalités possède donc un double bénéfice : elle diminue la consommation ostentatoire des plus aisés et améliore le bien-être, matériel et psychologique, d'un nombre beaucoup plus important de personnes, rendant ainsi la société plus stable.

Une vision écologique de la lutte contre les inégalités de revenu conduit nécessairement à se poser la question de la différenciation sociale. Comme le rappellent les auteurs de cet ouvrage, la consommation de produits ne répond pas d'abord à une logique de besoin mais à une logique de différenciation sociale. La consommation est un signe extérieur de richesse et de transfert des qualités du produit consommé sur la personne qui consomme (si je consomme un produit exceptionnel, c'est parce que je le suis aussi). Nos sociétés de consommation font justement de cette consommation le mode de différenciation par excellence. Or, le désir de différenciation individuelle est aussi un héritage positif de la Renaissance et de l'humanisme. Ainsi, les formes d'organisation qui cherchent à refouler ce désir sont loin d'être des modèles... Je pense bien sûr aux sociétés totalitaires des années 1930 mais aussi à tous les fondamentalismes religieux qui font de la ressemblance la norme. Il nous reste donc à inventer au XXI^e siècle un modèle de société qui reconnaisse le désir de différenciation mais qui le réalise en dehors de la consommation de biens matériels, dont la multiplication à l'échelle de la planète est proprement insoutenable. Voilà un beau défi pour tous ceux qui s'intéressent à la Politique avec un *p* majuscule !

* Tim Jackson, *Prosperité sans croissance. La transition vers une économie durable*, trad. fr. de André Verkaeren, De Boeck, 2010.

**À nos parents
Don et Marion Chapman
George et Mary Guillemard**

Les chercheurs ont souvent tendance à surestimer la portée de leurs travaux. Nous craignons de tomber dans ce travers et de nous mettre un peu trop en avant. Mais ce livre n'est pas un énième recueil de remèdes miracles ou de préjugés destinés à remettre le monde en bon ordre. Les travaux que nous décrivons dans ces pages sont le produit de décennies de recherche. Plus de cinquante années-personnes* nous séparent de leurs débuts. Initialement, il était question de comprendre l'origine des « inégalités sanitaires », c'est-à-dire d'expliquer les fortes variations de l'espérance de vie entre les individus occupant différents niveaux de la hiérarchie sociale des sociétés modernes. La question centrale à résoudre était la suivante : pourquoi la santé se dégrade-t-elle au fur et à mesure que l'on descend sur l'échelle sociale ? Pourquoi les pauvres sont-ils en moins bonne santé que les classes moyennes, qui, elles-mêmes, sont en moins bonne santé que les personnes vraiment riches ?

Comme d'autres chercheurs qui s'intéressent aux déterminants sociaux de la santé, nous recourons, en tant qu'épidémiologistes de formation, aux méthodes permettant d'identifier les causes des maladies qui frappent les populations. En d'autres termes, nous nous efforçons de savoir pourquoi un groupe de personnes attrape une maladie particulière alors qu'un autre groupe y échappe ; nous voulons expliquer pourquoi certaines maladies deviennent plus fréquentes. Par ailleurs, ces mêmes méthodes peuvent aussi servir à comprendre les causes d'autres types de problèmes, pas seulement les questions de santé.

Un moment, nous avons pensé intituler ce livre « La politique fondée sur des éléments probants ». Après tout, ne parle-t-on pas de « médecine fondée sur des éléments probants » pour décrire les processus permettant aux traitements médicaux de se fonder sur les preuves scientifiques les plus exactes quant à ce qui fonctionne et ce qui ne fonctionne pas ? Les recherches qui sous-tendent le propos de ce livre ont été effectuées par diverses équipes. Celles-ci ont travaillé pour de nombreuses universités et instituts de recherche. Elles ont étudié des résultats observables et objectifs à l'aide de méthodes reproductibles. Leurs rapports de recherche ont été examinés par des pairs et publiés dans des revues universitaires et scientifiques.

Pour autant, il ne faudrait pas en déduire que notre ouvrage est exempt de conjectures. Tout résultat donne lieu à une interprétation. Disons qu'il existe généralement de bonnes raisons de privilégier une interprétation au détriment d'une autre. Des théories et des précisions initiales sont souvent remises en question par des résultats de recherche ultérieurs appelant de nouvelles réflexions. Nous voudrions vous proposer de refaire le voyage qui a été le nôtre. Nous prendrons soin de ne suivre que les panneaux indicateurs qui font vraiment la lumière sur la situation. Nous laisserons de côté les diverses impasses et circonvolutions trompeuses qui nous ont fait perdre tellement de temps. De la sorte, du moins le croyons-nous, nous parviendrons à la seule destination qui vaille : vous aider à comprendre pourquoi nous pensons qu'il est possible d'améliorer la qualité de vie de chacun d'entre nous dans les sociétés modernes. Nous exposerons des preuves et nos raisons d'interpréter en ce sens les résultats de ces recherches. Vous pourrez ainsi en juger par vous-même.

D'une façon générale, nous avons toujours eu l'intuition que l'inégalité corrode la société. En revanche, nous avons peu de raisons de croire que l'inégalité dans les sociétés développées variait suffisamment en intensité pour qu'il soit envisageable d'en mesurer les effets. Les raisons qui ont poussé l'un d'entre nous à se pencher sur d'éventuels effets semblent aujourd'hui sans aucun rapport

avec le tableau stupéfiant que nous avons mis au jour. Bien des découvertes doivent autant à la chance qu'au jugement.

D'aucuns se demanderont pourquoi le tableau que nous brosons n'a pas été composé plus tôt. La réponse est simple : la plupart des données concernées ne sont disponibles que depuis quelques années. Dès lors qu'existaient des informations internationalement comparables sur les revenus et leur répartition, mais aussi sur différents problèmes sanitaires et sociaux, d'autres chercheurs seraient parvenus à des conclusions similaires aux nôtres de toute façon. Ces données nouvelles nous ont permis, à nous comme à d'autres, d'analyser en quoi divergent les sociétés, de découvrir en quoi un facteur peut être lié à un autre et de tester plus rigoureusement des théories.

On imaginera sans peine que les découvertes sont plus rapidement acceptées dans les sciences naturelles que dans les sciences sociales. Les théories physiques, en quelque sorte, prêtent moins le flanc à la controverse que les théories sur le monde social. Qu'on ne s'y trompe pas, l'histoire des sciences naturelles est parsemée de douloureux conflits apparus à l'occasion de désaccords théoriques. Ces litiges ont parfois perduré jusqu'à la mort des intéressés. Les controverses qui déchirent les sciences naturelles sont normalement confinées aux experts. La plupart des gens n'ont pas d'opinion tranchée sur les théories rivales de la physique des particules, mais chacun a un avis sur le fonctionnement de notre société. Les théories sociales sont en partie des théories sur nous-mêmes ; on pourrait presque les considérer comme une prise de conscience de soi ou de notre société. Les experts des sciences naturelles ne doivent pas prendre la peine de convaincre des cellules ou des atomes du bien-fondé de leurs théories. Les théoriciens de la société, eux, se heurtent à pléthore d'opinions individuelles et à de puissants intérêts particuliers.

En 1847, Ignaz Semmelweiss a découvert que, quand les médecins se lavaient les mains avant de s'occuper d'un accouchement, le risque de décès causé par la fièvre puerpérale était considérablement réduit. Mais, avant que ses travaux puissent être d'un quelconque bénéfice, il lui a fallu persuader les gens surtout ses collègues du corps médical de changer leurs habitudes. La bataille qu'il a dû livrer n'a donc pas été sa découverte initiale, mais son application. Ses opinions ont été tournées en dérision et il fut finalement poussé à la folie et au suicide. La majorité du corps médical ne prit ses travaux au sérieux que lorsque Louis Pasteur et Joseph Lister développèrent la théorie de l'origine microbienne des maladies, qui expliquait toute l'importance de l'hygiène.

Nous vivons des temps pessimistes. Si nous sommes préoccupés par les conséquences probables du réchauffement planétaire, nous pouvons aussi constater que de nombreux pays, malgré leur réussite matérielle, sont de plus en plus assaillis par leurs échecs sociaux. Pour ajouter à nos malheurs, nous devons affronter à présent une récession économique et le chômage élevé qui en résulte. Dans ces conditions, savoir que nous ne pouvons pas continuer de la sorte, qu'il faut un changement, n'est-ce pas avoir des raisons d'espérer ? Et puis il semblerait que nous puissions rendre ce monde meilleur. L'accueil incroyablement positif de la première édition de ce livre le confirme : de larges pans de la société veulent un changement et sont déterminés à apporter des solutions positives à nos problèmes.

Cette édition n'a fait l'objet que de modifications mineures. Pensant que le lecteur ne porterait aucun intérêt aux sources, méthodes et résultats statistiques, nous lui avons épargné ces détails. Les amateurs de données pourront à présent se rassasier grâce à l'appendice prévu à cet effet. Le chapitre 13, qui porte principalement sur la causalité, a été légèrement réorganisé et consolidé. Nous avons également pris la peine de développer les facteurs qui ont influencé l'égalité ou l'inégalité dans le passé. Dans la mesure où nous en concluons que ces changements ont été alimentés par l'évolution des attitudes politiques, nous pensons qu'il est erroné de penser la politique comme un pourvoyeur de solutions techniques miracles. Et puisqu'il existe d'innombrables manières pour les sociétés

d'évoluer vers une égalité plus marquée si elles le souhaitent, nous avons préféré ne pas prendre de position définitive sur l'un ou l'autre train de mesures. Trouver une solution intelligente au problème est certes essentiel, mais il importe surtout que la société soit convaincue des avantages qui vont de pair avec une égalité accrue. Si la théorie et les éléments probants exposés dans cet ouvrage sont corrects, nous pouvons réellement améliorer de façon substantielle la qualité de vie de la grande majorité de la population. Cela dit, s'il s'avère impossible de changer la perception que la plupart des gens ont de la société dans laquelle ils vivent, la théorie restera lettre morte. L'opinion publique ne soutiendra les changements politiques nécessaires qu'à condition que la perspective que nous décrivons dans ce livre fasse son chemin dans les esprits. Nous avons créé à cette fin une organisation sans but lucratif baptisée The Equality Trust [Le pacte d'égalité], décrite en fin d'ouvrage, pour assurer la bonne diffusion des éléments probants décrits dans les pages qui suivent et faire comprendre qu'il existe un moyen pour nous tous de sortir de cette mauvaise passe.

* Unité de mesure correspondant au travail que peut accomplir une personne pendant un an (NDE).

Des faits à partir de chiffres : comment lire les graphiques de cet ouvrage

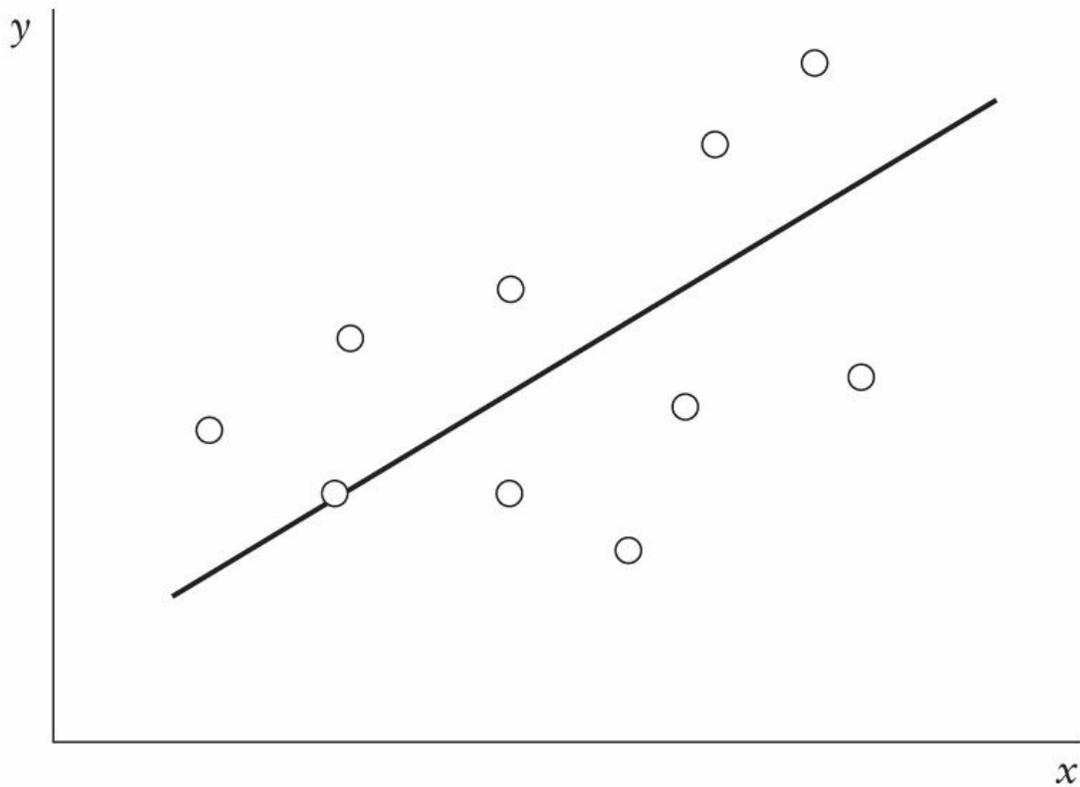
La plupart des graphiques que nous utilisons dans cet ouvrage sont des tableaux qui placent en vis-à-vis l'inégalité et divers problèmes sanitaires et sociaux. Ils montrent des relations au niveau international en comparant différents pays riches, ou à l'intérieur des États-Unis en comparant différents États américains.

Dans tous ces graphiques, l'inégalité est placée en abscisse, c'est-à-dire sur la ligne horizontale inférieure (axe x) ; les sociétés plutôt égalitaires apparaissent donc à gauche et les sociétés plus inégalitaires apparaissent dans la partie droite du graphique.

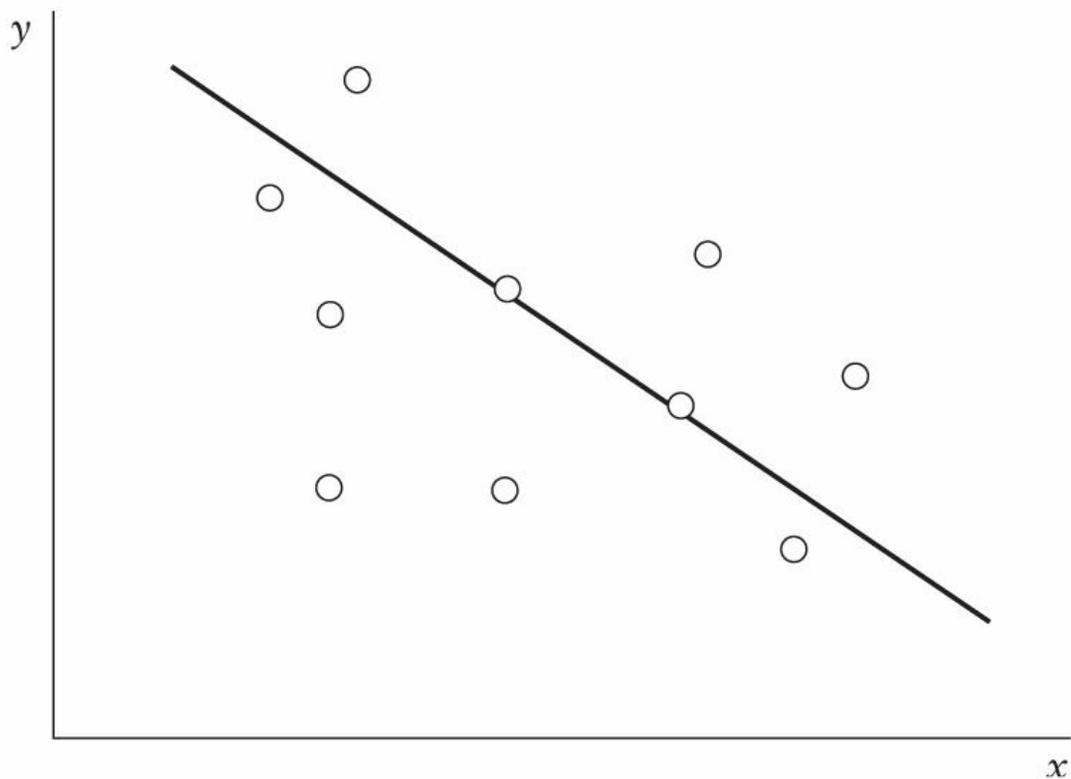
Les divers critères sanitaires et sociaux sont placés en ordonnée, c'est-à-dire sur l'axe vertical (axe y), à gauche du graphique.

La plupart des graphiques comprennent deux éléments. Premièrement, un nuage de points qui représentent soit les pays riches, soit les États américains pour que le lecteur puisse constater avec exactitude où se situe chaque pays/État par rapport aux autres. Deuxièmement, chaque graphique comprend une ligne appelée ligne de régression. Cette ligne représente la relation « la mieux ajustée » entre l'inégalité de revenus et le critère repris dans le graphique en question. Nous n'avons aucun rôle à jouer dans le choix de cette ligne. Elle est calculée par un logiciel statistique dont la fonction est de générer la ligne la mieux ajustée à la tendance dessinée par l'ensemble des points. Il est aussi possible de calculer dans quelle mesure la configuration de points que nous voyons pourrait résulter du seul hasard. Nous n'avons montré une ligne idéalement ajustée que dans les cas où il était hautement improbable que la relation soit due au hasard. Quand un graphique est dépourvu de ligne « mieux ajustée », cela signifie qu'il n'existe aucune preuve d'une relation quelconque.

Si la ligne s'élève fortement de gauche à droite, il faut comprendre que le problème sanitaire ou social se pose plus fréquemment dans les sociétés plus inégalitaires. Nous observons cette configuration concernant des phénomènes que nous jugeons négatifs, comme la violence :

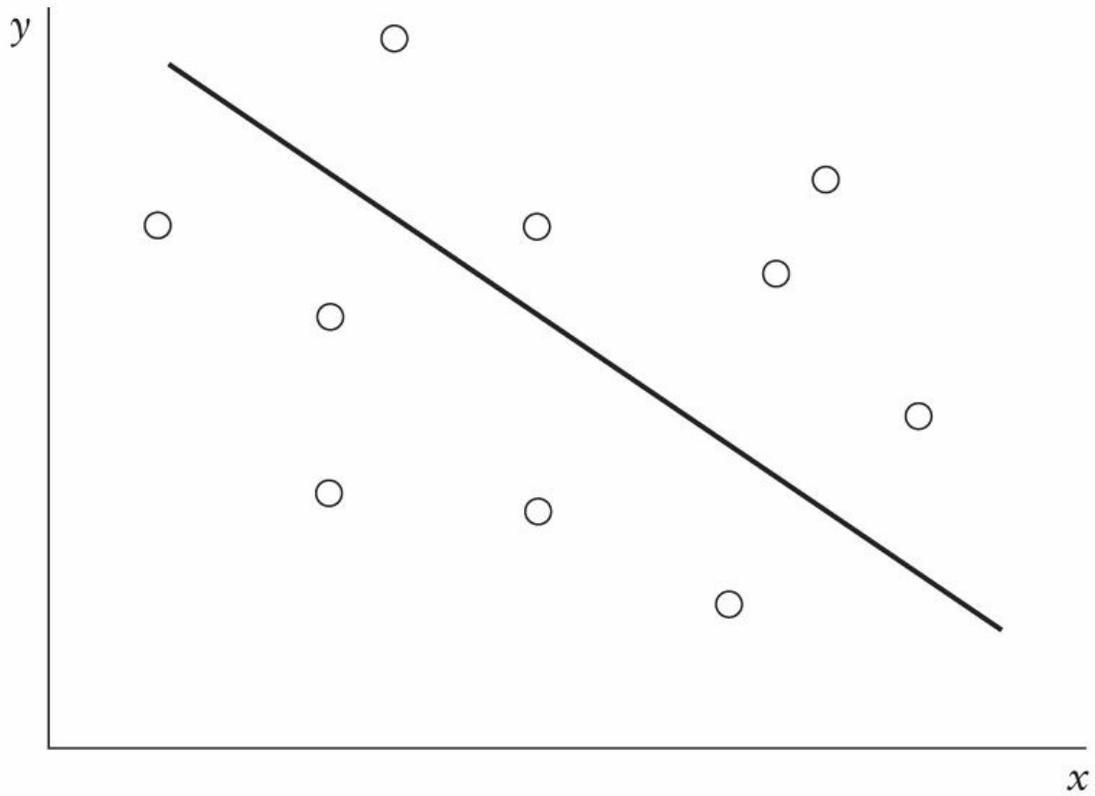


Si la ligne descend fortement de gauche à droite, il faut comprendre que le problème sanitaire ou social se pose beaucoup moins fréquemment dans les sociétés plus inégalitaires. Nous observons cette configuration concernant des phénomènes que nous jugeons positifs, comme la confiance :

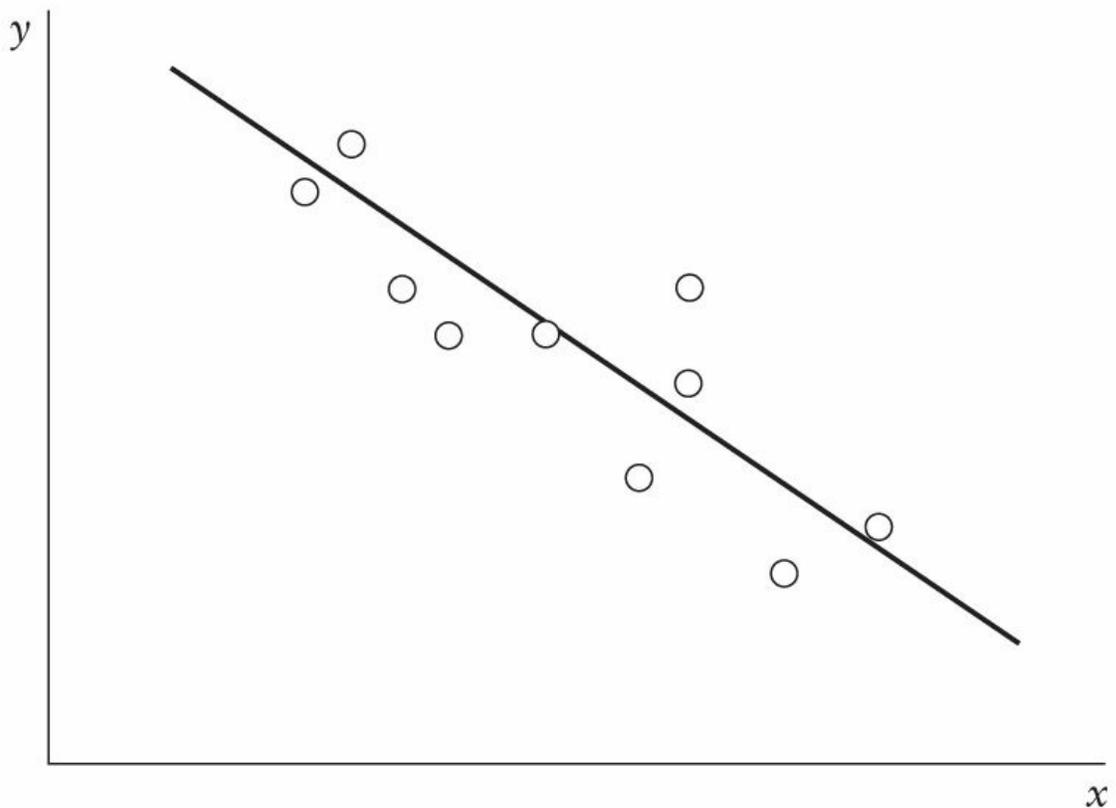


Lorsque les points sur le graphique sont répartis sur une zone de dispersion importante, il faut comprendre que d'autres facteurs exercent une forte influence sur le résultat. Cela ne signifie pas

forcément que l'inégalité n'influence pas largement le résultat, mais simplement que d'autres facteurs entrent aussi en ligne de compte :



Lorsque les points sur le graphique sont répartis sur une zone de dispersion étroite, il faut comprendre qu'il existe une relation très étroite entre l'inégalité et le résultat, et que l'inégalité est un excellent indicateur du résultat :



Vous trouverez un complément d'information sur nos méthodes en consultant la page web suivante : www.equalitytrust.org.uk

PREMIÈRE PARTIE
RÉUSSITE MATÉRIELLE, ÉCHEC SOCIAL

Chapitre 1

LA FIN D'UNE ÉPOQUE

La richesse permet d'obliger des amis et de sauver, par la dépense, le corps tombé dans les maladies. Mais, pour le manger de chaque jour, elle importe peu : car, aussitôt rassasié, tout homme, qu'il soit riche ou pauvre, emporte le même bonheur.

Euripide, *Électre**

N'est-il pas paradoxal que, parvenus au pinacle de l'accomplissement matériel et technique de l'être humain, nous soyons rongés par l'anxiété, sujets à la dépression, inquiets du regard des autres, incertains de nos amitiés, mus par la consommation et dépourvus, largement ou totalement, de vie sociale ? Nous nous sentons privés des contacts sociaux décontractés et des satisfactions émotionnelles dont nous avons tous besoin. Et nous trouvons donc réconfortant de surchauffer notre logement, de nous prêter à des achats compulsifs ou à des dépenses inutiles, quand nous ne devenons pas la proie d'une consommation excessive d'alcool, de médicaments psychoactifs et de drogues interdites par la loi.

Comment avons-nous pu créer tant de souffrances psychiques et émotionnelles alors que notre niveau de richesse et de confort est sans précédent dans l'histoire de l'humanité ? Il nous manque souvent quelque chose de plus que de simplement passer du temps avec des amis. Et même ce simple fait nous semble parfois un luxe hors de portée. Nous dépeignons nos vies comme une lutte permanente pour la survie psychologique, comme un combat mené contre le stress et l'épuisement psychique. En réalité, l'opulence et l'extravagance de nos vies sont telles qu'elles menacent la planète.

Commandées par la Merck Family Foundation, des recherches menées par le Harwood Institute for Public Innovation (États-Unis) montrent que les gens sentent confusément que le « matérialisme » s'interpose entre eux et la satisfaction de leurs besoins sociaux. Un rapport intitulé *Yearning for Balance* [Aspiration à l'équilibre], fondé sur une enquête menée dans l'ensemble des États-Unis, a montré que les Américains étaient « profondément ambivalents concernant leur richesse et leurs avantages matériels** ». Une large majorité des répondants voulait que la société « se détourne de l'avidité et de l'excès au bénéfice d'un mode de vie davantage centré sur les valeurs, l'appartenance à la collectivité et la famille ». En revanche, les Américains avaient aussi le sentiment que ces priorités n'étaient pas celles de la plupart de leurs concitoyens. À leurs yeux, ceux-ci étaient devenus « de plus en plus broyés, égoïstes et irresponsables ». Autrement dit, ils se sentaient isolés. Pourtant, le rapport précise qu'une fois réunis en groupes de discussion pour évoquer ces questions, les gens étaient « surpris et enthousiastes de découvrir que d'autres personnes partageaient leur opinion ». Au lieu de nous unir avec d'autres autour d'une cause commune, le malaise que nous ressentons en raison de la disparition des valeurs sociales et de cette impression d'être aspiré par la quête d'avantages matériels est souvent perçu comme une ambivalence d'ordre totalement privé, qui nous isole des autres.

Les grands courants politiques n'exploitent plus ces thématiques. Ils ont abandonné toute velléité de nourrir une vision du monde partagée, capable de nous pousser à créer une société meilleure. En tant qu'électeurs, nous avons perdu toute notion de croyance collective en une société différente.

Nous ne voulons plus d'une société meilleure ; nous cherchons presque tous à améliorer la position que nous occupons en tant qu'individu dans la société existante.

Le contraste entre la réussite matérielle et l'échec social de nombreux pays riches est un signe important. Il indique que, si nous voulons obtenir de nouvelles améliorations de notre qualité de vie, nous devons nous détourner des normes matérielles et de la croissance économique. Nous devons nous pencher sur les moyens d'améliorer le bien-être psychologique et social de sociétés entières. Pourtant, force est de constater que, dès qu'il est question du moindre élément psychologique, le débat tend à s'orienter vers des remèdes et des traitements presque toujours individuels. La pensée politique semble s'être enlisée.

Désormais, il s'avère possible de reconstituer les pièces d'un puzzle qui donne une image à la fois nouvelle, convaincante et cohérente des moyens à notre disposition pour libérer les sociétés de l'emprise de ces comportements dysfonctionnels. La bonne compréhension des processus à l'œuvre peut transformer la politique mais aussi la qualité de vie de chacun d'entre nous. Elle changerait la façon dont nous percevons le monde qui nous entoure, les idéaux pour lesquels nous votons, et nos attentes vis-à-vis des responsables politiques.

Nous établirons dans ce livre que la qualité des relations sociales de toute société est ancrée dans des fondements matériels. L'ampleur des écarts de revenus influence fortement les relations que nous avons les uns avec les autres. Au lieu de pointer du doigt les parents, les religions, les valeurs, l'éducation ou le système pénal, nous montrerons que l'ampleur des inégalités est un puissant levier politique qui régule le bien-être psychologique de chacun d'entre nous. Jadis, des études sur la prise de poids des nouveau-nés démontrèrent que l'interaction avec du personnel soignant affectueux était essentielle pour le développement des enfants. De la même manière, des études sur les taux de mortalité et la répartition des revenus mettent en lumière les besoins sociaux des adultes et montrent comment la société peut y répondre.

Bien avant la crise financière qui a gagné progressivement du terrain à la fin de l'année 2008, certains responsables politiques britanniques évoquaient déjà notre « société brisée » pour décrire le déclin du sentiment d'appartenance à la collectivité ou la montée de diverses formes de comportements antisociaux. Avec le collapsus financier, l'attention s'est reportée sur l'économie brisée. Et s'il arrivait que les pauvres soient parfois vus comme les responsables de l'effondrement de la société, l'effondrement économique a, lui, été largement imputé aux riches. Stimulés par la perspective de salaires et de bonus toujours plus gras, les dirigeants de certains des établissements financiers les plus fiables ont fait fi de la prudence. Ils ont bâti des châteaux de cartes qui ne pouvaient tenir debout que grâce à la protection d'une fine bulle spéculative. En réalité, cette société et cette économie brisées, nous les devons à la croissance des inégalités.

Où conduisent les éléments probants

Nous commencerons par tracer les contours des éléments démontrant que nous sommes parvenus, pour ainsi dire, au terme de ce que la croissance économique peut faire pour nous. Pendant des milliers d'années, élever le niveau de vie matériel est resté le meilleur moyen d'améliorer notre qualité de vie. À l'époque où le loup n'était jamais bien loin de notre logis, les périodes de vaches grasses étaient des périodes d'abondance. Aujourd'hui, pour la plupart des personnes vivant dans les pays riches, les difficultés de la vie ne consistent plus à se remplir l'estomac, à disposer d'eau propre ou à se chauffer. Nous sommes majoritaires à vouloir manger moins plutôt que plus. De surcroît, et pour la première fois de l'histoire, les pauvres sont en moyenne plus gros que les riches. Dans les pays riches, la croissance économique, restée si longtemps le moteur formidable du progrès, a achevé l'essentiel de son travail. Les niveaux du bien-être et du bonheur ont cessé d'augmenter de concert avec la croissance économique. Qui plus est, tout en s'enrichissant, les sociétés prospères ont dû faire face à la montée permanente des taux d'anxiété, de dépression et de nombreux autres problèmes sociaux. Les populations des pays riches sont parvenues au terme d'un long voyage.

La figure 1.1 permet d'observer l'étendue de ce voyage : elle montre l'évolution de l'espérance de vie par rapport au revenu national brut par habitant. Les pays représentés se trouvent à divers stades de leur développement économique. Dans les pays pauvres, l'espérance de vie augmente rapidement pendant les premières étapes du développement économique. Mais ensuite, dès que nous considérons les pays à revenu intermédiaire, le rythme de cette amélioration ralentit. Au fur et à mesure que les niveaux de vie augmentent et que les pays s'enrichissent, le lien entre croissance économique et espérance de vie s'affaiblit. Il finit par disparaître entièrement et la courbe ascendante de la figure 1.1 devient horizontale : en d'autres termes, dans les pays riches, augmenter la richesse ne se traduit par aucun gain supplémentaire en matière d'espérance de vie. Ce processus est déjà une réalité dans la trentaine de pays les plus riches, ceux situés dans le coin supérieur droit de la figure 1.1.

Ce n'est pas parce que nous avons atteint la limite de l'allongement de la durée de vie que la courbe de la figure 1.1 a cessé de progresser. Même les pays les plus riches continuent de bénéficier avec le temps d'améliorations substantielles en matière de santé. Dans ce cas, qu'est-ce qui a changé ? En fait, la progression de l'espérance de vie a cessé d'être liée au niveau de vie moyen. À chaque décennie, l'espérance de vie dans les pays riches enregistre une progression comprise entre deux et trois ans. Cette évolution intervient quelle que soit la croissance économique, à telle enseigne que l'évolution enregistrée par un pays aussi riche que les États-Unis n'est pas plus probante que celle de la Grèce ou de la Nouvelle-Zélande. Le PIB de ces deux pays est pourtant presque moitié moindre que celui des Américains. Au lieu de poursuivre son chemin, la courbe que nous observons dans la figure 1.1 s'infléchit avec le temps, une fois parvenue dans la partie supérieure du tableau : les mêmes niveaux de revenus sont associés à une espérance de vie devenue supérieure. L'observation de ces données nous conduit à conclure que plus les pays deviennent riches, moins l'augmentation de leur niveau de vie moyen améliore leur santé.

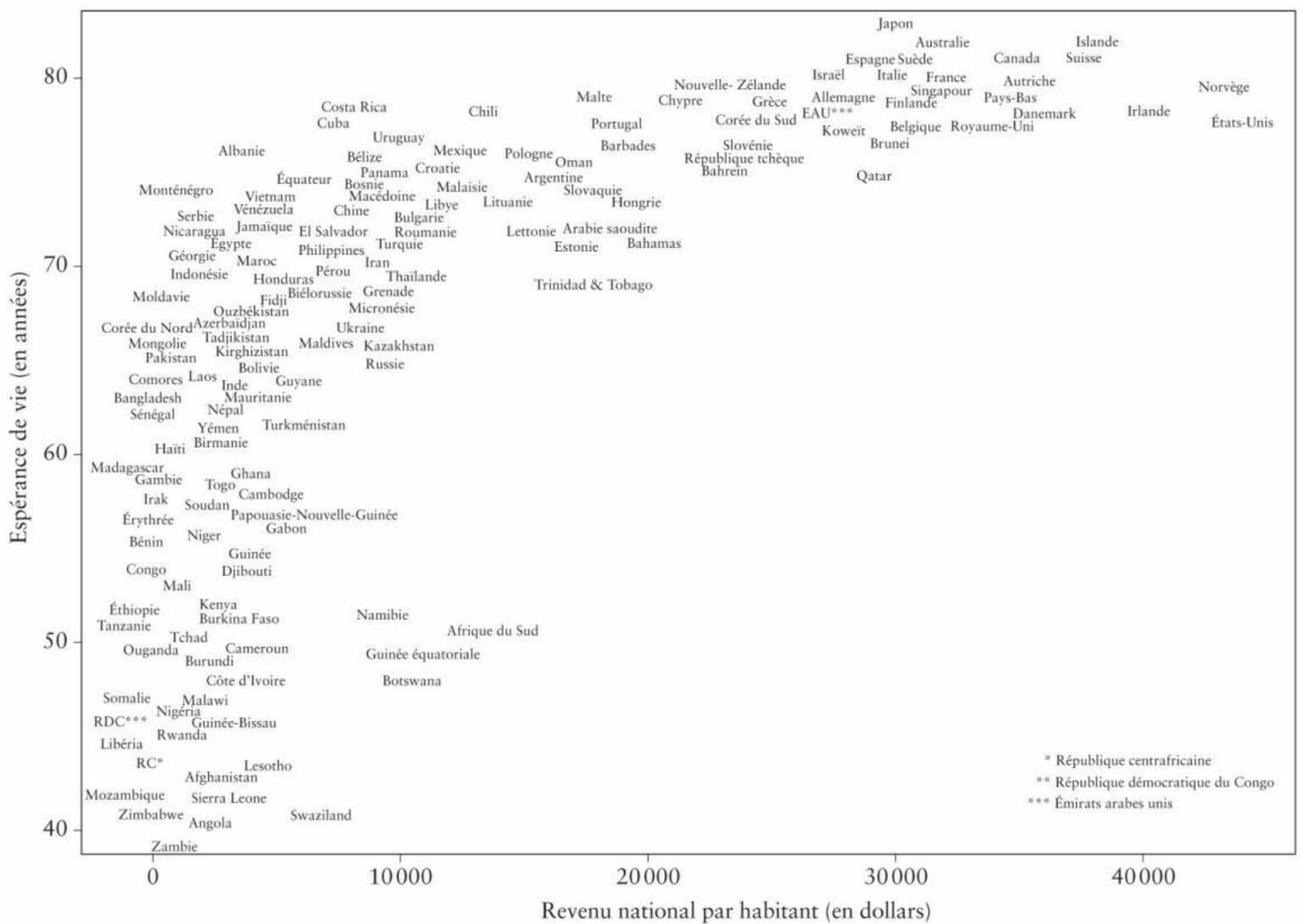


Figure 1.1 Ce n'est que lors des premières étapes de développement économique que l'espérance de vie augmente¹.

La bonne santé et la longévité ont beau être des déterminants essentiels de la qualité de vie, d'autres éléments entrent en ligne de compte. Et si la relation entre santé et croissance économique s'est distendue, la relation avec le bonheur a suivi le même chemin. Comme la santé, le bonheur des gens augmente pendant les premières étapes du développement économique pour se stabiliser par la suite. L'économiste Richard Layard ne manque pas d'insister sur ce point dans le livre qu'il a consacré au bonheur². Il va de soi que les chiffres exprimant le bonheur dans les différents pays sont conditionnés par la culture. Dans certaines sociétés, dire que l'on n'est pas heureux peut constituer un aveu d'échec. Dans d'autres, revendiquer le bonheur peut être perçu comme de la complaisance ou de la suffisance. Malgré ces écueils, la figure 1.2 montre que, dans les pays les plus prospères, la « courbe du bonheur » s'aplanit de façon très semblable à celle de l'espérance de vie. Dans les deux cas, les gains les plus importants sont obtenus aux premières étapes de la croissance économique. Par ailleurs, plus un pays devient riche, moins cet enrichissement augmente le bonheur de sa population. Dans ces deux graphiques, les courbes du bonheur et de l'espérance de vie s'aplatissent à environ 25 000 dollars par habitant, même si certains éléments indiquent que le niveau de revenu auquel cette évolution survient peut augmenter avec le temps³.

Les éléments probants qui attestent que les niveaux de bonheur n'augmentent plus quand des pays

riches deviennent encore plus riches ne proviennent pas seulement de comparaisons entre différents pays à un moment donné (ce que montre la figure 1.2). Dans quelques pays comme le Japon, les États-Unis et la Grande-Bretagne, il est possible d'observer les évolutions du bonheur sur des périodes suffisamment longues, ce qui permet de voir si les niveaux de bonheur y augmentent au fur et à mesure qu'un pays s'enrichit. Cet examen montre que le bonheur n'a pas augmenté, même au cours de périodes où les revenus réels ont doublé. Des chercheurs utilisant d'autres indicateurs du bien-être comme la mesure du bien-être économique (MBE) ou l'indicateur de progrès véritable (IPV) – qui s'efforcent de calculer le bénéfice net de la croissance en soustrayant certains coûts comme la congestion et la pollution du trafic automobile sont parvenus à la même observation.

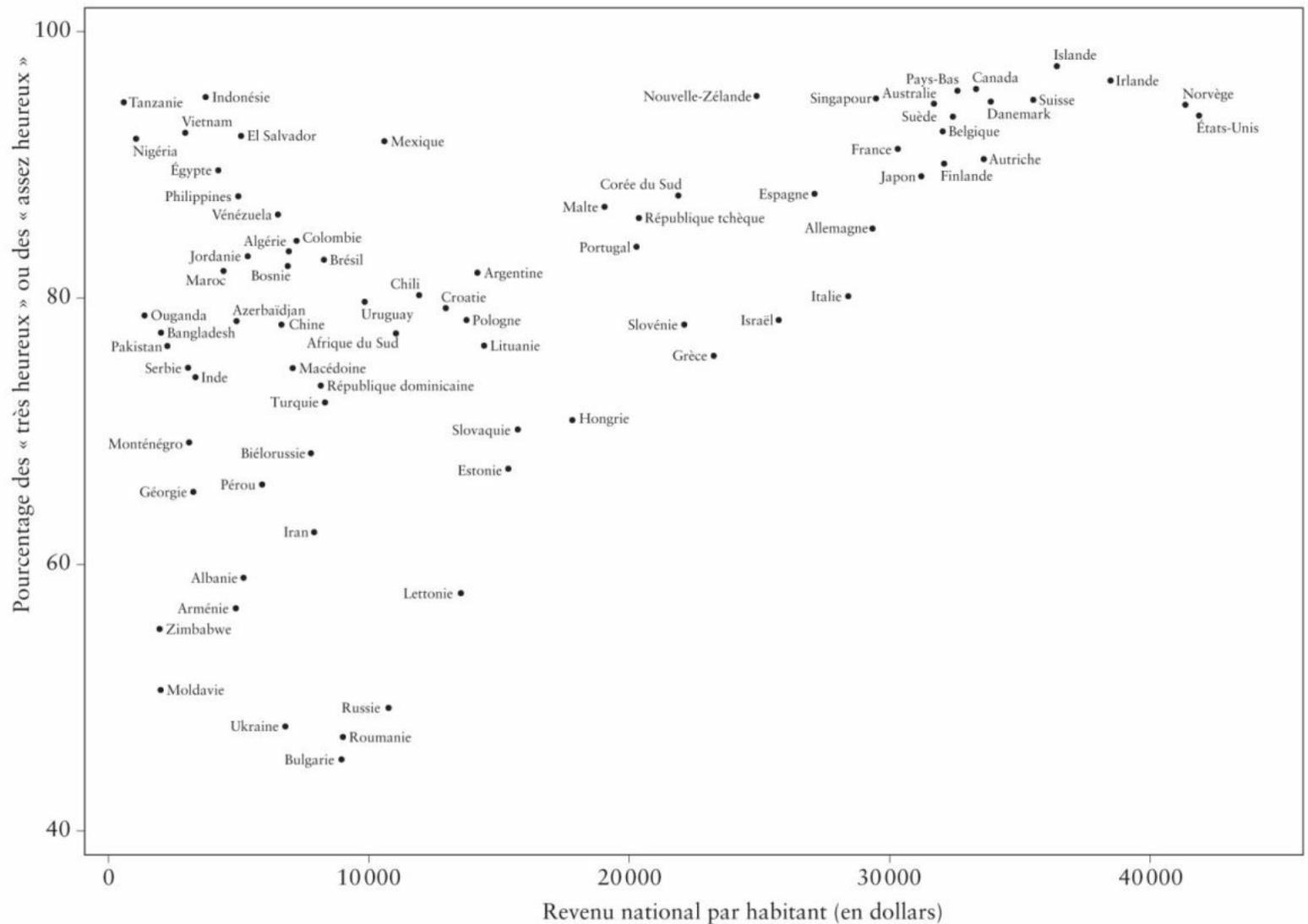


Figure 1.2 Bonheur et revenus moyens (données concernant le Royaume-Uni non disponibles).

Que nous portions le regard vers la santé, le bonheur ou d'autres mesures du bien-être, l'image que nous observons est donc parfaitement nette. Dans les pays les plus pauvres, le développement économique reste fondamental pour le bien-être humain. L'augmentation de leur niveau de vie matériel entraîne des améliorations substantielles, qu'il s'agisse de mesures objectives du bien-être comme l'espérance de vie ou de mesures subjectives comme le bonheur. En revanche, lorsque des nations rejoignent les rangs des pays développés et nantis, les nouvelles augmentations de revenus produisent de moins en moins d'effet.

C'est là un schéma prévisible. Lorsque vous obtenez toujours plus de quelque chose, chaque ajout

qu'il s'agisse de pains ou de voitures contribue de moins en moins à votre bien-être. Si notre estomac crie famine, manger du pain est le soulagement le plus ultime. Mais une fois notre estomac rassasié, disposer de nombreux autres pains ne nous aide pas particulièrement.

Tôt ou tard dans la longue histoire de la croissance économique, les pays atteignent inévitablement un niveau de prospérité où les rendements deviennent « décroissants ». La richesse supplémentaire génère de moins en moins de gains en matière de santé, de bonheur ou de bien-être. Un certain nombre de pays développés enregistrent une augmentation presque permanente de leurs revenus moyens depuis plus de 150 ans et les suppléments de richesse ne sont plus aussi bénéfiques que par le passé.

Les tendances observées concernant les causes de la mortalité confirment cette interprétation. Quand un pays accède à la richesse, ce sont les maladies liées à la pauvreté qui déclinent en premier lieu. Les principales maladies infectieuses (tuberculose, choléra ou rougeole), qui restent aujourd'hui monnaie courante dans les pays les plus pauvres, cessent progressivement d'être les premiers facteurs de mortalité. Leur disparition consommée, entrent en scène ce qu'il est convenu d'appeler les pathologies de la richesse, comme les maladies cardiovasculaires dégénératives et les cancers. Tandis que les maladies infectieuses de la pauvreté sont particulièrement fréquentes pendant l'enfance (elles vont même jusqu'à tuer dans la fleur de l'âge), les pathologies de la richesse sont essentiellement des maladies de l'âge mûr.

D'autres éléments probants confirment que, si les courbes des figures 1.1 et 1.2 s'aplatissent, c'est bien parce que les pays concernés ont atteint un seuil de niveau de vie matériel au-delà duquel les avantages de toute croissance économique supplémentaire sont moins substantiels. En effet, les maladies que l'on avait coutume d'appeler les « pathologies de la richesse » sont devenues aujourd'hui les maladies des pauvres vivant dans des sociétés prospères. Auparavant, les maladies cardiaques, les infarctus et l'obésité étaient généralement plus fréquents chez les riches. La maladie cardiaque était considérée comme une maladie d'homme d'affaires. Les riches étaient gros et les pauvres étaient maigres. Mais ces schémas se sont inversés à partir des années 1950, dans chaque pays nouvellement développé. La prévalence sociale des maladies qui avaient été les plus habituelles dans les couches aisées de chaque société s'est inversée ; ces maladies sont devenues plus fréquentes parmi les pauvres.

Les limites écologiques de la croissance

Alors même que les pays riches parviennent au terme des avantages réels de la croissance économique, il nous faut bien admettre la prégnance des problèmes que sont le réchauffement planétaire et les limites écologiques de la croissance. Compte tenu de la réduction spectaculaire des émissions de carbone qu'il faut obtenir pour empêcher que le changement climatique ou l'élévation du niveau des mers ne prennent un tour incontrôlé, il s'avère que même les niveaux actuels de consommation ne sont pas viables. C'est tout particulièrement le cas si les niveaux de vie dans les pays pauvres et en voie de développement augmentent comme ils devraient le faire. Au chapitre 15, nous évoquerons comment la perspective décrite dans ce livre rejoint les politiques destinées à réduire le réchauffement de la planète.

Écarts de revenus *dans* et *entre* les sociétés

Nous sommes la première génération contrainte de répondre de la façon la plus novatrice à certaines questions : comment apporter de nouvelles améliorations à la qualité réelle de la vie humaine ? Vers quoi nous tourner si ce n'est pas la croissance économique ? L'une des clés principales de cette énigme réside dans ce constat : les écarts de revenus existant *dans* la société où nous vivons et les écarts de revenus *entre* une société riche et une autre nous affectent, mais de façon totalement différente.

Dans les chapitres 4 à 12, nous nous concentrerons sur une série de problèmes sanitaires et sociaux comme la violence, la maladie mentale, la maternité précoce et l'échec scolaire. Ces phénomènes touchent davantage les pauvres que les riches dans tous les pays. Cette répartition de leur prévalence donne souvent l'impression que des revenus et des niveaux de vie plus élevés ont pour effet de sortir les gens de ces problèmes. Pourtant, lorsque nous comparons différentes sociétés entre elles, force est de constater que ces problèmes sociaux n'ont que peu de rapport, voire pas du tout, avec le niveau des revenus *moyens* d'une société.

Prenons l'exemple de la santé. Plutôt que d'observer l'espérance de vie dans les pays riches et pauvres – ce que faisait la figure 1.1 –, observons seulement les pays les plus riches. La figure 1.3 ne montre que les pays riches. Elle confirme que certains d'entre eux sont presque deux fois plus riches que d'autres. Nulle trace pourtant d'un quelconque avantage du point de vue de l'espérance de vie. En revanche, *dans* chacun de ces pays, les taux de mortalité sont étroitement et systématiquement liés aux revenus. La figure 1.4 expose la relation entre les taux de mortalité et les niveaux de revenus aux États-Unis. Les taux de mortalité sont présentés par zones (codes postaux). Ils sont classés en fonction du revenu moyen des ménages dans les zones en question. Sur la droite, se trouvent les zones les plus riches, où les taux de mortalité sont plus faibles ; à gauche, apparaissent les zones les plus pauvres, où les taux de mortalité sont plus élevés. Même si nous utilisons des données américaines, des gradients de santé semblables et plus ou moins marqués existent dans presque toutes les sociétés. Des revenus plus élevés génèrent des taux de mortalité plus faibles dans chaque couche de la société. Notez qu'il n'est pas seulement question du fait que les pauvres ont une santé moins bonne que les autres. L'élément le plus frappant de la figure 1.4 est la régularité même du gradient de santé dans l'ensemble de la société ; cette évolution nous affecte tous.

Dans chaque pays, la santé et le bonheur des gens sont liés à leurs revenus. Les plus riches tendent, en moyenne, à être en meilleure santé et plus heureux que les plus pauvres. Mais, si nous comparons des pays riches entre eux, le fait qu'une population soit – en moyenne – presque deux fois plus riche qu'une autre ne fait aucune différence.

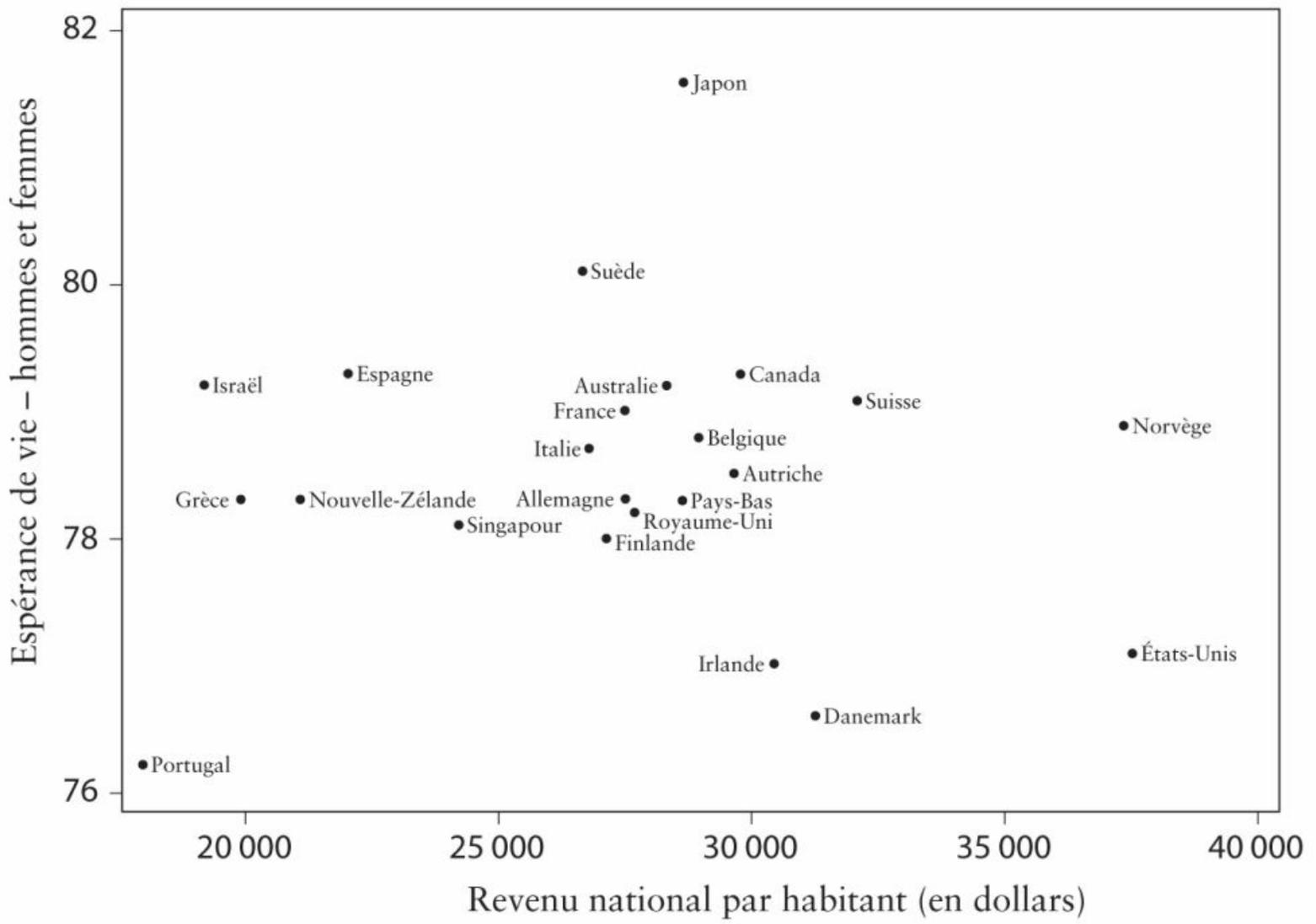


Figure 1.3 L'espérance de vie n'a aucun rapport avec les écarts de revenus moyens *entre* pays riches.

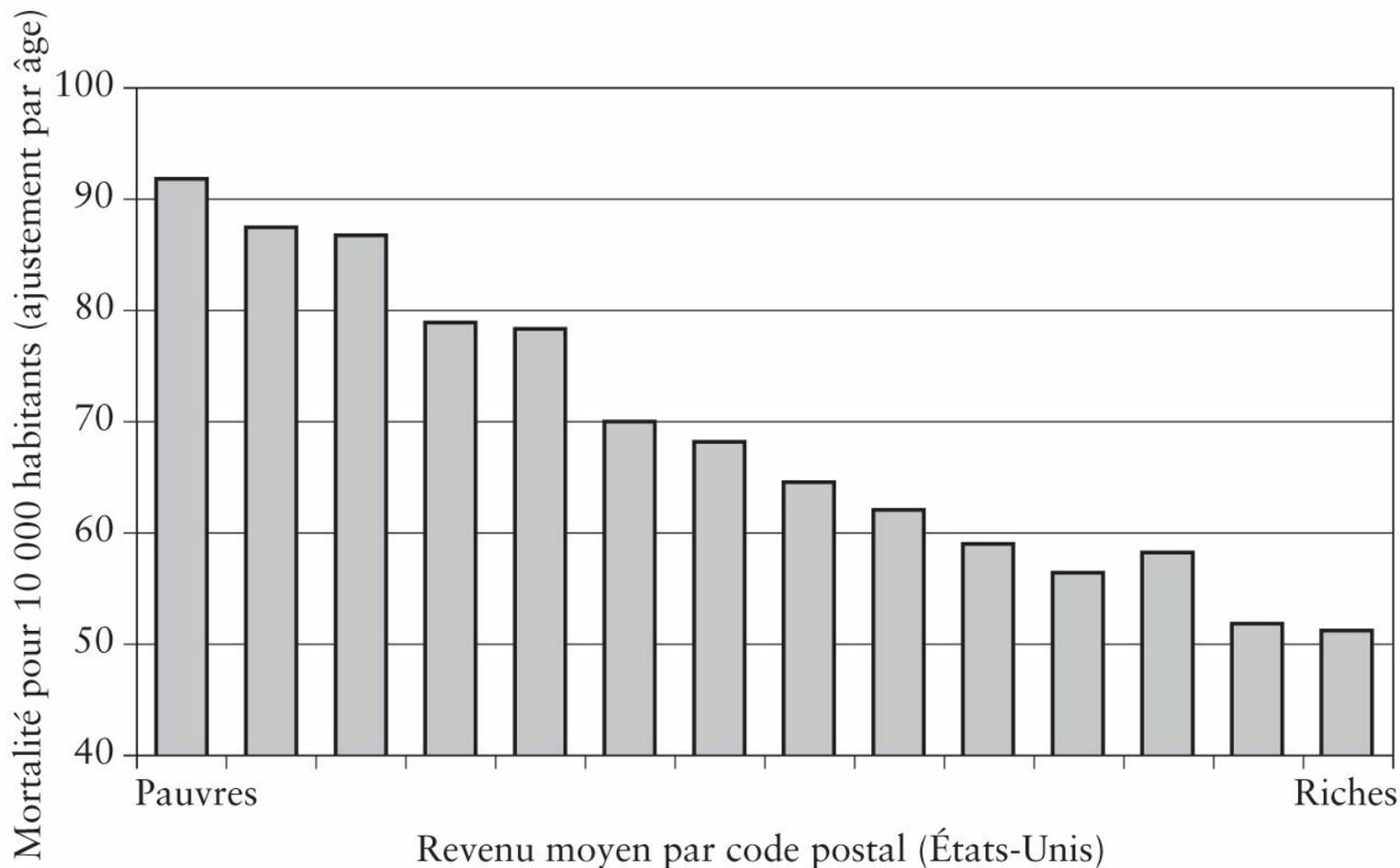


Figure 1.4 Les taux de mortalité sont étroitement liés aux écarts de revenus *dans les sociétés*⁴.

Que conclure de ce paradoxe ? Les écarts de revenus ou de niveaux de vie moyens entre des populations différentes ou entre des pays différents n'ont aucune importance, mais les écarts de revenus au sein de ces populations ou de ces pays sont des facteurs déterminants. Deux explications sont plausibles. D'une part, il se peut que, dans les pays riches, ce ne soit pas le niveau de revenu ou de vie réel qui prime, mais la teneur des points de comparaison avec les autres personnes vivant dans la même société que nous. Le niveau de vie moyen n'aurait pas d'importance, l'essentiel serait de savoir si nous faisons mieux ou moins bien que d'autres (tout serait fonction de l'échelon que nous occupons dans la hiérarchie sociale).

Autre possibilité, le gradient social^{***} de santé montré à la figure 1.4 résulterait non pas des effets des revenus relatifs ou du statut social liés à la santé, mais des effets de la mobilité sociale, qui ferait le tri entre personnes en bonne ou en moins bonne santé. Peut-être les personnes saines tendent-elles à grimper sur l'échelle sociale et les personnes en mauvaise santé finissent-elles en bas de l'échelle ?

Nous résoudrons ce problème au chapitre suivant, et nous verrons si la compression ou l'étirement des écarts de revenus dans une société produit un quelconque effet. Les sociétés plus ou moins égalitaires souffrent-elles avec la même intensité des problèmes sanitaires et sociaux ?

* Traduit par André-Ferdinand Herold, P.-V. Stock éd., 1908.

** The Hardwood Group, *Yearning for Balance: Views of Americans on consumption, materialism, and the environment*, Takoma Park (MD), Merck Family Fund, 1995. Par ailleurs, les chiffres en exposant renvoient aux références bibliographiques numérotées dont la liste est présentée en fin d'ouvrage (voir page 295).

*** Il existe un lien entre l'état de santé d'une personne et sa position dans la hiérarchie sociale. Ce constat ne concerne pas seulement

les personnes les plus défavorisées, en situation de précarité ou de pauvreté. Les inégalités sociales de santé suivent une distribution socialement stratifiée au sein de la population. En d'autres termes, chaque catégorie sociale présente un niveau de mortalité, de morbidité plus élevé que la classe immédiatement supérieure. Ce phénomène est résumé par le terme de « gradient social des inégalités de santé ». Voir la définition complète sur le site de l'Institut national de prévention et d'éducation pour la santé : www.inpes.sante.fr/slh/articles/397/02.htm (NDE).

Chapitre 2 PAUVRETÉ OU INÉGALITÉ ?

La pauvreté n'est pas qu'une quantité réduite de biens, pas plus qu'elle ne représente une relation entre des moyens et des fins ; elle est avant tout une relation entre personnes. La pauvreté est un statut social [...]. Elle est devenue [...] une distinction injuste entre les classes.

Marshall Sahlins, *Stone Age Economics*

Comment mesurer l'inégalité ?

Nous avons vu dans le chapitre précédent que la croissance économique et l'augmentation du revenu moyen ne contribuent plus beaucoup au bien-être dans les pays riches. Nous nous sommes aussi rendu compte que les problèmes sanitaires et sociaux restent fortement associés aux revenus. Nous analyserons dans ce chapitre si l'ampleur des inégalités de revenus dans une société produit de quelconques effets.

La figure 2.1 montre la variation des écarts de revenus des pays développés. Les pays les plus égalitaires sont placés en haut, les plus inégalitaires en bas. La longueur des barres horizontales exprime dans quelle mesure les 20 % les plus riches de la population de chaque pays sont plus riches que les 20 % les plus pauvres. Dans certains pays comme le Japon et dans certains pays scandinaves, dans le haut du tableau, les 20 % les plus riches sont moins de quatre fois plus riches que les 20 % les plus pauvres. En bas du tableau apparaissent des pays où ces écarts sont au moins deux fois plus importants. Dans deux d'entre eux, les 20 % les plus riches possèdent environ neuf fois plus que les plus pauvres. Singapour, les États-Unis, le Portugal et le Royaume-Uni figurent parmi les pays les plus inégalitaires (ces chiffres sont ceux des revenus des ménages après impôts et prestations sociales, ajustés par le nombre de personnes vivant dans chaque ménage).

Il existe de nombreuses manières de mesurer les écarts de revenus. Elles sont toutes tellement semblables que leurs résultats sont généralement très proches. Au lieu des 20 % les plus riches et les plus pauvres, nous aurions pu comparer les 10 ou les 30 % du haut et du bas de la fourchette.

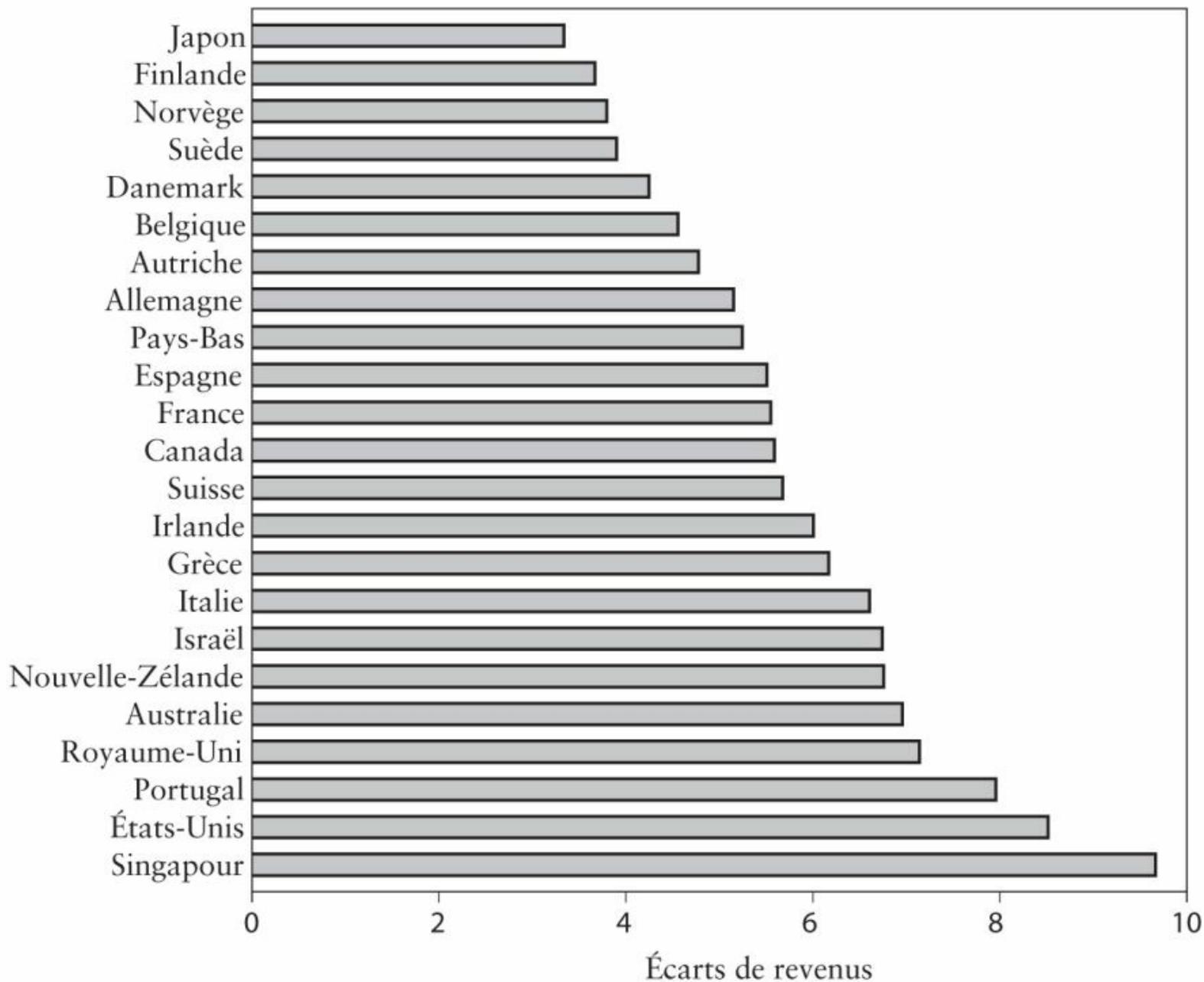


Figure 2.1 Combien de fois les 20 % les plus riches sont-ils plus riches que les 20 % les plus pauvres⁵ ?

De même, nous aurions pu nous pencher sur la part des revenus totaux que reçoit la moitié la plus pauvre de la population. En général, elle reçoit environ 20 à 25 % de tous les revenus, l'autre moitié percevant les 75 ou 80 % restants. D'autres mesures plus sophistiquées ont cours. L'une d'entre elles s'appelle le coefficient de Gini. Il mesure l'inégalité dans l'ensemble de la société plutôt que d'en comparer seulement les extrêmes. Si la totalité des revenus va à une seule personne (inégalité maximale) et que tous les autres ne reçoivent rien, le coefficient de Gini est égal à 1. Si les revenus sont équitablement partagés et que tout le monde perçoit exactement le même revenu (égalité parfaite), le coefficient de Gini est égal à zéro. Donc plus sa valeur est faible, plus la société est égalitaire. Les valeurs les plus courantes sont généralement comprises entre 0,3 et 0,5. L'indice « Robin des bois » est une autre mesure de l'inégalité. Il doit son nom au fait qu'il calcule la proportion des revenus d'une société qu'il faudrait prendre aux riches et donner aux pauvres afin d'obtenir l'égalité totale.

Pour ne pas être accusés de pratiquer des choix subjectifs, nous avons préféré prendre des mesures

fournies par des agences officielles plutôt que de calculer les nôtres. Dans ce livre, chaque fois que nous comparons les inégalités dans différents pays, nous utilisons le rapport entre les revenus reçus par les 20 % les plus riches et les plus pauvres. Cette mesure est facile à comprendre et ces chiffres sont fournis « prêts à l'emploi » par les Nations unies. Quand nous comparons les inégalités aux États-Unis, nous utilisons le coefficient de Gini : cette mesure est la plus commune. Elle a la préférence des économistes et est mise à disposition par le Bureau du recensement des États-Unis. Dans de nombreux articles de recherche universitaire, comme d'autres chercheurs, nous avons utilisé deux systèmes différents de mesure des inégalités afin de montrer que le choix des mesures a rarement un effet significatif sur les résultats.

L'ampleur des inégalités a-t-elle une importance ?

Parvenus au terme de ce que la croissance économique peut apporter à notre qualité de vie, et à la lumière des dommages qu'elle cause à l'environnement, quelles sont alors les conséquences des degrés d'inégalité qu'illustre la figure 2.1 ?

On sait depuis quelques années que la mauvaise santé et la violence sont plus fréquentes dans les sociétés plus inégalitaires. En revanche, nous avons remarqué au cours de notre recherche que la plupart des problèmes qui sont plus fréquents au bas de l'échelle sociale le sont aussi dans les sociétés plus inégalitaires. Il s'agit non seulement de la mauvaise santé et de la violence, mais aussi, comme nous le montrerons dans les chapitres suivants, d'une kyrielle d'autres problèmes sociaux. Presque tous alimentent cette inquiétude largement répandue que les sociétés modernes, malgré leur prospérité, soient un échec sur le plan social.

Pour savoir si ces problèmes sont plus fréquents dans les pays inégalitaires, nous avons collecté des données internationalement comparables sur la santé et sur le plus grand nombre possible de problèmes faisant l'objet de chiffres fiables. La liste à laquelle nous sommes finalement parvenus comportait les problèmes suivants :

- niveau de confiance,
- maladie mentale (y compris addiction à la drogue et à l'alcool),
- espérance de vie et mortalité infantile,
- obésité,
- réussite scolaire des enfants,
- maternité précoce,
- homicides,
- taux d'incarcération,
- mobilité sociale (non disponible pour les États américains).

Parfois, ce qui s'apparente à des relations entre différents éléments survient accidentellement ou par hasard. Afin d'être certains que nos conclusions étaient correctes, nous avons aussi collecté des données sur les mêmes problèmes sanitaires et sociaux – ou aussi identiques que possible – concernant chacun des cinquante États des États-Unis. Cette approche nous a permis de vérifier si les problèmes en question étaient systématiquement liés à l'inégalité dans ces deux configurations indépendantes. Comme l'a dit Lyndon Johnson : « L'Amérique n'est pas seulement une nation, elle est aussi une nation de nations. »

Afin de présenter une image globale, nous avons rassemblé toutes les données relatives aux problèmes sanitaires et sociaux de chaque pays et, séparément, de chaque État américain pour constituer un indice des problèmes sanitaires et sociaux propre à chaque pays et à chaque État américain. Tous les éléments de ces indices ont la même pondération. Par exemple, le chiffre correspondant à la santé mentale a autant d'influence sur la note globale que le taux d'homicide ou le taux de maternité précoce. Au final, nous obtenons un indice exprimant le degré de fréquence de tous ces problèmes sanitaires et sociaux dans chaque pays et dans chaque État américain. Certains éléments comme l'espérance de vie font l'objet d'une note inversée afin que des résultats moins bons soient toujours mis en évidence par un chiffre plus élevé. Ainsi, à l'analyse des figures, toute note plus élevée reprise dans l'indice des problèmes sanitaires et sociaux est synonyme d'une situation moins bonne (pour toute information supplémentaire sur le mode de sélection des pays présents dans les graphiques de ce livre, veuillez consulter l'appendice).

Tout d'abord, nous montrons dans la figure 2.2 que les problèmes sanitaires et sociaux ont

beaucoup moins de chances d'apparaître dans les pays plus égalitaires. Plus les inégalités s'accroissent (en se déplaçant vers la droite sur l'axe horizontal), moins les résultats dans notre indice des problèmes sanitaires et sociaux sont bons. De fait, ces problèmes sont plus fréquents dans les pays où les différences de revenus sont plus importantes. Les deux éléments sont extraordinairement corrélés. À lui seul, le hasard ne suffirait pas à produire une disposition où les pays s'alignent de cette manière.

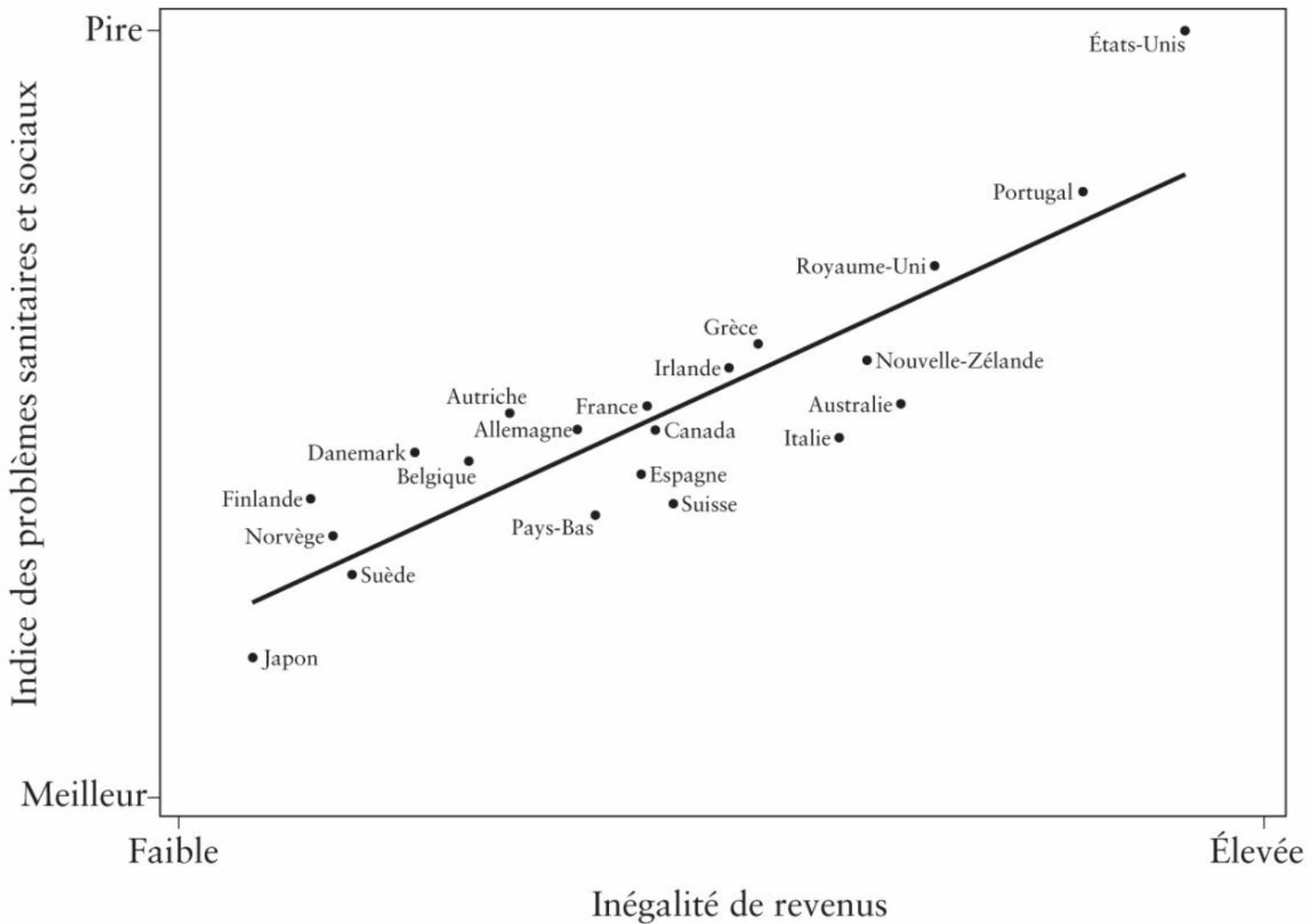


Figure 2.2 Les problèmes sanitaires et sociaux sont étroitement liés à l'inégalité dans les pays riches.

Pour souligner que la prévalence de la mauvaise santé et des problèmes sociaux dans les sociétés est véritablement liée à l'inégalité et non pas au niveau de vie moyen, nous présentons dans la figure 2.3 le même indice des problèmes sanitaires et sociaux, mais cette fois en relation avec les revenus moyens (revenu national par habitant). Cette figure montre qu'il n'existe pas, dans les pays plus riches, de tendance aussi claire au fur et à mesure que l'on progresse vers les revenus plus élevés. Ce constat corrobore celui du premier chapitre à propos des figures 1.1 et 1.2. En revanche, si les problèmes sanitaires et sociaux étaient plus courants dans les couches défavorisées de chaque société – comme l'a montré la figure 1.4 –, nous savons désormais que la charge globale de ces problèmes est beaucoup plus importante dans les sociétés plus inégalitaires.

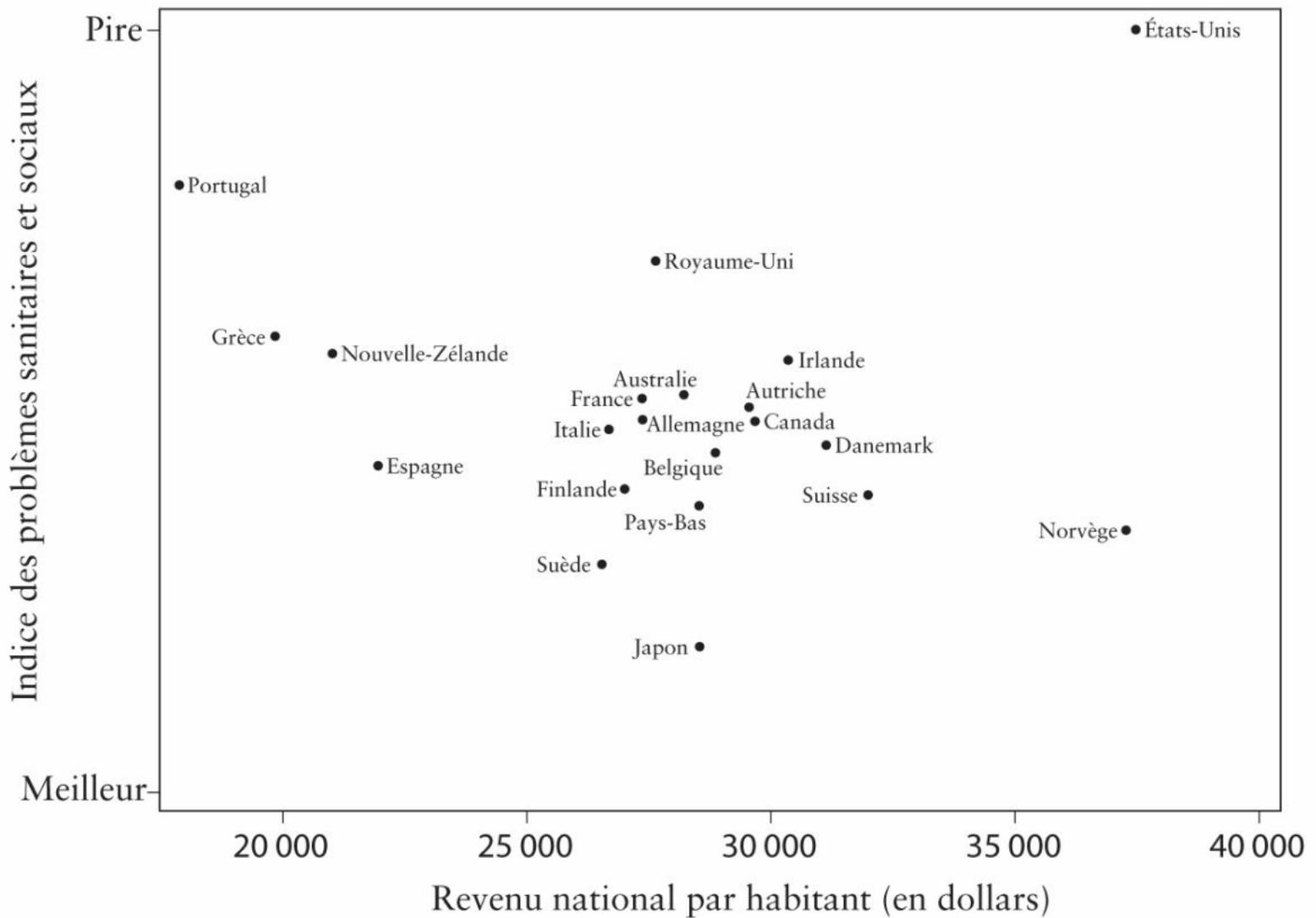


Figure 2.3 Les problèmes sanitaires et sociaux ne sont que faiblement liés aux revenus nationaux moyens dans les pays riches.

Afin de vérifier si ces résultats ne sont pas un extraordinaire coup de chance, voyons maintenant si nous observons des tendances similaires lorsque nous prenons en considération les cinquante États américains. Nous avons pu collecter à leur sujet des données sur des problèmes sanitaires et sociaux pour ainsi dire identiques à celles utilisées dans notre indice international. La figure 2.4 montre que l'indice des problèmes sanitaires et sociaux est fortement corrélé à l'ampleur des inégalités dans chaque État. La figure 2.5 indique qu'il n'existe pas de lien évident entre cette corrélation et les niveaux moyens de revenu. Les éléments probants sur les États-Unis corroborent notre observation à l'échelon international. La position occupée par les États-Unis dans le graphique international (figure 2.2) montre que le niveau élevé du revenu moyen de l'ensemble des États-Unis ne réduit nullement leurs problèmes sanitaires et sociaux par rapport à d'autres pays.

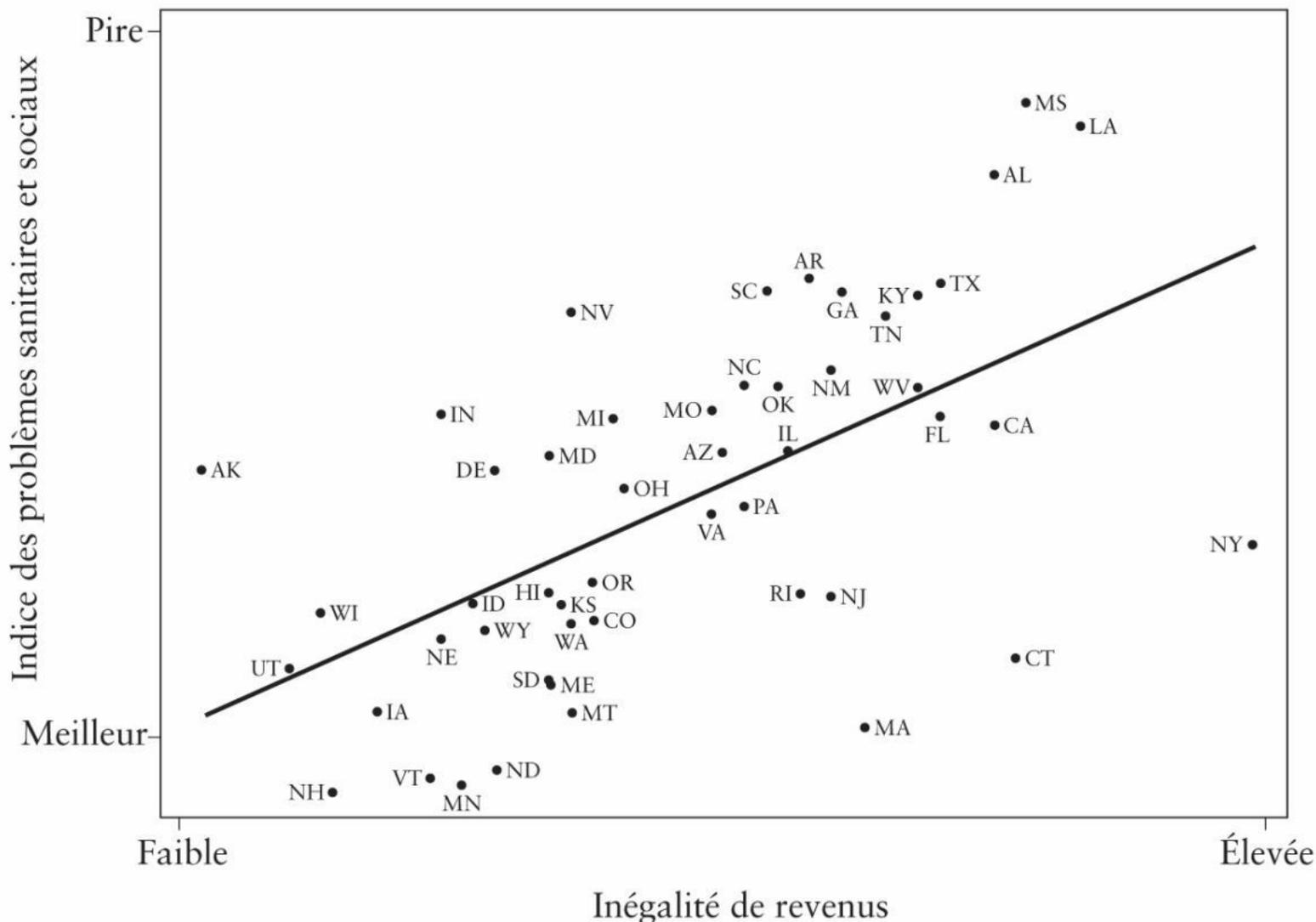


Figure 2.4 Les problèmes sanitaires et sociaux sont liés à l'inégalité dans les États américains [voir liste des abréviations p. 295].

Il convient de noter que, si notre indice combinant des données relatives à une dizaine de problèmes sanitaires et sociaux différents est à ce point lié à l'inégalité, il faut y voir en partie l'effet de leur combinaison, qui renforce ce qu'ils ont en commun et atténue ce qu'ils ne partagent pas. Dans les chapitres 4 à 12, nous examinerons si ces problèmes – pris isolément – sont liés à l'inégalité. Nous analyserons également les diverses raisons pour lesquelles ils pourraient être causés par l'inégalité.

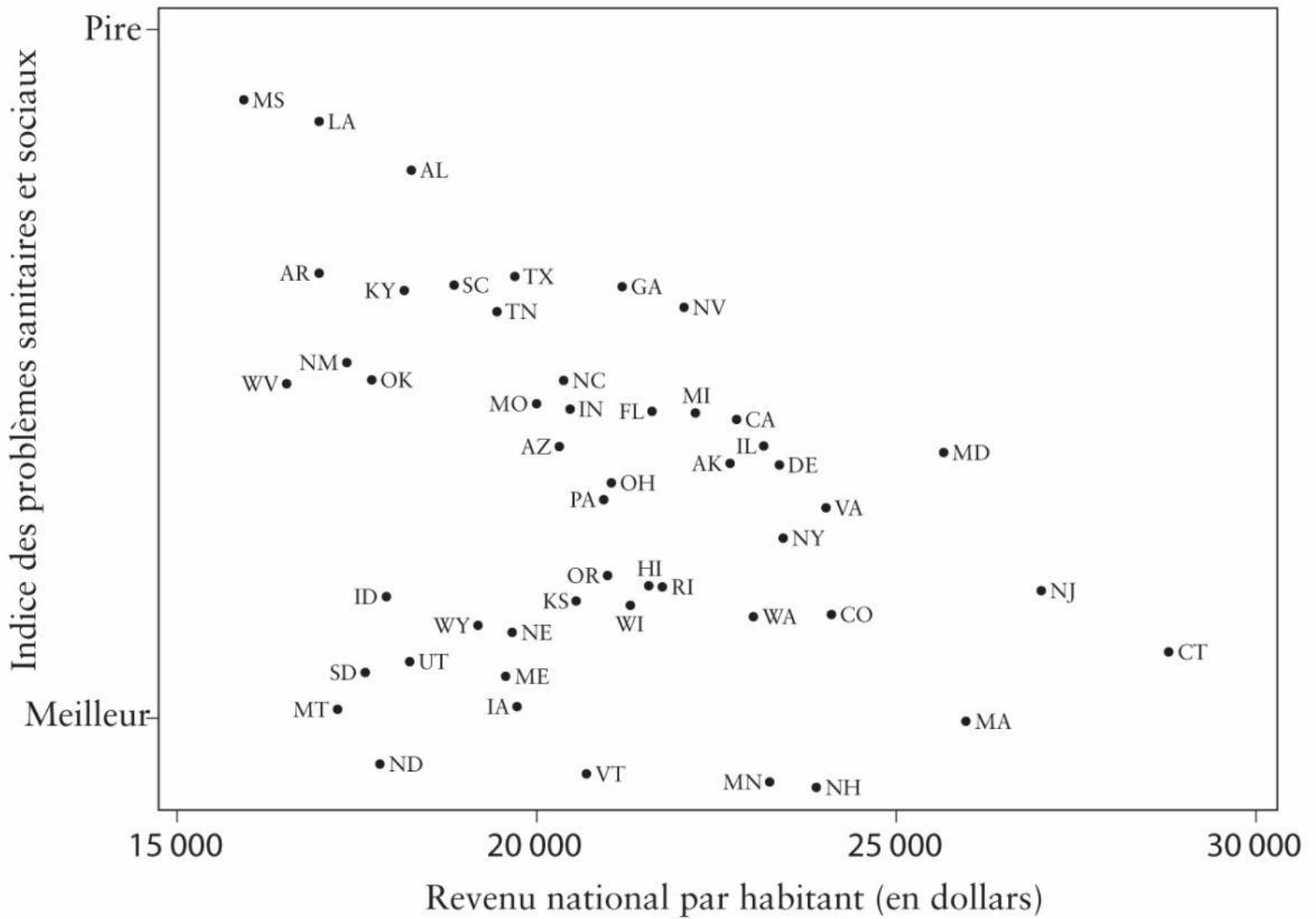


Figure 2.5 Les problèmes sanitaires et sociaux ne sont que faiblement liés aux revenus moyens dans les États américains [voir liste des abréviations p. 284].

Ces éléments probants ne peuvent pas être rejetés comme un tour de passe-passe statistique. La forte correspondance exposée dans la figure 2.2 suggère que l'ampleur des inégalités dans chaque pays est effectivement l'élément commun qui fait le lien avec la prévalence de l'ensemble de ces problèmes sanitaires et sociaux. Toutes les données proviennent des sources les plus fiables – Banque mondiale, Organisation mondiale de la santé, Nations unies, Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), etc.

Se pourrait-il que ces relations résultent d'une sélection non représentative des problèmes ? Pour répondre à cette question, nous avons également utilisé l'indice du bien-être des enfants provenant du Fonds des Nations unies pour l'enfance (Unicef), et plus précisément les données qu'il présente concernant les pays riches. Cet indice englobe quarante aspects différents du bien-être des enfants (nous avons supprimé la mesure de la pauvreté relative des enfants parce qu'elle est, par définition, étroitement liée à l'inégalité). La figure 2.6 montre que le bien-être des enfants est fortement lié à l'inégalité. La figure 2.7 montre que cette tendance n'est pas du tout fonction des revenus moyens dans chaque pays.

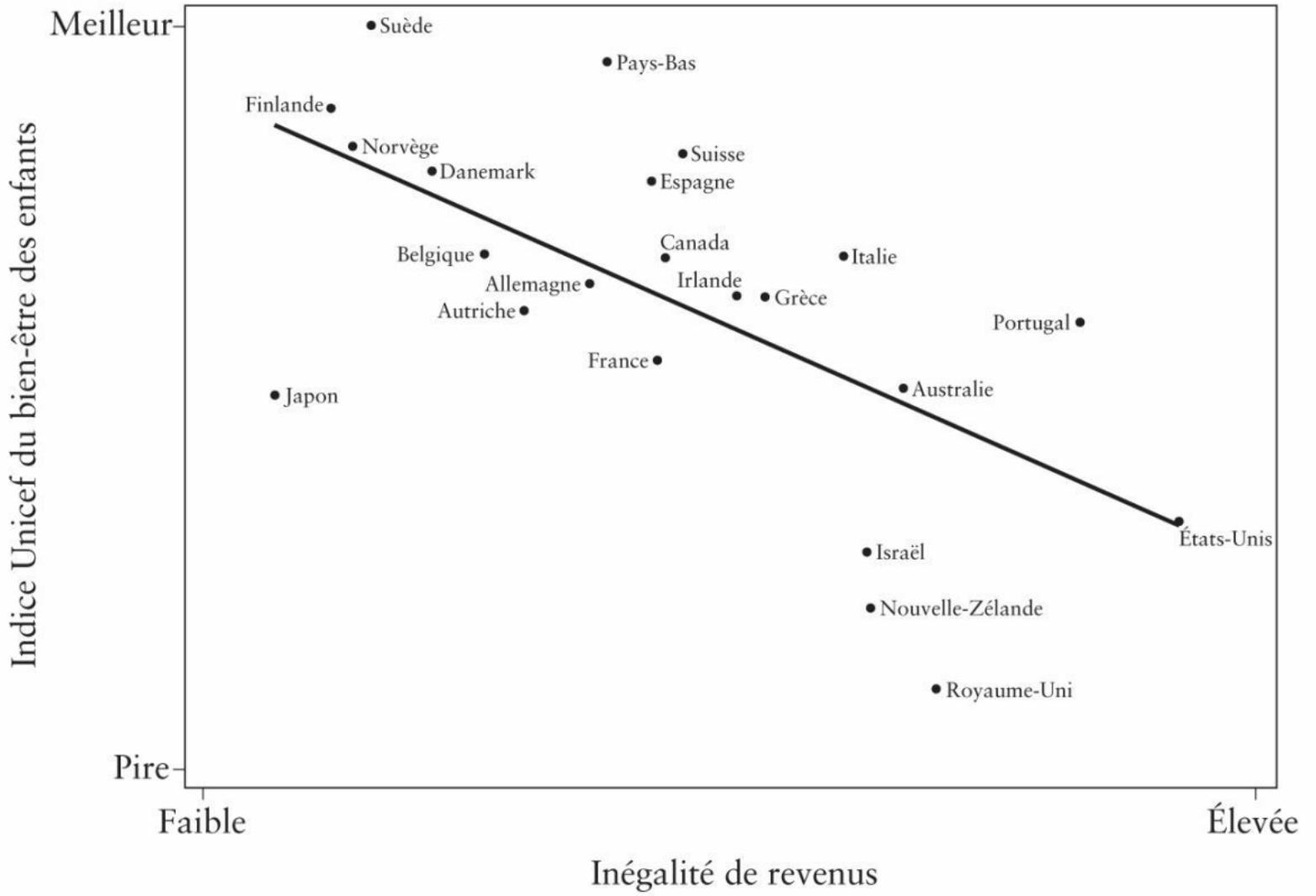


Figure 2.6 L'indice Unicef du bien-être des enfants dans les pays riches est lié à l'inégalité.

Gradients sociaux

Comme nous l'avons signalé à la fin du chapitre précédent, deux hypothèses largement répandues pourraient expliquer pourquoi les personnes du bas de l'échelle sociale souffrent de problèmes plus nombreux. Soit les circonstances dans lesquelles vivent ces personnes sont à l'origine de leurs problèmes, soit ces personnes se retrouvent au bas de l'échelle sociale parce qu'elles sont sujettes à des problèmes qui les tirent vers le bas. Les éléments probants que nous avons parcourus dans ce chapitre placent ces questions sous un jour nouveau.

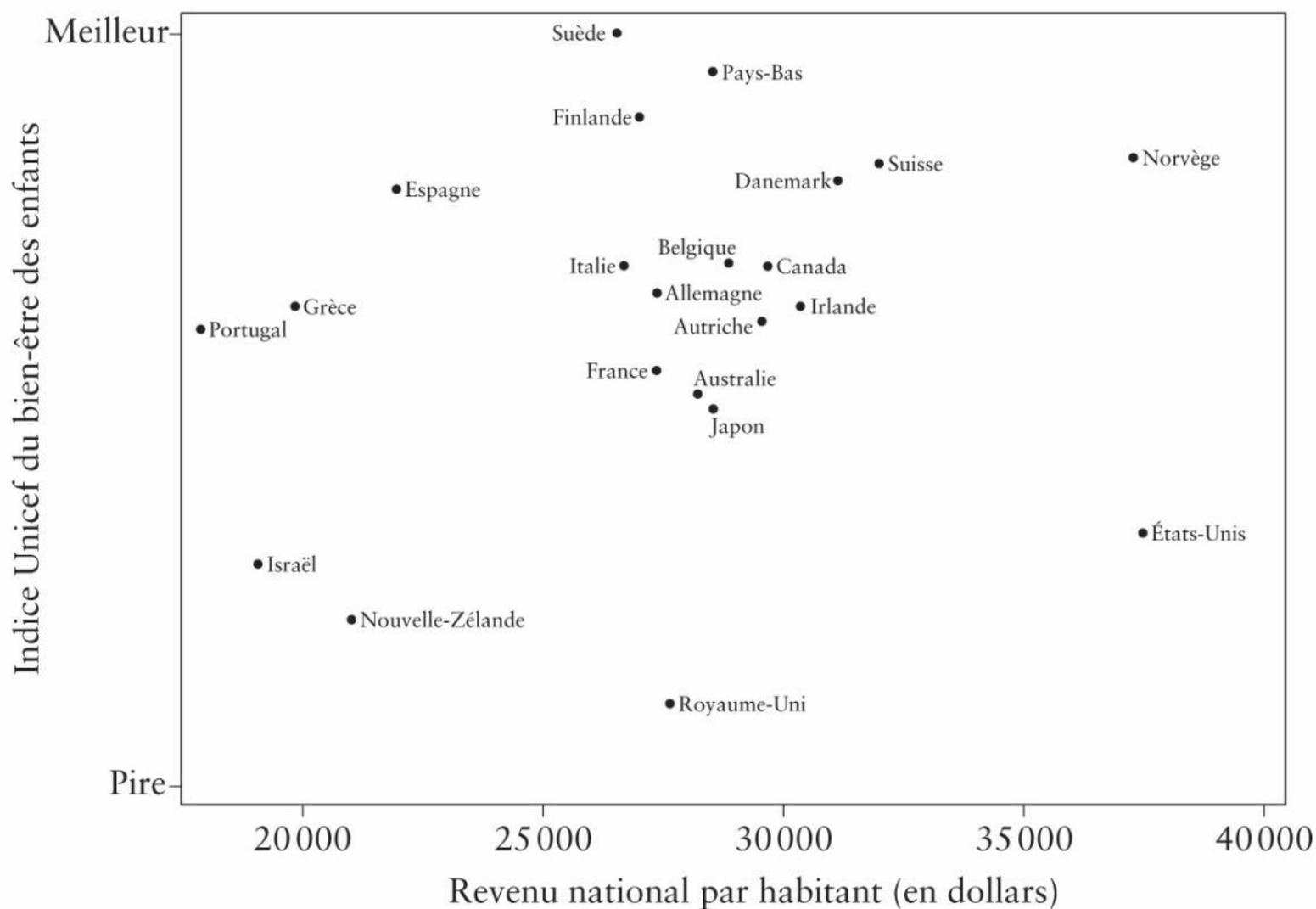


Figure 2.7 L'indice Unicef du bien-être des enfants n'est pas lié au revenu national brut par habitant dans les pays riches.

Commençons par nous imaginer la société comme une grande gare de triage, les individus y gravissant ou y descendant l'échelle sociale au gré de leurs caractéristiques et de leurs vulnérabilités personnelles. Certes, être en mauvaise santé, avoir un parcours scolaire difficile ou donner naissance à un bébé alors qu'on est encore adolescente sont autant d'éléments qui réduisent les chances de gravir l'échelle sociale. Mais la notion de « tri » en tant que telle n'explique absolument pas pourquoi les sociétés plus inégalitaires souffrent davantage de tous ces problèmes que les sociétés moins inégalitaires. Si la mobilité sociale peut expliquer partiellement la conjonction de ces problèmes au bas de l'échelle sociale, elle n'explique pas pourquoi les sociétés plus inégalitaires ont globalement plus de problèmes.

Si l'on considère que les problèmes sociaux sont directement causés par de mauvaises conditions matérielles (logements et régimes alimentaires de mauvaise qualité, faiblesse des possibilités éducatives, etc.), les sociétés riches et développées devraient obtenir de meilleurs résultats que les autres. C'est pourtant loin d'être le cas. Certains des pays les plus riches sont les moins bien classés.

N'est-il pas remarquable que ces mesures des problèmes sanitaires et sociaux – dans ces deux configurations – et celles du bien-être des enfants dans les pays riches abondent toutes à ce point dans le même sens ? Les problèmes dans les pays riches ne sont pas causés par un manque de richesse dans la société (ni même par un excès de richesse), mais par l'ampleur trop importante des écarts de richesse matérielle au sein de chaque société. L'élément déterminant est la position que nous occupons par rapport aux autres dans notre société.

Bien sûr, même dans les pays les plus prospères, une petite partie des personnes les plus déshéritées n'ont parfois pas assez d'argent pour se nourrir. Cela dit, des enquêtes menées auprès des 12,6 % d'Américains vivant sous le seuil de pauvreté fédéral (un niveau absolu de revenus plutôt qu'une norme relative comme la moitié des revenus moyens) montrent que 80 % d'entre eux ont l'air conditionné, qu'ils sont presque 75 % à posséder au moins une voiture ou un camion, et qu'environ 33 % ont un ordinateur, un lave-vaisselle ou un deuxième véhicule. En d'autres termes, lorsque des gens n'ont pas les moyens de se procurer des biens de première nécessité comme la nourriture, ils le doivent généralement à leur désir irrésistible de vivre selon les normes les plus courantes.

Il arrive que des gens trouvent plus opportun de maintenir les apparences en dépensant leur argent en vêtements. Tant pis s'ils doivent dans le même temps brider leurs dépenses alimentaires. Citons le cas de ce jeune chômeur qui avait dépensé un mois de son revenu pour un nouveau téléphone mobile. Selon lui, les filles ignoraient les garçons ne possédant pas ce qu'il « fallait ». Comme l'a souligné Adam Smith, il est essentiel de pouvoir se présenter de façon crédible dans la société sans ressentir la honte et la stigmatisation de la pauvreté apparente.

Exactement comme le gradient de la santé traversait la société de bas en haut, les pressions de l'inégalité et de la volonté de maintenir les apparences ne sont pas confinées à une petite minorité de personnes pauvres. Bien au contraire, comme nous le verrons, ces phénomènes touchent l'ensemble de la population.

Problèmes différents, origines communes

Les responsables politiques ont tendance à traiter séparément les problèmes sanitaires et les problèmes sociaux, dont nous avons pourtant constaté qu'ils procèdent pareillement de l'inégalité. À leurs yeux, chacun de ces problèmes nécessite des services et des remèdes distincts. Nous payons des médecins et des infirmières pour faire face aux problèmes de santé, des policiers et des prisons pour lutter contre la criminalité, des professeurs et des psychologues scolaires pour remédier aux problèmes d'éducation ainsi que des travailleurs sociaux, des unités de réinsertion des toxicomanes et des experts en promotion de la santé, chargés de s'occuper d'une longue série d'autres problèmes. Tous ces services sont onéreux et, au mieux, partiellement efficaces. Par exemple, les écarts dans la qualité des soins médicaux ont moins d'effet sur l'espérance de vie que les différences sociales, prises du point de vue du risque qu'elles impliquent en matière de maladies mortelles. Et même quand ces divers services parviennent à arrêter un récidiviste, à soigner un cancer, à guérir un toxicomane ou à surmonter un échec scolaire, nous savons que nos sociétés recréent sans fin ces problèmes à chaque génération. Parallèlement, tous ces problèmes sont plus fréquents dans les couches les plus défavorisées de nos sociétés, et ils surviennent beaucoup plus fréquemment dans les sociétés plus inégalitaires.

Que nous apprennent les inégalités de revenus ?

Avant d'examiner dans les chapitres suivants en quoi l'ampleur des inégalités de revenus peut être liée à d'autres problèmes, disons quelques mots sur ce que ces inégalités, selon nous, nous apprennent sur une société. Les êtres humains ont vécu dans toutes sortes de configurations sociales, des sociétés préhistoriques de chasseurs et de cueilleurs les plus égalitaires aux dictatures les plus ploutocratiques. Même si les démocraties de marché modernes ne tombent dans aucun de ces extrêmes, il est raisonnable de supposer qu'elles ne sont pas toutes hiérarchisées de la même façon. Nous pensons que c'est exactement ce que mesurent les inégalités de revenus. Lorsque les écarts de revenus sont plus importants, les écarts sociaux sont plus marqués, et la stratification sociale plus fine.

Il serait intéressant de disposer d'un grand nombre d'indicateurs différents sur le degré de hiérarchisation dans différents pays. Nous pourrions alors comparer les inégalités de revenus, mais aussi celles qui tiennent au patrimoine, à l'éducation et au pouvoir. Il serait aussi intéressant d'analyser la nature du lien qu'ils entretiennent avec les écarts sociaux, les indicateurs du statut social comme les préférences personnelles en matière d'habillement, de musique et de cinéma, ou encore l'importance de la hiérarchie et de la position. Des mesures supplémentaires, susceptibles d'être comparées dans différents pays, pourraient être créées dans le futur. Pour l'heure, nous devons nous contenter des inégalités de revenus. La quantité d'enseignements que nous pouvons tirer de cette seule mesure est déjà surprenante.

Nous avons deux raisons principales de pencher pour cette interprétation concernant les inégalités de revenus. La première, c'est que seuls les problèmes sanitaires et sociaux ayant des gradients sociaux élevés – qui sont d'autant plus présents à mesure que l'on descend dans la hiérarchie sociale – sont plus fréquents dans les sociétés inégalitaires. Ce phénomène semble général : plus le gradient social d'un problème est marqué, plus il est lié à l'inégalité⁶. Cela ne s'applique pas seulement à chacun des problèmes (au taux de maternité précoce ou aux enfants subissant un retard scolaire, par exemple), il semblerait que ce principe s'applique aussi aux différences de genre dans le cadre d'un même problème. Si le taux d'obésité des femmes s'avère plus étroitement lié à l'inégalité que celui des hommes, comme nous le verrons, il semble que ce soit parce que le gradient social de l'obésité est plus marqué chez les femmes que chez les hommes. D'autres problèmes sanitaires comme le cancer du sein, qui ne sont généralement pas plus fréquents dans les couches défavorisées, ne sont pas liés à l'inégalité⁷.

L'autre élément qui laisse entendre que les inégalités de revenus reflètent effectivement le degré de hiérarchisation des sociétés nous est apparu à l'issue de l'examen de près de 170 articles universitaires consacrés à différents travaux de recherche sur la relation existant entre inégalités de revenus et santé⁸. La taille des régions où les chercheurs avaient mesuré l'inégalité variait considérablement. Certains avaient calculé l'ampleur de l'inégalité dans des quartiers et avaient voulu savoir si elle était liée au taux de mortalité moyen dans ces quartiers. D'autres, pour mesurer l'inégalité et la santé, avaient pris des villes entières comme unité de mesure. D'autres encore s'étaient penchés sur des régions et des États, ou avaient comparé des pays entiers. Un schéma très clair est apparu à l'examen de tous ces travaux de recherche. Tandis que d'innombrables éléments tendaient à prouver que l'inégalité était liée à la santé lorsque ces deux paramètres étaient mesurés dans des zones importantes (régions, États ou pays), les conclusions étaient beaucoup plus partagées quand l'inégalité était mesurée dans des zones plus petites.

Cette différence s'explique parfaitement si nous pensons aux raisons pour lesquelles la santé est généralement moins bonne dans les zones défavorisées. Il est bien évident que ce qui distingue les quartiers où la santé est mauvaise (l'espérance de vie peut y être jusqu'à dix ans plus courte que dans les quartiers riches) n'est pas leur inégalité intrinsèque. Ils souffrent d'inégalité ou sont défavorisés par rapport au reste de la société. Le marqueur déterminant est l'ampleur de l'inégalité dans l'ensemble de la société.

Nous en avons conclu que l'ampleur des écarts de revenus dans une société, plutôt que de nous informer sur l'une ou l'autre de ses influences jusqu'alors inconnues sur la santé – ou sur des problèmes sociaux –, nous donnait des éléments d'information sur la hiérarchie sociale que traversent des gradients relatifs à tant de questions sociales. Dans la mesure où les gradients des problèmes sanitaires et sociaux reflètent des écarts de statut social en termes culturel et comportemental, il semble que l'inégalité matérielle joue un rôle central dans ces écarts.

Nous devrions peut-être considérer l'ampleur des inégalités matérielles dans une société comme le squelette ou la charpente autour de laquelle se forment les différences de classe et les différences culturelles. Avec le temps, de simples écarts de richesse sont progressivement effacés par des différences dans l'habillement, les goûts esthétiques, l'éducation, la conscience de soi et tous les autres marqueurs de l'identité de classe. Pensons par exemple à l'influence qu'aura à terme l'émergence relativement récente d'écarts de revenus gigantesques en Russie sur la structure sociale de ce pays. Lorsque les enfants des nouveaux oligarques russes auront grandi dans d'immenses demeures, fréquenté des écoles privées et voyagé de par le monde, ils auront acquis tous les attributs d'une classe supérieure. Nous pouvons aussi citer le cas resté célèbre de cet homme politique, un conservateur britannique, dépeint comme « quelqu'un qui devait s'acheter de nouveaux meubles ». Les nouveaux riches ont beau avoir toujours souffert de préjugés, la richesse ne reste pas nouvelle à jamais : à partir du moment où les meubles font partie de l'héritage, ils deviennent patrimoine. Dès le XVIII^e siècle, époque où l'on pensait que la naissance et l'éducation étaient les signes distinctifs des échelons supérieurs de la société, lorsqu'on perdait sa fortune, il était possible de conserver un temps le statut de « pauvre raffiné ». Une génération plus tard, plus rien ne vous distinguait du reste des pauvres. Par ailleurs, comme le montre Jane Austen dans *Mansfield Park* et dans *Raison et sentiments*, préférer le mariage d'amour au mariage d'argent n'est pas forcément sans conséquence, peu importe la naissance. Qu'une richesse matérielle soit générée ou perdue, sans elle, il n'est pas possible de rester bien longtemps une « personne qui compte ». Et c'est parce que les disparités matérielles fournissent le cadre autour duquel se développent les distinctions sociales que les gens ont souvent considéré l'inégalité comme une source de division sociale.

Qualité de vie pour tous et normes de performance nationales

Nous voilà parvenus au terme de ce que peut nous apporter un niveau de vie matériel élevé. Nous sommes la première génération amenée à mobiliser d'autres moyens pour améliorer la qualité réelle de la vie. Les preuves scientifiques démontrent que la réduction de l'inégalité est le moyen à privilégier absolument pour améliorer la qualité de l'environnement social et, par conséquent, la qualité réelle de la vie pour chacun d'entre nous. Comme nous le verrons au chapitre 13, ce principe s'applique aussi aux mieux nantis.

De toute évidence, l'amélioration du bien-être de toute la population n'est pas le seul avantage que génère une situation plus égalitaire au sein de la société. Quel que soit le pays considéré, une société plus égalitaire joue un rôle fondamental du point de vue des normes de performance dans de nombreux domaines. Au début des années 1980, quand les inégalités de santé ont gagné en importance dans l'agenda sanitaire des autorités publiques, il n'était pas rare que l'on se demande pourquoi les inégalités donnaient lieu à tant de tergiversations. Les travailleurs de la santé publique avaient pour tâche d'élever les conditions générales de santé aussi vite que possible. Dans cet ordre d'idées, les inégalités sanitaires étaient une question secondaire, dépourvue de véritable signification. Nous pouvons aujourd'hui constater que c'est le contraire, à peu de chose près. Les normes nationales de santé, mais aussi d'autres aspects essentiels que nous aborderons dans les chapitres à venir, sont très largement fonction de l'ampleur des inégalités existant dans toute société. Le degré d'inégalité est le premier paramètre à vérifier par toute personne désireuse de savoir pourquoi un pays fait mieux ou moins bien qu'un autre. Il est erroné de penser que nous avons besoin d'une politique pour réduire les inégalités sanitaires ou améliorer les résultats obtenus par les écoliers, d'une part, et d'une autre politique pour relever les normes de performance nationales, d'autre part. Réduire les inégalités permettra d'agir simultanément sur ces deux aspects. En d'autres termes, si un pays veut, par exemple, améliorer le niveau moyen de réussite scolaire, il lui faut s'attaquer aux inégalités sous-jacentes qui génèrent un gradient social plus marqué en matière de réussite scolaire.

Pays en développement

Avant d'en terminer avec ce sujet, nous voudrions souligner que l'inégalité joue aussi un rôle dans les pays en développement, mais que ce pourrait être pour un ensemble de raisons différentes. Dans les pays riches, c'est l'importance symbolique des richesses et des possessions matérielles qui compte. Ce que les achats révèlent du statut et de l'identité d'une personne est souvent plus important que les produits en tant que tels. Pour le dire crûment, des produits de qualité inférieure ne peuvent que refléter des gens de qualité inférieure.

Les possessions matérielles sont partout des marqueurs du statut social. Les choses pourraient être différentes dans les sociétés plus pauvres. Là-bas, les produits de première nécessité représentent une part beaucoup plus importante de la consommation. En clair, les raisons expliquant la meilleure performance des sociétés plus égalitaires ne seraient pas tant une question de statut ; elles tiendraient plutôt au fait que moins de personnes sont privées d'un accès à la nourriture, à de l'eau salubre et à un logement. Ce n'est que dans les pays très riches que la santé et le bien-être ne sont plus liés au revenu national brut par personne. Dans les pays plus pauvres, en particulier les plus défavorisés, il reste essentiel d'élever les niveaux de vie. Dans ces sociétés, une répartition des ressources plus égalitaire se traduira par une diminution du nombre de personnes vivant dans des bidonvilles, obligées de boire de l'eau souillée, de subir l'insécurité alimentaire ou de s'efforcer de survivre dans des logements inadéquats.

Au chapitre suivant, nous examinerons d'un peu plus près pourquoi les personnes vivant dans les pays développés sont sensibles à l'inégalité au point que celle-ci exerce une influence majeure sur le bien-être psychologique et social des populations modernes.

Chapitre 3 PAR OÙ S'IMMISCE L'INÉGALITÉ

« Il ne fait absolument aucun doute que chaque homme porte dans son regard le signe précis de son rang au sein de l'immense échelle formée par les hommes, et que nous ne cessons jamais un instant d'apprendre à la déchiffrer. »
Ralph Waldo Emerson, *La Conduite de la vie*

Comment est-il possible que nous soyons si fortement affectés par l'inégalité et par notre position dans la société, comme le laissent à penser les données du chapitre précédent ? Avant d'explorer au cours des neuf chapitres suivants les liens entre l'inégalité et un large éventail de problèmes sociaux, dont ceux traités dans notre indice des problèmes sanitaires et sociaux, éclairons tout d'abord les raisons susceptibles de rendre les êtres humains aussi sensibles à l'inégalité.

L'inégalité est un aspect de la structure au sens large de nos sociétés. Si nous voulons expliquer ses effets, nous devons donc montrer comment les individus sont affectés par cette structure sociale. Ce sont les individus – et non les sociétés – qui souffrent de mauvaise santé, sont violents ou deviennent des mères adolescentes. La notion de répartition des revenus ne s'applique peut-être pas à des individus, mais ceux-ci ont un revenu relatif, un statut social ou appartiennent à une classe sociale dans la société au sens large. Nous nous efforcerons donc dans ce chapitre de montrer comment notre sensibilité individuelle vis-à-vis de l'ensemble de la société peut expliquer pourquoi vivre dans une société plus inégalitaire peut avoir des répercussions si profondes.

Comprendre notre vulnérabilité face à l'inégalité, c'est aborder certaines des caractéristiques psychologiques que nous partageons tous. Trop souvent, quand nous parlons ou écrivons sur ces sujets, les gens interprètent mal notre objectif. Nous ne suggérons pas que le problème soit une question de psychologie individuelle ou qu'il faille changer la sensibilité des gens plutôt que l'ampleur des inégalités. Nous ne réglerons pas les problèmes générés par les inégalités en pratiquant une psychothérapie de masse dont le but serait de réduire la vulnérabilité de chacun. La meilleure manière de réagir face aux maux causés par une forte inégalité consisterait à réduire l'inégalité elle-même. Le côté passionnant de l'image que nous présentons, c'est qu'elle montre que la réduction des inégalités améliorerait le bien-être et la qualité de vie de tous. Non, il n'est pas question de déverser des anxiolytiques dans l'eau courante ou de s'adonner à la psychothérapie collective. Loin d'être inévitable ou irrésistible, le sentiment de la détérioration du bien-être social et de la qualité des relations sociales dans la société est *tout à fait* réversible. En comprenant les effets de l'inégalité, nous nous équipons d'un levier politique sur le bien-être des sociétés dans leur ensemble.

Il n'est pas possible de se fonder uniquement sur la structure sociale ou sur la psychologie individuelle pour appréhender les puissants mécanismes qui rendent les personnes sensibles à l'inégalité. La psychologie individuelle et l'inégalité sociale interagissent comme une serrure et une clé. C'est notamment parce que nous avons été impuissants à comprendre la nature de leur relation que nous n'avons pas saisi plus tôt les répercussions de cette inégalité.

La montée de l'anxiété

Compte tenu du confort matériel sans précédent de nos sociétés modernes, cette façon qu'ont la plupart d'entre nous d'évoquer le stress et de se représenter la vie comme à peine supportable ne devrait-elle pas nous inciter à un certain scepticisme ? Jean Twenge, psychologue à l'université d'État de San Diego, a réuni d'impressionnants éléments qui révèlent que nous sommes bien plus anxieux que par le passé. Elle est parvenue à documenter des tendances absolument limpides en décortiquant un grand nombre d'études sur les niveaux d'anxiété réalisées auprès de la population à des dates différentes. Concrètement, elle a basé ses travaux sur 269 études largement comparables mesurant les niveaux d'anxiété aux États-Unis à différents moments entre 1952 et 1993⁹. Ces enquêtes ont porté sur 52 000 personnes. Elles montrent une tendance continue à la hausse au cours de ces quatre décennies. Ses résultats, ventilés par sexe, sont présentés dans la figure 3.1. Chaque point sur le graphique représente le niveau moyen d'anxiété constaté dans le cadre d'une étude. Il est placé en vis-à-vis de la date à laquelle l'étude a été entreprise. La tendance à la hausse est manifeste. Qu'elle se soit intéressée à des étudiants ou à des enfants, Jean Twenge a mis en lumière la même tendance : à la fin de la période considérée, l'étudiant moyen était plus anxieux que 85 % de la population rencontrée au début de la période. Plus ahurissant encore, vers la fin des années 1980, l'enfant américain moyen était plus anxieux que ceux qui faisaient l'objet d'un suivi psychiatrique dans les années 1950.

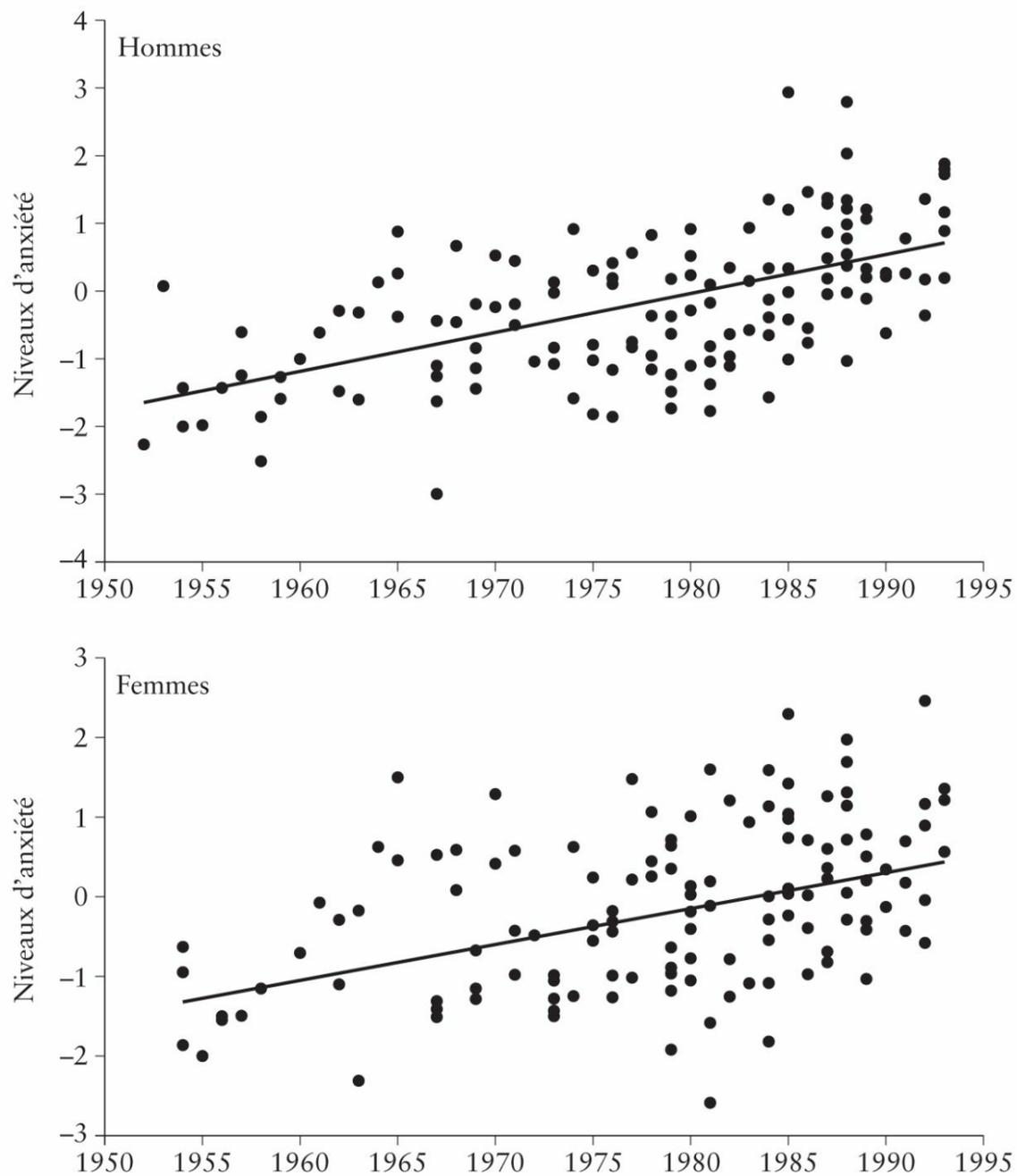


Figure 3.1 Augmentation des taux d'anxiété chez les étudiants américains entre 1952 et 1993. Données provenant de 269 échantillons couvrant 52 000 personnes¹⁰ (reproduites avec l'aimable autorisation de Jean Twenge).

Ces éléments probants ont été obtenus en appliquant des mesures normalisées de l'anxiété à des échantillons de la population. Affirmer que la population est devenue plus consciente de l'anxiété n'est pas une explication pertinente. Cette tendance à l'aggravation correspond par ailleurs à ce que nous savons de l'évolution d'affections connexes comme la dépression. Dépression et anxiété sont souvent liées. Les personnes souffrant de l'une de ces maladies sont souvent également atteintes par l'autre. Il n'est pas rare d'ailleurs que les psychiatres traitent ces deux conditions par les mêmes moyens. De nombreuses études révèlent désormais l'augmentation substantielle des taux de dépression dans les pays développés. Certaines se sont penchées sur les changements intervenus au cours des cinquante dernières années en comparant les expériences vécues par différentes générations. Elles ont pris soin d'éviter certains pièges comme la sensibilisation accrue, qui entraîne l'augmentation du signalement de la dépression¹¹. D'autres chercheurs ont comparé les taux de

dépression sur la base d'échantillons représentatifs de la population née à des dates différentes. En Grande-Bretagne, par exemple, dans le cadre d'une étude menée auprès de quelque 10 000 personnes, la dépression mesurée chez les personnes âgées d'environ 25 ans s'est avérée deux fois plus fréquente chez les individus nés en 1970 que chez les gens du même âge nés en 1958¹².

Les recherches parviennent à la conclusion que les populations de nombreux pays développés ont subi une augmentation substantielle de l'anxiété et de la dépression. Chez les adolescents, ces tendances ont été accompagnées d'une augmentation de la fréquence des problèmes de comportement, notamment la criminalité et la consommation d'alcool et de drogue^{13, 14}. Ces problèmes « ont touché les garçons et les filles, dans toutes les classes sociales et dans tous les types de familles¹⁵ ».

Il importe de bien comprendre en quoi consiste cette augmentation de l'anxiété avant que ne s'éclaire son rapport avec l'inégalité. Nous ne soutenons pas que l'inégalité accrue ait pu déclencher cette montée de l'anxiété. Cette hypothèse peut être écartée parce que l'augmentation de l'anxiété et de la dépression semble avoir commencé bien avant la montée des inégalités qui a eu lieu dans de nombreux pays au cours du dernier quart du xx^e siècle. Il n'est pas exclu cependant que les tendances observées entre les années 1970 et 1990 ait pu être aggravées par l'augmentation de l'inégalité.

Estime de soi et insécurité sociale

Pour bien saisir les raisons qui se cachent derrière les tendances de la santé mentale, il faut savoir que d'autres éléments démontrent qu'elles ont évolué en parallèle avec une montée surprenante, celle de l'estime de soi, ou du moins de ce qui avait été pris pour tel. Comparées sur le long terme, *grosso modo* de la même manière que sont montrées les tendances relatives à l'anxiété dans la figure 3.1, les mesures normalisées de l'estime de soi faisaient apparaître une tendance très nettement orientée à la hausse. Tout laissait à penser que, malgré l'augmentation de l'anxiété, les gens nourrissaient parallèlement une vision plus positive d'eux-mêmes avec le temps. Par exemple, ils étaient plus enclins à dire qu'ils se sentaient fiers d'eux-mêmes, à être d'accord avec des phrases comme « je suis une personne de valeur » ; ils semblaient aussi avoir mis de côté d'éventuels doutes sur eux-mêmes et le sentiment qu'ils étaient « inutiles » ou « pas bons du tout ». Jean Twenge indique que, dans les années 1950, seulement 12 % des adolescents étaient d'accord avec la phrase « je suis une personne importante », et que cette proportion était passée à 80 % vers la fin des années 1980.

Que s'est-il passé ? Rien à faire, l'image de personnes prenant toujours plus confiance en elles-mêmes ne cadre pas avec la montée de l'anxiété et la multiplication des dépressions dont elles sont victimes. La réponse est à chercher dans un enchaînement bien précis : l'anxiété croissante suscitée par le regard des autres et ce que les autres pensent de nous a produit une sorte de stratégie défensive destinée à consolider notre confiance face à ces insécurités. Cette défense implique une promotion de soi, un égotisme mal assuré que l'on peut facilement confondre avec une haute estime de soi. Cette explication peut sembler tirée par les cheveux, d'autant que nous parlons de tendances générales au sein de la population. Jetons donc un œil sur les éléments probants qui se sont accumulés depuis cette vogue de l'estime de soi des années 1980 et qui montrent le cours pris par la situation.

Au fil des ans, de nombreux groupes de chercheurs se sont intéressés aux variations individuelles de l'estime de soi à un moment spécifique (et non au point de vue des moyennes de la population au fil du temps) et ont remarqué l'apparition de deux catégories de personnes dont les notes étaient élevées. Au sein de la première catégorie, la forte estime de soi allait de pair avec des résultats positifs ; elle était associée au bonheur, à la confiance, à la capacité d'accepter la critique, de se faire des amis, etc. Mais, au-delà de ces résultats positifs, les études ont mis en évidence, à plusieurs reprises, un autre groupe dont les notes relatives à l'estime de soi étaient élevées : ces personnes avaient tendance à être violentes, racistes, indifférentes aux autres et éprouvaient des difficultés à nouer des relations personnelles.

À partir de là, la tâche des chercheurs a consisté à développer des tests psychologiques susceptibles de faire apparaître une distinction entre les personnes dont l'estime de soi était « saine » et celles dont l'estime de soi était « malsaine ». Dans le type plutôt sain, les individus semblaient se construire sur une notion fondée de la confiance, assortie d'une vision raisonnablement précise de leurs points forts dans diverses situations, et d'une capacité à reconnaître leurs points faibles. Dans l'autre catégorie, les individus développaient une estime de soi avant tout défensive, impliquant le déni de leurs points faibles, une sorte de tentative intérieure de se mettre en avant et de maintenir une image positive d'eux-mêmes face à des menaces pesant sur leur propre estime. Cette attitude était – et est – donc fragile. Elle rappelle ceux qui sifflent dans le noir pour se rassurer. Dans cette catégorie, les personnes réagissent négativement à la critique. Les gens qui développent cette estime de soi à la fois forte et précaire ont tendance à être insensibles aux autres et à se préoccuper excessivement d'eux-mêmes, de leur réussite, de leur image et de leur apparence aux yeux des autres. Cette forte estime de soi malsaine est souvent appelée « égotisme menacé », « haute estime précaire » ou encore

« narcissisme ». Sur la courte période de temps pendant laquelle des données sont disponibles afin de comparer les tendances du narcissisme (en les différenciant de la véritable estime de soi), Jean Twenge a mis en évidence une évolution à la hausse. Elle a découvert qu'en 2006 deux tiers des étudiants universitaires américains avaient une note plus élevée que celle du narcissique moyen en 1982. Il est désormais largement admis que nous avons assisté à la montée d'un narcissisme insécurisé – en particulier chez les jeunes – plutôt qu'à la montée d'une estime de soi authentique.

Les menaces qui pèsent sur le moi social

L'image d'une estime de soi ayant augmenté de concert avec les niveaux d'anxiété est donc inexacte. Nous voyons à présent que l'augmentation de l'anxiété s'est accompagnée d'une montée du narcissisme et que ces deux phénomènes ont des racines communes. Ils proviennent tous deux de ce que l'on appelle la « menace d'évaluation sociale ». Nous disposons aujourd'hui d'un bon éclairage sur les principales sources du stress dans les sociétés modernes. Puisque vivre en subissant un niveau élevé de stress est considéré comme mauvais pour la santé, les chercheurs ont consacré beaucoup de leur temps à comprendre comment le corps répond au stress et en quoi consistent les principales sources de stress dans la société au sens large. Pour l'essentiel, ces travaux se sont concentrés sur une hormone qui joue un rôle central dans le stress, le cortisol. Cette hormone peut être facilement mesurée dans la salive ou dans le sang. Elle est libérée par le cerveau et sert à nous préparer physiologiquement contre des menaces et des urgences potentielles. Les chercheurs ont mené de nombreuses expériences où a été mesuré le niveau de cortisol salivaire de volontaires exposés à des situations ou à des tâches conçues pour être stressantes. Divers facteurs de stress ont été mis en œuvre dans le cadre de ces différentes expériences : il a été demandé aux volontaires de résoudre une série de problèmes arithmétiques dont les résultats étaient parfois comparés publiquement avec ceux d'autres personnes. Dans d'autres cas, les volontaires ont été exposés à des bruits intenses, ils ont été invités à écrire sur des expériences déplaisantes, ou ils ont été filmés pendant qu'ils accomplissaient une tâche. Étant donné que des facteurs de stress de toutes sortes avaient été utilisés au cours de ces expériences, Sally Dickerson et Margaret Kemeny, toutes deux psychologues à l'université de Californie (Los Angeles), ont remarqué qu'il leur était possible de mettre à profit les résultats obtenus pour identifier quels facteurs de stress ont le plus de chances de faire augmenter le taux de cortisol chez l'être humain¹⁶.

Les chercheuses ont rassemblé les conclusions de 208 rapports publiés sur des expériences au cours desquelles le taux de cortisol des sujets avait été mesuré pendant leur exposition à un facteur de stress expérimental. Elles ont classé tous les types de facteurs de stress et sont parvenues à la conclusion que « les tâches qui incluaient une menace d'évaluation sociale (comme des menaces sur l'estime de soi ou sur le statut social) pouvant impliquer le jugement négatif d'une performance par autrui, notamment lorsque le résultat de la performance n'était pas contrôlable, provoquaient des modifications plus importantes et plus avérées du taux de cortisol que des facteurs de stress qui ne génèrent pas ces menaces particulières » (p. 377). Ainsi, « les êtres humains sont animés du souci de préserver leur moi social et sont vigilants face aux menaces qui peuvent porter atteinte à leur estime ou à leur statut social » (p. 357). Les menaces d'évaluation sociale sont celles qui créent la possibilité d'une perte d'estime de soi. Elles impliquent généralement la présence dans l'expérience d'un public évaluateur, l'éventualité d'une comparaison sociale négative comme le fait d'obtenir une note moins bonne qu'autrui, l'enregistrement vidéo ou audio des performances, créant ainsi la possibilité d'une évaluation ultérieure. Les réactions les plus marquées du point de vue du taux de cortisol ont été observées lorsqu'une menace d'évaluation sociale était conjuguée avec une tâche qui amenait forcément les participants à l'échec, par exemple parce qu'elle était conçue pour être impossible à réaliser, parce que le temps imparti était trop court ou parce qu'on leur disait tout simplement qu'ils n'y parvenaient pas alors qu'ils y arrivaient.

Les menaces d'évaluation sociale sont les facteurs de stress qui nous touchent le plus fortement. Ce constat cadre parfaitement avec les éléments probants relatifs à l'augmentation de l'anxiété, accompagnée par la défense narcissique d'une image de soi mal assurée. Comme l'affirment

Dickerson et Kemeny, le « moi social » que nous tentons de défendre « reflète notre estime et notre statut, et se fonde largement sur la perception que les autres ont de notre valeur » (p. 357).

Un autre axe de recherche sur la santé corrobore et complète cette image. La reconnaissance de l'importance du stress psychologique est l'une des avancées récentes les plus cruciales en matière de santé dans les pays riches. Au chapitre 6, nous décrirons comment un stress fréquent et ou prolongé peut affecter le corps et influencer bon nombre de nos systèmes physiologiques, notamment les systèmes immunitaire et cardiovasculaire. Mais ce qui nous importe dans ce chapitre, c'est que les sources de stress les plus puissantes et qui affectent la santé semblent relever de trois catégories profondément sociales : faible statut social, absence d'amis et stress dans les premières années de la vie. De nombreuses études parfaitement contrôlées ont démontré que ces types de stress étaient nuisibles à la santé et à la longévité.

Pourquoi ces types de stress sont-ils les marqueurs récurrents de l'anxiété dans les sociétés modernes ? L'interprétation de loin la plus plausible est qu'ils affectent – ou reflètent – la mesure dans laquelle nous nous sentons ou pas à l'aise et en confiance les uns avec les autres. L'insécurité qui peut plonger ses racines dans un début de vie marqué par le stress présente certaines similitudes avec l'insécurité pouvant provenir d'un statut social faible, chacune pouvant exacerber les effets de l'autre. L'amitié a un effet protecteur parce que nous nous sentons davantage en sécurité et à notre aise avec des amis. Grâce à nos amis, nous sommes appréciés ; eux trouvent notre compagnie et notre conversation agréables. En un mot, ils nous aiment. Mais si nous sommes dépourvus d'amis, nous avons le sentiment d'être évités par les autres. Rares sont ceux qui ont alors la force de ne pas douter d'eux-mêmes, qui n'ont pas peur que les autres les considèrent comme dépourvus d'intérêt et ennuyeux, ou pensent que nous sommes stupides et socialement inaptes.

Fierté, honte et statut

Le psychanalyste Alfred Adler a dit « être humain signifie se sentir inférieur ». Il aurait peut-être été mieux inspiré de dire « être humain signifie être extrêmement sensible au fait d'être considéré comme inférieur ». Étant donné notre sensibilité à ce type de sentiments, il n'est pas compliqué de comprendre les effets contrastés d'un statut social faible ou élevé sur la confiance. Le regard des autres a de l'importance. Certes, on peut appartenir aux classes supérieures et se sentir rejeté, ou appartenir aux classes inférieures et déborder de confiance. En général, plus vous êtes juché sur un échelon social élevé, plus grande est l'aide que l'on vous apporte pour mettre le doute de soi en échec. Pour autant que la hiérarchie sociale soit perçue ce qui est souvent le cas comme un classement de la race humaine selon l'aptitude, alors les symboles extérieurs de la réussite ou de l'échec exercent tous une influence (meilleurs emplois, revenus supérieurs, éducation, logement, voiture et vêtements).

Il est difficile de mépriser le statut social. Il est tellement proche de ce qui définit notre valeur et de l'estime que l'on nous prête. Bien s'en sortir ou connaître la réussite est presque toujours synonyme d'ascension sociale. Et, souvent, jouir d'un statut plus élevé va de pair avec être meilleur, supérieur, plus apte à la réussite et plus capable. Si l'on ne veut pas se sentir petit, incapable, méprisé ou inférieur, éviter un statut social faible n'est pas forcément indispensable, mais c'est un fait que plus haut nous nous trouvons sur l'échelle sociale, plus il nous est facile de ressentir de la fierté, de la dignité et de la confiance en nous. Les comparaisons sociales nous montrent sous un jour positif quel que soit l'aspect envisagé (richesse, situation professionnelle, lieu de résidence, vacances ou tout autre marqueur de réussite).

Les publicitaires jouent bien évidemment sur notre sensibilité aux comparaisons sociales. Ils ne savent que trop bien qu'ils nous poussent à acheter des choses qui améliorent le regard des autres. Mais il y a bien plus, comme nous le verrons au chapitre 10 : l'humiliation qui naît lorsque les gens se sentent méprisés est l'une des causes les plus fréquentes de la violence. Cette observation explique aussi dans une large mesure pourquoi la violence est plus courante dans les sociétés plus inégalitaires. En jouant sur nos craintes d'être vus comme inférieurs, les publicitaires pourraient même contribuer au niveau de violence d'une société.

Thomas Scheff, professeur émérite en sociologie à l'université de Californie (Santa Barbara), dit que la honte est l'émotion sociale par excellence¹⁷. Son propos est pratiquement identique à celui de Dickerson et de Kemeny, qui ont découvert que les types de stress les plus susceptibles de faire augmenter le niveau des hormones du stress étaient les « menaces d'évaluation sociale ». Par « honte », il entend la gamme d'émotions consistant à se sentir bête, stupide, ridicule, inadapté, déficient, incompetent, maladroit, exposé, vulnérable et insécurisé. La honte et son contraire, la fierté, sont ancrés dans les processus à travers lesquels nous intériorisons la façon dont les autres nous voient. Selon Thomas Scheff, la honte est une émotion sociale *déterminante* parce que la fierté et la honte fournissent un retour d'information sur l'évaluation sociale, comme si nous faisons l'expérience de nous-mêmes à travers le regard des autres. La fierté correspond au plaisir et la honte à la douleur, à travers lesquels nous sommes socialisés. C'est pourquoi nous apprenons dès la petite enfance à adopter des comportements socialement acceptables. Cet apprentissage ne s'arrête évidemment pas à l'enfance. Notre sensibilité à la honte demeure le socle de la conformité tout au long de notre vie adulte. Souvent, on est tellement embarrassé par la moindre violation des normes sociales en présence d'autrui que l'on voudrait pouvoir disparaître sous terre comme par magie.

Dickerson et Kemeny ont donc permis de découvrir que l'exposition aux menaces d'évaluation

sociale est la cause la plus certaine de l'augmentation des hormones du stress. Mais nous ne savons toujours pas à quelle fréquence les individus souffrent de ces anxiétés. Font-elles partie de la vie de tous les jours ou ne sont-elles qu'occasionnelles ? La réponse à cette question nous est fournie par les recherches sur la santé qui démontrent que le statut social faible, l'absence d'amis et une petite enfance difficile sont les manifestations les plus importantes du stress psychosocial dans les sociétés modernes. Si notre interprétation de ces trois facteurs est la bonne, il faudrait en conclure que ces types d'anxiété et d'insécurité sociales sont les sources les plus communes du stress dans les sociétés modernes. Helen Lewis, une psychanalyste ayant attiré l'attention du public sur les émotions liées à la honte, a observé des signes comportementaux très fréquents de honte ou d'embarras – sans doute pas beaucoup plus que ce nous appellerions un bref moment de gêne ou de conscience de soi – lorsque ses patients riaient de façon embarrassée ou hésitaient à des moments précis de leur discours, dévoilant ainsi une certaine nervosité¹⁸.

De la communauté à la société de masse

Pourquoi ces anxiétés sociales se sont-elles tant renforcées au cours des cinquante dernières années, comme le laissent entendre les études menées par Jean Twenge, dans lesquelles on observe la progression du niveau d'anxiété et la montée d'égos aussi fragiles que narcissiques ? Qu'est-ce qui rend la menace d'évaluation sociale si lourde ? La destruction des communautés du passé est une explication plausible. Jadis, les gens grandissaient au contact des personnes qu'ils allaient fréquenter toute leur vie. S'il est vrai que la mobilité géographique est en augmentation depuis plusieurs générations, ce phénomène s'est fortement accentué au cours des cinquante dernières années. Au début de cette période, il était encore courant que des personnes – en milieu rural ou urbain – n'aient jamais quitté leur ville ou leur village. Frères et sœurs mariés, parents et grands-parents continuaient généralement à vivre à proximité. Toute communauté humaine était composée de personnes se connaissant souvent depuis toujours, ou presque. Mais, maintenant que tant de gens quittent le lieu où ils ont grandi, ils ne connaissent plus leurs voisins qu'en surface, quand ils les connaissent. Le sentiment d'identité était le plus souvent ancré dans la communauté à laquelle nous appartenions, dans la connaissance réelle que nous avions les uns des autres. À présent, ce sentiment dérive dans l'anonymat de la société de masse. Dès lors qu'un flux constant d'inconnus a remplacé les visages familiers, notre identité elle-même peut être continuellement remise en question.

Nous pouvons même observer ce problème dans la difficulté que nous éprouvons à opérer une distinction entre le concept d'« estime », que les autres peuvent ressentir ou non à notre égard, et celui de notre amour-propre. Les éléments probants concernant notre sensibilité à la « menace d'évaluation sociale », mais aussi ceux mis en évidence par Jean Twenge sur l'augmentation à long terme de l'anxiété et du narcissisme, suggèrent qu'à l'aune des normes régissant n'importe quelle société du passé, nous sommes peut-être devenus extrêmement conscients de nous-mêmes, obsédés par ce que nous donnons à voir aux autres, inquiets de passer pour peu séduisants, ennuyeux ou stupides, et constamment occupés à gérer les impressions que nous laissons. Au cœur de nos interactions avec des inconnus agit notre inquiétude de leur jugement et de leur évaluation sociale à notre endroit : comment nous jugent-ils, avons-nous fait bonne figure ? Cette vulnérabilité fait partie intégrante de la condition psychologique moderne et alimente directement le consumérisme.

Nous savons par ailleurs que ces problèmes sont très prononcés chez les adolescents. Au moment où le sens de soi est le plus incertain, ils doivent faire face à des centaines de leurs semblables dans le milieu scolaire. Faut-il vraiment s'étonner que la pression des pairs prenne tant d'importance dans leur vie, qu'ils soient si nombreux à ne pas aimer leur apparence, à succomber à la dépression et à l'automutilation ?

L'inégalité accroît le stress de l'évaluation

Bien que l'augmentation du stress, qui semble avoir son foyer dans l'évaluation sociale, soit antérieure à l'augmentation de l'inégalité, nous n'avons aucune peine à percevoir en quoi l'inégalité croissante et les écarts de statut social peuvent exercer une influence sur lui. Plutôt que deux sphères totalement séparées, le statut et la richesse qu'obtiennent les individus (d'un emploi non qualifié et mal rémunéré à la réussite, en passant par l'argent et la supériorité) affectent non seulement l'image qu'ils ont d'eux, mais jusqu'au degré de positivité du regard des amis et de la famille à leur égard. Comme nous avons besoin d'être considérés comme des êtres humains appréciés et compétents, nous désirons ardemment avoir des retours positifs, et nous réagissons souvent avec colère aux critiques, même implicites. Le statut social est le vecteur des messages de supériorité et d'infériorité les plus puissants. Quant à la mobilité sociale, elle est largement considérée comme un processus qui permet de trier les gens selon leurs aptitudes. Dans le cadre d'une demande d'emploi, alors que toute discrimination fondée sur l'âge, le sexe, la race ou la religion est interdite, le jury a pour tâche de discriminer les individus exclusivement sur la base de leurs aptitudes, du moment qu'ils ne se livrent à aucune inférence fondée sur le genre ou la couleur de peau.

Il semble qu'en donnant davantage d'importance au statut social, des inégalités plus marquées entraînent l'augmentation du stress de l'évaluation sociale. Au lieu de nous accepter mutuellement comme égaux sur la base de notre humanité commune, comme nous le ferions sans doute dans des configurations plus égalitaires, nous considérons qu'il est plus important de prendre la mesure d'autrui quand les écarts de statut se creusent. Nous en venons à voir dans la position sociale un élément plus essentiel de l'identité d'une personne. Entre inconnus, cet élément peut même devenir dominant. Comme l'a dit Waldo Emerson, philosophe américain du XIX^e siècle, « il ne fait absolument aucun doute que chaque homme porte dans son regard le signe précis de son rang au sein de l'interminable échelle que forment les hommes, et que nous ne cessons jamais un instant d'apprendre à la déchiffrer¹⁹ ». De fait, les expériences psychologiques montrent que, dans une réunion, nous nous faisons un avis sur le statut social de nos semblables au bout de seulement quelques secondes²⁰. Pas étonnant que ce soit la première impression qui compte, ni que nous ressentions le stress lié à l'évaluation sociale !

Si les inégalités sont plus marquées, à tel point que certaines personnes finissent par monopoliser l'attention et que d'autres n'ont plus aucun poids, ou peu s'en faut, la position occupée par chacun d'entre nous gagne en importance. L'inégalité accrue a de fortes chances d'aller de pair avec davantage de concurrence et de stress lié au statut. Il ne s'agit pas seulement du fait que chacun s'inquiète davantage de la position acquise lorsque les enjeux sont plus importants. Nous sommes également enclins à accorder davantage d'attention au statut social dans la manière dont nous nous évaluons mutuellement. Des enquêtes ont révélé que, dans les pays plus inégalitaires, les gens à la recherche d'un époux ou d'une épouse se désintéressent des considérations romantiques et s'attachent plus à des critères tels que les perspectives financières, le statut et l'ambition que ne le font les gens qui vivent dans des sociétés moins inégalitaires²¹.

L'autopromotion remplace l'autodévalorisation et la modestie

Si nous comparons le Japon et les États-Unis, c'est-à-dire la plus égalitaire et la plus inégalitaire des démocraties de marché moderne (voir figure 2.1, p. 33), les recherches ont mis au jour un contraste saisissant entre la manière dont les gens s'y voient et s'y présentent. Au Japon, les gens optent pour une façon de se présenter beaucoup plus autodévalorisante et autocritique, qui contraste totalement avec le style beaucoup plus « autovalorisant » qui a cours aux États-Unis. Alors que les Américains attribuent généralement leur réussite personnelle à leurs aptitudes et leurs échecs à des facteurs extérieurs, les Japonais tendent à faire exactement le contraire²². Plus d'une vingtaine d'études menées au Japon n'ont pas permis de dégager de quelconques éléments probants sur le caractère plus fréquent de ce schéma d'appropriation du mérite propre aux États-Unis. Les Japonais ont tendance à faire passer leurs réussites plutôt comme un coup de chance que comme un jugement. Quant à leurs échecs, ils aiment à laisser entendre qu'ils sont probablement le produit de leur incapacité. Ce modèle comportemental a également été identifié à Taïwan et en Chine.

Évitons de devenir les prisonniers de la terminologie comportementale. Nous serions mieux inspirés de considérer ces modèles comme l'expression de la valeur que ces personnes attachent à la modestie personnelle. Elles préfèrent maintenir des liens sociaux en n'utilisant pas leurs réussites pour donner d'elles-mêmes l'image de personnes plus douées que d'autres. Lorsque des inégalités accrues intensifient la compétition autour des questions de statut et la menace d'évaluation sociale, les égos doivent être soutenus par des stratégies d'autopromotion et d'amélioration. Il ne faut pas grand-chose pour que la modestie devienne une victime de l'inégalité : extérieurement, nous devenons beaucoup plus durs quand nous sommes exposés au stress de l'évaluation sociale. Mais intérieurement, comme le laisse entendre la littérature sur le narcissisme, il y a fort à parier que nous devenons plus vulnérables, moins capables d'encaisser la critique, moins aptes aux relations interpersonnelles, et moins lucides quand nous devons reconnaître nos erreurs.

Liberté, égalité et fraternité

Le leitmotiv scandé lors de la Révolution française (« liberté, égalité, fraternité ») a le mérite de prouver que ces questions ne datent vraiment pas d'hier. Ce slogan attirait déjà l'attention sur les dimensions des relations sociales les plus fondamentales à prendre en considération quand il est question de créer une société meilleure et d'améliorer effectivement notre qualité de vie. La « liberté » consiste à ne pas être asservi ou obligé envers la noblesse féodale et l'aristocratie foncière. La « fraternité » reflète le désir d'avoir des relations sociales davantage orientées vers la mutualité et la réciprocité accrues. Ne soulevons-nous pas les mêmes questions quand nous parlons de communauté, de cohésion sociale ou de solidarité ? La recherche a démontré à de multiples reprises leur importance pour le bien-être humain. Elles soulignent combien l'amitié et l'implication dans la vie collective sont bénéfiques pour la santé. L'« égalité », dans ce contexte, apparaît comme le passage obligé pour obtenir les autres droits de liberté et de fraternité. Les inégalités, quand elles sont importantes, génèrent l'ensemble des problèmes associés aux écarts sociaux et aux préjugés de classe qui divisent la société. Plus encore, comme le montreront les chapitres suivants, elles affaiblissent aussi la vie communautaire, minent la confiance et attisent la violence.

DEUXIÈME PARTIE
LES COÛTS DE L'INÉGALITÉ

Chapitre 4

VIE COMMUNAUTAIRE ET RELATIONS SOCIALES

Parmi les objets nouveaux qui, pendant mon séjour aux États-Unis, ont attiré mon attention, aucun n'a plus vivement frappé mes regards que l'égalité des conditions. Je découvris sans peine l'influence prodigieuse qu'exerce ce premier fait sur la marche de la société ; il donne à l'esprit public une certaine direction, un certain tour aux lois ; aux gouvernants des maximes nouvelles, et des habitudes particulières aux gouvernés.

Alexis de Tocqueville, *De la démocratie en Amérique**

En août 2005, l'ouragan Katrina frappait les côtes du golfe du Mexique, dans le sud des États-Unis. Dévastant les villes du Mississippi et de la Louisiane, Katrina a submergé les systèmes de protection contre les inondations, laissant sous l'eau la plus grande partie de la Nouvelle-Orléans. La veille du jour fatidique, les autorités de la ville ont donné à la population l'ordre d'évacuer la ville. Seulement voilà, à ce moment précis, les transports publics étaient déjà presque tous à l'arrêt. Il n'était plus possible de se procurer du carburant ou des véhicules de location. Le gouvernement municipal a mis en place des « refuges de dernier ressort » pour les gens qui n'étaient pas en mesure de sortir de la ville. Le Superdome, grand stade sportif, a fini par accueillir quelque 26 000 personnes alors que son toit avait été partiellement arraché par la tempête. L'ouragan a causé le décès d'au moins 1 836 personnes ; 700 autres ont été portées disparues.

Katrina a entraîné des destructions matérielles impressionnantes. Partout, ce n'étaient que maisons aplaties, rues inondées, autoroutes effondrées et stations de forage endommagées. C'est autre chose qui a pourtant attiré l'œil des médias de la planète : l'effondrement manifeste de la civilisation dans la ville. Arrestations et fusillades en grand nombre ont ponctué la semaine qui a suivi l'ouragan. Aux actualités, les chaînes de télévision montraient des habitants désespérés demandant de l'aide, en quête d'aliments pour bébés, de médicaments. Puis venaient les images de soldats parcourant les rues de la ville juchés sur des embarcations. Leur rôle n'était pas d'évacuer ou d'approvisionner quiconque. Ils portaient des armes automatiques et pourchassaient les pillards.

Cette réaction au chaos dans la Nouvelle-Orléans a suscité une vague de critiques et de condamnations aux États-Unis. De nombreuses voix se sont élevées pour signaler que cette absence de confiance entre les forces de l'ordre et les soldats, d'un côté, et les citoyens de la Nouvelle-Orléans pour l'essentiel noirs et pauvres, de l'autre, n'était que l'expression de clivages plus profonds de natures raciale et sociale. À l'occasion d'un concert de bienfaisance pour les victimes retransmis à la télévision dans presque tout le pays, le musicien Kanye West eut ces mots : « Je déteste la manière dont les médias nous dépeignent. Quand on voit une famille blanche, ils disent : « Ils cherchent de la nourriture. » Quand on voit une famille noire, ils disent : « Ce sont des pillards. » » Alors que les troupes mobilisées pénétraient dans la ville, le gouverneur de Louisiane, Kathleen Blanco, tint ces propos : « Ces soldats portent des M16 déverrouillés et chargés. Ils savent tirer et tuer. Je m'attends à ce qu'ils le fassent. »

L'absence de confiance ayant marqué les actions de sauvetage dans la Nouvelle-Orléans a aussi provoqué de nombreuses critiques de par le monde. Divers pays ont proposé leur aide, mais leurs médias ne ménageaient pas leurs accusations. Au déploiement des soldats à la Nouvelle-Orléans, dont l'objectif était apparemment de contrôler la population, nous pouvons opposer celui d'autres soldats. En Chine, l'armée a été chargée de porter secours aux populations victimes du terrible

séisme de 2008. Elle l'a fait sans porter d'armes ; une intervention largement saluée par la communauté internationale.

L'égalité des conditions

L'un des premiers personnages à avoir observé les États-Unis nous avait pourtant donné un tout autre son de cloche. Alexis de Tocqueville a parcouru le pays en 1831²³, rencontrant des présidents et d'anciens présidents, des maires, des sénateurs et des juges, mais aussi des citoyens ordinaires. Partout, il fut impressionné par l'« égalité des conditions », « la fusion des classes sociales et l'abolition des privilèges » la façon dont la société ne formait qu'« une seule masse » (du moins pour les Blancs). Voici ce qu'il écrivit : « Les Américains de tous les âges, de toutes les conditions, de tous les esprits s'unissent sans cesse », « des personnes qui ne se connaissent pas se retrouvent sans difficultés dans les mêmes lieux et ne ressentent ni danger ni avantage à tenir librement propos de ce qu'elles pensent », leurs manières étant « naturelles, ouvertes et libres ». Tocqueville décrit comment les Américains se venaient mutuellement en aide en cas de besoin :

Survient-il quelque accident imprévu sur la voie publique, on accourt de toutes parts autour de celui qui en est victime ; quelque grand malheur inopiné frappe-t-il une famille, les bourses de mille inconnus s'ouvrent sans peine ; des dons modiques, mais fort nombreux, viennent au secours de sa misère.

Tocqueville était persuadé que l'égalité des conditions qu'il observait avait contribué à développer et à maintenir la confiance entre les Américains.

Quel rapport avec la confiance ?

Faut-il ainsi en déduire que l'inégalité sape la confiance et éloigne les gens les uns des autres ? Qu'elle creuse un fossé entre gouvernement et citoyens, riches et pauvres, minorité et majorité ? Dans ce chapitre, nous montrerons que la qualité des relations sociales se détériore dans les sociétés moins égalitaires.

L'inégalité est un puissant facteur de division au sein de toute société. Personne ne s'en étonnera. S'il en est ainsi, ne serait-ce pas parce que les écarts de niveaux de vie balisent généralement les écarts de statut ? Nous avons tendance à choisir nos amis parmi nos « quasi-égaux » et à ne pas faire montre d'intérêt pour ceux qui sont plus riches ou plus pauvres. Et, comme nous partageons moins de choses avec ces individus différents, leur accorder notre confiance n'est pas aussi facile. Selon la position qui est la nôtre dans la hiérarchie sociale, certains sont *dans* notre groupe (nous) et d'autres sont à l'*extérieur* (eux), nous nous identifions à certaines personnes ou ressentons de l'empathie à leur égard. Plus loin, nous montrerons que l'inégalité influence non seulement la manière dont nous regardons ceux qui ont moins que nous avec plus ou moins de mépris. De surcroît, l'inégalité influe sur d'autres types de discriminations comme le racisme et le sexisme. Ces attitudes sont parfois justifiées par des déclarations comme « ils ne vivent pas comme nous, un point c'est tout ».

Tocqueville, qui avait compris ce mécanisme, s'est opposé sa vie durant à l'esclavage. Il a aussi laissé des textes sur l'exclusion des Afro-Américains et des Indiens d'Amérique, qui étaient privés de la liberté et de l'égalité dont jouissaient les autres Américains²⁴. Pour lui, l'esclavage ne pouvait se maintenir que parce que les Afro-Américains étaient considérés comme « différents », à telle enseigne que « l'Européen est aux hommes des autres races ce que l'homme lui-même est aux animaux ». Nous ne pouvons ressentir de l'empathie qu'à l'égard de ceux que nous voyons comme des « égaux », « mais il n'en est pas de même des différentes classes vis-à-vis les unes des autres ». Pour Tocqueville, les préjugés étaient une « inégalité imaginaire » qui procédait de « l'inégalité réelle produite par la richesse et le droit ».

Les premiers socialistes et bien d'autres encore pensaient que l'inégalité matérielle entravait une harmonie humaine plus générale, une fraternité et une camaraderie humaines et universelles. Leur intuition était la bonne. Les données présentées dans ce chapitre le confirment. L'inégalité engendre la division ; même des écarts réduits semblent avoir des conséquences importantes.

Inégalités de revenus et confiance

Les figures 4.1 et 4.2 montrent que le niveau de confiance entre les membres de la société est plus faible dans les pays et les États américains où les écarts de revenus sont plus importants. Les corrélations sont assez fortes pour que nous puissions avoir la certitude qu'elles ne doivent rien au hasard. Les données internationales sur la confiance de la figure 4.1 proviennent de l'Enquête sur les valeurs en Europe et dans le monde (*European and World Values Survey*). Cette étude doit permettre la comparaison de valeurs et de normes au niveau international²⁵. Dans chaque pays, il a été demandé à des échantillons aléatoires de la population de dire s'ils étaient d'accord ou pas avec cette phrase : « La plupart des gens sont dignes de confiance. » Les résultats varient fortement d'un pays à l'autre. C'est dans les pays scandinaves et aux Pays-Bas que les gens se font le plus confiance. La Suède arrive en tête de ce classement : 66 % des personnes ont le sentiment de pouvoir faire confiance aux autres. Le niveau de confiance le plus faible est celui du Portugal, où seulement 10 % des gens pensent que l'on peut faire confiance aux autres. Ainsi, ne fût-ce que dans ces quelques démocraties de marché prospères, nous observons des écarts du niveau de confiance variant dans une proportion allant de un à six. Moins les inégalités sont prononcées, plus la confiance est palpable.

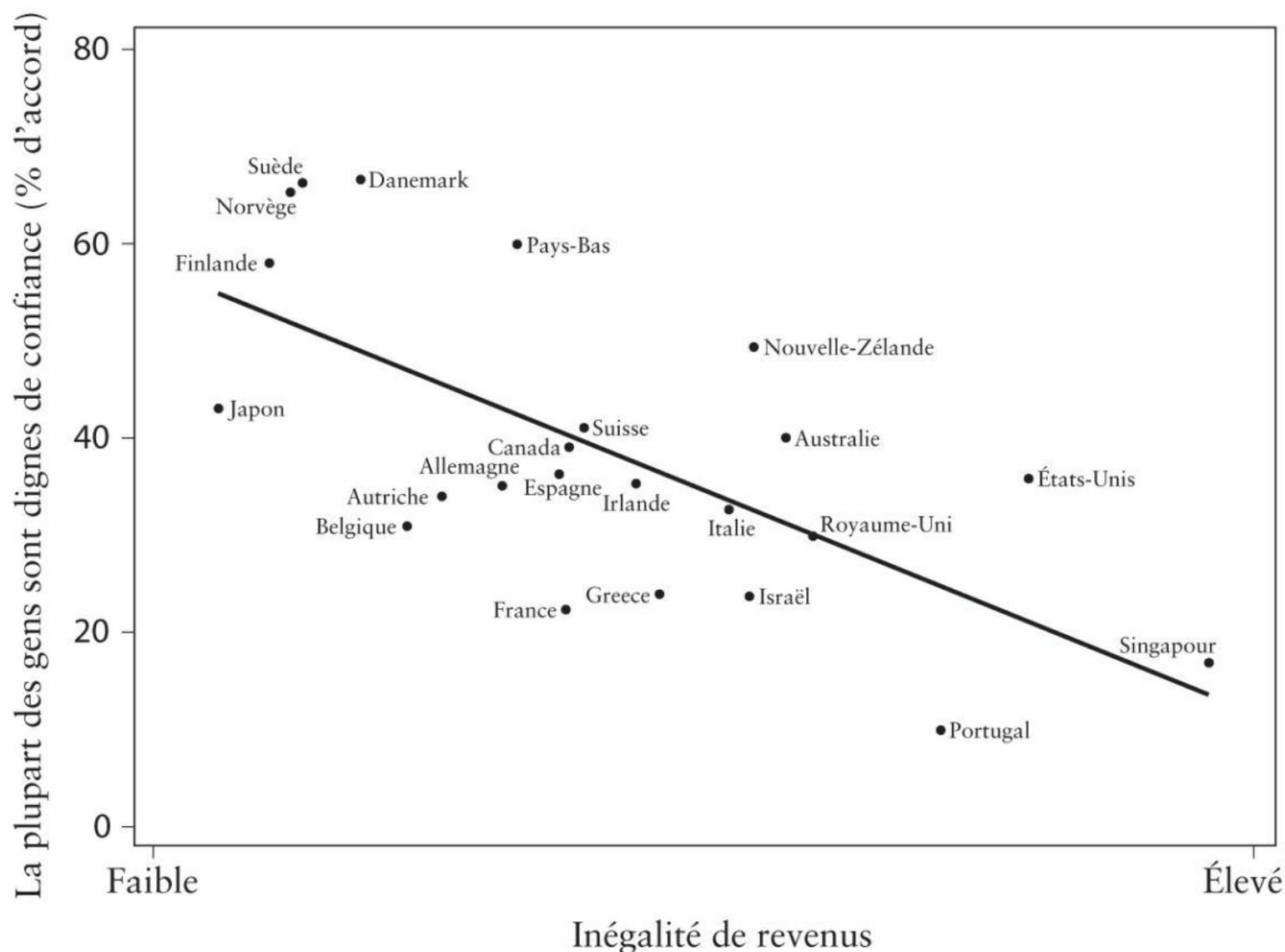


Figure 4.1 Le pourcentage de personnes estimant que « la plupart des gens sont dignes de confiance » est plus élevé dans les pays plus égalitaires.

Les données sur la confiance aux États-Unis, présentées à la figure 4.2, proviennent de l'Enquête sociale globale (*General Social Survey*) du gouvernement fédéral. Cette enquête suit les évolutions de la société américaine depuis plus d'un quart de siècle²⁶. Comme dans les enquêtes internationales, les gens sont invités à dire s'ils estiment pouvoir se fier à la plupart de leurs concitoyens. Aux États-Unis, les ratios entre les niveaux de confiance vont de un à quatre. Le Dakota du Nord a un niveau de confiance semblable à celui de la Suède (67 %). Dans le Mississippi, il tombe à seulement 17 %. Comme pour les données internationales, les niveaux de confiance faibles sont liés à des inégalités fortes.

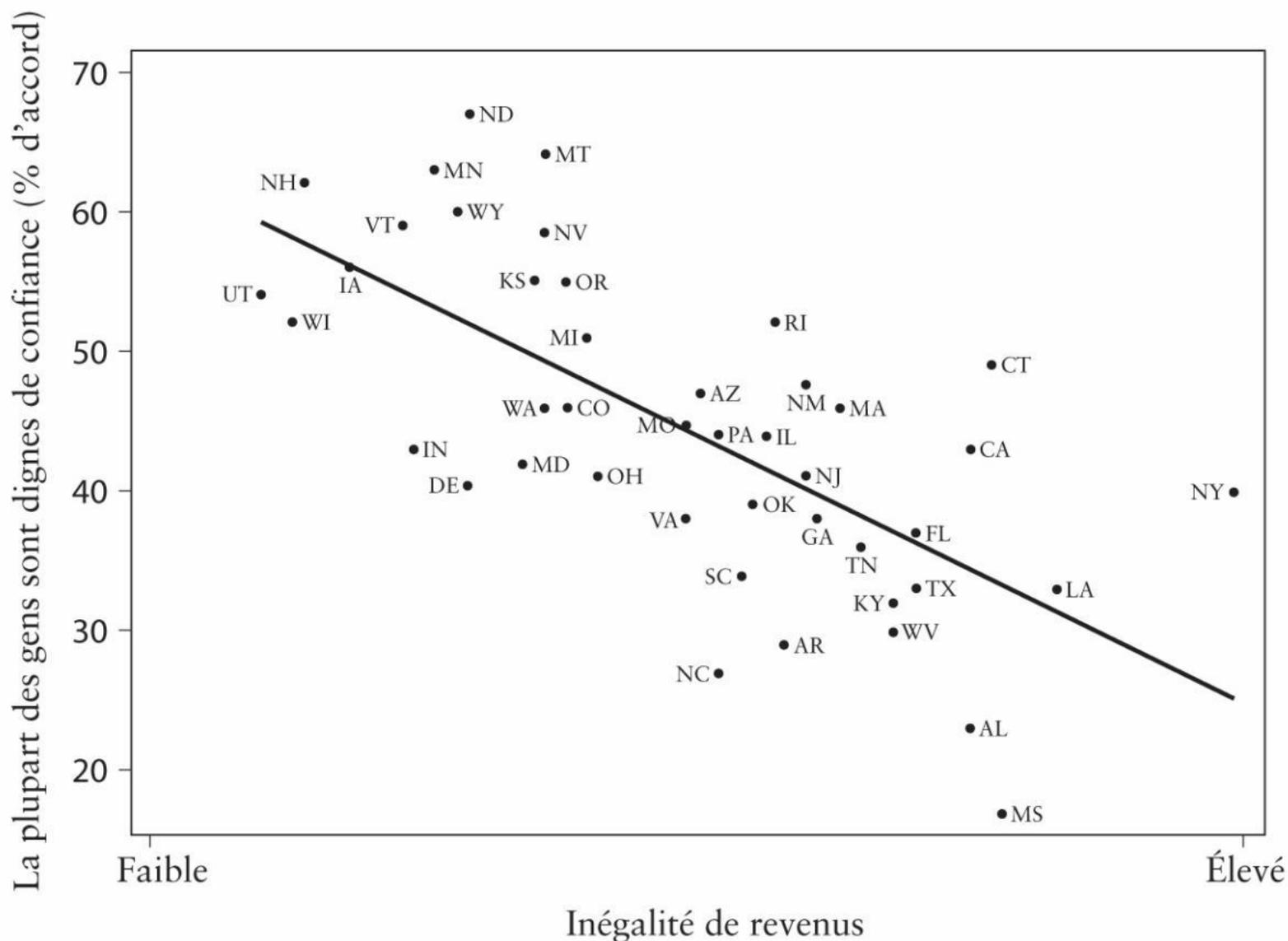


Figure 4.2 Dans les États plus égalitaires, plus de gens estiment que « la plupart des gens sont dignes de confiance » (données disponibles pour 41 États américains uniquement) [voir liste des abréviations p. 284].

Ces graphiques sur la confiance et l'inégalité transmettent un message important. Ils expriment à quel point la vie est probablement ressentie comme différente dans les diverses sociétés considérées. Imaginons un lieu où 90 % des gens se méfient les uns des autres. Pensons aux conséquences sur la qualité de la vie quotidienne (les relations interpersonnelles au travail, dans la rue, les magasins, les écoles). En Norvège, aux terrasses des cafés, il n'est pas rare de voir des couvertures posées sur les chaises à l'attention des consommateurs qui auraient froid en avalant leur boisson. Personne ne craint

que des clients ou des passants ne les volent. Beaucoup de gens sont nostalgiques, regrettent l'époque où ils pouvaient ne pas fermer leur porte à clé et être certains qu'un portefeuille perdu serait rapporté. De toutes les grandes villes américaines, la Nouvelle-Orléans est l'une des plus inégales. Telle fut la toile de fond – faite de tensions et de défiance – des scènes de chaos qui suivirent l'ouragan Katrina.

L'œuf ou la poule ?

Aux États-Unis, la confiance est passée d'un niveau élevé de 60 % en 1960 à moins de 40 % en 2004²⁷. Est-ce l'inégalité qui génère un faible niveau de confiance ou l'absence de confiance qui génère l'inégalité ? Laquelle apparaît en premier lieu ? Dans son ouvrage intitulé *Bowling Alone* [Chacun dans son coin], le politologue Robert Putnam de l'université de Harvard montre que l'inégalité est liée au « capital social », notion qu'il définit comme la somme totale de l'implication des personnes dans la vie de la communauté²⁸. Voici ce qu'il écrit :

La communauté et l'égalité se renforcent mutuellement [...] Capital social et égalité économique ont évolué en parallèle tout au long du XX^e siècle. En matière de répartition des richesses et des revenus, l'Amérique des années 1950 et 1960 était plus égalitaire qu'elle ne l'avait été depuis plus d'un siècle [...] Ces décennies ont aussi été celles d'un point culminant du point de vue des contacts sociaux et de l'engagement civique. Les sommets de l'égalité comme du capital social ont coïncidé [...] Inversement, le dernier tiers du XX^e siècle a été une période de croissance des inégalités et d'érosion du capital social [...] La synchronisation des deux tendances est frappante : quelque part entre 1965 et 1970, l'Amérique a fait demi-tour et a commencé à devenir moins juste économiquement et moins bien « huilée » socialement et politiquement.

Dans un autre article, Putnam affirme :

Les flèches causales se déplaceront probablement dans les deux directions : d'une part les citoyens des États à capital social élevé seront plus susceptibles de faire davantage pour réduire les inégalités et, d'autre part, les inégalités en tant que telles seront davantage susceptibles d'être un facteur de division sociale²⁹.

Adoptant une position plus résolue dans son livre *The Moral Foundations of Trust* [Les Fondements moraux de la confiance], Eric Uslaner, politologue à l'université du Maryland, estime que c'est bien l'inégalité qui affecte la confiance, et non l'inverse³⁰. Si nous vivons dans des sociétés dont le capital social est plus élevé, plus de gens deviennent nos voisins ou nos amis. Ces liens peuvent renforcer la confiance que nous avons dans les personnes que nous connaissons et dont nous avons le sentiment qu'elles sont comme nous. En revanche, Eric Uslaner prend soin d'indiquer que la confiance mesurée dans des enquêtes comme celle sur les valeurs en Europe et dans le monde concerne la confiance envers les étrangers, les inconnus, ceux qui souvent ne sont pas comme nous. S'appuyant sur une multiplicité de données provenant de sources différentes, il démontre que les gens qui font confiance aux autres sont optimistes et ont un sens poussé du contrôle de leur vie. Le type d'éducation reçue imprime aussi sa marque sur la confiance envers les autres.

Dans une étude réalisée avec sa collègue Bo Rothstein, Eric Uslaner se sert d'un test statistique sur la causalité pour montrer que l'inégalité affecte la confiance, mais qu'il « n'y a pas d'effet direct de la confiance sur l'inégalité ; en fait, la direction causale débute par l'inégalité³¹ ». Uslaner affirme que « la confiance ne peut pas se développer dans un monde où règne l'inégalité » et que les écarts de revenus sont le « moteur premier » de la confiance ; que leur impact sur la confiance est plus fort que le taux de chômage, l'inflation ou la croissance économique³². En d'autres termes, c'est l'égalité économique qui génère la confiance, pas le niveau moyen du bien-être économique. La figure 4.3 présente le graphique d'Eric Uslaner montrant la chute de la confiance aux États-Unis sur une période où l'inégalité a crû rapidement. Les chiffres montrent la relation entre le niveau de confiance et l'inégalité pour chaque année considérée (1960-1998).

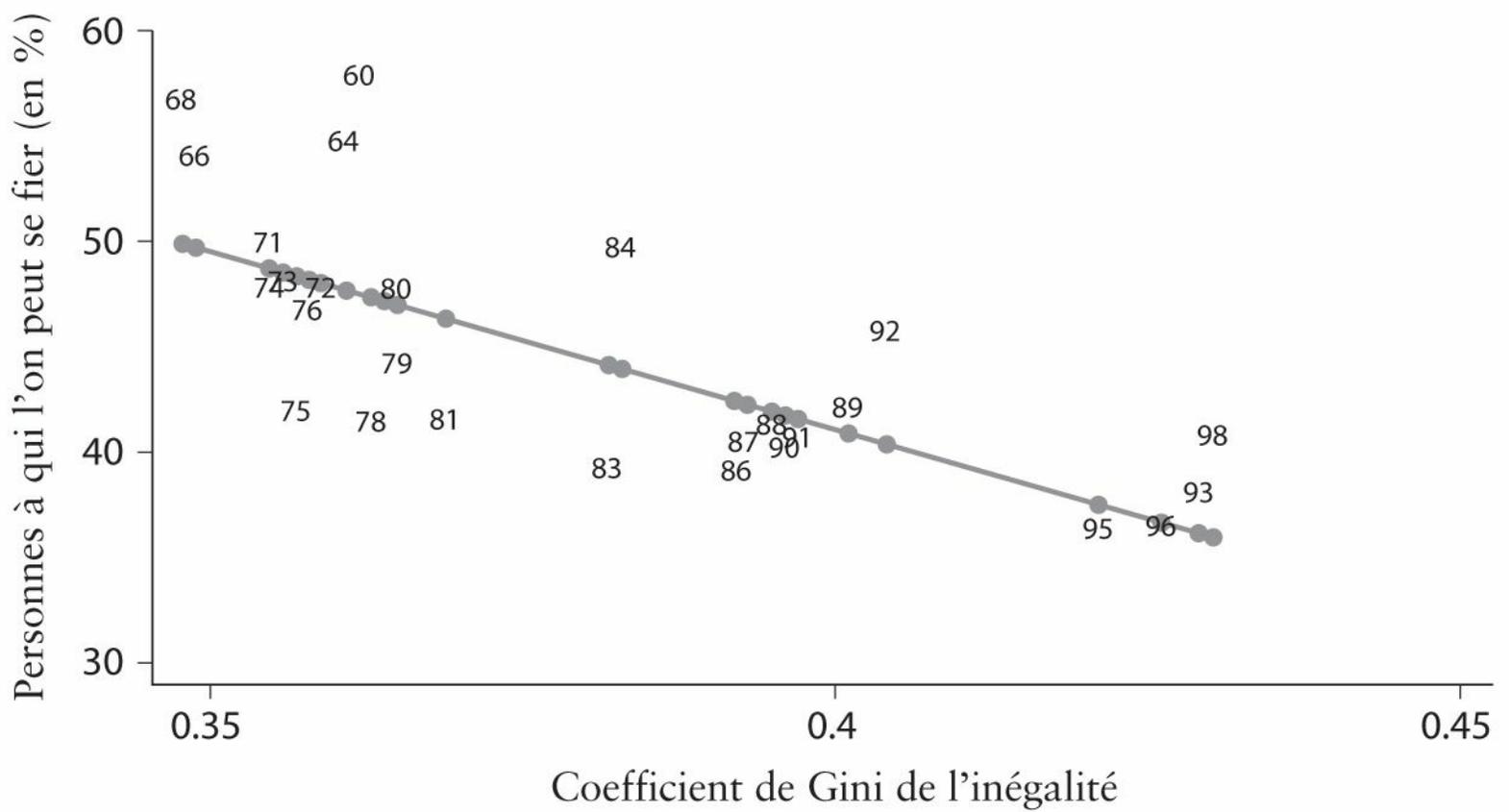


Figure 4.3 Au fur et à mesure que l'inégalité croît, la confiance décline³³.

L'inégalité et la confiance y évoluent en parallèle au fil des ans. Quand l'inégalité s'accroît, les gens sont moins bienveillants avec leurs semblables, il y a moins de réciprocité dans leurs relations ; ils doivent se débrouiller seuls pour obtenir ce qu'ils peuvent et, inévitablement, la confiance est en berne. Défiance et inégalité se renforcent mutuellement. Comme l'a souligné Tocqueville, nous sommes moins enclins à ressentir de l'empathie vis-à-vis de ceux que nous ne considérons pas comme des égaux ; les écarts matériels servent à nous diviser socialement.

La confiance, un facteur de poids

Tant Putnam qu'Uslaner soulignent que la confiance génère la coopération. Uslaner montre que les Américains qui font confiance aux autres consacrent généralement plus de temps et d'argent à les aider. Les « confiants » tendent aussi à croire en une culture commune, que l'Amérique est unie par des valeurs partagées, que chaque citoyen doit être traité dans le respect et la tolérance. Ils sont aussi favorables à l'ordre juridique.

La confiance influe sur le bien-être des personnes comme sur celui de la société civile. Quand la confiance est élevée, les gens se sentent davantage en sécurité, leurs sujets d'inquiétude sont atténués et ils voient les autres comme des partenaires plutôt que comme des concurrents. Diverses études convaincantes menées aux États-Unis ont établi un lien entre confiance et santé (ceux qui font davantage confiance aux autres vivent plus longtemps³⁴). Pour être plus précis, disons que les gens qui font confiance aux autres profitent du fait qu'ils vivent dans des communautés dont le niveau de confiance est généralement élevé, tandis que les gens qui sont moins confiants vis-à-vis d'autrui font toujours moins bien dans ces quartiers³⁵.

Pour certaines des personnes qui ont été entraînées dans les suites chaotiques de l'ouragan Katrina, confiance ou absence de confiance se sont transformées en facteur de vie ou de mort. La confiance a joué un rôle tout aussi crucial dans la survie des victimes de la vague de chaleur qui a touché Chicago en 1995. Le sociologue Eric Klinenberg en a fait la démonstration dans le livre qu'il a consacré à ce sujet³⁶. Les Afro-Américains pauvres qui vivaient dans des quartiers où la confiance était faible et la criminalité élevée avaient trop peur d'ouvrir leurs fenêtres et leurs portes ou de quitter leur domicile pour se rendre dans les centres équipés de l'air conditionné ouverts par la municipalité. Personne ne se souciait de ses voisins. Des centaines de personnes âgées et vulnérables ont perdu la vie. Dans les quartiers hispaniques, tout aussi pauvres, mais où le niveau de confiance était élevé et la vie communautaire active, le risque de décès est resté beaucoup plus faible.

Commandos et francs-tireurs

L'augmentation rapide de la popularité des véhicules utilitaires sport ou 4x4 durant les années 1980 et 1990 pourrait bien être un autre signal de la corrosion des relations sociales et du manque de confiance entre les gens. Au Royaume-Uni, ces véhicules ont reçu le sobriquet de « tracteurs de Chelsea » (Chelsea est un quartier chic de Londres). Cette dénomination attire l'attention sur le ridicule qu'il y a à conduire des véhicules tout-terrain aussi imposants dans des zones urbanisées et très fréquentées. Il faut dire qu'ils portent effectivement des noms qui évoquent la chasse et la vie au grand air : Outlander [« qui vit au grand air »], Pathfinder [« pionnier »], Cherokee [nom d'une tribu indienne], Wranglers [« cow-boy »]. D'autres encore évoquent des images plus dures de soldats et de guerriers comme Trooper [« soldat »], Defender [« défenseur »], Shogun [guerrier japonais], Raider [« membre d'un commando »] et Commander [« chef »]. Ces véhicules sont destinés à parcourir la « jungle urbaine », certainement pas la réalité.

De toute évidence, la popularité des véhicules tout-terrain exprime l'envie de paraître dur, mais elle reflète aussi une défiance croissante envers les autres, le besoin de se sentir protégé des autres. Dans son article « Driven to extremes » [Conduit aux extrêmes], Josh Lauer s'est demandé pourquoi la rudesse militaire avait pris le pas sur la vitesse ou l'élégance, et ce que la montée en puissance des 4x4 exprimait sur la société américaine³⁷. Sa conclusion est limpide : à ses yeux, cette préférence reflète l'attitude des Américains concernant la criminalité et la violence, leur admiration pour l'individualisme acharné et l'importance qu'ils attachent à la possibilité de se couper de tout contact avec les autres c'est-à-dire une certaine défiance. Ces véhicules imposants ne sont issus ni d'une conscience citoyenne animée d'un esprit de coopération ni d'un désir de transporter plus d'auto-stoppeurs (l'auto-stop a d'ailleurs commencé à décliner au moment où l'inégalité commençait à augmenter, dans les années 1970). Comme l'a observé un anthropologue, les gens tentent de se protéger des menaces d'une société dure et méfiante « en conduisant des 4x4 qui ont toutes les caractéristiques d'un blindé et en tentant de paraître aussi intimidants que possible face à d'éventuels agresseurs³⁸ ». La société d'enquête d'opinions de Michael Adams, écrivant sur le contraste des valeurs entre les États-Unis et le Canada, a fait remarquer que les monospaces étaient deux fois plus vendus que les 4x4 au Canada, la proportion s'inversant aux États-Unis³⁹ (le Canada est plus égalitaire que les États-Unis, comme par hasard). Les signes de la peur et du malaise croissants des Américains les uns envers les autres ne s'arrêtent pas là. On note une multiplication des communautés fermées⁴⁰ et une augmentation des ventes de systèmes d'alarmes à domicile⁴¹. Si, ces dernières années, les ventes de 4x4 ont baissé en raison de la nette augmentation du prix des carburants, cela n'empêche pas les gens de continuer à vouloir donner cette image de dureté. Les ventes de véhicules « multi-segments » plus petits mais au look toujours « brut », poursuivent leur progression.

Le statut des femmes

À divers égards, ou du moins pour ce qui concerne les stéréotypes, les sociétés plus inégalitaires semblent plus masculines. Mais, une fois testée cette affirmation, nous nous sommes rendu compte que le statut des femmes était fonction de l'inégalité, tout comme le niveau de confiance et les relations sociales.

Aux États-Unis, l'Institut pour la condition féminine produit des mesures sur le statut des femmes. Les chercheurs de l'université de Harvard ont pu s'en servir pour démontrer que leur statut était lié aux écarts de revenus dans les différents États du pays⁴². La participation des femmes à la vie politique, l'emploi et les revenus des femmes ainsi que leur autonomie sociale et économique sont trois des critères qui ont été utilisés. Lorsqu'ils sont combinés et mis en relation avec les niveaux d'inégalité des revenus par État, nous voyons que le statut des femmes est beaucoup moins favorable dans les États plus inégalitaires, même si cette corrélation n'est pas particulièrement marquée (figure 4.4). La dispersion assez importante des points autour de la ligne laisse entendre que l'inégalité n'est pas le seul facteur qui influence le statut des femmes. Pour autant, on ne peut attribuer au seul hasard le niveau moindre de la participation des femmes aux scrutins et aux mandats politiques, le niveau plus faible de leurs revenus ni le fait qu'elles sont moins nombreuses à décrocher des diplômes universitaires dans les États plus inégaux.

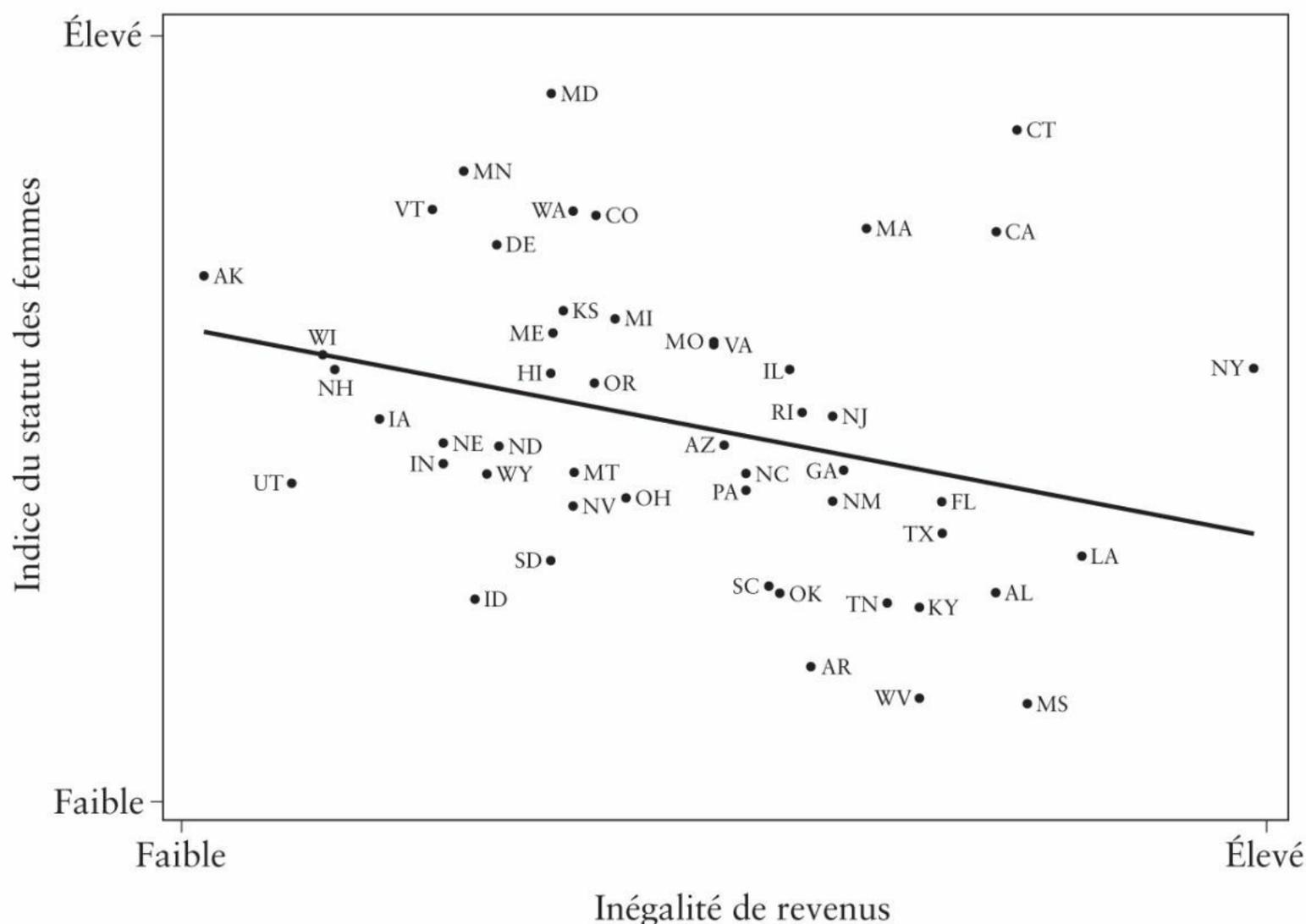


Figure 4.4 Statut des femmes et inégalité dans les États américains.

Nous parvenons à la même conclusion au niveau international. Cette corrélation est présentée à la figure 4.5. Nous avons combiné le pourcentage des femmes détenant des mandats politiques, l'écart salarial entre hommes et femmes et le pourcentage des femmes qui obtiennent un diplôme dans l'enseignement supérieur. Puis nous avons établi un indice du statut des femmes. Le résultat est sans appel : il est bien meilleur dans les pays plus égalitaires.

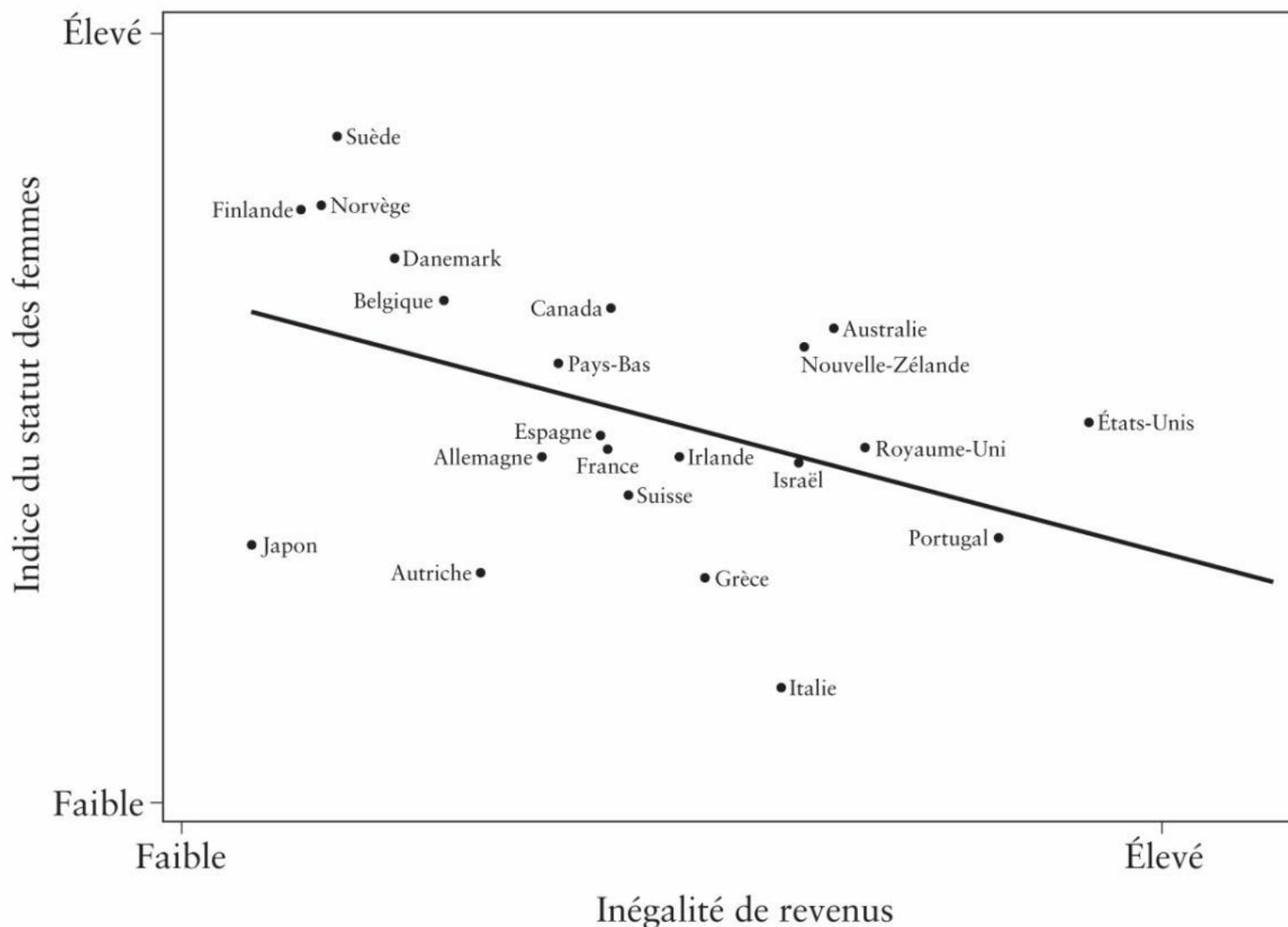


Figure 4.5 Statut des femmes et inégalité dans les pays riches

Le Japon se détache parmi les pays les plus égalitaires parce que le statut des femmes y est beaucoup moins élevé que ne le laisse supposer son niveau d'inégalité. C'est aussi le cas de l'Italie, où ce statut est moins bon qu'attendu. La Suède est dans une situation inverse, elle fait mieux que prévu. Comme pour le graphique précédent sur l'Amérique, ces résultats indiquent que d'autres facteurs influencent le statut des femmes. Au Japon et en Italie, les femmes ont toujours été en situation d'infériorité, alors que la Suède a une longue tradition en matière de droits et d'autonomisation des femmes. Mais, ici non plus, le seul hasard ne suffit pas à expliquer le lien entre égalité des revenus et statut des femmes. Et nous voyons effectivement que ce statut est meilleur dans les pays plus égalitaires.

Les épidémiologistes ont découvert que, dans les États américains où le statut des femmes était meilleur, les taux de mortalité des hommes comme des femmes étaient plus faibles⁴³. Ils ont aussi démontré que le statut des femmes semblait avoir de l'importance pour toutes les femmes, riches ou pauvres⁴⁴.

La confiance par-delà les frontières

Les personnes qui font confiance à autrui ont davantage tendance à faire des dons à des organismes de bienfaisance. De la même manière, les pays plus égalitaires sont aussi plus généreux avec les pays plus pauvres. On ne s'en étonnera pas.

L'objectif des Nations unies en matière de dépenses pour l'aide au développement s'élève à 0,7 % du produit national brut. Seuls le Danemark, les Pays-Bas, la Norvège et la Suède respectent cet objectif. Ils sont d'ailleurs plus généreux que ne le préconisent les Nations unies. En outre, comme nous le voyons dans la figure 4.6, qui se base sur des données de l'OCDE⁴⁵, les pays plus inégalitaires consacrent beaucoup moins de ressources financières à l'aide extérieure. Le Japon et le Royaume-Uni font quelque peu figure d'exception sur ce graphique. Les dépenses plus faibles que prévues du Japon reflètent peut-être le profil bas de ce pays sur la scène internationale depuis la Seconde Guerre mondiale. Quant aux dépenses plus élevées que prévu du Royaume-Uni, elles pourraient refléter des liens historiques et coloniaux avec de nombreux pays en développement.

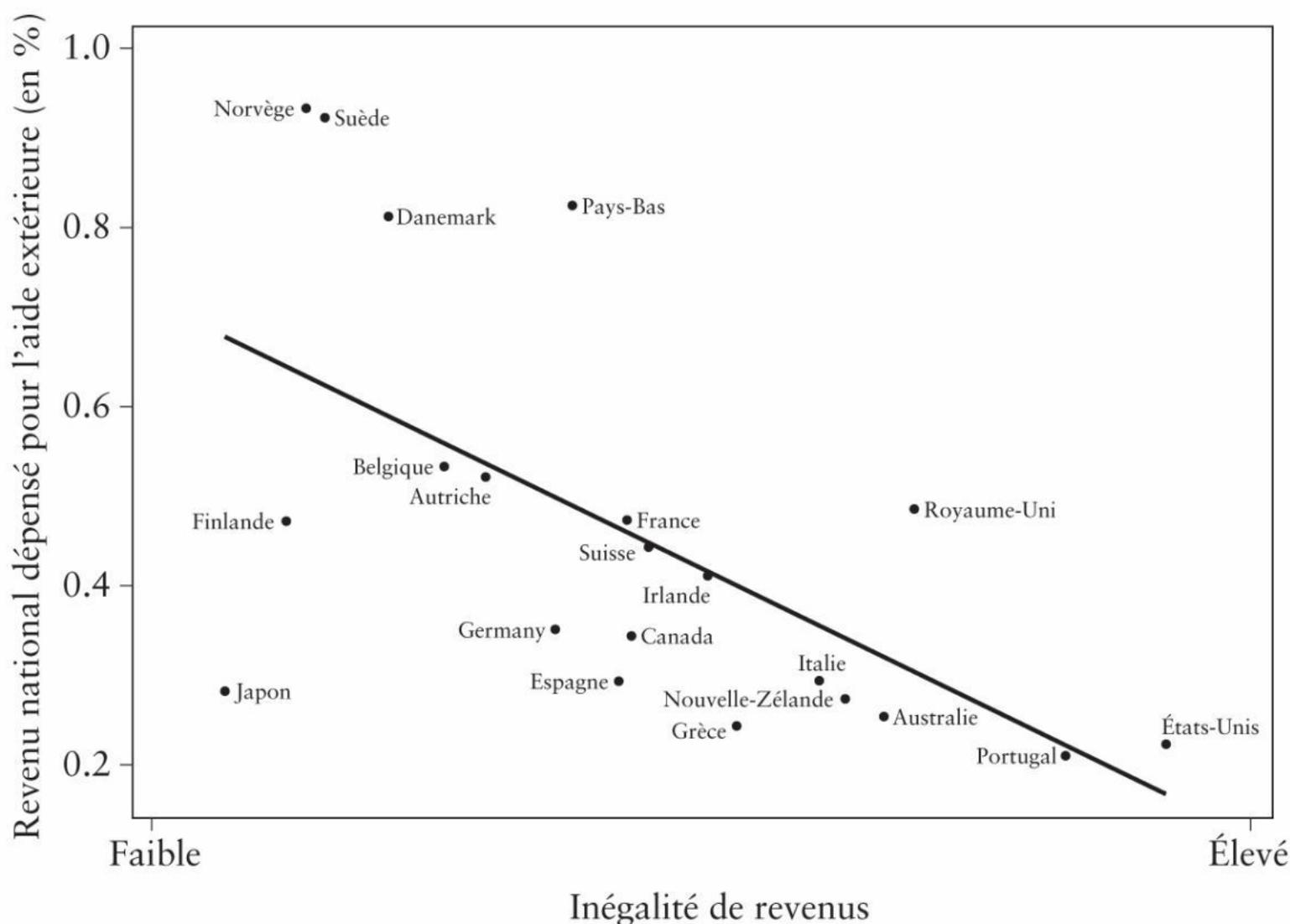


Figure 4.6 Dépenses réalisées pour l'aide extérieure et inégalité dans les pays riches.

Quels enseignements avons-nous tirés ?

Nous avons montré dans ce chapitre que le niveau de confiance au sein de la société était lié à l'inégalité des revenus. Bien évidemment, montrer une corrélation ne démontre pas nécessairement une causalité.

Plusieurs raisons nous conduisent à penser que l'égalité est une condition préalable pour obtenir une confiance plus élevée – même s'il existe presque certainement une boucle de rétroaction entre les deux éléments. L'une d'elles est la puissance même du lien qu'exprime la déclivité des lignes des figures 4.1 et 4.2. Les Suédois sont beaucoup plus susceptibles de se faire confiance que les Portugais. Toute explication alternative devrait être aussi forte. Dans nos propres modèles statistiques, ni la pauvreté ni les niveaux de vie moyens n'expliquent nos conclusions. Nous observons également une association systématique tant aux États-Unis que dans les pays développés. Nous expliquions plus haut qu'Uslaner et Rothstein avaient utilisé un modèle statistique pour montrer l'agencement de l'inégalité et de la croissance : l'inégalité influe sur la confiance, mais la confiance n'affecte pas l'inégalité. La relation entre l'inégalité et le statut des femmes, comme la relation entre l'inégalité et l'aide au développement ajoutent de la cohérence à notre conviction et la renforcent : l'inégalité accroît la distance sociale entre différents groupes d'individus. Elle diminue notre volonté de les voir comme « nous » et augmente notre propension à les regarder comme « eux ».

Pour résumer, la confiance peut se concevoir comme un marqueur essentiel parmi les canaux. L'égalité matérielle accrue peut ainsi contribuer à créer une communauté cohérente, coopérative, au bénéfice de tous.

* *De la démocratie en Amérique*, tome 1, 1848.

SANTÉ MENTALE ET CONSOMMATION DE DROGUE

Aucune mesure de santé ne s'ajuste convenablement à une société profondément malade.

Krishnamurti

Maladie mentale au Royaume-Uni et aux États-Unis

La santé mentale des enfants fait désormais la manchette des journaux. En Grande-Bretagne, le *Daily Mail* titrait par exemple : « La génération perturbée ». Un million d'enfants britanniques (10 % des 5-16 ans) souffriraient de maladie mentale⁴⁶. Pour chaque école secondaire de 1 000 élèves, les études laissent entendre que 50 d'entre eux seront gravement dépressifs, 100 seront perturbés, entre 10 et 20 subiront des troubles obsessionnels compulsifs, et 5 à 10 filles souffriront d'un trouble alimentaire⁴⁷. Ces données sont corroborées par un rapport élaboré en 2008 sur la base de l'enquête Good Childhood, une étude indépendante sur l'enfance commandée par la Children's Society⁴⁸. Au terme d'un travail de recherche mené sur des milliers d'enfants, ce rapport affirme qu'un nombre croissant d'entre eux rencontrent des problèmes de santé mentale. Plus d'un quart souffrent régulièrement de dépression, principalement à cause d'une séparation ou de la pression exercée par leurs camarades.

Aux États-Unis, le syndrome du déficit d'attention avec hyperactivité a été diagnostiqué chez 6 % des enfants. Ce trouble du comportement entraîne un degré élevé de distraction, d'impulsivité et d'agitation⁴⁹. Dans le cadre d'une enquête nationale, il s'est avéré que près de 10 % des enfants âgés de 3 à 17 ans éprouvaient des difficultés moyennes ou graves « en matière d'émotions, de concentration, de comportement, ou concernant la capacité de s'entendre avec les autres⁵⁰ ».

Qu'en est-il des adultes dans ces deux pays ? Au Royaume-Uni, une enquête nationale menée en 2000 a livré les résultats suivants : 23 % des adultes souffrent soit d'un désordre névrotique, soit d'un désordre psychotique, soit d'une dépendance à l'alcool ou à la drogue ; 4 % des adultes souffrant d'au moins un de ces troubles⁵¹. En 2005, dans la seule Angleterre, les médecins ont rédigé 29 millions d'ordonnances prescrivant des antidépresseurs. Coût de l'opération : plus de 400 millions de livres pour la Sécurité sociale britannique⁵². Aux États-Unis, un adulte sur quatre a souffert d'une maladie mentale au cours des douze derniers mois et près d'un quart de ces épisodes ont été graves. Au cours de leur vie, plus de la moitié des Américains souffriront d'une maladie mentale⁵³. En 2003, les États-Unis ont consacré 100 milliards de dollars au traitement des maladies mentales⁵⁴.

Bien-être mental

Avant de comparer ces faits avec les maladies mentales dans les autres pays, répondons d'abord à cette question : au fond, que signifie « être sain d'esprit » ?

L'Association nationale pour la santé mentale du Royaume-Uni (MIND) a publié une brochure intitulée « Comment améliorer votre bien-être mental ? ». Elle commence par ce postulat : Être en bonne santé mentale n'est pas quelque chose que l'on a, mais quelque chose que l'on fait. Pour être sain sur le plan mental, vous devez avoir conscience de votre valeur et vous accepter⁵⁵.

L'ouvrage conclut que les gens qui sont en bonne santé mentale sont capables de s'occuper d'eux, de se voir comme des gens de valeur et de se juger à l'aune de normes raisonnables et non pas irréalistes. Les gens qui n'ont pas d'amour-propre craignent d'être rejetés ; ils maintiennent les autres à distance et sont pris dans le cercle vicieux de la solitude.

Il importe aussi de noter que, même si l'on observe une modification des taux de substances chimiques chez les personnes souffrant d'une maladie mentale, personne n'a pu démontrer que ces changements sont la *cause* de la dépression plutôt que la *conséquence* de la dépression. De même, s'il est vrai que la vulnérabilité génétique peut être la cause de certaines maladies mentales, ce fait ne peut expliquer la forte augmentation de ces maladies au cours des dernières décennies (nos gènes ne peuvent se transformer aussi rapidement).

Des pommes et des poires ?

Pouvons-nous vraiment comparer le niveau des maladies mentales dans des pays différents ? Chaque culture n'appose-t-elle pas ses propres étiquettes sur les désordres mentaux, sur les comportements dits « normaux », sur la tolérance aux différences ? Dans quelle mesure des personnes vivant dans des pays différents sont-elles plus ou moins disposées à admettre des problèmes émotionnels, la consommation de drogue ou toute affection stigmatisée ?

On ne s'en étonnera guère, il n'a pas toujours été facile d'obtenir des mesures comparables sur le nombre de personnes souffrant de maladie mentale dans des pays différents. Cette tâche a commencé à se simplifier dans les années 1980. C'est à cette époque que des chercheurs ont conçu des entretiens de diagnostic, c'est-à-dire des questionnaires auxquels peuvent répondre d'autres personnes que des psychiatres ou des psychologues. Les chercheurs ont ainsi pu mesurer à grande échelle le nombre de personnes répondant aux critères de diagnostic de diverses maladies mentales.

L'Organisation mondiale de la santé a créé en 1998 le consortium Enquête mondiale pour la santé mentale. L'objectif consistait à obtenir une estimation du nombre de personnes souffrant de maladie mentale dans différents pays, de la gravité de leur maladie et des schémas de traitement. Il est vrai, la méthode utilisée ne permet pas de lever entièrement certains doutes quant à l'influence de la culture sur l'interprétation et les réponses données à ces questions, mais, au moins, les mêmes questions sont posées de manière identique en différents lieux. Les enquêtes de l'OMS ont été menées à leur terme dans neuf de nos pays riches et développés : Belgique, France, Allemagne, Italie, Japon, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande, Espagne et États-Unis⁵⁶⁻⁵⁷. Par ailleurs, des enquêtes nationales très semblables mais qui ne sont pas rigoureusement comparables livrent des estimations de la proportion de la population adulte souffrant de maladie mentale dans trois autres pays (Australie⁵⁸, Canada⁵⁹ et Royaume-Uni⁶⁰).

Inégalité des revenus et maladie mentale

Dans la figure 5.1, nous utilisons ces enquêtes pour montrer, dans les pays riches, le lien existant entre l'inégalité des revenus et la proportion d'adultes ayant souffert d'une maladie mentale pendant les douze mois qui ont précédé l'entretien. La corrélation est forte : le pourcentage de la population souffrant de maladie mentale est beaucoup plus élevé dans les pays plus inégalitaires. Une relation aussi étroite ne peut être le produit du hasard. Les pays s'alignent de manière presque parfaite. Seule l'Italie fait exception puisque la faible prévalence des maladies mentales ne correspond pas à ce que laisse supposer le niveau de ses inégalités de revenus.

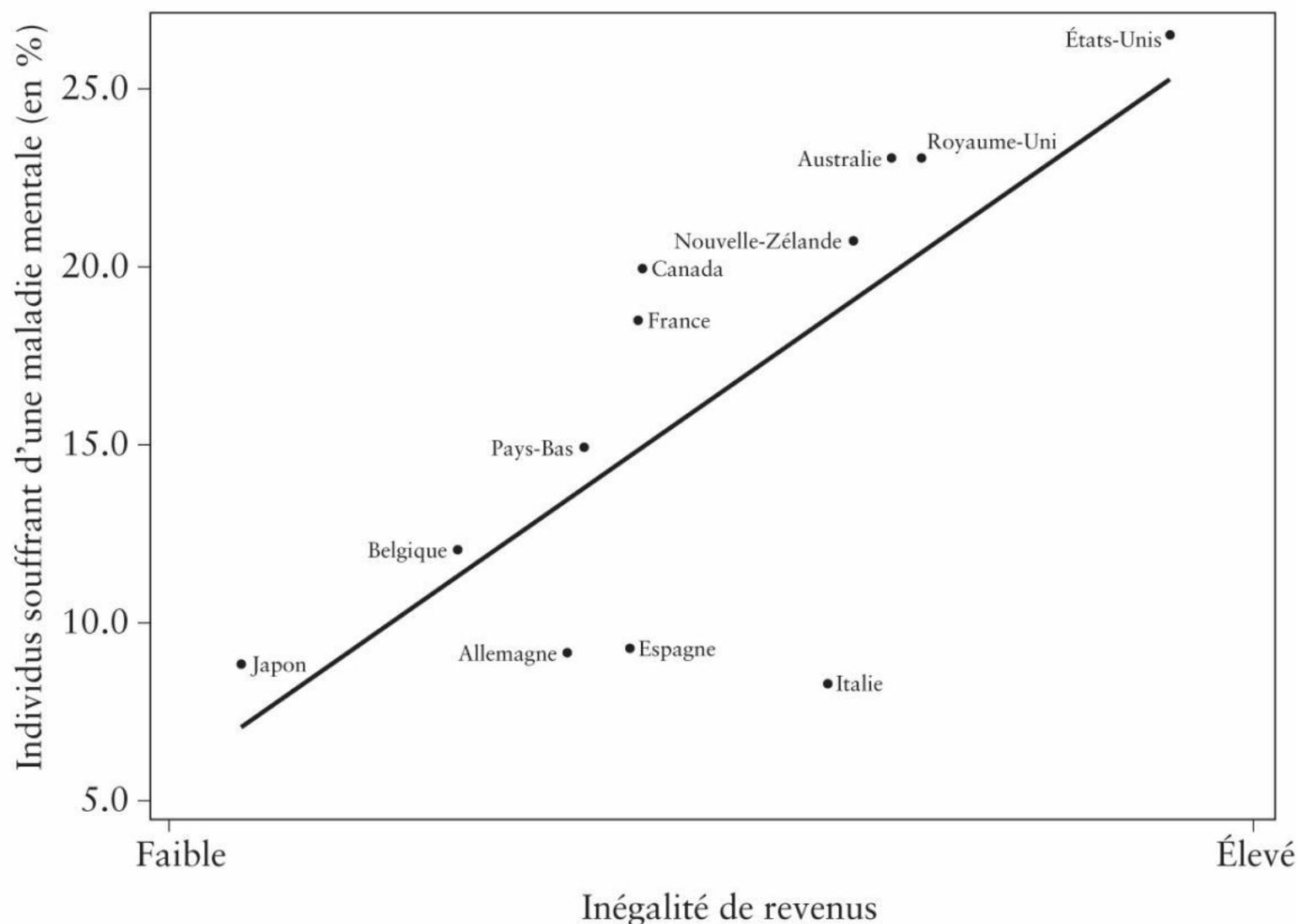


Figure 5.1 Plus de gens souffrent de maladies mentales dans les pays plus inégalitaires.

D'un pays à l'autre, nous observons des différences considérables concernant la proportion des personnes souffrant de maladie mentale (de 8 à 26 %). Cela n'est pas sans rappeler l'observation faite dans le chapitre précédent à propos du niveau de confiance. En Allemagne, en Italie, au Japon et en Espagne, moins de 10 % de la population ont souffert d'un trouble mental l'année précédente. En Australie, au Canada, en Nouvelle-Zélande et au Royaume-Uni, cette proportion est supérieure à une personne sur cinq. Aux États-Unis, cette proportion dépasse 25 %, comme nous l'avons indiqué précédemment. Dans l'ensemble, nous observons que les différences en matière d'inégalité coïncident avec des ratios allant du simple au triple quant au pourcentage de personnes atteintes par des maladies mentales.

En ce qui concerne les neuf pays pour lesquels les données nous viennent des enquêtes de l’OMS, nous pouvons aussi regarder les catégories de maladies mentales, notamment les troubles anxieux, les troubles de l’humeur, les troubles et les dépendances en matière de contrôle des impulsions, mais aussi les maladies mentales graves. Les troubles anxieux, les troubles du contrôle des impulsions et les maladies graves sont tous fortement corrélés avec l’inégalité ; les troubles de l’humeur le sont moins. Nous avons vu au chapitre 3 que le stress s’était aggravé dans les pays développés au cours des dernières décennies. Les troubles anxieux représentent la catégorie de maladie mentale la plus importante dans tous nos pays. De fait, le pourcentage de toutes les maladies mentales qui sont des troubles anxieux est en soi beaucoup plus élevé dans les pays plus inégalitaires. Il n’existe malheureusement pas de sources internationales de données comparables en matière de santé mentale des enfants et des adolescents.

Tournons-nous vers un autre banc d’essai : les cinquante États américains. La découverte que nous avons faite est surprenante. Nous n’avons constaté aucun lien entre la maladie mentale chez les adultes de sexe masculin et l’inégalité des revenus dans les États américains. Parmi les nombreux problèmes sanitaires et sociaux examinés dans cet ouvrage, la maladie mentale est donc l’exception qui confirme la règle. Les estimations de la maladie mentale pour chaque État sont collectées à la fois par l’Étude sur le suivi des facteurs de risque comportemental aux États-Unis (*United States Behavioral Risk Factor Surveillance Study*) et l’Enquête nationale sur la consommation de drogue et sur la santé (*National Survey on Drug Use and Health*). L’absence de lien entre inégalité des revenus et santé mentale a été confirmée dans ces deux sources.

En revanche, l’inégalité des revenus est *effectivement* associée à la maladie mentale chez les femmes adultes. Cette corrélation n’est pas particulièrement forte, mais elle est trop marquée pour que l’on invoque le hasard. Nous observons une relation semblable concernant la santé mentale des enfants. L’Enquête nationale sur la santé des enfants (*National Survey of Children’s Health*) fournit des estimations sur le pourcentage d’enfants qui, dans chaque État, éprouvent des difficultés modérées ou graves « en matière d’émotions, de concentration, de comportement, ou concernant la capacité de s’entendre avec les autres⁶¹ ». Bien que, comme chez les femmes adultes, cette relation avec l’inégalité par État ne soit pas très marquée, la santé mentale des enfants est *significativement* corrélée avec le niveau des inégalités de revenus entre États.

Plusieurs éléments peuvent expliquer l’absence de relation entre les mesures disponibles sur la santé mentale des hommes adultes et l’inégalité. En général, les problèmes d’inégalité ont des gradients sociaux dont la déclivité est évidente ; ils deviennent plus fréquents au fur et à mesure que l’on descend l’échelle sociale⁶². Selon certains indicateurs, le gradient social de la santé mentale aux États-Unis ne serait pas cohérent. Plusieurs causes peuvent être invoquées : les méthodes de collecte des données, les schémas de déclaration des maladies mentales sexospécifiques, la résilience apparente des minorités ethniques à la maladie mentale (Fig. 5.2) ou encore le fait qu’il n’est possible d’observer les effets de l’inégalité croissante qu’avec un temps de retard. En toute hypothèse, il convient de garder à l’esprit que, dans une perspective internationale, les niveaux des troubles mentaux observés aux États-Unis dans leur ensemble correspondent fidèlement à ce que le niveau global élevé des inégalités permet d’inférer.

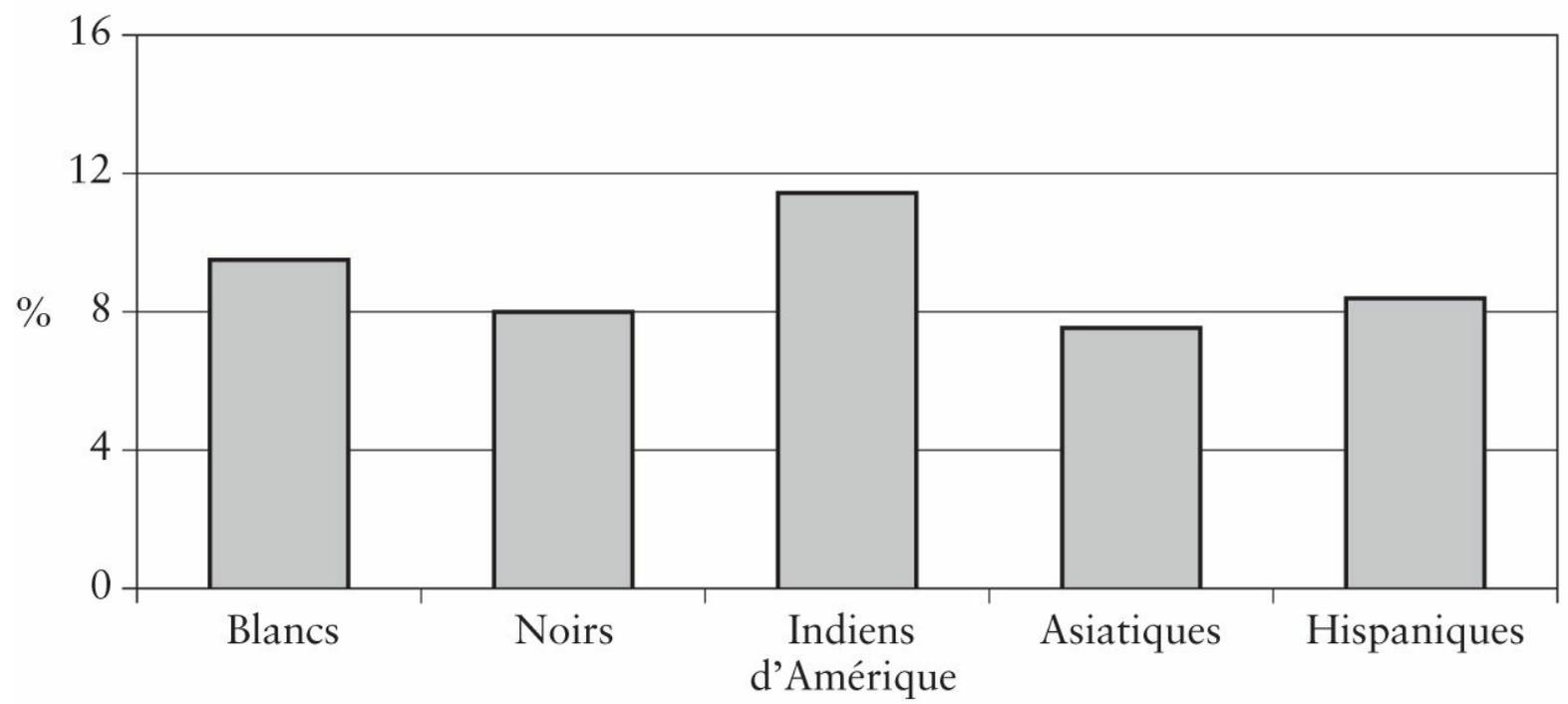


Figure 5.2 Pourcentage d'Américains adultes classés par minorités ethniques faisant état de troubles mentaux fréquents, 1993-2001⁶³.

Cramponnés à l'échelle sociale

Pourquoi plus de gens tendent-ils à avoir des problèmes de santé mentale dans les lieux plus inégalitaires ? Le psychologue et journaliste Oliver James use d'une analogie avec une maladie infectieuse pour expliquer le lien. Pour lui, le virus de l'« affluenza* » est un « ensemble de valeurs qui augmentent notre vulnérabilité à la détresse émotionnelle » et qui, à ses yeux, sont beaucoup plus fréquentes dans les sociétés riches⁶⁴. L'affluenza se caractérise par l'importance donnée à l'accumulation d'argent et de possessions matérielles, par la volonté du sujet d'être bien perçu par les autres et par son désir d'atteindre la célébrité. Ces valeurs augmentent le risque de dépression, d'anxiété, de toxicomanie et de trouble de la personnalité ; elles sont très voisines de celles dont nous avons parlé au chapitre 3. Dans un autre ouvrage de 2004 sur le même sujet, le philosophe Alain de Botton décrit l'« anxiété liée au statut » comme « une inquiétude tellement pernicieuse qu'elle peut se révéler capable de détruire des périodes entières de notre vie ». Quand nous sommes dans l'impossibilité de maintenir notre position dans la hiérarchie sociale, nous sommes « condamnés à regarder ceux qui réussissent avec amertume et à nous regarder nous-mêmes avec honte⁶⁵ ».

L'économiste Robert Frank observe le même phénomène, qu'il appelle la « fièvre du luxe⁶⁶ ». Au fur et à mesure que l'inégalité se creuse et que les plus riches d'entre les riches dépensent tant et plus en produits de luxe, le désir de ces objets se répercute sur l'échelle des revenus, les autres n'ayant plus qu'à se cramponner et à tenir bon. Les publicitaires jouent sur ce réflexe, nous rendent insatisfaits de ce que nous avons et encouragent les comparaisons sociales injustes. Un autre économiste, Richard Layard, s'est aussi proposé de décrire notre « dépendance aux revenus » : plus nous possédons, plus nous avons l'impression d'avoir besoin de choses et plus nous passons du temps à acquérir des richesses matérielles aux dépens de notre vie de famille, de nos relations et de notre qualité de vie⁶⁷.

Vu l'importance que revêtent les relations sociales en matière de santé mentale, personne ne s'étonnera que les sociétés où la confiance et la vie communautaire sont faibles soient aussi celles où la santé mentale est la plus mauvaise.

Inégalité et drogues illicites

La plupart des personnes qui occupent le bas de l'échelle sociale sont en souffrance. Sans surprise, la consommation de drogues illicites (cocaïne, marijuana et héroïne) est largement plus fréquente dans les sociétés plus inégalitaires.

Sur le plan international, l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime publie un *Rapport mondial sur les drogues*⁶⁸ qui fournit des données distinctes sur la consommation d'opiacés (comme l'héroïne), de cocaïne, de cannabis, d'ecstasy et d'amphétamines. Nous avons rassemblé ces données dans un indice unique en attribuant à chaque catégorie de drogue la même pondération, ceci afin que les chiffres ne soient pas dominés par la consommation de l'une d'entre elles. Nous utilisons cet indice dans la figure 5.3, qui montre que la consommation de drogue a fortement tendance à être plus fréquente dans les pays plus inégalitaires.

Nous observons également une prévalence plus forte de l'addiction aux drogues illicites ainsi que des décès causés par overdose dans les États américains plus inégalitaires⁶⁹.

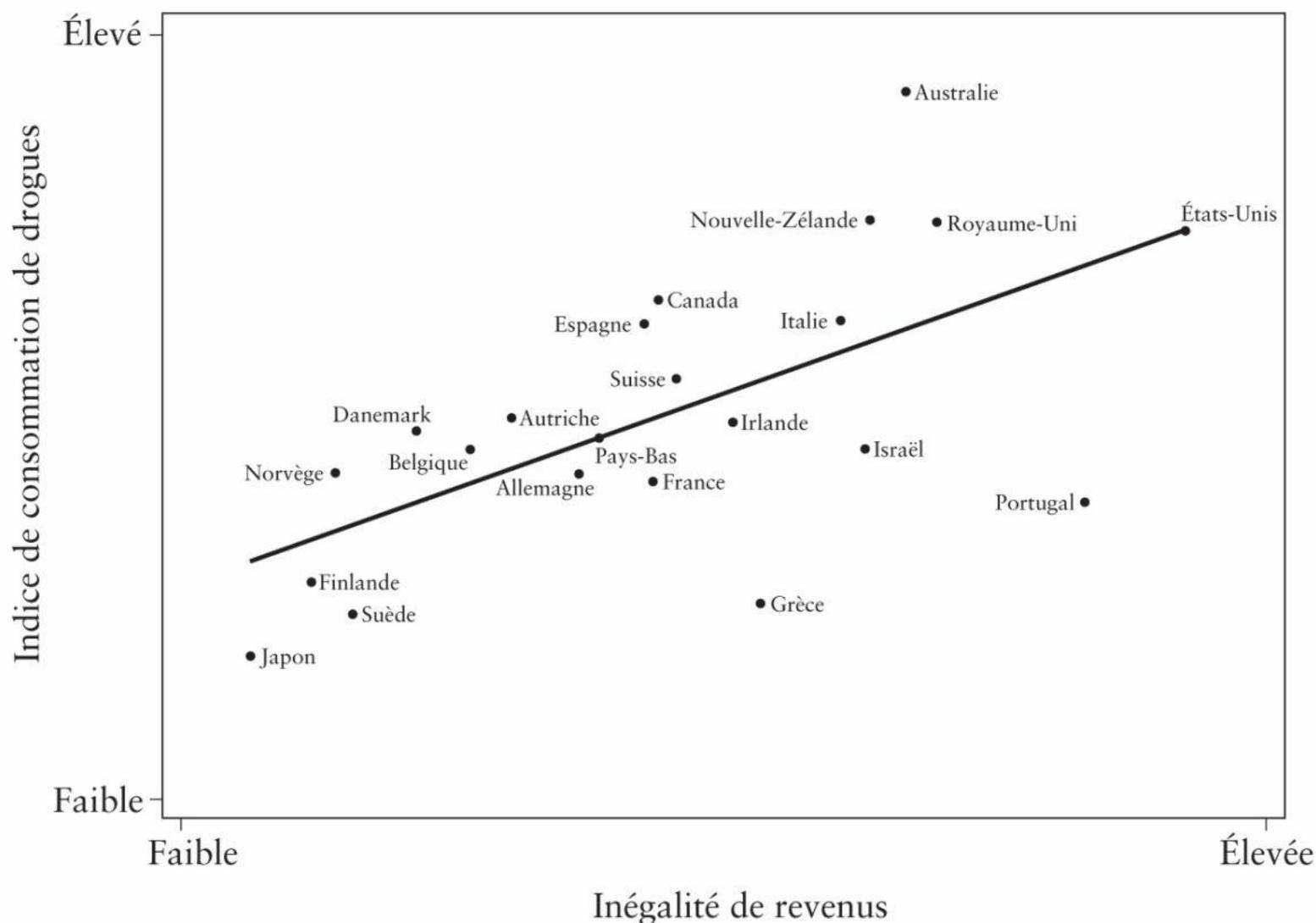


Figure 5.3 La consommation de drogues illicites est plus fréquente dans les pays plus inégalitaires.

Une histoire de singes

Le comportement chimique de notre cerveau reflète le poids du statut social dans notre bien-être mental. La sérotonine et la dopamine comptent parmi les substances chimiques qui jouent les premiers rôles dans la régulation de l'humeur. La recherche a établi l'existence d'un lien entre la faiblesse des taux de dopamine et de sérotonine, d'une part, et la dépression et autres troubles mentaux, d'autre part. Bien que l'extrapolation aux humains impose une certaine prudence, des études chez les animaux montrent qu'un statut social faible affecte les niveaux de diverses substances chimiques dans le cerveau, ainsi que les réactions à diverses substances.

Les chercheurs de l'école de médecine de Wake Forest, en Caroline du Nord, ont mené une expérience très intelligente : ils ont placé pendant un certain temps une vingtaine de macaques dans des cages individuelles⁷⁰. Ils ont ensuite placé les animaux par groupes de quatre et observé les hiérarchies sociales qui se développaient dans chaque groupe, notant quels étaient les animaux dominés et dominants. Ils ont scannés les cerveaux de ces singes avant et après les avoir regroupés. Ensuite, ils ont appris aux singes comment s'administrer de la cocaïne en actionnant un levier. Le choix de la quantité qu'ils pouvaient obtenir était à l'entière discrétion des primates.

Les résultats de cette expérience se sont révélés spectaculaires. Les singes devenus dominants déployaient une activité dopaminergique supérieure à celle qui était la leur avant de devenir dominants. En revanche, les chercheurs n'ont observé aucune modification chimique dans les cerveaux des singes devenus dominés au moment du regroupement. Les singes dominants ont consommé beaucoup moins de cocaïne que les singes dominés. En effet, en absorbant les médicaments, les singes dominés traitaient l'impact ressenti par la faiblesse de leur statut social. Ces preuves expérimentales chez les singes renforcent la plausibilité de notre postulat : l'inégalité est causalement liée à la maladie mentale.

En début de chapitre, nous évoquons le nombre faramineux d'ordonnances prescrivant des médicaments psychotropes au Royaume-Uni et aux États-Unis. Ajoutons-y la masse des adeptes de l'automédication par les drogues illicites et nous prendrons ainsi toute la mesure de la douleur associée à l'inégalité.

* Néologisme formé de la contraction des mots « affluence » et « influenza » (signifiant « grippe ») (NDT).

Chapitre 6

SANTÉ PHYSIQUE ET ESPÉRANCE DE VIE

Une âme triste vous tuera plus vite qu'un germe.
John Steinbeck, *Voyages avec Charley*

Déterminants matériels et psychosociaux de la santé

Nos sociétés sont devenues riches. Nos conditions de vie ont changé. Les maladies dont nous souffrons et les principales causes de décès et de maladie, elles aussi, ont changé.

Les conceptions qui avaient cours sur les causes des maladies n'ont cessé d'évoluer tout au long de l'histoire de la santé publique⁷¹⁻⁷². Au XIX^e siècle, les réformateurs ont commencé à collecter des données qui montraient tout le fardeau que représentaient la mauvaise santé et les décès prématurés pour les pauvres des taudis urbains. Le mouvement de réforme sanitaire était lancé. Systèmes de drainage et d'égout, collecte des déchets, bains publics, logements décentes, meilleures conditions de travail et d'hygiène alimentaire améliorèrent sensiblement la santé de la population. L'espérance de vie s'allongea au fur et à mesure que progressaient les conditions de vie matérielles.

Nous y faisons allusion au chapitre 1 : lorsque les maladies infectieuses ont desserré leur emprise et cessé d'être les principales causes de décès, le monde industrialisé s'est engagé dans une évolution baptisée la « transition épidémiologique ». Les maladies chroniques comme les maladies du cœur et le cancer ont progressivement remplacé les infections qui avaient été jusqu'alors les causes principales de décès et de mauvaise santé. Pendant la plus grande partie du XX^e siècle, la prévention de ces maladies chroniques a principalement joué sur les modes de vie et les facteurs de risque. L'usage de la cigarette, les régimes à forte teneur en matières grasses, l'exercice et l'alcool ont occupé le devant de la scène.

Vers la fin du siècle, les chercheurs ont cependant fait quelques découvertes surprenantes sur les déterminants de la santé. Ils ont commencé à penser que le stress était une cause de maladie chronique, notamment cardiaque. À l'époque, celle-ci était considérée comme la maladie des cadres, causée par un excès de tensions allant de pair avec les responsabilités devant être assumées par les hommes d'affaires. L'étude longitudinale Whitehall I, menée sur un échantillon de fonctionnaires de sexe masculin, a été mise en place en 1967 afin de déterminer les causes des maladies cardiaques et d'autres maladies chroniques. Les chercheurs s'attendaient à constater le risque le plus élevé de maladie cardiaque chez les hommes occupant les plus hautes fonctions en termes de statut social. Ils ont mis au jour une corrélation inverse entre la position occupée dans la hiérarchie de la fonction publique et les taux de mortalité. Le taux de mortalité des hommes à l'échelon le plus bas (coursiers, portiers, etc.) était trois fois plus élevé que celui des hommes de l'échelon le plus élevé (cadres supérieurs)⁷³⁻⁷⁴.

D'autres études du projet Whitehall I et une étude ultérieure portant toujours sur les fonctionnaires (Whitehall II) et incluant les femmes ont montré que la faiblesse du statut professionnel n'était pas seulement corrélée avec un risque accru de maladie cardiaque. Elle était aussi liée à d'autres maladies : cancers, maladies pulmonaires chroniques, maladies gastro-intestinales, dépression, suicide, absentéisme au travail, mal de dos et recours fréquent à une auto-évaluation de leur état de santé⁷⁵⁻⁷⁶. Était-ce alors la faiblesse du statut social qui engendrait une mauvaise santé ? Ou était-il possible d'expliquer ces corrélations par les styles de vie différents que menaient les fonctionnaires des divers échelons ?

De fait, les fonctionnaires des échelons inférieurs avaient plus de chances de souffrir d'obésité, de fumer, de faire de l'hypertension ou d'être moins actifs physiquement, mais ces facteurs de risque n'expliquaient qu'un tiers du risque accru de mortalité causé par les maladies cardiaques⁷⁷. Bien entendu, d'autres facteurs comme la pauvreté absolue ou le chômage ne pouvaient expliquer ces conclusions puisque tous les sujets de ces études avaient un emploi rémunéré. Parmi l'ensemble des

facteurs étudiés par les chercheurs du projet Whitehall au fil des ans, le stress lié à l'emploi et le sentiment de contrôle que les gens ont sur leur travail semblent les plus déterminants. Bon nombre d'études parviennent désormais aux mêmes conclusions dans divers pays et concernant la plupart des situations de mauvaise santé. La faiblesse du statut social produit un impact évident sur la santé physique et pas seulement sur les personnes situées tout en bas de la hiérarchie sociale. C'est là l'autre message crucial des études Whitehall, au-delà de celui qui souligne le rôle majeur du statut social. Le gradient social de la santé traverse la société de part en part. La position que nous y occupons revêt une grande importance : ceux qui sont au-dessus de nous sont en meilleure santé et ceux qui sont en dessous de nous sont en moins bonne santé, de la couche la plus défavorisée à la plus privilégiée⁷⁸. Comprendre ces gradients de santé, c'est comprendre pourquoi les cadres supérieurs vivent plus longtemps que les personnes des catégories exécutives, et comprendre pourquoi les pauvres ont des profils sanitaires moins bons.

Avoir le sentiment que nous contrôlons notre vie a un impact sur notre santé physique, mais d'autres éléments jouent par ailleurs. Le bonheur, notre attitude optimiste ou pessimiste et l'hostilité envers autrui jouent aussi un rôle à cet égard. Notre bien-être psychologique produit un impact direct sur notre santé et nous avons moins de chances de nous sentir aux commandes, heureux, optimistes si notre statut social est faible.

Notre statut social et notre bien-être psychologique ne sont cependant pas les seuls déterminants de notre santé. Les relations que nous entretenons avec les autres entrent aussi en ligne de compte. Cette idée remonte aux travaux sur le suicide menés par Émile Durkheim, l'un des pères fondateurs de la sociologie, à la fin du XIX^e siècle⁷⁹. Durkheim a démontré que les taux de suicide au sein d'un éventail de pays et de populations étaient fonction du degré d'intégration des personnes dans la société et du fait que ces sociétés subissaient, à un niveau ou à un autre, des changements rapides ou des turbulences. Il a pourtant fallu attendre les années 1970 pour que les épidémiologistes commencent à examiner systématiquement la relation entre les réseaux sociaux et la santé des populations. Ils ont démontré que les individus qui avaient moins d'amis avaient plus de chances de décéder. Avoir des amis, être marié, appartenir à une communauté religieuse ou à d'autres associations et pouvoir compter sur des gens qui nous aideront, tout cela a un effet protecteur sur la santé⁸⁰⁻⁸¹.

En outre, le soutien social et les réseaux sociaux ont été mis en corrélation avec l'incidence des maladies cardiovasculaires et la convalescence suivant une attaque cardiaque. Grâce à une expérience surprenante, les chercheurs ont aussi montré que, lorsqu'ils sont exposés de la même façon au virus du rhume, les gens qui ont des amis sont ceux qui ont le moins de chances de l'attraper. En fait, plus les gens ont d'amis, plus ils sont résistants⁸². Des expériences ont aussi montré que les blessures physiques guérissent plus rapidement chez les gens qui ont de bonnes relations avec leurs partenaires sexuels⁸³.

Le statut social et l'intégration sociale sont aujourd'hui considérés comme des déterminants importants de la santé de la population. De plus en plus, les chercheurs s'aperçoivent que le stress au début de la vie – intra-utérine, mais aussi pendant l'enfance et la petite enfance – exerce une influence non négligeable sur la santé tout au long de l'existence⁸⁴⁻⁸⁵. Le stress au début de la vie affecte la croissance physique, le développement émotionnel, social et cognitif et, plus tard, la santé et les comportements de santé⁸⁶.

Globalement, le statut social, les réseaux sociaux et le stress pendant la petite enfance sont ce que les chercheurs appellent les « facteurs psychosociaux ». Leur importance va croissant dans les pays

riches, développés, où les niveaux de vie matériels, comme décrits au premier chapitre, sont désormais tellement élevés qu'ils ont cessé de déterminer directement la santé de la population.

La vie est courte lorsqu'elle est brutale

Les psychologues évolutionnistes Margo Wilson et Martin Daly ont voulu savoir si le fait d'adopter des stratégies plus impulsives et plus risquées constituait une réponse plus adaptée à des circonstances stressantes où la vie a de fortes chances d'être plus courte. Dans cet ordre d'idées, l'existence de circonstances plus menaçantes nécessite peut-être des stratégies plus téméraires pour obtenir un certain statut, maximiser les opportunités sexuelles et jouir ne fût-ce que de gratifications à court terme. Ce ne serait alors que dans des conditions plus détendues, garantissant une vie plus longue, que les gens se permettraient de planifier l'avenir à plus long terme⁸⁷. Pour mettre cette hypothèse à l'épreuve, ces chercheurs ont collecté les données relatives aux taux d'homicide dans soixante-dix-sept quartiers de Chicago. Ils ont ensuite collecté les taux de mortalité de chacun de ces quartiers en soustrayant les décès causés par homicide. En comparant ces deux séries de chiffres, ils ont remarqué une relation incroyablement étroite, illustrée par la figure 6.1. Les quartiers où les taux d'homicide étaient élevés étaient aussi ceux où les gens mouraient plus jeunes pour d'autres raisons. En d'autres termes, ces quartiers semblaient touchés par un phénomène tenant à la fois à la santé et à la violence.

Au chapitre 4, nous avons montré que le niveau de confiance ressenti par les populations varie dans les pays développés et les États américains. Les niveaux de confiance varient dans des proportions allant de un à six dans les pays développés et de un à quatre parmi les États américains. Nous avons indiqué que des liens ont été établis entre les niveaux de confiance et la santé de la population, et que les recherches sur la cohésion sociale et sur le capital social ont fait florès au cours des dix dernières années. Plus de quarante articles sur les relations entre santé et capital social ont déjà été publiés⁸⁸.

Aux États-Unis, l'épidémiologiste Ichiro Kawachi et ses collègues de la Harvard School of Public Health se sont penchés sur les taux de mortalité des trente-neuf États où avaient été conduites les Enquêtes sociales globales (*General Social Survey*) à la fin des années 1980⁸⁹. Ces enquêtes leur ont permis de connaître dans chaque État le nombre de membres d'organisations bénévoles, comme des groupes confessionnels et des syndicats. Il s'est avéré que cette mesure de l'appartenance à un groupe était un indicateur puissant des décès, toutes causes confondues, ainsi que des décès causés par les maladies coronariennes, les cancers et la mortalité infantile.

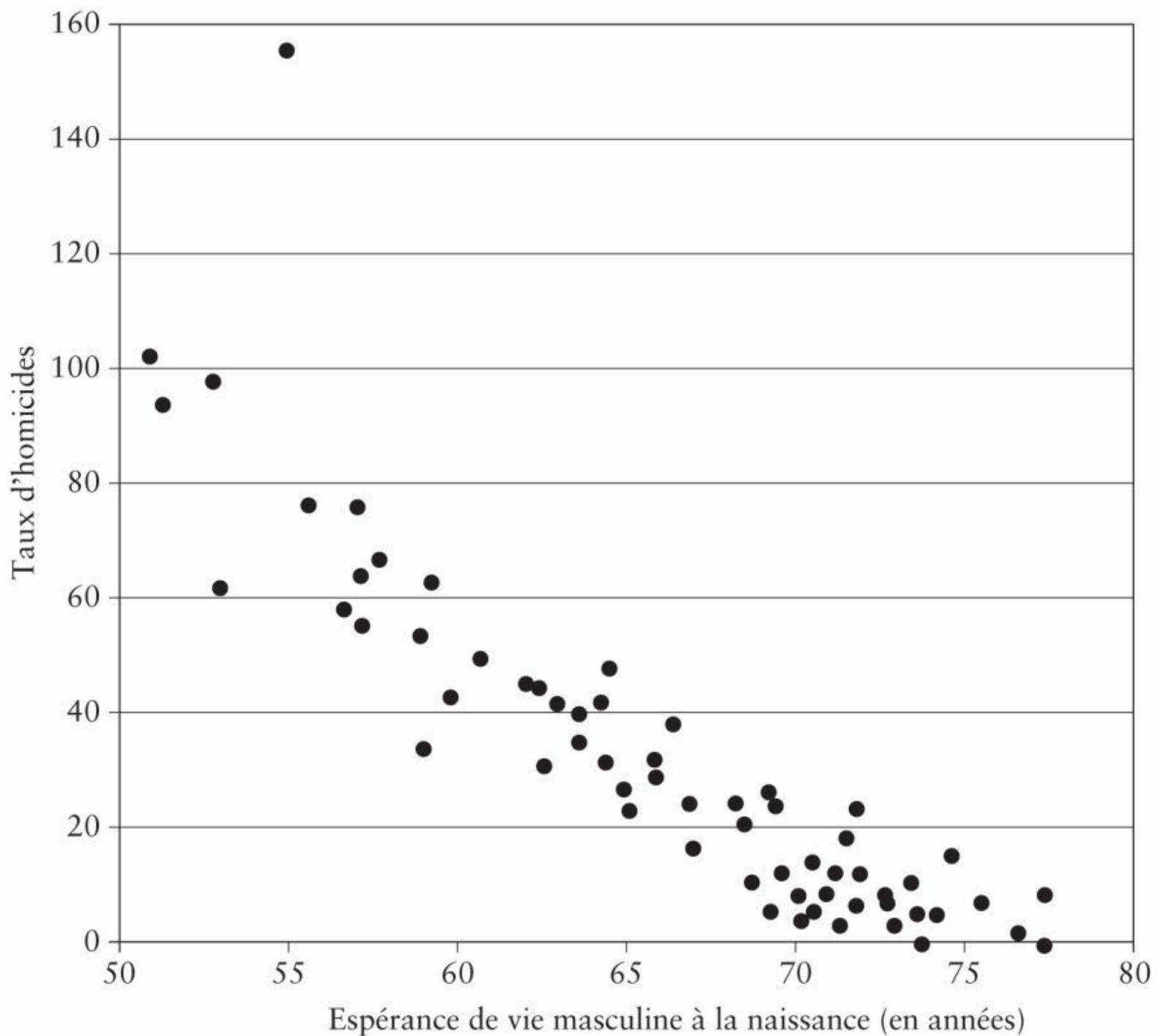


Figure 6.1 Les taux d'homicide sont liés à l'espérance de vie masculine dans 77 quartiers de Chicago (le calcul de l'espérance de vie englobe l'ensemble des causes de décès à l'exception des homicides)⁹⁰.

Robert Putnam, pour sa part, a mis le capital social en relation avec un indice de santé et de soins de santé pour les États américains⁹¹. Dans cet indice figuraient entre autres des paramètres comme le pourcentage de bébés souffrant d'insuffisance pondérale, le pourcentage de mères recevant des soins prénataux, de nombreux taux de mortalité différents, les dépenses de soins de santé, le nombre de personnes souffrant du sida et de cancer, les taux de vaccination, l'utilisation des ceintures de sécurité dans les voitures, le nombre de lits d'hôpitaux, etc. Cet indice de santé était étroitement lié au capital social. Les États comme le Minnesota et le Vermont affichaient des niveaux élevés de capital social et leur indice de santé était bon, tandis que des États comme la Louisiane et le Nevada obtenaient de mauvais résultats dans les deux domaines. De toute évidence, ce n'est pas seulement

notre statut social individuel qui influe sur notre santé, les connexions sociales jouent aussi un rôle prépondérant.

Santé et richesse

Intéressons-nous à la santé de deux bébés nés dans deux sociétés différentes.

Le bébé A naît dans l'un des pays les plus riches du monde, les États-Unis, qui abritent plus de la moitié des milliardaires de la planète. À lui seul, ce pays représente 40 à 50 % des dépenses totales de soins de santé alors qu'il héberge moins de 5 % de la population mondiale. Les dépenses en traitements médicamenteux et en matériel d'imagerie de haute technologie y sont particulièrement élevées. Les médecins américains gagnent près du double de leurs homologues, et leurs soins médicaux sont souvent décrits comme les meilleurs du monde.

Le bébé B naît en Grèce, l'une des démocraties occidentales les plus pauvres, dont le revenu moyen peine à dépasser la moitié de celui des Américains. L'Amérique dépense environ 6 000 dollars par personne et par an en soins de santé ; la Grèce, elle, en dépense moins de 3 000. Nous parlons en revenus réels, c'est-à-dire en ayant tenu compte de la différence des coûts des soins de santé. Par ailleurs, la Grèce compte six fois moins de scanners de pointe par personne que les États-Unis.

Bien évidemment, c'est le bébé A qui aura le plus de chances d'avoir une vie longue et en bonne santé, n'est-ce pas ? Pour tout dire, l'espérance de vie du bébé A, né aux États-Unis, est moins longue de 1,2 an que celle du bébé grec, le bébé B. Les risques de décès du bébé A pendant sa première année sont de 40 % supérieurs à ceux du bébé B. Au sein des pays développés, certains contrastes sont encore plus frappants. Par exemple, les bébés américains ont un risque de décès deux fois plus élevé pendant leur première année que les bébés japonais. L'écart de l'espérance de vie moyenne entre les États-Unis et la Suède atteint trois ans ; entre le Portugal et le Japon, il dépasse cinq ans. Certaines comparaisons sont encore plus choquantes : en 1990, Colin McCord et Harold Freeman, travaillant au sein du département de chirurgie de l'université de Columbia, ont calculé que les hommes noirs de Harlem avaient moins de chances d'atteindre l'âge de 65 ans que les hommes du Bangladesh⁹².

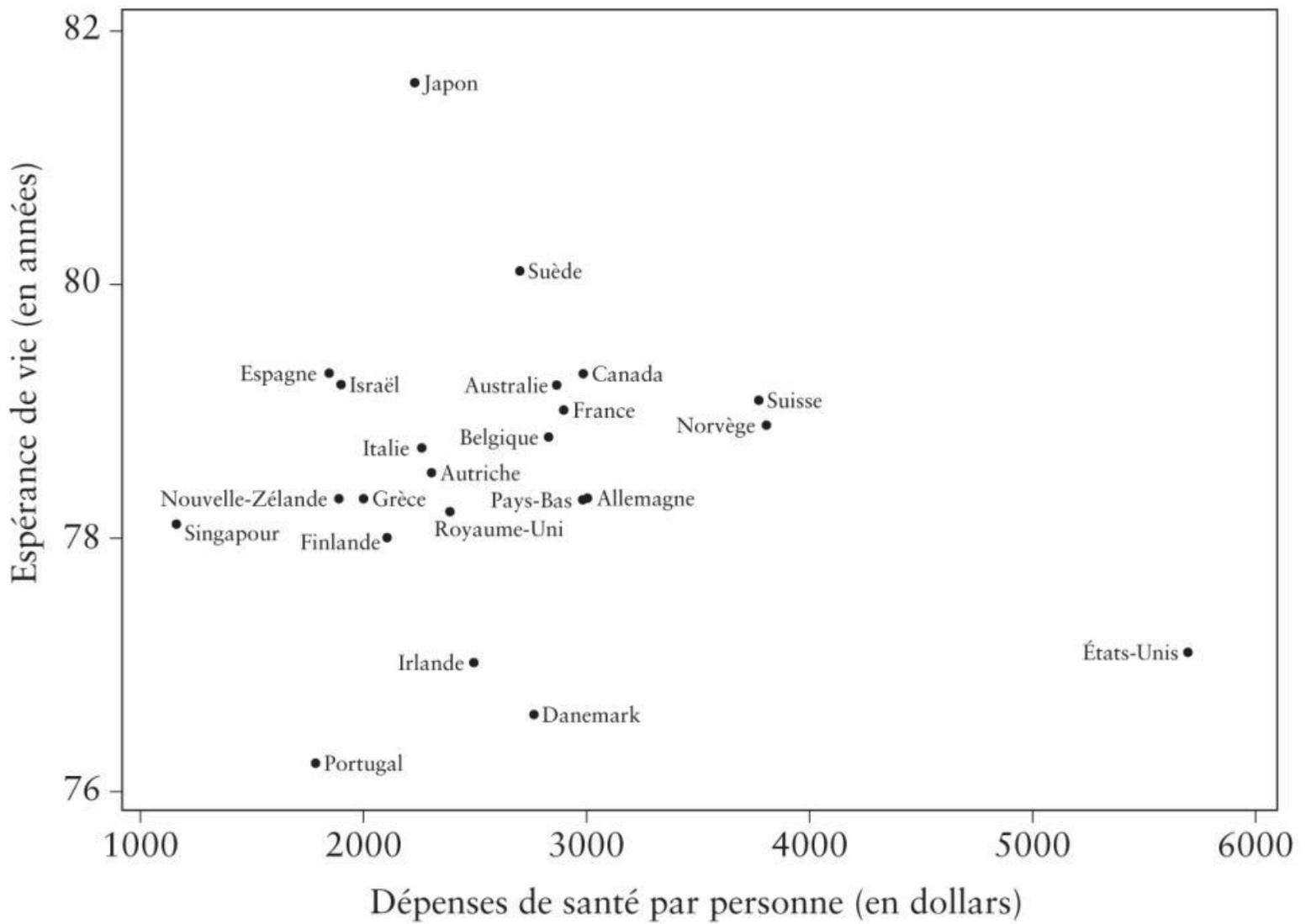


Figure 6.2 L'espérance de vie n'est pas liée aux dépenses de soins de santé dans les pays riches (devises converties afin de refléter le pouvoir d'achat).

Entre autres choses, notre comparaison entre le bébé A et le bébé B montre que les dépenses de soins de santé et la présence de soins médicaux de haute technologie n'entretiennent aucun lien avec la santé de la population. La figure 6.2 l'illustre parfaitement : dans les pays riches, le montant des dépenses de santé par personne et celui de l'espérance de vie ne sont pas corrélés.

L'« idée maîtresse »

Si ce n'est pas le niveau moyen des revenus qui compte, ni les dépenses en soins médicaux de haute technologie, où chercher les déterminants de la santé ? Nous disposons aujourd'hui d'un grand nombre d'études sur les écarts de revenus et sur la santé qui comparent des pays, des États américains ou d'autres grandes régions. La majorité d'entre elles montrent que la santé est généralement meilleure dans les sociétés plus égalitaires⁹³. Cette abondante littérature a bénéficié d'un nouvel élan grâce à une étude sur l'inégalité et les taux de mortalité, réalisée par l'un de nous et publiée en 1992 dans le *British Medical Journal*⁹⁴. En 1996, les éditeurs de cette revue, commentant d'autres études confirmant le lien entre inégalité des revenus et santé, écrivaient :

L'idée maîtresse est la suivante. Ce qui détermine la mortalité et la santé dans une société tient moins à la richesse globale de la société en question qu'à la répartition égalitaire de la richesse. Mieux la richesse est répartie, meilleure est la santé de cette société⁹⁵.

L'inégalité va de pair avec une espérance de vie moins longue, une mortalité infantile plus élevée, des individus plus petits, une mauvaise auto-évaluation de la santé, une insuffisance pondérale à la naissance, le sida et la dépression. Les figures 6.3 à 6.6 mettent en relation l'inégalité des revenus et l'espérance de vie des hommes et des femmes ainsi que la mortalité infantile d'abord dans les pays riches, puis dans les États américains.

Il va de soi que les moyennes cachent des écarts de santé à l'intérieur de toute population nationale et que ces écarts peuvent s'avérer encore plus considérables que les différences *entre* plusieurs pays. Au Royaume-Uni, les disparités en matière de santé font partie des préoccupations majeures de la santé publique depuis plus de vingt-cinq ans. Le plan actuel du service national de santé affirme qu'« aucune injustice n'est plus flagrante que les inégalités de santé qui défigurent notre nation⁹⁶ ». À la fin des années 1990, l'écart d'espérance de vie entre les couches sociales les plus démunies et les mieux nanties était de 7,3 ans pour les hommes et de 7 ans pour les femmes⁹⁷. Les études menées aux États-Unis font souvent état d'écarts bien plus importants. Par exemple, l'écart d'espérance de vie à l'âge de 16 ans entre les Noirs et les Blancs vivant respectivement dans certaines des régions les plus pauvres et certaines des régions les plus riches atteint 28 ans⁹⁸⁻⁹⁹. Disposer de beaucoup moins d'années de vie parce que l'on appartient à la classe ouvrière plutôt qu'à celle des cadres est une injustice grave. Personne ne le contestera. Comme l'a montré l'étude Whitehall, notons qu'il n'est pas possible de justifier ces écarts parce que les comportements de santé de ceux qui sont au bas de l'échelle sociale sont moins bons¹⁰⁰⁻¹⁰¹. Et que penser du coût de cette injustice, dans la mesure où il est avéré que l'espérance de vie *moyenne* est moindre de trois ou quatre ans dans les sociétés plus inégalitaires ?

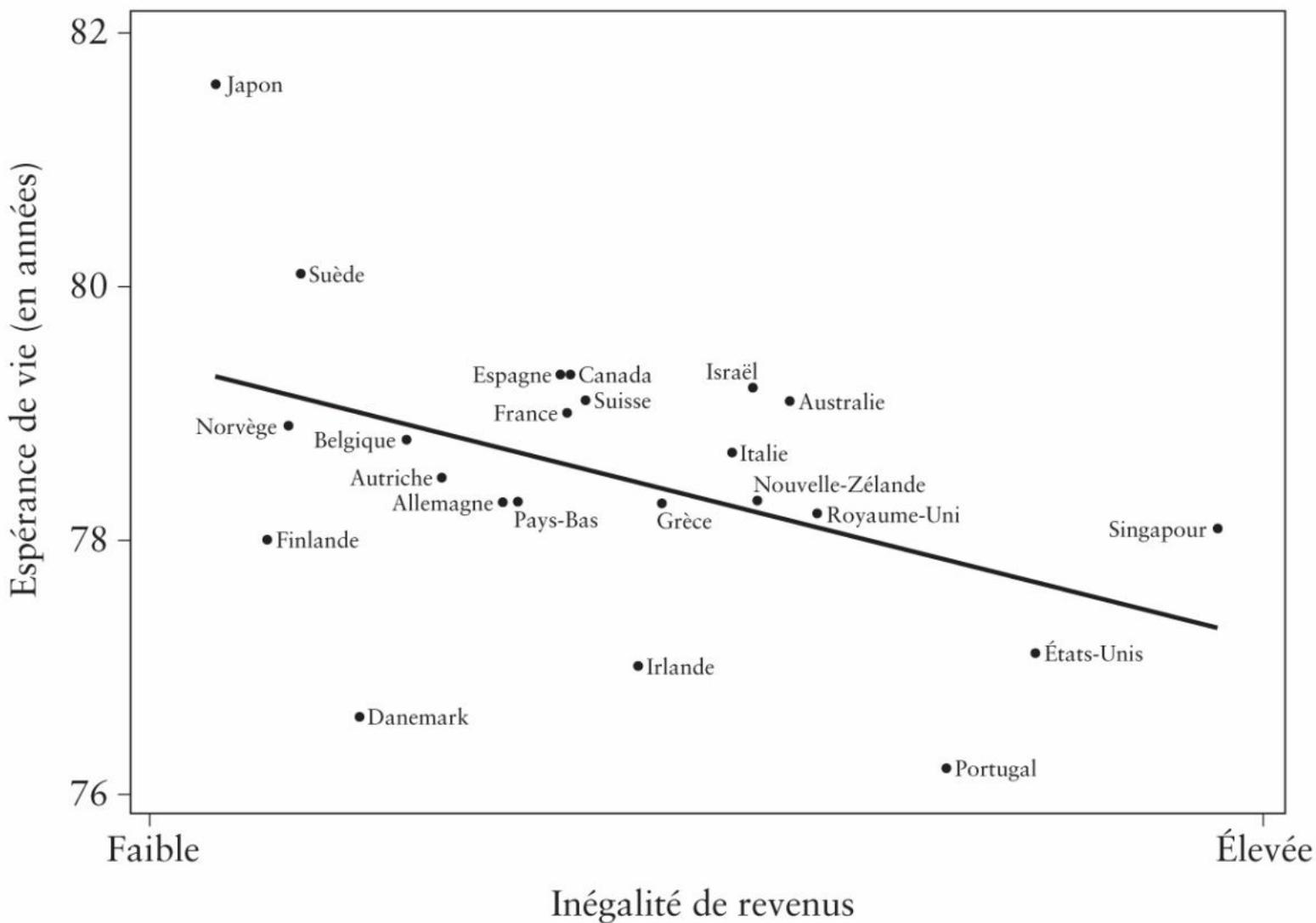


Figure 6.3 L'espérance de vie est liée à l'inégalité dans les pays riches.

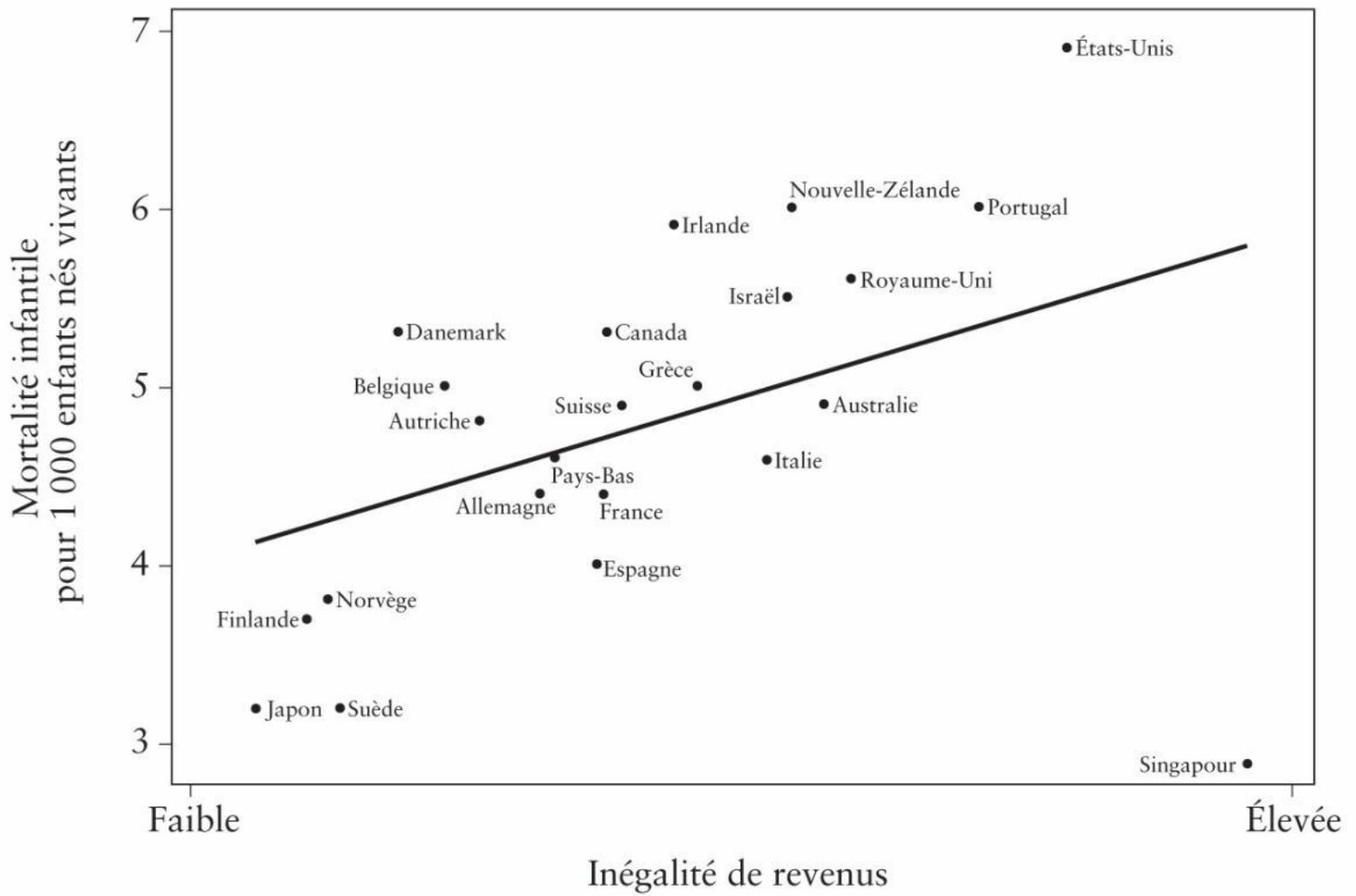


Figure 6.4 La mortalité infantile est liée à l'inégalité dans les pays riches.

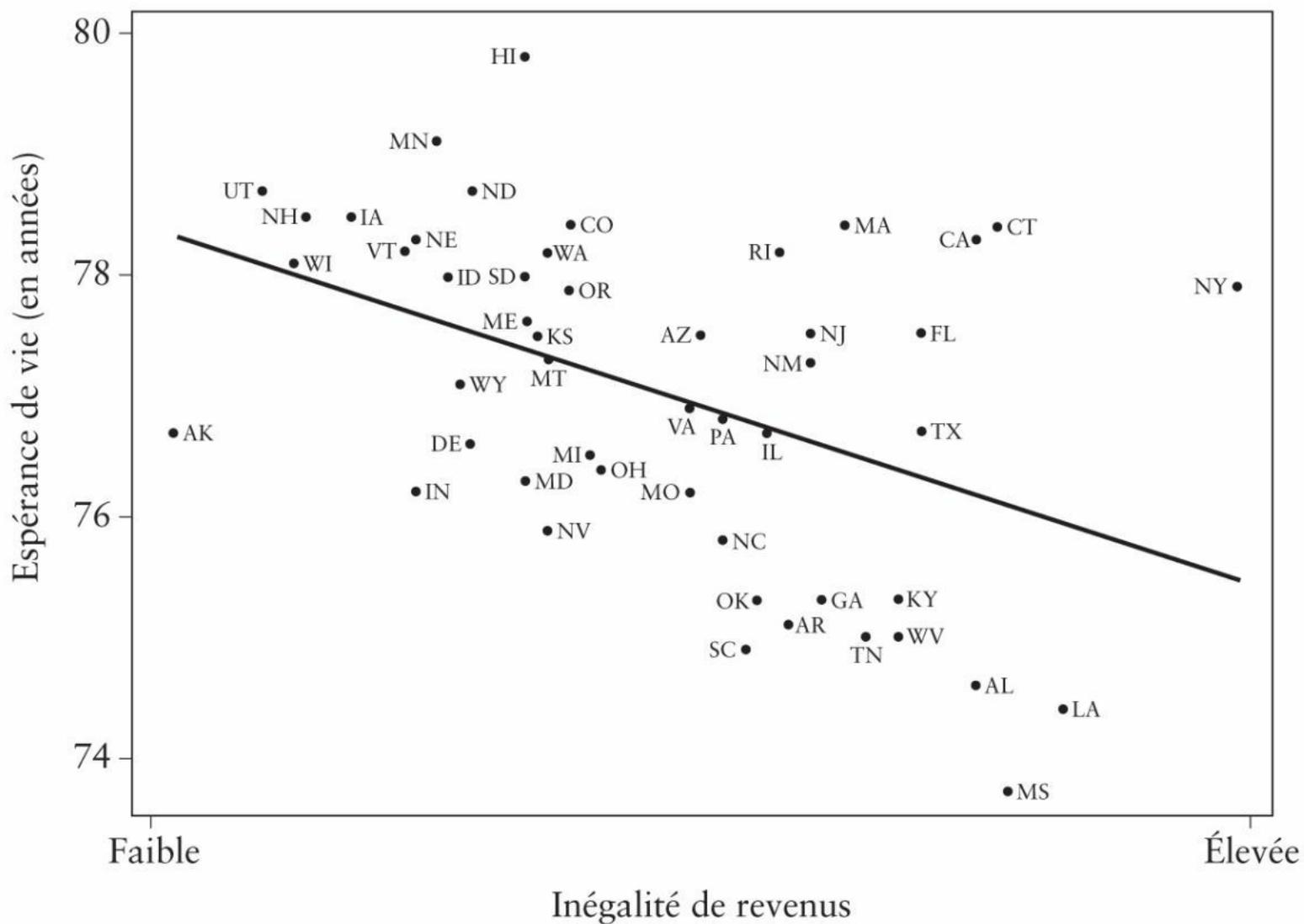


Figure 6.5 L'espérance de vie est liée à l'inégalité dans les États américains [voir liste des abréviations p. 284].

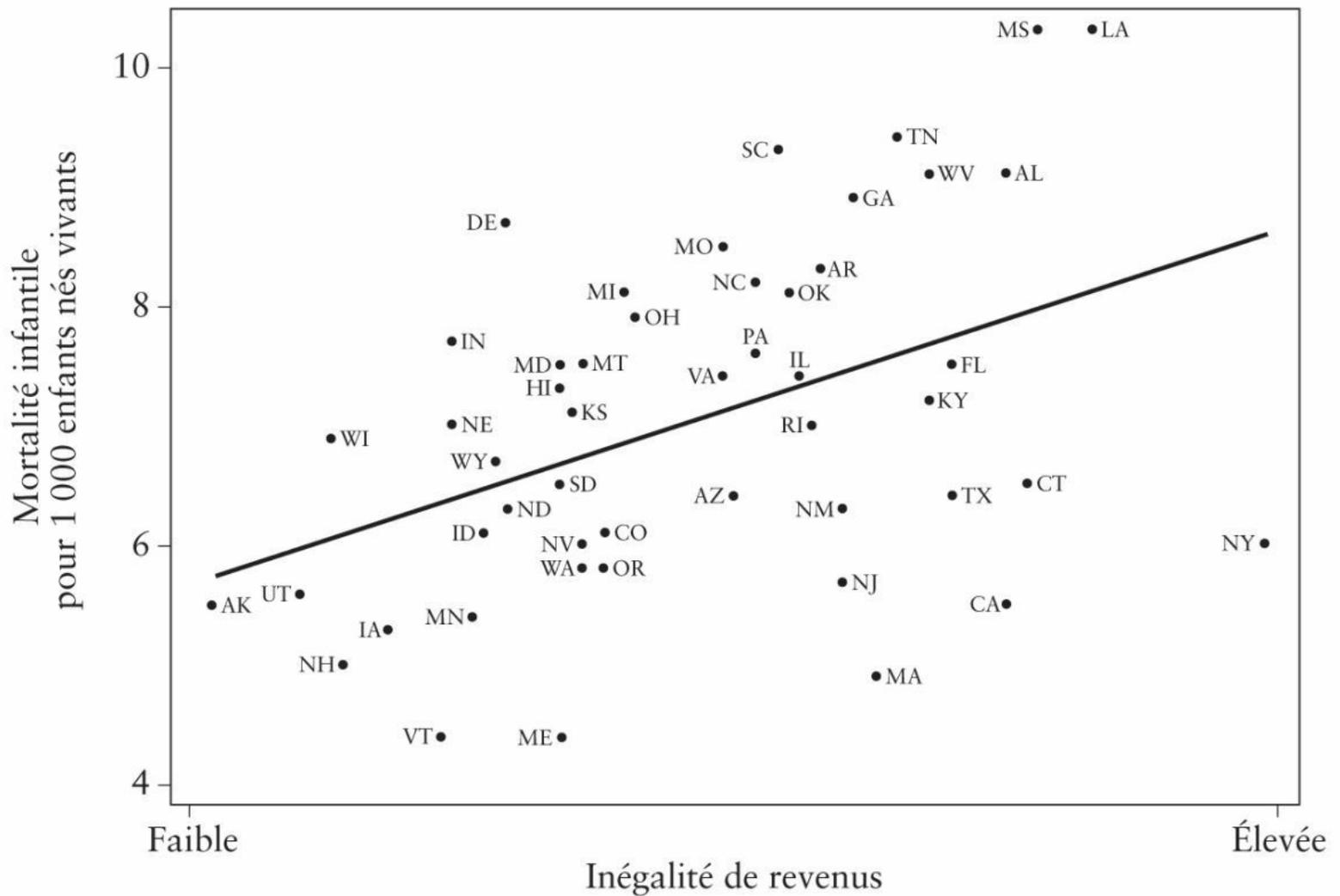


Figure 6.6 La mortalité infantile est liée à l'inégalité dans les États américains [voir liste des abréviations p. 284].

Nous avons examiné plusieurs causes de mortalité pour identifier celles qui présentaient les écarts de classe sociale les plus importants. Nous avons constaté que les décès parmi les adultes en âge de travailler, les décès liés aux maladies cardiaques et les décès causés par homicide présentaient les écarts les plus importants. Par contre, les taux de mortalité liés au cancer de la prostate n'entretiennent qu'un lien ténu avec les différences de classe. Quant aux taux de mortalité liés au cancer du sein, ils n'ont strictement rien à voir avec les classes sociales. Nous avons ensuite regardé si ces différents taux de mortalité étaient affectés par l'inégalité. Nous avons constaté que les taux qui étaient fortement dépendants des différences de classes étaient aussi ceux qui étaient les plus sensibles à l'inégalité¹⁰². Nous nous sommes aussi rendu compte que vivre dans un lieu plus égalitaire profitait à tout le monde, pas seulement aux pauvres. Il vaut la peine de répéter que les écarts de santé n'expriment pas uniquement un contraste entre la mauvaise santé des pauvres et la meilleure santé de tous les autres. Ces écarts traversent la société de part en part, si bien que mêmes les gens raisonnablement aisés ont des vies plus courtes que les très riches. De même, les avantages liés à une égalité plus prégnante bénéficient à l'ensemble de la société et améliorent la santé de tous – pas seulement des défavorisés. En d'autres termes, où que l'on se situe sur l'échelle des revenus, mieux vaut vivre dans un lieu plus égalitaire.

L'expérience saisissante qu'a vécue la Grande-Bretagne à travers les deux guerres mondiales démontre à quel point la réduction des inégalités peut générer des améliorations sanitaires rapides¹⁰³.

L'augmentation de l'espérance de vie des civils pendant la guerre y a été deux fois plus élevée que pendant le reste du XX^e siècle. Pendant les deux guerres mondiales, les gains d'espérance de vie ont atteint 6 à 7 ans chez les hommes et les femmes. Pendant les décennies situées avant, entre et après les guerres mondiales, ces gains sont restés compris entre 1 et 4 ans. Bien que la situation nutritionnelle du pays se soit améliorée grâce au rationnement pendant la Seconde Guerre mondiale, il n'en avait pas été de même pendant la première. Les niveaux de vie matériels ont aussi décliné pendant les deux guerres. Il n'empêche, les guerres ont été des périodes de plein-emploi et de forte réduction des écarts de revenus, résultat d'une politique délibérée du gouvernement britannique visant à associer la population à l'effort de guerre. Pendant la Seconde Guerre mondiale, par exemple, les revenus de la classe ouvrière ont augmenté de 9 %. Ceux de la classe moyenne ont baissé de 7 %. Les taux de pauvreté relative ont été divisés par deux. Le sentiment de camaraderie et de cohésion sociale qui en a résulté a non seulement amélioré la santé, mais il a aussi fait chuter les taux de criminalité.

Sous notre peau

L'anxiété causée par des expériences indésirables lors des premières années de la vie, par la faiblesse du statut social et par l'absence de soutien social se traduit par des problèmes de santé¹⁰⁴. Mais par quels canaux ? L'idée que l'esprit influence le corps est présente depuis les temps anciens. La recherche moderne nous a permis de mieux comprendre comment le stress accroît le risque de mauvaise santé et en quoi le plaisir et le bonheur améliorent le bien-être. La psyché affecte le système nerveux qui, à son tour, influence le système immunitaire. Nous avons beaucoup plus de risques de développer des maladies physiques, notamment des affections cardiaques, des infections, ou de subir un vieillissement accéléré quand nous sommes stressés, déprimés ou que nous ressentons de l'hostilité¹⁰⁵. Le stress perturbe notre équilibre corporel, interfère avec ce que les biologistes appellent l'e homéostasie », l'état dans lequel nous sommes quand tout se passe bien et que tous nos processus physiologiques sont normaux.

Quand nous subissons un type quelconque de stress aigu ou que nous vivons un événement traumatisant, notre corps répond par un état de lutte ou de fuite¹⁰⁶. Nos réserves d'énergie se libèrent. Nos vaisseaux sanguins se contractent. Des facteurs de coagulation sont libérés dans le flux sanguin afin d'anticiper d'éventuelles blessures. Le fonctionnement du cœur et des poumons se renforce. Nos sens et notre mémoire s'améliorent et notre système immunitaire se ragaillardit. Nous sommes fin prêts à nous battre contre tout ce qui a pu être à l'origine de ce stress, ou à fuir. Si cette urgence prend fin au bout de quelques minutes, cette réaction incroyable est saine et protectrice. En revanche, si nous continuons de nous ronger les sangs pendant des semaines ou des mois et que le stress acquiert un caractère chronique, notre corps est obligé d'anticiper en permanence une sorte de situation d'urgence ou de menace, et toutes ces réactions de lutte ou de fuite prennent un tour nuisible.

Le corps humain est parfaitement préparé pour répondre au stress aigu d'un effort physique, tel que chasser une proie ou bien échapper à un prédateur. Les systèmes circulatoires, nerveux et immunitaires sont mobilisés tandis que les processus de digestion et de reproduction sont temporairement suspendus. Toutefois, si le stress devient chronique, la répétition constante de ces réponses peut provoquer de graves dégâts.



Figure 6.7 La biologie du stress¹⁰⁷.

La mobilisation chronique d'énergie sous la forme de glucose dans le flux sanguin peut nous amener à prendre du poids (obésité centrale) ou même à développer un diabète ; la constriction chronique des vaisseaux sanguins et l'augmentation du niveau des facteurs coagulants peuvent entraîner hypertension artérielle et maladie cardiaque. Un stress aigu et momentané donne un excellent coup de fouet à notre système immunitaire. Le stress permanent et chronique supprime l'immunité et peut entraîner des retards de croissance chez l'enfant, l'absence d'ovulation chez les femmes, la dysfonction érectile chez les hommes et des problèmes digestifs chez toutes les catégories de personnes. Les neurones de certaines zones du cerveau sont endommagés et les fonctions cognitives déclinent. Nous avons du mal à dormir. Le stress chronique nous use et nous épuise.

Nous avons constaté dans ce chapitre qu'il existe une relation étroite entre l'inégalité et de nombreux résultats cliniques. Le tableau est cohérent, que l'on se tourne vers les États-Unis ou les pays développés. Notre conviction qu'il s'agit d'une relation de cause à effet s'appuie sur la cohérence des résultats de la recherche consacrée aux déterminants psychosociaux de la santé ainsi que sur les gradients sociaux de la santé dans les pays développés. La position occupée par un individu dans la société a de l'importance du point de vue sanitaire. Certaines explications alternatives comme le taux de fumeurs plus élevé dans les couches défavorisées ne rendent pas compte de ces gradients. Nous disposons à présent d'un certain nombre d'études qui montrent que les inégalités de revenus affectent la santé, même après avoir procédé à l'ajustement des revenus individuels¹⁰⁸. Les changements spectaculaires intervenus dans la répartition des revenus britanniques pendant les deux guerres mondiales ont été suivis par des améliorations rapides de

l'espérance de vie. Même chose au Japon, où l'occupation des Alliés après le deuxième conflit mondial a influé sur la démilitarisation, la démocratie et la redistribution de la richesse et du pouvoir, situation qui a engendré une économie égalitaire et d'immenses progrès en matière de santé publique¹⁰⁹. La Russie, par contre, a connu une baisse très nette de son espérance de vie à partir du début des années 1990, époque depuis laquelle elle est passée d'une économie planifiée à une économie de marché, processus accompagné d'une augmentation rapide des inégalités de revenus¹¹⁰. La biologie du stress chronique est une voie plausible qui nous aide à comprendre pourquoi les sociétés inégalitaires sont presque toujours des sociétés où les conditions sanitaires sont mauvaises.

ÉCARTS DE REVENUS ET OBÉSITÉ : UN GONFLEMENT SYNCHRONE

La nourriture est la forme de confort la plus primitive.
Sheila Graham

L'obésité augmente rapidement dans tout le monde développé. Dans certains pays, les taux d'obésité ont doublé en seulement quelques années. L'obésité se mesure grâce à l'indice de masse corporelle* (IMC) afin de tenir compte de la taille des individus. Il est ainsi possible de ne pas classer des personnes dans la catégorie « pondéralement surchargées » simplement parce qu'elles sont grandes. L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a établi des normes sur l'utilisation de l'IMC afin de pouvoir distinguer entre les personnes en insuffisance pondérale (IMC < 18,5), les personnes de poids « normal » (IMC entre 18,5 et 24,9), les personnes « en surcharge pondérale » (IMC entre 25 et 29,9) et celles souffrant d'obésité (IMC > 30). Dans les États-Unis de la fin des années 1970, près de la moitié de la population était en surcharge pondérale et 15 % des individus étaient obèses. Aujourd'hui, les trois quarts des Américains sont en surcharge pondérale et près d'un tiers sont obèses. Au Royaume-Uni, en 1980, quelque 40 % de la population étaient en surcharge pondérale et moins de 10 % étaient obèses. À présent, deux tiers des adultes souffrent de surpoids et plus d'un cinquième sont obèses¹¹¹⁻¹¹². Il y a lieu ici de parler de crise sanitaire majeure. L'obésité est extrêmement néfaste pour la santé. Elle augmente le risque d'hypertension, de diabète de type II, de maladies cardiovasculaires, d'affections de la vésicule biliaire et de certains cancers. Les tendances observées concernant l'obésité des enfants sont devenues tellement préoccupantes que l'on prévoit une réduction de l'espérance de vie des générations nées ces dernières années. Ce serait la première fois que l'évolution de l'espérance de vie s'inverserait dans de nombreux pays développés depuis le XIX^e siècle, période à partir de laquelle les gouvernements ont commencé à suivre son évolution¹¹³.

Outre ces conséquences sanitaires, l'obésité amoindrit le bien-être émotionnel et social : les adultes et les enfants en surpoids et obèses souffrent atrocement. Une jeune fille de 17 ans habitant l'Illinois, pesant 185 kg, a décrit sa douleur physique en ces termes : « Mon cœur me fait mal dans la poitrine et j'ai aussi mal au bras, ça devient flippant¹¹⁴. » Mais les souvenirs d'autres enfants qui l'insultent, sa vie sociale limitée et l'impression que son corps « est presque une prison » sont tout aussi douloureux.

Le *Sun*, un tabloïd britannique, a présenté trois enfants obèses dans un article au printemps 2007¹¹⁵⁻¹¹⁶ : le plus jeune, un garçon de 8 ans, pèse 99 kg. Il est persécuté à l'école du moins quand il y va. Il est tellement lourd qu'il ne fréquente pas beaucoup les cours, éprouvant des difficultés à marcher jusqu'à l'école et à revenir. Il est aussi exempté de porter l'uniforme de l'école parce qu'il n'en existe pas à sa taille. Sa sœur aînée, âgée de 9 ans, pèse 89 kg. Elle aussi subit brimades et moqueries, tant de la part des enfants que des adultes. Elle dit avoir « parfois du mal à respirer », ne pas aimer « devoir porter des vêtements horribles ». Elle regrette de ne pas pouvoir s'asseoir dans les sièges des manèges, dans les parcs de loisirs. Le plus lourd est l'aîné : à 12 ans, il pèse 127 kg et est désespérément malheureux. Il a été renvoyé de deux écoles et suspendu dans une troisième parce

qu'il s'en était pris aux enfants qui l'injuriaient.

Un environnement « obésogène »

Beaucoup de gens pensent que l'obésité est héréditaire. Certes, les gènes jouent certainement un rôle. Tout le monde n'est pas exposé au même risque de souffrir d'un surplus de poids. Ce ne sont pourtant pas des facteurs d'ordre génétique qui peuvent expliquer l'augmentation rapide et soudaine de l'obésité dans de nombreux pays. L'épidémie d'obésité est le fruit de changements intervenus dans nos modes de vie. Les gens invoquent souvent l'évolution des coûts, la disponibilité et la facilité de préparation de la nourriture à forte teneur énergétique. Ils parlent aussi de la propagation de la restauration rapide, de la généralisation du four à micro-ondes et de la disparition des compétences culinaires. D'autres encore pointent du doigt le déclin de l'activité physique au travail comme pendant nos heures de loisirs, l'utilisation toujours plus répandue de l'automobile ou encore la réduction des programmes d'éducation physique dans les écoles. À les en croire, tous les aspects de la vie moderne concourraient à nous rendre gros. Si ce n'était que ça, nous pourrions nous attendre à trouver davantage d'obésité chez les plus riches, qui sont en mesure de s'acheter plus de nourriture, plus de voitures, etc., et nous constaterions aussi une prévalence élevée de l'obésité dans toutes les sociétés riches.

Or il n'en est rien. Nous avons évoqué aux chapitres 1 et 6 la transition épidémiologique, au cours de laquelle les maladies chroniques ont pris la place des maladies infectieuses parmi les causes principales de la mortalité. La répartition sociale de l'obésité s'est transformée, elle aussi. Dans le passé, les riches étaient gros et les pauvres étaient maigres. Dans les pays développés, ce modèle s'est à présent inversé¹¹⁷. Dans les années 1980, l'OMS a lancé une étude destinée à suivre dans vingt-six pays les évolutions des maladies cardiovasculaires et les facteurs de risque associés à ces maladies, notamment l'obésité. Cette étude est parvenue à la conclusion que la déclivité du gradient social de l'obésité s'était accrue au fur et à mesure de sa progression¹¹⁸. Au début des années 1990, dans les vingt-six pays en question, l'obésité était plus répandue chez les femmes pauvres que chez les femmes aisées et plus fréquente chez les hommes des couches défavorisées dans tous ces pays, à l'exception de cinq d'entre eux. Comme a pu l'écrire la journaliste Polly Toynbee dans un article paru en 2004 : « L'obésité est un enjeu de classe¹¹⁹. » S'appuyant sur les taux d'obésité élevés des États-Unis et les taux faibles des pays scandinaves, qui prouvent que la forte prévalence de l'obésité n'est pas une réalité dans toutes les sociétés modernes et riches, elle suggérait que l'inégalité des revenus pourrait bien contribuer à l'épidémie d'obésité.

Inégalité des revenus et obésité

La figure 7.1 montre que les taux d'obésité tendent à être moins élevés dans les pays où les écarts de revenus sont plus réduits. Les données relatives à l'obésité proviennent du groupe de travail international sur l'obésité. Elles montrent quelle est la proportion de la population adulte masculine et féminine souffrant d'obésité – c'est-à-dire celle dont l'indice de masse corporelle (IMC) est supérieur à 30¹²⁰.

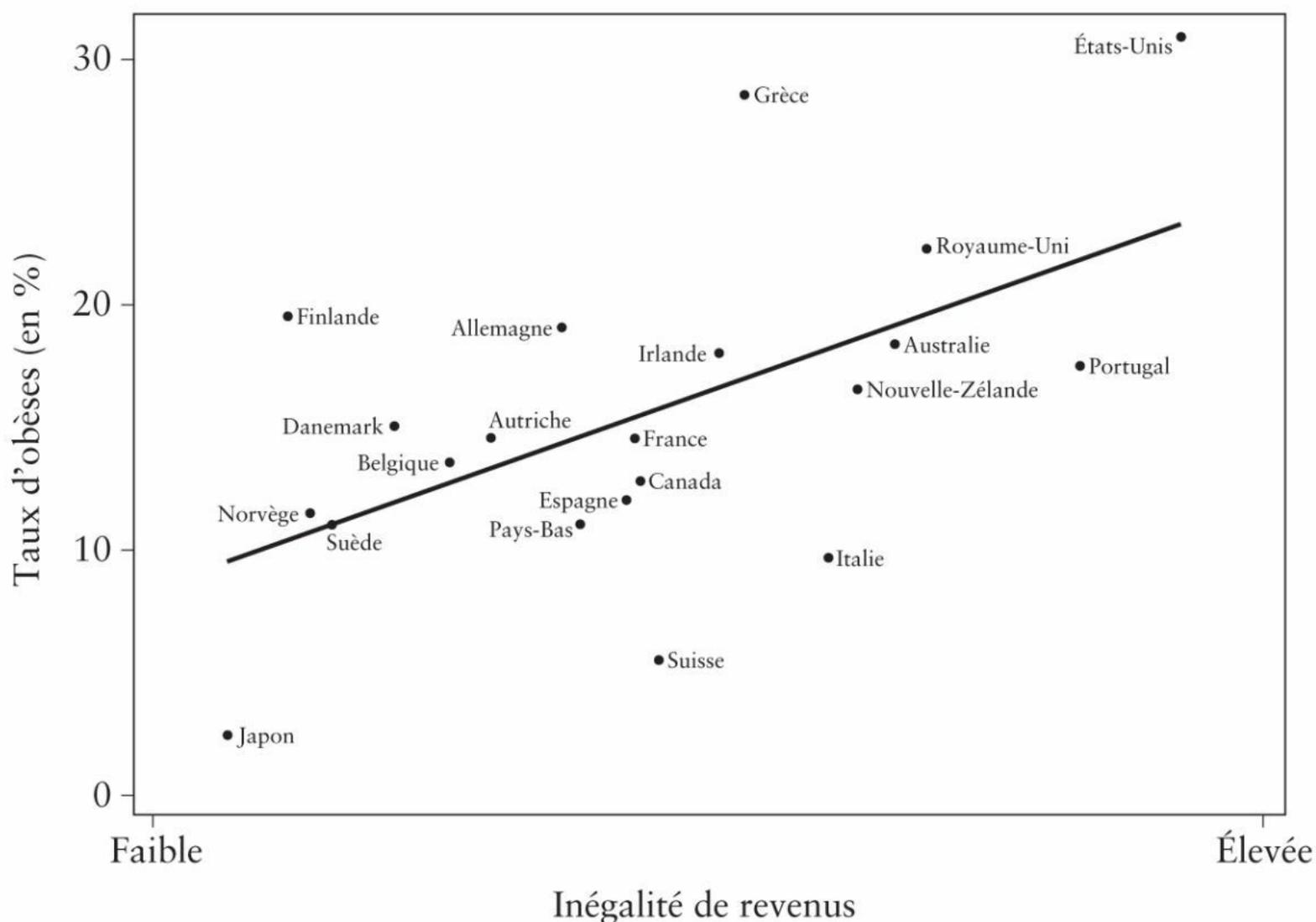


Figure 7.1 Plus d'adultes sont obèses dans les pays plus inégalitaires.

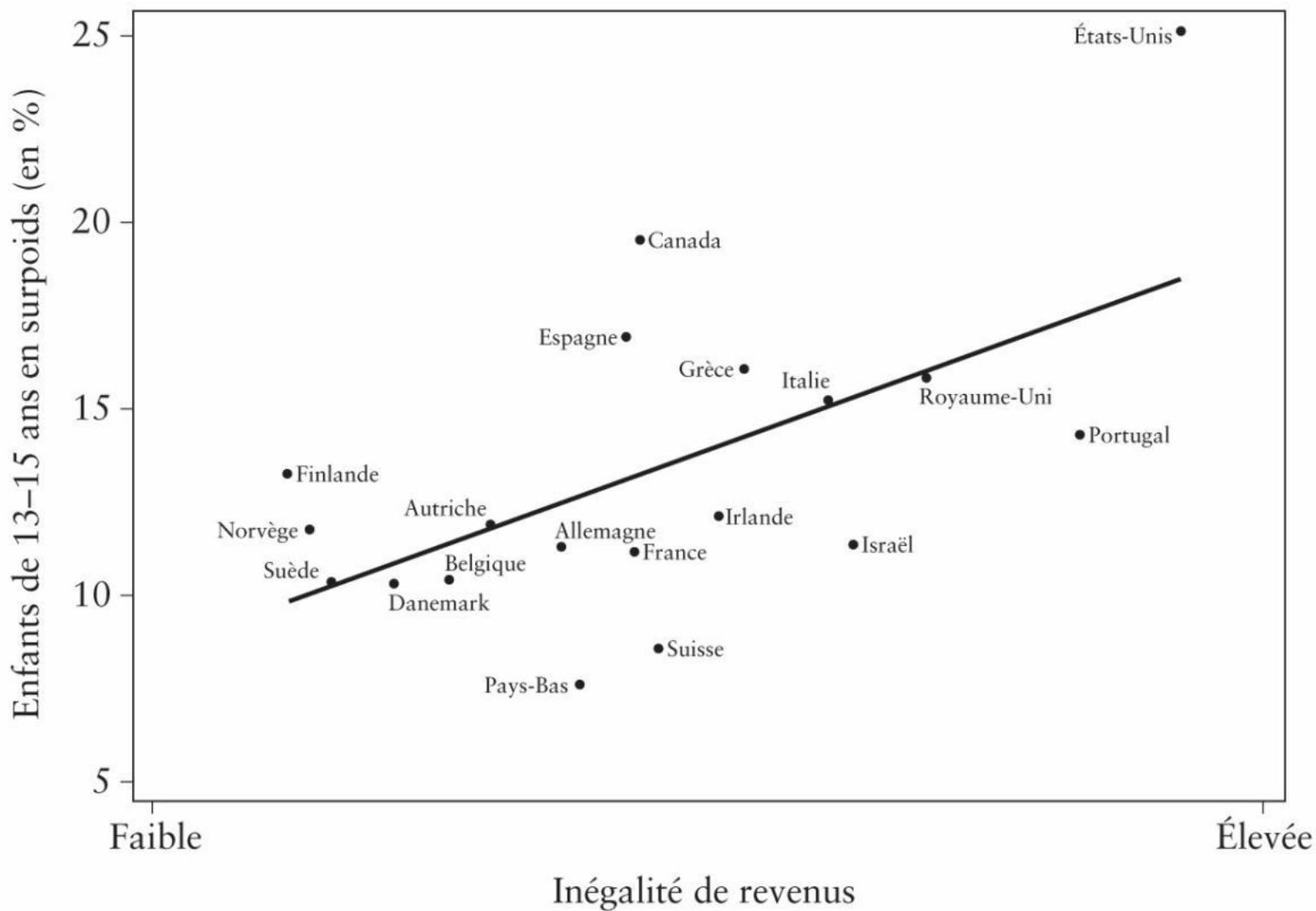


Figure 7.2 Plus d'enfants souffrent de surpoids dans les pays plus inégalitaires.

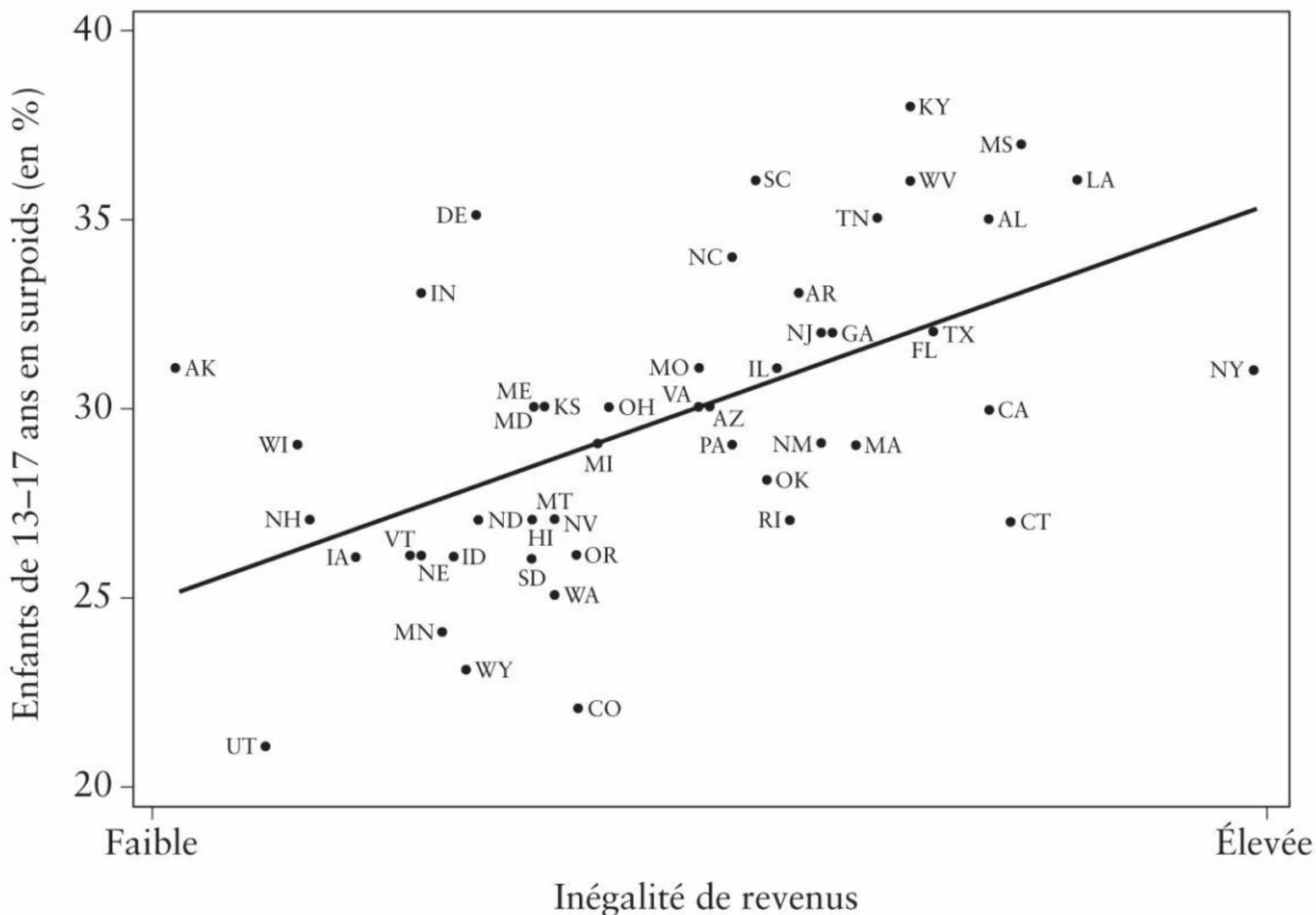


Figure 7.4 Plus d'enfants souffrent de surpoids dans les États américains plus inégalitaires [voir liste des abréviations p. 284].

Aux États-Unis, les taux de l'obésité adulte sont partout supérieurs à 20 %. La prévalence de l'obésité est la plus faible au Colorado, avec 21,5 %, et la plus forte au Texas, avec 34 %^{**}. Cependant, la relation avec l'inégalité reste assez forte pour que nous ayons la certitude qu'elle n'est pas le fait du hasard. D'autres chercheurs ont mis au jour des relations semblables. Une étude a permis de découvrir qu'une plus forte inégalité des revenus était associée à une prise de poids abdominal chez les hommes¹²³. D'autres études sont arrivées à la conclusion que l'inégalité des revenus augmentait le risque d'avoir des modes de vie inactifs¹²⁴. La surcharge pondérale chez les pauvres semble entretenir une relation particulièrement forte avec l'inégalité des revenus.

En ce qui concerne les enfants américains, nous avons obtenu des données grâce à l'enquête nationale sur la santé des enfants (Fig. 7.4). À l'image des chiffres concernant la comparaison internationale des enfants, ces données concernent les enfants en surpoids (et non pas les obèses) âgés de 10 à 17 ans. La taille et le poids de l'enfant sont fournis par le parent ou l'adulte qui connaît le mieux l'enfant. La relation avec l'inégalité est encore plus forte chez les enfants que chez les adultes.

L'alimentation de réconfort

Nous avons de bonnes raisons de penser que le lien entre inégalité des revenus et obésité passe par l'apport calorique et l'activité physique. Nos recherches ont montré que l'apport calorique par habitant est plus élevé dans les pays plus inégalitaires. Cet élément d'information permettrait d'expliquer en partie la relation entre inégalité et obésité, mais moins chez les femmes que chez les hommes¹²⁵. D'autres chercheurs ont montré que l'inégalité des revenus dans les États américains est liée à l'inactivité physique¹²⁶. Il semble que les personnes vivant dans des sociétés plus inégalitaires mangent davantage et fassent moins d'exercice physique. En revanche, selon des études menées en Australie, au Royaume-Uni et en Suède, les quantités de nourriture que mangent les gens et la quantité d'exercice qu'ils font ne rendent pas totalement compte des disparités observées en matière de gain de poids et d'obésité en fonction de la classe sociale¹²⁷⁻¹²⁸.

L'apport calorique et l'exercice ne sont qu'une partie de l'équation. Les personnes ayant des antécédents lourds en matière de stress semblent réagir différemment à la nourriture que celles qui ne sont pas stressées. Leurs corps réagissent en générant de la graisse, notamment autour de la taille, dans l'abdomen, plutôt qu'au niveau des hanches et des cuisses¹²⁹⁻¹³⁰. Comme nous l'avons vu au chapitre 6, le stress chronique affecte l'action de l'hormone appelée cortisol. Les chercheurs ont découvert des écarts concernant le cortisol et la vulnérabilité psychologique aux expériences de stress chez les hommes et les femmes ayant beaucoup de graisse abdominale. Les personnes qui accumulent de la graisse au niveau de la taille présentent un risque particulièrement élevé d'attraper des maladies associées à l'obésité.

Les réactions de stress qui se produisent dans notre corps sont à l'origine d'un autre problème. Non seulement elles nous font prendre du poids aux pires endroits de notre corps, mais elles peuvent aussi entraîner l'augmentation de notre apport alimentaire et transformer nos choix alimentaires, un modèle connu sous le nom d'alimentation dans les situations de stress ou encore d'« alimentation de réconfort ». Des expériences menées sur des rats ont montré que ces animaux, lorsqu'ils sont stressés, mangent plus de sucre et plus de graisse. Les personnes souffrant de stress chronique ont tendance, soit à se suralimenter et à prendre du poids, soit à se sous-alimenter et à perdre du poids. Dans le cadre d'une étude conduite en Finlande, les chercheurs se sont rendu compte que les personnes dont l'alimentation était influencée par le stress mangeaient des saucisses, des hamburgers, des pizzas et du chocolat, et qu'elles buvaient davantage d'alcool que les autres¹³¹.

Les scientifiques commencent à comprendre que l'alimentation de réconfort pourrait être un moyen de faire face à des changements bien particuliers de notre physiologie quand nous sommes particulièrement stressés, des changements associés à un sentiment d'anxiété¹³².

Les trois enfants obèses dont l'histoire est parue dans le *Sun* semblaient tous s'être tournés vers l'alimentation de réconfort à la suite de séparations familiales. La fillette de 9 ans disait alors : « Le chocolat est la seule chose qui m'intéresse. Je ne vis que pour lui [...] Quand je suis triste et inquiète, je mange. » Son frère aîné a pris 94 kg en cinq ans après le divorce de ses parents.

Il y a quelques années, le *Wall Street Journal* a consacré une série d'articles intitulée « Régime mortel » [*Deadly Diet*] aux problèmes nutritionnels observés dans les quartiers défavorisés américains¹³³. Parmi les personnes en surpoids interrogées figure une adolescente de 13 ans vivant dans une cité en proie à la violence. Elle déclare que la nourriture et la télévision sont les seuls moyens qu'elle a de s'apaiser. Une chômeuse, qui sait que son régime alimentaire et son penchant pour l'alcool sont mauvais pour son foie et ses artères, trouve malgré tout qu'il vaut la peine de

mener grand train tant qu'elle peut. Une grand-mère, élevant ses petits-enfants parce que sa fille est dépendante au crack, déclare :

Avant, j'étais tellement contrariée que ma fille prenne du crack que je ne parvenais pas à manger. J'ai essayé le Pepsi. Il m'a fait l'effet d'un médicament. Je ne pouvais pas fonctionner sans. Je me réveillais le matin avec un verre de Pepsi dans les mains. Chaque jour, je faisais son sort à une bouteille de trois litres.

Des recherches récentes suggèrent que la nourriture stimule le cerveau des boulimiques chroniques exactement de la même façon que la drogue stimule le cerveau des toxicomanes¹³⁴⁻¹³⁵. Des études utilisant les résultats de scanners du cerveau ont démontré que les personnes obèses réagissent aux aliments et aux sentiments de manière totalement différente des personnes maigres¹³⁶.

Manger (ou pas) pour avoir un statut

Les choix et les régimes alimentaires ne sont pas uniquement dictés par la façon dont nous nous sentons, loin s'en faut. Ils sont aussi modelés par des facteurs sociaux. Nos choix alimentaires ont des origines et des motifs culturels complexes. Tantôt nous apprécions la nourriture que nos parents nous donnaient quand nous étions enfants, car elle représente le foyer. Tantôt nous voulons des aliments qui correspondent au style de vie auquel nous aspirons. Nous partageons notre nourriture avec les autres pour leur montrer notre amour, pour faire étalage de notre raffinement ou pour leur montrer que nous avons les moyens d'être généreux. La nourriture a probablement toujours rempli cette fonction : elle est un élément indispensable de la fête et de l'ensemble de ses significations sociales. De nos jours, cependant, vu la disponibilité des aliments à forte teneur énergétique et la modicité de leur coût, quels que puissent être les avantages sociaux que nous tirons de l'organisation régulière de nos festivités, ils sont en quelque sorte contrebalancés par les inconvénients.

Dans la série « Régime mortel » du *Wall Street Journal*, un immigrant de Puerto Rico raconte que lui et sa famille avaient l'habitude de se nourrir de riz, de haricots, de légumes, de porc et de poisson séché. Depuis qu'ils étaient venus vivre à Chicago, ils étaient passés aux boissons gazeuses, aux pizzas, aux hamburgers, aux céréales sucrées, aux hot-dogs et à la crème glacée. « Je ne peux pas me permettre d'offrir aux enfants des chaussures ou des vêtements coûteux [...]. Comme la nourriture coûte moins cher, je les laisse manger ce qu'ils veulent. » Surtout, la famille adore se rendre dans les fast-foods et manger dehors deux fois par mois, même si les enfants préféreraient que ce que soit plus souvent. « Dans ces endroits, nous nous sentons bien, nous nous sentons comme des Américains, nous nous sentons à notre place. »

Un jeune homme de 17 ans originaire du New Jersey explique qu'être capable d'acheter du prêt-à-manger est un moyen d'affirmer son statut financier, de montrer que l'on n'est pas sans le sou, à attendre que le chèque de l'aide sociale tombe à la fin du mois.

Un homme de 37 ans affirme dépenser la moitié de son salaire dans la restauration rapide. Le jour où il a été interviewé, il était allé trois fois chez McDonald's et il voulait encore aller dans un Kentucky Fried Chicken et dans un restaurant chinois faisant des plats à emporter avant la fin de la journée. À ses yeux, la restauration rapide avait quelque chose qui dépasse de loin le caractère abordable des prix. Il avait un travail mais était sans domicile et ces lieux étaient devenus son sanctuaire :

Il n'a pas de chez lui et joue au pendule entre le domicile de sa tante à Brooklyn et l'appartement d'un ami situé dans une cité à Harlem. « L'atmosphère me met à l'aise et me détend. Pas besoin de me dépêcher », dit-il tout en admirant le sol reluisant du restaurant et, accroché à un mur, le portrait de George Washington Carver [un célèbre Afro-Américain du XIX^e siècle]. bercé par la musique douce, il s'assoupit quelques instants avant d'ajouter : « Pas de hip-hop, pas de vulgarité. Le portrait, les plantes, la propreté à laquelle veillent les employés, tout cela me donne le sentiment d'être dans la civilisation. »

Le membre d'un gang de rue hispanique mange tous ses repas dans des fast-foods et se vante de n'avoir plus mangé chez lui depuis qu'il a 16 ans :

Les gars ici en ont marre de manger les plats de leur mère [...] Tout le monde en a assez de la bouffe de « môman » du riz et des haricots à perpétuité. Je voulais avoir une vie d'homme. En allant au fast-food, j'obtiens le statut et le respect.

Être gros(se), une question de femmes ?

Nos propres travaux comme les études menées par d'autres chercheurs montrent que la relation entre l'inégalité de revenus et l'obésité est plus marquée chez les femmes que chez les hommes. Dans l'étude de l'OMS portant sur vingt-six pays, le gradient social de l'obésité est observé plus systématiquement chez les femmes que chez les hommes et tend généralement à être plus marqué. Dans l'enquête de santé de 2003 menée en Angleterre, l'association positive entre la faiblesse du statut socio-économique et l'obésité était plus qu'évidente chez les femmes, mais inexistante chez les hommes¹³⁷.

Il se pourrait que l'obésité ait des effets négatifs plus puissants sur la mobilité sociale des femmes que sur celle des hommes. Les jeunes femmes obèses souffrent-elles davantage de discrimination sur le marché du travail et sur le marché matrimonial que les jeunes hommes obèses ? À moins que ce ne soit la faiblesse du statut social qui provoque plus de risques d'obésité chez les femmes que chez les hommes ? Deux études de « cohortes^{***} » britanniques éclairent un tant soit peu notre chandelle. Ces enquêtes portent sur des échantillons importants d'individus nés la même année et suivis depuis la naissance. Une étude s'intéressant à des personnes nées en 1946 a permis de découvrir que les hommes et les femmes qui gravissaient les échelons de la société avaient moins de chances de souffrir d'obésité que ceux qui ne changeaient pas de classe sociale entre l'enfance et l'âge adulte¹³⁸. Dans la cohorte de 1970, les femmes obèses, et non les hommes, avaient plus de chances de n'avoir jamais eu d'emploi rémunéré ni de partenaire¹³⁹.

Aux États-Unis et en Grande-Bretagne, l'obésité féminine à l'adolescence a été corrélée avec des revenus faibles à l'âge adulte¹⁴⁰⁻¹⁴¹. Une étude de 2005 menée auprès de plus de 2 000 responsables des ressources humaines, et qui ne portait pas que sur les femmes, a permis de découvrir que 93 % d'entre eux préfèrent un candidat de poids normal à un candidat en surpoids possédant des qualifications similaires : près de 50 % de ces responsables pensent que les personnes en surpoids sont moins productives ; près de 33 % trouvent que l'obésité est une raison valide de ne pas engager une personne. Enfin, 40 % trouvent que les personnes en surpoids manquent d'autodiscipline¹⁴².

Si le surpoids entrave effectivement la mobilité sociale, notre analyse des tendances à l'œuvre concernant les femmes nées en Grande-Bretagne en 1970 suggère que cet élément n'explique ni le gradient social de l'obésité qui touche les femmes, ni même la relation entre l'appartenance à une classe sociale défavorisée et la prise de poids, même à un âge moyen¹⁴³.

On n'est jamais ni trop riche ni trop maigre...

La taille et l'image du corps auxquelles aspirent les femmes varient selon la classe sociale et jouent apparemment un rôle dans le gradient social de l'obésité. Jadis, les femmes aux formes voluptueuses jouissaient d'une grande admiration. Désormais, dans de nombreuses cultures modernes et riches, la minceur dénote l'appartenance à une classe sociale élevée et constitue un signe d'attractivité. Les femmes britanniques des classes sociales supérieures sont plus nombreuses à surveiller leur poids et à faire un régime que leurs homologues des couches inférieures. Elles sont aussi moins satisfaites de leur corps¹⁴⁴. Plus bas dans l'échelle sociale, les femmes semblent attacher moins d'importance à la minceur et sont plus satisfaites de leur corps. La modification du statut matrimonial entre aussi en ligne de compte : une étude américaine montre que les femmes mariées prennent plus de poids que les femmes restant célibataires, qui divorcent ou se séparent¹⁴⁵. En outre, toutes les femmes n'ont pas envie d'être minces. Dans les cités afro-américaines, par exemple, la minceur peut être associée à la pauvreté, à la faim et au recours à l'aide sociale, mais aussi au sida et à la toxicomanie. Voici ce qu'a dit à ce propos une femme de 19 ans :

J'ai été une femme voluptueuse toute ma vie. Si je commence à perdre beaucoup de poids, les gens penseront que je suis droguée. Dans le ghetto, ce n'est juste pas possible d'être trop mince.

Ses paroles nous rappellent la nature du lien entre classe sociale et surpoids dans le monde en développement, où seuls les riches peuvent se permettre d'être gros. Dans les pays riches, l'impression qui se dégage est que les femmes des classes sociales supérieures sont plus enclines à aspirer à la minceur et davantage en mesure d'y parvenir.

Quoi qu'il en soit, ne pensons pas que, si le poids des femmes est davantage touché par les facteurs sociaux, celui de l'homme parviendrait à y échapper. Une étude de 2008 réalisée sur douze années et consacrée aux hommes américains en âge de travailler a démontré que ceux-ci prenaient du poids quand ils perdaient leur emploi¹⁴⁶. Quand leur revenu annuel baisse, ils prennent en moyenne 2,5 kg.

Le phénotype d'épargne

L'hypothèse du « phénotype d'épargne » suggère, elle aussi, un lien causal entre écarts de revenus plus importants et poids corporel accru. Pour rester simple, cette théorie soutient que, quand une femme enceinte est stressée, le développement du fœtus est modifié afin de le préparer à une vie dans un environnement stressant. On ne sait pas encore avec précision si ce sont les hormones du stress qui sont responsables du dommage ou si les fœtus stressés sont moins bien nourris, ou si les deux phénomènes interviennent, mais ces bébés porteurs du « phénotype d'épargne » souffrent d'insuffisance pondérale à la naissance et leur métabolisme est plus lent. En d'autres termes, ils sont adaptés à un environnement où la nourriture est rare – ils sont petits et ont donc besoin de moins de nourriture. Dans les situations de rareté qui ont caractérisé notre évolution passée, cette adaptation devait être bénéfique. Mais dans notre monde moderne, où le stress pendant la grossesse n'est probablement pas dû à des pénuries alimentaires et où les bébés naissent dans un monde d'abondance, elle perd toute pertinence. Les bébés qui adoptent le phénotype d'épargne dans un monde où la nourriture est abondante sont davantage sujets à l'obésité, au diabète et aux maladies cardiovasculaires. Comme nous le démontrons dans cet ouvrage, les sociétés où les écarts de revenus sont plus importants souffrent aussi de niveaux plus élevés de défiance, de maladie, d'insécurité liée au statut, de violence et d'autres facteurs de stress, si bien qu'il n'est pas exclu que le phénotype d'épargne contribue à la forte prévalence de l'obésité dans leurs rangs.

Le régime de l'égalité

Nous ne le nierons pas, l'obésité et la surcharge pondérale ne sont pas l'apanage des pauvres. Aux États-Unis, la pauvreté touche 12 % de la population, mais plus de 75 % des gens sont en surpoids. Au Royaume-Uni, des différences concernant la proportion des femmes obèses sont observables jusqu'aux degrés supérieurs de l'échelle sociale. Alors que l'obésité touche « seulement » 16 % des femmes qui occupent des fonctions de cadres supérieurs, juste en dessous d'elles, 20 % des femmes occupant des professions intermédiaires sont obèses. À la lumière de ces faits, il est difficile de soutenir que l'épidémie d'obésité trouve ses racines dans l'absence de connaissances nutritionnelles chez les femmes dépourvues d'instruction. Grâce à une étude portant sur les femmes britanniques d'âge moyen¹⁴⁷, les chercheurs ont pu se rendre compte que 84 % d'entre elles savaient qu'elles devaient manger cinq fruits et légumes par jour. Quant à une autre étude, elle a montré que les obèses sont bien meilleurs que les gens minces lorsqu'il s'agit de deviner la teneur en calories des aliments à grignoter¹⁴⁸.

Les études où l'on demande aux gens d'indiquer subjectivement leur place dans la hiérarchie sociale abondent dans le sens de la thèse selon laquelle ce sont les niveaux relatifs – et non absolus – de revenus qui influent sur l'obésité. Les chercheurs montrent aux sujets le diagramme d'une échelle. Ils leur expliquent que les personnes qui ont le statut le plus élevé occupent son sommet, les gens dont le statut est le plus faible se trouvant tout en bas, et leur demandent ensuite de marquer d'une croix le niveau qu'ils pensent occuper. Cette expérience a montré que cette mesure du statut social subjectif est liée à un modèle malsain de répartition de la graisse¹⁴⁹ et à l'obésité¹⁵⁰. En d'autres mots, l'obésité est plus fortement liée au sentiment que les gens ont de leur statut qu'à leur éducation ou à leur revenu réels.

Si nous pouvions observer que des modifications de l'inégalité de revenus entraînent des changements du point de vue de l'obésité, nous aurions des preuves attestant d'une association causale. L'Allemagne, juste après sa réunification, fournit l'exemple d'un pays qui a connu une augmentation rapide de l'inégalité. Après la chute du Mur de Berlin, l'inégalité a crû dans l'ancienne Allemagne de l'Est¹⁵¹. Des études suivant des personnes sur de longues périodes ont montré que cette perturbation sociale a causé l'augmentation de l'indice de masse corporelle chez les enfants, les jeunes adultes et les mères¹⁵².

Les politiques sanitaires et sociales destinées à traiter et à prévenir l'obésité se concentrent généralement sur l'individu. Ces politiques ont pour objectif d'éduquer les personnes sur les risques associés au surpoids et se proposent de les aider à prendre de meilleures habitudes. Mais ces méthodes ignorent les *raisons* pour lesquelles les gens continuent d'avoir un style de vie sédentaire et un régime alimentaire malsain ; elles n'expliquent pas *comment* ces comportements donnent du confort ou procurent un statut, *pourquoi* il existe un gradient social de l'obésité, *en quoi* la dépression et le stress ont des conséquences pendant la grossesse. Comme les changements de comportement sont plus faciles pour les gens qui ont le contrôle de leur vie et qui se trouvent dans un bon état émotionnel, l'allègement du fardeau de l'inégalité pourrait largement contribuer à surmonter l'épidémie d'obésité.

* IMC = poids en kg/taille en m².

** Les données sur l'obésité adulte aux États-Unis nous ont été communiquées par le professeur Majid Ezzati de l'École de santé publique de l'université de Harvard. Le professeur Ezzati fonde ses calculs concernant la prévalence de l'obésité dans chaque État sur

les mesures effectives de la taille et du poids.

*** Une étude de type longitudinale généralement fondée sur *deux* groupes de sujets : les cohortes.

Chapitre 8

PERFORMANCE DE L'ÉDUCATION

Notre progrès en tant que nation ne saurait être plus rapide que nos progrès en éducation. L'esprit humain est notre ressource fondamentale.

John F. Kennedy, message spécial au Congrès sur l'enseignement, le 20 février 1961

L'importance de l'éducation fait l'unanimité dans tous les pays développés et tous bords politiques confondus. L'éducation est bénéfique pour la société, qui requiert la contribution et la productivité économique – sans parler des taxes – d'une main-d'œuvre qualifiée. En outre, l'éducation est bénéfique pour les individus. Les personnes plus instruites gagnent mieux leur vie, sont davantage satisfaites de leur travail et de leurs loisirs, ont moins de chances d'être sans emploi, sont généralement en bonne santé, ont moins tendance à commettre des actes criminels, sont plus susceptibles de donner de leur temps (bénévolat, par exemple) et de voter aux élections¹⁵³. En 2006, d'après le département du Travail américain, une personne ayant fréquenté l'enseignement secondaire sans obtenir de diplôme gagne en moyenne 419 dollars par semaine. Ce montant passe à 595 dollars pour ceux qui ont décroché un diplôme et à 1 039 dollars pour ceux qui ont fréquenté l'université et obtenu une licence. Quant à ceux qui possèdent un diplôme de troisième cycle, leur paie hebdomadaire dépasse 1 200 dollars¹⁵⁴.

L'avantage familial

Fréquenter une bonne école ne peut pas faire de mal. Il n'empêche, c'est le contexte familial qui exerce l'influence la plus déterminante sur le niveau d'études atteint, c'est-à-dire sur la performance de l'enfant à l'école et, plus tard, dans l'enseignement supérieur. Dans un rapport consacré à l'avenir de l'enseignement en Grande-Bretagne, Melissa Benn et Fiona Millar affirment :

L'un des grands problèmes des écoles britanniques est l'écart entre riches et pauvres. Les contextes familiaux, mais aussi le capital social et culturel des enfants mobilisable pour l'enseignement souffrent d'énormes disparités¹⁵⁵.

La performance scolaire des enfants est meilleure lorsque leurs parents ont des revenus plus élevés et qu'ils ont eux-mêmes plus d'instruction. De même, ils obtiennent de meilleurs résultats scolaires si leur maison contient un lieu dédié à l'étude, des ouvrages de référence et des journaux, et si leur milieu familial valorise l'éducation¹⁵⁶. L'implication parentale dans l'éducation est encore plus importante.

Dans ce cas, alors que toutes les sociétés développées promeuvent l'éducation et l'égalité des chances – du moins en théorie –, pourquoi les enfants défavorisés font-ils moins bien à l'école et ne profitent-ils pas des innombrables avantages de l'éducation, aussi bon que puisse être l'enseignement ? Comme nous allons le voir, certaines sociétés se rapprochent beaucoup plus de l'égalité des chances que d'autres.

Inégalité du niveau d'instruction

La figure 8.1 montre que les notes obtenues dans les différents pays étudiés sont étroitement liées à l'inégalité de revenus ; la figure 8.2 montre la même relation aux États-Unis. Le niveau d'instruction atteint est plus faible dans les pays et les États américains plus inégalitaires. Ces relations sont assez fortes pour que nous ayons la certitude qu'elles ne doivent rien au hasard. Les données internationales harmonisées sur les niveaux d'instruction proviennent du Programme international pour le suivi des acquis des élèves (Pisa), créé pour faire passer des tests harmonisés à des élèves de 15 ans dans divers pays. Ce programme a débuté dans 43 pays en l'an 2000. Il évalue les enfants tous les trois ans, testant généralement entre 4 500 et 10 000 enfants dans chaque pays. Les écoles sont sélectionnées au hasard. Si le Pisa teste les élèves de 15 ans, c'est parce que cet âge marque la fin de l'enseignement obligatoire dans la plupart des pays. Chaque enquête propose un test en lecture, en mathématiques et en sciences. L'objectif consiste à examiner dans quelle mesure les enfants sont capables d'appliquer leurs connaissances et leurs aptitudes.

Pour garantir la cohérence avec les données disponibles concernant les États-Unis, nous combinons les notes moyennes nationales en lecture et en mathématiques uniquement et les comparons avec les données de l'inégalité de revenus (Fig. 8.1). Notons qu'ajouter les notes des tests scientifiques ne modifie pas vraiment les résultats. Notons aussi qu'aucune donnée n'était disponible concernant le test Pisa 2003 au Royaume-Uni puisque trop peu d'écoles avaient accepté de participer à l'enquête concernant les normes Pisa. Les notes relatives aux compétences des adultes, basées sur les données de l'Enquête internationale sur l'alphabétisation des adultes¹⁵⁷, ont fait apparaître une relation tout aussi forte avec l'inégalité des revenus au niveau international.

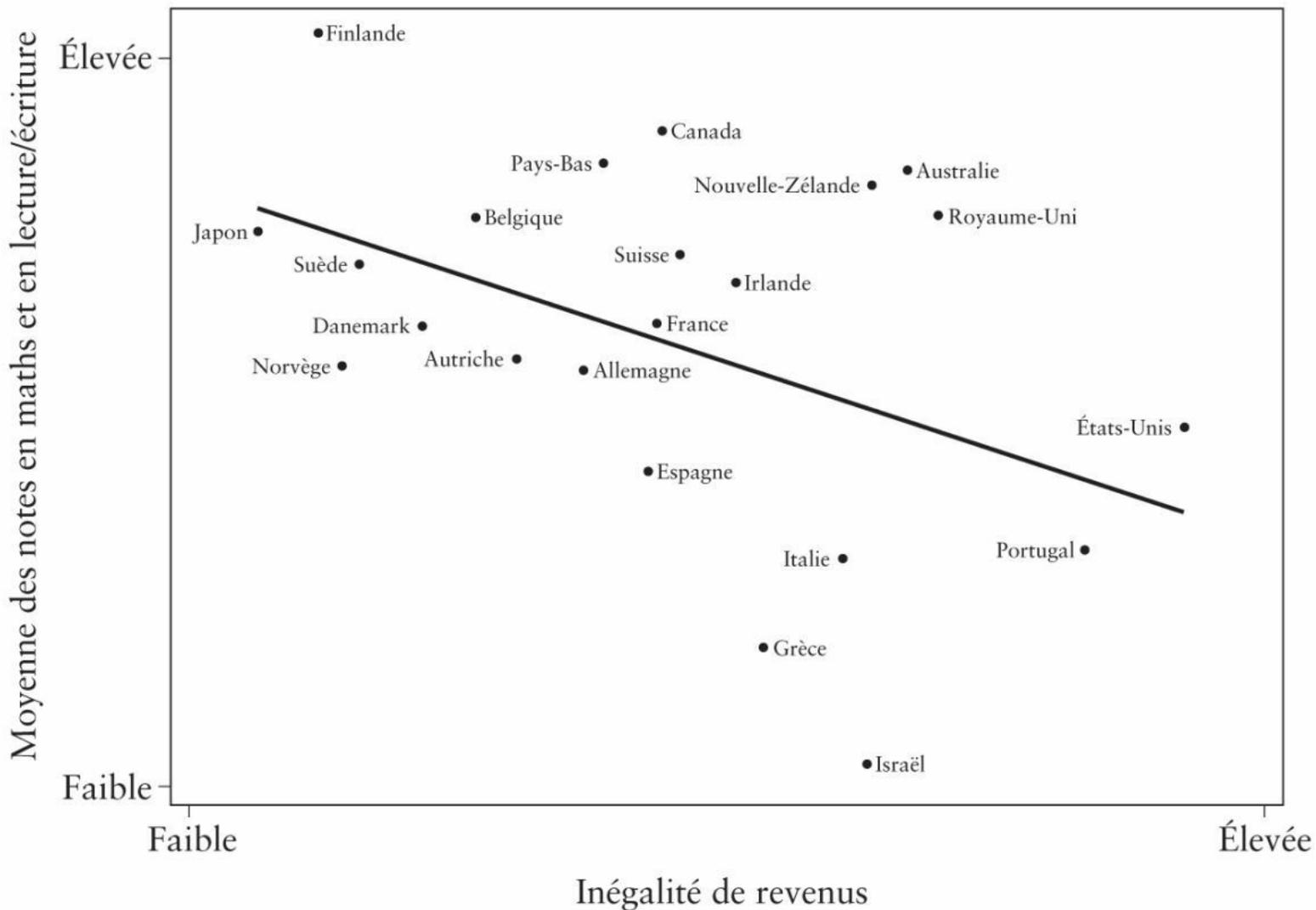


Figure 8.1 Les résultats en mathématiques et en lecture/écriture des individus de 15 ans sont plus faibles dans les pays plus inégalitaires [158-159](#).

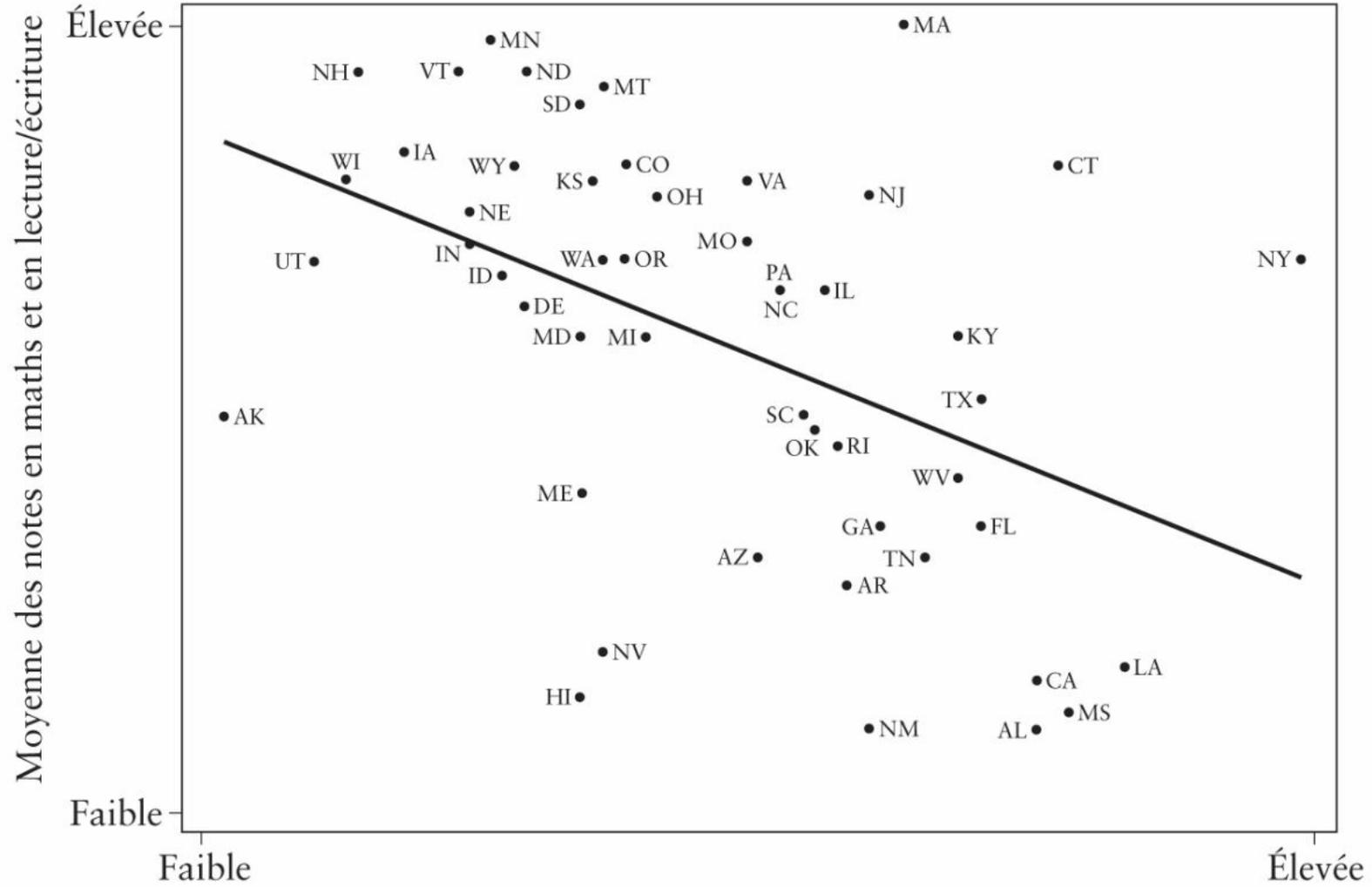


Figure 8.2 Les résultats en mathématiques et en lecture/écriture des élèves de huitième année sont plus faibles dans les États américains plus inégalitaires [voir liste des abréviations p. 284].

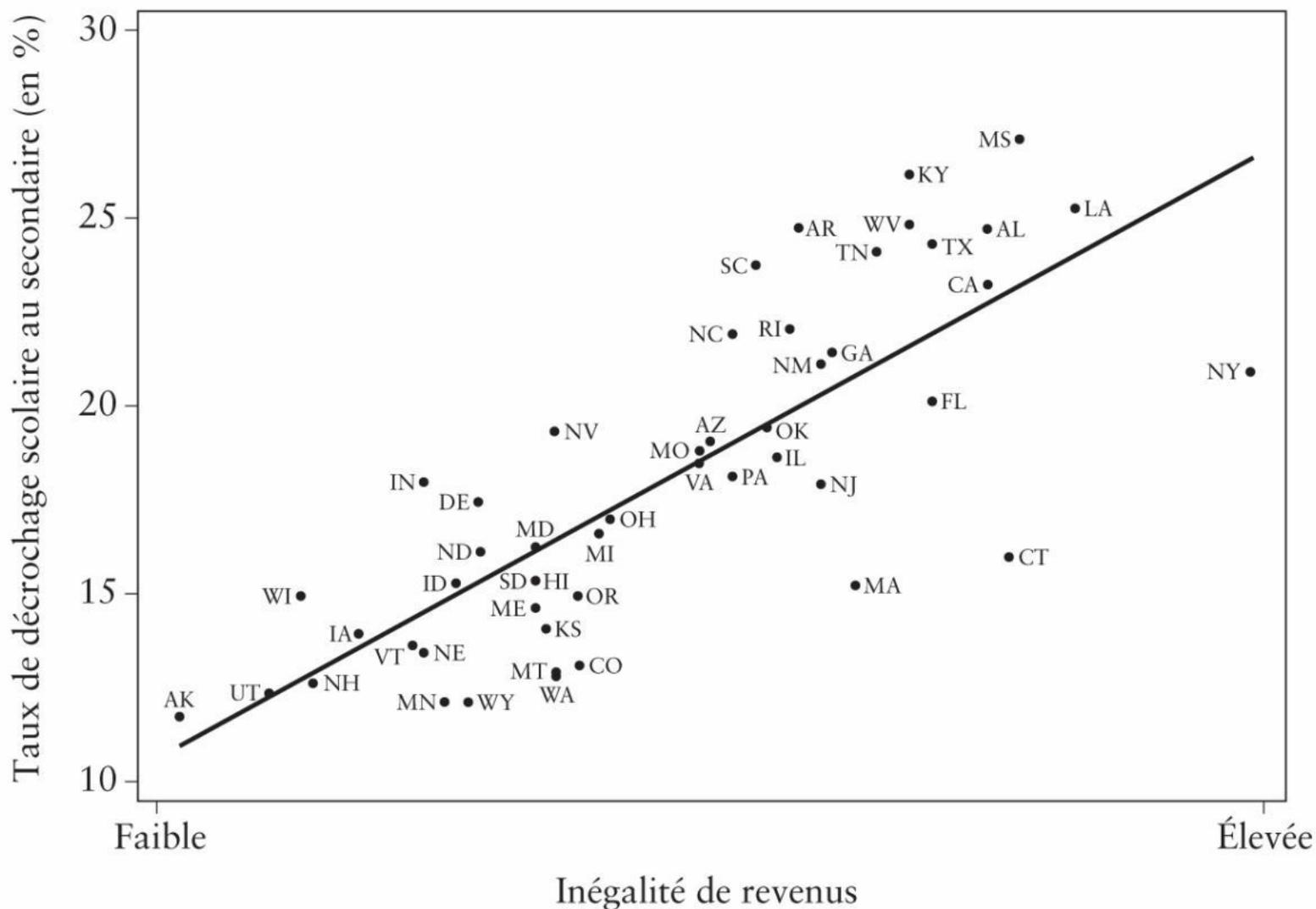


Figure 8.3 La proportion d'enfants qui abandonnent l'enseignement secondaire est plus importante dans les États américains plus inégalitaires [voir liste des abréviations p. 284].

Afin d'examiner la même relation parmi les cinquante États américains, nous avons combiné les notes en mathématiques et en lecture des élèves de huitième année (âgés d'environ 14 ans, ce qui correspond à notre quatrième en France) provenant du ministère américain de l'Éducation et du Centre américain des données statistiques en éducation pour 2003 (Fig. 8.2). Les notes sont beaucoup plus faibles dans les États où les écarts de revenus sont plus importants.

Pour tester un paramètre supplémentaire, nous avons regardé la proportion d'enfants en abandon scolaire au États-Unis. Comme le montre la figure 8.3, les États où les taux de décrochage sont les plus faibles (environ 12 %) sont l'Alaska, le Wyoming, l'Utah, le Minnesota et le New Hampshire. Dans trois États, le Mississippi, la Louisiane et le Kentucky, plus d'un quart des enfants abandonnent l'enseignement secondaire et sortent du système scolaire sans aucune qualification.

Nous serions tentés de croire que cette association frappante est causée par la pauvreté absolue. En d'autres mots, les enfants seraient plus nombreux à abandonner leurs études secondaires dans les États pauvres afin de commencer plus tôt à gagner leur vie et à contribuer au budget de leur famille. De fait, les taux de décrochage scolaire sont plus élevés dans les États pauvres. Mais la pauvreté et l'inégalité produisent des effets indépendants. La pauvreté n'explique pas l'effet de l'inégalité. Aucun État n'a un taux de pauvreté supérieur à 17 % alors que les taux de décrochage sont supérieurs à 20 % dans seize états et que l'abandon n'est pas confiné aux pauvres.

Normes de performance

On part souvent du principe que la volonté d'élever les normes nationales de performance dans des domaines comme l'éducation est tout à fait distincte de la volonté de réduire les inégalités dans l'éducation. À la vérité, c'est à peu de chose près le contraire. Il s'avère que l'élévation des normes nationales relatives à la performance éducative pourrait bien dépendre de la réduction du gradient social de la réussite scolaire dans chaque pays. Douglas Willms, professeur en pédagogie à l'université du New Brunswick, au Canada, en a fourni des illustrations frappantes¹⁶⁰. Dans la figure 8.4, nous montrons la relation qui existe entre les notes obtenues par des adultes en lecture et en écriture, provenant de l'Enquête internationale sur l'alphabétisation des adultes, et le niveau d'éducation de leurs parents (en Finlande, en Belgique, au Royaume-Uni et aux États-Unis).

Cette figure suggère que, même si vos parents sont convenablement éduqués – et l'on peut donc supposer que leur statut social est élevé –, le pays dans lequel vous vivez influence votre réussite scolaire. En revanche, pour ceux qui se trouvent plus bas sur l'échelle sociale et dont les parents sont moins bien formés, cette influence est bien plus considérable. Point essentiel à prendre en compte, lorsque nous regardons ces quatre pays, la pente du gradient social est beaucoup plus prononcée aux États-Unis et au Royaume-Uni, pays où l'inégalité est forte, et bien moins marquée en Finlande et en Belgique, pays plus égalitaires. Il est tout aussi évident que cette tendance à la baisse du gradient social influence grandement les notes moyennes en lecture – c'est-à-dire les niveaux d'études atteints – dans chacun de ces pays. Les États-Unis et le Royaume-Uni ont des notes moyennes faibles, tirées vers le bas sur l'ensemble du gradient social.

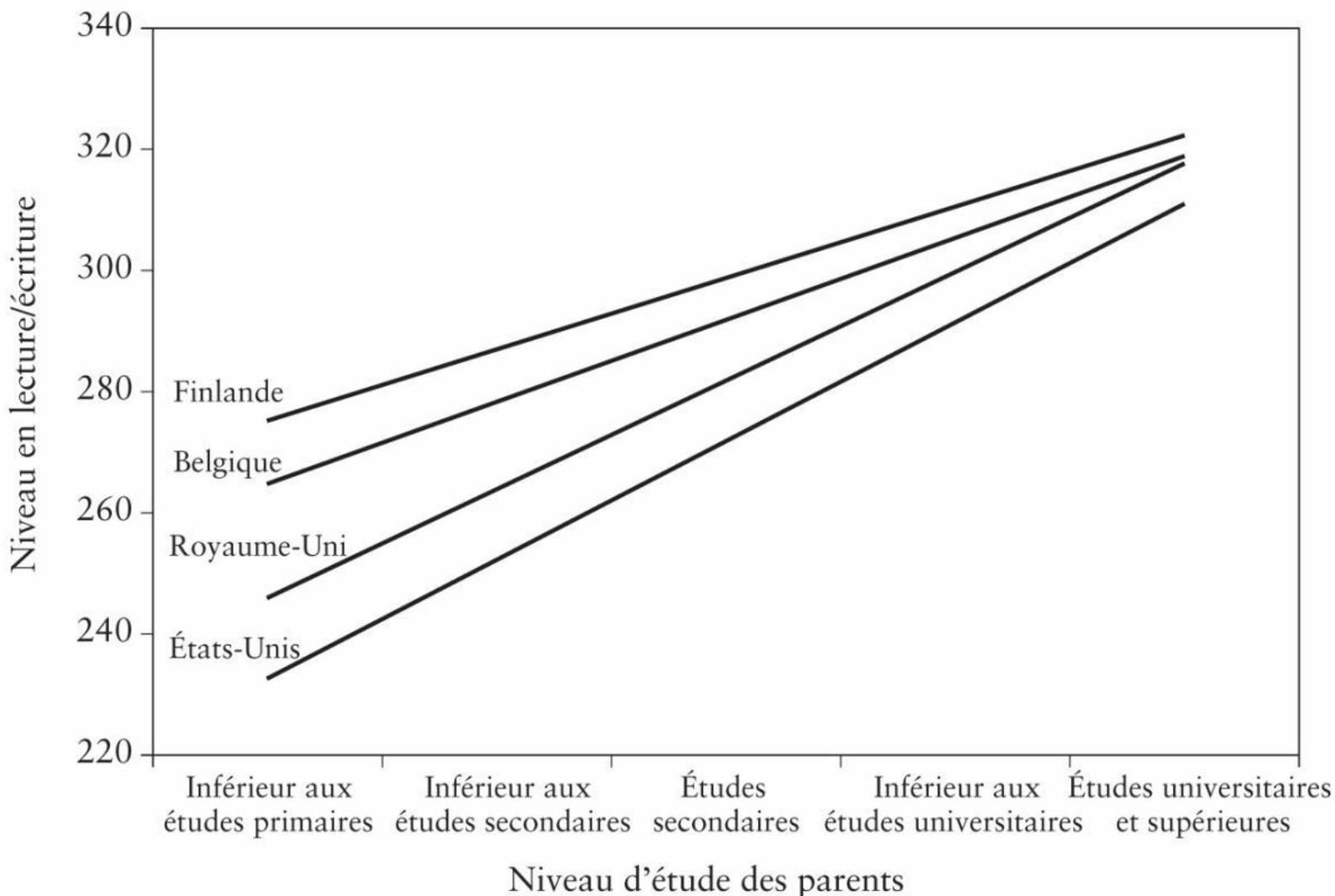


Figure 8.4 Les notes en lecture/écriture selon l'éducation des parents dans quatre pays (source : Enquête internationale sur l'alphabétisation des adultes).

Willms a démontré que la tendance illustrée dans la figure 8.4 se confirme à une échelle plus large, c'est-à-dire entre douze pays développés, mais aussi entre des provinces canadiennes et des États américains¹⁶¹. Outre la tendance à la divergence (écarts plus importants dans le bas du gradient social que dans le haut), il note qu'« une forte relation inverse existe entre les niveaux moyens de compétences et le degré d'inclinaison des gradients socio-économiques ».

L'épidémiologiste Arjumand Siddiqi et ses collègues se sont également intéressés aux gradients sociaux de la maîtrise de la lecture chez les individus âgés de 15 ans sur la base de données provenant de Pisa 2000¹⁶². Ils sont arrivés à la conclusion que les pays qui possèdent de longue date un État social actif obtenaient de meilleurs résultats et, comme Willms, ils expliquent que, dans les pays où les notes moyennes sont meilleures, ils observent des écarts sociaux moins importants en matière de maîtrise de la lecture. La Finlande et la Suède, dont les notes moyennes en lecture sont bonnes, enregistrent peu d'inégalités du point de vue de ces notes. La Grèce et le Portugal, quant à eux, ont des notes moyennes faibles et de fortes inégalités en matière de maîtrise de la lecture. Siddiqi et ses collègues identifient néanmoins quelques exceptions à cette configuration générale. La Nouvelle-Zélande et le Royaume-Uni obtiennent des notes de lecture moyennes élevées, mais aussi un degré élevé d'inégalité sociale concernant la maîtrise de la lecture. Par ailleurs, la Norvège combine une note moyenne plutôt médiocre et une inégalité socioéconomique très ténue en maîtrise de la lecture. L'une des explications avancées par les chercheurs est que la proportion des enfants néo-

zélandais et britanniques capables de passer le test est plus importante, mais que ces enfants n'y participent pas à cause de l'abandon scolaire ou de l'absentéisme.

Bien-être éducatif

Siddiqi et ses collègues soulignent que de bonnes notes en lecture et de faibles écarts sociaux en maîtrise de la lecture sont des éléments qui caractérisent les pays « dont les filets de sécurité sociale sont les plus solides ». C'est là un point sur lequel nous reviendrons au chapitre 12, quand nous analyserons les dépenses publiques consacrées à l'éducation en fonction de l'inégalité des revenus. Ces points mis à part, de quelles autres manières l'inégalité des revenus pourrait-elle affecter les résultats scolaires ?

L'impact de l'inégalité sur la qualité de vie familiale et des relations a de fortes chances d'être un canal essentiel. Les inégalités sociales au cours du développement de la petite enfance sont établies bien avant le début de l'éducation formelle. Nous connaissons aujourd'hui l'importance des premières années pour le développement ultérieur : l'apprentissage commence dès la naissance, et les premières années de la vie sont une période critique pour le développement du cerveau. L'environnement dans lequel l'enfant grandit peut favoriser ou inhiber cette première étape de l'apprentissage. Une étude nationale menée au Royaume-Uni a permis de découvrir qu'à l'âge de 3 ans les enfants des milieux défavorisés subissaient déjà des retards éducatifs pouvant atteindre un an par rapport aux enfants de ménages plus privilégiés¹⁶³.

Le caractère stimulant de l'environnement social est un ingrédient primordial de l'apprentissage préscolaire. Les bébés et les jeunes enfants doivent évoluer dans un environnement chaleureux et dynamique. Ils ont besoin qu'on leur parle, qu'on les aime et qu'on interagisse avec eux. Ils doivent avoir la possibilité de jouer, de parler et d'explorer leur monde. Il faut aussi les encourager dans des limites sûres et non pas restreindre leurs activités ou les punir. Tout cela est beaucoup plus difficile à offrir pour des parents – ou d'autres personnes en charge des enfants, comme les tuteurs légaux – pauvres, stressés ou sans aide.

Le chapitre 4 nous avait permis de voir que la qualité générale des relations sociales était moins bonne dans les sociétés plus inégalitaires. Dans les chapitres 5 et 6, nous avons montré que l'inégalité va de pair avec la mauvaise santé physique et mentale ainsi qu'avec une prévalence plus élevée de la toxicomanie. Dans ces conditions, il ne faut pas être grand clerc pour deviner que la vie dans une société plus hiérarchisée et plus méfiante peut affecter les relations intimes, domestiques et la vie familiale. Conflits et violence domestique, maladie mentale des parents, manque de temps et de ressources se conjuguent pour altérer le développement de l'enfant. Une analyse réalisée par les économistes Robert Frank et Adam Levine de l'université Cornell permet peut-être d'illustrer les répercussions de ce stress. Ils ont démontré que les comtés américains où les inégalités de revenus se sont accrues sont aussi ceux où les taux de divorce ont le plus augmenté¹⁶⁴. Les enfants qui vivent dans des familles à faible revenu font davantage l'expérience des conflits et des perturbations familiales. Ils sont plus souvent témoins ou victimes de violences, ont plus de risques de vivre dans des logements surpeuplés, bruyants et de mauvaise qualité¹⁶⁵. La qualité de l'environnement familial est directement fonction du revenu¹⁶⁶. C'est le comportement adopté par les parents face à la pauvreté relative qui détermine l'impact sur les enfants. Il a été prouvé que certaines familles résistent à ce type de stress, tandis que d'autres réagissent par une éducation plus punitive ou plus insensible pouvant aller jusqu'à la négligence ou à l'abus¹⁶⁷⁻¹⁶⁸. Nous nous devons de rappeler, une fois encore, que les difficultés inhérentes aux relations familiales ou à l'éducation ne sont pas confinées aux pauvres. La sociologue Annette Lareau a décrit en quoi l'éducation diverge selon que l'on considère les classes moyennes, la classe ouvrière ou les familles pauvres américaines : elle a observé des

différences fondamentales dans l'organisation de la vie quotidienne, dans l'utilisation du langage et le degré de connexion sociale des familles¹⁶⁹. Nous avons constaté que, dans l'étude de cohorte « UK Millenium », une grande enquête sur des enfants nés en 2000 et en 2001, même les mères du deuxième groupe social le plus élevé sont plus nombreuses à se déclarer incompetentes ou à qualifier de mauvaise la relation avec leur enfant que celles du groupe le plus favorisé.

La société peut agir pour soulager les tensions qui déchirent les familles et pour favoriser le développement pendant la petite enfance. Dès le début de la vie, certains pays font bien plus que d'autres pour garantir la pérennité du lien entre la mère et l'enfant : ils proposent un congé de maternité rémunéré aux mères qui travaillent. Grâce à des données sur la durée du congé de maternité, fournies par la Clearinghouse on International Development in Child, youth and Family Policy de l'université Columbia, nous avons constaté que le congé de maternité payé était plus long dans les pays plus égalitaires.

La Suède propose un congé parental – pouvant être réparti entre la mère et le père – avec 80 % du salaire jusqu'à ce que l'enfant atteigne l'âge de 18 mois. Ensuite, les parents peuvent encore prendre trois mois supplémentaires à un taux forfaitaire et trois autres mois de congé non payé. La Norvège octroie aux parents (également au père ou à la mère) une année de congé avec 80 % du salaire ou 42 semaines à 100 %. En revanche, les États-Unis et l'Australie ne prévoient aucune prestation légale de congé payé (les parents australiens peuvent prendre un an de congé sans solde, les Américains douze semaines).

Les sociétés ont d'autres moyens que le congé parental pour améliorer la qualité de la petite enfance. Elles peuvent prévoir des allocations familiales et des avantages fiscaux, des logements sociaux, des soins de santé, des programmes favorisant un meilleur équilibre entre le travail et la vie privée ; elles peuvent veiller au versement de pensions alimentaires destinées aux enfants. Surtout, les sociétés doivent garantir une éducation de la petite enfance de haute qualité. Ces programmes d'éducation peuvent favoriser le développement physique et cognitif ainsi que le développement social et émotionnel¹⁷⁰⁻¹⁷¹. Ils peuvent orienter les trajectoires à long terme que prendront les vies de ces enfants. Les analyses coûts-avantages montrent que ce sont des placements à haut rendement. Selon les expériences menées en la matière, les enfants défavorisés ayant reçu une éducation de haute qualité pendant leur petite enfance sont moins susceptibles d'avoir besoin de cours de rattrapage, de tomber dans la criminalité, et gagnent mieux leur vie une fois adultes¹⁷². Bref, l'investissement public dans ces programmes génère au final un retour substantiel.

Inégalité des possibilités d'apprentissage

Jusqu'à présent, nous nous sommes contentés de décrire comment l'inégalité, quand elle est plus marquée, peut affecter le développement des enfants à travers son impact sur la vie familiale et sur les relations humaines. L'inégalité a aussi des effets plus directs sur les capacités cognitives et sur l'apprentissage des enfants.

En 2004, Karla Hoff et Priyanka Pandey, toutes deux économistes à la Banque mondiale, ont fait un rapport sur les résultats d'une expérience surprenante¹⁷³. Elles ont sélectionné 622 garçons de 11 et 12 ans originaires de villages isolés en Inde. La moitié d'entre eux appartenaient à une caste supérieure, l'autre moitié à une caste inférieure. La tâche de ces garçons consistait à trouver l'issue de labyrinthes. Dans un premier temps, les garçons ont résolu ces problèmes sans avoir conscience de leur origine sociale. Dans ces circonstances, les garçons de la caste inférieure ont fait tout aussi bien que leurs homologues de la caste supérieure et même un peu mieux.

L'expérience a ensuite été répétée mais, cette fois, il était demandé à chaque garçon de confirmer son nom, son village, les noms de son père et de son grand-père ainsi que sa caste. Une fois terminée l'annonce publique de la caste à laquelle chacun appartenait, les garçons se sont mis à chercher l'issue de ces nouveaux labyrinthes, sauf que, cette fois-ci, les résultats se sont soldés par un écart important entre les deux castes. La performance des garçons de caste inférieure avait nettement régressé (Fig. 8.5).

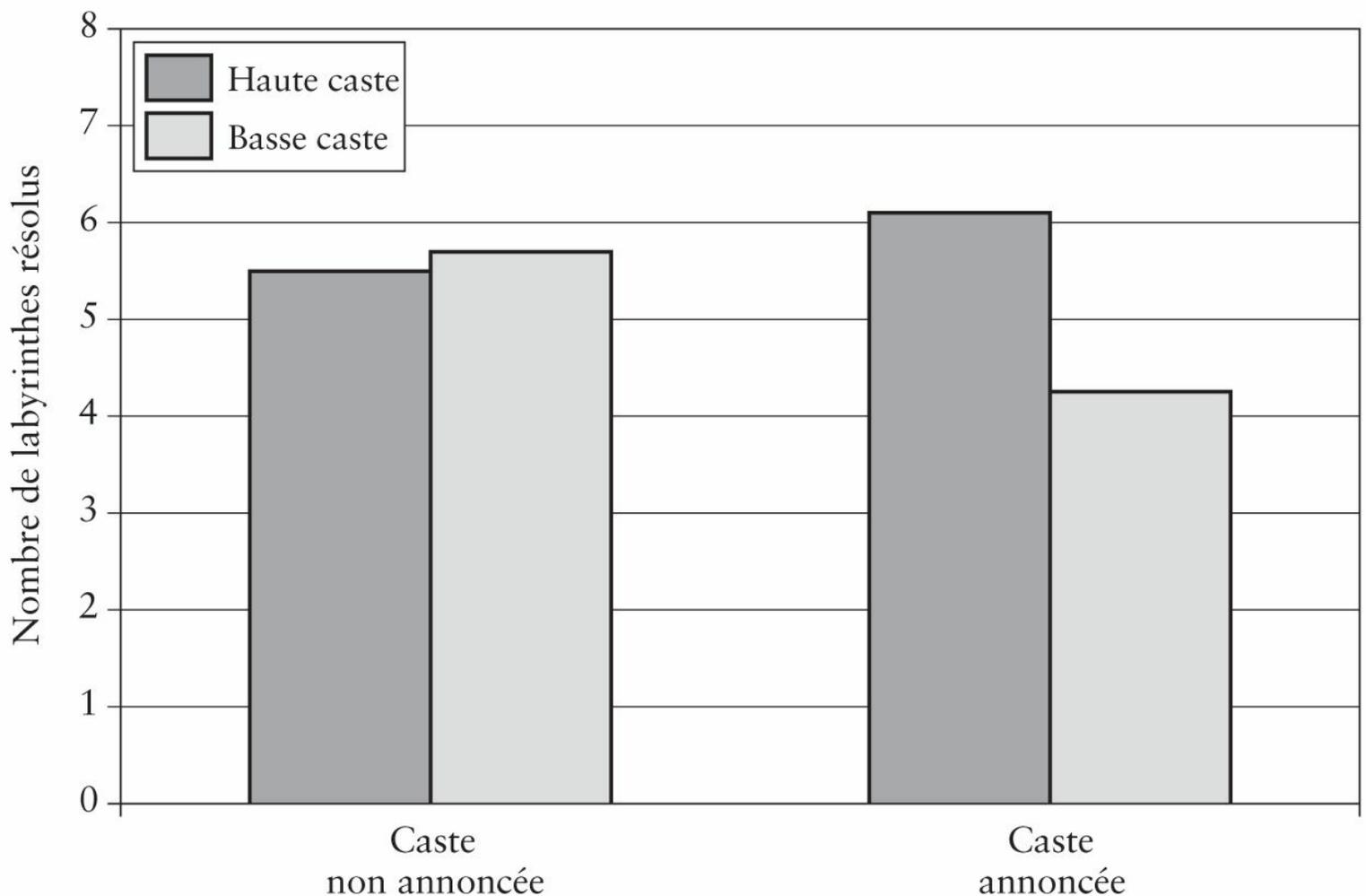


Figure 8.5 L'effet de l'identité de caste sur la performance des écoliers indiens¹⁷⁴.

Nous sommes en présence d'un faisceau d'éléments indiquant que la performance et le comportement dans le cadre d'une tâche éducative peuvent être profondément influencés par la façon dont les autres nous voient et nous jugent. Apparemment, lorsque nous nous sentons considérés comme inférieurs, nos capacités fléchissent.

Les psychologues Claude Steele de l'université de Stanford et Joshua Aronson de l'université de New York comptent parmi les spécialistes qui ont mené les expériences les plus convaincantes sur ce phénomène¹⁷⁵. Dans une de leurs études, ils ont fait passer à des élèves américains noirs et blancs du secondaire des tests harmonisés d'admission à l'enseignement supérieur. Au premier groupe, ils ont dit aux étudiants que ce test permettait de mesurer leurs capacités. Dans un second groupe, ils ont dit aux étudiants que le test n'était *pas* une mesure de leurs capacités. Les élèves blancs des deux groupes ont obtenu des résultats similaires. Par contre, les élèves noirs ont remis des copies beaucoup plus mauvaises quand ils se pensaient jugés. Steele et Aronson ont appelé cet effet la « menace du stéréotype ». Depuis lors, la recherche a démontré que cet effet était général et qu'il s'appliquait aussi bien aux différences de genre qu'aux différences raciales et ethniques¹⁷⁶.

En dépit des travaux que nous évoquions au chapitre 3 concernant l'anxiété sociale et les effets du jugement négatif, la facilité avec laquelle il est possible de créer des stéréotypes et des menaces de stéréotype, même dans des conditions artificielles, a de quoi nous rendre perplexes. L'expérience que Jane Elliott, une enseignante américaine, a conduite avec ses élèves en 1968, afin de leur enseigner ce qu'étaient l'inégalité et l'injustice d'ordre racial, le démontre¹⁷⁷. Elle leur a dit que des scientifiques avaient démontré que les gens aux yeux bleus étaient plus intelligents et avaient plus de chances de réussir que les gens aux yeux bruns, qui étaient paresseux et stupides. Elle a séparé sa classe en deux groupes, les élèves aux yeux bleus d'un côté, ceux aux yeux bruns de l'autre. Elle a accordé au premier groupe un surcroît de privilèges, d'éloges et d'attention. Le groupe des yeux bleus a bien vite affirmé sa supériorité sur celui des yeux bruns, le traitant avec mépris, et ses résultats scolaires se sont améliorés. Le groupe des yeux bruns s'est réfugié tout aussi rapidement dans une timidité soumise et ses notes ont baissé. Quelques jours plus tard, Jane Elliott déclarait aux enfants qu'elle s'était emmêlé les pinceaux et que c'étaient les yeux bruns qui étaient supérieurs. Que s'est-il passé ensuite ? La situation dans la classe s'est rapidement inversée.

Des évolutions intervenues dans le champ de la neurologie éclairent sous un jour nouveau les origines biologiques de l'influence que peuvent avoir nos sentiments sur notre apprentissage¹⁷⁸. Nous apprenons au mieux de nos capacités lorsque nous sommes plongés dans un environnement stimulant et que nous sommes certains que nous pouvons réussir. Quand nous nous sentons heureux ou confiant, notre cerveau bénéficie de la libération de dopamine, la substance chimique de la récompense, qui favorise aussi la mémoire, l'attention et la résolution des problèmes. Nous bénéficions aussi des effets de la sérotonine, qui améliore l'humeur, et de l'adrénaline, qui nous aide à livrer les meilleures performances possibles. Quand nous nous sentons menacés, impuissants ou stressés, notre corps est envahi par le cortisol, cette hormone qui inhibe notre pensée et notre mémoire. Par conséquent, les inégalités semblables à celles que nous avons décrites dans ce chapitre, dans la société et dans nos écoles, ont un effet direct et démontrable sur notre cerveau, sur notre apprentissage et sur notre réussite scolaire.

Chacun à sa manière...

L'inégalité influence également les résultats scolaires par un autre canal. Elle produit un impact sur les aspirations, les normes et les valeurs des personnes qui occupent le bas de la hiérarchie sociale. Les classes moyennes, les enseignants et les responsables politiques voient dans l'éducation le moyen de monter dans l'échelle sociale et de s'extraire des classes pauvres et ouvrières. Cependant, les pauvres et les classes ouvrières ne souscrivent pas toujours à ces valeurs.

Dans son ouvrage intitulé *Educational Failure and Working Class White Children in Britain* [Échec scolaire et enfants blancs de la classe ouvrière en Grande-Bretagne] paru en 2006, l'anthropologue Gillian Evans décrit la culture de la classe ouvrière de Bermondsey, dans l'est de Londres¹⁷⁹. Elle montre que les types d'activités que l'on développe chez les enfants à l'école correspondent à la façon dont les parents des classes moyennes veulent que leurs enfants jouent et interagissent à la maison, mais que ces activités vont à l'encontre de la façon dont les familles ouvrières s'occupent de leurs enfants et interagissent avec eux. Dans une certaine mesure, les classes populaires résistent à l'éducation et aux valeurs de la classe moyenne qui leur sont imposées parce qu'accepter de devenir « éduqué » les obligerait à abandonner leurs propres valeurs. Une femme raconte à Gillian Evans qu'être « ordinaire » signifie « savoir comment rire un bon coup parce qu'on n'est pas coincé ». Pour les femmes décrites par Gillian Evans, les choses dont elles aiment parler sont la famille, la santé, le travail ou la façon de ramener de l'argent, le ménage, les relations humaines, le shopping, le sexe et les ragots. À leurs yeux, parler d'idées abstraites, de livres et de culture est snob et prétentieux. À la maison, les enfants de ces mères des classes populaires ne doivent respecter qu'un nombre minimal de règles. Gillian Evans évoque des enfants pouvant boire et manger ce qu'ils veulent, quand ils veulent, qui peuvent fumer à la maison, faire leurs devoirs ou pas, selon leurs désirs. « S'ils veulent apprendre, ils apprendront, et s'ils ne veulent pas, tant pis. » Il est bien évident que ces familles souhaitent le meilleur pour leurs enfants, mais ce « meilleur » ne va pas toujours avec « éducation, éducation et encore éducation ».

Les enfants des classes pauvres et populaires résistent à l'éducation formelle et aux valeurs de la classe moyenne, mais cela ne veut pas dire qu'ils sont dépourvus d'ambition ou d'aspirations. En fait, quand nous avons tout d'abord regardé les données concernant les aspirations des enfants présentées dans un rapport de l'Unicef sur le bien-être des enfants¹⁸⁰, nous avons été surpris par leur relation avec l'inégalité des revenus (Fig. 8.6). Les enfants qui ont des aspirations modestes sont plus nombreux dans les pays plus égalitaires. Les enfants vivant dans des pays plus inégalitaires sont plus enclins à attendre beaucoup de la vie. Pour partie, ce résultat pourrait s'expliquer par le fait que, dans les sociétés plus égalitaires, le travail moins qualifié pourrait être moins stigmatisé que dans les sociétés plus inégalitaires, où les choix de carrière sont dominés par des idées extravagantes en matière de réussite financière et par les images véhiculées par le glamour et la célébrité.

Dans les pays plus inégalitaires, nous avons découvert un écart plus important entre les aspirations, les possibilités et les attentes réelles. Si nous comparons la figure 8.1 – sur les notes en mathématiques et en lecture dans différents pays – à la figure 8.6, il est clair que les aspirations sont plus importantes dans les pays où la réussite scolaire est moins bonne. Davantage d'enfants auront beau avoir envie de fonctions plus élevées, ils seront moins nombreux à être assez qualifiés pour les obtenir. Si l'inégalité conduit à des espoirs irréalistes, il y a fort à parier qu'elle débouche aussi sur la déception.

Gillian Evans cite un enseignant d'une école primaire située en centre-ville et qui a résumé l'effet

corrosif de l'inégalité sur les enfants :

Ces enfants ne se rendent pas compte qu'ils appartiennent à la classe ouvrière. Et cela durera jusqu'à ce qu'ils quittent l'école et comprennent alors que leurs rêves d'enfant ne pourront jamais se réaliser¹⁸¹.

Nous montrerons dans les deux prochains chapitres comment les jeunes femmes et les jeunes hommes vivant dans des sociétés plus inégalitaires réagissent à la faiblesse de leur statut social. Nous reviendrons au chapitre 12 sur le thème de l'éducation et des chances dans la vie au moment où nous analyserons l'impact de l'inégalité sur la mobilité sociale.

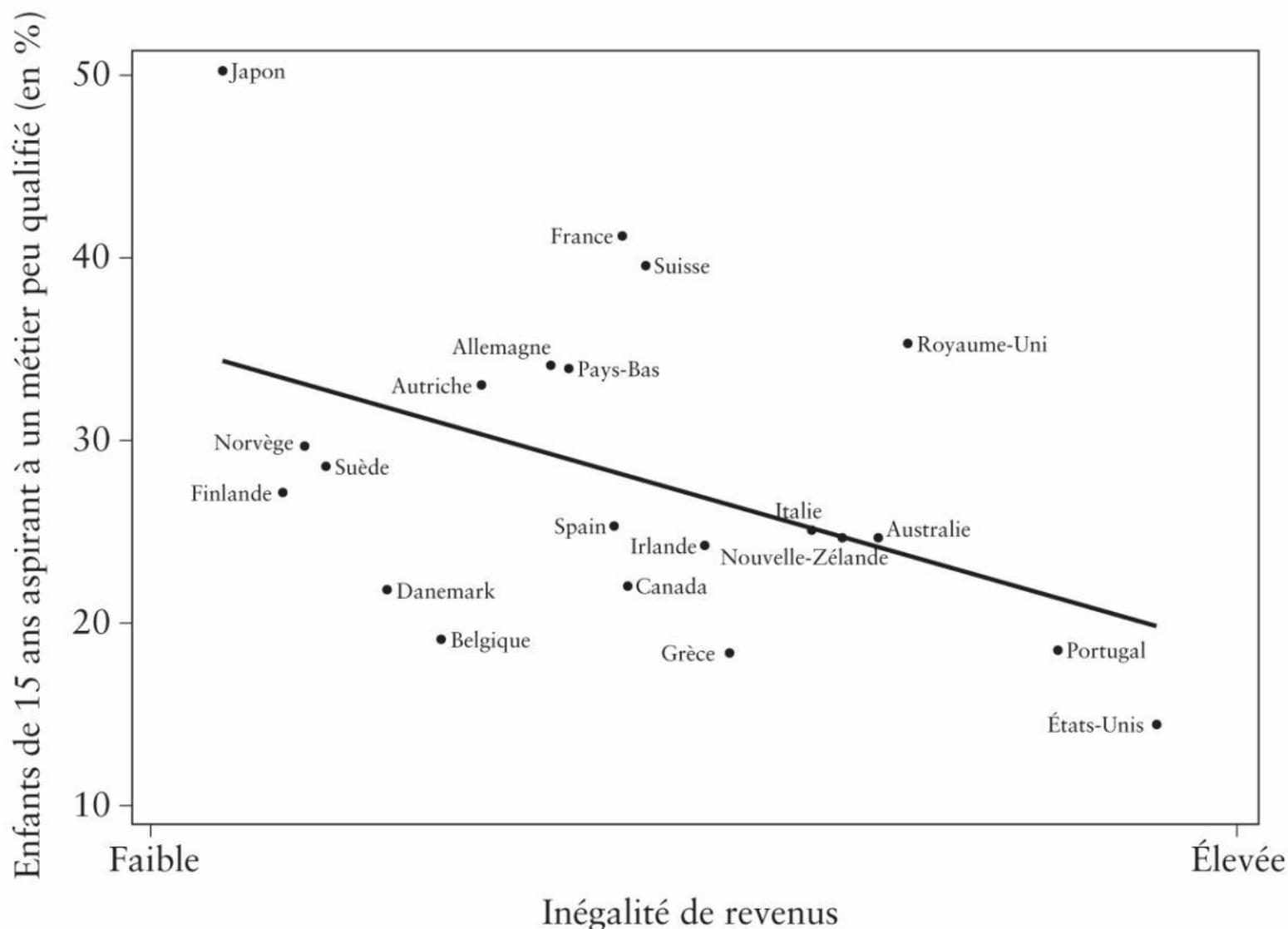


Figure 8.6 Aspirations des adolescents de 15 ans et inégalité dans les pays riches.

Chapitre 9

MATERNITÉ PRÉCOCE : L'HISTOIRE SE RÉPÈTE

Dire « non » à la maternité précoce ? Autant souhaiter une bonne journée à un dépressif chronique.
Faye Wattleton, discours, Seattle, 1988

Été 2005. Trois sœurs font la une de la presse à scandale britannique. Toutes les trois sont mères adolescentes. La cadette a été la première à tomber enceinte. Elle avait 12 ans à la naissance de son bébé. « Nous étions au lit dans la maison de ma mère. On se tripotait et le sexe est venu comme ça, raconte-t-elle. Je n'ai rien dit à personne parce que j'avais trop peur et que je ne savais pas quoi faire [...]. J'aurais préféré que ça arrive à quelqu'un d'autre¹⁸². » Peu après, c'est au tour de sa sœur aînée d'avoir un bébé. Elle a 14 ans. « C'est arrivé un peu par hasard. Je pensais qu'un truc pareil ne m'arriverait jamais, dit-elle. Au début, j'ai voulu avorter parce que je ne voulais pas être comme elle [ma sœur], mais je n'y suis pas arrivée. » L'aînée des trois, la dernière à découvrir qu'elle était enceinte, a accouché à l'âge de 16 ans. « J'ai arrêté l'école [...], ça ne m'intéressait pas vraiment, admet-elle. Toutes mes copines avaient des bébés et je voulais être maman aussi. » Au moment où leur histoire est médiatisée, les trois filles vivent chez leur mère et partagent leur chambre avec leur bébé. Les deux cadettes s'efforcent de concilier leur rôle de mère et l'école. Toutes les trois tentent de s'en sortir grâce aux aides sociales. Dépourvues de qualifications et de l'aide des pères de leurs enfants, elles semblent avoir des perspectives d'avenir peu réjouissantes. Les médias et le public ont eu tôt fait de condamner les sœurs et leur mère, les dépeignant comme des parasites irresponsables. « Rencontrez les filles à gamins [...], profitez de l'aubaine. » « Les bébés des filles sont les véritables victimes », s'exclame alors la presse écrite¹⁸³⁻¹⁸⁴. La mère, quant à elle, reproche aux écoles l'absence d'éducation sexuelle.

Pourquoi est-ce important ?

Cette fureur de la presse met en évidence les peurs et les préoccupations de la société concernant la maternité précoce. Ces « bébés qui ont des bébés », ce n'est bon ni pour la mère ni pour le bébé et encore moins pour la société.

Les bébés dont les mères sont adolescentes ont plus de risques d'avoir un faible poids à la naissance, de naître prématurément, de mourir pendant la petite enfance. Plus tard, quand ils grandiront, ils auront plus de risques d'être en échec scolaire, de sombrer dans la délinquance juvénile et de devenir eux-mêmes des parents adolescents¹⁸⁵⁻¹⁸⁶. Les jeunes filles qui deviennent mères pendant leur adolescence ont plus de risques d'être pauvres et sans instruction. Pour autant, est-ce que tous les aspects négatifs associés à la grossesse adolescente sont vraiment causés par l'âge de la mère ? Pourraient-ils provenir de l'environnement culturel dans lequel les mères adolescentes donnent naissance ?

Le sujet est très controversé. D'une part, certains affirment que les grossesses adolescentes ne sont pas un problème sanitaire parce que le jeune âge n'est pas en soi à l'origine de conséquences négatives¹⁸⁷. En fait, chez les Afro-Américaines pauvres, l'exposition cumulée à la pauvreté et au stress tout au long de la vie compromet la santé des mères dans une mesure telle que leurs bébés s'en sortent mieux si elles ont leurs enfants étant jeunes¹⁸⁸⁻¹⁸⁹. Ce phénomène est appelé *weathering* en anglais, que l'on peut traduire par « dégradation vitale » ou « altération ». Il signifie en substance que les femmes pauvres et défavorisées n'auront pas des bébés en meilleure santé si elles reportent le moment de leur grossesse. D'autres spécialistes ont démontré que les enfants des mères adolescentes ont plus de chances d'être exclus de la société, d'avoir une moins bonne santé physique et émotionnelle et de subir des privations accrues. Cette conclusion s'applique aussi après avoir tenu compte d'autres circonstances qui ont caractérisé leur enfance, comme la classe sociale, l'éducation, le statut matrimonial des parents, la personnalité des parents, etc.¹⁹⁰. Cela dit, même si certaines études permettent parfois de dissocier les influences de l'âge maternel de celles des circonstances économiques, dans la « vie réelle », ces éléments sont souvent inextricablement liés. La maternité adolescente est associée à un cycle de dénuement intergénérationnel¹⁹¹.

Intéressons-nous aux expériences individuelles et aux choix de ces jeunes filles : le choix qu'elles font de coucher avec leur petit ami, leur choix en matière de contraception et d'avortement, leur choix concernant leurs qualifications et leur gagne-pain. Comment la société façonne-t-elle au juste ces choix ? À l'image des sujets discutés dans les chapitres précédents, le taux de maternité précoce est fortement corrélé au dénuement relatif et à l'inégalité.

Nés inégaux

Il existe des différences entre les classes sociales concernant les conceptions et les naissances précoces. Les écarts sont cependant plus réduits pour les *conceptions* que pour les *naissances* parce que les jeunes femmes des classes moyennes sont plus enclines à pratiquer l'avortement. Les taux de maternité précoce sont plus élevés dans les communautés ayant aussi des taux élevés de divorce, de niveaux de confiance faibles et de cohésion sociale faible, et où le chômage, la pauvreté et la criminalité sont élevés¹⁹². Selon la sociologue Kristin Luker, ce sont les « découragées parmi les défavorisées » qui deviennent mères adolescentes¹⁹³.

Il faut pourtant garder à l'esprit que les jeunes femmes pauvres ne sont pas les seules à devenir mères adolescentes : comme tous les problèmes que nous avons analysés, l'inégalité des taux de maternité précoce traverse la société tout entière. Dans la figure 9.1, nous mettons en rapport le pourcentage de jeunes femmes britanniques qui deviennent mères adolescentes avec les revenus de leur ménage. Chaque année, presque 5 % des adolescentes du quart des ménages les plus pauvres ont un premier bébé, soit quatre fois plus que dans le quart le plus riche. Du reste, même dans le deuxième quart le plus riche, le taux est deux fois plus élevé que dans le quart le plus riche (2,4 % contre 1,2 %). On observe les mêmes évolutions aux États-Unis. Même si la plupart de ces naissances sont le fait d'adolescentes plus âgées, ayant de 18 à 19 ans, le phénomène est évident pour les 15 à 17 ans.

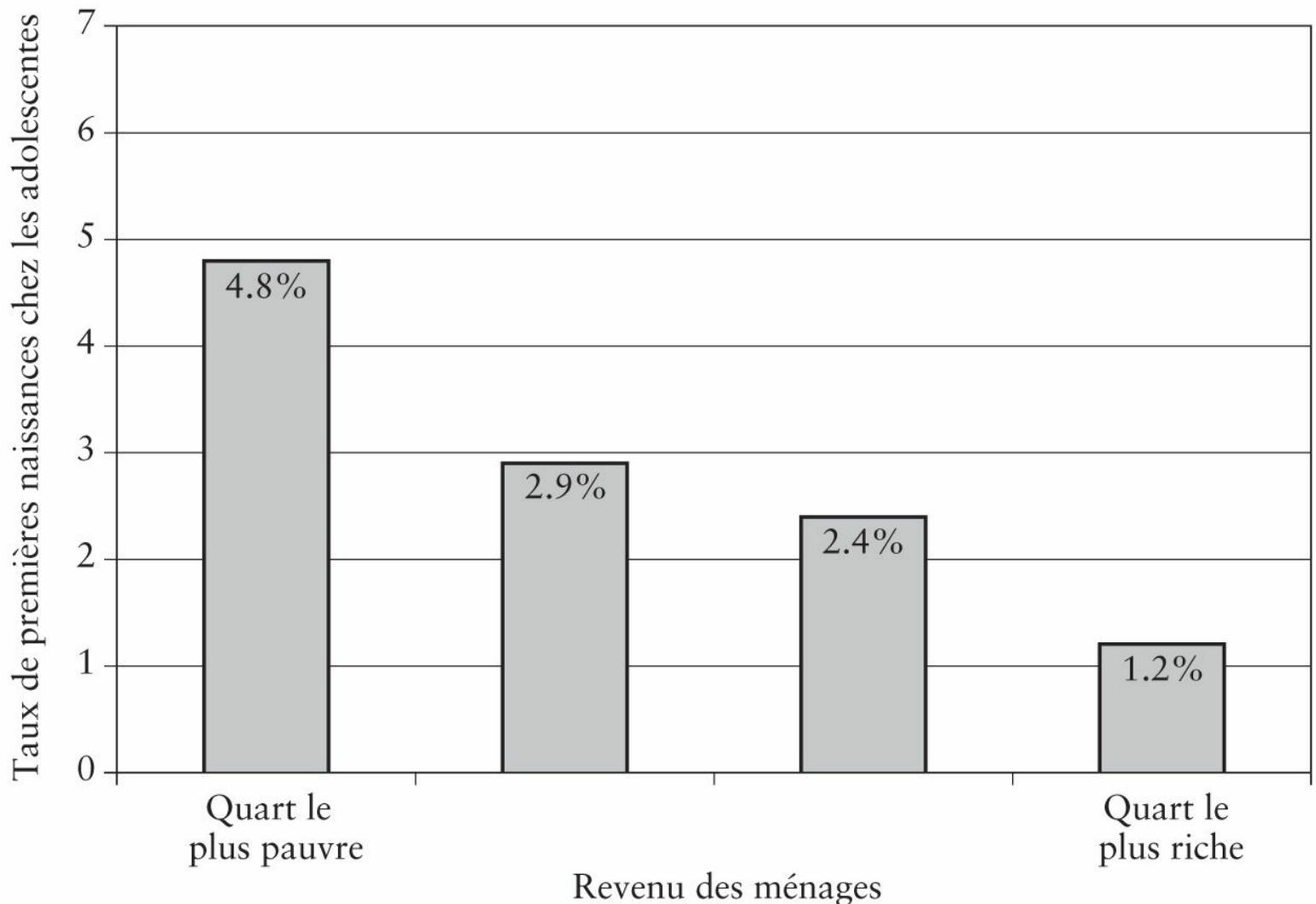


Figure 9.1 Il existe un gradient des taux de maternité précoce selon le revenu des ménages, des plus pauvres aux plus riches¹⁹⁴.

La figure 9.2 montre que les taux de maternité précoce de divers pays fournis par l'Unicef¹⁹⁵ sont liés à l'inégalité des revenus. La figure 9.3 montre la même relation dans les cinquante États américains sur la base des taux de grossesse adolescente provenant du Système américain des statistiques sur l'état civil¹⁹⁶ (*US National Vital Statistics System*) et de l'Institut Alan Guttmacher¹⁹⁷. Les pays et les États les plus inégalitaires ont généralement des taux de maternité précoce plus élevés. Cette tendance est beaucoup trop forte pour qu'on puisse l'attribuer à la chance. Le rapport de l'Unicef sur les maternités précoces montre qu'au moins 1,25 million d'adolescentes tombent chaque année enceintes dans les pays riches de l'OCDE et qu'environ 750 000 d'entre elles deviennent des mères adolescentes¹⁹⁸. Les écarts entre les taux de maternité précoce des divers pays sont frappants. Les États-Unis et le Royaume-Uni sont en tête de ces tableaux. Au sommet de notre ligne habituelle des pays riches, les États-Unis ont un taux de maternité précoce de 52,1 (par millier de femmes âgées de 15 à 19 ans), soit quatre fois plus que la moyenne de l'Union européenne et plus de dix fois le taux japonais, qui s'établit à 4,6.

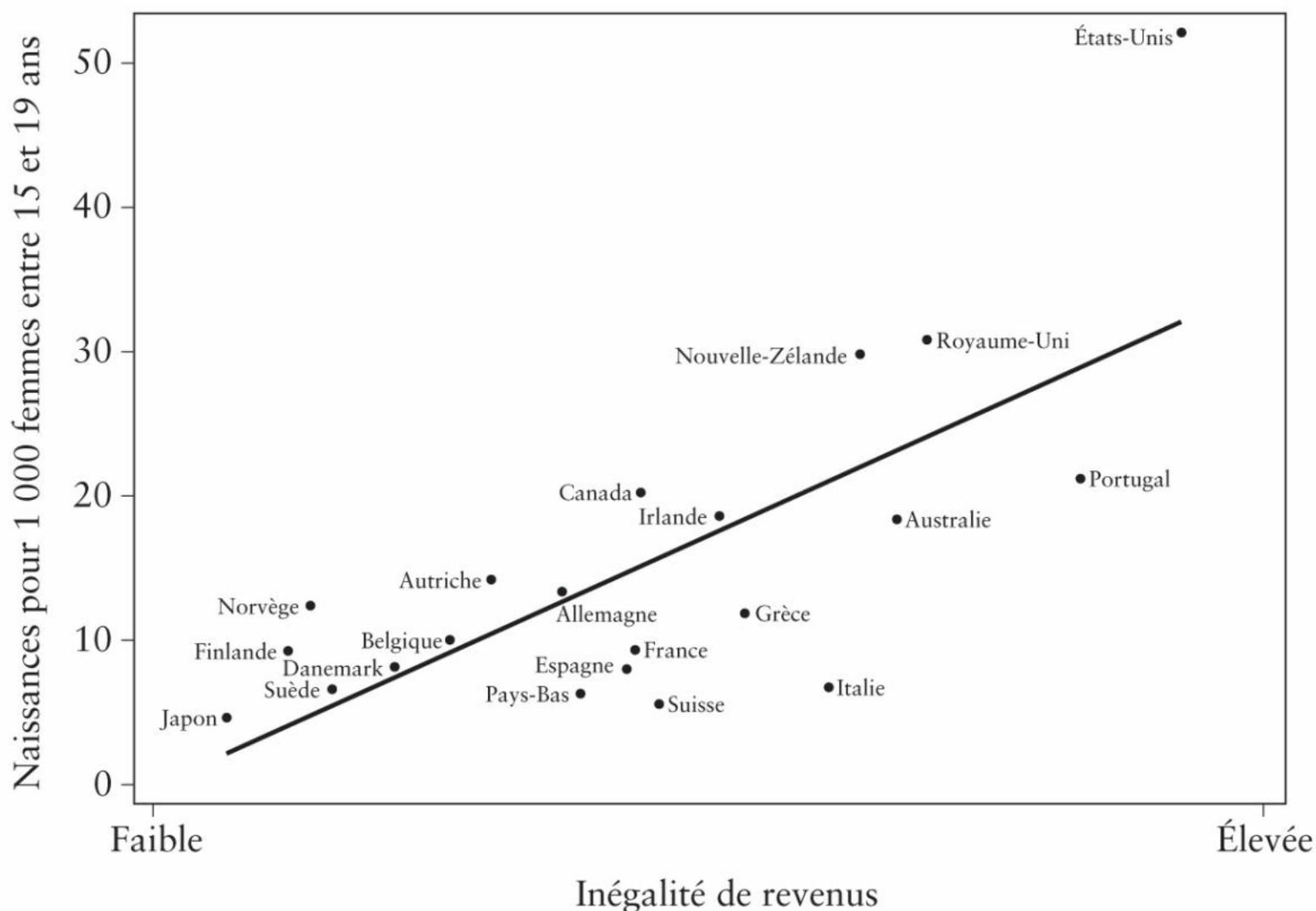


Figure 9.2 Les taux de maternité précoce sont plus élevés dans les pays plus inégalitaires¹⁹⁹.

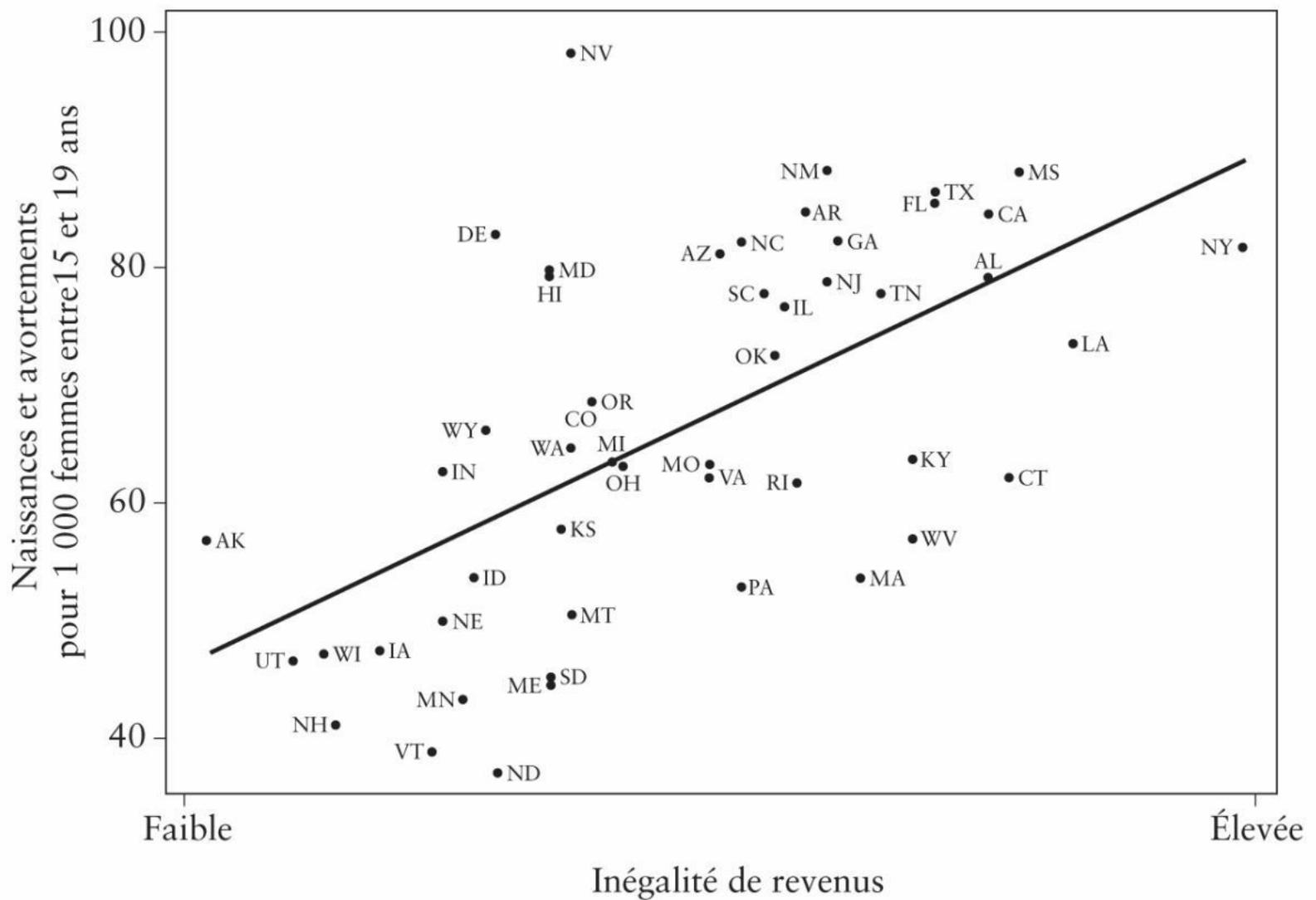


Figure 9.3 Les taux de maternité précoce sont plus élevés dans les États américains plus inégalitaires [voir liste des abréviations p. 284].

Rachel Gold et ses collègues ont étudié l'inégalité de revenus et les maternités précoces aux États-Unis. Ils ont montré que les taux de maternité précoce sont les plus élevés dans les comtés à la fois les plus inégalitaires et les plus défavorisés par rapport au reste de la société. Rachel Gold indique par ailleurs que l'effet de l'inégalité est plus visible sur les mères les plus jeunes, celles âgées de 15 à 17 ans²⁰⁰. En ce qui concerne les États américains, nous montrons des données combinant naissances vivantes et avortements. Il existe des différences substantielles concernant les taux de grossesse entre les États américains. Le Mississippi a un taux près de deux fois plus élevé que celui de l'Utah.

Nous pourrions nous attendre à ce que les tendances en matière de conception, d'avortement et de fécondité soient influencées par des facteurs comme la religion et l'ethnicité. Les taux de maternité précoce auraient pu être plus élevés dans les pays majoritairement catholiques parce que la pratique de l'avortement n'y est pas encouragée. Pourtant, même si le Portugal et l'Irlande présentent des taux élevés qui cadrent avec cette explication alternative, l'Italie et l'Espagne surprennent par la faiblesse de leur taux alors que ces pays sont très majoritairement catholiques. À l'intérieur d'un pays, les cultures et les valeurs de groupes ethniques différents peuvent varier également. Sexualité, contraception, avortement, mariage précoce et place de la femme dans la société y sont fonction de mœurs différentes. Aux États-Unis, par exemple, les jeunes filles hispaniques et afro-américaines ont

presque deux fois plus de risques d'être mères adolescentes que les jeunes filles blanches. Au Royaume-Uni, les communautés originaires du Bangladesh et des Caraïbes présentent des taux beaucoup plus élevés que le reste de la société²⁰¹. Comme ces communautés sont minoritaires, ces écarts n'ont pas vraiment d'impact sur le classement des pays et des États selon les taux de grossesse et de naissance précoce. Ils n'affectent donc pas notre interprétation concernant le lien avec l'inégalité.

En revanche, les relations simples que révèlent les figures 9.2 et 9.3 mettent en évidence toute la complexité que peut revêtir le fait d'être mère adolescente dans un pays particulier. Au Japon, en Grèce et en Italie, par exemple, plus de la moitié des adolescentes devenues mères sont mariées. En fait, 86 % des mères adolescentes japonaises sont mariées. Aux États-Unis, au Royaume-Uni et en Nouvelle-Zélande, cette proportion tombe à 25 %²⁰². Ces pays ont non seulement des taux globaux de maternité précoce plus élevés, mais ces naissances sont plus susceptibles d'être associées à un large éventail de problèmes sanitaires et sociaux, dont nous pensons qu'ils sont les conséquences typiques de la maternité précoce (problèmes affectant la mère comme l'enfant). Dans la société américaine, les mères adolescentes hispaniques ont plus de chances d'être mariées que celles d'autres groupes ethniques, mais elles ont aussi plus de chances d'être pauvres²⁰³⁻²⁰⁴ ; les mères adolescentes d'origine bangladeshie sont dans la même situation au Royaume-Uni.

Que savons-nous des jeunes femmes devenues mères adolescentes qui nous aiderait à comprendre cet effet particulier de l'inégalité ?

La voie rapide vers l'âge adulte

Dans les pays riches, fait intéressant, il n'existe pas vraiment de lien entre le taux de natalité chez les *adolescentes* et le taux de natalité des femmes *de tous âges*. Les pays les plus inégalitaires (États-Unis, Royaume-Uni, Nouvelle-Zélande et Portugal) ont des taux de natalité à l'adolescence beaucoup plus élevés que les taux de natalité des femmes plus âgées. Les pays plus égalitaires comme le Japon, la Suède, la Norvège et la Finlande ont des taux de natalité chez les adolescentes situés sous le taux de natalité des femmes plus âgées²⁰⁵. Nous pouvons en déduire que, quels que soient les facteurs expliquant le niveau élevé du taux de natalité chez les adolescentes dans les pays plus inégalitaires, ils n'entretiennent aucun lien avec les facteurs déterminant la fécondité globale. Les sociétés inégalitaires affectent en particulier les grossesses précoces.

Un rapport de la Rowntree Foundation intitulé « Modifications des trajectoires conduisant les jeunes gens à l'indépendance » (*Young People's Changing Routes to Independence*), comparant des cohortes de personnes nées en 1958 et en 1970, décrit « un fossé grandissant entre les jeunes empruntant la voie lente et ceux prenant la voie rapide vers l'âge adulte²⁰⁶ ». Sur la voie lente, les jeunes gens nés dans les familles des couches socio-économiques supérieures restent longtemps en formation scolaire et professionnelle, retardent leur mariage et la procréation jusqu'à ce qu'ils soient convenablement installés dans l'âge adulte. Les jeunes qui se trouvent sur la voie rapide ont, pour leur part, une éducation tronquée qui les entraîne en général dans un schéma de vie saccadé où se succèdent chômage, travail mal rémunéré et programmes de formation, au détriment d'une trajectoire professionnelle ordonnée et ascendante.

Comme le soulignent les sociologues Hilary Graham et Elizabeth McDermott, la maternité précoce ou adolescente est une voie qui exclut les jeunes femmes des activités et des relations avec la société au sens large. Elle constitue un véritable piège générationnel causé par l'inégalité²⁰⁷. Outre les contraintes que la pauvreté relative impose aux jeunes victimes de l'inégalité des chances, d'autres raisons expliquent aussi pourquoi la maternité précoce est sensible au degré d'inégalité au sein de la société.

Maturité précoce et pères absents

Nous avons brièvement abordé la première de ces raisons au chapitre 8 en évoquant l'impact de l'inégalité sur les relations familiales et le stress au début de la vie. Le vécu de la petite enfance peut avoir autant d'importance sur la maternité précoce que les possibilités éducatives et économiques à la disposition des adolescents. En 1991, le psychologue Jay Belsky, de l'université de Londres, et ses collègues ont proposé une théorie inspirée de la psychologie évolutionniste. Selon eux, les expériences vécues pendant la petite enfance orienteraient les individus vers une stratégie de reproduction *quantitative* ou *qualitative* en fonction du degré de stress subi au début de leur vie²⁰⁸. Leur thèse est la suivante : les gens qui, en grandissant, ont appris « à percevoir autrui comme indigne de confiance, les relations comme opportunistes et intéressées, et les ressources comme rares et/ou imprévisibles » atteignent la maturité biologique plus tôt, ont des relations sexuelles plus tôt, ont plus de chances d'avoir des relations orientées vers le court terme et investissent moins dans l'éducation. En revanche, les personnes qui ont grandi en apprenant « à percevoir les autres comme dignes de confiance, les relations comme durables et mutuellement gratifiantes, et la disponibilité des ressources comme plus ou moins constante dans le temps » atteignent cette maturité plus tard, retardent l'activité sexuelle, sont plus aptes à forger des relations à long terme et investissent beaucoup plus dans l'épanouissement de leurs enfants.

Dans notre monde, celui des êtres humains, ces stratégies sont fort compréhensibles. S'il n'est pas possible de compter sur un ami ou d'autres personnes et que les ressources à disposition sont rares, il peut avoir du sens de se lancer très tôt dans la vie et d'avoir beaucoup d'enfants au moins quelques-uns pourraient-ils survivre. Par contre, si vous pouvez avoir la certitude que votre partenaire et votre famille s'occuperont de vous, il est logique d'avoir moins d'enfants et de consacrer davantage d'attention et de moyens à chacun d'entre eux.

Rachel Gold et ses collègues ont découvert que la relation entre l'inégalité et les taux de natalité chez les adolescentes aux États-Unis pourrait se comprendre à travers l'impact de l'inégalité sur le capital social, que nous avons analysé au chapitre 4²⁰⁹. Dans les États américains, en particulier ceux où le niveau de cohésion sociale, d'engagement civique et de confiance mutuelle est faible – précisément les conditions susceptibles de favoriser une stratégie quantitative –, les taux de natalité chez les adolescentes sont plus élevés.

Plusieurs études ont montré que les conflits précoces et l'absence de père sont *effectivement* des prédicteurs d'une maturation plus précoce. Les filles placées dans ces situations deviennent physiquement mûres et commencent à avoir leurs règles plus tôt que celles qui grandissent sans être exposées à ces types de stress²¹⁰⁻²¹¹. Atteindre la puberté plus tôt augmente les chances des filles d'être sexuellement actives à un âge précoce et de devenir mères adolescentes²¹².

L'absence du père pourrait jouer un rôle particulièrement important dans les grossesses précoces. Dans le cadre d'une étude de deux échantillons de grande taille aux États-Unis et en Nouvelle-Zélande, le psychologue Bruce Ellis et ses collègues ont suivi des jeunes filles de leur petite enfance à l'âge adulte²¹³. Dans les deux pays, plus l'absence du père était prolongée, plus la fille était susceptible d'avoir des relations sexuelles à un jeune âge et de devenir une mère adolescente. Précisons que la puissance de ce lien de cause à effet ne peut uniquement s'expliquer par des problèmes comportementaux chez les filles, par le stress familial, le style d'éducation, le statut socio-économique ou par des différences tenant aux quartiers dans lesquels ces jeunes filles ont grandi. Il semblerait que de profonds processus adaptatifs mettent en lien sociétés plus stressantes et

plus inégalitaires – en particulier lorsque le statut social est faible – et taux de natalité à l'adolescence plus élevés. Malheureusement, s'il existe des données internationales sur les ménages monoparentaux, nous ne disposons pas de données internationales nous renseignant sur le nombre de pères absents de la famille.

Quid des papas ?

Jusqu'à présent, nous avons analysé le problème de la maternité précoce exclusivement du point de vue des mères adolescentes. Parlons maintenant des pères et revenons à l'histoire des trois sœurs. Le père du bébé de la fille de 12 ans l'a quittée peu après la naissance de leur fils. Le garçon désigné par la deuxième sœur comme le père de sa petite fille a nié avoir eu une relation sexuelle avec elle et a demandé un test de paternité. Quant au papa – âgé de 38 ans – du bébé de l'aînée, il avait déjà au moins quatre autres enfants.

Les sociologues Graham et McDermott ont décrit les enseignements tirés des études où des chercheurs ont pris la peine de parler à bâtons rompus avec ces jeunes femmes de leur expérience de vie. Ils montrent que les expériences de ces sœurs avec les papas de leur bébé sont des cas typiques²¹⁴. La maternité est un moyen pour ces jeunes femmes vivant dans des situations défavorisées de s'insérer dans des réseaux sociaux adultes, des réseaux dont leurs mères et d'autres parents font habituellement partie. Et ces réseaux les aident à transcender le stigmat social associé à la maternité précoce. Selon Graham et McDermott, les jeunes femmes donnent la priorité à leur relation avec le bébé au détriment leur relation souvent difficile avec le père de leur bébé parce qu'elles ont le sentiment que cette relation est une « source plus fiable d'intimité que la relation hétérosexuelle qu'elles ont eue ».

En général, les jeunes hommes vivant dans des zones où le chômage est élevé et où les salaires sont bas n'ont pas grand-chose à offrir en termes de stabilité et de soutien. Là où les taux de natalité chez les adolescentes sont élevés, les hommes jeunes font tout leur possible pour se sortir des difficultés que l'inégalité inflige à leur vie, et la paternité précoce s'ajoute à ce stress.

Chapitre 10

LA VIOLENCE, UNE MANIÈRE DE SE FAIRE RESPECTER

Quand la justice est bafouée, que la pauvreté est la norme, que l'ignorance prévaut et qu'il est donné à comprendre à une classe quelconque que la société conspire de façon organisée à l'opprimer, à la voler et à l'humilier, ni les personnes ni les biens ne sauraient être en sécurité.

Frederick Douglass, discours du 24^e anniversaire de l'émancipation, Washington, DC, 1886

Alors que nous entamons l'écriture de ce chapitre, la violence occupe le devant de la scène sur les deux rives de l'Atlantique. Aux États-Unis, un homme de 18 ans est entré dans un centre commercial de Salt Lake City (Utah) armé d'un fusil de chasse. Il y a tué cinq personnes et en a blessé quatre autres, tirant apparemment au hasard. La police l'a finalement abattu. Au Royaume-Uni, une vague d'assassinats a frappé le Sud de Londres, où trois adolescents ont notamment été assassinés en moins de deux semaines. Mais peut-être est-ce une autre histoire qui illustre le mieux le sujet de ce chapitre. Elle a eu lieu en mars 2006 dans un quartier paisible de Cincinnati (Ohio). Charles Martin, un homme de 66 ans, appelle les services d'urgence²¹⁵ et annonce à l'opérateur : « Je viens de tuer un gamin. J'ai tiré deux fois avec un putain de fusil de chasse 410. » Monsieur Martin venait de tuer son voisin de 15 ans. Son crime ? Il avait marché sur la pelouse de monsieur Martin. « Le gamin venait m'emmerder, il poussait les autres à me harceler et à pénétrer dans ma propriété. »

La violence est une inquiétude bien réelle pour beaucoup de gens. Dans la toute dernière enquête officielle sur la criminalité en Grande-Bretagne, 35 % des répondants affirment avoir peur ou assez peur d'être victimes d'une agression, 33 % ont peur d'une attaque physique, 24 % craignent le viol et 13 % ont peur de la violence à caractère raciste. Plus d'un quart des répondants ont affirmé craindre d'être insultés ou importunés en public²¹⁶. Des enquêtes menées aux États-Unis et en Australie aboutissent à des conclusions similaires. À dire vrai, la peur de la criminalité et de la violence pourrait bien être aussi problématique que le niveau effectif de la violence. Très peu de gens sont victimes de crimes violents, mais la peur de la violence affecte la qualité de vie d'un nombre de personnes beaucoup plus important. La peur de la violence touche les groupes vulnérables (les pauvres, les femmes et les membres de minorités) de façon disproportionnée²¹⁷. Dans beaucoup de lieux, les femmes hésitent à sortir la nuit ou à rentrer tard à leur domicile non accompagnées. Les personnes âgées ferment leur porte à double tour et n'ouvrent pas aux étrangers. Les libertés humaines fondamentales sont gravement atteintes.

La peur de la criminalité, de la violence et des comportements antisociaux ne recoupe pas forcément les taux et les tendances de la criminalité et de la violence. Ainsi, aux États-Unis, quand les taux d'homicide ont baissé – tendance à présent révolue –, la peur de la violence n'a pas diminué pour autant. Nous reviendrons plus tard aux tendances récentes. Dans un premier temps, intéressons-nous aux écarts des taux de violence effective dans diverses sociétés et penchons-nous sur leurs similarités et leurs différences.

À certains égards, les modèles de violence sont remarquablement stables dans le temps et l'espace. Quel que soit le lieu ou l'époque, les actes violents sont surtout perpétrés par des hommes et la plupart d'entre eux sont des adolescents ou de jeunes adultes. Dans son livre *The Ant and the*

Peacock [La Fourmi et le Paon], la philosophe et psychologue évolutionniste Helena Cronin nous explique que l'âge et les caractéristiques sexuelles des assassins sont étroitement corrélés dans différents lieux²¹⁸. Nous reproduisons son graphique sur les taux d'homicide qui compare Chicago à l'Angleterre et au Pays de Galles (Fig. 10.1). L'âge du coupable apparaît en abscisse. Les taux d'homicide sont indiqués en ordonnées, la participation des hommes et des femmes dans ces homicides faisant l'objet de lignes distinctes. Nous voyons immédiatement que les taux d'homicide des hommes atteignent un sommet entre 15 et 25 ans et que les taux féminins sont beaucoup plus faibles à tous les âges. L'âge et la répartition des sexes sont incroyablement semblables entre Chicago, l'Angleterre et le Pays de Galles. Par contre, ce que l'on ne voit peut-être pas au premier coup d'œil, c'est que les échelles à gauche et à droite du graphique sont très différentes. Celle qui se trouve à gauche du graphique exprime le taux d'homicide par million d'habitants en Angleterre et dans le Pays de Galles, et va de 1 à 30. L'échelle de droite montre les taux d'homicide à Chicago, et va de 1 à 900 assassinats par million. On constate, malgré des similitudes frappantes concernant l'âge et le sexe, que ces lieux sont fondamentalement distincts : le taux d'homicide de la ville de Chicago est trente fois plus élevé que celui de l'Angleterre ou du Pays de Galles. Au-delà des similitudes biologiques, l'environnement impose des variations gigantesques.

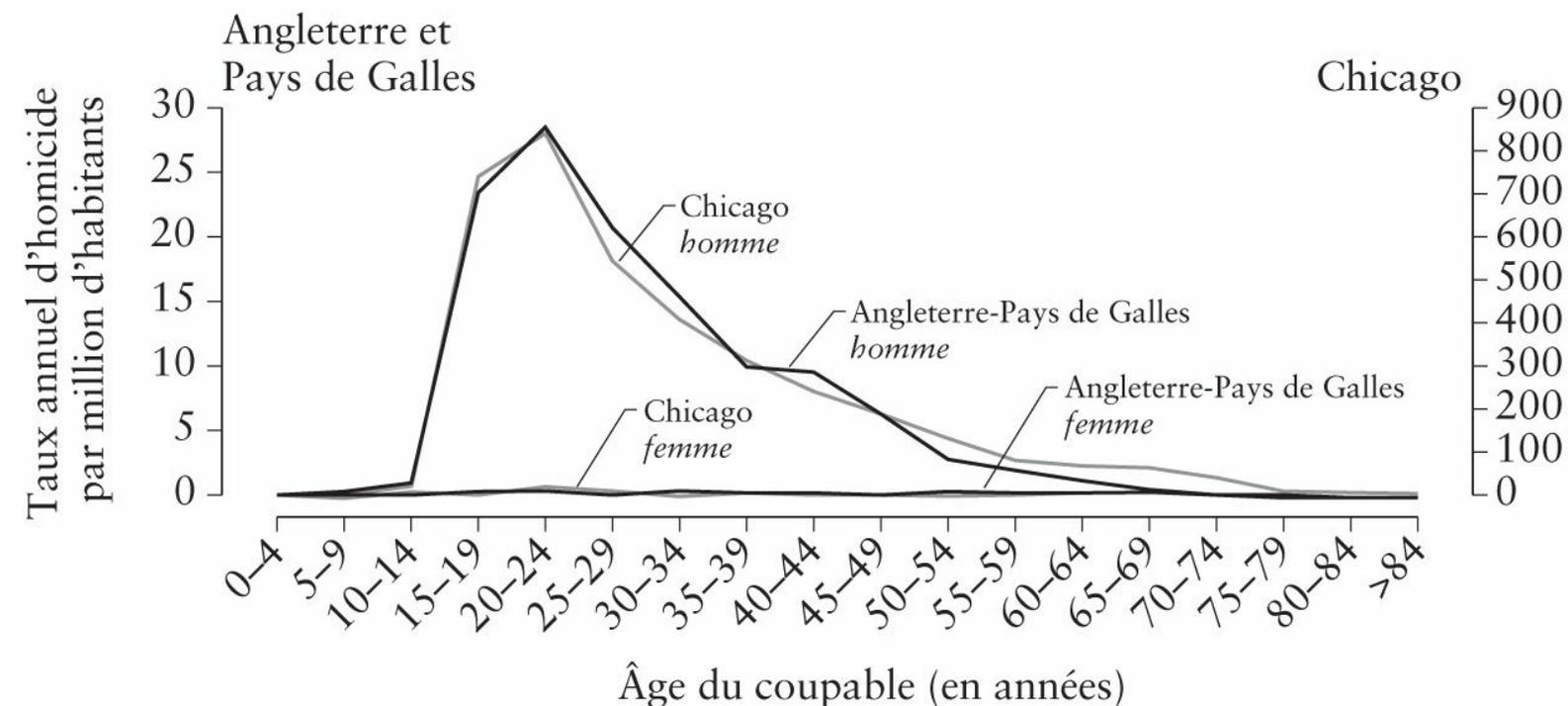


Figure 10.1 Homicides selon l'âge et le sexe du coupable. L'Angleterre et le Pays de Galles comparés à Chicago²¹⁹.

Alors que certaines sociétés ne connaissent quasiment pas de crimes violents, aux États-Unis, un enfant est tué par balle toutes les trois heures. Même si son taux est largement inférieur à celui des États-Unis, le Royaume-Uni est une société violente par rapport à bon nombre d'autres pays : plus d'un million de crimes violents y ont été enregistrés en 2005-2006. Quelle que soit la société considérée, même si ce sont les hommes jeunes qui recourent le plus souvent à la violence, la plupart des hommes jeunes ne sont pas violents. Chez les femmes, ce sont les plus découragées et défavorisées qui deviennent mères adolescentes ; de même, chez les hommes, les plus jeunes sans le sou des quartiers désavantagés ont le plus de risques d'être à la fois victimes et coupables d'actes de violence. Pourquoi ?

« Si t'as pas la fierté, t'as rien²²⁰ »

James Gilligan est psychiatre à la faculté de médecine de Harvard, où il dirige le centre d'études sur la violence. Il travaille sur la prévention de la violence depuis plus de trente ans et a dirigé les services de santé mentale du système carcéral du Massachusetts pendant de nombreuses années. Pendant l'essentiel de sa carrière de psychiatre clinique, il a travaillé avec des individus comptant parmi les plus violents dans les prisons et dans les hôpitaux pénitentiaires psychiatriques. Dans ses livres, *Violence*²²¹ et *Preventing violence*²²² [Prévenir la violence], il soutient que les actes de violence constituent « autant de tentatives visant à éloigner ou à éliminer le sentiment de honte et d'humiliation – un sentiment douloureux pouvant se révéler intolérable et accablant – et de le remplacer par son contraire, le sentiment de fierté ». À de multiples reprises, en parlant à des hommes qui s'étaient rendus coupables de crimes violents, il a découvert que les amorces de la violence étaient des menaces – ou du moins étaient-elles perçues comme telles – contre la fierté, des actes entraînant un fort sentiment d'humiliation ou de honte. Les incidents conduisant à la violence paraissaient parfois incroyablement futiles, mais tous provoquaient la honte : un jeune voisin qui marche irrespectueusement sur votre gazon immaculé ; les garçons les plus populaires de l'école qui se moquent de vous en vous traitant de « tapette » ; un chef d'entreprise qui vous vire de votre travail ; votre femme vous quittant pour un autre homme ; quelqu'un qui vous regarde avec un air moqueur...

Gilligan va jusqu'à affirmer qu'il « n'a encore jamais vu d'acte réellement violent qui n'ait pas été provoqué par la sensation de honte et d'humiliation [...] et qui n'était pas une tentative de défaire ce sentiment de honte²²³ ». Nous pouvons tous identifier ces sentiments, même si nous n'irons jamais jusqu'à les traduire en actes. Nous connaissons ce sentiment de honte et d'embarras qui nous tord l'estomac ; la mortification qui nous brûle les joues quand nous nous rendons ridicules aux yeux des autres. Nous savons qu'il est important de se sentir aimé, respecté et valorisé²²⁴. Si ces sensations sont familières à chacun d'entre nous, pourquoi est-ce principalement chez les hommes jeunes qu'elles se traduisent en actes violents ?

Les travaux des psychologues évolutionnistes Margo Wilson et Martin Daly nous aident à comprendre la logique de ces types de comportements violents. Dans leur ouvrage intitulé *Homicide*²²⁵, paru en 1988, ainsi que dans pléthore de livres, chapitres et articles rédigés depuis lors, ils utilisent des données statistiques, anthropologiques et historiques montrant que les jeunes hommes sont fortement incités à obtenir et à conserver un statut social aussi élevé que possible parce que leur réussite dans le domaine de la compétition sexuelle en dépend^{226, 227-228}. Chez les femmes, l'apparence et l'attrait physique sont les facteurs les plus importants de la réussite sexuelle. Chez les hommes, le principal déterminant est le statut. Le psychologue David Buss a découvert que les femmes accordent environ deux fois plus d'importance au statut financier d'un partenaire potentiel que ne le font les hommes²²⁹. Pendant que les femmes s'efforcent d'améliorer leur attrait sexuel grâce aux vêtements et au maquillage, les hommes se livrent une compétition dont l'enjeu est le statut. Voilà qui explique non seulement pourquoi les sentiments d'abandon, d'irrespect et d'humiliation sont les déclencheurs les plus fréquents de la violence, mais aussi pourquoi la violence éclate le plus souvent entre des hommes. Les hommes ont beaucoup plus à gagner ou à perdre lorsqu'ils obtiennent – ou n'arrivent pas à obtenir – une reconnaissance sociale. Les comportements téméraires et même violents sont le fait des hommes jeunes du bas de l'échelle sociale, privés des avantages qui vont de pair avec un statut plus ou moins privilégié, et qui doivent se battre pour ne pas perdre la face et le

peu de reconnaissance qu'ils ont. Face à une menace, leur réaction est souvent explosive.

Cela dit, s'il semble évident que la propension à la violence chez les hommes jeunes trouve, au moins partiellement, son origine dans des problèmes d'adaptation psychologique liés à la compétition sexuelle, la plupart des hommes ne sont pas pour autant violents. Dans ce cas, comment expliquer que certaines sociétés semblent mieux à même que d'autres de prévenir ou de contrôler ces impulsions violentes ?

L'inégalité est une violence « structurelle »

La réponse est simple. L'inégalité accrue exacerbe les enjeux de cette compétition pour le statut social. En d'autres mots, le statut est plus important encore. L'impact de l'inégalité sur la violence est même mieux établi et accepté que les autres effets de l'inégalité abordés dans ces pages²³⁰. Dans ce chapitre, nous montrons les relations existant entre la violence et l'inégalité dans les mêmes pays et au cours des mêmes périodes que dans les autres chapitres. D'autres chercheurs ont publié des graphiques similaires concernant d'autres périodes et d'autres pays, dont un – élaboré par des chercheurs de la Banque mondiale^{231, 232} – couvrant plus de cinquante pays entre 1970 et 1994. Un ensemble d'éléments étaye le lien évident entre inégalité accrue et taux d'homicide plus élevé. Dès 1993, les criminologues Ching-Chi Hsieh et Meredith D. Pugh ont rédigé un ouvrage recensant trente-cinq analyses sur l'inégalité de revenus et la criminalité violente²³³. Toutes sauf une établissaient un lien positif entre les deux phénomènes : plus les inégalités se creusent, plus la criminalité augmente. Les homicides et les agressions sont les éléments les plus étroitement liés aux inégalités de revenus ; les cambriolages et les viols le sont moins. Nous avons constaté les mêmes relations en nous intéressant à des études publiées en 2006²³⁴. Les homicides sont plus fréquents dans les quartiers les plus inégalitaires de villes comme Manhattan et Rio de Janeiro, dans les États et villes américaines ou dans les provinces canadiennes les plus inégalitaires.

La figure 10.2 montre que les taux d'homicide dans différents pays mentionnés dans les enquêtes des Nations unies sur les tendances de la criminalité et le fonctionnement des systèmes de justice pénale²³⁵ sont liés à l'inégalité des revenus. La figure 10.3 expose la même relation aux États-Unis sur la base des taux d'homicide du FBI²³⁶ (Federal Bureau of Investigation). Les écarts entre certains pays, dans le premier graphique, sont absolument considérables. Une fois encore, les États-Unis prennent la tête du classement des pays riches. Le taux d'homicide américain atteint 64 par million d'habitants, soit quatre fois plus que le taux britannique (15 par million d'habitants) et plus de douze fois celui du Japon, dont le taux n'est que de 5,2 par million d'habitants. Deux pays occupent une position inhabituelle dans ce graphique par rapport à beaucoup d'autres problématiques abordées dans les autres chapitres : le taux d'homicide de Singapour est beaucoup plus bas que prévu et le taux finlandais est anormalement élevé. Il est ardu de comparer la possession d'armes à feu avec les crimes violents au niveau international et d'établir des liens entre ces deux éléments (la possession d'armes à feu est liée aux assassinats dont les victimes sont des femmes et non des hommes, par exemple²³⁷). Fait intéressant, dans l'étude internationale des Nations unies sur la réglementation des armes à feu, la Finlande possède la plus forte proportion de ménages qui en possèdent une, Singapour détient la proportion la plus faible²³⁸. Malgré ces exceptions, la tendance montre clairement que le taux d'homicide est plus élevé dans les pays plus inégalitaires.

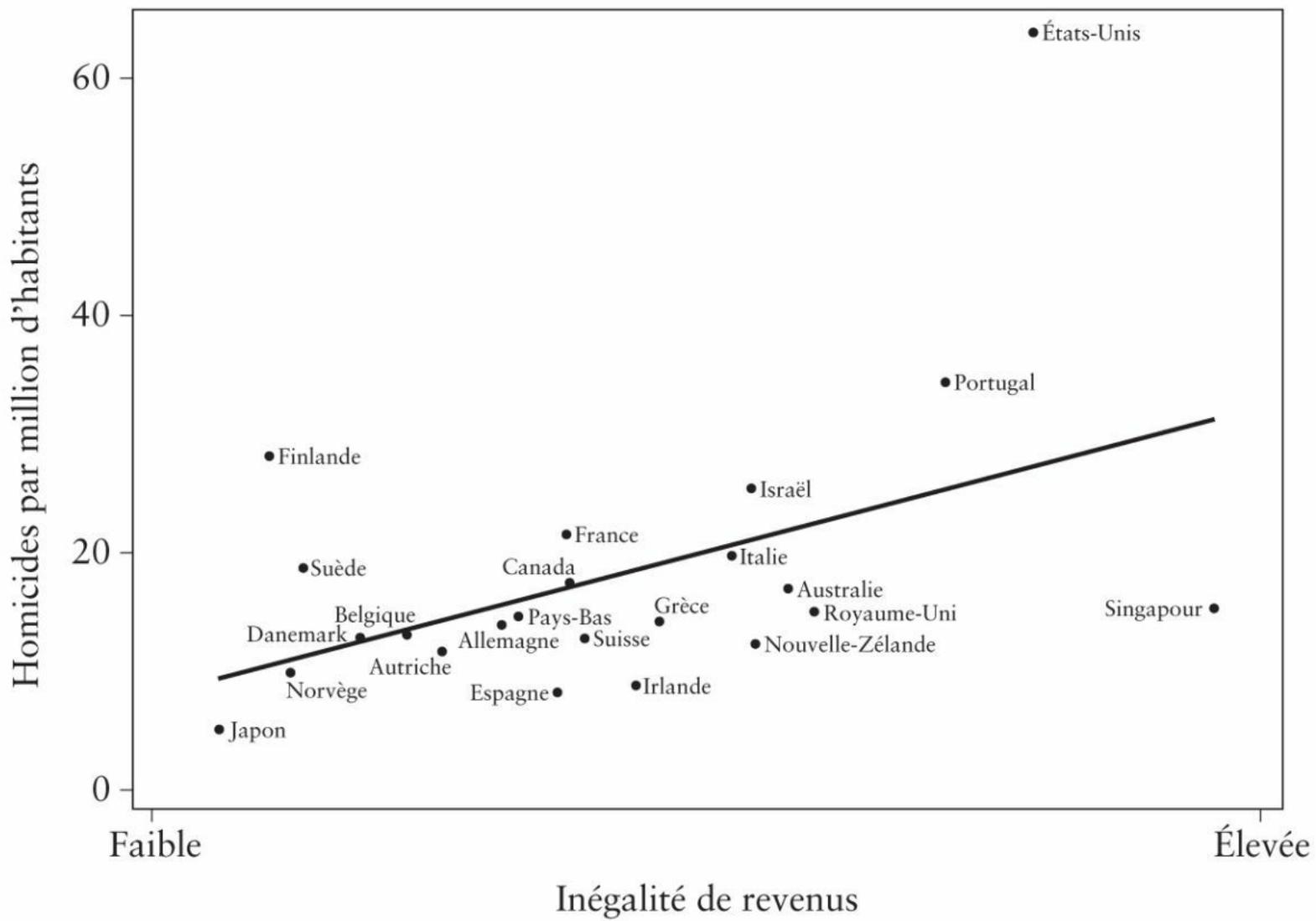


Figure 10.2 Les homicides sont plus fréquents dans les pays plus inégalitaires.

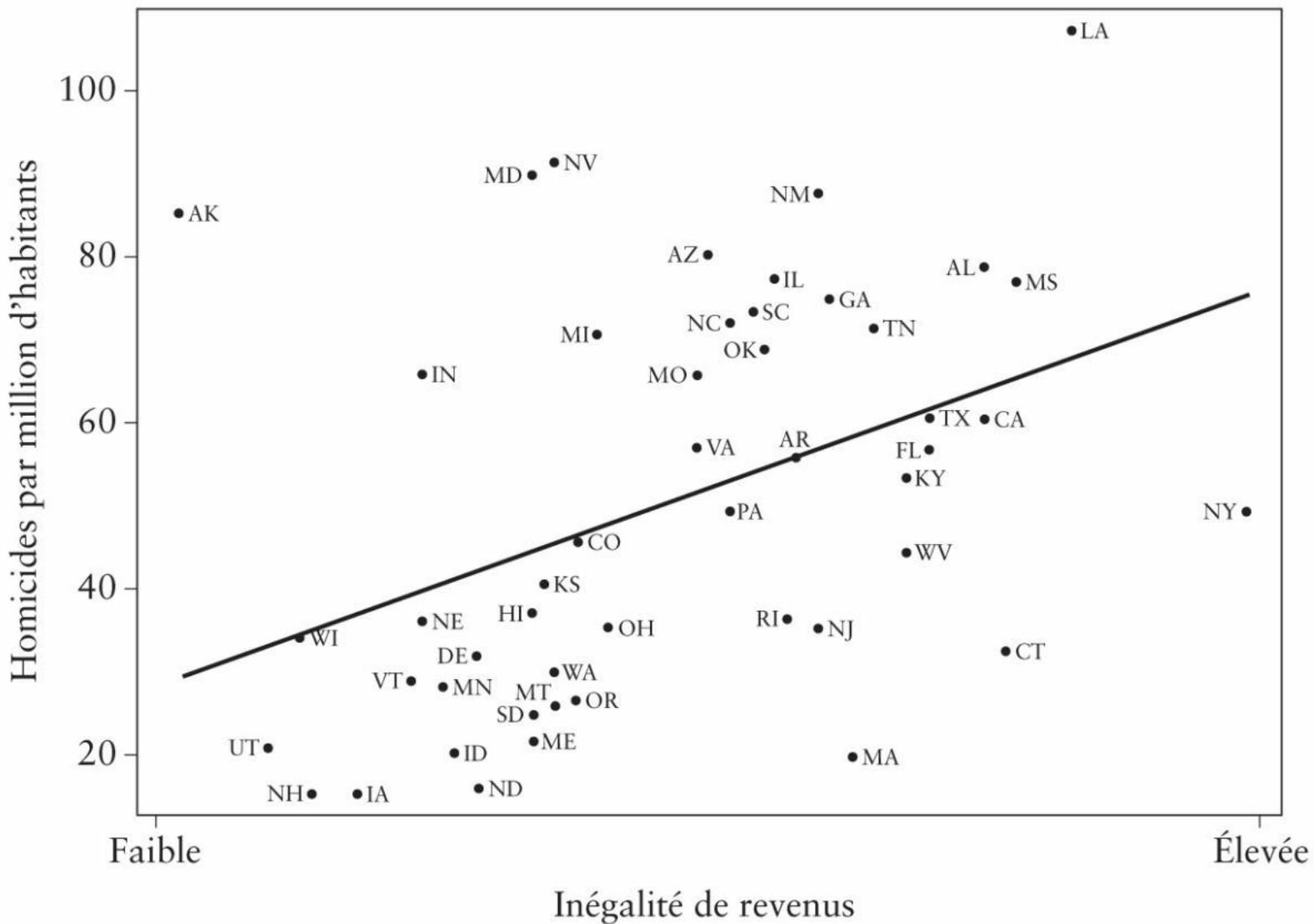


Figure 10.3 Les homicides sont plus fréquents dans les États américains plus inégaux [voir liste des abréviations p. 284].

Aux États-Unis, malgré l'absence de données sur le Wyoming, la relation entre l'inégalité et les homicides reste significative. Les écarts entre États sont quasiment aussi importants que les écarts entre pays. Le taux d'homicide de la Louisiane est de 107 par million d'habitants, soit un taux sept fois plus élevé que celui du New Hampshire et de l'Iowa, qui sont en queue de classement avec 15 homicides par million d'habitants. Le taux d'homicide de l'Alaska est beaucoup plus élevé que ne le laisserait entendre son inégalité relativement faible ; ceux de New York, du Connecticut et du Massachusetts sont plus faibles qu'attendus. Aux États-Unis, deux meurtres sur trois sont commis avec des armes à feu et les taux d'homicide sont plus élevés dans les États où la population en possède davantage²³⁹. Parmi les États figurant sur notre graphique, l'Alaska est celui où la possession d'armes à feu est la plus répandue. New York, le Connecticut et le Massachusetts sont en queue de peloton²⁴⁰. Quand le port d'armes à feu est autorisé, la relation entre inégalité et homicides est légèrement renforcée.

Des havres de paix dans un monde impitoyable

Nous avons déjà observé certaines des caractéristiques des sociétés plus inégalitaires qui aident à faire le lien entre violence et inégalité : la vie familiale exerce un rôle, les écoles et les voisins sont importants, tout comme la compétition autour des questions de statut social.

Au chapitre 8, nous évoquons une étude qui avait permis d'établir que les taux de divorce sont plus élevés dans les comtés américains plus inégalitaires. Dans son livre *Life Without Father* [La Vie sans père], le sociologue David Popenoe montre qu'en Amérique 60 % des violeurs, 72 % des jeunes assassins et 70 % des détenus de longue durée ont grandi dans des foyers privés de père²⁴¹. Les effets de l'absence du père sur la délinquance et la violence ne s'expliquent que partiellement par la plus grande pauvreté de ces familles. Pourquoi les pères sont-ils si importants ?

Un chercheur a décrit le comportement des garçons et des hommes jeunes qui ont grandi sans père comme « hypermasculin », ce qui se traduit par l'« adoption de comportements masculins surcompensatoires²⁴² » (crimes envers des biens et des personnes, agressions, conquêtes et abus sexuels à court terme). Ce pourrait être la version masculine de la « stratégie quantitative » face à la « stratégie qualitative » dans la gestion des relations humaines que nous avons décrite au chapitre 9 sur la maternité précoce. L'absence de père pourrait prédisposer certains garçons à une stratégie de reproduction distincte. Ils choisiraient de faire basculer leur équilibre en donnant plus d'importance à la compétition pour le statut et en renonçant aux relations à long terme.

On s'en doutera, les pères peuvent être des modèles positifs pour leurs fils. Par leur simple présence dans la famille, ils peuvent apprendre aux garçons les aspects positifs de la masculinité : comment s'entendre et se comporter avec l'autre sexe, comment être un adulte responsable, comment être indépendant et s'affirmer tout en étant capable d'être connecté à la société et de nouer des relations avec autrui. L'autorité et la discipline que les pères peuvent faire valoir auprès des garçons adolescents sont particulièrement importantes ; sans cette sécurité, ceux-ci sont plus susceptibles d'être influencés par les autres et d'adopter les comportements antisociaux que nous observons si souvent dans certains groupes d'adolescents. Malheureusement, les pères peuvent aussi être des modèles négatifs. Une étude a permis de mettre en lumière que, même si les enfants ont plus de problèmes de comportements lorsqu'ils passent moins de temps avec leur père, ce principe n'est plus valable quand les pères souffrent eux-mêmes de problèmes comportementaux²⁴³. Quand les pères ont des comportements antisociaux, les enfants ont plus de risques de reproduire ce comportement s'ils passent *plus* de temps avec eux.

Surtout, les études l'ont montré, les pères aiment leurs enfants d'une manière différente de celle de leurs beaux-parents. N'allez pas croire que la plupart des beaux-pères ne sont pas capables d'élever avec amour les enfants d'autres hommes, mais, en moyenne, les enfants vivant avec leur père biologique ont moins de risques d'être maltraités, de tomber dans la délinquance, d'abandonner l'école et de se sentir rejetés sur le plan émotionnel. Le psychiatre Gilligan dit des hommes violents avec qui il a travaillé²⁴⁴ :

Enfants, ils avaient été soumis à un degré de maltraitance qui dépassait absolument tout ce qui, à mes yeux, avait pu être décrit grâce à ce terme jusque-là. Beaucoup avaient été battus quasiment à mort, violés à de nombreuses reprises ou étaient obligés de se prostituer, ou avaient des parents tellement incapables de s'occuper d'eux qu'ils leur avaient fait courir un danger mortel par négligence. Quant à ceux qui n'avaient pas fait l'objet de ce type de négligence ou de maltraitance physique extrême, mes collègues et moi avons découvert qu'ils avaient subi une maltraitance psychologique qui s'était révélée tout aussi dévastatrice [...] Ils étaient, dans ce cas, les boucs émissaires de leurs parents, qui transféraient sur eux leur sentiment de honte et d'humiliation, en les soumettant à toutes sortes de railleries et de situations ridicules.

Dans les sociétés inégalitaires, l'explosion progressive du noyau familial et le stress génèrent un

cycle intergénérationnel de violence, comme celui que nous avons observé dans le cas de la maternité précoce.

Il est bien évident que l'environnement familial n'est pas le seul lieu générateur de honte, d'humiliation et de violence. À l'école ou dans la rue, les enfants vivent des expériences influant sur leur propension à utiliser la violence quand leur statut est menacé. Les massacres qui ont endeuillé les lycées américains ont assez montré que le harcèlement peut agir comme un détonateur de la violence²⁴⁵⁻²⁴⁶.

Le rapport de l'Unicef de 2007 sur le bien-être des enfants dans les pays riches présente des données sur la fréquence avec laquelle des jeunes gens de pays différents sont impliqués dans des bagarres physiques, sont victimes de harcèlement ou ont estimé que leurs camarades n'étaient « pas gentils et aimables²⁴⁷ ». Nous avons regroupé ces trois mesures pour en faire un indice des expériences conflictuelles vécues par les enfants, et nous avons découvert que cet indice était fortement corrélé à l'inégalité des revenus, comme le montre la figure 10.4. Dans les sociétés plus inégalitaires, les enfants subissent plus souvent le harcèlement, les bagarres et le conflit. Et rien ne prédit mieux la violence à l'âge adulte que la violence pendant l'enfance.

L'influence de l'environnement sur les taux de violence est reconnue depuis longtemps. Dans les années 1940, les sociologues de l'École de Chicago ont décrit comment certains quartiers conservaient une réputation de violence au fil des ans : les mêmes quartiers pauvres restaient dangereux, indépendamment des changements de population²⁴⁸. À Chicago, les quartiers sont souvent associés à un groupe ethnique particulier. Un quartier peut avoir été jadis une enclave d'immigrants irlandais, qui ont été remplacés par la suite par une communauté polonaise et plus tard encore par une population hispanique. Les sociologues de l'École de Chicago ont attiré l'attention sur l'effet persistant du dénuement et de la pauvreté dans les quartiers pauvres, quels que soient leurs habitants. Dans les quartiers où les gens ne se font pas confiance, où la peur est omniprésente et où des groupes de jeunes traînent dans les rues, les voisins n'interviennent pas pour le bien commun. Ils se sentent impuissants face au tapage dans l'espace public, au trafic de drogue, à la prostitution, aux graffitis et aux problèmes de détritrus. Le sociologue Robert Sampson et ses collègues de l'université de Harvard ont montré que les taux de criminalité violente sont plus faibles dans les quartiers à forte cohésion sociale, où les résidents entretiennent des liens étroits et sont déterminés à agir pour le bien commun, même lorsqu'on prend en compte des facteurs comme la pauvreté, la violence antérieure, la concentration d'immigrants ou la stabilité résidentielle²⁴⁹. Aux États-Unis, les quartiers pauvres sont devenus des ghettos, isolés et délaissés par les riches²⁵⁰.

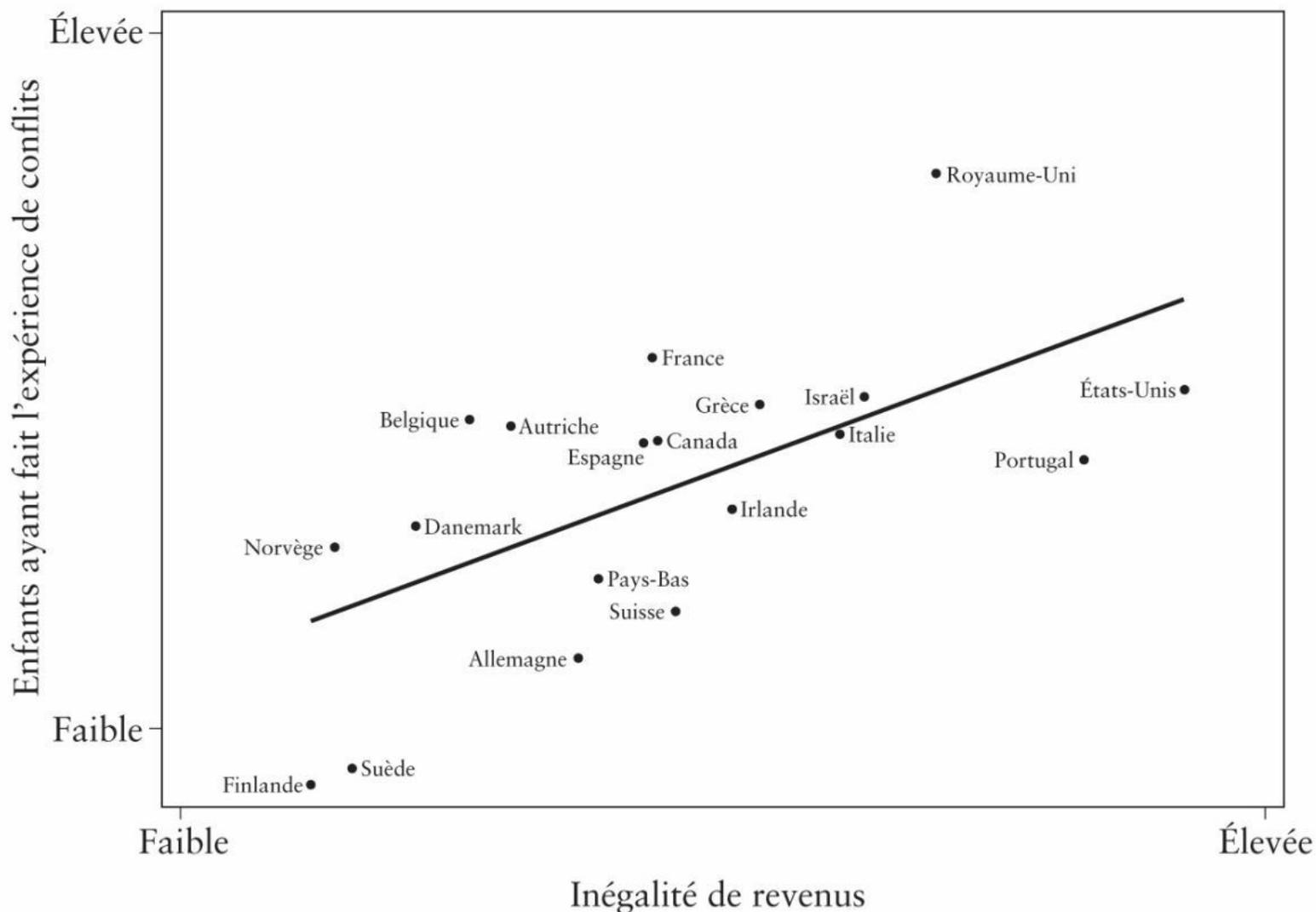


Figure 10.4 Les conflits entre enfants sont plus fréquents dans les pays plus inégalitaires (sur la base des pourcentages faisant état de bagarre, de harcèlement et de situations où les pairs ne sont « ni gentils ni aimables »).

Bien que les voisins, dans les zones où la confiance est moins forte (voir chapitre 4), se sentent moins enclins à intervenir pour le bien commun, ils semblent en revanche plus pugnaces. Dans son livre *Bowling Alone*, le sociologue Robert Putnam a mis en lien une mesure de l'agression et les niveaux du capital social des États américains. Dans une enquête, les répondants devaient préciser s'ils étaient d'accord ou non avec cette phrase : « Je serais meilleur que la moyenne en cas de bagarre de rue. » Putnam affirme que les citoyens vivant dans les États où le capital social est faible sont « plus volontiers disposés à se battre (peut-être parce qu'ils y sont obligés) et prédisposés à semer le désordre²⁵¹ ». Lorsque nous analysons cette mesure de la pugnacité par rapport à l'inégalité à l'intérieur des États, nous découvrons une relation tout aussi évidente que celle mise en évidence par Putnam en ce qui concerne le capital social (figure 10.5)

Comme nous le voyons, la violence est presque toujours une réaction à l'irrespect, l'humiliation et la honte. Elle constitue généralement une réponse masculine face à ces éléments déclencheurs. Même dans les sociétés les plus violentes, la plupart des gens ne recourent pas à la violence en présence de ces amorces parce qu'ils ont d'autres moyens d'atteindre et de conserver leur estime de soi et leur sens du statut. Ils possèdent sans doute certains signes extérieurs qui révèlent leur statut : une bonne éducation, une belle maison et une voiture rutilante, un emploi de qualité ou des vêtements neufs. Il se

peut qu'ils aient une famille, des amis et des collègues qui les estiment ou des qualifications dont ils sont fiers, des compétences précieuses, un niveau de formation qui leur donne un statut social et de l'espoir concernant l'avenir. Par conséquent, s'il peut arriver à n'importe qui de vivre l'irrespect et l'humiliation, tout le monde ne devient pas violent pour autant. Il nous arrive à tous de nous sentir honteux, mais nous ne perdons pas la boule en devenant des assassins. Dans les sociétés plus inégalitaires, ces dispositifs de protection et ces garde-fous n'existent pas. La honte et l'humiliation prennent un tour plus sensible, le statut social pèse davantage, la compétition autour de ces questions s'intensifie, et les gens qui ne peuvent accéder à la reconnaissance et à la réussite sociale sont plus nombreux. Et si votre gazon immaculé est devenu votre source de fierté, vous serez plus qu'embêté si quelqu'un vient le piétiner.

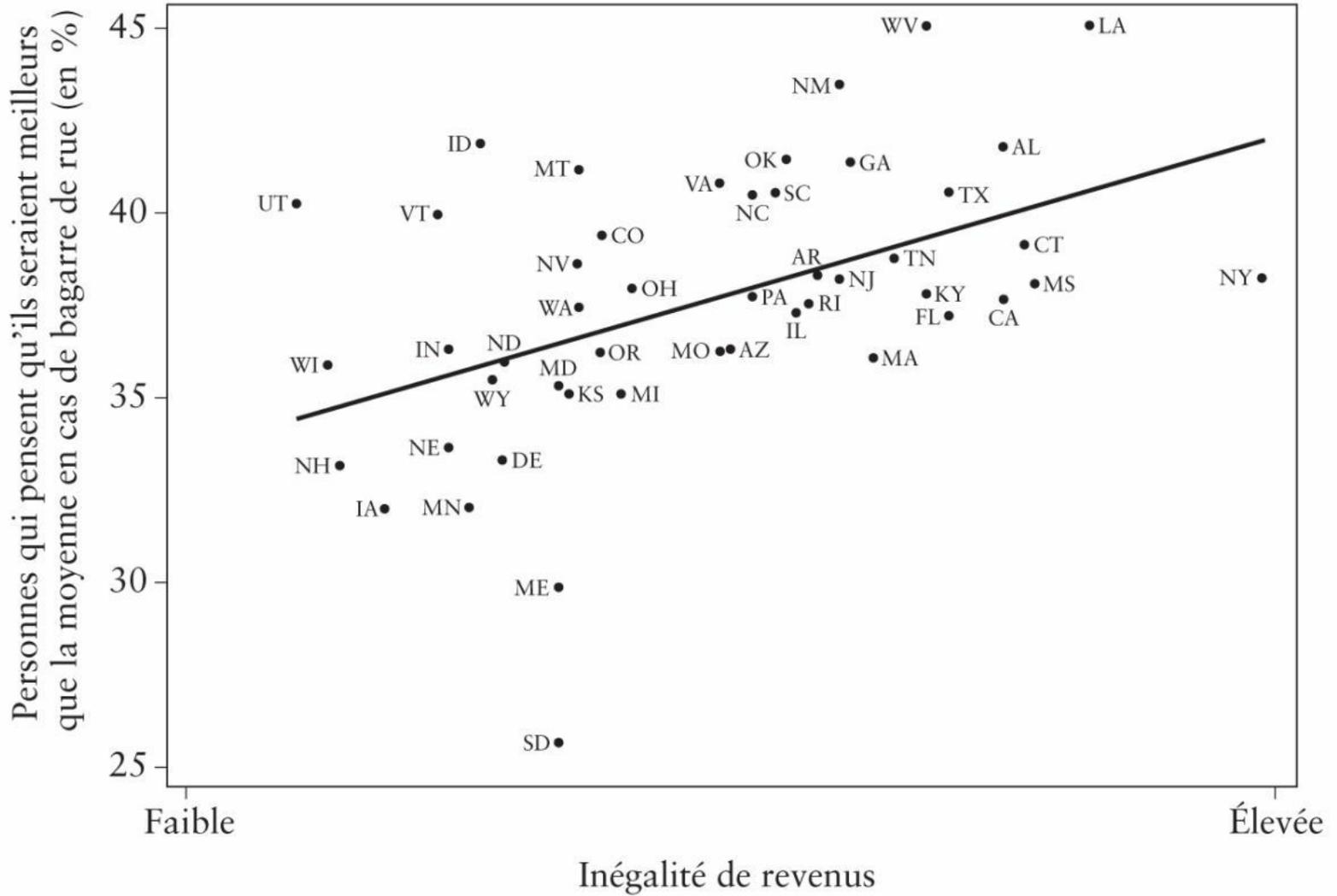


Figure 10.5 Dans les États moins égalitaires, les gens sont plus nombreux à penser qu'ils sont meilleurs que la moyenne en cas de bagarre de rue [voir liste des abréviations p. 284].

Des hauts et des bas

Le taux d'homicide américain, après avoir augmenté des décennies durant, a atteint un sommet au début des années 1990 pour redescendre au début des années 2000. En 2005, il repartait à la hausse²⁵². Les taux de grossesse et de maternité précoces ont suivi la même trajectoire. Après un pic au début des années 1990, ils ont commencé à baisser, et ce recul a été particulièrement net chez les Afro-Américaines²⁵³. En 2006, le taux de maternité précoce a augmenté de nouveau, et l'inversion de cette tendance a été la plus marquée chez les Afro-Américaines²⁵⁴.

D'aucuns ont tenté d'expliquer la baisse de la violence par des changements intervenus dans la surveillance, la consommation de drogue ou l'accès aux armes à feu. Certains ont même invoqué la cohorte « absente » des jeunes délinquants qui n'étaient *pas* nés à cause de l'accès facilité à l'avortement. Les explications avancées pour la chute du taux de natalité précoce se sont concentrées sur la modification du nombre d'adolescents sexuellement actifs et sur l'augmentation de l'utilisation de contraceptifs. Mais qu'est-ce qui pousse des jeunes gens à consommer de la drogue, à acheter des armes à feu, à avoir des relations sexuelles ou à utiliser des moyens de contraception ? Pourquoi le nombre d'homicides et de maternités précoces augmente-t-il de nouveau ? Dans quelle mesure ces phénomènes suivent-ils les évolutions de l'inégalité ? Pourquoi les grossesses précoces et les homicides ont-ils évolué en parallèle ?

Pour examiner ce point plus en détail, nous avons besoin de données sur les fluctuations récentes des inégalités de revenus globales aux États-Unis. Les meilleures données proviennent d'une équipe de chercheurs américains, chinois et britanniques qui a produit une série d'estimations annuelles²⁵⁵. On y voit les inégalités augmenter tout au long des années 1980 pour atteindre un sommet au début des années 1990. La décennie suivante a été le cadre d'un recul global des inégalités, avec une reprise depuis 2000. Nous observons donc une correspondance raisonnable entre les évolutions du taux d'homicide, de la maternité précoce et de l'inégalité : se succèdent une augmentation jusqu'au début des années 1990, un recul d'environ une décennie, puis une reprise de l'augmentation.

La violence et les grossesses précoces sont des questions complexes et chacun de ces taux peut être soumis à de nombreux autres facteurs. La tendance à la baisse pendant les années 1990 est allée de pair avec l'amélioration des revenus relatifs des personnes occupant l'échelon le plus bas des revenus. La répartition des revenus peut avoir un caractère plus distendu entre certaines catégories de revenus. Une société peut devenir plus inégalitaire parce que les pauvres sont distancés par les classes moyennes, mais aussi parce que les riches accentuent encore leur progression. Les catégories de personnes à faible statut social sont aussi un élément qui varie d'un pays à l'autre. À niveau d'inégalité globalement similaire, les personnes âgées peuvent représenter le groupe le plus défavorisé par rapport au reste de la société, alors qu'ailleurs ce seront les groupes ethniques minoritaires.

À partir du début des années 1990, on assiste aux États-Unis à une baisse particulièrement marquée de la pauvreté relative et du chômage des jeunes dans le bas de la hiérarchie sociale. Même si les riches ont continué à « prendre de l'avance » par rapport au gros de la population, la position relative des Américains les plus pauvres s'est améliorée au début de cette décennie²⁵⁶⁻²⁵⁷. Dans la mesure où violence et maternité précoce sont très étroitement liées au dénuement *relatif* et qu'elles sont concentrées dans les zones les plus défavorisées, les évolutions intervenant tout en bas de l'échelle sociale sont celles qui ont le plus d'influence sur ces problèmes²⁵⁸ et qui expliquent manifestement les tendances à l'œuvre.

Ces tendances, pendant les années 1990, contrastent avec les périodes antérieures. Les décennies qui ont précédé les années 1990 sont allées de pair avec une détérioration permanente de l'égalité des chances et du statut des jeunes gens appartenant aux couches les plus défavorisées de la société, tant en Amérique qu'en Grande-Bretagne. Aux États-Unis, entre 1970 et 1990, les revenus des jeunes hommes ont baissé, et les perspectives d'emploi de ceux qui abandonnaient le lycée ou qui terminaient leurs études secondaires – sans aller ensuite à l'université – se sont détériorées²⁵⁹. La violence et la maternité précoce ont augmenté. Dans une étude récente, la démographe Cynthia Colen et ses collègues ont montré que la baisse du taux de chômage pendant les années 1990 expliquait 85 % de la baisse du taux des premières naissances chez les Afro-Américaines de 18 et 19 ans²⁶⁰, le groupe où la maternité précoce chutait le plus fortement. En revanche, la réforme de la couverture sociale et les modifications intervenues concernant l'accès à l'avortement n'avaient eu qu'un impact très restreint.

Au Royaume-Uni, nous retrouvons aussi les traces de la récession économique et de l'élargissement des écarts de revenus dans le taux d'homicide pendant les années 1980. Le géographe de la santé Danny Dorling a précisé, concernant ces tendances²⁶¹ :

Il n'existe pas de niveau naturel du meurtre [...] Pour que le taux d'homicide augmente dans un endroit particulier [...] il faut que les gens soient conduits à se sentir incapables. C'est alors que les bagarres et les rixes se multiplient, que bouteilles et couteaux sifflent plus souvent dans les airs, et que les hommes jeunes sont plus nombreux à mourir [...] Ce sont ces mêmes hommes jeunes qui ont vu beaucoup de leurs homologues, éduqués dans de meilleures conditions et dans différentes régions de la Grande-Bretagne, obtenir un bon travail ou bénéficier d'une formation universitaire, voire les deux, et devenir plus riches que n'importe quelle autre catégorie de jeunes hommes dans l'histoire britannique.

En résumé, l'association entre inégalité et violence est évidente et cohérente. Elle a été mise au jour dans des périodes et des configurations très disparates. Des éléments probants sur la corrélation étroite entre les points hauts et bas de l'inégalité et de la violence ont montré que, si l'inégalité baisse, le niveau de violence diminue à sa suite. Quant à la pertinence évolutionniste de la honte et de l'humiliation, elle apporte une explication plausible à la violence accrue dont souffrent les sociétés plus inégalitaires.

Chapitre 11

PEINES ET INCARCÉRATION

Nous ne pouvons juger du degré de civilisation d'une nation qu'en visitant ses prisons.
Fiodor Dostoïevski, *Souvenirs de la maison des morts*

Le nombre de personnes incarcérées aux États-Unis augmente régulièrement depuis le début des années 1970. En 1978, ce nombre était légèrement supérieur à 450 000 ; en 2005, ce chiffre avait quadruplé pour dépasser les deux millions. Au Royaume-Uni, la population carcérale a doublé depuis 1990, passant d'environ 46 000 à 80 000 personnes en 2007. Pour tout dire, vers février 2007, les prisons du Royaume-Uni étaient tellement pleines à craquer que le ministre de l'Intérieur s'est fendu d'une circulaire adressée aux juges leur enjoignant de n'incarcérer que les criminels les plus dangereux.

Dans d'autres pays riches, les choses ont pris une tout autre tournure. La population carcérale est restée stable en Suède et a baissé en Finlande tout au long des années 1990 ; elle n'a augmenté que de 8 % au Danemark et de 9 % au Japon²⁶². Plus récemment, le nombre de détenus a diminué en Irlande, en Autriche, en France et en Allemagne²⁶³.

Crime ou châtimeut ?

Considérons trois éléments influents sur le nombre de personnes incarcérées : la quantité ou le nombre de crimes commis, la propension plus ou moins forte à incarcérer les criminels reconnus coupables de crimes particuliers et la longueur des peines prononcées. Toute modification de l'un de ces trois facteurs est susceptible de faire évoluer à tout moment la fraction de la population incarcérée. Nous nous sommes déjà attardés sur la prévalence plus élevée des crimes avec violence dans les sociétés plus inégalitaires au chapitre 10. Qu'est-il donc arrivé aux taux de criminalité américain et anglais puisque le taux d'incarcération a grimpé en flèche ?

Les criminologues Alfred Blumstein et Allen Beck ont analysé le gonflement de la population carcérale américaine²⁶⁴. Douze pour cent seulement de l'augmentation du nombre de prisonniers détenus par les États entre 1980 et 1996 peuvent être attribués à la hausse de divers types de criminalité (largement dominée par une explosion des crimes liés à la drogue). Quant aux autres 88 %, ils s'expliquent à la fois par la probabilité accrue pour les détenus reconnus coupables d'être condamnés à des peines de prison plutôt qu'à des peines non privatives de liberté ainsi que par l'allongement des peines de prison. Dans les prisons fédérales, l'allongement des peines constitue la raison première de l'augmentation de la population carcérale. La « loi des trois coups », ou *three strikes laws*^{*}, les peines minimales obligatoires et les lois d'adéquation entre la peine et le crime (supprimant donc les remises de peine) se traduisent par des situations où les détenus reconnus coupables purgent de longues peines pour des crimes mineurs. En Californie, en 2004, 360 personnes purgeaient une peine à perpétuité pour vols à l'étalage²⁶⁵.

Même chose au Royaume-Uni, où la population carcérale a augmenté à cause de l'allongement des peines et du recours accru aux peines privatives de liberté pour des infractions qui, quelques années auparavant, étaient punies d'une amende ou d'une peine à effectuer au sein de la collectivité²⁶⁶. Quelque quarante peines d'emprisonnement pour vol à l'étalage sont prononcées chaque jour au Royaume-Uni, où le taux de criminalité a baissé aussi inexorablement que le taux d'emprisonnement augmentait.

Le criminologue David Downes, professeur émérite d'administration sociale à la London School of Economics²⁶⁷, a décrit le système carcéral des Pays-Bas. Il a montré que l'écart entre les taux d'incarcération néerlandais et britannique, respectivement faible et très élevé, ne devait rien à des taux de criminalité divergents, mais qu'il était dû aux deux tiers aux applications diverses des peines privatives de liberté et à la longueur des peines prononcées.

Comparant plusieurs pays, Marc Mauer, du Sentencing Project²⁶⁸, montre que les gens sont incarcérés plus souvent et plus longtemps pour des infractions liées aux biens et aux drogues aux États-Unis qu'ils ne le sont dans d'autres pays comme le Canada, l'Allemagne de l'Ouest, l'Angleterre et le Pays de Galles. Aux États-Unis, par exemple, les cambrioleurs sont condamnés à une peine moyenne de seize mois, contre cinq au Canada. Et, lorsque les chercheurs se sont penchés sur l'Australie, la Nouvelle-Zélande et d'autres pays européens, les variations observées concernant le taux de criminalité n'expliquaient que pour une petite partie la variation des taux d'incarcération. Si le taux de criminalité n'est pas à même d'expliquer les variations des taux d'incarcération, l'inégalité le ferait-elle mieux ?

Incarcération et inégalité

Nous avons utilisé des statistiques sur la proportion de la population incarcérée dans différents pays provenant de l'Enquête des Nations unies sur les tendances de la criminalité et le fonctionnement des systèmes de justice pénale²⁶⁹. La figure 11.1 montre, à l'échelle logarithmique, que le taux d'incarcération est d'autant plus élevé qu'un pays est inégalitaire.

Aux États-Unis, 576 personnes sont incarcérées pour 100 000 habitants, soit 4,5 fois plus qu'au Royaume-Uni, qui affiche un taux de 124 pour 100 000 habitants, et plus de 14 fois plus qu'au Japon, dont le taux est de 40 pour 100 000 habitants. Même si nous excluons les États-Unis et Singapour parce qu'ils représentent des cas isolés, le lien reste solide parmi les pays restants.

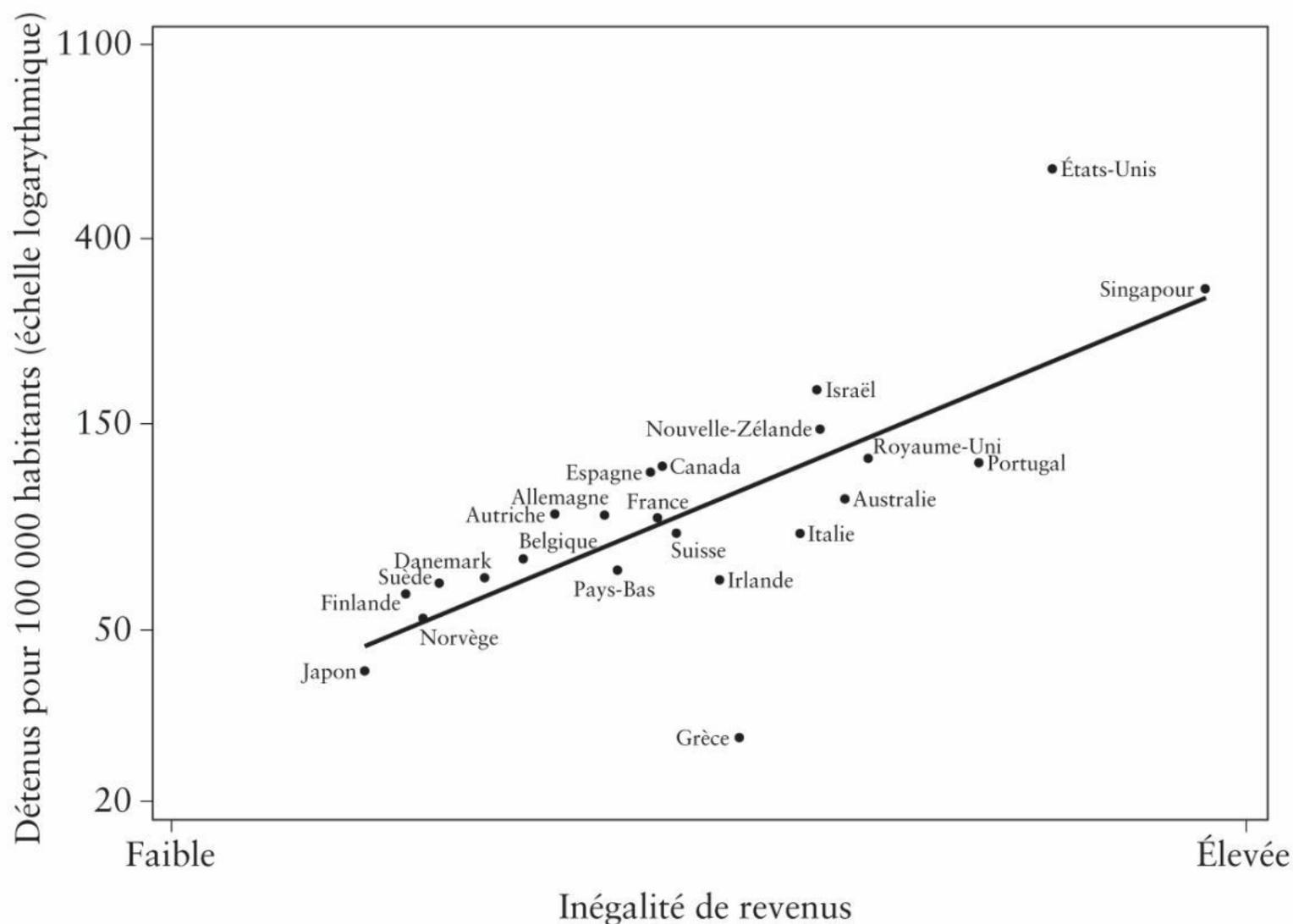


Figure 11.1 On compte plus de personnes incarcérées dans les pays plus inégalitaires.

Concernant les cinquante États américains, les chiffres sur l'incarcération en 1997-1998 proviennent du Département américain de la Justice et plus précisément de son bureau des statistiques²⁷⁰. Comme nous le voyons dans la figure 11.2, nous retrouvons bien une relation évidente entre l'incarcération et l'inégalité, et des écarts significatifs entre les États (la Louisiane emprisonne six fois plus que le Minnesota).

Nous devons relever un autre point. Dans ce graphique, les États sont indiqués par deux symboles différents. Les cercles représentent les États qui ont aboli la peine de mort, les losanges ceux qui l'ont conservée.

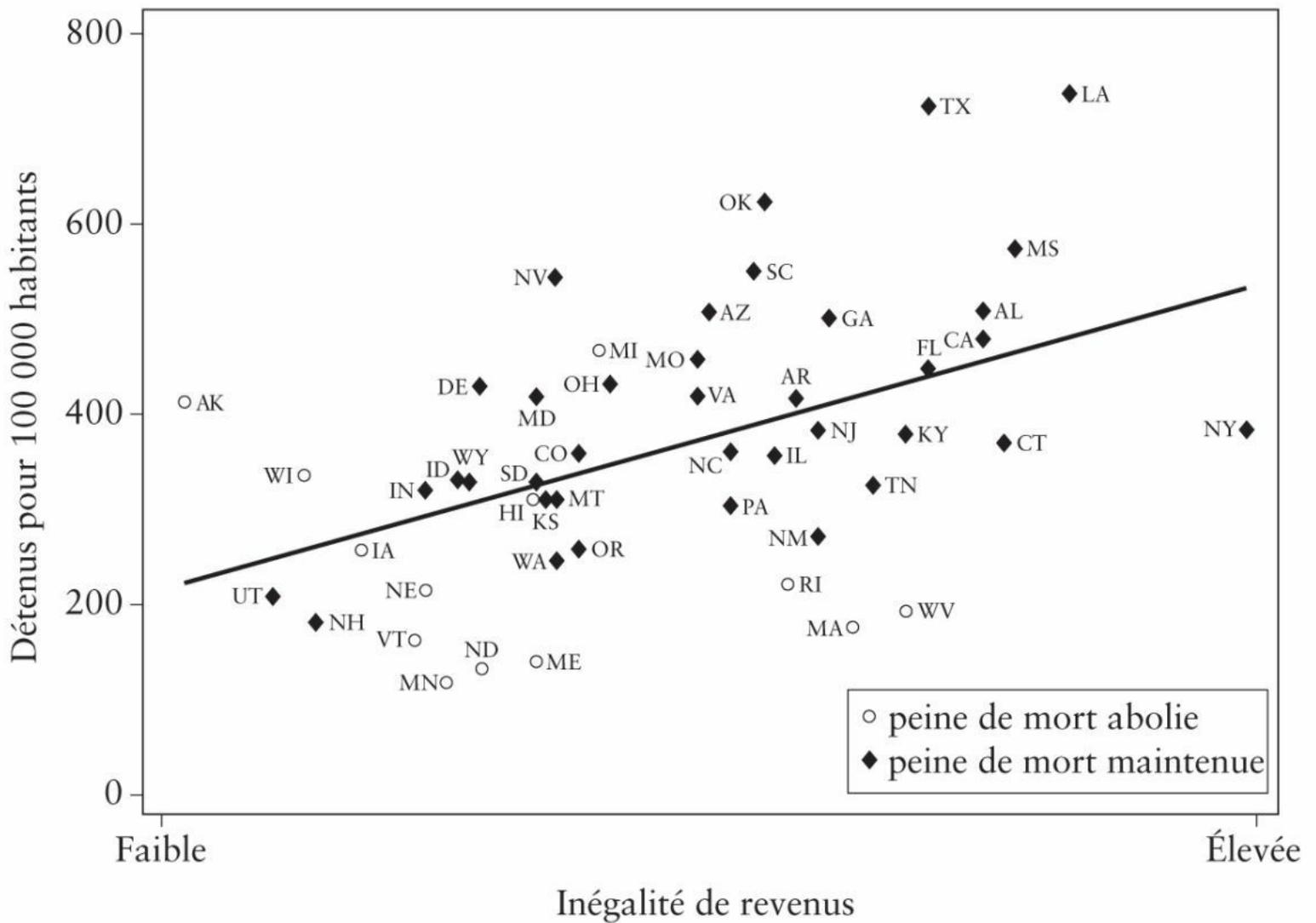


Figure 11.2 On compte plus de personnes incarcérées dans les États américains plus inégalitaires [voir liste des abréviations p. 284].

Comme nous l'avons signalé au chapitre 2, ces relations avec l'inégalité concernent des problèmes dont les gradients sociaux sont « pentus ». Le gradient social de l'incarcération est très marqué. Les personnes qui appartiennent aux couches défavorisées de la population en matière de revenus et d'éducation ont beaucoup plus de risques d'être incarcérées que celles appartenant aux classes supérieures. L'incarcération des individus de la classe moyenne est tellement rare que deux sociologues de la California State Polytechnics ont jugé utile de publier un rapport de recherche décrivant l'adaptation à la vie pénitentiaire d'un détenu de cette classe sociale²⁷¹.

Les disparités raciales et ethniques des taux d'incarcération sont un autre moyen de montrer combien les risques de se retrouver derrière les verrous peuvent varier. Aux États-Unis, l'écart racial peut se mesurer comme le rapport entre le taux d'incarcération des Blancs et des Noirs²⁷². Hawaï semble être l'unique État où le risque d'incarcération ne varie pas trop en fonction de la race. Le risque d'être incarcéré si vous êtes noir y est 1,34 fois supérieur à celui des Blancs. Dans tous les autres États de l'union, le rapport est supérieur à 2. Il s'élève à 6,04 pour les États-Unis dans leur ensemble et culmine à 13,15 dans le New Jersey. Nous observons un scénario semblable au Royaume-Uni, où les membres des minorités ethniques ont beaucoup plus de risques de se retrouver derrière les barreaux²⁷³. Ces inégalités ethniques sont-elles le produit d'écarts également ethniques du point de vue de la criminalité ? Les recherches menées sur les jeunes Américains laissent entendre

que ce n'est pas le cas²⁷⁴.

On constate que 25 % des jeunes Blancs américains ont commis une infraction violente à l'âge de 17 ans contre 36 % chez les Afro-Américains. Le taux de criminalité liée aux biens est identique quelle que soit l'origine ethnique, et les jeunes Afro-Américains commettent moins d'infractions liées à la drogue. Ils sont pourtant beaucoup plus susceptibles d'être arrêtés, détenus, accusés comme s'ils étaient adultes et incarcérés. Il en va de même des adultes afro-américains et hispaniques qui subissent un traitement plus dur que les Blancs à chaque étape de toute procédure judiciaire²⁷⁵. Face aux mêmes allégations, les accusés blancs se voient beaucoup plus souvent proposer une réduction des charges retenues à leur encontre, un sursis ou une suspension des poursuites judiciaires si l'accusé accepte certaines conditions, comme suivre, par exemple, un programme de désintoxication jusqu'à son terme.

Degrés de civilisation

Les données sur le monde pénitentiaire nous montrent que les sociétés moins égalitaires sont plus punitives. D'autres signaux vont dans le même sens, comme le traitement réservé aux accusés dans des systèmes pénaux différents. Premièrement, comme le montre la figure 11.2, les États américains inégalitaires sont plus susceptibles de conserver la peine de mort. Deuxièmement, le traitement des prisonniers semble être différent.

Analysant le système néerlandais, David Downes décrit la réunion d'un groupe d'avocats criminalistes, de criminologues et de psychiatres désireux d'influencer le système carcéral. Voici quelles étaient leurs convictions :

Le coupable doit être traité comme un être humain capable de penser et d'éprouver des sentiments, capable aussi de réagir à des points de vue au cours d'un dialogue avec des thérapeutes²⁷⁶.

Selon David Downes, cette philosophie a généré un système carcéral qui met l'accent sur le traitement et la réhabilitation. Il permet aux intéressés de bénéficier de libertés conditionnelles et d'interrompre leur peine, mais aussi un recours important à la parole et au pardon. Les détenus sont logés dans des cellules individuelles, les relations entre les détenus et le personnel sont bonnes. Les programmes d'éducation, de formation et de loisirs sont considérés comme des modèles de bonnes pratiques. Même si le système s'est quelque peu durci depuis les années 1980 en réaction à la hausse de la criminalité (principalement due à l'augmentation du trafic de drogue et au fait que les Pays-Bas deviennent la plaque tournante du crime organisé), il reste particulièrement humain et correct.

Le Japon est un autre pays où le taux d'incarcération est extrêmement faible. Ses prisons ont été dépeintes comme des « havres de tranquillité²⁷⁷ ». Le système judiciaire japonais applique une flexibilité remarquable dans ses actes judiciaires comme dans ses procédures pénales. Policiers, juges et le public en général sont généralement disposés à accorder crédit aux auteurs d'actes répréhensibles qui avouent leur crime, regrettent leurs actes et manifestent la volonté de changer. Un criminologue a pu écrire :

La plupart [des personnes poursuivies] [...] avouent, se repentent, négocient le pardon de leurs victimes et se soumettent à l'indulgence des autorités. En retour, elles sont traitées avec une clémence extraordinaire²⁷⁸.

De nombreuses peines d'emprisonnement sont suspendues, même dans les cas de crimes graves qui, dans d'autres pays, donneraient lieu à des condamnations de longue durée. Apparemment, la plupart des détenus estiment que leur peine est appropriée. Les prisonniers sont logés dans des dortoirs pouvant accueillir jusqu'à huit personnes et prennent leurs repas en petits groupes. Ils travaillent 48 heures par semaine et peuvent bénéficier d'activités de formation et de loisirs. La discipline est stricte, les règles de conduite sont précises, des principes qui semblent contribuer à maintenir le calme plutôt que provoquer des réactions agressives. Le personnel pénitentiaire est censé assumer un rôle d'éducateur moral, de conseiller non professionnel, autant que de surveillant.

Le tableau des systèmes carcéraux américains est en revanche beaucoup plus sombre. La dureté des prisons américaines (fédérales, d'État ou locales) a déjà suscité les condamnations répétées d'organisations comme Amnesty International²⁷⁹⁻²⁸⁰, Human Rights Watch²⁸¹⁻²⁸² et le Comité des Nations unies contre la torture²⁸³ : leurs préoccupations concernent des pratiques comme l'incarcération des enfants dans des prisons réservées aux adultes, le traitement des malades mentaux et des personnes rencontrant des difficultés d'apprentissage, la prévalence des agressions sexuelles dans les prisons, l'enchaînement des détenues pendant leur accouchement, l'utilisation d'instruments à décharge électrique pour contrôler les prisonniers et les mauvais traitements parfois infligés par des policiers et des gardiens, notamment à l'encontre des personnes appartenant à des minorités

ethniques, des migrants et des homosexuels.

L'éminent criminologue américain John Irwin a consacré du temps à l'étude des prisons de haute sécurité, des prisons locales et de la prison d'État de Solano (Californie), un établissement de sécurité moyenne où s'entassent quelque 6 000 détenus ne jouissant que d'un accès très limité à des installations récréatives ou à des programmes de formation ou de désintoxication²⁸⁴. Il décrit les souffrances psychologiques graves infligées aux détenus et leur difficulté à se réinsérer dans le monde extérieur une fois libérés, quel que soit le niveau de sécurité ou le type d'établissement carcéral où ils ont purgé leur peine.

Dans certaines prisons, les détenus n'ont accès à aucune activité de loisirs, pas même à la télévision ou à des activités sportives. Dans d'autres, les prisonniers doivent mettre la main à la poche pour bénéficier de soins de santé, disposer d'une chambre et recevoir des repas. Certaines autres ont réintroduit les uniformes à rayures et la pratique consistant à enchaîner les prisonniers. Le « shérif le plus implacable des États-Unis », Joe Arpaio, est devenu célèbre pour sa prison, un campement dans le désert de l'Arizona. Les prisonniers y vivent sous des toiles de tentes, malgré les températures pouvant culminer à 54 °C, et reçoivent des repas qui coûtent moins de 15 centimes d'euro par tête²⁸⁵⁻²⁸⁶.

La création par les États-Unis de prisons à sécurité maximale, des installations destinées à créer un état permanent d'isolement social, a été condamnée par le Comité des Nations unies contre la torture²⁸⁷. Construites tantôt sur un mode autonome, tantôt sous la forme de « prison dans une prison », ce sont des prisons dites « supermax », où les détenus sont maintenus en isolement total pendant vingt-trois heures par jour. Ils ne quittent leur cellule que pour faire de l'exercice ou prendre leur douche en solitaire. L'anthropologue médicale Lorna Rhodes, qui a travaillé dans ces prisons de très haute sécurité, explique que la vie des détenus est caractérisée par « l'absence de mouvement, de stimulation et de contact social²⁸⁸ ». Les prisonniers maintenus dans de telles conditions sont – ou deviennent – souvent mentalement malades et ne sont pas préparés à une libération ultime : ils n'ont pas de vrai travail et ne reçoivent aucune formation. Les estimations varient, mais il semble que 40 000 personnes soient emprisonnées dans ces conditions, et les autorités continuent de faire construire de nouvelles prisons à sécurité maximale.

Évidemment, il existe des variations considérables en matière de régime carcéral aux États-Unis. Un rapport publié en 2006 par le Comité sur la sécurité et les abus dans les prisons nord-américaines (Committee on Safety and Abuse in America's prisons) fournit un aperçu complet des problèmes rencontrés par le système carcéral et décrit plusieurs pratiques et systèmes plus humains²⁸⁹. Dans le cadre d'une initiative de services de santé au Massachusetts, les prisonniers bénéficient de la continuité de leur couverture de santé pendant et après leur peine. Le Maryland dispose d'un programme exemplaire visant à détecter les maladies mentales chez les détenus. Le Vermont veille à ce que les prisonniers puissent passer des coups de téléphone à bas prix afin de maintenir un contact avec le monde extérieur. Enfin, au Minnesota, une prison de haute sécurité met l'accent sur les contacts humains, la lumière naturelle et la stimulation des sens, l'exercice physique régulier ainsi que la nécessité de traiter les détenus avec dignité et respect. Si nous regardons la figure II.2, nous constatons que la plupart de ces exemples proviennent des États américains les plus égalitaires.

Les taux d'incarcération plus élevés dans les sociétés plus inégalitaires semblent être la conséquence d'un système pénal plus punitif, ce qui ne veut pas dire pour autant que ces sociétés sont elles-mêmes plus criminelles. De surcroît, la dureté des systèmes pénitentiaires autant que le recours à la peine capitale pointent dans la même direction.

L'emprisonnement fonctionne-t-il ?

Peut-être qu'avoir un taux d'incarcération élevé et un système qui réprime impitoyablement les criminels serait utile si la prison permettait de dissuader les criminels et de protéger le public^{**}. Force est de constater que les experts des quatre coins du monde s'accordent à dire que la prison ne fonctionne pas très bien²⁹⁰⁻²⁹¹.

Selon James Gilligan, psychiatre en milieu carcéral, « la manière la plus efficace de transformer une personne non violente en individu violent est de la mettre en prison²⁹² ». En fait, l'incarcération aux États-Unis ne semble plus fonctionner comme par le passé : les cas de non-respect de la liberté conditionnelle et la récidive jouent un rôle de plus en plus important dans les taux d'incarcération. Entre 1980 et 1996, les admissions en prison pour non-respect des conditions liées à la libération conditionnelle sont passées de 18 à 35 %²⁹³. Les peines longues semblent moins dissuasives. En outre, plus l'incarcération d'une personne est longue, plus son adaptation à la vie à l'extérieur est difficile. Gilligan affirme :

Les systèmes pénaux et judiciaires ont opéré sur la base d'une erreur d'appréciation gigantesque, c'est-à-dire sur l'idée que le châtement pourra dissuader, prévenir ou inhiber la violence alors qu'il est précisément le stimulant le plus puissant de la violence jamais découvert²⁹⁴.

Certaines actions visant à doter les systèmes répressifs d'un rôle dissuasif sont inefficaces, voire stimulent la criminalité. Au Royaume-Uni, l'ordonnance pour comportement antisocial [*Anti-Social Behaviour Order, ASBO*] visant les jeunes délinquants a suscité la controverse, notamment parce que cette initiative peut conduire à la criminalisation de certains comportements qui sont par ailleurs parfaitement légaux, et aussi parce que l'obtention d'une ASBO est devenue une sorte de rite de passage et une marque d'honneur chez certains groupes de jeunes²⁹⁵⁻²⁹⁶.

Bien qu'un consensus grandissant se fasse jour chez les experts sur l'inefficacité de la prison, il est ardu de trouver des données de bonne qualité qui soient comparables sur les taux de récidive dans des pays différents. Si un pays incarcère une proportion plus ténue de ses citoyens, sans doute ceux-ci auront-ils de plus fortes chances d'être des criminels endurcis que les prisonniers condamnés par un régime plus dur. Par conséquent, nous pouvons nous attendre à ce que les pays dont le taux d'incarcération global est faible aient des taux de récidive plus élevés. Cependant, après observation, il s'avère que ceux-ci sont plus élevés dans les systèmes plus punitifs. Ainsi, aux États-Unis et au Royaume-Uni, les taux de récidives seraient compris entre 60 et 65 %, alors qu'ils sont plus faibles dans les environnements moins sévères. Les taux de récidive suédois et japonais oscilleraient entre 35 et 40 %.

Durcissement des attitudes

Nous avons pu voir que les taux d'incarcération ne sont pas tant déterminés par le taux de criminalité que par l'attitude des autorités en matière de sanction, de réhabilitation et de réforme. Dans les sociétés où les inégalités sont plus marquées, où les distances sociales entre les gens sont plus importantes, où les attitudes d'ostracisme sont davantage enracinées et où l'absence de confiance et la peur de la criminalité sont monnaie courante, opinion publique comme responsables politiques sont plus enclins à emprisonner les gens et à se draper dans des attitudes punitives à l'égard des « éléments criminels » de la société. Les sociétés plus inégalitaires sont aussi des lieux plus sévères, plus rudes. Et comme la prison n'est pas extraordinairement efficace en matière de dissuasion ou de réhabilitation, il ne reste plus à la société qu'à vouloir maintenir un taux d'incarcération plus élevé (les coûts étant à l'avenant) pour des raisons n'ayant plus aucun lien avec l'efficacité.

Les sociétés qui emprisonnent davantage de gens dépensent aussi moins d'argent pour le bien-être de leurs citoyens. Ce fait s'observe tant dans les États américains que dans les pays de l'OCDE²⁹⁷⁻²⁹⁸. Les criminologues David Downes et Kirstine Hansen indiquent que ce phénomène d'« expansion pénale et de contraction du bien-être » s'est accentué au cours des dernières décennies. Dans son livre *Crime and Punishment in America* [Crime et châtiment en Amérique] publié en 1998, le sociologue Elliott Currie souligne que l'État de Californie, depuis 1984, n'a construit qu'une seule nouvelle université mais vingt et une nouvelles prisons²⁹⁹. Dans les sociétés plus inégalitaires, le budget qui devrait être destiné au bien-être ou à l'éducation, par exemple, se retrouve consacré aux systèmes pénaux et judiciaires. Au sein de notre groupe de pays riches, nous observons une corrélation significative entre l'inégalité de revenus et le nombre d'agents au sein des forces de police ou de sécurité intérieure pour 100 000 habitants³⁰⁰. La Suède emploie 181 policiers pour 100 000 habitants, le Portugal, 450.

Il s'avère que les pays et les sociétés plus égalitaires prennent la peine de penser les systèmes juridique et judiciaire, les procédures, les condamnations et les systèmes pénaux en concertation avec des experts (criminologues, avocats, psychiatres en milieu carcéral, psychologues, etc.). Ces aspects reflètent donc des considérations tant théoriques qu'empiriques sur les moyens permettant effectivement de dissuader les criminels et de réhabiliter les contrevenants. En revanche, les pays et les États plus inégalitaires semblent avoir développé des cadres juridiques et des systèmes pénaux en réaction à la pression médiatique et politique. À tel point que la dureté envers les criminels y est considérée comme une « preuve de fermeté ». Les autorités ont fait l'impasse sur toute réflexion concernant ce qui fonctionne ou pas. John Silverman, du Conseil de la recherche économique et sociale du Royaume-Uni (UK's Economic and Social Research Council) précise que les prisons sont seulement efficaces « comme moyen de répondre à un battage médiatique permanent par une démonstration de force ostensible³⁰¹ ». Downes et Hanson méritent d'être cités intégralement pour conclure notre propos³⁰² :

La peur croissante de la criminalité et la perte de confiance dans le système pénal au sein de la population [...] ont rendu l'opinion publique plus favorable à des politiques de justice pénale sévères. Ainsi, dans certains pays, notamment aux États-Unis et, dans une moindre mesure, au Royaume-Uni, l'exigence de peines plus dures et plus longues au sein de l'opinion publique a donné lieu à une réorientation des politiques et à des campagnes électorales, dont l'enjeu parfois majeur était précisément le caractère plus ou moins punitif à donner à la politique pénale. Dans d'autres pays comme la Suède et la Finlande, où le gouvernement offre un meilleur « rempart contre les émotions générées par la panique morale et les cycles à long terme de tolérance et d'intolérance » (Tonry, 1999³⁰³), les citoyens ont été moins enclins à souhaiter et à soutenir des politiques pénales plus sévères et le gouvernement a résisté à la tentation de

mettre ces plans à exécution.

* Instaurées aux États-Unis dans les années 1990, les *three strikes laws* furent édictées par le Congrès américain en réponse à la vague de criminalité traversant le pays. Ces peines plancher, en vigueur dans vingt-sept États, prévoient que toute personne étant condamnée à trois reprises pour des crimes ou délits se voit automatiquement condamnée à un minimum de vingt-cinq ans d'emprisonnement (NDE).

** John Irwin indique que si l'emprisonnement est généralement censé servir quatre objectifs « officiels » (la sanction à l'encontre des crimes commis, la dissuasion, la neutralisation des criminels dangereux et la réhabilitation des criminels), ce sont en fait trois autres objectifs qui ont façonné les taux et les conditions d'incarcération aux États-Unis. Ces objectifs officieux sont le *contrôle de classe* – la nécessité de protéger les honnêtes citoyens des classes moyennes de la dangereuse sous-classe criminelle, la *recherche de boucs émissaires* – ayant pour but de détourner l'attention des problèmes de société plus graves (il insiste ici sur la croissance des inégalités de richesses et de revenus) ; et le fait d'utiliser la menace d'une classe dangereuse à des fins politiques²⁸⁴.

Chapitre 12

MOBILITÉ SOCIALE : INÉGALITÉ DES CHANCES

Ceux qui nous ressemblent sont Nous et tous les autres sont Eux.
Rudyard Kipling, *We and They* [Nous et Eux]

La mobilité sociale n'a jamais eu droit de cité dans bien des sociétés anciennes et contemporaines. Quand le statut social est donné en vertu d'un système religieux ou juridique – pensez au système des castes en Inde, à la féodalité de l'Europe médiévale ou à l'esclavage –, les gens ne risquent pas d'aller bien loin sur l'échelle sociale, à la montée comme à la descente. Dans nos démocraties de marché contemporaines, en revanche, chacun peut monter ou descendre les degrés de l'échelle sociale au cours de sa vie (mobilité *intragénérationnelle*) et nos rejetons peuvent également le faire par rapport à leurs parents (mobilité *intergénérationnelle*). Quand nous parlons d'égalité des chances, nous évoquons précisément l'idée que la mobilité sociale peut exister : un individu, n'importe lequel, par ses qualités, son mérite et son travail, peut améliorer sa situation sociale et celle de sa famille. Contrairement à l'égalité en tant que telle, l'égalité des chances est chérie par l'ensemble des partis politiques, du moins en théorie. Même s'ils ne font pas grand-chose pour promouvoir activement la mobilité sociale, rares sont les responsables politiques qui se risqueraient à prendre publiquement position contre l'égalité des chances. Mais voyons si nos démocraties riches et libérales sont effectivement « mobiles ».

Mesurer la mobilité sociale n'est pas un jeu d'enfants. Il faut se procurer des données longitudinales, c'est-à-dire des études qui suivent des personnes sur une longue période, pour voir d'où elles sont parties et où elles sont arrivées. On peut considérer la « mobilité des revenus » comme une mesure de la mobilité sociale : dans ce cas, les chercheurs analysent les variations de revenus au cours de la vie d'un sujet ou comparent ses revenus avec ceux de ses parents. Pour mesurer la mobilité intergénérationnelle, ces études longitudinales doivent couvrir des périodes d'au moins trente ans pour que la génération suivante ait le temps de prendre position dans la hiérarchie des revenus. Une fois les données obtenues sur les revenus des parents et de leur descendance, il devient possible de mesurer la mobilité sociale en fonction de la corrélation qui les unit. Si cette corrélation est élevée, cela signifie que les parents riches tendent à avoir des enfants riches et que les parents pauvres tendent à avoir des enfants qui resteront pauvres. Quand la corrélation est faible, cela signifie que les revenus des enfants dépendent moins de la situation économique de leurs parents. Notons que ces comparaisons ne sont pas affectées par le fait que les revenus moyens sont plus élevés que par le passé.

Tel père, tel fils ?

Seuls quelques-uns de nos pays riches mettent à disposition des données comparables sur la mobilité sociale intergénérationnelle. Nos chiffres proviennent d'une étude rédigée par Jo Blanden et ses collègues de la London School of Economics³⁰⁴. Grâce à huit études longitudinales de grande envergure et très représentatives, ces chercheurs ont pu calculer la mobilité sociale comme la corrélation entre les revenus des parents à la naissance de leurs enfants et les revenus de ces mêmes enfants à l'âge de 30 ans. Et si les données disponibles concernent seulement huit pays, le lien établi entre la mobilité sociale intergénérationnelle et l'inégalité de revenus est très étroit. La figure 12.1 montre que la mobilité sociale est beaucoup plus réduite dans les pays où les écarts de revenus sont importants. Les États-Unis, dont le taux de mobilité est le plus faible des huit pays en question, sont très loin d'incarner l'idéologie du « rêve américain ». Au Royaume-Uni aussi la mobilité sociale est faible, l'Allemagne de l'Ouest est en milieu de peloton tandis que le Canada et les pays scandinaves ont une mobilité sociale beaucoup plus élevée.

Ces données étant cantonnées à seulement huit pays, la prudence s'impose, d'autant qu'il n'existe pas de données permettant d'estimer la mobilité sociale dans chaque État américain et, partant, de tester le lien avec l'inégalité en toute indépendance au sein des États-Unis. D'autres facteurs corroborent cependant l'image qui se dessine dans la figure 12.1 : les variations de la mobilité sociale dans le temps, les dépenses publiques en matière d'éducation, les variations de la ségrégation géographique, les travaux sociologiques sur les questions de goût, les études psychologiques sur l'« agression déplacée^{*} » et les effets dits de la « densité des groupes » sur la santé.

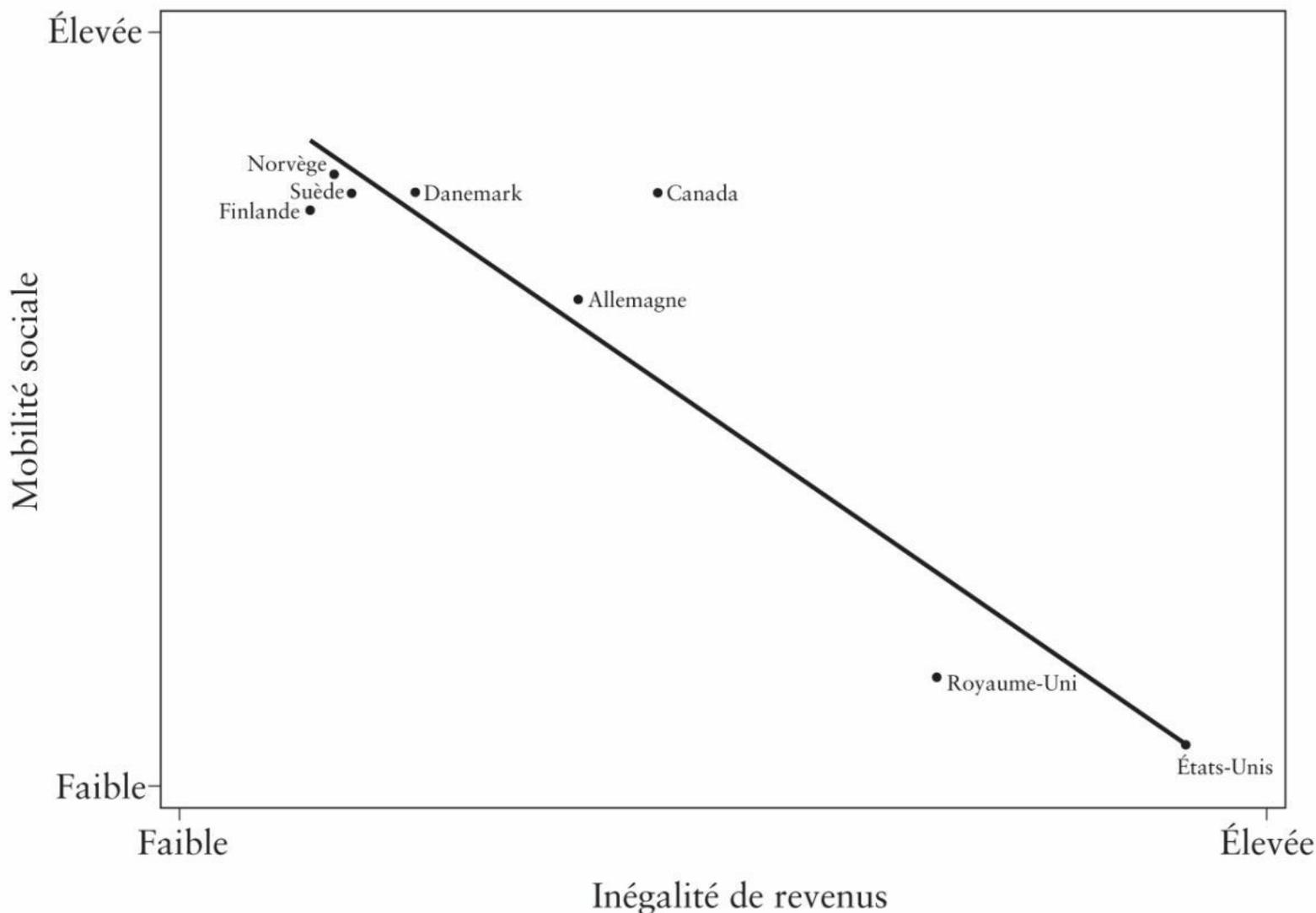


Figure 12.1 La mobilité sociale est plus faible dans les pays plus inégalitaires. [voir p. 273, fig. 17.4, mise à jour avec des données plus récentes]

La première de ces observations concerne la mobilité sociale aux États-Unis. Après une lente augmentation entre 1950 et 1980, la mobilité sociale y a connu une baisse rapide au fur et à mesure de l'accroissement spectaculaire des écarts de revenus à la fin du siècle dernier.

La figure 12.2 s'appuie sur des données provenant du rapport « L'état de l'Amérique au travail 2006/2007 » [*The State of Working America 2006/7*]. Chaque colonne exprime la mesure dans laquelle les revenus des parents déterminent ceux de leurs enfants. Les barres *courtes* indiquent une mobilité sociale plus élevée : les revenus des parents ont une qualité prédictive faible des revenus des enfants. Les barres *longues* indiquent une mobilité plus faible : les parents riches ont plus de chances d'avoir des enfants riches et les parents pauvres des enfants pauvres.

Les données remontant aux années 1980 et 1990 montrent qu'environ 36 % des enfants dont les parents se trouvent dans le dernier quintile de la répartition de la richesse se trouvent encore dans ce même quintile à l'âge adulte. Quant aux enfants dont les parents appartiennent au quintile supérieur du point de vue de la richesse, 36 % d'entre eux se retrouvent dans le même quintile³⁰⁵. Ceux du haut sont capables de conserver leur richesse et leur statut, ceux du bas éprouvent des difficultés à grimper sur l'échelle des revenus, mais la flexibilité est plus marquée au milieu de l'échelle. En Grande-Bretagne, la mobilité sociale intergénérationnelle a également baissé de concert avec le creusement des écarts de revenus³⁰⁶.

Une deuxième observation qui étaye notre thèse (l'inégalité de revenus plus marquée affaiblit la mobilité sociale) provient des données sur les dépenses en matière d'éducation. L'éducation est généralement considérée comme le moteur de la mobilité sociale dans les sociétés modernes. Les gens les mieux formés sont ceux qui gagnent le mieux leur vie et dont le statut social est le plus élevé. Nous avons vu au chapitre 8 que l'inégalité affecte les résultats scolaires mais également les aspirations des jeunes. Il vaut la peine cependant de signaler que parmi les huit pays sur lesquels nous possédons des informations en matière de mobilité sociale, les dépenses publiques d'éducation (enseignements élémentaire/primaire/secondaire/supérieur) sont fortement liées au degré d'égalité des revenus. En Norvège (le pays le plus égalitaire des huit), 97,8 % des dépenses d'éducation scolaire sont des dépenses publiques³⁰⁷. En revanche, aux États-Unis (le pays le moins égalitaire de ce groupe), deux tiers seulement des dépenses d'éducation scolaire (68,2 %) viennent du Trésor public. Nul doute que cette situation produit un impact social substantiel sur l'accès à l'enseignement supérieur.

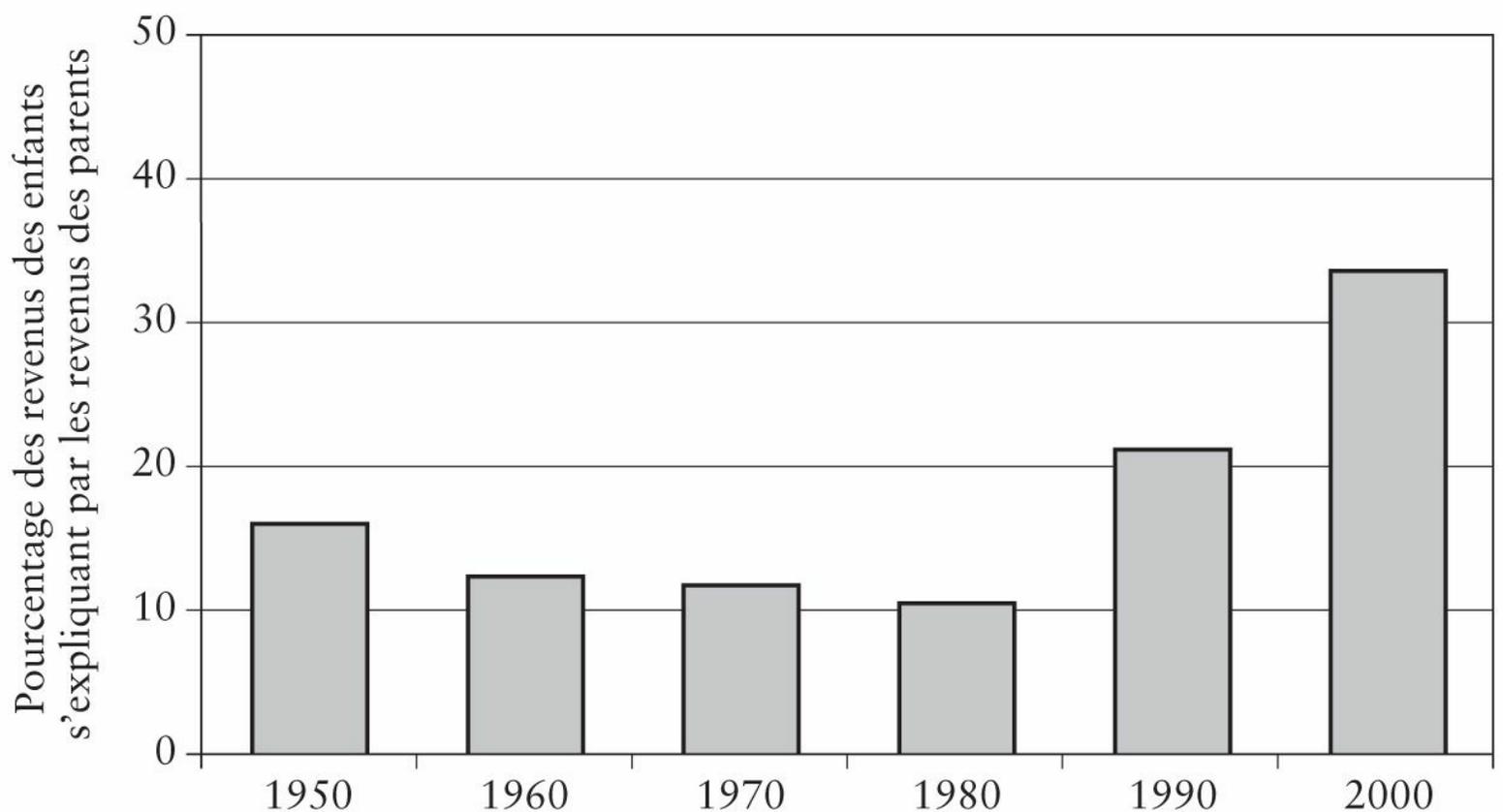


Figure 12.2 La mobilité sociale aux États-Unis a augmenté jusqu'en 1980 avant de diminuer³⁰⁸.

Gravir l'échelle et partir

Un troisième type d'élément pourrait confirmer la corrélation entre inégalité des revenus et mobilité sociale : l'accroissement des distances sociales se répercute sous la forme d'une ségrégation géographique plus marquée entre les riches et les pauvres dans les sociétés plus inégalitaires.

La ségrégation géographique des riches et des pauvres a augmenté en même temps que les inégalités aux États-Unis à partir des années 1970³⁰⁹. L'économiste politique Paul Jargowsky a pris la peine d'analyser les données des recensements américains de 1970, 1980 et 1990 et a montré que la « concentration de la pauvreté » résidentielle a augmenté au cours de cette période³¹⁰⁻³¹¹. Cette mesure nous renseigne sur la proportion des pauvres d'une ville qui vivent dans des zones fortement défavorisées. Paul Jargowsky estime qu'un quart environ des Noirs pauvres vivaient dans des quartiers très pauvres en 1970, une proportion passée à un tiers en 1990. Chez les Blancs, la concentration de la pauvreté a doublé pendant ces deux décennies pendant que les écarts de revenus prenaient de l'ampleur. Quand la concentration de la pauvreté est élevée, les pauvres font face non seulement à leur propre pauvreté mais aussi aux conséquences de la pauvreté de leurs voisins. Paul Jargowsky fait état d'une baisse de la concentration de la pauvreté entre 1990 et 2000, en particulier parmi les Noirs américains des centres urbains, qui correspond à l'amélioration de la position relative des Américains les plus pauvres décrite à la fin du chapitre 10³¹². Pourtant, même si la concentration de la pauvreté a reculé dans les centres urbains, elle a gagné du terrain dans les proches banlieues et, selon Jargowsky, la récente crise économique qui a touché l'Amérique pourrait avoir déjà balayé les gains des années 1990.

Nous retrouvons au Royaume-Uni un modèle similaire de ségrégation par la pauvreté et par la richesse pendant une période caractérisée par un creusement des écarts de revenus³¹³. Les riches sont disposés à payer pour vivre loin des pauvres³¹⁴ et la ségrégation résidentielle sur fond socio-économique a augmenté tout au long des années 1980 et 1990. Le *sink estate*^{**} évoque l'image d'une sous-classe défavorisée presque aussi sûrement que ne le fait celle du ghetto ou du *barrio*^{***} aux États-Unis.

Les chercheurs des deux rives de l'Atlantique sont catégoriques : le creusement de l'inégalité de revenus est responsable de l'aggravation de la ségrégation entre riches et pauvres³¹⁵⁻³¹⁶. La concentration de pauvres dans des zones défavorisées aggrave tous les types de stress, de privations et de difficultés ; qu'il s'agisse du temps qu'il faut pour faire la navette entre le domicile et le lieu de travail ou de l'obligation de quitter ces quartiers défavorisés pour trouver du travail, mais aussi du risque élevé d'accidents de la route en passant par la mauvaise qualité des écoles, la pauvreté du niveau des services, l'exposition à la violence des bandes, la pollution et ainsi de suite. Le sociologue William Julius Wilson, dans son étude classique de la pauvreté urbaine, qualifie les « pauvres des quartiers pauvres » de « véritablement défavorisés³¹⁷ ». Deux études s'intéressant aux États-Unis ont montré que la ségrégation économique résidentielle accroît le risque de décès ; une autre a mis en évidence que les villes plus inégalitaires étaient aussi davantage victimes de ségrégation socio-économique³¹⁸⁻³¹⁹. Ces processus contribuent bien évidemment à réduire davantage la mobilité sociale.

Questions de goût... et de culture

Ainsi, la mobilité sociale est plus faible et la ségrégation géographique plus marquée dans les sociétés plus inégalitaires. Des inégalités plus accentuées rigidifient en quelque sorte la structure sociétale et compliquent tout déplacement vers le haut ou vers le bas de l'échelle sociale.

Les travaux du sociologue Pierre Bourdieu nous aident également à comprendre comment la mobilité sociale se réduit dans les sociétés très hiérarchisées³²⁰. Il décrit les processus à travers lesquels les écarts matériels entre les personnes, la quantité d'argent et de ressources dont elles disposent, sont recouverts par des éléments culturels qui marquent une différence sociale, se traduisant ensuite par du snobisme ou des préjugés. Nous recourons tous à divers marqueurs de goût pour nous distinguer des autres et montrer notre appartenance à une classe sociale : nous jugeons les personnes sur leur accent, leur habillement, leur langage, leur choix de lecture, les programmes télévisés qu'ils regardent, leur alimentation, les sports qu'ils pratiquent, la musique qu'ils écoutent et leur appréciation de l'art – si du moins ils l'apprécient.

Les personnes des classes moyennes et supérieures ont les bons accents, savent comment se comporter en société et ont conscience que l'éducation est un avantage. Elles transmettent tout cela à leurs enfants pour qu'à leur tour ils réussissent à l'école et au travail, se marient, trouvent des emplois bien rémunérés, etc. Voilà comment les élites s'installent au sommet de la société et conservent leur statut d'élites.

La majeure partie des individus utilisent des marqueurs de classe et de distinction, montrent leur « bon goût » pour maintenir leur statut social, pendant que d'autres, bénéficiant de leur position privilégiée dans la hiérarchie sociale, utilisent la discrimination et les préjugés pour empêcher ceux se trouvant en position inférieure d'améliorer leur statut. Malgré le principe moderne de l'égalité des chances, ces questions de « goût » et de classe continuent de garder les gens à leur place, les empêchant de croire qu'ils peuvent améliorer leur position et minant leur confiance dans l'éventualité où ils essaieraient. Les expériences menées sur la menace stéréotypique, décrites au chapitre 8, démontrent toute la puissance que peuvent avoir ses effets sur la performance des sujets. Pierre Bourdieu appelle ces actes par lesquels l'élite maintient sa distinction la « violence symbolique ». Des termes comme « discrimination » et « snobisme » ne seraient pas moins appropriés. Les préjugés raciaux ont beau être largement condamnés, les préjugés de classe, malgré leurs similarités, sont à peine évoqués.

Ces systèmes sociaux fondés sur les goûts, déterminant ce qui est intellectuel et cultivé, et ce qui est sans prétention ou populaire, ne cessent de prendre des formes nouvelles et nous accompagnent en toutes circonstances. Aussi démodés que puissent nous paraître les exemples cités par Bourdieu dans les années 1960, ils illustrent parfaitement le propos. Il s'était aperçu que les diverses classes sociales avaient des goûts musicaux différents. Les groupes « inférieurs » avaient un faible pour la mélodie entraînante du *Beau Danube bleu*, tandis que les classes supérieures exprimaient une préférence pour le *Clavier bien tempéré*, plus difficile. Les couches supérieures privilégiaient l'art abstrait et les romans expérimentaux, pendant que le populaire jetait son dévolu sur l'art pictural représentatif et de bonnes vieilles intrigues. Et si d'aventure tout le monde se prenait d'affection pour Bach, Picasso et James Joyce, le goût de la classe supérieure se portait vers quelque chose de nouveau : l'élitisme se maintient en déplaçant les frontières entre le populaire et le « culte ». Pierre Bourdieu décrit en fait une « économie de biens culturels » dans laquelle les inégalités produisent sur les personnes des effets pour ainsi dire aussi profonds que l'inégalité de revenus.

Dans son livre *Watching the English* [En regardant les Anglais], l'anthropologue Kate Fox détaille

les marqueurs des classes sociales distinguant les Anglais : la conversation, les maisons, les voitures, les vêtements ou encore les aliments³²¹ sont étudiés. Joseph Epstein se prête au même exercice dans *Snoberry : The American Version* [Snobisme : la version américaine]³²². Ces deux ouvrages sont aussi érudits qu'amusants et il est difficile de ne pas rire de nos prétentions et du mauvais goût des autres.

Au Royaume-Uni, par exemple, il est possible de déterminer l'appartenance de classe (ouvrière, moyenne ou supérieure) selon le terme utilisé pour désigner le repas du soir, ce sera respectivement *tea*, *dinner* ou *supper*, mais aussi par le terme utilisé pour « maman » : *mam*, *mum* ou *mummy*.

Le snobisme, pour Epstein, c'est « être assis dans sa BMW 740i et se sentir calmement et sans l'ombre d'un doute meilleur que le butor de base... qui vient de s'arrêter à côté de vous dans sa Cadillac voyante. C'est le plaisir serein avec lequel vous apprenez que le fils de la femme à qui vous venez d'être présenté termine sa maîtrise de journalisme photographique à l'université d'État de l'Arizona, alors que votre propre fille étudie l'histoire de l'art à Harvard... » Mais, quoi qu'on en pense, le snobisme et le goût sont des jeux à somme nulle. Epstein continue en précisant qu'un autre jour une Bentley ne manquera pas de s'arrêter juste à côté de votre pathétique BMW ou que vous serez présenté à une femme dont le fils fait des études de lettres classiques à Oxford.

En réalité, les modes de fonctionnement des classes, des goûts et du snobisme qui entravent les possibilités et le bien-être des gens sont aussi pénibles qu'omniprésents. Ce sont des formes de discrimination et d'exclusion sociale. Dans *The Hidden Injuries of Class* [Les Blessures cachées des classes], paru en 1972, les sociologues Richard Sennett et Jonathan Cobb ont expliqué les dommages psychologiques subis par des hommes de la classe ouvrière de Boston, qui en étaient venus à considérer leurs échecs dans la vie comme le résultat de leurs propres insuffisances, provoquant des sentiments d'hostilité, de rancune et de honte³²³. Plus récemment, le sociologue Simon Charlesworth, au cours d'un entretien avec un ouvrier de Rotherham, dans les Midlands britanniques, a pris toute la mesure de la honte que cet homme pouvait éprouver lorsqu'il rencontrait une femme de la classe moyenne³²⁴. Sans que le moindre propos ne soit échangé, il était instantanément envahi par un sentiment d'infériorité, en prenait conscience et basculait ensuite dans l'hostilité :

L'autre jour je suis allé au bureau d'aide sociale [...] il y avait des sièges et l'un d'entre eux était vide à côté de cette femelle étriquée ; vous savez, du genre mince, belle, classe moyenne, et je ne voulais pas m'asseoir à côté d'elle, je sentais que ce n'était pas bien [...]. Alors je me suis rendu compte de tout, de mon poids, de mon surpoids, j'ai commencé à suer, je suis devenu maladroit, j'ai commencé à traîner des pieds. Je me disais « non, je ne vais pas m'asseoir là, je ne veux pas la chasser, je ne veux pas qu'elle ait l'impression d'être chassée, on n'a pas envie de les déranger [...] on sait qu'on les insupporte. Cette façon qu'ils ont de vous regarder avec l'air dégoûté [...] ils vous regardent comme si vous envahissiez leur espace [...] comme ça, droit dans les yeux [...] vous sentez que vous n'êtes pas à votre place [...] ça vous ôte l'envie de sortir. Je vais vous dire ce que c'est, c'est une forme de violence [...], c'est comme une barrière qui dirait « écoute bien, minable, ne pense même pas à venir près de moi [*haussement de la voix avec accents de douleur et de colère*] ! Qu'est-ce que tu fous dans mon espace [...] Nous, on paye pour ne pas voir les moins que rien dans ton genre [...]. » Et ça vous stresse, ça vous épuise [...] C'est partout, tout le temps [...] Je veux dire, je l'ai repérée [*regard vers elle*] et elle m'a repéré, vous voyez [...] Et j'ai pensé « putain, je vais même pas m'asseoir là ». Je vais l'embarrasser et ça va m'embarrasser, vous voyez [*haussement de la voix avec accents de douleur/colère*], juste d'être assis là [...] vous comprenez ce que je veux dire ? On se comprend sans se parler. Vous savez ce qu'ils sentent et vous le sentez aussi, comme je vous l'ai dit [...] Qu'ils aillent se faire foutre, ils n'ont rien, c'est cet air qu'ils ont, ils ont le bon corps, les bons vêtements et tout, la confiance, l'attitude, vous voyez ce que je veux dire [...] Nous [*tristesse, la voix baisse*] on n'a rien, on ne peut pas l'avoir. On arrive avec un air de chien battu, on traîne les pieds en marchant [...] On a juste envie de se cacher.

La « réaction du cycliste »

Plus les écarts de richesse matérielle sont importants, plus les fossés entre les statuts se creusent. Dans les sociétés plus inégalitaires, les préjugés à l'encontre des échelons inférieurs sont forcément bien plus marqués qu'ailleurs. La distance sociale qui sépare « ceux qui ont » (*the haves*), tout au sommet, de « ceux qui n'ont pas » (*the have-nots*), tout en bas, est bien plus considérable. En effet, l'inégalité accentue les préjugés sociaux des classes supérieures à l'encontre des inférieures : nous maintenons notre statut social en montrant notre supériorité à ceux qui occupent les échelons inférieurs. Les personnes privées de statut s'efforcent de le récupérer en l'ôtant à celles, plus vulnérables, situées plus bas dans l'échelle. Deux vers de mirliton expriment ce processus : une expression anglaise dit que « le capitaine s'en prend au mousse et le mousse s'en prend au chat », signifiant que l'agression et le ressentiment sont un flux qui se dirige vers le bas. Une poésie américaine célèbre dit qu'à Boston « les Lowells ne parlent qu'aux Cabots, qui, eux-mêmes, ne s'adressent qu'à Dieu », expression très juste du snobisme et des vellétés d'ascension sociale des gens qui lorgnent au-dessus d'eux.

Réagir à la provocation d'une personne de statut supérieur en redirigeant son agressivité vers quelqu'un de statut inférieur est un réflexe que les psychologues appellent l'« agression déplacée³²⁵ », comme nous l'avons vu précédemment. Les exemples sont légion : l'homme admonesté par son supérieur hiérarchique se mettant à hurler à la maison sur sa femme et ses enfants ; le degré d'agression plus élevé dans les lieux de travail où les contremaîtres traitent les travailleurs injustement³²⁶ ; la réaction des quartiers défavorisés à un afflux d'immigrants étrangers³²⁷⁻³²⁸ ; ou encore les prisonniers maltraités se retournant contre d'autres détenus plus faibles dans la hiérarchie carcérale – en particulier les auteurs de délits sexuels³²⁹.

Dans son livre *Le Donjon infernal*, consacré à la vie dans une prison de haute sécurité aux États-Unis, Pete Earley raconte l'histoire d'un homme condamné à perpétuité pour meurtre³³⁰. Bowles – c'était son nom – a été incarcéré pour la première fois à l'âge de 15 ans ; on l'a alors placé en maison de correction. Le jour de son arrivée, un garçon plus grand et plus âgé vient lui parler :

– Salut, c'est quoi ta pointure ? demande le garçon.

– Sais pas, répond Bowles.

– Tu m'laisses en voir une ? demande poliment le garçon.

Bowles s'assoit à même le sol et ôte une de ses chaussures. Le garçon plus grand en fait de même et essaie celle de Bowles.

– Tu me filerais pas la deuxième ?

« J'ôte mon autre soulier et le lui donne », se souvient Bowles.

« Et voilà que le garçon plus âgé met la chaussure, fait le lacet et s'en retourne jusqu'à sa table dans un accès d'hilarité universelle. C'est alors que j'ai compris que j'étais le dindon de la farce. »

Se saisissant d'une queue de billard, Bowles se rue sur le garçon, ce qui lui valut une semaine de travaux forcés. Lorsqu'un nouveau garçon fait son arrivée dans la maison de correction la semaine suivante, lui aussi est confronté à un garçon qui lui demande ses chaussures. Sauf que, cette fois-là, c'est Bowles qui profite du nouvel arrivant : « Mon tour était venu de le lessiver, j'en avais gagné le droit. »

Dans le même livre, Pete Earley raconte une histoire quasiment semblable, celle d'un homme abusé sexuellement et sodomisé lors de sa première nuit dans une prison de comté à l'âge de 16 ans. Six ans plus tard, arrêté dans une autre ville, il est jeté en cellule avec un garçon qui devait avoir 17 ans : « Et vous savez ce que j'ai fait ? Eh bien, je l'ai enculé³³¹. »

L'agression déplacée chez les primates a été baptisée la « réaction du cycliste ». Le primatologue Volker Summer explique que cette dénomination évoque une personne juchée sur un vélo de course :

elle s'incline devant ses supérieurs tout en envoyant des coups de pied à ceux d'en dessous. Le terme s'applique aux animaux qui vivent à l'intérieur de hiérarchies sociales strictes et qui apaisent les membres dominants du groupe tout en attaquant leurs inférieurs. Les psychologues Jim Sidanius et Felicia Pratto suggèrent que le conflit et l'oppression dans les groupes humains, comme le racisme et le sexisme, proviennent de la manière dont les inégalités donnent lieu à une discrimination individuelle et institutionnelle, et du degré de complicité ou de résistance à la domination de certains groupes sociaux sur d'autres³³². Dans les sociétés plus inégalitaires, plus de gens tendent à être dominants ; dans les sociétés plus égalitaires, ils sont plus enclins à l'ouverture et à l'empathie.

Le dernier élément prouvant que l'inégalité de revenus affaiblit la mobilité sociale nous vient des travaux de recherche qui expliquent pourquoi les personnes stigmatisées vivant dans des sociétés plus inégalitaires se sentent mieux quand elles sont séparées de celles qui les regardent avec mépris. Il a été démontré que la santé des groupes vivant avec des ethnies minoritaires similaires est parfois meilleure que celles de leurs homologues plus prospères vivant dans des zones où existe un autre groupe ethnique dominant³³³. On ne saurait mieux illustrer les dommages que la discrimination et le préjugé causent au bien-être de la population. Cet effet s'appelle la « densité de groupe ». Il a été mis en évidence pour la première fois dans le domaine des maladies mentales. Des études menées à Londres, par exemple, ont montré une incidence plus élevée de la schizophrénie parmi les minorités ethniques vivant dans des quartiers abritant moins de gens de leur origine³³⁴ ; les chercheurs sont parvenus aux mêmes conclusions en ce qui concerne le suicide³³⁵ et l'automutilation³³⁶. Des études menées aux États-Unis ont mis en lumière le même effet concernant les maladies cardiaques³³⁷⁻³³⁸ et l'insuffisance pondérale à la naissance³³⁹⁻³⁴⁰. Le fait de vivre dans une zone plus pauvre est généralement associé à une santé moins bonne. Les membres de minorités ethniques habitant dans des zones où ils sont peu nombreux ont tendance à être plus prospères et à vivre dans des quartiers plus favorisés que ceux étant dans des zones où la minorité en question est plus concentrée. Découvrir que ces individus plus isolés ethniquement sont parfois en moins bonne santé est surprenant. L'explication vient probablement du fait qu'ils deviennent conscients d'appartenir à un groupe minoritaire à faible statut à travers les yeux du groupe dominant, qu'ils sont peut-être confrontés plus fréquemment aux préjugés et à la discrimination, et que moins de gens les aident. Les effets psychologiques des stigmates sociaux sont parfois assez puissants pour surpasser les avantages sanitaires apportés par l'aisance matérielle. Ceci nous en dit long sur la puissance de l'inégalité et nous ramène à l'importance du statut social, du soutien entre citoyens et de l'amitié, ainsi qu'à l'influence de l'anxiété et des stigmates sociaux abordés au chapitre 3.

Les écarts de revenus plus importants semblent « solidifier » la structure sociale et diminuer les possibilités de mobilité ascendante. Quand l'inégalité de revenus est plus prononcée, l'égalité des chances est une perspective difficilement atteignable.

* Comportement adopté par un individu provoqué par un autre ou frustré par une situation et qui blesse volontairement une autre personne (ou un groupe) n'ayant pas été instigatrice de la provocation. Cf. Laurent Bègue, *L'Aggression humaine*, Paris, Dunod, 2010 (NDE).

** Le *sink estate*, au Royaume-Uni, désigne un quartier composé de logements à loyer modéré ou de logements sociaux regroupant une population très majoritairement défavorisée (NDT).

*** « Quartier » en espagnol (NDT).

TROISIÈME PARTIE
UNE SOCIÉTÉ MEILLEURE

Chapitre 13

SOCIÉTÉS EN DYSFONCTIONNEMENT

Aucun homme n'est une Île, un tout, complet en soi ; tout homme est un fragment du continent, une fraction du tout.
John Donne, *Meditation XVII*

Les chapitres 4 à 12 nous ont montré que la plupart des grands problèmes sanitaires et sociaux du monde riche sont plus fréquents dans les sociétés les plus inégalitaires, que ce soit parmi les pays riches et développés ou parmi les cinquante États américains. Dans un cas comme dans l'autre, les relations mises en évidence sont trop significatives pour qu'on puisse les rejeter en les considérant comme de simples faits du hasard. Nous ne saurions trop sous-estimer l'importance de ces relations. En premier lieu, les écarts observés entre sociétés plus ou moins égalitaires sont élevés (le degré de fréquence des problèmes peut être trois à dix fois supérieur dans les sociétés plus inégalitaires). De plus, ces écarts ne constituent en rien des différences entre groupes de personnes à « haut risque » et groupes à « faible risque », qui ne s'appliqueraient qu'à une petite fraction de la population ou seulement aux pauvres ; ils concernent bel et bien la prévalence de divers problèmes qui touchent des populations entières.

Sociétés en dysfonctionnement

Parmi les points qui émergent des chapitres 4 à 12, nous voyons notamment que certains pays ont tendance à obtenir des résultats positifs sur presque tous les critères, tandis que d'autres sont systématiquement en queue de peloton. Il est possible, en d'autres termes, de prédire la performance d'un pays sur un critère déterminé uniquement en ayant observé les autres critères. Si un pays obtient une mauvaise note en matière de santé, par exemple, nous pouvons prédire avec un certain degré de certitude qu'on y trouve un taux d'incarcération élevé, des grossesses prématurées nombreuses, une obésité fréquente, un nombre important d'individus souffrant de maladies mentales et ainsi de suite. Il s'avère en effet que l'inégalité entraîne un dysfonctionnement sociétal qui engendre toute une gamme de problèmes.

Au plan international, nous trouvons systématiquement les pays scandinaves et le Japon à l'extrémité saine de la répartition statistique. À l'opposé, en proie à une prévalence élevée de la plupart des problèmes sanitaires et sociaux, nous retrouvons les États-Unis, le Portugal et le Royaume-Uni. Même scénario pour les cinquante États américains, le New Hampshire, le Minnesota, le Dakota du Nord et le Vermont figurant parmi les États qui obtiennent de bonnes performances un peu partout, tandis que le Mississippi, la Louisiane et l'Alabama sont presque toujours derniers de la classe.

La figure 13.1 résume nos conclusions. C'est une copie conforme de la figure 2.2. Elle illustre une fois encore le lien entre l'inégalité et notre indice combiné des problèmes sanitaires et sociaux. Ce graphique montre par ailleurs que la relation n'est pas dépendante d'un quelconque groupe de pays particuliers, par exemple de ceux qui se situent à l'une ou l'autre extrémité de la répartition statistique. C'est tout le contraire puisque la relation est forte dans l'ensemble des inégalités présentes dans nos démocraties libérales et développées. Même si certains liens sont moins évidents dans nos analyses des cinquante États américains, quand nous passons aux analyses internationales, les États-Unis se trouvent toujours là où leurs inégalités le laissent prévoir.

Les chiffres sur certains pays sont probablement plus précis que d'autres, mais il importe de ne pas sélectionner nos données subjectivement. C'est pourquoi nous avons utilisé le même ensemble de données sur l'inégalité publiées par les Nations unies tout au long de nos travaux. Pour les États américains, nous avons utilisé les données du recensement américain telles qu'elles sont publiées. Cela dit, même si quelqu'un devait remettre frontalement en question la validité des chiffres relatifs à une société, cela ne changerait rien à l'image globale qui transparaît de la figure 13.1. Il en va de même des chiffres que nous utilisons concernant chacun des problèmes sanitaires et sociaux. Chaque ensemble de données est présenté tel qu'il est fourni à la source : nous les prenons tels que publiés, sans aucune tergiversation.

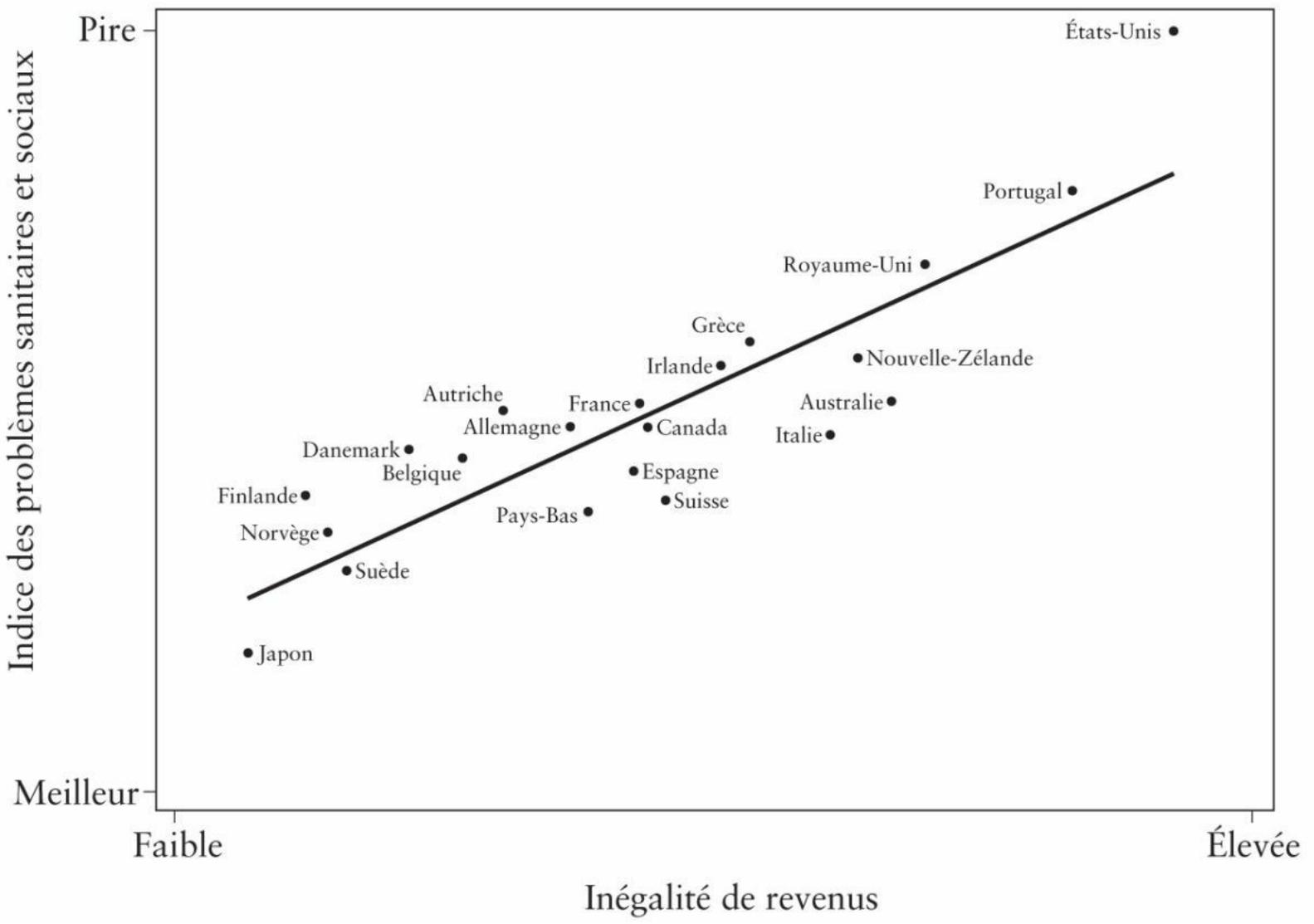


Figure 13.1 Les problèmes sanitaires et sociaux sont plus fréquents dans les pays plus inégalitaires.

Le suicide est l'unique problème social rencontré qui tend à être plus fréquent dans les pays plus égalitaires – sauf dans les États américains plus égalitaires, ce qui est un point important. Nous pouvons nous en étonner, mais deux raisons expliquent ce phénomène. Premièrement, dans certains pays, le suicide n'est pas plus répandu si l'on descend sur l'échelle sociale. En Grande-Bretagne, par exemple, un gradient social bien défini n'est apparu qu'au cours des dernières décennies. Deuxièmement, le suicide entretient souvent avec l'homicide une relation inverse. Après tout, le vieux cliché psychologique qui dit que la colère s'exprime tantôt vers l'intérieur et tantôt vers l'extérieur pourrait bien contenir un fond de vérité : s'attribue-t-on les choses qui ne vont pas ou les attribue-t-on aux autres ? Au chapitre 3, nous avons épinglé l'augmentation de la tendance au reproche vis-à-vis du monde extérieur (l'émergence du narcissisme défensif) et les contrastes à cet égard entre les États-Unis et le Japon. N'est-il pas remarquable qu'un article du *New England Journal of Medicine* sur la santé à Harlem (New York) cite le suicide comme l'unique cause de décès moins fréquente là-bas que dans le reste des États-Unis³⁴¹ ?

Tout le monde en profite

Il est monnaie courante d'entendre dire à propos des conclusions des recherches en sciences sociales qu'elles relèvent de l'évidence, ou encore non sans mépris que ce n'était pas la peine de réaliser tout ce boulot si coûteux pour nous dire quelque chose dont nous avons déjà conscience. La plupart du temps, ce sentiment de connaissance ne fait pourtant son chemin qu'avec le recul, après publication des résultats de la recherche. Essayez donc de demander à chacun de prédire les conclusions d'une étude : de toute évidence, toutes sortes d'éléments différents pourront sembler parfaitement plausibles. Maintenant que nous avons analysé dans les chapitres précédents les éléments démontrant que l'inégalité est liée à la prévalence d'un si grand nombre de problèmes, nous espérons que la plupart des lecteurs auront le sentiment que le tableau se comprend d'emblée intuitivement. En effet, il peut sembler évident que des problèmes associés à un manque relatif soient plus courants dans les sociétés plus inégalitaires. En revanche, si vous demandez aux gens pourquoi une égalité plus marquée réduit ces problèmes, la réponse la plus fréquente sera que les pauvres sont moins nombreux dans les sociétés plus égalitaires. Ils partiront du principe que l'égalité accrue aide les plus défavorisés. Outre qu'elle ne recouvre qu'une fraction infime de l'explication appropriée, cette réponse montre aussi que nous sommes incapables d'identifier les principaux processus ayant trait aussi bien à nos vies qu'aux sociétés dans lesquelles nous vivons. En réalité, l'immense majorité de la population subit les conséquences de la présence d'inégalités substantielles.

L'une des pistes à suivre pour le comprendre, et que nous trouvions initialement surprenante, est l'ampleur même des écarts constatés ; la prévalence des problèmes évoqués aux chapitres 4 à 12 varie très fortement. Le taux de maladies mentales est cinq fois plus élevé dans les populations les plus inégalitaires que dans les sociétés les plus égalitaires, et ceci dans *l'ensemble* des populations analysées. De même, dans les sociétés plus inégalitaires, les gens ont cinq fois plus de risques d'être incarcérés, six fois plus de risques d'être cliniquement obèses, et le ratio des taux d'homicides peut être encore bien plus élevé. Et si ces écarts sont à ce point gigantesques, c'est simplement parce que les effets de l'inégalité ne sont pas confinés aux couches les plus défavorisées ; l'inégalité affecte la grande majorité de la population. Prenons un exemple, celui de l'espérance de vie de l'Américain moyen, inférieure de 4,5 années à celle du Japonais moyen. Cet écart ne vient pas du fait que les 10 % les plus pauvres de la population américaine souffrent d'un déficit d'espérance de vie dix fois plus important (soit 45 ans) alors que le reste de la population fait jeu égal avec les Japonais. Comme le souligne l'épidémiologiste Michael Marmot, nous pourrions retirer de l'équation tous les problèmes sanitaires des pauvres, l'essentiel de la problématique posée par les inégalités sanitaires resterait ce qu'elle est. Pour prendre la question sous un autre angle, même en ne considérant que les taux de mortalité des Américains blancs, ceux-ci restent moins bons – comme nous allons le voir – que ceux de la plupart des autres pays développés.

En comparant la santé de différents groupes de population dans des sociétés plus ou moins inégalitaires, nous verrons que les bénéfices tirés de l'égalité touchent beaucoup plus de gens. Une étude parue en 2006 dans la revue de l'Association médicale américaine (AMA) comparait la santé des hommes d'âge moyen aux États-Unis et en Angleterre³⁴² (et non dans l'ensemble du Royaume-Uni). Pour renforcer la comparabilité, l'étude se limitait aux populations blanches non hispaniques des deux pays. Ces hommes ont été répartis en différentes catégories de revenus et d'éducation. La figure 13.2 ventile les taux de diabète, d'hypertension, de cancer, de maladies pulmonaires et de maladies cardiaques dans chacune des trois catégories éducatives : élevée, moyenne, basse. Les taux américains correspondent aux barres plus foncées à l'arrière-plan et les taux anglais sont les plus

clairs. La tendance observée est que ces maladies sont systématiquement plus élevées aux États-Unis qu'en Angleterre, non seulement chez les moins bien éduqués mais dans l'ensemble des niveaux d'éducation. Les mêmes constatations ont été faites concernant les taux de décès et divers marqueurs biologiques comme la pression sanguine, le cholestérol et les mesures du stress.

Même si ce point est parfaitement apparent, les auteurs de l'étude prennent soin de préciser que les écarts de santé entre classes sociales sont plus marqués aux États-Unis qu'en Angleterre lorsque l'on classe les gens tant selon leurs revenus que selon leur éducation³⁴³.

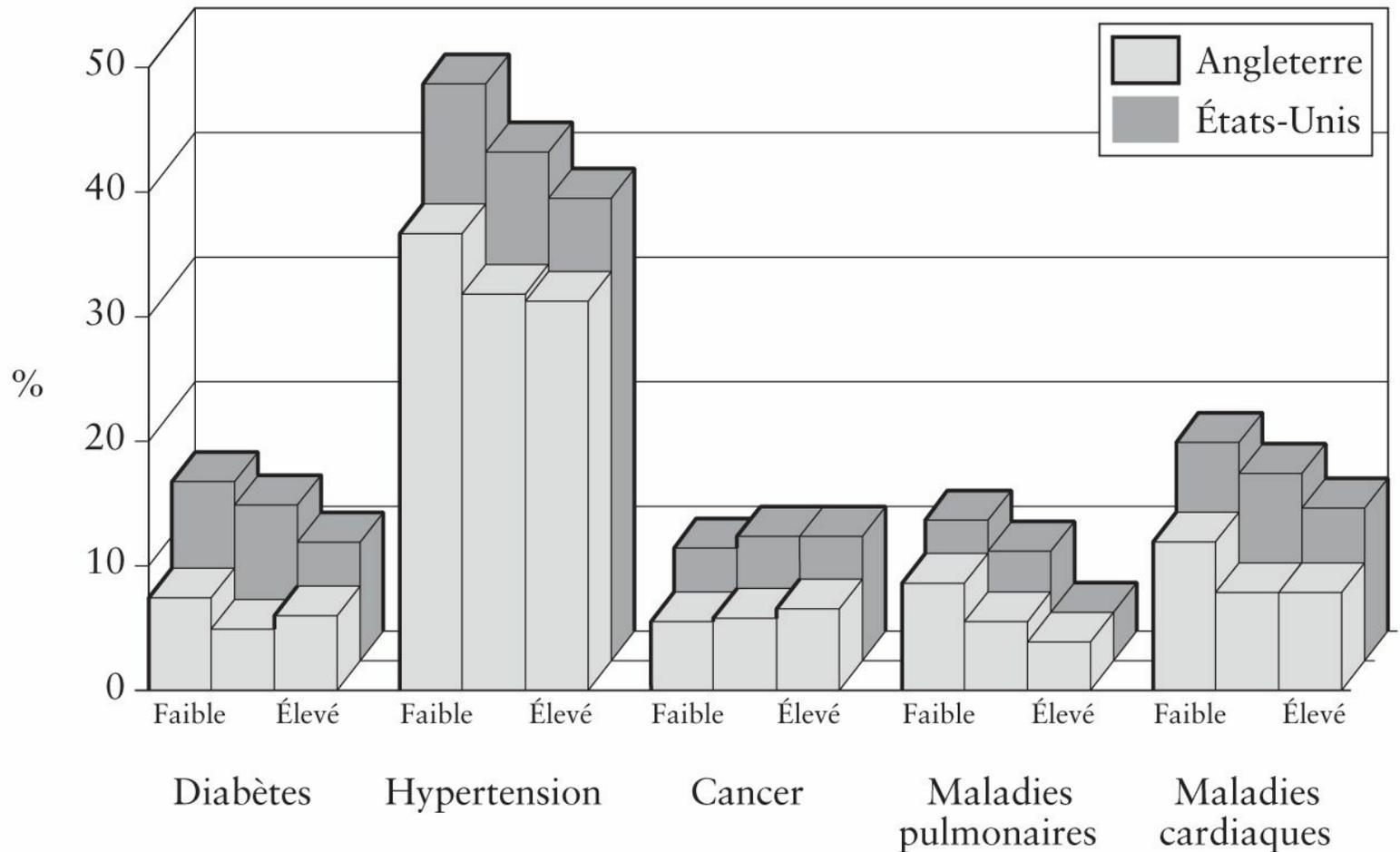


Figure 13.2 Les taux de maladie sont plus faibles en Angleterre qu'aux États-Unis quel que soit le niveau d'éducation (faible ou élevé)³⁴⁴.

Dans cette comparaison, l'Angleterre était le plus égalitaire et le plus sain des deux pays. Mais des chercheurs ont aussi procédé à des comparaisons similaires entre les taux de décès en Suède et les taux de décès en Angleterre et au Pays de Galles. Pour s'assurer de la précision des comparaisons, les chercheurs suédois ont classé un grand nombre de décès de leurs compatriotes en fonction de la classification britannique des statuts professionnels, qui va de la classe V pour les métiers manuels non qualifiés à la classe I pour les professions libérales. La figure 13.3 montre les écarts qu'ils ont découverts concernant les taux de décès des hommes d'âge moyen³⁴⁵. Les taux de décès de la Suède (le plus égalitaire des deux pays) sont plus faibles dans toutes les catégories professionnelles, à tel point que le taux de décès suédois le plus élevé des classes les plus faibles – est carrément inférieur aux taux des classes anglaises et galloises les plus élevées.

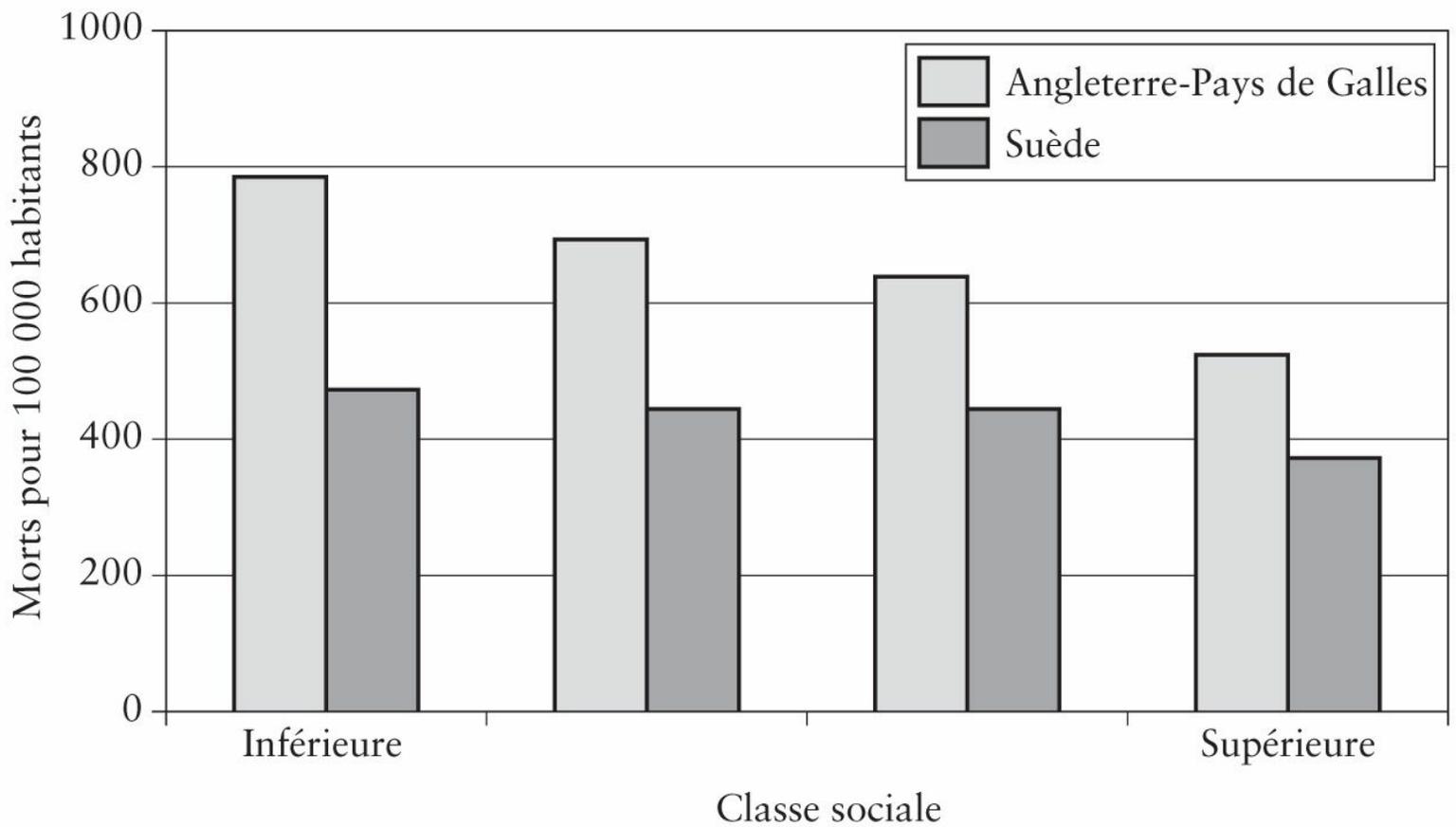


Figure 13.3 Les taux de décès des Suédois d'âge moyen sont plus faibles dans toutes les catégories professionnelles que ceux de leurs homologues anglais et gallois³⁴⁶.

Une autre étude, toujours du même type, a pris pour point de comparaison les taux de mortalité infantile en Suède, en Angleterre et au Pays de Galles³⁴⁷. Les décès d'enfants ont été classés en fonction du métier du père. Ces occupations professionnelles ont encore une fois été codées sur la base d'un même système, identique dans chaque pays. Les résultats sont montrés dans la figure 13.4. Les décès des bébés nés d'un parent isolé, et donc impossibles à coder selon le métier du père, sont montrés à part. Une fois de plus, les taux de décès suédois sont plus faibles dans l'ensemble de la société (notez que ces deux études ont été publiées respectivement en 1989 et en 1992, par conséquent les taux de décès indiqués sont bien plus élevés que les taux actuels).

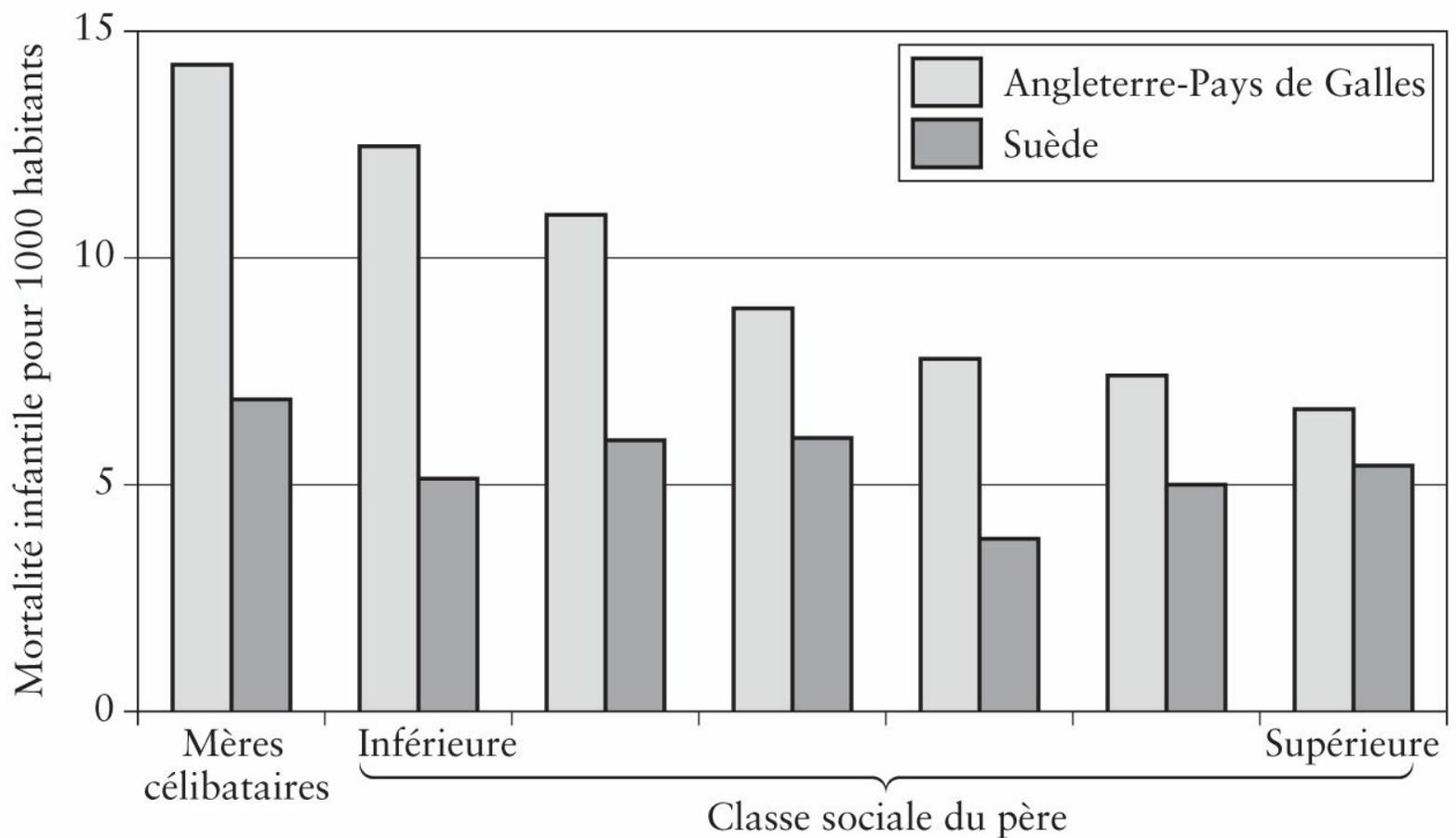


Figure 13.4 Les taux de mortalité infantile des Suédois sont plus faibles dans toutes les catégories professionnelles que ceux de leurs homologues anglais et gallois³⁴⁸.

D'autres exercices comparatifs ont également pris pour objet les États plus ou moins égalitaires des États-Unis. Là-bas aussi, les avantages liés aux écarts de revenus plus resserrés dans les États plus égalitaires semblent concerner toutes les catégories de revenus. L'une de ces études est parvenue à la conclusion que « l'inégalité de revenus exerce un effet comparable sur tous les sous-groupes de la population », que les gens soient classés selon l'éducation, la race ou les revenus (à telle enseigne que les auteurs en viennent à dire que l'inégalité agit comme un polluant qui se répand à travers toute la société³⁴⁹). Dans le cadre d'une étude menée par nos soins, nous avons observé la relation entre les revenus médians et les taux de décès de l'ensemble des comtés américains³⁵⁰. Nous avons comparé la relation entre les revenus moyens et les taux de décès des comtés selon l'appartenance de chaque comté à l'un des vingt-cinq États les plus inégalitaires ou à l'un des vingt-cinq États les plus égalitaires. Comme le montre la figure 13.5, dans les États égalitaires comme inégalitaires, les comtés plus pauvres tendent à avoir, comme prévu, des taux de décès plus élevés. En revanche, à tous les niveaux de revenus, les taux de décès étaient plus faibles dans les vingt-cinq États plus égalitaires que dans les vingt-cinq États plus inégalitaires. En comparant chaque niveau de revenus, nous avons constaté que les avantages liés à une égalité plus importante étaient plus significatifs dans les comtés plus pauvres, mais qu'ils existaient même dans les comtés les plus riches. Dans ses grandes lignes, l'image obtenue est très proche de celle des figures 13.3 et 13.4, qui comparent la Suède à l'Angleterre et au Pays de Galles. Comme dans les comtés américains où les avantages d'une meilleure égalité englobent l'ensemble des catégories de revenus, les avantages de l'égalité accrue en Suède bénéficient à toutes les classes sociales, même s'ils sont plus significatifs dans les classes inférieures.

Morts de causes quelconques parmi les hommes et femmes en âge de travailler

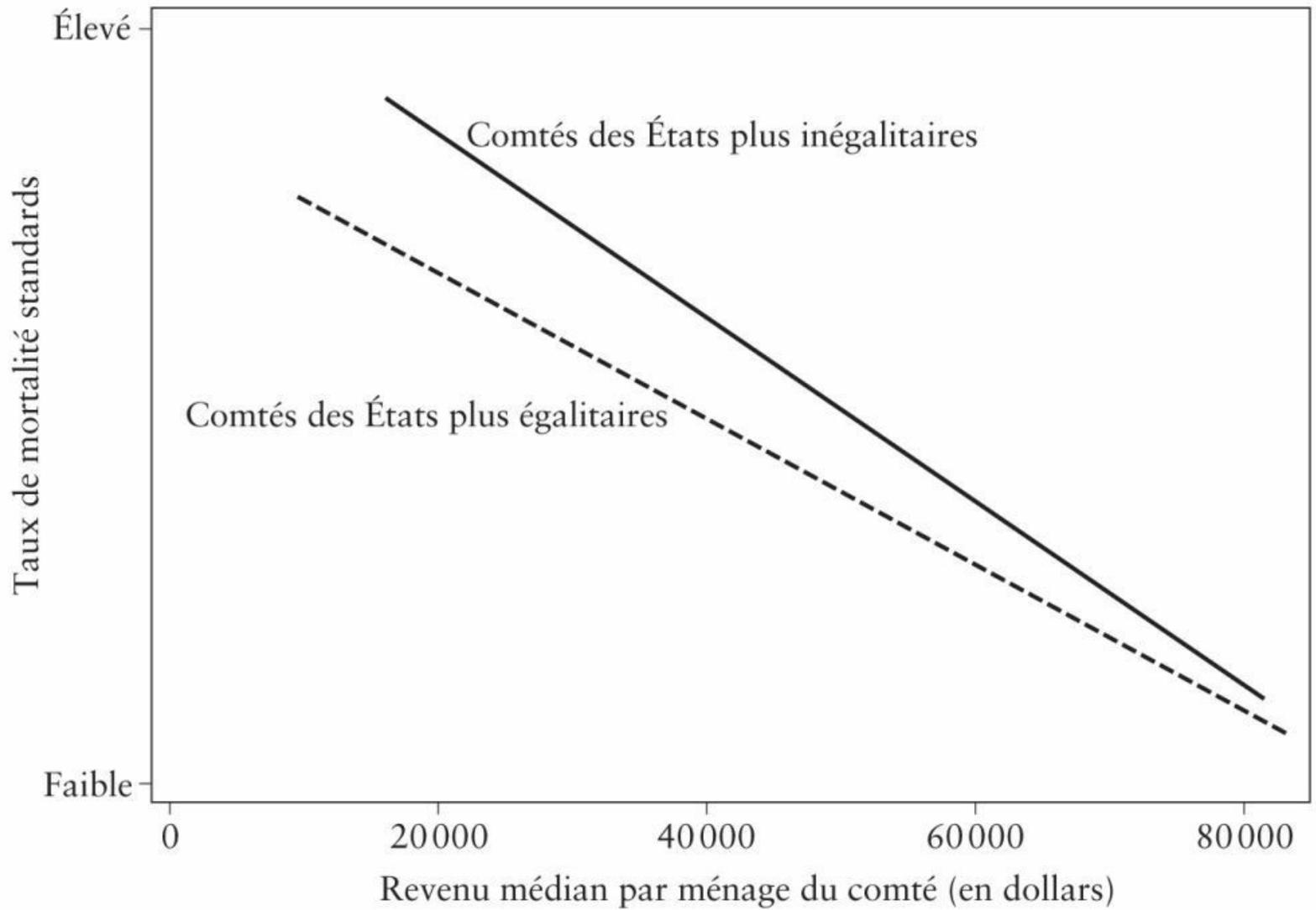


Figure 13.5 La relation entre le revenu médian par ménage et les taux de décès des comtés, selon que les comtés considérés se trouvent dans les 25 États les plus égalitaires ou dans les 25 États les plus inégalitaires.

La figure 8.4 du chapitre 8, comparant les notes en lecture et écriture des jeunes gens dans différents pays en fonction du niveau d'éducation de leurs parents (et donc indirectement en fonction du statut social de leur famille), avait elle aussi démontré que les avantages d'une meilleure égalité profitent à l'ensemble de la société. En Finlande et en Belgique, pays plus égalitaires, les bénéfices d'une meilleure égalité étaient plus conséquents au bas de l'échelle sociale que dans des pays plus inégalitaires comme le Royaume-Uni et les États-Unis. Pourtant, même les enfants de parents avec de plus hauts niveaux d'éducation obtenaient de meilleurs résultats en Finlande et en Belgique que leurs homologues anglais et américains.

Une question est souvent posée : celle de savoir si les riches profitent également d'une égalité accrue. Peut-être faut-il répondre à l'aide de ces mots de John Donne, pour qui « aucun homme n'est une Île », c'est-à-dire protégé des effets de l'inégalité. Les données que nous venons d'examiner divisent la population en trois ou quatre catégories de revenus ou de niveaux d'éducation et, parfois, comme dans la figure 13.4, en six classes professionnelles. S'il faut en croire ces analyses, mêmes les plus riches profitent d'une meilleure égalité. En revanche, quand nous parlons des « riches », en nous référant aux millionnaires, aux célébrités, à ceux que l'on voit dans les médias, aux directeurs

des grandes entreprises ou à ceux qui font l'actualité, nous ne pouvons que deviner comment l'inégalité les toucherait. Certes, nous pouvons avoir l'impression de vivre dans un monde peuplé par des visages et des noms qui n'en finissent pas de refaire irruption dans les médias, mais ces gens ne composent qu'une fraction minuscule de la population, un groupe bien trop peu nombreux pour qu'on l'analyse séparément. En l'absence de données sur cette minorité réduite de la population, il ne nous reste qu'à deviner s'ils ont une chance plus ou moins importante d'échapper à la violence, aux drogues et aux maladies mentales, qui sont le lot des sociétés inégalitaires. La vie et la mort de célébrités comme John Lennon, Kurt Cobain, Marilyn Monroe, les frères Kennedy assassinés, la princesse Diana ou la princesse Margaret indiquent que ce n'est pas le cas. En revanche, les études sont extrêmement claires sur le fait qu'une meilleure égalité génère des gains substantiels, y compris au sein de la catégorie professionnelle la plus élevée et au sein du quart ou du tiers de la population la plus riche et la mieux éduquée, qui englobent ceux vraiment très riches. En résumé, que nous examinions des pays ou des États américains, les avantages générés par l'égalité sont partagés par une grande majorité de la population. Et c'est précisément parce que les avantages de l'égalité sont si largement partagés que la prévalence des problèmes observés dans cet ouvrage peut varier dans des proportions aussi grandes d'un pays à l'autre.

Au fur et à mesure que les résultats de la recherche ont livré leur verdict, le caractère général des avantages de l'égalité nous semblait tellement paradoxal dans un premier temps qu'il remettait absolument tout en question. Plusieurs tentatives menées par des équipes internationales destinées à comparer les inégalités sanitaires dans divers pays suggéraient que celles-ci ne variaient pas tellement d'un pays à l'autre. Cette conclusion contredisait les éléments de preuve attestant de la meilleure santé des pays plus égalitaires. Comment une égalité accrue pouvait-elle améliorer la santé si ce n'est en comblant le fossé sanitaire entre riches et pauvres ? À l'époque, c'était une pierre d'achoppement majeure. Aujourd'hui, nous comprenons en quoi les deux ensembles de découvertes sont cohérents. Des écarts de revenus plus ténus améliorent la santé de tous, mais l'amélioration sanitaire est plus importante chez les pauvres que chez les riches. Si des écarts de revenus plus réduits entraînent une réduction des taux de décès relativement semblables dans l'ensemble de la société, alors, lorsque nous les mesurons en termes relatifs, les écarts entre les taux de décès des riches et des pauvres resteront inchangés. Supposons que les taux de décès sont de 60 pour 100 000 personnes dans la catégorie inférieure et de seulement 20 pour 100 000 dans la catégorie supérieure. Si vous baissez de 50 % les taux de décès de tous les groupes, vous aurez réduit le taux de décès de 30 % dans le groupe des pauvres et de 10 % dans celui des riches. Mais, même si les pauvres ont bénéficié de la baisse de loin la plus importante en termes absolus, il subsiste pourtant un écart de classe relatif de un pour trois. Quelle que soit la réduction des taux de décès exprimée en pourcentage, aussi longtemps qu'elle s'applique à la société dans son ensemble, c'est chez les pauvres qu'elle fera la plus grande différence, mais les mesures relatives des écarts entre classes sociales resteront inchangées.

Nous savons désormais que ces études nous livrant des conclusions a priori paradoxales nous communiquaient en fait un élément d'information crucial sur les effets de l'égalité. En indiquant que les sociétés plus ou moins égalitaires abritaient des différentiels de santé relative similaires, elles nous informaient que l'égalité accordait à tous des avantages grosso modo proportionnels. Plusieurs études consacrées à cette question utilisent des données provenant des États nord-américains^{351, 352, 353} et au moins cinq autres utilisent des données provenant de divers pays. Toutes confirment que les avantages de l'égalité concernent toute la population et ne profitent pas qu'aux pauvres^{354, 355, 356, 357}.

D'autres explications ?

De toute évidence, quelque chose influe sur la capacité que possède chaque société d'obtenir des résultats bons ou moins bons dans un large éventail de problèmes sociaux. Comment être certain qu'il s'agit de l'inégalité ? Avant même d'examiner si cette inégalité joue un rôle causal, voyons d'abord si d'autres explications pourraient s'avérer satisfaisantes.

D'aucuns ont avancé l'idée que les performances des pays anglophones étaient mauvaises, mais cette thèse n'est pas fondée. Prenons la santé mentale, par exemple, un domaine dans lequel les pays les plus touchés sont effectivement les pays anglophones, du moins parmi ceux pour lesquels nous disposons de données comparables. Nous avons montré au chapitre 5 que les taux les plus élevés sont ceux des États-Unis, suivis dans l'ordre par l'Australie, le Royaume-Uni, la Nouvelle-Zélande et le Canada. Seulement voilà, même au sein de ce groupe de pays, nous observons une corrélation très forte entre la prévalence des maladies mentales et l'inégalité. Par conséquent, l'inégalité explique pourquoi les résultats des pays anglophones sont mauvais *et aussi* pourquoi certains pays font mieux que d'autres.

Il ne faudrait pas non plus penser que les États-Unis et la Grande-Bretagne, deux pays qui ont beaucoup de choses en commun, sont les seules sociétés qui obtiennent de mauvais résultats dans presque tous les domaines. Le même phénomène se produit également au Portugal. Sa faible performance s'inscrit dans le fil de ses inégalités, très marquées. En revanche, le Portugal et les États-Unis pourraient difficilement être plus dissemblables à bien d'autres égards. Quoi qu'il en soit, la preuve que ces relations ne reflètent pas seulement un problème propre aux cultures anglophones réside ailleurs encore. Même si nous supprimons ces pays de la figure 13.1 (p. 165), il subsiste une relation étroite entre l'inégalité et l'indice des problèmes sanitaires et sociaux parmi les autres pays. Il en va de même des pays nordiques à l'autre extrémité de la répartition statistique, ceux-ci partageant incontestablement des traits culturels communs. Mais, si nous supprimons ces pays de la figure 13.1, la relation entre l'inégalité et l'indice reste forte entre les pays subsistants.

Au-delà de ce démenti des explications exclusivement culturelles, il vaut la peine de souligner quelques contrastes intéressants entre certains pays. Par exemple, le Portugal a beau avoir de mauvais résultats, l'Espagne, pour sa part, fait au moins aussi bien que la moyenne, alors que ces deux pays partagent une frontière, qu'ils ont vécu sous une dictature jusque dans les années 1970 et qu'ils ont de nombreux points communs culturels. L'inégalité semble pourtant prendre le pas sur tous ces facteurs.

Le pays qui se comporte le mieux est le Japon alors que, sous d'autres angles, il est totalement différent de la Suède, qui arrive en deuxième position. Pensons par exemple aux structures familiales et à la situation des femmes. Sur ces plans-là, la Suède et le Japon ne pourraient pas être plus éloignés, ils occupent les extrémités du spectre. La Suède a une proportion très importante de naissances hors mariage et la présence des femmes dans le monde politique y est égale à celle des hommes ou peu s'en faut. Au Japon, c'est tout le contraire. Nous retrouvons le même contraste concernant la proportion de femmes occupant des emplois rémunérés. Même le chemin par lequel elles accèdent à l'égalité est différent : en Suède, cela passe par une fiscalité et des prestations redistributives ainsi qu'un système de sécurité sociale développé ; alors qu'au Japon les dépenses publiques sociales, en proportion du revenu national, comptent parmi les plus faibles des grands pays développés. Le Japon obtient son degré élevé d'égalité non tant par la redistribution mais par une égalité accrue des revenus du travail, des revenus *avant* impôts et prestations sociales. Malgré ces différences, les deux pays obtiennent de bonnes performances, comme le laissent supposer leurs

faibles écarts de revenus et quasiment aucun autre facteur.

Ce qui nous conduit à un autre point absolument crucial : l'égalité peut être obtenue soit en utilisant la fiscalité et les prestations sociales pour redistribuer des revenus très inégaux, soit en garantissant une égalité plus importante des revenus bruts avant impôts et prestations sociales, option qui diminue la nécessité d'une redistribution. En d'autres termes, il ne faut pas forcément un État omniprésent pour obtenir les avantages d'une société plus égalitaire. Ce principe s'applique d'ailleurs à d'autres domaines des dépenses publiques. Concernant les pays figurant dans notre analyse internationale, nous avons collecté les chiffres de l'OCDE sur les dépenses sociales publiques exprimés en proportion du PIB et nous avons découvert qu'elles n'entretiennent absolument aucun lien avec notre indice des problèmes sanitaires et sociaux. De façon peut-être contre-intuitive, le niveau des dépenses sociales par rapport au PIB ne changeait rien non plus à l'association entre l'inégalité et l'indice en question. En effet, même si ce n'est qu'une partie de l'explication, les gouvernements peuvent choisir de dépenser soit pour prévenir les problèmes sociaux, soit pour gérer les conséquences d'un creusement des écarts de revenus.

Nous pouvons aussi retrouver des exemples illustrant ces voies disparates conduisant à l'égalité accrue parmi les cinquante États américains. Bien que ceux dont la performance est bonne représentent majoritairement des États où les prestations sociales sont généreuses, la tête du classement est occupée par le New Hampshire, dont les dépenses sociales sont parmi les plus modestes. Comme le Japon, cet État obtient un degré élevé d'égalité à travers l'égalité inhabituelle de ses revenus bruts. Les recherches menées sur la base des données relatives aux États américains afin de déterminer si des services sociaux de meilleure qualité expliquaient la meilleure performance des États plus égaux ont conclu que, dans la configuration nord-américaine, les services sociaux font effectivement une différence, mais que cela n'explique pas pourquoi la performance des États plus égaux est tellement meilleure³⁵⁹. Par conséquent, le moyen par lequel une société devient plus égalitaire est moins important que le fait de savoir si cette société est, oui ou non, égalitaire.

Ethnicité et inégalité

Les gens se demandent parfois si les divisions ethniques des sociétés pèsent dans la relation entre l'égalité et la fréquence accrue des problèmes sanitaires et sociaux. Deux raisons nous donnent à penser que ce pourrait être le cas. Premièrement, il y a l'idée que certains groupes ethniques ont moins de capacités et qu'ils sont donc plus exposés aux problèmes ; une idée à rejeter parce qu'elle ne fait rien d'autre qu'exprimer un préjugé racial. L'autre possibilité, à prendre plus au sérieux, serait que les minorités font souvent moins bien parce qu'elles sont exclues des possibilités éducatives et professionnelles permettant une meilleure performance. Dans cette optique, les préjugés à l'encontre des minorités conduiraient à associer les divisions ethniques aux écarts de revenus plus importants et, partant, à une fréquence accrue des problèmes sanitaires et sociaux. Un tel processus produirait, en revanche, une relation entre l'inégalité de revenus et les résultats plus médiocres obtenus sur notre indice des problèmes sanitaires et sociaux. Les divisions ethniques peuvent favoriser l'exclusion sociale et la discrimination, mais les problèmes sanitaires et sociaux s'intensifient en proportion des privations relatives subies par la population, quelle que soit l'appartenance ethnique.

Les personnes se trouvant au bas de l'échelle sociale subissent presque toujours la discrimination et les préjugés. Il existe bien entendu des différences considérables entre ce que l'on perçoit comme un préjugé de classe dans les sociétés d'un seul groupe ethnique et ce que l'on considère comme un préjugé racial lorsque des divisions ethniques existent. Bien que les marqueurs culturels des classes sociales soient intrinsèquement produits par des différenciations relatives au statut social, ils sont moins indélébiles que les différences de couleurs de peau. Mais lorsque des différences ethniques, religieuses ou linguistiques en viennent à être perçues comme des marqueurs d'un statut social faible et génèrent des préjugés, il n'est pas impossible que les divisions sociales et la discrimination augmentent.

Aux États-Unis, l'inégalité des revenus dans chaque État est étroitement liée à la proportion d'Afro-Américains dans la population. Les États où les écarts de revenus sont plus importants sont généralement ceux où la proportion de populations afro-américaines est la plus importante. Ce sont aussi ces États qui obtiennent les résultats les moins bons – en matière sanitaire par – exemple à la fois au sein des populations noire et blanche. La division ethnique y renforce les préjugés et creuse les écarts de revenus, si bien que les deux populations en souffrent. Nous pourrions nous attendre à ce que les Blancs jouissent de privilèges liés à la présence d'une communauté noire plus nombreuse et moins bien rémunérée, mais l'espérance de vie de chacune des populations en pâtit.

Les effets de l'inégalité pourraient-ils résulter des divisions ethniques ? La réponse est que les deux phénomènes (inégalité et divisions ethniques) procèdent de processus quasiment identiques et qu'ils ne doivent pas être considérés comme des explications alternatives. Le préjugé accompagnant souvent les divisions ethniques peut aggraver l'inégalité et ses effets. Lorsque les différences ethniques sont devenues fortement associées à des divisions du point de vue du statut social, les divisions ethniques peuvent fournir un indicateur de l'échelle de la différenciation par le statut social, indicateur presque aussi exact que l'inégalité de revenus. Dans cette situation, certains ont soutenu que les écarts de revenus avaient éclipsé, statistiquement parlant, les différences ethniques aux États-Unis³⁶⁰. D'autres articles ayant examiné cette thèse l'ont pourtant rejetée³⁶¹⁻³⁶². Les États-Unis et leurs divisions ethniques ne sont qu'un seul des très nombreux contextes dans lequel les chercheurs ont testé l'impact des inégalités de revenus. Nous avons passé en revue 168 rapports de recherche (sur 200) examinant les effets de l'inégalité sur la santé³⁶³. Dans bon nombre de ces études, comme

au Portugal, il n'est pas possible d'attribuer ces effets aux divisions ethniques. Une étude internationale incluant une mesure de la diversité ethnique de chaque pays a conclu que cette diversité ne pouvait être responsable de la prévalence plus importante des problèmes sanitaires dans les sociétés plus inégalitaires³⁶⁴.

Parents isolés

Nous le précisons en début de chapitre, ce sont généralement les mêmes pays qui obtiennent de bons résultats et les mêmes autres qui font moins bien, quel que soit le problème sanitaire ou social considéré. Si des problèmes aussi disparates génèrent une répartition identique au niveau international, c'est qu'un même phénomène les sous-tend. Tout le problème est de savoir si l'inégalité est bien cette origine qui leur est commune. Parmi les alternatives envisageables figure le recul de la famille biparentale, l'unité sociale à l'intérieur de laquelle grandissent les enfants. Beaucoup d'acteurs attribuent toutes sortes de problèmes sociaux à la mauvaise éducation des enfants, et notamment celle qui résulte de l'augmentation des foyers monoparentaux.

Presque toujours, les données comparant des enfants élevés dans des familles monoparentales à ceux grandissant dans des familles biparentales montrent que les enfants de parents isolés se débrouillent moins bien. Quant à savoir dans quelle mesure ces conclusions traduisent des différences du point de vue de l'éducation ou de la dépression maternelle³⁶⁵, jusqu'à quel point elles résultent de la plus grande pauvreté des familles monoparentales ou d'une relation parent-enfant de moindre qualité, toutes ces questions prêtent beaucoup plus à la polémique. En général, il s'avère que chacun de ces facteurs y contribue de façon substantielle.

La proportion de parents célibataires varie énormément d'un pays à l'autre. Dans des pays comme la Grèce, seulement 4 % des familles avec enfants sont monoparentales. Dans d'autres pays comme les États-Unis, la Grande-Bretagne et la Nouvelle-Zélande, leur proportion peut atteindre 30 %. En quoi cette situation pourrait-elle expliquer pourquoi les enfants de certains pays obtiennent de moins bons résultats que d'autres ? Plus que dans l'inégalité, le problème ne résiderait-il pas dans la monoparentalité ? Pour en avoir le cœur net, nous avons voulu savoir si l'indice du bien-être des enfants de l'Unicef était lié à la proportion de ménages monoparentaux dans chaque pays concerné. Les résultats montrés dans la figure 13.6 sont surprenants : il n'existe aucune relation entre la proportion de parents isolés et les niveaux nationaux du bien-être des enfants. Cette absence de lien contraste en tous points avec la forte corrélation existant entre le bien-être des enfants et l'inégalité de revenus qui apparaît à la figure 2.6 (p. 37).

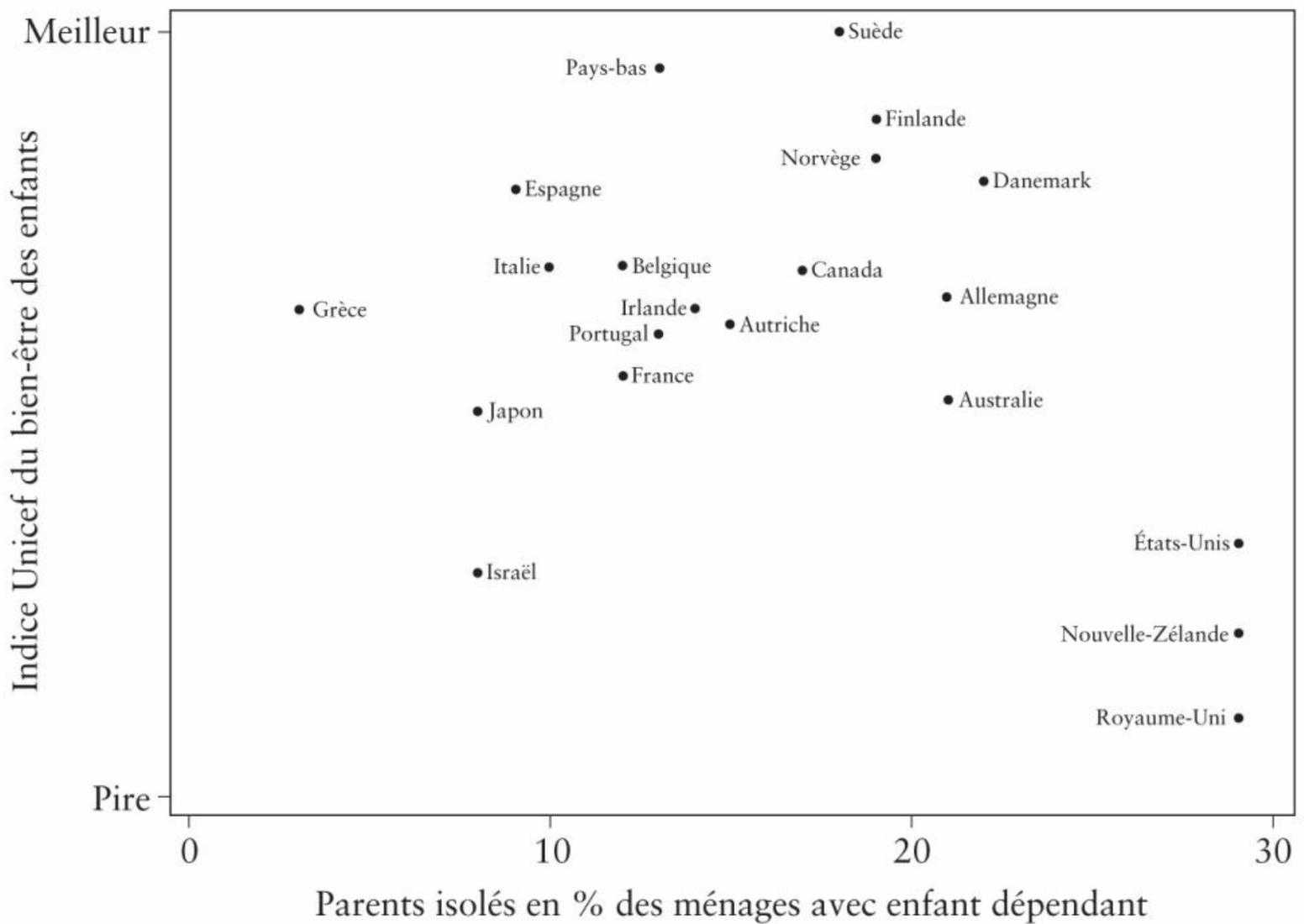


Figure 13.6 Le bien-être des enfants n'est pas lié à la proportion de parents isolés³⁶⁶.

Pour partie, l'absence de lien au niveau international entre le bien-être des enfants et la proportion de ménages monoparentaux reflète fort probablement le degré de protection contre la pauvreté que les systèmes de sécurité sociale de certains pays offrent aux familles monoparentales. Des chiffres récents de l'OCDE indiquent que seulement 6 % des parents isolés suédois ayant un emploi et 18 % de ceux qui n'en ont pas souffrent de pauvreté relative, contre respectivement 36 et 92 % aux États-Unis³⁶⁷. Les chiffres pour la Grande-Bretagne sont de 7 % pour les parents isolés ayant un emploi et de 39 % pour ceux qui en sont dépourvus. Enfin, les services de garde d'enfants, permettant aux parents isolés de travailler, ont aussi de l'importance.

Dans le contexte des controverses politiques suscitées par les aides publiques aux parents isolés, deux points valent la peine d'être mentionnés : tout d'abord, il semble possible de préserver les enfants de l'essentiel des effets indésirables associés au fait d'être élevés par des parents isolés ; ensuite, refuser l'aide de l'État ne semble pas réduire la proportion de parents isolés.

Des histoires différentes

Une autre explication est parfois avancée pour justifier le lien entre inégalité de revenus et problèmes sanitaires et sociaux. La cause serait non pas l'inégalité en tant que telle, mais les facteurs historiques qui ont conduit dès le départ les sociétés à un degré plus ou moins important d'égalité ; un peu comme si l'inégalité, à la manière d'un monument statistique, exprimait l'histoire des divisions. Cette hypothèse fait florès surtout concernant les États-Unis, car il n'échappe pas aux observateurs que les États les plus inégalitaires sont très souvent – mais pas toujours – ceux qui formèrent la Confédération et dont l'histoire fut celle d'une économie de plantations dépendante du travail des esclaves. Il faut pourtant rappeler que le degré d'égalité ou d'inégalité, dans chaque configuration, possède sa propre histoire. Si nous examinons comment la Suède est devenue plus égalitaire, comment la Grande-Bretagne et certains autres pays sont récemment devenus beaucoup plus inégalitaires, ou encore comment les régions russes et chinoises ont emprunté des voies plus ou moins égalitaires, les trajectoires suivies sont à tous les coups bien différentes. Évidemment, cette diversité contextuelle a son rôle à jouer : il ne fait aucun doute que, dans chaque cas, des facteurs historiques spécifiques expliquent pourquoi tel pays, tel État ou telle région est aujourd'hui plus ou moins égalitaire que d'autres. L'important n'est donc pas *comment* les sociétés ont atteint le point où elles se trouvent aujourd'hui, mais où elles sont parvenues du point de vue du niveau de l'inégalité.

Que l'on ne nous fasse pas dire que ces relations avec l'inégalité sont figées une fois pour toutes. L'étape du développement économique atteint par une société joue un rôle non négligeable. Ce livre se concentre exclusivement sur les pays riches et développés. Pourtant, il est évident que plusieurs résultats, notamment en ce qui concerne la santé et la violence, sont aussi fonction de l'inégalité dans les pays moins développés. Il faut bien avoir à l'esprit qu'au cours du développement économique les gradients sociaux de certains problèmes s'inversent et que leur association avec l'inégalité en est transformée. Dans les sociétés plus pauvres, tant l'obésité que les maladies cardiaques sont plus fréquentes chez les riches. Au fur et à mesure que les sociétés s'enrichissent, la répartition sociale de ces affections s'inverse et elles deviennent plus fréquentes chez les pauvres. Par conséquent, parmi les pays plus pauvres, c'est chez les plus inégalitaires d'entre eux que nous trouvons le plus de gens souffrant d'insuffisance pondérale (le schéma inverse de celui des pays riches montré au chapitre 7). La répartition sociale de l'âge de la ménarche* se transforme également au cours du développement économique. À l'époque où davantage de femmes pauvres étaient sous-alimentées, celles-ci atteignaient la maturité sexuelle plus tard que les jeunes filles riches. Ce schéma s'est lui aussi inversé avec l'élévation du niveau de vie, contribuant peut-être au gradient des grossesses précoces décrit au chapitre 9. Dans l'ensemble, il s'avère que la croissance économique et les écarts en matière de statut social sont les déterminants les plus puissants de nombreux aspects de nos vies.

Causalité

Les relations entre l'inégalité et les problèmes sanitaires et sociaux sont trop évidentes pour être mises sur le compte du hasard. Elles surviennent de façon indépendante dans nos deux bancs d'essai. Quant aux relations entre l'inégalité, d'une part, et la violence et la santé, d'autre part, elles ont été démontrées à de multiples reprises dans diverses configurations – à l'aide de données provenant de plusieurs sources. Seulement voilà, une association ne prouve pas encore une causalité et, même si nous trouvons une relation causale, encore faut-il déterminer où se trouve la cause et où se trouve l'effet.

Tous les graphiques que nous avons montrés sont des démonstrations transversales : ils traduisent des relations entre les populations à un moment donné et non comment ces relations évoluent au fil du temps dans chaque pays. Cela étant, ces relations transversales ne peuvent que ressurgir si leurs évolutions respectives devaient être simultanées. Si la santé et l'inégalité suivaient chacune leur voie et ne se croisaient que par hasard, comme des navires en pleine nuit, nous ne pourrions capturer sans cesse leur évolution en formation rapprochée. Les données internationales comparables n'existent pas en nombre suffisant pour suivre les relations dans le temps, mais il a été possible d'examiner les évolutions de la santé et de l'inégalité. Une étude a permis de déterminer que les évolutions, entre 1975 et 1985, de la population vivant avec moins de la moitié du revenu national moyen dans les douze États formant l'Union européenne d'alors avaient été fortement liées aux changements de l'espérance de vie³⁶⁸. De la même manière, il est attesté que la diminution de l'espérance de vie dans les pays d'Europe orientale au cours des six années ayant suivi l'effondrement du communisme (1989-1995) a été la plus marquée dans les pays où l'augmentation des écarts de revenus a été la plus rapide. Autre exemple de changement à long terme particulièrement frappant sur la répartition des revenus et la santé : il s'agit de la manière dont le Japon et les États-Unis ont échangé leurs places en tête du classement international de l'espérance de vie dans les pays développés. Dans les années 1950, seuls quelques rares pays faisaient mieux que les États-Unis du point de vue sanitaire. Le Japon était loin derrière. Pourtant, en 1980, le Japon s'est installé sur la première marche du podium, son espérance de vie dépassant celle de tous les autres pays développés. Les États-Unis ont rétrogradé, se trouvant déjà en bonne voie d'atteindre leur position actuelle, soit le trentième rang des pays développés. Point crucial, les écarts de revenus au Japon ont diminué pendant les quarante années qui ont suivi la Seconde Guerre mondiale. La santé japonaise a connu une amélioration rapide, dépassant celle d'autres pays, et le taux de criminalité a baissé, situation unique parmi les pays développés. Pendant ce temps, les écarts de revenus aux États-Unis se sont creusés dès 1970.

Le chapitre 3 a servi à expliciter, de façon générale, les raisons pour lesquelles nous sommes si sensibles à l'inégalité. Dans les chapitres 4 à 12, nous avons suggéré des liens de causalité spécifiques à chacun des problèmes sanitaires et sociaux. Au début de ce chapitre, nous avons vu pourquoi les facteurs culturels ne peuvent être considérés comme des explications rivales des associations avec l'inégalité. Quelles autres explications pourraient être invoquées si nous rejetons l'idée d'une relation de causalité ? L'inégalité et chacun des problèmes sociaux pourraient-ils être causés par un autre facteur qui nous est inconnu ?

Les chercheurs s'aperçoivent parfois que des relations ténues ne sont qu'un mirage traduisant l'influence d'un facteur sous-jacent, mais cette explication est beaucoup moins plausible quand les relations sont aussi étroites que celles que nous avons analysées. Notre indice des problèmes sanitaires et sociaux n'étant pas significativement corrélé aux revenus moyens, que ce soit dans notre banc d'essai international ou parmi les États américains, cette configuration exclut presque

certainement tout facteur sous-jacent directement lié au niveau de vie matériel. L'analyse menée antérieurement dans ce chapitre écarte par ailleurs le volume des dépenses publiques comme éventuel facteur explicatif. Quant à d'autres facteurs cachés, il nous semble improbable qu'un facteur de causalité aussi massif – qui détermine l'inégalité, mais qui cause aussi la mauvaise santé, l'obésité, le surpeuplement des prisons et bien d'autres choses – puisse apparaître d'un seul coup.

Reste alors à déterminer la direction de la causalité. Quand nous décrivons nos conclusions, il arrive que certaines personnes émettent l'hypothèse inverse et se demandent si ce ne serait pas plutôt les problèmes sanitaires et sociaux qui seraient à l'origine des écarts de revenus, au lieu de faire de l'inégalité la cause de tous les maux. Bien sûr, dans le « monde réel », ces phénomènes ne surviennent pas à travers des étapes clairement balisées, ce qui nous permettrait d'observer lequel apparaît en premier lieu. Les quelques éléments de preuve dont nous disposons sur leur évolution au cours du temps nous renseignent uniquement sur le fait qu'ils évoluent en parallèle. Se peut-il que les personnes qui souffrent de problèmes sanitaires ou sociaux subissent une perte de revenus et que là se trouve la cause des inégalités accrues ? Les gens malades ou souffrant d'un surpoids prononcé ont peut-être moins de chances d'avoir un emploi ou de bénéficier d'une promotion. Cette thèse pourrait-elle expliquer pourquoi les pays où les problèmes sanitaires et sociaux sont plus aigus sont aussi plus inégalitaires ?

Pour répondre brièvement, disons que non, ou, en tout cas, pas de manière convaincante. Premièrement, ce raisonnement n'explique pas pourquoi les sociétés qui obtiennent un mauvais résultat pour un problème sanitaire ou social particulier ont aussi de mauvaises performances concernant les autres problèmes. S'ils ne sont pas tous causés, au moins partiellement, par la même chose, rien ne pourrait expliquer pourquoi certains pays dont, par exemple, la prévalence de l'obésité est forte connaissent aussi un taux d'incarcération élevé. Deuxièmement, certains de ces problèmes sanitaires ou sociaux ont peu de chances d'entraîner une perte de revenus significative. Grâce à l'indice de l'Unicef, nous avons montré que les performances scolaires des enfants étaient moins bonnes dans les pays plus inégalitaires. En revanche, la piètre qualité du bien-être des enfants ne peut avoir une influence notable sur l'inégalité de revenus des adultes. De même, des taux d'homicide élevés ne peuvent pas être considérés comme une cause majeure de l'inégalité, même si les chiffres étaient beaucoup plus élevés. Dans le même ordre d'idées, l'augmentation du nombre de détenus ne peut expliquer le creusement des écarts entre revenus. Ce serait plutôt le contraire, car les mesures de l'inégalité se fondent habituellement sur des mesures de revenus des ménages qui excluent les populations vivant en établissements publics. Bien qu'on puisse soutenir que des parents adolescents puissent être à l'origine d'une augmentation de l'inégalité parce qu'ils sont majoritairement isolés et pauvres, nous avons vu que, même lorsque les pays plus égalitaires comptent une proportion importante de parents isolés, ce facteur n'explique pas les différences nationales en matière de bien-être des enfants. La raison est en partie parce que la générosité de leurs systèmes de sécurité sociale permet d'éviter la pauvreté à une fraction beaucoup plus importante d'entre eux ; ce n'est pas le cas dans la plupart des pays inégalitaires.

Quoi qu'il en soit, nous avons à formuler une objection plus fondamentale à l'idée que la causalité puisse aller des problèmes sociaux vers l'inégalité. Dans ce chapitre, nous avons montré que les populations de presque toutes les catégories de revenus, pas seulement les pauvres, ont une moins bonne qualité de vie dans les sociétés plus inégalitaires. Même en comparant des groupes de personnes dont les revenus sont semblables, ceux des sociétés plus inégalitaires obtiennent de moins bons résultats que leurs homologues des sociétés plus égalitaires. Même si les sociétés plus inégalitaires comptent davantage de pauvres, l'essentiel de la relation avec l'inégalité ne tient pas,

comme nous l'avons déjà souligné, aux pauvres : les effets de l'inégalité sont beaucoup plus largement répandus. Par conséquent, même si l'on observe une certaine perte de revenus chez les personnes malades ou touchées par un quelconque problème social, cela n'explique absolument pas pourquoi les gens qui continuent de percevoir des revenus tout à fait confortables vivent moins bien dans les sociétés plus inégalitaires.

Une approche alternative consiste à suggérer que la véritable cause ne tient pas à la répartition des revenus mais davantage à quelque chose comme une évolution de l'idéologie, à un glissement éventuel vers une philosophie économique ou une conception de la société plus individualiste appelée « pensée néolibérale ». Cela va de soi, les idéologies influencent non seulement les politiques des autorités publiques mais aussi les décisions prises par les organisations économiques qui composent la société au sens large. Elles sont l'un des très nombreux facteurs susceptibles d'influer sur l'ampleur des écarts entre les revenus. En revanche, affirmer qu'un changement idéologique peut affecter la répartition des revenus ne revient pas du tout à dire que ces changements peuvent aussi affecter tous les problèmes sanitaires et sociaux que nous avons abordés, quelle que soit l'évolution de la répartition des revenus par ailleurs. Même si tout laisse penser que les politiques néolibérales ont creusé les écarts de revenus (voir chapitre 16), les gouvernements n'ont pas eu l'intention d'affaiblir la cohésion sociale ou d'accroître la violence, de multiplier les grossesses précoces, d'aggraver l'obésité, d'encourager la consommation de drogues et tout le reste. Donc, si les changements idéologiques intervenant au niveau d'un gouvernement peuvent parfois être l'un des éléments à l'origine d'une modification de la répartition des revenus, ces politiques ne s'inscrivent pas dans un ensemble de mesures destinées à augmenter la prévalence des problèmes sociaux. Au contraire, il faudrait plutôt dire que cette augmentation est une conséquence involontaire des changements concernant la répartition des revenus. Au lieu de remettre en cause le rôle causal de l'inégalité dans l'aggravation des problèmes sanitaires et sociaux, les gouvernements, s'ils comprenaient ce que sont les conséquences du creusement des écarts entre les revenus, seraient davantage enclins à les prévenir.

Jamais les économistes n'ont laissé entendre que la mauvaise santé et les problèmes sociaux étaient les déterminants réels de l'inégalité des revenus. Ils ont concentré leurs efforts sur des aspects comme la fiscalité, les prestations sociales, la concurrence internationale, le progrès technologique et l'ensemble des compétences nécessaires au bon fonctionnement de l'économie. Aucun de ces éléments n'entretient un lien évident avec la fréquence des problèmes sanitaires et sociaux. Nous évoquerons au chapitre 16 les facteurs responsables des principaux changements en matière d'inégalité dans des pays différents.

L'une des difficultés rencontrées pour démontrer le lien de causalité est que nous ne sommes pas face à une expérience de laboratoire : nous ne pouvons réduire artificiellement les inégalités dans la moitié de notre échantillon de pays et observer ce qui va se passer. La recherche fondée sur la seule observation peut néanmoins produire des résultats tout à fait parlants, comme le montre l'astronomie. Il existe en tout cas quelques études expérimentales qui vont dans le sens de la causalité telle que nos arguments le suggèrent. Nous en avons déjà mentionné quelques-unes dans les chapitres précédents. Dans le chapitre 8, consacré à l'éducation, nous avons décrit des expériences montrant que la performance de beaucoup de personnes est affectée si elles sont catégorisées comme socialement inférieures. Les enfants indiens des castes inférieures ont résolu des labyrinthes avec autant de facilité que ceux des castes supérieures jusqu'à ce que l'on ait fait savoir à quelle caste ils appartenaient. Des expériences menées aux États-Unis ont démontré que les étudiants afro-américains obtiennent de moins bons résultats lorsqu'ils passent un test qu'on leur présente comme un test

d'évaluation que lorsqu'ils font le même test sans savoir qu'il s'agit d'un test d'évaluation. Nous avons aussi évoqué la célèbre expérience des « yeux bleus » menée sur des écoliers et qui mettait en évidence les mêmes processus.

Il peut arriver que des associations observées chez les êtres humains puissent révéler leur caractère causal dans le cadre d'expériences sur les animaux. Par exemple, les études consacrées aux fonctionnaires montrent que la santé cardiovasculaire d'un individu diminue en même temps que son statut social décline. Mais comment déterminer si les dommages sont causés par la faiblesse du statut social plutôt que par des conditions de vie moins bonnes ? Les expériences conduites sur les macaques apportent une réponse dénuée d'ambiguïté. Les macaques vivent dans des sociétés où les hiérarchies sociales sont très nettes. Dans des colonies captives, il est possible de faire en sorte que tous les animaux évoluent dans des conditions matérielles similaires : ils reçoivent tous la même alimentation et logent tous dans les mêmes abris. De plus, il est possible de manipuler le statut social en changeant certains animaux de groupe. Si vous prélevez des animaux de statut faible dans divers groupes et que vous les placez ensemble, certains devront acquérir un statut social plus élevé. De même, regrouper des animaux dominants contraindra certains d'entre eux à rétrograder dans l'échelle sociale. Des scientifiques ont découvert que les animaux qui rétrogradent dans de telles conditions souffrent d'une accumulation rapide d'artériosclérose³⁶⁹. D'autres expériences similaires suggèrent également une relation causale entre un statut social faible et l'accumulation de graisse abdominale³⁷⁰. Au chapitre 5, nous avons évoqué d'autres expériences sur des animaux qui avaient montré que, si l'on mettait de la cocaïne à la disposition d'animaux placés dans de telles conditions, les animaux en bas de l'échelle sociale s'en servaient davantage que les autres, comme pour contrebalancer la faiblesse de leur activité dopaminergique³⁷¹. Enfin, l'importance primordiale de l'inégalité a été accréditée par des chercheurs qui se sont servis de méthodes statistiques conçues pour contrôler les trajectoires causales à travers lesquelles l'inégalité affecte le niveau de confiance ou les agressions à l'école^{372, 373, 374}.

S'il est vrai que nous n'avons connaissance d'aucune expérience corroborant la causalité de la relation entre l'inégalité et la violence, nous invitons tout un chacun à se rendre dans un quartier défavorisé de la ville et à se prêter à l'exercice qui consiste à insulter quelques personnes au hasard.

Nous avons parlé des raisons qui nous poussent à penser que ces liens ont une nature causale depuis des perspectives différentes. Comme l'ont souligné toutefois des philosophes de la science comme Karl Popper, pour juger de la pertinence d'une théorie, il faut absolument savoir si cette théorie formule des prévisions correctes. Une théorie pertinente est une théorie qui prédit l'existence de phénomènes ou de relations précédemment inconnus pouvant faire l'objet d'une vérification. La théorie voulant que les sociétés plus égalitaires soient en meilleure santé est née d'un seul ensemble de données internationales. Aujourd'hui, cette théorie a été testée un très grand nombre de fois (plus de deux cents) dans des configurations différentes. À l'exception des études qui se sont penchées sur l'inégalité dans des zones géographiques restreintes, l'immense majorité de ces tests a confirmé la théorie. Deuxièmement, si le lien est causal, il doit y avoir un mécanisme à l'œuvre. La recherche de ce mécanisme a conduit à la découverte suivante : les relations sociales – mesurées grâce à la cohésion sociale, la confiance, l'implication dans la vie collective et le faible niveau de violence – sont de meilleure qualité dans les sociétés plus égalitaires. Cette avancée a eu lieu au moment où l'importance des relations sociales pour la santé commençait à être plus largement reconnue. Troisièmement, la théorie selon laquelle la mauvaise santé pourrait appartenir à l'une des catégories de problèmes sociaux liées à l'inégalité a été testée (initialement par la recherche sur les causes

spécifiques des taux de décès, comme nous le décrivons précédemment) ; elle a été depuis lors amplement corroborée dans deux bancs d'essai différents, comme décrit aux chapitres 4 à 12. Quatrièmement, à l'époque où nous n'avions aucune raison de penser que l'inégalité avait des Sociétés en dysfonctionnement effets psychosociaux, la relation entre la santé et l'égalité semblait impliquer que l'inégalité devait probablement affecter la santé à travers des processus psychosociaux liés à la différenciation sociale. Le fait que l'inégalité génère effectivement de puissants effets psychosociaux se trouve à présent confirmé par les liens qu'elle entretient (voir chapitres précédents) avec la qualité des relations sociales et par la diversité des comportements humains.

Il est très difficile d'expliquer que des variations considérables existent d'une société à l'autre – en ce qui concerne les problèmes liés à la faiblesse du statut social – sans accepter que l'inégalité en soit le dénominateur commun et, qui plus est, une force extrêmement dévastatrice.

L'accepter n'est d'ailleurs pas un bond en avant théorique de premier ordre. Il faut garder deux choses à l'esprit : tout d'abord, les éléments de preuve ne font que confirmer l'intuition commune concernant le fait que l'inégalité divise et corrode la société ; ensuite, chacun sait que, dans nos sociétés, la mauvaise santé et les problèmes sociaux sont liés au statut social et sont plus fréquents dans les quartiers les plus défavorisés. Si l'on peut vous pardonner d'avoir un jour pensé que ce phénomène ne traduit rien d'autre que la tendance dont souffrent les plus vulnérables à se trouver tout en bas de l'échelle sociale, il est dorénavant évident que ce raisonnement ne peut expliquer pourquoi ces problèmes sont tellement plus fréquents dans les sociétés plus inégalitaires. Ce livre ne fait rien d'autre que souligner que, si les écarts de revenus et de statut liés à ces problèmes augmentent, alors, et sans surprise, la fréquence de tous ces problèmes augmente aussi.

* Premières menstruations (NDT).

Chapitre 14

NOTRE HÉRITAGE SOCIAL

Les cadeaux font les amis et les amis font les cadeaux.
Marshall Sahlins, *Stone Age Economics*

Observer avant de se lancer

En politique, les positions sur l'inégalité ont toujours été l'une des grandes pommes de discorde entre la droite et la gauche. Néanmoins, rares sont ceux qui n'opteraient pas pour une société plus conviviale, moins violente, une meilleure santé mentale de ses membres, une participation plus massive à la vie collective et ainsi de suite. Une fois que nous avons montré que la réduction de l'inégalité génère des améliorations appréciables de la vie dans nos sociétés, reste une autre pierre d'achoppement non négligeable : les gens sont-ils vraiment convaincus que l'on peut rendre l'égalité plus tangible ? Bien évidemment, nous n'avons pas comparé des sociétés existantes à d'autres sociétés imaginaires fondées sur un égalitarisme parfaitement impossible à accomplir. Nous n'avons pas analysé des utopies. Il n'était pas question pour nous de déterminer les limites de la perfection humaine. Nos conclusions sont le fruit d'exercices comparant exclusivement des sociétés réelles, des sociétés qui n'étaient ni insolites ni étranges. Nous nous sommes intéressés uniquement à certaines différences entre les économies les plus prospères et les plus performantes du monde, toutes dotées d'institutions démocratiques et jouissant de la liberté d'expression. Personne ne peut mettre en doute que des êtres humains sont capables de vivre bien dans des sociétés où les inégalités sont aussi réduites qu'au Japon ou dans les pays nordiques, par exemple. Loin d'être impraticables, les implications de nos découvertes sont probablement bien plus en adéquation avec les structures institutionnelles de nos démocraties de marché que certains ne voudraient le croire, en particulier aux deux extrémités du spectre politique.

D'aucuns éprouvent peut-être encore quelques réticences à accepter telles quelles les preuves que nous apportons. Depuis la perspective des pays plus inégalitaires, il peut sembler vraiment déconcertant et difficile à comprendre que des pays apparemment similaires puissent fonctionner sur un mode tellement moins inégalitaire. Partout s'étalent les preuves de ce que l'égoïsme matériel est le principe directeur de la vie humaine. L'efficacité de l'économie de marché semble prouver que l'avidité et l'avarice sont les motivations humaines primordiales, conformément au postulat de la théorie économique. Même le fardeau du crime apparaît comme une conséquence de la difficulté d'arrêter ceux qui violent les règles aux fins de satisfaire leurs désirs égoïstes. Sur le terrain, les signes qui attesteraient du caractère aimant et compassionnel de la nature humaine se font bien rares.

La compréhension approfondie des voies empruntées par l'inégalité – nous affectant en tant qu'êtres humains – et l'appréhension de notre capacité à nous comporter d'une autre manière pourraient dissiper, pour partie, ce scepticisme. Nous devons comprendre comment l'égalité permet à une nature humaine plus sociable d'émerger, sans qu'il soit forcément nécessaire de nous reprogrammer génétiquement.

Les deux revers de la médaille

Au cours des recherches effectuées dans le cadre de ce livre, le statut social et l'amitié n'ont cessé d'apparaître de concert, comme les membres d'un couple indéboulonnable mais irrévocablement conflictuel. Premièrement, c'est ensemble qu'ils déterminent la santé de chaque individu. Comme nous l'avons vu au chapitre 6, l'amitié et l'engagement dans la vie sociale sont plus que bénéfiques pour la santé. Un statut social faible, ou du moins des écarts de statut et des inégalités plus marqués, sont dommageables pour la santé. Deuxièmement, statut social et amitié sont une fois encore liés lorsqu'ils varient d'une société à l'autre. Nous l'avons vu au chapitre 4 ; quand l'inégalité augmente, la sociabilité mesurée – par la vigueur de la vie collective, le degré de confiance qui règne entre les gens et la fréquence des actes violents – décline. Enfin, ces deux facteurs surgissent une troisième fois en binôme lorsque nous observons que les gens ont tendance à se choisir des amis parmi leurs « quasi-égaux » : quand les écarts de statut ou de richesse sont importants, il se crée un fossé social entre les gens.

Qu'est-ce qui lie statut social et amitié dans ces contextes différents ? La réponse est simple. Ils sont les deux canaux opposés par lesquels des êtres humains peuvent se rencontrer. La stratification par le statut social, à l'image des systèmes de classement ou des ordres de préférence chez les animaux, est essentiellement fondée sur le pouvoir et la coercition, sur l'accès privilégié aux ressources, quels que soient les besoins des autres. Dans sa forme la plus nue et la plus animale, la force prime le droit et le plus faible mange en dernier lieu.

À peu de chose près, l'amitié représente le type de relation opposé : elle est réciprocité, mutualité, partage, obligation sociale, coopération et reconnaissance des besoins mutuels. Les cadeaux sont des symboles de l'amitié parce qu'ils montrent que le donneur et le bénéficiaire ne sont pas en concurrence pour accéder aux denrées de première nécessité, mais qu'ils reconnaissent leurs besoins mutuels et se soucient d'y répondre. Pour reprendre les termes si bien choisis de l'anthropologue social Marshall Sahlins, « les cadeaux font les amis et les amis font les cadeaux³⁷⁵ ». Le partage des aliments et le fait de manger ensemble véhiculent un même message symbolique, d'autant plus puissamment que la nourriture est le moyen matériel d'existence le plus fondamental qui soit. Pendant les périodes de vaches maigres, la lutte pour les ressources alimentaires peut avoir des répercussions extraordinairement destructrices sur la société.

Ami ou ennemi

Au fond, si le statut social et l'amitié sont si importants à nos yeux, n'est-ce pas parce qu'ils recouvrent des moyens différents de gérer le problème peut-être le plus crucial qui se pose à nous – humains ou animaux – en matière d'organisation sociale et de vie politique ? Dans la mesure où les membres d'une même espèce ont tous des besoins identiques, ils peuvent se trouver dans les pires situations de rivalité, en compétition sur presque tout (nourriture, abri, partenaires sexuels, lieu de repos confortable et ombragé, site de nidification idéal), c'est-à-dire sur toutes les commodités rares et les autres nécessités de la vie. Par conséquent, chez de très nombreuses espèces, les conflits les plus fréquents éclatent non pas entre les membres d'espèces différentes, en dépit du danger que présentent les prédateurs, mais entre les membres d'une même espèce. Un babouin de statut inférieur doit passer beaucoup plus de temps à ne pas se mettre sur le chemin d'un babouin dominant qu'à éviter les lions. La plupart des marques de morsures ou des cicatrices que portent les animaux subordonnés sont le fait d'individus plus dominants de leur propre espèce. Les signes de rivalité entre individus d'une même espèce sont légion. Pensez au spectacle qu'offrent les oiseaux qui viennent se nourrir à la mangeoire installée dans votre jardin, aux chiens qui se battent ou encore aux combats de coqs, un sport désormais interdit dans de nombreux pays occidentaux. Dans tous ces cas, les conflits interviennent à l'intérieur d'une même espèce.

Le problème qui se pose aux êtres humains n'est certainement pas différent. Au XVII^e siècle, Thomas Hobbes a placé le danger des conflits engendrés par la rareté des ressources au centre de sa philosophie politique³⁷⁶. Étant donné que nous avons tous les mêmes besoins, la compétition pour les ressources rares se traduirait par un conflit permanent, une « guerre de tous contre tous ». Hobbes pensait qu'à cause de ce danger la tâche primordiale de tout gouvernement consistait à maintenir la paix. Selon lui, sans l'intervention ferme du gouvernement, la vie « dans un état de nature » ne pouvait être que « solitaire, pauvre, hargneuse, bestiale et brutale ».

Il semblerait néanmoins qu'un élément assez essentiel ait échappé à Hobbes. Au-delà de leur tendance au conflit, les êtres humains possèdent aussi une capacité unique en son genre, celle permettant à chacun de devenir une source précieuse de coopération, d'apprentissage, d'amour et d'entraide de toutes sortes. Les autruches et les loutres ne peuvent pas faire grand-chose pour venir en aide à une congénère blessée. Rien n'est moins vrai chez les humains. Les choses ne s'arrêtent cependant pas au fait que nous sommes capables de nous aider et de nous protéger mutuellement. La plupart de nos aptitudes étant apprises, nous dépendons des autres pour acquérir les compétences qui nous permettront de subsister. Dans le même ordre d'idées, vu notre capacité extraordinaire à la spécialisation et à la division du travail, nous sommes plus aptes que n'importe quelle autre espèce à bénéficier de la coopération. Par conséquent, si nous pouvons effectivement être les pires rivaux qui soient, nous pouvons aussi être les uns pour les autres la source principale de confort et de sécurité.

Nous sommes devenus attentifs à l'amitié et au statut social parce que la qualité des relations sociales a toujours été centrale pour le bien-être. Elle détermine en effet si les autres sont des rivaux à craindre ou des sources vitales de sécurité, de coopération et de soutien. Ces dimensions de la vie sociale sont à ce point importantes que l'absence d'amis ou un statut social subordonné figurent parmi les principales sources de stress chronique qui affectent aujourd'hui la santé des populations dans les pays riches.

Thomas Hobbes a certainement eu raison de souligner les dangers créés par la concurrence entre les membres d'une même espèce. En revanche, sa pensée sur les moyens qu'utilisaient les sociétés

pour préserver la paix avant le développement des gouvernements modernes était assez infondée. Nous possédons aujourd'hui des connaissances incroyablement plus vastes sur les sociétés de chasseurs-cueilleurs. Nous savons qu'elles ne vivaient absolument pas en état de conflit permanent. Elles avaient d'autres moyens de maintenir la paix³⁷⁷ que ceux décrits par Marshall Sahlins. Pour éviter la « guerre de tous contre tous », la vie sociale et économique se fondait sur des rituels d'échange de cadeaux, de partage de nourriture, et sur un degré très élevé d'égalité. L'objectif était de minimiser l'animosité et de maintenir de bonnes relations. Les formes d'échange impliquant des expressions directes de l'intérêt individuel comme l'achat, la vente ou le troc étaient vues comme socialement inacceptables et mises hors-la-loi. Ces formes mettent en lumière une vérité fondamentale : les systèmes de relations matérielles ou économiques sont avant tout des systèmes de relations sociales.

Expériences économiques

La théorie économique fonctionne traditionnellement sur une hypothèse bien déterminée. Le comportement humain s'expliquerait dans ses grandes lignes par une tendance naturelle à la maximisation de l'intérêt personnel. Diverses expériences fondées sur des jeux économiques montrent que cette thèse ne saurait être plus éloignée de la vérité.

Dans le « jeu de l'ultimatum », des volontaires sont groupés au hasard par deux. Ils conservent réciproquement l'anonymat et ne se rencontrent pas. Une somme d'argent déterminée est donnée à un « offreur », qui la divise ensuite comme bon lui semble entre lui-même et le « répondant », qui n'a qu'une seule chose à faire : accepter ou rejeter l'offre. S'il la rejette, aucun des partenaires ne reçoit le moindre centime. S'il l'accepte, l'« offreur » et le « répondant » conservent chacun les montants offerts.

L'un et l'autre ne jouent qu'une seule fois. Le « répondant » n'a donc aucun intérêt à rejeter une offre trop basse pour inciter l'« offreur » à se montrer plus généreux la fois suivante. Tous deux savent qu'il n'y aura pas de prochaine fois. Les « répondants » intéressés devraient accepter toute offre, même dérisoire, et les « offreurs » intéressés devraient n'offrir que le plus petit montant possible, juste assez pour être certain que le « répondant » accepte.

Si cette expérience a montré qu'il s'agit d'un comportement habituel chez les chimpanzés³⁷⁸, ce n'est pas le cas chez les humains. Dans la pratique, l'offre moyenne faite par les personnes vivant dans des sociétés développées se situe généralement entre 43 % et 48 % du montant total, l'offre la plus courante pouvant atteindre 50 %³⁷⁹. Malgré le coût direct que cela implique pour nous, nous procédons à un partage quasiment équitable, y compris avec des gens que nous ne connaissons pas et avec qui nous n'aurons plus jamais le moindre contact.

Les « répondants » tendent à rejeter les offres inférieures à 20 %. Les offres rejetées sont de l'argent que le « répondant » choisit de perdre pour punir l'« offreur » et l'empêcher de faire une offre injuste. Le désir humain de punir, même avec un certain coût personnel, a été baptisé la « punition altruiste ». Son rôle est fondamental pour renforcer les comportements coopératifs et pour empêcher les gens de vivre aux crochets des autres.

Bien que les conclusions de l'étude de ce jeu de l'ultimatum n'aient rien à voir avec le niveau de l'inégalité dans les sociétés, elles illustrent bien le caractère plus ou moins égalitaire de la répartition matérielle entre les personnes. Ces expériences montrent de quelle manière les individus pensent devoir traiter les autres (le plus justement possible), même sans contact direct entre eux et en assumant le prix de leur générosité. Les préférences égalitaires révélées par le jeu de l'ultimatum semblent aller à l'encontre des inégalités qui existent actuellement dans nos sociétés.

Chimpanzés et bonobos

Les primates non humains n'ont pas tous le même sens de la hiérarchie. Les spécialistes qui se penchent sur leurs systèmes sociaux ont souvent l'impression que le nombre de conflits, la qualité des relations sociales et les relations entre les sexes sont fonction de leur degré de hiérarchisation. Les êtres humains, cela va de soi, ne sont pas attachés à un système social en particulier. Notre adaptabilité nous a permis de vivre dans des structures sociales hétéroclites, tantôt très égalitaires, tantôt très hiérarchisées. Pourtant, certains effets similaires de la hiérarchie sur d'autres aspects de nos systèmes sociaux semblent être encore visibles, même si les schémas comportementaux sont alimentés non plus par l'instinct mais par la culture. Les sociétés moins hiérarchisées sont moins dominées par les hommes et, par conséquent, comme nous l'avons vu au chapitre 4, la position des femmes y est meilleure. De même, la qualité des relations sociales est moins hostile dans les sociétés plus égalitaires ; les gens s'y font davantage confiance, la vie collective y est plus affirmée (chapitre 4), la violence plus rare (chapitre 10) et les sanctions, moins dures (chapitre 11).

Il y a de cela six ou sept millions d'années, la branche de l'arbre de l'évolution dont nous sommes issus s'est détachée de celle qui a engendré deux espèces différentes de singes : les chimpanzés et les bonobos. Sur le plan génétique, nous sommes très proches de chacune d'elles. Cela dit, chimpanzés et bonobos ont des comportements sociaux totalement différents, illustrant clairement les moyens opposés mis en œuvre afin de résoudre le problème hobbesien du conflit potentiel pour des ressources rares.

Les groupes de chimpanzés sont dirigés par un mâle dominant qui acquiert sa position essentiellement grâce à la supériorité de sa taille et de sa force et par son aptitude à former des alliances – qui incluent souvent le soutien des femelles. Les hiérarchies de dominance, quelle que soit l'espèce considérée, sont des systèmes ordonnant l'accès à des ressources rares, y compris l'accès aux femelles, pour ce qui concerne les mâles. Les classements au sein de la hiérarchie de dominance sont établis et maintenus par des compétitions fréquentes, des démonstrations de force et des appréciations des forces en présence. Nous reprendrons les termes des primatologues Frans de Waal et Frans Lanting :

Les chimpanzés se prêtent à des rituels élaborés au cours desquels un individu communique son statut à l'autre. En particulier entre les mâles adultes : l'un rampe littéralement dans la poussière en émettant grognements et halètements tandis que l'autre se tient debout, dans un modeste exercice d'intimidation destiné à marquer qui domine qui³⁸⁰.

Les bonobos, pour leur part, ont un comportement totalement différent. Tout d'abord, les conflits entre groupes de bonobos voisins sont beaucoup moins fréquents qu'entre les groupes de chimpanzés. Ensuite, les bonobos sont très égalitaires sur le plan sexuel : les femelles ont un rang au moins aussi élevé que les mâles et les hiérarchies de domination sont beaucoup moins marquées. Même si les mâles sont légèrement plus grands que les femelles, celles-ci sont généralement autorisées à manger les premières. Souvent appelés singes « attentionnés », les bonobos ont des relations sexuelles fréquentes – y compris la masturbation mutuelle – sans pratiquer de distinction d'âge ou de sexe. Le sexe est pratiqué à des fins de reproduction, mais également pour soulager des tensions qui, chez d'autres espèces, dégénèrent en conflits. Comme le dit Frans de Waal, « le sexe est le liant de la société des bonobos³⁸¹ », il soulage les conflits, conforte l'amitié et apaise les tensions. Les bonobos ont recours au sexe pour résoudre les conflits générés par la rareté des ressources. Les repas marquent apparemment un pic dans l'activité sexuelle. Avant même que la nourriture soit jetée dans leur enclos, les mâles ont des érections et les femelles invitent des partenaires des deux sexes à avoir des relations sexuelles avec elles. Tout conflit éventuel concernant des ressources non alimentaires

est résolu de la même façon.

Bien que l'activité sexuelle ne soit pas un préliminaire aux repas chez les humains, manger est un moment de sociabilité par excellence, qu'il s'agisse d'un repas familial partagé, d'un repas entre amis, de fêtes et de banquets ou même, dans la symbolique religieuse, du partage du pain et du vin au moment de la communion.

Résumant ce qui distingue le comportement des chimpanzés de celui des bonobos, Frans de Waal et Frans Lanting affirment : « Si, parmi les concepts jumeaux que sont le sexe et le pouvoir, les chimpanzés ont un appétit pour le second, les bonobos, pour leur part, ont une préférence très nette pour le premier. Les chimpanzés résolvent les conflits sexuels par le pouvoir ; les bonobos résolvent les questions de pouvoir grâce au sexe³⁸² ». Compte tenu de ces différences, il se peut que les bonobos soient meilleurs que les chimpanzés dans les tâches qui requièrent la coopération.

D'où viendrait cette différence de comportement ? On a découvert, étonnamment, que la section de l'ADN qui joue un rôle important dans la régulation des comportements sociaux, sexuels et parentaux n'était pas la même chez les chimpanzés et chez les bonobos³⁸³. Peut-être serez-vous réconfortés d'apprendre que, dans cette section de l'ADN, les humains possèdent la même séquence que les bonobos, ce qui laisserait entendre que notre ancêtre commun aurait préféré faire l'amour plutôt que la guerre.

Le cerveau social

« L'enfer, c'est les autres », disait Jean-Paul Sartre. Si nous pouvons nous rendre à cette appréciation, nous devons simultanément admettre que les autres peuvent aussi être le paradis. Ce paradoxe nous montre une fois de plus que nous sommes empêtrés dans la vie sociale. Les recherches s'intéressant aux sources les plus puissantes de stress affectant le système cardiovasculaire sont parvenues à la conclusion que « les conflits et les tensions avec autrui sont de loin les événements les plus perturbants de la vie quotidienne, que l'on considère leurs effets initiaux ou persistants sur le bien-être émotionnel », bien davantage que les exigences professionnelles, les soucis d'argent ou d'autres difficultés³⁸⁴. La qualité de nos relations avec les autres a toujours été à ce point cruciale pour notre bien-être, mais aussi pour notre survie et notre réussite reproductive, que l'interaction sociale a été l'un des facteurs les plus puissants dans l'évolution du cerveau humain.

La relation étroite entre la taille normale d'un groupe d'une quelconque espèce de primates (vie en solitaire, en couple, en groupe plus ou moins nombreux) et la proportion du cerveau occupée par le néocortex³⁸⁵ en est une indication aussi remarquable qu'impressionnante. C'est le primatologue Robin Dunbar qui, le premier, a mis ce lien en évidence. Plus la taille du groupe est grande, plus nous avons besoin d'un néocortex développé pour gérer notre vie sociale. Nos ancêtres du paléolithique vivaient généralement dans des communautés plus nombreuses que les autres primates, et notre néocortex occupe une partie plus importante du cerveau que chez les autres primates. Étant donné que son développement a été fondamental pour celui du cerveau humain, cette relation suggère que la raison pour laquelle nous sommes devenus si intelligents pourrait trouver son origine dans la nécessité de répondre aux exigences de la vie sociale.

Partout dans le monde, les êtres humains sont préoccupés par les interactions sociales. Ils se soucient de ce qu'un tel a pu dire ou de ce qu'il pense : celui-ci est-il gentil, celle-là est-elle brusque, grossière ? Pourquoi celui-ci réagit-il comme ça, quelles sont les motivations de tel autre, comment devons-nous réagir ? Tout ce traitement social dépend de l'acquisition d'un ensemble élémentaire d'aptitudes sociales comme la capacité de reconnaître et de faire une différence entre des visages, l'utilisation du langage, la déduction mutuelle des pensées et des sentiments à partir du langage corporel, l'identification mutuelle de nos particularités, la compréhension et l'attention portée aux comportements considérés comme acceptables ou inacceptables en société, la reconnaissance et la gestion des impressions que les autres se font de nous et, bien sûr, l'aptitude élémentaire à forger des liens d'amitié et à gérer les conflits. Pour autant, notre cerveau d'être humain ne s'est pas développé comme un organe social permettant de gérer les interactions humaines uniquement comme une nécessité d'ordre ludique, il importait avant tout de maintenir le bon déroulement de nos relations sociales. Voilà pourquoi celles-ci sont vitales et nous préoccupent. Les autres peuvent être assimilés à l'enfer ou au paradis parce qu'ils peuvent être nos pires rivaux et compétiteurs tout comme notre source privilégiée de coopération, d'attention et de sécurité.

Notre double héritage

Les formes différentes d'organisation sociale créent des environnements sélectifs eux aussi différents. Certaines caractéristiques utiles dans une configuration ne le seront peut-être pas dans une autre. Les êtres humains ont donc été obligés de s'équiper de boîtes à outils qui les rendent aptes à fonctionner à la fois dans des hiérarchies de dominance et dans des sociétés égalitaires. Les stratégies de domination, comme les comportements affiliatifs, sont profondément ancrées dans notre structure psychologique. C'est grâce à elles que nous savons comment nous faire des amis et les conserver, comment défendre notre statut et dans quelles circonstances il y a lieu d'utiliser chacune de ces deux stratégies sociales contrastées.

L'origine des stratégies de dominance est presque certainement préhumaine. Elles n'auraient pas convenu à la vie dans les sociétés humaines essentiellement égalitaires des chasseurs-cueilleurs de l'âge de pierre. Les hiérarchies de domination préhumaines nous ont appris à développer non seulement des caractéristiques qui nous aident à obtenir et à exprimer un statut élevé, mais aussi des stratégies destinées à tirer le meilleur parti d'un statut subordonné, si tel est le sort qui nous est réservé. Le danger, en particulier pour les mâles de certaines espèces, est que la condition inférieure est une impasse évolutive. Pour l'éviter, une certaine dose de risque et d'opportunisme peut s'avérer souhaitable.

Pour obtenir et conserver un statut social avec efficacité, il faut bien davantage que l'envie d'avoir un statut social élevé et le dégoût d'un statut inférieur. Il faut pouvoir se montrer attentif à ce qui différencie un statut d'un autre et être capable de se prêter à des comparaisons sociales précises en termes de force et de statut : il est important de distinguer les situations où un conflit peut être gagné de celles qui ne laissent entrevoir aucun espoir de victoire. Dans de nombreuses espèces, la survie d'un individu dépend souvent de son aptitude à sentir s'il vaut mieux renoncer ou, au contraire, contester le rang d'un animal dominant. Pour tirer tout le parti de son statut social, il faut être perçu comme étant supérieur. C'est là un terrain psychologique fertile où se développent et s'expriment diverses formes de préjugés, de discriminations et de snobismes ayant pour fonction d'affirmer la supériorité. Plus nous avons le sentiment que ceux qui sont au-dessus de nous nous dédaignent, moins nombreuses sont nos ressources pour affirmer notre rang social et plus pressant sera le désir de retrouver une certaine estime de soi en affirmant notre supériorité sur n'importe quel autre groupe plus vulnérable. Là réside très probablement l'origine du mécanisme de « réaction du cycliste » évoqué au chapitre 12.

La quête d'un statut est souvent présentée comme une caractéristique essentiellement masculine, mais n'oublions pas qu'elle est probablement une réponse à la préférence que les femelles éprouvent pour les mâles dominants. Henry Kissinger n'avait-il pas dit que « le pouvoir est l'aphrodisiaque ultime » ?

Même si, depuis la perspective du monde moderne, l'impression qui domine est celle de la permanence et de l'universalité de l'inégalité, à l'échelle de l'histoire et de la préhistoire humaines, ce sont les sociétés fortement inégalitaires d'aujourd'hui qui font figure d'exception. Depuis le début de notre existence en tant qu'espèce, nous avons vécu pour ainsi dire exclusivement dans des sociétés très égalitaires. Pendant les deux derniers millions d'années, qui couvrent le gros de la période où nous étions « anatomiquement modernes » – c'est-à-dire dotés d'un corps à peu près semblable à ce qu'il est aujourd'hui –, les êtres humains ont évolué au sein de communautés de chasseurs-cueilleurs ou d'agriculteurs-cueilleurs incroyablement égalitaires³⁸⁶⁻³⁸⁷. L'inégalité moderne est survenue et s'est diffusée avec le développement de l'agriculture. Les caractéristiques qui auraient été

sélectionnées comme utiles dans les sociétés plus égalitaires auraient été très différentes de celles adoptées dans les hiérarchies de dominance.

Cet égalitarisme ne plonge pas ses racines dans une irruption soudaine d'altruisme née de l'évolution. Les recherches menées sur les sociétés de chasseurs-cueilleurs contemporaines et récentes montrent qu'elles ont maintenu l'égalité non seulement à travers les rituels du partage de la nourriture et de l'échange de cadeaux, mais aussi grâce à des « stratégies d'antidomination³⁸⁸ ». Le partage s'assimilait en fait à ce qui a été décrit comme un « partage vigilant », les individus vérifiant bien qu'ils recevaient la part qui leur revenait. Les stratégies d'antidomination grâce auxquelles ces sociétés maintenaient l'égalité en leur sein fonctionnaient presque comme des alliances entre tous dirigées contre quiconque aurait eu un comportement menaçant le sentiment d'autonomie et d'égalité des individus. L'hypothèse est que ces stratégies se seraient développées comme une forme généralisée du type d'alliances décrites par les primatologues, c'est-à-dire celles formées par deux ou trois animaux pour se liguer contre le mâle dominant et le déposer. Les études par observation sur les sociétés d'agriculteurs-cueilleurs modernes et récentes laissent entendre que les stratégies d'antidomination englobent généralement tout comportement allant de la moquerie à la violence en passant par l'ostracisme, et dirigé contre toute personne qui tenterait d'en dominer d'autres. Relevons un point crucial concernant ces sociétés : elles démontrent que les désirs égoïstes de certains individus, qu'ils soient à la recherche de richesses matérielles ou de prééminence, peuvent être contenus ou détournés vers des formes d'expression moins dommageables socialement.

Un certain nombre de caractéristiques psychologiques auraient donc été sélectionnées pour nous aider à gérer notre comportement dans des sociétés égalitaires. Parmi elles, nous retrouvons probablement notre sens très développé de l'équité, auquel les individus peuvent recourir afin de trouver un accord sur le partage des ressources rares sans qu'il y ait conflit. Visible même chez les jeunes enfants, notre souci de l'équité semble parfois tellement puissant que l'on en vient à se demander pour quelles raisons les systèmes sociaux très inégalitaires sont tolérés. Vient ensuite le sentiment de gratitude, à présent reconnu comme universel dans les sociétés humaines et ressenti quand nous recevons un cadeau : il a pour fonction de déclencher la réciprocité et d'empêcher les comportements égoïstes de « pique-assiette » ; en ce sens, il conforte l'amitié. Comme nous l'avons vu avec les jeux d'expérimentation économique, il est aussi prouvé que, quand nous sommes scandalisés par l'injustice, nous sommes prêts à punir, même si cette sanction nous porte préjudice personnellement.

Une autre caractéristique a peut-être son importance : notre propension à ressentir une identité et une interdépendance vis-à-vis de ceux avec qui nous partageons de la nourriture et d'autres ressources sur un pied d'égalité. Ces autres font partie de notre groupe, ils sont « nous ». Nous nous identifions à eux et nous partageons avec eux une identité commune. Dans toutes sortes d'institutions religieuses et d'organisations politiques, le partage a été utilisé pour créer un sentiment de fraternité. Quand nous disons d'une société que son système familial est « élargi » ou « nucléaire », nous désignons en fait l'étendue du groupe avec lequel on partage – et il est question de savoir si des parents plus distants sont inclus dans un partage réciproque des ressources. Au milieu du XIX^e siècle, Alexis de Tocqueville était persuadé que l'existence d'écarts substantiels entre les niveaux de vie matériels faisait totalement obstacle à l'empathie³⁸⁹. Comme nous l'avons vu au chapitre 4, il estimait que les différences de conditions matérielles empêchaient la noblesse française de comprendre les souffrances de la paysannerie et qu'elles expliquaient aussi pourquoi les propriétaires d'esclaves, aux États-Unis, étaient à ce point insensibles aux souffrances de ces derniers. Il pensait enfin que la solide vie communautaire qui animait les Blancs lors de sa visite aux États-Unis en 1830 résultait de

ce qu'il appelait « l'égalité des conditions ».

Le sentiment de réalisation de soi que nous pouvons ressentir quand nous parvenons à répondre aux besoins d'autrui est une autre source essentielle de l'intégration sociale des sociétés égalitaires. On lui prête souvent des qualités mystérieuses, comme si ce sentiment était au-delà de toute explication. Il vient évidemment de notre besoin de nous sentir valorisés par les autres. Nous nous sentons respectés quand nous faisons des choses que les autres apprécient. La meilleure manière d'assurer notre appartenance au groupe de chasseurs-cueilleurs, de diminuer le risque d'être chassé, mis à l'écart, pris pour cible, était de faire des choses que les gens appréciaient. De nos jours, qu'il s'agisse de cuisiner un bon repas, de raconter des blagues ou de répondre par d'autres moyens aux besoins des gens, ces actions peuvent nous donner de l'estime de soi. C'est précisément cette aptitude – aujourd'hui visible surtout dans le rôle parental – qui a permis aux humains, bien avant le développement des mécanismes de marché et du travail salarié, de bénéficier des avantages de la division du travail et de la spécialisation au sein de groupes coopératifs composés d'individus interdépendants, ce qui fait d'ailleurs de nous un cas unique dans l'histoire des espèces.

Ainsi, les humains ont développé des stratégies pour gérer un éventail pour le moins disparate d'organisations sociales. À une extrémité du spectre se trouvent les hiérarchies de domination, où tout est autopromotion et lutte pour le statut : les individus doivent être autonomes et les autres y sont principalement vus comme des rivaux en matière d'accès à la nourriture et aux amis. À l'autre extrémité, nous trouvons l'interdépendance mutuelle et la coopération : dans ces sociétés, la sécurité de chacun dépend de la qualité de ses relations avec les autres et l'estime de soi ne tient pas tant au statut qu'à la contribution apportée au bien-être des autres. Les stratégies affiliatives dépendent de la mutualité et de la réciprocité, mais aussi de l'aptitude à l'empathie et à l'établissement de liens affectifs, la recherche déclarée de l'intérêt matériel passant à l'arrière-plan.

En pratique, Dieu et l'avidité coexistent évidemment dans toute société, et l'emprise de chacune de ces notions varie selon la sphère de vie, le système économique et les particularités des individus.

Premières expériences

Les sociétés dans lesquelles ont vécu les humains sont tellement différentes que les processus permettant l'adaptation à un système social donné se mettent en place dès le début de la vie. Grandir dans une société où vous devez être préparé à traiter les autres avec suspicion, à surveiller vos arrières et à lutter pour obtenir ce que vous pouvez, nécessite des aptitudes en tous points distinctes de celles requises dans une société où vous dépendez de l'empathie, de la réciprocité et de la coopération. Des psychologues ainsi que d'autres spécialistes nous ont toujours affirmé que le vécu de la petite enfance exerce une influence sur le développement de la personnalité de l'enfant et celle qui sera la sienne au cours de sa vie d'adulte. La vie animale et même le règne végétal regorgent d'exemples qui démontrent l'existence, en début de vie, d'une aptitude spécifique permettant l'adaptation aux conditions de l'environnement local. Chez les humains, les réactions au stress et le traitement du stress, qui façonnent nos émotions et notre mental, passent par une sorte de processus d'ajustement ou de programmation débutant dans le ventre maternel et se poursuivant pendant la petite enfance. Le niveau de stress vécu par une femme enceinte est transmis au fœtus et affecte son développement prénatal. Les hormones du stress traversent la barrière placentaire et affectent les taux d'hormones et la croissance dans l'utérus.

Le stress vécu pendant l'enfance joue également un rôle essentiel dans le développement. La qualité des soins et de l'éducation, la qualité de l'attachement et le degré de conflit sont autant d'éléments qui influencent les hormones du stress, ainsi que le développement émotionnel et cognitif des enfants. Bien qu'elles n'aient pas encore été identifiées chez les humains, certaines périodes sensibles du début de la vie peuvent se caractériser par la survenue de processus « épigénétiques ». En d'autres mots, l'exposition au stress ou l'expérience précoces du stress peuvent donner lieu à l'activation ou à la désactivation de gènes particuliers et façonner le développement à plus long terme. Il a été démontré que des comportements d'allaitement différents chez les rates modifient l'expression génétique de leur progéniture, qui dispose ainsi des moyens de s'adapter à son environnement selon l'expérience vécue en début de vie³⁹⁰.

Dans le passé, nous avons eu fortement tendance à considérer que les enfants ayant subi une petite enfance très stressante étaient tout simplement « abîmés » ou « brisés ». Peu à peu, nous nous rendons compte que leurs premières expériences sont en réalité mises à profit afin de permettre à l'enfant de s'adapter et de gérer des réalités sociales contrastantes. La structure psychologique qui vous prépare à vivre dans une société où règne le « chacun pour soi », où vous devez surveiller vos arrières et vous battre pour obtenir ce que vous pouvez n'a rien à voir avec la structure nécessaire pour grandir dans une société où, pour prendre l'autre extrême, vous dépendez de l'empathie, de la réciprocité et de la coopération, et où votre sécurité dépend du maintien de bonnes relations avec les autres. Les enfants qui subissent davantage de stress au début de leur vie peuvent être plus agressifs, moins empathiques et probablement mieux armés pour gérer les situations conflictuelles. En effet, le début de la vie sert à fournir un échantillon de la qualité des relations sociales que nous aurons à gérer à l'âge adulte.

Ces processus sont à ce point fondamentaux que nous devons voir le rôle parental comme un élément du système devant transmettre à l'enfant l'expérience de l'adversité vécue par l'adulte. Quand certains dénoncent de mauvaises méthodes éducatives ou parlent d'incompétence parentale, il faut comprendre que le traitement que réservent ces parents à leurs enfants sert à transmettre leur expérience négative de l'adversité à l'enfant. Si ce processus est généralement inconscient (les parents se sentent irritables, déprimés ou ne savent tout simplement plus quoi faire), il peut aussi être

le fruit d'une volonté consciente. Dans une récente affaire passée devant les tribunaux, il s'est avéré que trois femmes avaient encouragé leurs bambins à se battre, les poussant à se frapper au visage et à battre un frère tombé par terre³⁹¹. Ne manifestant aucun remord, la grand-mère des enfants a répété que « ça ne pouvait que les endurcir ». Aux yeux de ces mères, et compte tenu de leur vécu, ce procédé était visiblement le bon. De nombreuses études ont montré que les formes de comportement vécues pendant l'enfance se répètent à l'âge adulte. Par exemple, les enfants qui ont subi actes violents et mauvais traitements ont plus de risques de devenir eux-mêmes violents et de maltraiter autrui une fois adultes.

Les effets des premières expériences sont durables. Les enfants stressés tôt dans la vie ou dont les mères ont été stressées pendant leur grossesse souffriront plus fréquemment, pendant l'âge moyen et leur vieillesse, d'une série de maladies liées au stress, notamment des maladies cardiaques, du diabète et d'accidents cardiovasculaires. Par conséquent, nous ne pouvons exclure que certains des effets causés par le creusement des inégalités ne soient pas de courte durée. Quand les inégalités sont importantes, les familles sont beaucoup plus nombreuses à subir les tensions générées par les fins de mois difficiles et de nombreuses études ont démontré les effets négatifs de ces situations sur le développement des enfants. Quand les parents sont confrontés à une adversité plus marquée, la vie de famille en souffre et les enfants, en grandissant, se montrent moins empathiques mais mieux préparés que d'autres aux relations plus antagonistes.

Bon nombre de problèmes liés à l'inégalité sont suscités par les réactions que les adultes adoptent face à la compétition autour des questions de statut. Nous avons aussi découvert que d'autres problèmes qui affectent les enfants sont liés à l'inégalité. Nous citerons par exemple les jeunes délinquants, les mauvaises relations avec les pairs, les mauvais résultats scolaires, l'obésité et la mortalité infantile et les grossesses précoces. Des problèmes de ce type reflètent sans doute la façon dont le stress des sociétés plus inégalitaires (avec un statut social moins bon) s'est immiscé dans la vie et les relations familiales. L'inégalité est associée à de moins bons résultats de divers types parce qu'elle entraîne une détérioration de la qualité des relations. Si des pays comme la Suède, la Finlande et la Norvège sont bien positionnés dans l'indice du bien-être des enfants de l'Unicef, ils le doivent pour une large part au fait que leurs systèmes de sécurité sociale ont maintenu relativement bas le taux de pauvreté relative des ménages avec enfants.

Neurones miroirs et empathie

Concevoir la recherche d'une égalité accrue comme un processus consistant à faire entrer de force la société dans une chaussure beaucoup trop petite, c'est ne pas reconnaître tout le potentiel social de l'humain. Si nous comprenions nos besoins et nos vulnérabilités d'ordre social, nous pourrions nous rendre compte qu'une société moins inégalitaire génère nettement moins de problèmes sanitaires et sociaux, un peu comme une chaussure dont la taille conviendrait infiniment mieux à nos besoins.

L'exemple frappant des neurones miroirs nous prouve que nous sommes d'un point de vue biologique des êtres profondément sociaux. Quand nous regardons quelqu'un faire quelque chose, nos neurones miroirs se déclenchent dans notre cerveau, comme si nous devions accomplir les mêmes actions³⁹². Ce mécanisme s'est probablement développé pour permettre l'apprentissage par imitation. Regarder une personne accomplir une séquence d'actions précises (un rapport de recherche évoquait l'exemple d'une révérence) en tant qu'observateur extérieur ne nous apprend pas comment la réaliser nous-mêmes aussi bien que si notre cerveau agit *comme si* nous étions en train d'accomplir ces mêmes mouvements par solidarité. Pour faire la même chose, nous devons le vivre de l'intérieur.

En général, nous ne percevons évidemment aucun signe visible des processus internes d'identification qui nous permettent de nous « incarner » réciproquement dans nos actions. L'activité électrique déclenchée par ces neurones spécialisés est cependant détectable dans les muscles. Certains chercheurs ont avancé l'hypothèse que des processus similaires pourraient sous-tendre notre aptitude à la compassion réciproque et jusqu'aux tressaillements observés sur les visages des spectateurs d'un film quand une douleur est infligée à quelqu'un. Nous réagissons comme si c'était nous qui avons mal.

Répetons-le cependant, même si nous avons le potentiel pour éprouver une compassion sans réserve vis-à-vis d'autrui, notre petite enfance déterminera dans une large mesure son développement et sa mise en œuvre.

Ocytocine et confiance

L'hormone appelée « ocytocine » et les effets qu'elle produit sur notre disposition à nous faire mutuellement confiance sont encore un exemple d'articulation entre notre biologie et les relations sociales. Au chapitre 4, nous avons vu que les individus vivant dans des sociétés plus inégalitaires sont nettement moins enclins à se faire confiance. La confiance est un ingrédient important dans n'importe quelle société, cela va sans dire, mais elle acquiert une importance essentielle dans les sociétés modernes et développées vu le degré élevé d'interdépendance qui leur est propre.

Chez de nombreuses espèces, l'ocytocine affecte l'attachement et le lien social, le lien entre la mère et l'enfant, ainsi que le lien de couple entre partenaires sexuels. Sa production est stimulée par le contact physique pendant l'acte sexuel, pendant l'accouchement et l'allaitement, moments où cette hormone contrôle la descente du lait. En outre, chez certaines espèces de mammifères, dont l'être humain, elle joue aussi un rôle plus général dans l'interaction sociale et affecte les comportements d'approche et d'évitement.

Les effets de l'ocytocine sur le désir de se faire mutuellement confiance ont été testés au cours d'une expérience qui reposait sur un jeu de confiance³⁹³. Les résultats ont mis en évidence que les joueurs ayant reçu de l'ocytocine étaient largement plus enclins à faire confiance à leur partenaire. Des expériences similaires ont permis de découvrir que ces effets fonctionnaient dans les deux sens : recevoir de l'ocytocine renforce notre assurance, mais être digne de confiance entraîne aussi une augmentation du taux d'ocytocine. Ces effets ont été observés même lorsque les seules preuves de confiance ou de défiance mutuelle étaient des décisions numériques communiquées par écrans d'ordinateur³⁹⁴.

Plaisir de coopérer et douleur de l'exclusion

D'autres expériences ont montré que le sentiment de coopération stimule les centres du système de récompense. L'expérience de la coopération mutuelle, même en l'absence de face-à-face ou de communication réelle, entraîne systématiquement la stimulation des centres du système de récompense. L'hypothèse des chercheurs est que les réseaux neuronaux qui régissent la récompense servent à encourager la réciprocité et la mutualité et, simultanément, à résister contre la tentation d'agir égoïstement³⁹⁵.

À l'inverse des récompenses liées à la coopération, des expériences par scanners du cerveau ont mis en évidence que la douleur de l'exclusion sociale concerne les mêmes régions du cerveau que celles qui sont stimulées quand quelqu'un éprouve une douleur physique. Naomi Eisenberger, psychologue à l'UCLA, a demandé à des volontaires de jouer à un jeu de *bat-and-ball** sur ordinateur. D'après les informations divulguées à l'écran, chacun de ces volontaires joue avec deux autres participants³⁹⁶. Le programme faisait en sorte qu'au bout d'un moment les deux participants virtuels commencent à se passer la balle entre eux, excluant le sujet de l'expérience. Les scanners des cerveaux ont montré que les régions du cerveau activées par cette exclusion sont les mêmes que celles activées par la douleur physique. Chez diverses espèces de singes, les scientifiques ont découvert que ces mêmes régions du cerveau jouent un rôle dans la protection maternelle assurée par les mères et, inversement, dans la demande de cette protection de la part de leurs rejetons.

De telles connexions ont toujours été comprises intuitivement. Quand nous parlons de « préjudice moral » ou de « cœur brisé », nous admettons en fait l'existence du lien entre la douleur physique et la douleur sociale causée par la rupture de liens sociaux étroits, par exclusion et mise à l'écart. Les psychologues évolutionnistes ont démontré que la tendance à ostraciser les personnes qui ne coopèrent pas est un moyen puissant de maintenir un niveau élevé de coopération³⁹⁷. Le jeu de l'ultimatum avait montré que les gens sont disposés à punir – même si cela implique un certain coût personnel – un « offreur » injuste en rejetant ses propositions perçues comme inéquitables. De la même manière, il s'avère que nous avons aussi le désir d'exclure ceux qui ne coopèrent pas.

La douleur sociale, cela va de soi, joue un rôle central dans le rejet et est à l'opposé des plaisirs évoqués précédemment que constituent le fait d'être apprécié ou le sentiment de réalisation de soi pouvant provenir de la reconnaissance des autres pour ce que nous avons fait pour eux. La force de l'inclusion et de l'exclusion témoigne de notre besoin fondamental d'intégration sociale et explique sans aucun doute, parmi d'autres facteurs, pourquoi l'amitié et l'implication sociale sont tellement bénéfiques pour la santé (chapitre 6).

Nous pouvons être pratiquement certains que les écarts de classes sociales et de statuts génèrent des formes similaires de douleur sociale. L'injustice, l'inégalité et le rejet de la coopération sont autant de formes d'exclusion. Les expériences qui ont souligné les effets du sentiment d'infériorité (voir chapitre 8 : celles avec les enfants indiens de castes différentes, celles avec les écoliers et celles sur les étudiants afro-américains soumis à des tests de capacité) ont révélé la douleur sociale causée par l'exclusion. Par ailleurs, cette douleur sociale, qui déclenche parfois la violence (chapitre 10) quand un individu se sent méprisé, humilié ou qu'il perd la face, s'inscrit partiellement dans ce tableau.

Sachant que notre espèce tire parti de l'amitié et profite de la coopération et de la confiance, qu'elle est dotée d'un sens aigu de l'équité, de neurones miroirs permettant de développer notre mode de vie à travers un processus d'identification aux autres, il est évident que des structures

sociales qui créent des relations fondées sur l'inégalité, l'infériorité et l'exclusion sociale infligent beaucoup de douleur sociale. À la lumière de ce qui précède, nous pouvons peut-être commencer à comprendre pourquoi les sociétés plus inégalitaires souffrent de dysfonctionnements sociaux si graves et, par là même, à mieux percevoir qu'une société plus humaine pourrait se révéler infiniment plus réalisable que les sociétés fortement inégalitaires dans lesquelles nous sommes si nombreux à vivre à l'heure actuelle.

* Terme générique désignant l'ensemble des jeux se jouant avec une balle et un bâton (base-ball, bat-and-trap, cricket, etc.).

Chapitre 15

ÉGALITÉ ET SOUTENABILITÉ

Celui qui meurt avec le plus de jouets a gagné.
Autocollant vu sur un pare-chocs américain

Au cours des prochaines décennies, la politique devrait être dominée soit par les efforts visant à prévenir un réchauffement planétaire incontrôlé, soit, si ces efforts restent vains, par les actions qu'il faudra entreprendre pour en gérer les conséquences. Les émissions de carbone dans les pays riches sont entre deux et cinq fois plus élevées que la moyenne mondiale. Ne nous y trompons pas, même si les pays riches réduisent leurs émissions de moitié ou des quatre cinquièmes, cela ne suffira pas. Les émissions totales de la planète sont d'ores et déjà trop élevées et les pays plus pauvres auront besoin d'une marge de tolérance pour leur croissance économique.

Comment marier des politiques plus égalitaires avec des politiques de réduction des émissions de carbone ? Vu les conséquences de l'inégalité sur la société – en particulier le dopage de la consommation compétitive –, il semble que ces politiques soient complémentaires. Mieux même, les gouvernements ne seront peut-être pas en mesure d'obtenir une diminution suffisante des émissions de carbone sans réduire aussi les inégalités.

Soutenabilité et qualité de la vie

Depuis la parution du rapport Brandt en 1980, certains soutiennent que durabilité sociale et durabilité de l'environnement vont de pair. Réjouissons-nous. Au moment même où l'espèce humaine se rend compte que l'environnement ne peut absorber de nouvelles augmentations des émissions de carbone, elle découvre que le maintien de la croissance économique dans le monde développé n'améliore plus la santé, le bonheur ou les mesures du bien-être. Plus encore, nous avons vu qu'il est possible d'améliorer la qualité de la vie dans les pays riches sans croissance économique.

Cela dit, si nous n'avons pas besoin de consommer davantage, qu'arrivera-t-il si nous consommons moins ? Est-ce que procéder aux réductions nécessaires de nos émissions de carbone entraînera une diminution du niveau de vie matériel actuel sous un niveau que les habitants du monde riche seraient disposés à accepter ?

La figure 15.1 apporte un premier élément de réponse à ces questionnements. Elle met en relation l'espérance de vie et les émissions de CO₂ par habitant dans tous les pays, riches et pauvres. Puisque les émissions de carbone s'élèvent au fur et à mesure que les sociétés s'enrichissent, cette figure ressemble à s'y méprendre à la figure 1.1, qui met en relation l'espérance de vie et le revenu national par personne. Nous voyons ici que certains pays parviennent à atteindre une espérance de vie proche de 80 ans au moyen d'une fraction seulement des émissions de CO₂ habituelles dans les pays les plus riches. Nous devons en conclure qu'il devrait être possible d'obtenir des réductions spectaculaires des émissions dans la plupart des pays riches sans le moindre recul en matière de santé et de bien-être – même au moyen des technologies inefficaces que nous utilisons actuellement et qui recourent pour l'essentiel à des sources d'énergie non renouvelables.

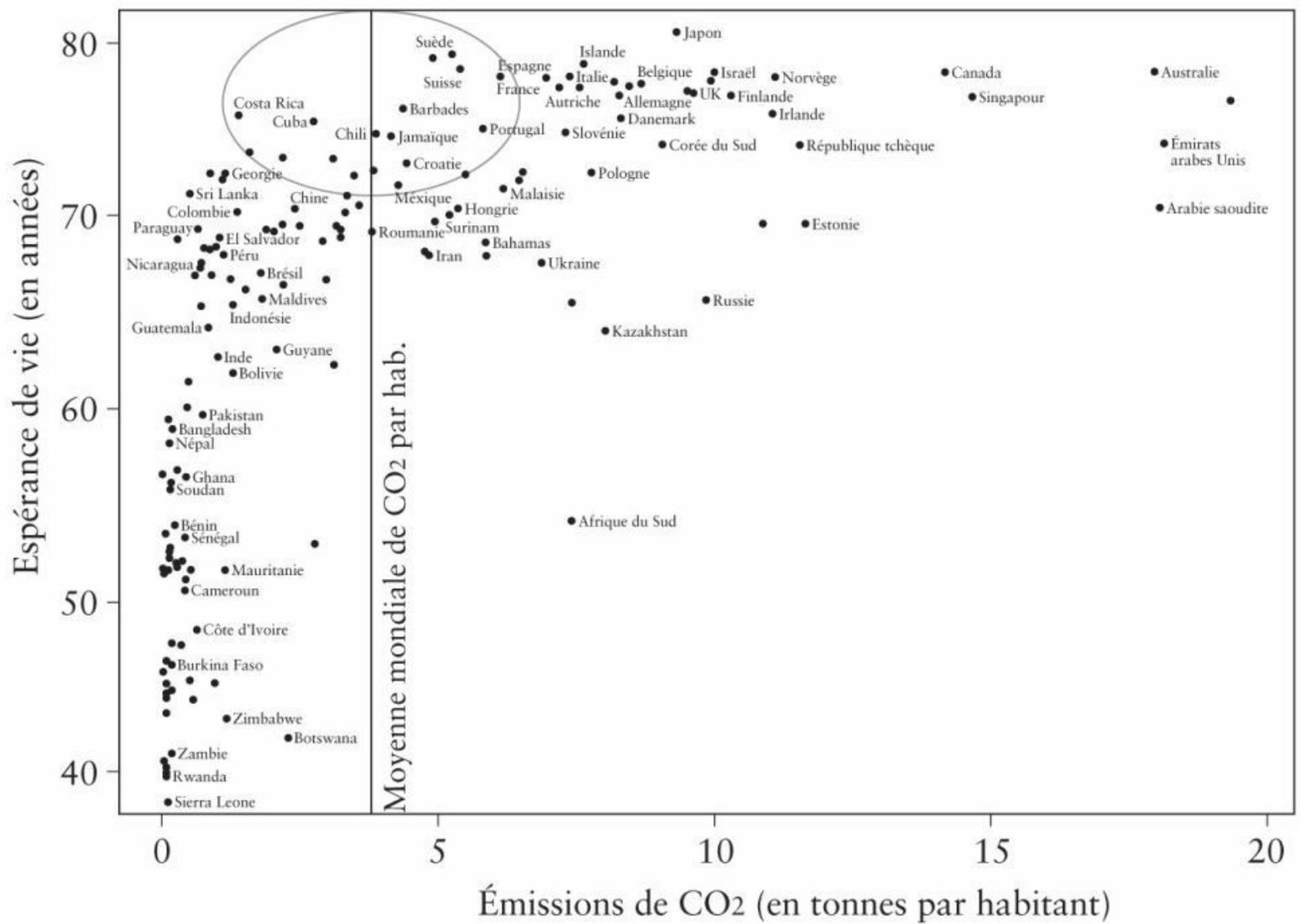


Figure 15.1 Il est possible de réduire la mortalité infantile sans augmenter les émissions de carbone³⁹⁸.

Le cercle situé dans le coin supérieur gauche de la figure 15.1 correspond à la zone où des pays semblent capables d'obtenir de bonnes conditions sanitaires pour un coût écologique minimal (toujours au moyen des technologies actuelles). Dans la mesure où la ligne verticale qui traverse ce cercle en son centre est une estimation grossière de la moyenne des émissions mondiales de CO₂, ce graphique suggère que tous les pays du monde sont capables de garantir une espérance de vie élevée sans dépasser le niveau actuel des émissions de CO₂.

Malheureusement, comme les émissions mondiales actuelles entraînent déjà un réchauffement planétaire très rapide, nous devons les ramener largement sous ce niveau. Pour y parvenir, il faudra nécessairement adopter des modes de vie beaucoup plus efficaces sur le plan de la consommation énergétique et exploiter des sources d'énergie renouvelables. Ces changements feraient glisser notre cercle – qui exprime le coût environnemental le plus faible auquel il est possible d'obtenir des résultats élevés en matière de santé et de bien-être – vers la gauche et probablement aussi vers le haut du graphique.

Le Fonds mondial pour la nature (WWF) apporte un autre élément de réponse à la question de la compatibilité entre soutenabilité et maintien de notre niveau de vie élevé. Le WWF a analysé des données qui étudient la relation entre la qualité de vie dans chaque pays et la taille de l'empreinte

écologique par habitant³⁹⁹. La qualité de vie y est mesurée à l'aide de l'indice de développement humain (IDH) des Nations unies, qui combine l'espérance de vie, l'éducation et le PIB par habitant. La figure 15.2 utilise les données du WWF pour montrer la relation entre l'empreinte écologique par habitant de chaque pays et le score qu'il obtient sur l'indice de développement humain. Un seul pays parvient à obtenir une qualité de vie satisfaisante (supérieure à 0,8 sur l'IDH) au moyen d'une empreinte écologique viable au niveau mondial : Cuba. Les revenus ont beau y être très faibles, l'espérance de vie et la mortalité infantile de ce pays sont presque semblables à celles des États-Unis.

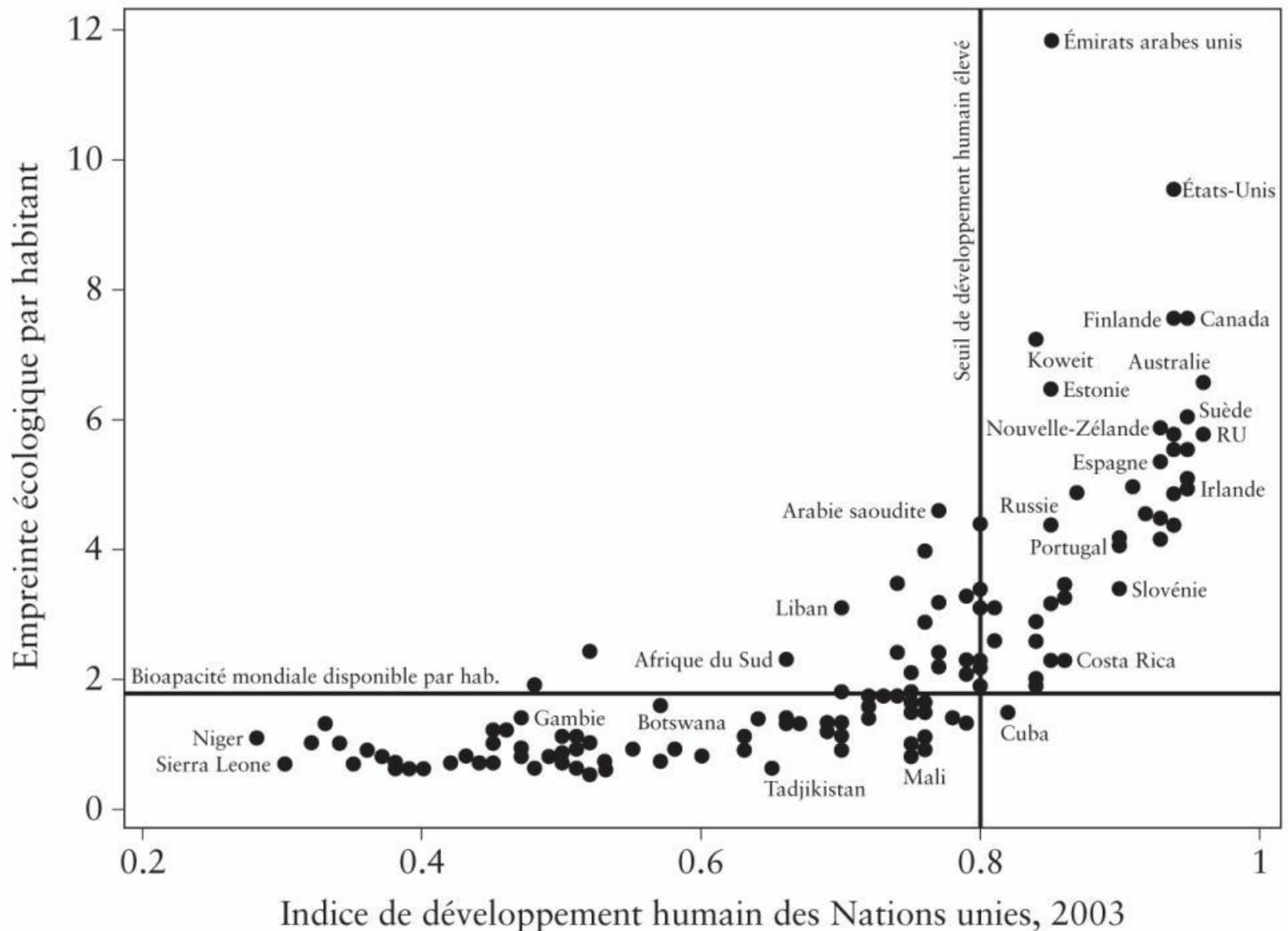


Figure 15.2 Bien-être humain et soutenabilité.

S'il n'existe qu'un seul pays parvenant à combiner niveaux de vie acceptables et économie durable, au moins savons-nous que c'est faisable. Remarquons cependant que cette performance est obtenue sans accès aux technologies les plus vertes et les plus efficaces sur le plan énergétique. Par conséquent, les pays qui ont accès à des technologies bien plus sophistiquées que celles à disposition de Cuba devraient pouvoir y arriver beaucoup plus facilement. Grâce aux avantages de la production d'électricité provenant des énergies renouvelables, des nouvelles technologies respectueuses de l'environnement et d'une égalité accrue dans la société, nous pouvons avoir l'assurance qu'il est possible de combiner soutenabilité et haute qualité de vie. Dernière remarque sur la figure 15.2 : signalons que, si les meilleures notes dans l'IDH sont obtenues par les pays qui ont l'empreinte

écologique la plus importante, c'est surtout parce que le PIB par habitant est l'une des composantes de l'IDH, rien de plus.

Réduction équitable des émissions de carbone

L'amélioration de la qualité réelle de nos vies à des niveaux de consommation plus faibles n'est pas la seule contribution que l'égalité peut apporter à la diminution des émissions de carbone. Il en existe deux autres. Tout d'abord, pour que les politiques de réduction des émissions de carbone soient soutenues par l'opinion publique, elles doivent être perçues comme équitables dans leur application. Plus un citoyen est riche et plus il dépense, plus il tend à contribuer au réchauffement planétaire. Au sein d'une seule et même société, les émissions de carbone engendrées par la consommation d'une personne riche peuvent être jusqu'à dix fois supérieures à celles causées par la consommation d'une personne plus pauvre. Si les riches sont ceux qui portent le plus de préjudices à l'environnement, alors, dans une recherche d'équité, les réformes à mettre en œuvre devront être plus exigeantes envers eux. Des politiques qui presseraient les pauvres tout en autorisant les riches à continuer de produire beaucoup plus d'émissions de carbone auraient très peu de chances de pouvoir compter sur l'appui des citoyens.

Pour diminuer équitablement les émissions de carbone, certains ont proposé un système de rationnement individuel. Le niveau total des émissions autorisées serait divisé par le nombre de personnes concernées afin d'obtenir des parts équivalentes, une sorte de quota d'émissions autorisées pour chaque habitant. Nous pouvons tracer un parallèle évident avec les politiques égalitaires appliquées en Grande-Bretagne pendant la Seconde Guerre mondiale : pour que la population accepte de coopérer à l'effort de guerre, il fallait que ce fardeau soit perçu comme équitablement partagé. Richard Titmuss s'en est inspiré pour introduire un rationnement et une taxation plus progressive des revenus, ainsi que le subventionnement des produits de première nécessité et la taxation des produits de luxe⁴⁰⁰. L'une des suggestions formulées serait de munir chaque individu d'une carte électronique destinée au paiement du carburant, de l'électricité et des voyages en avion. Ceux qui n'utilisent pas la totalité de leur quota pourraient vendre la partie non consommée à une banque du carbone, où ces quantités pourraient ensuite être achetées par des personnes désireuses d'utiliser davantage que leur quota initial de carburant et d'électricité. Dans le cadre d'un tel système de « quotas de carbone échangeables », les gros consommateurs dédommageraient les petits consommateurs, et les revenus seraient redistribués des riches vers les pauvres. En 2006, David Miliband, alors ministre britannique de l'Environnement, a proposé un tel système, et un essai à petite échelle a été tenté à Manchester en 2007. Pour préserver les intérêts des pauvres, il sera peut-être nécessaire d'interdire aux gens de vendre des parties non utilisées de leur quota avant la fin de la période couverte, ceci afin que seules les quantités déjà économisées puissent être échangées.

Les nouvelles technologies seules ne suffiront pas

Nous pourrions être tentés de croire que les nouvelles technologies nous épargneront les affres du rationnement du carbone. Certes, les innovations vertes réduisant la consommation de carburant et les émissions de carbone sont un aspect essentiel des changements que nous aurons à concrétiser. Elles ne suffiront pourtant pas. Imaginez que les constructeurs automobiles lancent une nouvelle génération de moteurs consommant moitié moins de carburant. Rouler serait moins cher et nous économiserions de l'argent. Mais cet argent, nous le dépenserions presque à coup sûr pour quelque chose d'autre. Nous pourrions le dépenser en roulant plus, en achetant une plus grosse voiture ou des équipements électriques plus voraces en énergie (pourquoi ne pas acheter un plus gros réfrigérateur ?). Même si nous dépensons l'argent mis de côté en faisant l'acquisition d'un moteur plus efficace, notre consommation supplémentaire viendra probablement s'ajouter aux émissions de carbone produites ailleurs et réduira à néant une grande partie du bénéfice environnemental acquis au départ. La même logique s'applique à presque tous les domaines. Se servir de machines à laver qui consomment moins d'électricité ou vivre dans des maisons mieux isolées est bénéfique pour l'environnement, mais ces choix réduisent aussi nos factures. Nous perdons donc immédiatement une partie du gain environnemental en dépensant l'argent économisé pour quelque chose d'autre. La consommation des voitures a baissé, nous avons choisi de rouler plus loin. Les maisons sont devenues mieux isolées, mais nous avons élevé nos habitudes de confort thermique. Et maintenant que nous achetons des ampoules économiques, nous ne sommes pas loin de penser que, si nous les laissons allumées, ce n'est finalement pas bien grave.

Les innovations permettant d'économiser de l'énergie et donc d'acheter plus de choses sont comme la croissance économique : bien qu'elles nous donnent un niveau de vie matériel plus élevé pour tout niveau d'émissions de carbone, l'essentiel de ce carbone économisé est englouti dans l'élévation du niveau de vie. La seule question qui se pose est de savoir quelle part des avantages des technologies vertes est absorbée par l'augmentation de la consommation. Dans les nombreux pays qui ont réduit la taille des voitures et imposé des normes d'efficacité dans ce domaine, les émissions nationales ont généralement continué à augmenter malgré les gains d'efficacité.

Une économie stationnaire

Rendons-nous à l'évidence, nous devons aller vers quelque chose qui ressemble davantage à l'économie stationnaire initialement proposée par Herman Daly⁴⁰¹. Mais comment faire ? Comme l'affirme Murray Bookchin, écologiste social et philosophe libertaire américain, « “persuader» le capitalisme de limiter la croissance ? Autant essayer de “persuader» un être humain d'arrêter de respirer⁴⁰² ». À l'époque où Daly a créé le concept d'économie stationnaire, nous étions davantage préoccupés par l'épuisement des ressources finies – minérales et agricoles – de la planète que par le réchauffement de cette dernière. Daly proposait des quotas physiques sur l'extraction des minéraux. Selon lui, il fallait empêcher que l'utilisation des ressources du monde n'augmente. Limiter la production de pétrole et de charbon pourrait être un moyen extrêmement efficace de limiter le réchauffement mondial. L'innovation et le changement seraient alors concentrés sur une utilisation plus efficace des ressources finies au bénéfice de l'humanité.

Imaginez que les niveaux de vie soient déterminés par le stock de marchandises utilisées plutôt que par le flux les menant de la consommation à l'état de déchets. Plus vite les objets s'usent et doivent être remplacés, plus ils viennent grossir le flux de consommation et les déchets. Si les niveaux de vie matériels dépendent des objets que nous utilisons, alors chaque chose usée contribue à réduire ce flux. Par conséquent, nous devons être encouragés à fabriquer des biens durables et à ne pas inciter à la consommation de produits éphémères avec le prétexte de maintenir le niveau de ventes des entreprises.

De toute évidence, tout système qui s'attaquerait de front à ces problèmes devrait prévoir un traitement différencié selon qu'un pays est riche ou pauvre. L'Inde, qui produit annuellement 1,6 tonne de carbone par personne, ne peut être traitée comme les États-Unis, qui produisent 24 tonnes de carbone par personne et par an. Tout système de régulation doit prévoir des politiques « de contraction et de convergence », c'est-à-dire « de plafonnement et de partage ». Ces deux approches proposent une contraction année après année des niveaux d'émissions de carbone autorisés, menant à une convergence définitive des émissions par habitant partout sur la planète.

Il serait erroné de croire qu'une économie stationnaire est synonyme de stagnation et d'absence de changement. Paradoxalement, la transition vers une économie durable stationnaire créerait une immense demande en termes d'innovation et de changement. Obtenir plus à partir des ressources – limitées – disponibles a toujours été l'un des moteurs essentiels de l'innovation et du changement technique⁴⁰³. Fixer des limites à la consommation des ressources et aux émissions de carbone exigerait l'innovation à un degré inconnu dans l'histoire. Nous le verrons au chapitre suivant, les progrès permanents et rapides des technologies comme la numérisation, les moyens de communication électroniques et les systèmes virtuels créent des secteurs économiques « en apesanteur », ce qui permet de combiner avec beaucoup plus de facilité des niveaux de vie élevés et un niveau faible de consommation de ressources et d'émissions.

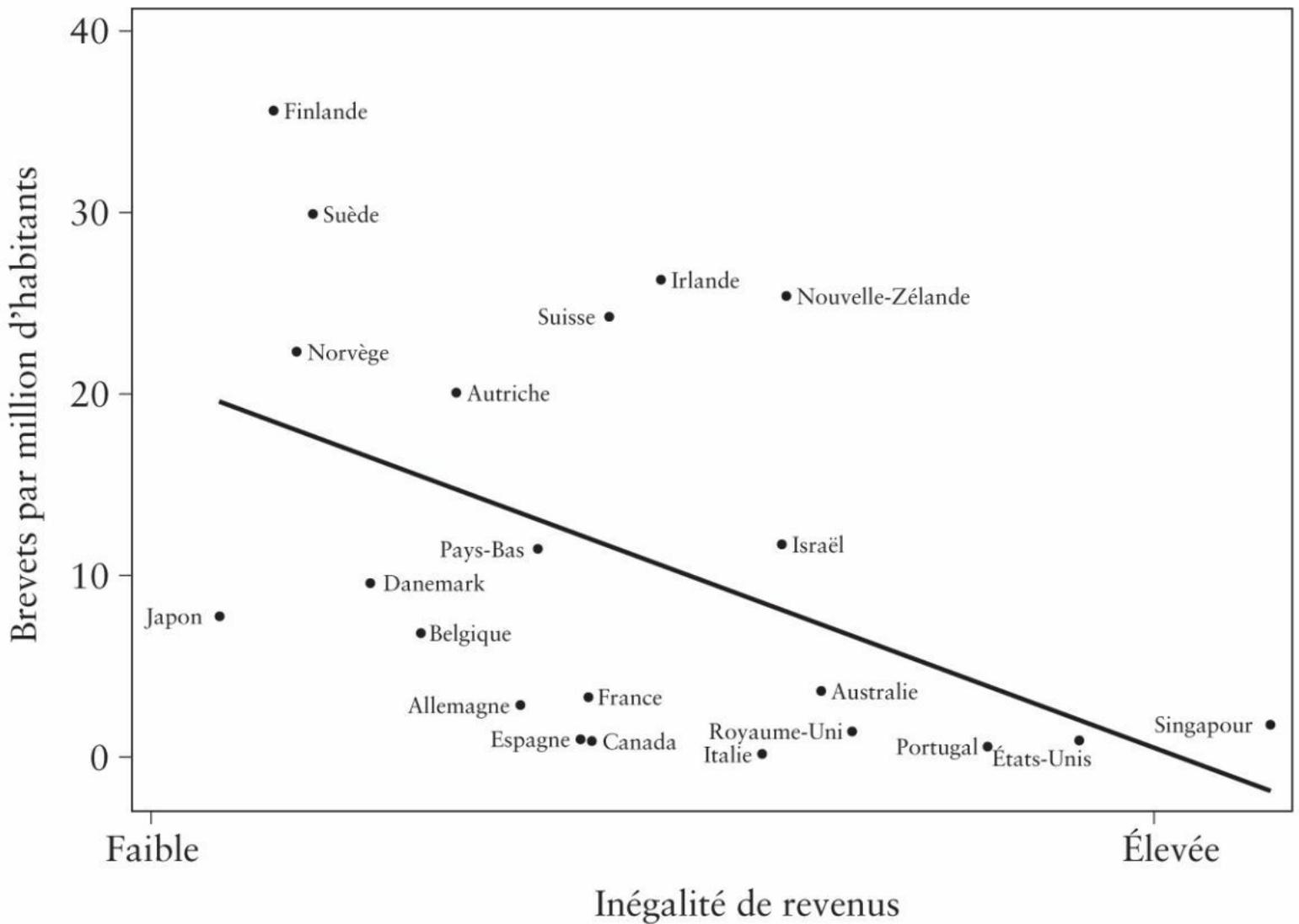


Figure 15.3 Les sociétés plus égalitaires sont plus innovantes⁴⁰⁴.

On entend souvent que l'invention et l'innovation génèrent toujours l'inégalité et dépendent de la promesse de retombées financières individuelles. La figure 15.3 laisse entendre le contraire. Les sociétés plus égalitaires sont généralement plus créatives. Dans les sociétés plus égalitaires, le nombre de brevets délivrés par personne est plus élevé que dans les sociétés moins égalitaires. À vous de juger s'il en est ainsi parce que les sociétés plus inégalitaires exploitent moins leurs talents ou parce que la hiérarchie alimente la conformité. En tout état de cause, cette figure montre que les sociétés ne seront pas moins adaptables parce qu'elles sont plus égalitaires.

Inégalité et consumérisme

Le second lien entre égalité accrue et prévention du réchauffement planétaire concerne le consumérisme. Il est évidemment beaucoup plus ardu de contenir l'activité économique dans des proportions viables si nous sommes obsédés par la consommation. Notre dépendance au shopping et aux dépenses est telle qu'aux yeux de beaucoup nous avons déjà perdu la bataille contre le réchauffement climatique. Tout d'abord, le consumérisme nous conduit à nier les répercussions de notre mode de vie. Nous pratiquons la politique de l'autruche. De surcroît, la puissance de notre penchant consumériste a réduit les gouvernements à la paralysie. Ils craignent tellement les réactions de l'électorat qu'ils renoncent à toute politique qui transformerait vraiment les règles du jeu. Comment transformer cette culture et atténuer la menace qui plane sur la planète ?

Favoriser l'égalité est un moyen crucial de soulager la pression culturelle qui nous pousse à consommer. À une époque où les gens semblent avoir été moins prudents, Henry Wallich, un ancien gouverneur de la Réserve fédérale américaine et professeur d'économie à Yale, a déclaré : « La croissance est un substitut de l'égalité des revenus. Tant qu'il y a de la croissance, il y a de l'espoir, ce qui rend supportables d'importants différentiels de revenus⁴⁰⁵. » Bien, mais la relation fonctionne aussi dans l'autre sens : non seulement la croissance peut être le substitut de l'égalité, mais l'égalité rend la croissance beaucoup moins nécessaire. Elle est le préalable d'une économie stationnaire.

La compétition liée au statut nourrit largement la consommation. Pour la plupart d'entre nous, il s'agit d'ailleurs probablement plus d'un mécanisme de défense : si nous n'élevons pas notre niveau de vie, nous avons la sensation de rester en arrière, et tout ce que nous possédons semble devenir terne, élimé et démodé. Robert Frank, économiste à l'université Cornell, a décrit le caractère intrinsèquement relatif des niveaux de vie et les comparaisons avec les autres qu'ils impliquent. Dans son ouvrage *Falling behind : How rising inequality harms the middle class* (2007) [Se faire distancer : la montée des inégalités porte atteinte aux classes moyennes], il l'explique en ces termes⁴⁰⁶ :

Personne ne nie que, pour la plupart des automobilistes d'aujourd'hui, l'accélération puissante d'une voiture des années 1950 serait ressentie comme poussive. De la même façon, une maison d'une taille déterminée sera considérée comme spacieuse selon qu'elle est plus grande que d'autres maisons des environs immédiats. Quant aux vêtements qui conviennent à un entretien d'embauche, ils doivent surtout être plus adéquats que ceux portés par d'autres candidats au même poste. En un mot, une évaluation dépend toujours et partout de son contexte.

Le problème, c'est que les produits de seconde main nous font nous sentir des personnes de second rang. Par rapport aux personnes riches et célèbres, les autres semblent forcément médiocres et inférieures. Plus les différences sont grandes, plus elles deviennent visibles et prennent de l'importance. Quand l'inégalité intensifie la compétition autour des questions de statut, nous devons lutter plus encore pour nous maintenir. Alors que les riches croient peut-être que leur envie de dépenser des montants faramineux pour une montre, une voiture ou tout autre objet de luxe reflète l'attention « qu'ils portent aux détails » ou à « l'artisanat », ce qui importe en réalité est ce que leurs achats dévoilent d'eux par rapport au reste d'entre nous. Comme le sait tout bon publicitaire, ces achats leur permettent de se distinguer du reste de la population – une distinction sociale s'entend. Seuls les « meilleurs » peuvent avoir ce qui se fait de « mieux ».

Revers de la médaille, la consommation des riches diminue la satisfaction que tous les autres tirent de ce qu'ils ont, qui apparaît comparativement comme inférieure. Dans son livre intitulé *Le Prix du bonheur*, Richard Layard, fondateur du Centre for Economic Performance de la London School of Economics, parle de cette insatisfaction comme d'un coût supplémentaire que les riches imposent au

reste de la société⁴⁰⁷. Et, un peu comme pour la fumée qui sortirait de la cheminée d'une usine, il a calculé ce que devraient verser les riches pour compenser ce coût. Rappelons qu'il n'avait pas connaissance des répercussions de l'inégalité sur les problèmes sanitaires et sociaux que nous décrivons dans ces pages. Il a basé ses calculs uniquement sur la perte de satisfaction, ou de bonheur, au sein du reste de la population, pour parvenir à la conclusion qu'un taux d'imposition de 60 % appliqué aux plus riches pourrait couvrir ce coût (on suppose que ce taux devrait être encore plus élevé que les taux payés par le reste de la population).

L'idée que l'inégalité intensifie la pression compétitive nous poussant à consommer n'est pas une simple spéculation. Ces effets sont observables. Alors que l'inégalité gagnait du terrain aux États-Unis et en Grande-Bretagne, les économistes ont observé une baisse à long terme de l'épargne et une augmentation de l'endettement. Robert Frank note qu'en 1998, alors que l'économie connaissait un essor inédit, une famille sur soixante-huit était en situation de faillite, soit quatre fois plus qu'au début des années 1980, avant l'augmentation spectaculaire des inégalités⁴⁰⁸. En 2002, l'endettement lié aux impayés de cartes de crédit atteignait 9 000 dollars en moyenne. Se penchant sur certaines évolutions à dix ans de distance, Robert Frank a découvert que les taux de faillite avaient surtout augmenté dans les régions des États-Unis où l'inégalité s'était accrue de la manière la plus flagrante^{409, 410}. Avec le creusement des inégalités, il était devenu plus difficile pour les gens de maintenir leur train de vie par rapport aux autres. Cette pression accrue du modèle consumériste les conduisait à épargner moins et à emprunter plus au point que l'expansion de la demande de consommation est devenue l'un des principaux moteurs du boom économique et de la spéculation financière qui ont débouché sur la crise. Dans le même ordre d'idées, les dépenses publicitaires varient, elles aussi, en fonction de l'inégalité. En proportion du PIB, les pays plus inégalitaires, comme les États-Unis et la Nouvelle-Zélande, dépensent deux fois plus en publicité que la Norvège et le Danemark.

La variation du temps de travail en fonction de l'inégalité est un autre indicateur de la façon dont l'inégalité augmente la pression du consumérisme. Une étude sur le temps de travail dans les pays de l'OCDE réalisée par Sam Bowles, professeur émérite d'économie à l'université du Massachusetts, a montré que non seulement le temps de travail est plus long dans les pays plus inégalitaires, mais que l'évolution du temps de travail correspond aux évolutions de l'inégalité au fil des décennies⁴¹¹. La figure 15.4 montre cette relation entre inégalité accrue et temps de travail plus long. Les personnes vivant dans des pays plus inégalitaires travaillent l'équivalent de deux ou trois mois supplémentaires par an. En d'autres termes, ils perdent l'équivalent de huit ou douze semaines de congés par an. Voilà qui est cher payé.

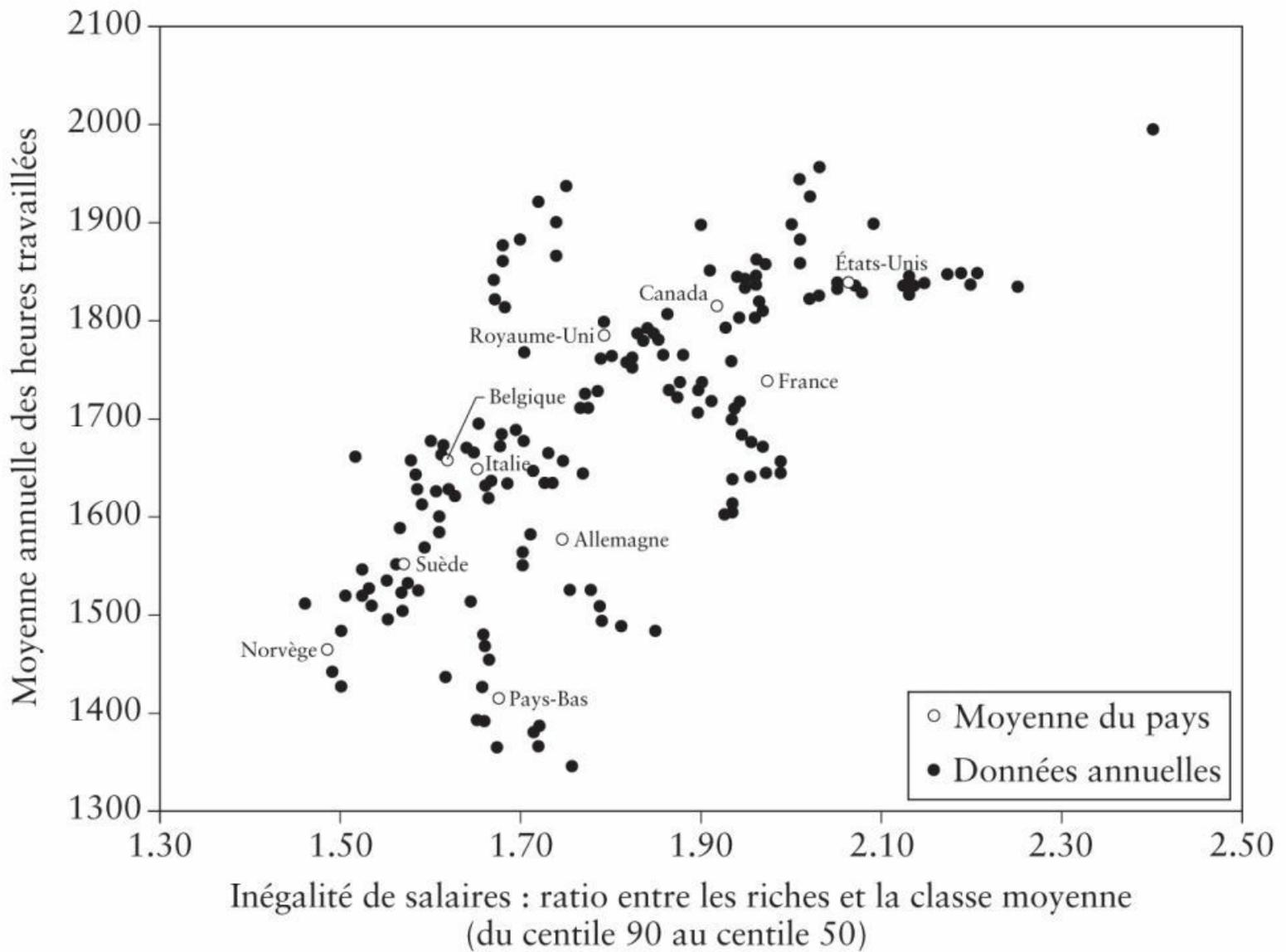


Figure 15.4 Les gens travaillent plus dans les sociétés plus inégalitaires⁴¹².

Une autre étude, fondée cette fois sur des données américaines, a mis en évidence que les femmes mariées étaient plus susceptibles de travailler si le mari de leur sœur gagnait plus que leur propre mari⁴¹³. Une étude similaire a conclu que la décision de travailler prise par les femmes mariées est aussi affectée par moins d'inégalités personnelles : l'étude s'est intéressée aux femmes mariées à des hommes ayant un emploi. Elle a permis de découvrir qu'elles étaient plus enclines à travailler elles-mêmes si elles vivaient dans une zone où les revenus des hommes étaient plus inégalitaires⁴¹⁴.

Les éléments de preuve que nous avons réunis en provenance de sources diverses – sur l'épargne, l'endettement, les taux de faillite, les dépenses publicitaires et le temps de travail – confortent tous la thèse que l'inégalité accroît effectivement la pression du consumérisme. Si le consumérisme est largement alimenté par l'émulation, la compétition autour des questions de statut, ou simplement le désir de se maintenir au même niveau que tout le monde, et qu'il relève pour l'essentiel des apparences sociales, cela expliquerait pourquoi nous continuons à chercher une croissance économique alors qu'elle n'offre plus aucun avantage. Si nous voulons tous plus d'argent, c'est parce que l'argent améliore l'image que nous avons de nous-mêmes et de notre statut par rapport aux autres, alors ce désir individuel d'augmenter sa richesse ne contribue pas à un désir sociétal – donc collectif – de croissance économique. Une expérience toute simple a permis de démontrer à quel point le désir d'avoir des revenus plus élevés s'assimile en fait au désir d'avoir un statut plus élevé : des

chercheurs ont demandé aux sujets s'ils préféreraient être moins riches que d'autres dans une société riche ou avoir des revenus largement inférieurs dans une société plus pauvre, mais en bénéficiant malgré tout d'une meilleure situation que les autres. Cinquante pour cent des participants étaient disposés à céder pas moins de la moitié de leurs revenus réels pour vivre dans une société où ils pourraient être en meilleure posture financière que d'autres⁴¹⁵. Ce résultat illustre assez bien l'importance que nous accordons au statut et explique pourquoi (comme nous l'avons vu au chapitre 2) les écarts de revenus au sein des sociétés riches ont tellement plus d'importance que les écarts de revenus entre les pays riches. Dès que nous avons assez pour vivre, seuls les effets relatifs ont de l'importance.

Quand Bowles et Park ont été les premiers à démontrer la relation entre inégalité et temps de travail (Fig. 15.4), ils ont cité Thorstein Veblen, qui avait dit : « L'unique moyen permettant d'impressionner par notre capacité pécuniaire les observateurs antipathiques de notre quotidien consiste à produire implacablement la preuve de notre capacité de payer. » La *Théorie de la classe de loisir* de Veblen, publiée en 1899, est le premier ouvrage majeur sur la relation entre consommation et stratification sociale. C'est à lui que nous devons l'expression de « consommation ostentatoire ». C'est aussi lui qui a mis en évidence l'importance de l'« émulation pécuniaire » et des « comparaisons provocantes⁴¹⁶ ». Le secteur de la publicité jouant sur notre peur du regard des autres, il nous a rendus plus conscients de la psychologie consumériste. Mais Veblen a écrit bien avant que nous soyons bombardés de messages publicitaires. Au lieu d'imputer tous ces problèmes à la publicité, nous serions mieux inspirés d'admettre que la publicité les amplifie et utilise des faiblesses qui sont présentes de toute façon. De nos jours, les économistes parlent d'« effet Veblen » pour définir le fait que les produits sont choisis plus pour leur valeur sociale que pour leur utilité. La recherche a d'ailleurs permis de confirmer que les biens qui confèrent statut et prestige sont davantage recherchés par les gens lorsque les autres peuvent les voir.

Le consumérisme est trop souvent considéré comme le reflet d'un égoïsme et d'une possessivité d'ordre matériel et fondamentalement humains. Rien, ou presque, ne pourrait être plus éloigné de la vérité. Notre besoin pour ainsi dire névrotique d'acheter et de consommer traduit la profondeur de notre nature sociale. Comme nous vivons dans des sociétés inégalitaires et individualistes, nos possessions servent à nous montrer sous un jour favorable, à laisser une impression positive et à ne pas apparaître comme incompetents ou inadaptés dans le regard des autres. Le consumérisme exprime la force de l'influence que les autres exercent sur nous et inversement. Dès que nous avons assez de biens de première nécessité pour vivre dans un certain confort, l'importance intrinsèque de nos biens perd progressivement de son poids et nous les utilisons toujours plus pour ce qu'ils disent de nous-mêmes. Idéalement, les impressions que nous avons les uns des autres devraient dépendre des interactions en tête-à-tête que nous avons avec autrui dans le cadre de notre vie en société. Dans la réalité, elles se fondent sur les apparences extérieures, alors que les personnes ne se connaissent pas vraiment. Ce point nous ramène à notre analyse de l'inégalité comme facteur de sape de la vie de la collectivité (chapitre 4). Cet affaiblissement de la vie collective et le développement du consumérisme sont liés.

Si, pour réduire les émissions de carbone, nous devons sévèrement brider la croissance économique dans les pays riches, il est essentiel de savoir que ce choix ne nous obligera pas à sacrifier les améliorations de la qualité réelle de nos vies – telle que nous la mesurons à travers la santé, le bonheur, l'amitié et la vie sociale, et dont l'importance est bien réelle. Plutôt que de posséder moins de ces produits de luxe qui nous empêchent d'identifier nos besoins fondamentaux et se substituent à ces derniers, nous devons diminuer l'inégalité en parallèle. Nous devons créer des

sociétés plus égalitaires capables de répondre à nos vrais besoins sociaux. Mener des politiques de lutte contre le réchauffement climatique qui seraient perçues comme imposant des limites aux possibilités de notre satisfaction matérielle serait inadéquat. Ces politiques doivent aller de pair avec des politiques égalitaires qui nous conduisent vers des moyens nouveaux et plus fondamentaux d'améliorer notre qualité de vie. Le changement doit relever d'un déplacement historique de la source de la satisfaction humaine ; il s'agira de privilégier une société plus conviviale au détriment de la croissance économique.

Lors du discours qu'il a prononcé en acceptant le prix Nobel de la paix en 2007 au nom du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (Giec), Rajendra Pachauri a décrit comment le réchauffement planétaire réduira les rendements agricoles, l'approvisionnement en nourriture et en eau de centaines de millions de personnes, attisant les sources de conflit. Il s'est d'ailleurs exprimé à ce sujet avant que soit clairement reconnu l'impact des agrocarburants sur l'augmentation du prix des denrées alimentaires dans le monde. La réponse adéquate à la menace du réchauffement planétaire est une tâche qui doit être considérée comme plus importante que n'importe quel être humain. Disons-le sans détour, si les individus, les entreprises et des nations entières estiment qu'il est de leur devoir de contourner les réglementations, d'exploiter la moindre de leurs failles – comme cela a été longtemps la norme en matière de fiscalité –, nous n'y parviendrons jamais. À l'heure où nous écrivons ces lignes, des pétroliers remplis d'agrocarburant font l'aller-retour entre l'Europe et les États-Unis. Ils traversent l'Atlantique pour bénéficier de la subvention américaine versée lorsque de faibles quantités de pétrole sont ajoutées à l'agrocarburant, quantités qui pourraient tout aussi bien être ajoutées en Europe pour éviter que des cargaisons ne traversent l'océan à deux reprises. Cette inversion des effets recherchés par les réglementations à des fins lucratives privées exprime la domination de certaines attitudes qui compliquent fortement toute lutte efficace contre la menace du réchauffement planétaire.

Cette lutte contre le réchauffement dépend d'une coopération mondiale comme il n'en a jamais existé auparavant : nos efforts ne seront pas couronnés de succès si chacun essaie dans la pratique de contourner les réglementations. Le non-respect des réglementations et la poursuite d'intérêts sectoriels ou égoïstes à court terme deviennent contraires non seulement aux intérêts de la société, mais aussi de l'humanité. Les politiques de réduction des émissions de carbone doivent s'appuyer sur la responsabilité sociale, la coopération et le civisme au sens le plus large. Encore une fois, les éléments probants indiquent que les sociétés plus égalitaires font mieux que les autres. Au chapitre 4, nous avons vu que ces sociétés ont davantage de cohésion sociale et que le niveau de confiance y est tel qu'il favorise le civisme. Nous avons aussi constaté que cet état se prolonge dans les relations internationales : les sociétés plus égalitaires sont plus généreuses dans leur aide au développement et sont mieux placées sur l'indice mondial de la paix. La figure 15.5 indique en outre que le sens accru de la responsabilité publique dans les pays plus égalitaires pourrait influencer la réaction des sociétés aux questions écologiques. Les pays plus égalitaires recyclent une proportion plus importante de leurs déchets. Ces données proviennent du Australia's Planet Ark Foundation Trust⁴¹⁷. Les pays y sont classés en fonction de la proportion de déchets qu'ils recyclent. Une enquête d'opinion menée auprès de chefs d'entreprise nous apporte un autre signe de la responsabilité publique prégnante des pays plus égalitaires. Comme l'ont souligné nos collègues Roberto De Vogli et David Gimeno, les chefs d'entreprises établies dans des pays plus égalitaires sont largement plus favorables au respect des accords internationaux sur l'environnement de leur gouvernement que leurs homologues des pays moins égalitaires^{418, 419}.

Dans ces conditions, il est inapproprié de partir du principe que l'ampleur qu'ont atteint le

consumérisme égoïste, l'individualisme et le matérialisme tuera dans l'œuf toute volonté de mettre en place des systèmes économiques viables. Reconnaissons plutôt que ces phénomènes n'expriment pas une fois pour toutes la nature humaine. Bien au contraire, ils traduisent les caractéristiques des sociétés dans lesquelles nous vivons, caractéristiques variant d'une démocratie libérale et riche à l'autre. À un niveau plus fondamental, réduire l'inégalité signifie passer du consumérisme égoïste, semant la discorde et alimenté par la compétition pour le statut, à une société plus intégrée et plus fédératrice. Une égalité accrue peut nous aider à développer une philosophie et un engagement collectif afin de travailler à la résolution des problèmes qui nous menacent tous. Comme l'avaient compris les dirigeants qui eurent à assumer leurs responsabilités en temps de guerre, si une société doit aller de l'avant, les politiques menées doivent être perçues comme équitables et les écarts de revenus doivent être réduits.

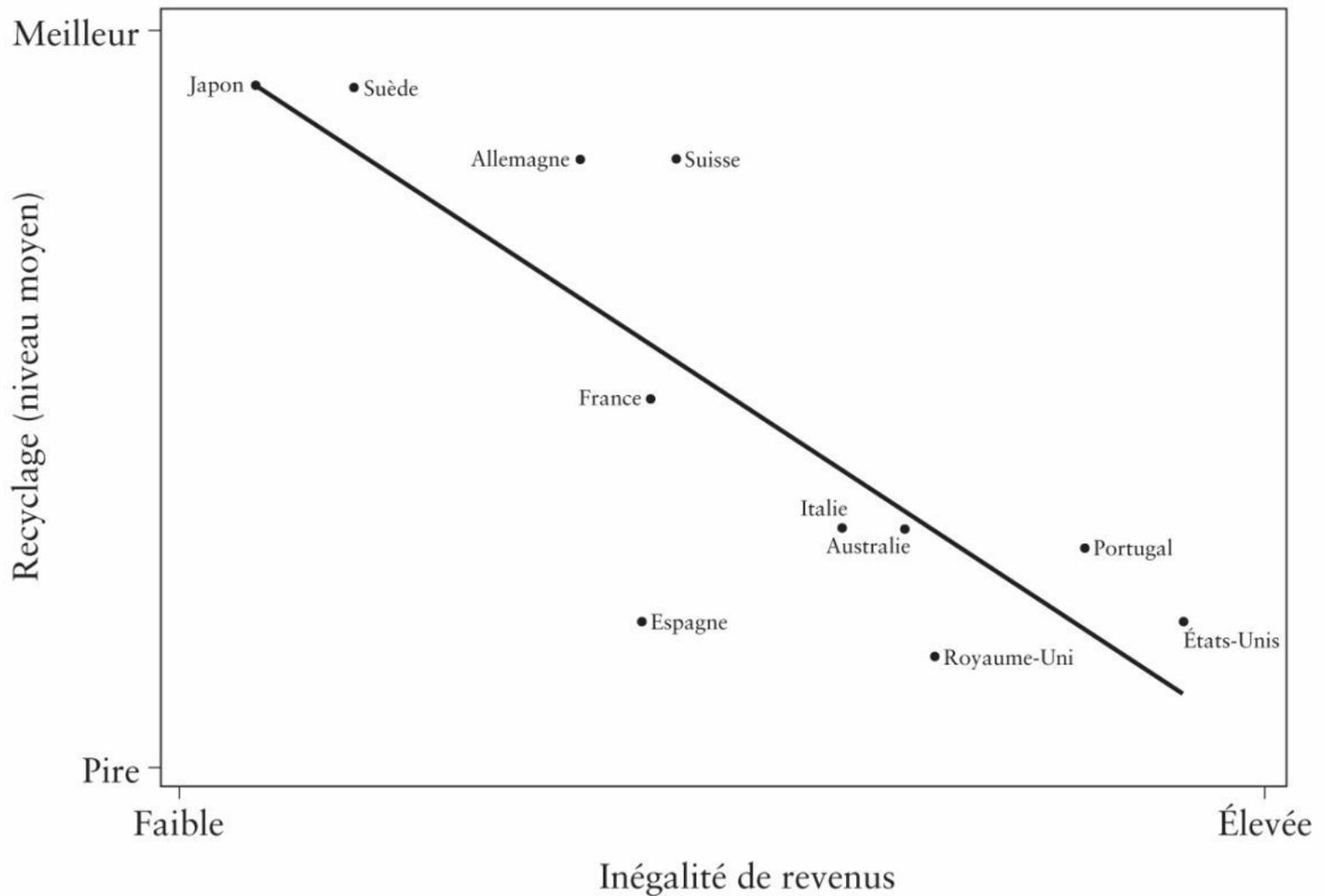


Figure 15.5 Les pays plus égalitaires recyclent une proportion plus importante de leurs déchets.

Lâcher la bride aux entreprises et laisser s'emballer la notion du profit n'est pas une voie à suivre pour rendre le monde plus vivable.

Tom Scholz, entretien avec le Sierra Club

Avant de parler de ce qu'il faudrait faire pour rendre nos sociétés plus égalitaires, rappelons que ce n'est pas parce que nous nous concentrons sur les inégalités dont elles souffrent que nous ignorons celles entre pays riches et pays pauvres. Si nous nous fondons sur les éléments probants en la matière, il s'avère que la réduction des écarts de revenus dans les pays riches les rend plus attentifs aux besoins des pays plus pauvres. Nous avons montré au chapitre 4 (Fig. 4.6) que les pays plus égalitaires tendent à consacrer une fraction plus importante de leur revenu national à l'aide étrangère, jusqu'à quatre fois plus que les pays les plus inégalitaires. Il apparaît aussi que les pays plus inégalitaires sont plus agressifs dans les relations internationales. L'inégalité est liée aux notes les plus mauvaises sur l'indice mondial de la paix, qui englobe des mesures sur la militarisation, les conflits domestiques et internationaux ainsi que la sécurité, les droits de l'homme et la stabilité (cet indice est produit par Visions of Humanity en concertation avec l'Economist Intelligence Unit⁴²⁰).

Si nous examinons l'attitude des divers pays par rapport aux accords commerciaux internationaux ou aux négociations sur la réduction des émissions de carbone, nous constatons que les pays plus égalitaires adoptent sur ces questions des positions qui sont davantage susceptibles d'être bénéfiques aux pays en développement.

Tout semble indiquer que les inégalités affectant les relations entre les personnes au sein d'une société donnée influent également sur ce que peuvent être les normes et les attentes de cette société sur les questions internationales. Grandir et vivre dans une société inégalitaire ne va pas sans conséquence sur l'idée que les membres de cette société se font de la nature humaine. Nous avons d'ailleurs vu que l'inégalité peut influencer sur la confiance, la vie collective et la violence, et qu'elle prédispose les gens – par la qualité du début de leur vie – à adopter des comportements plus ou moins affiliatifs, empathiques ou agressifs. D'évidence, ces questions sont étroitement liées à la recrudescence de la compétition autour des questions de statut et à la montée en puissance du consumérisme, abordée au chapitre précédent. Le message est clair en tout cas : commençons par balayer devant notre porte, nous pourrions alors porter sur les pays en développement un regard plus sympathique.

Une transformation

Ce préalable étant posé, comment faire pour que nos sociétés soient plus égalitaires ? Parler d'une société plus égalitaire inquiète certaines personnes. Alors qu'il tentait d'apaiser ces appréhensions, à l'occasion d'une conférence de la National Policy Association à Washington, l'un de nous a cru bon de signaler que, puisque toutes les données provenaient des démocraties libérales riches et développées et que nous ne parlions que des écarts existant entre elles, corriger le tir n'exigerait pas une révolution. Pourtant, lors de la parution de la brochure de la National Policy Association consacrée à la conférence, et qui portait justement le titre *It Doesn't Take a Revolution* [Pas la peine d'en faire une révolution], nous avons été surpris de voir que ce n'était pas l'avis d'un certain nombre de personnes.

Comme le dit Bill Kerry, l'un des fondateurs de l'Equality Trust, pour parvenir à réduire substantiellement les écarts de revenus tout en apportant une réponse efficace au réchauffement climatique, nos sociétés doivent *se transformer*. Cette transformation ne pourra pas progresser loin des méthodes pacifiques, pas plus qu'elle ne réussira en bricolant des choix politiques de second ordre. Un mouvement sociétal favorable à davantage d'égalité suppose la capacité de maintenir durablement un cap et une vue d'ensemble sur les changements économiques et sociaux à envisager. Au cœur de ce processus, il s'agira d'identifier les moyens par lesquels la nouvelle société pourra s'implanter et grandir à l'intérieur et à côté des institutions qu'elle marginalisera et remplacera progressivement. Tel est le but ultime. Au lieu d'attendre que le gouvernement le fasse, nous devons commencer immédiatement à le mettre en œuvre dans nos vies et dans les institutions de notre société. Ce n'est pas tant une grande révolution qu'il faut mener à bien qu'un flot continu de petits changements qui vont tous dans la même direction. Pour nous donner les meilleures chances de mener à bonne fin cette transformation indispensable, nous devons garder à l'esprit que l'objectif consiste à créer une société plus conviviale. En d'autres termes, nous devons éviter les perturbations et les dislocations, synonymes d'un renforcement de l'insécurité et de la peur, qui se soldent si souvent par des réactions négatives et désastreuses. Le but est de renforcer le sentiment de sécurité de la population et d'apaiser ses craintes ; il faut que les gens aient le sentiment qu'une société plus égalitaire non seulement leur réserverait une place, mais aussi qu'elle leur offrirait une vie plus épanouissante que cela n'est possible dans une société dominée par la hiérarchie et l'inégalité.

Dans le passé – à l'époque où les controverses sur les inégalités portaient essentiellement sur les privations des pauvres et sur ce qui était juste –, réduire les inégalités consistait à cajoler ou à effrayer les mieux nantis pour qu'ils adoptent une attitude plus altruiste à l'égard des pauvres. Puisque nous savons à présent que l'inégalité a des répercussions sur un si grand nombre de résultats sanitaires et sociaux et dans presque toute la société, la situation a changé. La transformation de notre société est un projet qui présente un intérêt commun pour nous tous. L'égalité accrue est la porte d'entrée qui mène à une société capable d'améliorer la qualité de vie de tous et un jalon crucial dans le développement d'un système économique durable.

On entend souvent dire que l'avènement d'une société plus égalitaire n'est pas envisageable tout simplement parce que les gens ne sont pas égaux. Ce propos traduit une confusion. L'égalité ne signifie pas être identiques. Les gens ne sont pas devenus identiques quand on a créé le principe de l'égalité devant la loi. Contrairement à ce que certains affirment souvent, la réduction de l'inégalité matérielle n'entraîne pas l'abaissement des normes ou un nivellement par le bas. La richesse – en particulier quand elle est héritée – n'est pas un indicateur satisfaisant du véritable mérite. C'est d'ailleurs ce qui avait fait dire à George Bernard Shaw que « ce n'est que lorsque l'égalité financière

est une réalité que la distinction du mérite peut ressortir⁴²¹ ». Et si c'était pour cette raison que la Suède se révèle être la patrie si naturelle des prix Nobel ?

Dans nos analyses, rien n'indique que le niveau des performances intellectuelles, artistiques ou sportives soit moins bon dans les sociétés plus égalitaires. À vrai dire, c'est lorsqu'une fraction non négligeable de la population se sent mise sur une voie de garage que les niveaux baissent à tous les coups. Une équipe de base-ball n'est sans doute pas le microcosme le plus représentatif de la société. Il n'empêche, une étude parfaitement contrôlée auprès de plus de 1 600 joueurs appartenant à vingt-neuf équipes et menée sur une durée de neuf ans a permis d'établir que les équipes de base-ball de première division au sein desquelles les différences de revenus sont limitées obtiennent des résultats franchement meilleurs que les équipes plus inégalitaires⁴²². N'avions-nous pas constaté dans les chapitres précédents que les performances globales des pays plus égalitaires sont meilleures dans de nombreux domaines ?

L'échec de la politique

La politique a jadis été le moyen d'améliorer le bien-être social et émotionnel des gens par la transformation de leur situation économique. Depuis quelques dizaines d'années, nous avons toutefois perdu de vue le tableau général de la situation. De nos jours, les gens sont plus enclins à considérer que le bien-être psychosocial repose avant tout sur des actions individuelles, comme le recours à la thérapie comportementale cognitive – une personne à la fois, donc –, le soutien à l'éducation des enfants dès le plus jeune âge ou encore à travers la réaffirmation de valeurs religieuses ou « familiales ». Pourtant, il est aujourd'hui évident que la répartition des revenus constitue pour les responsables politiques un des meilleurs moyens d'améliorer le bien-être psychosocial de populations entières. Les décideurs ont ici la possibilité de faire quelque chose de vraiment positif.

Nous nous sommes efforcés de régler les problèmes sanitaires et sociaux par des services spécialisés qui se sont révélés coûteux et, dans le meilleur des cas, partiellement efficaces. Les évaluations menées à bien concernant certains de nos services les plus fondamentaux, comme les forces de police ou les soins de santé, laissent entendre que ces services ne figurent pas parmi les véritables déterminants des niveaux de criminalité ou de la bonne santé de la population. Quant à d'autres services, comme le service social de première ligne ou les centres de désintoxication, ils sont là pour s'occuper de divers groupes bien ciblés et non pas tant pour faire reculer la prévalence des problèmes sociaux. Régulièrement, des organismes publics annoncent des politiques ostensiblement orientées vers la prévention : selon les cas, il est question de faire reculer l'obésité, d'atténuer les inégalités sanitaires ou de tenter de réduire les taux de toxicomanie. Ces initiatives s'apparentent généralement à des mesures en trompe-l'œil. Elles résonnent comme de bonnes intentions et n'ont d'autre but que de donner l'impression d'un gouvernement qui s'attaque, presque au corps à corps, aux problèmes de la société. Puis, quand il devient manifeste que les résultats resteront très en deçà des objectifs, nous en arrivons parfois à nous demander si ceux qui ont élaboré ces politiques, qui ont rédigé les documents officiels, ont vraiment cru, ne fût-ce qu'un instant, que leurs propositions auraient un quelconque impact mesurable.

Prenons les inégalités de santé, par exemple. La Grande-Bretagne a été dirigée pendant dix ans par un gouvernement qui s'était engagé à combler le fossé sanitaire entre les riches et les pauvres. Dans le cadre d'une évaluation indépendante des politiques menées dans ce domaine, un expert néerlandais avait pu affirmer que la Grande-Bretagne avait pris de l'avance sur les autres pays dans la mise en œuvre des politiques visant à réduire les inégalités de santé⁴²³. Pourtant, les inégalités sanitaires britanniques n'ont montré aucun signe de déclin. Pour un peu, nous croirions que les conseillers et les chercheurs de tous ordres savaient plus ou moins consciemment que les solutions réalistes n'auraient aucun crédit.

Au lieu de réduire les inégalités en tant que telles, les initiatives prises pour lutter contre les problèmes sanitaires ou sociaux sont presque toujours des tentatives visant à rompre les liens entre les désavantages socioéconomiques et les problèmes qu'ils génèrent. L'espoir de leurs auteurs reste inexprimé. Ils espèrent que la population, et surtout les pauvres, continuera à vivre dans les mêmes conditions mais sans plus longtemps succomber à la maladie mentale, aux grossesses précoces, à l'échec scolaire, à l'obésité ou à la drogue.

Chaque problème est censé avoir sa propre solution comme s'il était sans rapport avec les autres. Les autorités encouragent les gens à faire de l'exercice, à ne pas avoir de relations sexuelles non protégées, à dire « non » à la drogue, à essayer de se détendre, à concilier travail et vie privée, et à passer du temps « qualitatif » avec leurs enfants. La conviction qu'il faut apprendre aux pauvres à

être plus raisonnables est le seul vrai point commun de la majorité de ces politiques. L'évidence aveuglante (le fait que tous ces problèmes trouvent leur racine commune dans l'inégalité et la privation relative) disparaît du champ de vision.

L'évolution de l'inégalité

L'inégalité s'est creusée dans de nombreux pays développés au cours des dernières décennies, mais pas dans tous. Les figures 16.1 et 16.2 montrent les disparités croissantes entre les revenus des riches et des pauvres en Grande-Bretagne et aux États-Unis sur une période de trente ans. Les chiffres reproduisent le creusement de l'écart entre le décile le plus riche et le décile le plus pauvre dans ces deux pays. Tous deux ont connu une augmentation spectaculaire de l'inégalité qui a atteint un paroxysme au début des années 1990 ; la situation n'a que peu évolué depuis lors. Dans les deux pays, l'inégalité conserve des niveaux qui n'ont quasiment aucun précédent depuis que l'on analyse les statistiques de ce phénomène. Il y a plusieurs générations qu'elles n'ont pas été aussi marquées. Pour ce qui concerne les autres pays développés, peu d'entre eux ont souffert d'un creusement aussi dramatique de l'inégalité pendant cette période et ceux qui ont pu l'éviter complètement, comme les Pays-Bas, sont très rares. Certains encore, comme la Suède, ont réussi initialement à conjurer le phénomène, mais l'inégalité y a fortement augmenté depuis le début des années 1990.

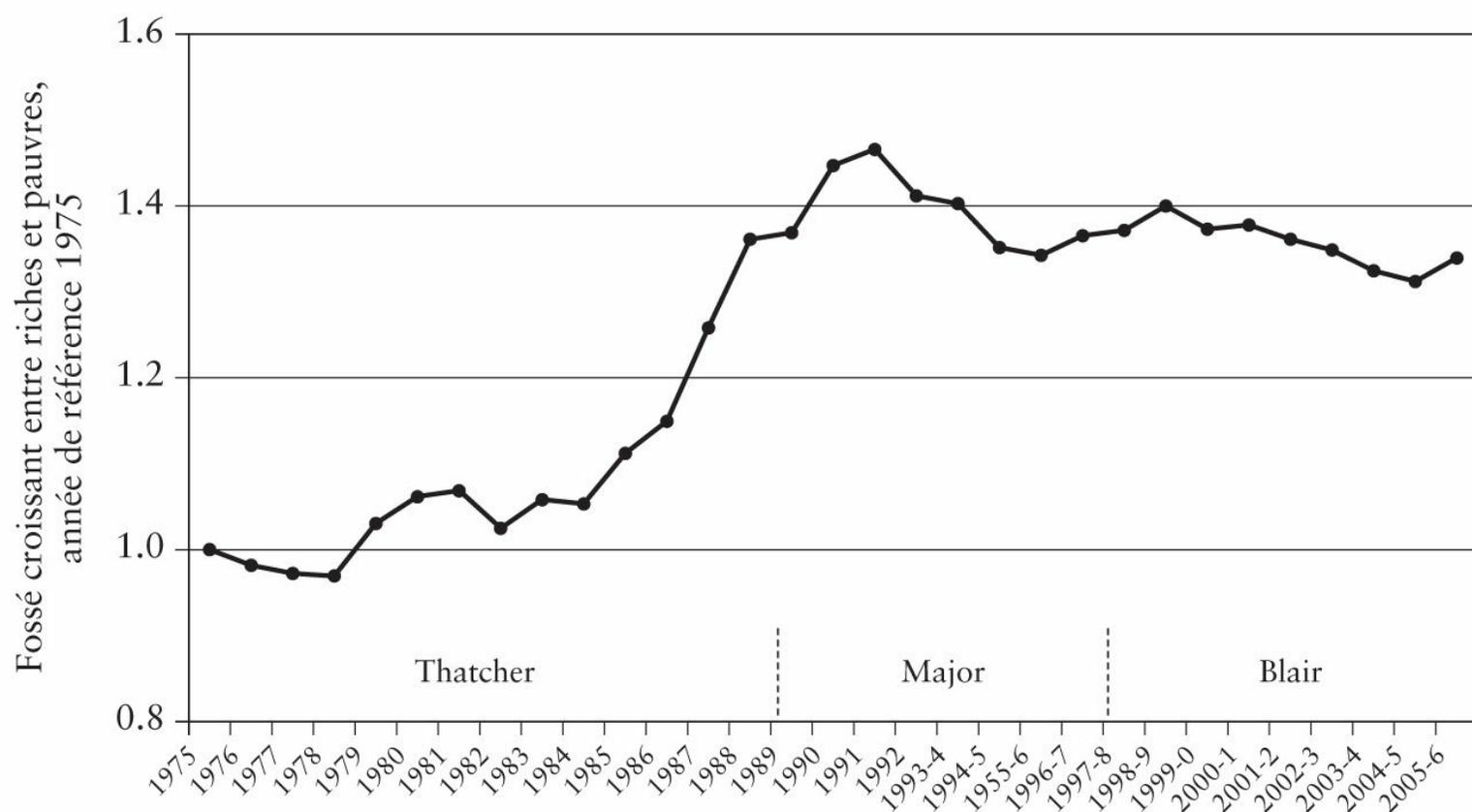


Figure 16.1 L'écart grandissant entre les revenus des 10 % les plus riches et ceux des 10 % les plus pauvres en Grande-Bretagne entre 1975 (= 1) et 2005-2006.

Les chiffres qui montrent le creusement de l'inégalité de revenus en Grande-Bretagne et aux États-Unis sont sans appel. De toute évidence, les différences de revenus évoluent substantiellement avec le temps et, à l'heure actuelle, elles sont supérieures de près de 40 % à ce qu'elles étaient au milieu des années 1970. Si la situation peut évoluer à une telle vitesse, nous avons toutes les bonnes raisons de croire que nous sommes *capables* de créer une société dont la qualité de vie et des relations humaines serait bien meilleure qu'aujourd'hui.

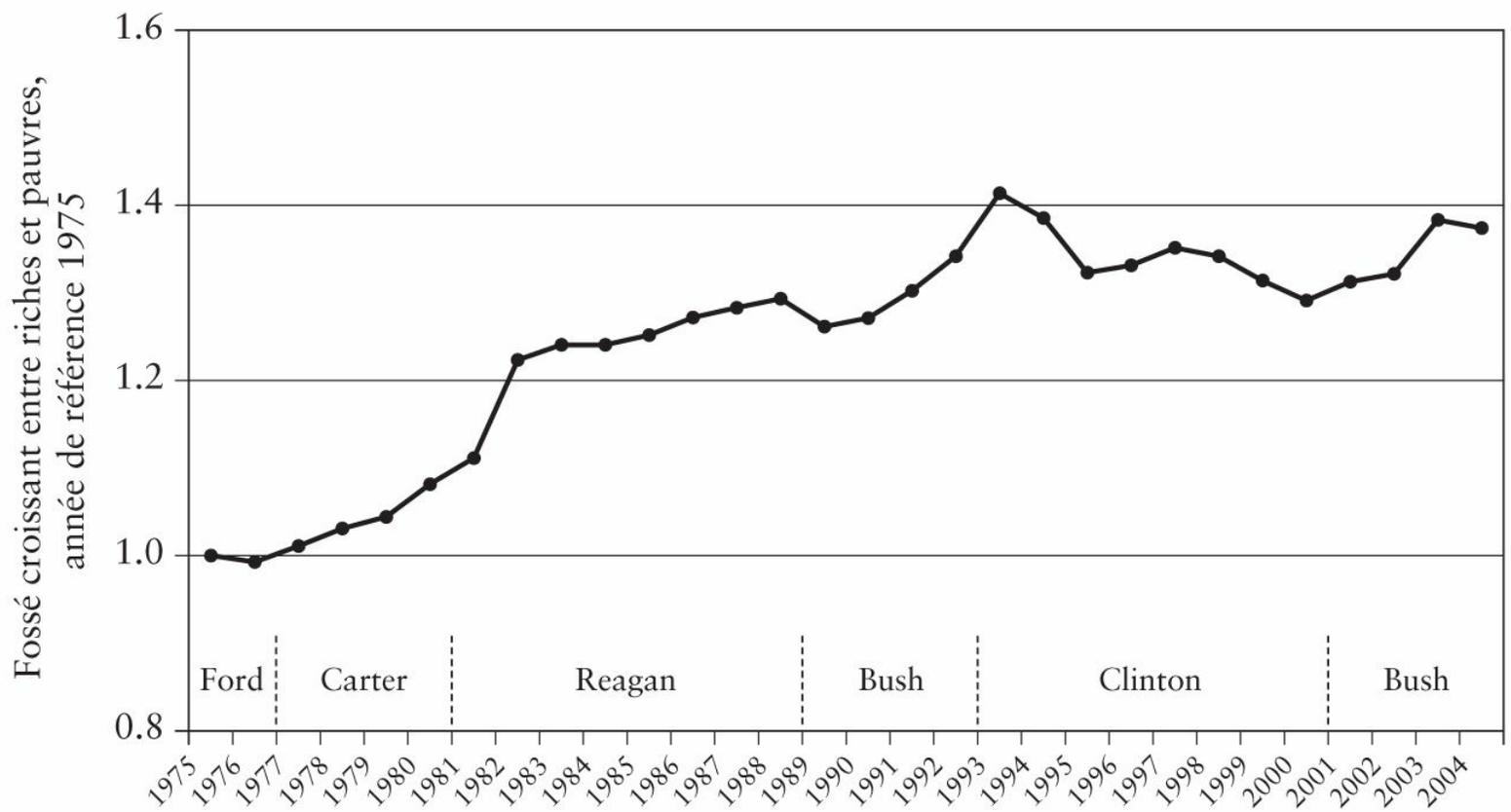


Figure 16.2 L'écart grandissant entre les revenus des 10 % les plus riches et ceux des 10 % les plus pauvres aux États-Unis entre 1975 (= 1) et 2004.

Chaque fois que les gouvernements ont eu la volonté d'atténuer vraiment les inégalités, ce ne sont pas les politiques pour le faire qui ont manqué. Les éléments de preuve tirés de l'histoire ne peuvent que confirmer la primauté de la volonté politique. Il ne faudrait pas croire que l'égalité ait dû attendre que des gouvernements bien disposés estiment qu'ils pouvaient se permettre de rendre la société plus égalitaire. Dans la plupart des cas, les gouvernements n'ont jamais mené des politiques égalitaires avant d'avoir la certitude que leur survie en dépendait. Au début des années 1990, un rapport de la Banque mondiale a indiqué que la croissance économique rapide d'un certain nombre de pays d'Asie du Sud-Est était soutenue par une égalité croissante⁴²⁴. Tentant d'expliquer pourquoi les gouvernements avaient adopté des politiques plus égalitaires, les auteurs du rapport observaient que ces gouvernements étaient confrontés à des crises de légitimité et qu'ils devaient rallier le soutien populaire. Les gouvernements de Taïwan et de Hong Kong faisaient face à des revendications antagonistes du gouvernement de la Chine communiste. La Corée du Sud devait répondre du tac au tac à la Corée du Nord. Les gouvernements de Singapour et des Philippines subissaient les attaques de mouvements de guérilla. Dans une publication de la Banque mondiale de 1994, John Page a eu ces mots pour décrire la politique que mènent ces pays :

Des mécanismes très explicites ont été mis en œuvre pour donner la preuve que l'intention était de permettre à tous d'avoir leur part dans la prospérité future. La Corée et Taïwan ont réalisé une réforme agraire complète. L'Indonésie a recouru à des politiques jouant sur les prix du riz et des fertilisants pour augmenter les revenus des populations rurales. La Malaisie a appliqué des programmes de partage des richesses pour améliorer le sort des Malais de souche par rapport aux Chinois, généralement mieux nantis. Hong Kong et Singapour se sont lancés dans des programmes de logement public massifs. Dans plusieurs économies, les gouvernements ont tendu une main secourable aux coopératives de travailleurs et ont pris des mesures favorables aux petites et moyennes entreprises. Ces programmes – peu importe leur forme – apportaient la preuve que le gouvernement voulait que tout le monde partage les bénéfices de la croissance⁴²⁵.

Le Japon, nous l'avons déjà constaté, est le plus égalitaire des pays développés. Il doit cette palme

pour partie à l'humiliation subie par l'ensemble des classes dirigeantes à la suite de la défaite de la Seconde Guerre mondiale. Pour une autre partie, il la doit au soutien à la reconstruction politique et économique du pays – y compris la rédaction d'une nouvelle Constitution – que recherchaient les conseillers américains – aussi désintéressés que remarquablement prévoyants – travaillant sous les ordres du général MacArthur⁴²⁶.

Quant aux autres exemples d'égalité recherchée et obtenue, leur origine n'est pas différente. Le chancelier Bismarck a fait appliquer très tôt les premières mesures de protection sociale parce qu'il recherchait un ralliement populaire en faveur de son projet d'unification des États allemands. La Grande-Bretagne est devenue beaucoup plus égalitaire pendant les deux guerres mondiales parce que le gouvernement voulait que la population participe sans réserve à l'effort de guerre ; il fallait donc qu'elle sente que le fardeau du conflit était également partagé. Comme a pu l'écrire Richard Titmuss : « Puisque la coopération des masses était considérée comme essentielle [à l'effort de guerre], il ne restait plus qu'à réduire les inégalités et à aplatir la pyramide de la stratification sociale⁴²⁷. »

L'égalitarisme à la suédoise plonge ses racines dans la victoire électorale du Parti social-démocrate de 1932, qui avait été précédée par de violents conflits sociaux, l'armée ayant même ouvert le feu sur des ouvriers de l'industrie du bois. Premier ministre sans discontinuer de 1932 à 1946, soit pendant le réarmement de la Suède et la guerre, Per Albin Hansson a été en mesure d'appliquer son projet visant à faire de la Suède une « société sans classes » et le « foyer du peuple ».

Passons à présent aux pays où les différences de revenus se sont creusées. Nous constatons que le rôle central joué par le politique n'est pas moins évident. Les figures 16.1 et 16.2 avaient illustré l'augmentation des différences de revenus en Grande-Bretagne et aux États-Unis, hausse intervenue essentiellement pendant les années 1980 et au début de la décennie 1990. Paul Krugman, prix Nobel d'économie, a analysé les raisons de cette augmentation des inégalités aux États-Unis. Il rappelle d'abord que, si l'on s'en tient aux facteurs explicatifs conventionnels, ce creusement des inégalités a été alimenté par l'augmentation de la demande de main-d'œuvre qualifiée, causée principalement par la diffusion des technologies de l'information et par les importations de produits de consommation bon marché comme les textiles, qui ont remplacé la main-d'œuvre moins qualifiée. Paul Krugman rejette néanmoins cet argumentaire. Selon lui, sur la base de la recherche économétrique, de tels facteurs ne brossent qu'un tableau très incomplet du fil des événements. Il signale en outre qu'ils n'expliquent nullement l'explosion des revenus au sommet de la pyramide – notamment chez les PDG –, qui constitue pourtant l'une des caractéristiques de l'augmentation de l'inégalité. Et Krugman d'ajouter que, si ces forces ont effectivement joué dans tous les pays riches, les différences de revenus ne se sont creusées que dans certains d'entre eux. Au Canada, en France, au Japon, aux Pays-Bas, en Espagne et en Suisse, les inégalités n'ont pas augmenté pendant les années 1980 et au début des années 1990^{428, 429}.

Portant essentiellement son attention sur les États-Unis, Paul Krugman soutient que l'augmentation de l'inégalité, loin d'être causée par les forces du marché, a été alimentée par « des changements qui concernaient les institutions, les normes et le pouvoir politique ». Il souligne l'affaiblissement des syndicats, l'abandon des accords sur le partage de la productivité, l'influence de la droite politique et les changements introduits par les autorités en matière de fiscalité et de prestations sociales. Il aurait aussi pu ajouter l'incapacité de maintenir une législation sur le salaire minimum adéquat.

Et si les trajectoires sont loin d'être identiques, la tendance de fond observée aux États-Unis en matière de répartition des revenus tout au long du XX^e siècle se retrouve dans bon nombre de pays.

Les inégalités ont d'abord atteint un premier sommet juste avant le « grand crash » de 1929. Elles se sont ensuite énormément réduites à la fin des années 1930 et au début de la décennie 1940, à tel point qu'on appelle parfois cette période la « Grande Compression ». Ces écarts sont restés très limités jusqu'à la fin des années 1970 ou le milieu de la décennie 1980. Ils ont alors recommencé à croître rapidement jusqu'à la période ayant immédiatement précédé le plus récent crash financier. À ce moment-là, ils avaient de nouveau atteint des sommets inégalés depuis les années précédant le crash de 1929.

L'essentiel de l'effort de recherche sur les évolutions intervenant dans la répartition des revenus porte sur la décomposition de la tendance de fond. Quel est le rôle de l'augmentation des différences de revenus ? Quel est le rôle des changements en matière de fiscalité et de prestations sociales ? Quel est le rôle de la croissance simultanée des ménages sans revenu et des ménages à deux revenus ? Les chercheurs se demandent ensuite dans quelle mesure le creusement des différences de revenus est dû à l'affaiblissement des syndicats et quel peut être le rôle de la baisse de la demande de main-d'œuvre non qualifiée. En vérité, les inflexions majeures de la répartition des revenus d'un pays ne peuvent presque jamais être attribuées à l'influence des forces du marché sur les salaires. Nous observons par contre des phénomènes qui ressemblent bien davantage aux évolutions des institutions, des normes et du pouvoir politiques que Paul Krugman décrit aux États-Unis. Les différences de revenus avant impôts s'accroissent, les taux d'imposition deviennent moins progressifs, les prestations subissent des coupes claires, la loi est modifiée pour atténuer la puissance des syndicats, etc. Tous ces phénomènes traduisent assez clairement un changement normatif et un déplacement du centre de gravité politique. S'il n'en avait rien été et que le creusement des écarts de revenus avait été politiquement inacceptable, les gouvernements auraient agi de manière à les diminuer plutôt qu'à les laisser se creuser. En Grande-Bretagne, il a fallu attendre l'alternance politique de 1997 pour que de telles initiatives soient prises.

Il y a encore moins de doute sur la nature politique de la compression des différences de revenus avant et pendant la Seconde Guerre mondiale. Dans le contexte de la Grande Dépression, les gouvernements se sont décidés à agir face à un chômage sans précédent. Les signes annonciateurs de troubles sociaux se multipliaient et, craignant de surcroît la propagation du communisme, le président Roosevelt a lancé le New Deal au début des années 1930. Avec l'arrivée de la guerre, de nombreux gouvernements allaient faire diminuer les différences de revenus de manière encore plus spectaculaire.

Si les « forces du marché » étaient les véritables déterminants de l'inégalité, le règlement de l'après-guerre n'aurait eu que bien peu de chances de rester en l'état pendant les trente ou quarante ans qui ont suivi le conflit, avant que les écarts de revenus ne recommencent à se creuser rapidement dans les années 1980. D'évidence, la fin du consensus de l'après-guerre a été causée par la droitisation du paysage politique. Ronald Reagan aux États-Unis et Margaret Thatcher en Grande-Bretagne ont incarné le triomphe de la nouvelle droite, chantant les louanges du libre-échange et la domination des politiques monétaristes. Le communisme avait cessé d'être une vraie menace et de nombreux gouvernements ont alors privatisé de nombreux services publics d'intérêt général.

Pour prendre la mesure des réactions en chaîne qui peuvent toucher le champ politique par-delà les frontières nationales, il suffit de se rappeler que les troubles révolutionnaires de 1848 ont fait trembler sur leurs bases une demi-douzaine de pays européens ou de se remémorer le radicalisme des années 1960. Plus récemment, en 1989 et en 1990, l'effondrement du communisme a touché un nombre impressionnant de pays simultanément. Un indicateur du creusement des écarts de revenus provient de l'un de ces grands mouvements de balancier propres au monde politique : à l'exception

du Canada, l'accroissement des inégalités a été plus rapide dans les pays anglosaxons, c'est-à-dire la Grande-Bretagne, les États-Unis, la Nouvelle-Zélande et l'Australie. Partout, l'idéologie du libre-échange et des politiques destinées à « flexibiliser » la main-d'œuvre ont été les corollaires de ce retournement. Vu leurs liens linguistiques et idéologiques, les pays anglosaxons se sont mutuellement infectés, une contagion qui fut foudroyante.

Selon une étude consacrée aux évolutions de l'inégalité pendant les années 1980 et 1990 et portant sur l'Australie, le Canada, l'Allemagne, le Japon, la Suède, le Royaume-Uni et les États-Unis, le taux de syndicalisation s'est avéré le facteur le plus influent⁴³⁰. Bien que le chômage élevé affaiblisse le pouvoir de négociation des travailleurs, dans cette étude, la baisse du nombre de personnes syndiquées était l'élément qui entretenait la relation la plus étroite avec le creusement des écarts de revenus.

Au-delà des taux de syndicalisation, il est bien évident que les dispositions relatives à la représentation des travailleurs au sein des entreprises peuvent aussi influencer les accords salariaux. La Commission de l'Union européenne exige le respect de normes minimales de représentation et de consultation dans toutes les grandes entreprises, mais il est bien difficile de savoir dans quelle mesure les pratiques des différents pays concernés sont conformes au but recherché par la législation. Au Japon, la relation entre employeurs et syndicats est souvent plus étroite. La Fédération japonaise des associations d'employeurs a constaté que 15 % des directeurs de grandes entreprises étaient d'anciens dirigeants syndicaux⁴³¹. Dans les pays de l'Union européenne, les salaires de quelque 70 % des travailleurs sont couverts par des conventions collectives, contre seulement 15 % aux États-Unis. Le chiffre britannique, de 35 %, se situe parmi les plus bas de l'Union européenne.

Différentes voies vers plus d'égalité

Nous nous abstiendrons de suggérer une voie ou un train de mesures bien précis pour réduire les différences de revenus. Mieux vaut souligner qu'il existe de nombreuses manières différentes de parvenir à la même destination. Au chapitre 13, nous avons expliqué que les pays plus égalitaires obtiennent cette égalité accrue à travers une fiscalité et des prestations redistributives ainsi qu'un État-providence développé. En revanche, le Japon parvient à avoir un niveau d'inégalité faible avant impôts et prestations sociales. Les écarts entre les salaires bruts japonais (*avant* impôts et prestations sociales) étant plus restreints, le besoin d'une redistribution à grande échelle est moins marqué. C'est de cette manière que le Japon parvient à une égalité tellement plus importante que les États-Unis, même si les transferts relevant de la sécurité sociale japonaise représentent une fraction du PIB plus petite qu'aux États-Unis⁴³². Alors que les États-Unis et le Japon occupent les extrémités de notre classement en matière d'inégalité, la proportion du PIB que ces deux pays consacrent aux dépenses sociales est faible : à cet égard, ils arrivent avant-dernier et antépénultième, toujours selon notre analyse.

Nous trouvons parmi les États américains les mêmes éléments démontrant la coexistence de voies très différentes pour créer davantage d'égalité⁴³³. La charge fiscale totale des États exprimée en pourcentage de leur revenu n'est aucunement corrélée à l'inégalité. Ce contraste est d'autant plus frappant dans les cas du Vermont et du New Hampshire. Ils ont beau être situés tous deux dans la Nouvelle-Angleterre, la charge fiscale du Vermont est la plus élevée des cinquante États américains alors que celle du New Hampshire est l'avant-dernière (la lanterne rouge étant l'Alaska). Cela n'empêche pas le New Hampshire de livrer les meilleurs résultats dans notre indice des problèmes sanitaires et sociaux. Le Vermont le suit d'assez près, arrivant en troisième position. Ces deux États sont aussi bien classés du point de vue de l'égalité : malgré leurs fiscalités radicalement différentes, ils sont respectivement les quatrième et sixième États les plus égalitaires. La nécessité de redistribuer dépend du degré d'inégalité des revenus avant impôts et prestations sociales.

Les deux exercices comparatifs – entre pays et entre États américains – nous transmettent un même message : il est possible d'emprunter des voies pour le moins différentes afin de renforcer l'égalité, qui, à son tour, contribue à atténuer les problèmes sanitaires et sociaux. Nous l'avons précisé au chapitre 13, c'est le niveau d'inégalité effectivement atteint qui a de l'importance et non les moyens d'y parvenir. Tout cela étant dit, les chiffres envoient aussi un avertissement explicite à ceux qui seraient désireux de baisser à la fois les dépenses publiques et la fiscalité. Quand on ne parvient pas à éviter des inégalités de revenus criantes, il faut s'attendre à devoir multiplier le nombre de prisons et grossir les rangs des services de police. Par ailleurs, il faudra bien gérer l'aggravation des maladies mentales, de la toxicomanie et de toutes les autres problématiques abordées plus haut. Et si le maintien de la fiscalité et des prestations sociales à des niveaux faibles génère une augmentation des différences de revenus, la nécessité de gérer les maux sociaux qui s'ensuivront pourra contraindre les pouvoirs publics à augmenter le niveau des dépenses pour faire face.

Pour le dire autrement, il semblerait qu'il y ait un choix à faire entre la dépense publique pour lutter contre les maux sociaux là où l'inégalité est marquée et la dépense publique pour générer de véritables avantages sociaux là où l'inégalité est faible. Les États-Unis, depuis les années 1980, offrent un exemple de ce déplacement de l'équilibre dans la mauvaise direction. Pendant la période où les inégalités ont crû très rapidement, les dépenses publiques destinées à construire des prisons ont augmenté six fois plus vite que celles destinées à l'éducation. Un certain nombre d'États

dépensent aujourd'hui autant d'argent pour leur système pénitentiaire que pour leur enseignement supérieur⁴³⁴.

Tout d'abord, disons qu'il serait préférable de vivre dans des sociétés où l'argent peut être dépensé pour construire des collèges et non pas des prisons. Mais n'oublions pas non plus que, si des politiques familiales destinées à aider les ménages ayant des enfants en bas âge avaient existé, un certain nombre de ces détenus auraient gagné leur vie et payé des impôts au lieu d'être une charge pour le Trésor public. Comme nous l'avons vu au chapitre 8, les dispositions qui aident la petite enfance peuvent se révéler de formidables investissements à long terme : les enfants qui bénéficient de ces services sont moins susceptibles d'avoir besoin d'un enseignement spécial et, une fois adultes, ils ont plus de chances d'être salariés et moins de chances de dépendre de la sécurité sociale ou de générer des coûts liés à la criminalité⁴³⁵.

Nous serions tentés d'affirmer qu'il existe deux voies assez différentes pour améliorer l'égalité : l'une recourt à la fiscalité et aux prestations sociales pour redistribuer une part des revenus des riches au bénéfice des pauvres, l'autre consiste à réduire les écarts au niveau des revenus bruts avant toute redistribution. Gardons à l'esprit que ces deux stratégies ne sont pas incompatibles ou ne s'excluent pas mutuellement. Nous devrions en fait appliquer les deux stratégies pour renforcer l'égalité. N'en utiliser qu'une seule reviendrait à lutter contre l'inégalité avec un bras lié dans le dos. Rappelons-nous aussi, c'est un point non négligeable, que les arguments favorables à l'égalité accrue ne sont pas forcément des arguments qui plaident pour l'interventionnisme étatique et les grosses machines gouvernementales. Puisqu'il existe de nombreuses voies pour atténuer l'inégalité, la seule chose qui compte est de susciter la volonté politique nécessaire pour que l'on emprunte l'une d'entre elles.

Volonté politique

Si tout cela n'est finalement qu'une question de politique, comment faire pour créer cette volonté politique ? Comment faire en sorte que le monde politique veuille diminuer les écarts de revenus ? La solidité même des éléments démontrant que les gens vivent mieux dans les sociétés plus égalitaires doit être au cœur du discours capable de faire évoluer l'opinion publique. Beaucoup de nos concitoyens sont tout à fait persuadés, en leur for intérieur, que l'égalité et l'équité sont préférables. Pourtant, ces valeurs sont restées des intuitions que l'on cache au regard des autres, de peur qu'ils ne les partagent pas. Grâce à l'ensemble toujours plus concluant de faits révélant les maux infligés par l'inégalité, ce qui n'était au départ qu'une intuition purement personnelle devient un fait publiquement démontrable. Voilà qui rassérènera totalement ceux qui ont toujours partagé ces valeurs et qui les poussera à l'action. De surcroît, à la lumière de ces preuves nouvelles, certaines personnes changeront d'avis. Beaucoup de gens sont très préoccupés par les nombreux signes attestant de l'impasse sociale et sont à la recherche d'explications.

En général, les divergences de vues, politiquement parlant, reflètent davantage des désaccords sur les solutions que des désaccords sur la nature des problèmes de nos sociétés. Presque tout le monde, peu importe l'opinion politique, préférerait vivre dans une société plus sûre et plus conviviale. Tout le monde conviendra qu'une société où il fait bon vivre souffrirait moins du sombre cortège de problèmes sanitaires et sociaux que nous avons abordés. C'est donc sur les solutions que porte le vrai débat. Beaucoup de gens ont suggéré toutes sortes de méthodes et de moyens pour aider les personnes à surmonter des difficultés particulières. Il n'empêche, les preuves que nous présentons dans cet ouvrage laissent clairement entendre que davantage d'égalité permet de résoudre un large éventail de problèmes à l'échelle de sociétés entières. Et si « plus d'égalité » est aussi un élément essentiel des politiques de lutte contre le réchauffement planétaire, nous avons d'autant plus de raisons de rechercher cet état avec force.

Des études réalisées en 2009 en Grande-Bretagne sur de petits groupes cibles ont montré que la compréhension des effets de l'inégalité peut fortement influencer l'attitude des gens⁴³⁶. Des participants de tous bords politiques et de toutes les couches de la société ont été familiarisés avec les preuves présentées dans ce livre. Ils ont pu voir par quels canaux l'inégalité affecte la confiance, les conflits impliquant des enfants et la maladie mentale. Outre qu'ils ont estimé que les relations mises en lumière étaient intuitivement plausibles, ils n'y sont pas restés indifférents sur le plan émotionnel. Bon nombre de ceux qui s'opposaient initialement à une égalité plus marquée ont changé d'avis. Même ceux qui rejetaient les appels favorables à davantage d'équité se sont montrés favorables à une égalité accrue lorsqu'elle était présentée dans le cadre d'une vision de la société soucieuse d'améliorer la qualité de vie de chacun. Concernant la création d'une nécessaire volonté politique, les preuves ont été considérées comme l'une des raisons principales pour réduire l'inégalité.

Depuis plusieurs décennies, le camp progressiste est gravement affaibli par la perte de tout idéal d'une société meilleure. Les uns ont milité pour des améliorations fragmentaires de certains aspects de la vie, les autres ont dénoncé les nouvelles menaces écologiques ou fait campagne en faveur des demandeurs d'asile. D'autres encore ont manifesté contre l'interventionnisme militaire. En revanche, on ne trouve nulle trace d'un mouvement de société capable d'expliquer à la population comment faire pour améliorer substantiellement les conditions de vie de la majorité d'entre nous. Quand il n'y a pas de vision de ce type, la politique inspire rarement plus qu'un bâillement.

La plupart d'entre nous souhaitent pourtant que ça change. Nous évoquons au premier chapitre

cette recherche baptisée *Yearning for Balance*⁴³⁷ qui a permis de découvrir que trois quarts des Américains et même plus ont le sentiment que la société a perdu le sens de ce qui compte vraiment⁴³⁷. Ils ont l'impression que le consumérisme et le matérialisme sont en train de l'emporter sur des valeurs plus essentielles comme l'amitié, la famille et la collectivité. Les responsables politiques ont beau reconnaître la profondeur du malaise et donc faire campagne en disant qu'ils représentent le « changement », nous avons l'impression qu'ils sont en manque d'idées pour réaliser le changement qu'ils prônent. Rien n'indique qu'ils aient la moindre idée de la manière de procéder pour faire du quotidien de la population quelque chose de plus joyeux et de plus gratifiant.

Les enquêtes d'opinion laissent entendre que la population serait franchement favorable à une réduction des différences de revenus. En Grande-Bretagne, au cours des vingt dernières années, les enquêtes ont montré que la proportion de la population qui pense que les différences de revenus sont trop importantes s'élevait en moyenne à 80 % et qu'elle est rarement passée sous les 75 % même si la plupart des gens sous-estiment la réalité des écarts de revenus. Aux États-Unis, selon l'enquête Maxwell sur l'engagement civique (*Maxwell Poll on Civic Engagement*) menée en 2005, plus de 80 % de la population pensaient que l'ampleur de l'inégalité posait problème et presque 60 % estimaient que le gouvernement devait s'efforcer de la diminuer. Les enquêtes Gallup menées entre 1984 et 2003 qui demandaient aux Américains si les revenus et les richesses étaient équitablement répartis ou devaient être répartis plus équitablement ont donné ce résultat très net : plus de 60 % des répondants trouvaient qu'ils devaient être répartis plus équitablement⁴³⁸.

Le pouvoir des entreprises : l'éléphant dans un magasin de porcelaine

Le problème de la volonté politique provient en partie du sentiment que nous n'avons pas vraiment les moyens de changer la situation. Nous pouvons dénoncer tous ensemble les richesses immenses des super-riches, mais après ? Que pouvons-nous faire vraiment ? Les syndicats peuvent certes avoir une certaine influence sur la situation, comme le montrent les divers éléments probants. Il reste néanmoins difficile d'échapper à la conclusion que les grandes inégalités dont souffrent nos sociétés reflètent la concentration du pouvoir au sein de nos institutions économiques. Après tout, les institutions dans lesquelles nous sommes employés sont la source principale de l'inégalité de revenus. C'est là que la valeur est créée et répartie entre les diverses strates de travailleurs. C'est là que naissent les iniquités qui rendent la redistribution nécessaire. Et c'est encore là que nous sommes insérés le plus explicitement dans une hiérarchie qui sépare les supérieurs des inférieurs, les chefs des subordonnés.

En 2007, les présidents-directeurs généraux de 365 des plus grandes entreprises américaines ont perçu largement plus de cinq cents fois la paie moyenne de leurs salariés, et ces écarts continuaient à se creuser. Dans bon nombre de grandes entreprises, un PDG touche en une journée un revenu plus élevé qu'un travailleur moyen en une année. Parmi les entreprises recensées dans Fortune 500, l'écart salarial en 2007 est presque dix fois supérieur à ce qu'il était en 1980, au moment où la longue montée de l'inégalité de revenus ne faisait que commencer.

Les comparaisons entre pays sont assez délicates. En fait, le rapport entre le salaire du PDG et celui du travailleur moyen varie tellement d'un secteur à l'autre et selon qu'on se trouve dans une petite ou dans une grande entreprise qu'il est difficile de ne pas comparer des poires avec des pommes. Quoi qu'il en soit, d'après une enquête réalisée en 2006, le rapport entre les émoluments d'un PDG et la paie des travailleurs de la production manufacturière pourrait être de 16 pour 1 au Japon, de 21 pour 1 en Suède, de 31 pour 1 au Royaume-Uni et de 44 pour 1 aux États-Unis⁴³⁹.

Selon l'enquête annuelle que réalise *The Guardian* sur les salaires des directeurs d'entreprise, les salaires des membres du conseil d'administration des cent entreprises qui font partie de l'indice boursier du *Financial Times* ont augmenté au fil des ans de 16 %, 13 %, 28 % et tout récemment de 37 % (2006-2007), alors que l'inflation a rarement dépassé 2 % durant la période considérée⁴⁴⁰. Le salaire moyen (bonus compris) des PDG des grandes entreprises atteignait juste un peu moins de 2,9 millions de livres britanniques. Ayant procédé à un examen de recherches empiriques, l'Organisation internationale du travail est arrivée à la conclusion que l'on ne trouvait guère de trace probante d'une quelconque relation entre les salaires des dirigeants d'une entreprise et la performance de leur entreprise, et que ces salaires excessifs reflétaient donc probablement la position de négociation dominante des chefs d'entreprise⁴⁴¹.

Les salaires des dirigeants du secteur privé ont très largement dépassé ceux du secteur public. Aux États-Unis, les vingt personnes les mieux rémunérées travaillant dans des sociétés cotées en bourse touchaient un revenu près de quarante fois plus élevé que les vingt personnes les mieux rétribuées du secteur à but non lucratif, et deux cents fois plus élevé que les vingt secrétaires généraux ou secrétaires de cabinet les mieux payés du gouvernement fédéral⁴⁴².

Il semble probable que la dénationalisation des grandes industries et la privatisation d'un grand nombre de mutuelles, de sociétés immobilières, d'instituts de prévoyance sociale et de coopératives de crédit, organisations contrôlées par leurs membres, n'ont pas été pour rien dans l'accroissement des écarts de revenus montré dans les figures 16.1 et 16.2. Il était monnaie courante que les PDG et

d'autres dirigeants bénéficient d'augmentations salariales incroyables juste après leur passage dans des sociétés privées. Cette pratique explique probablement en partie l'augmentation subite de l'inégalité qui, selon la figure 16.1, a eu lieu en Grande-Bretagne au milieu des années 1980. British Telecom a été privatisée en 1983, British Gas en 1986, suivies par une flopée d'autres grandes entreprises en 1987. La contribution des privatisations au creusement de l'inégalité de revenus se vérifie aussi dans d'autres pays.

De nombreuses entreprises sont à présent plus puissantes économiquement que bon nombre d'États-nations. Voici ce qu'en dit la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (Cnuced)⁴⁴³ :

Vingt-neuf des cent entités économiques les plus importantes sont des sociétés transnationales (STN), selon une nouvelle liste établie par la Cnuced qui classe à la fois les pays et les STN sur la base de leur valeur ajoutée. Parmi les deux cents STN possédant les actifs les plus importants à l'étranger en 2000, Exxon arrive en tête avec une valeur ajoutée de 63 milliards de dollars américains. Elle se classe 45^e sur la nouvelle liste, ce qui la rend comparable du point de vue de la taille économique à des économies comme le Chili ou le Pakistan. Le Nigeria se trouve entre DaimlerChrysler et General Electric. Quant à Philip Morris, il fait jeu égal avec la Tunisie, la Slovaquie ou le Guatemala.

D'autres estimations utilisant divers indicateurs suggèrent que la moitié des plus grandes économies mondiales sont des multinationales. General Motors serait plus grosse que le Danemark, DaimlerChrysler dépasserait la Pologne, Royal Dutch/Shell dépasserait le Venezuela, et Sony le Pakistan. À l'image des immenses domaines fonciers qui appartenaient aux aristocrates et que Tom Paine prit pour cible dans *The Rights of Man*⁴⁴⁴ en 1791, ces actifs productifs restent effectivement entre les mains d'un nombre extrêmement restreint de personnes, réduisant à bien peu de chose nos prétentions à la démocratie.

À l'époque de Tom Paine, le capitalisme en était au stade des balbutiements. Défenseur de l'égalité et de la démocratie, il concentra ses attaques sur l'aristocratie foncière, la noblesse, la monarchie et sur les immenses domaines fonciers de ces classes sociales. Il supposait que le système du marché – qui concernait surtout les petits négociants et les artisans – conserverait une taille limitée, resterait relativement égalitaire et, par conséquent, compatible avec la démocratie. S'il avait pu prévoir que les grandes sociétés transnationales iraient jusqu'à dépasser les concentrations de richesses et de pouvoir non démocratique de son époque, nul doute qu'il les aurait incluses dans ses vues. Il n'est pas possible de discuter des moyens de réduire les différences de revenus sans aborder les actions envisageables à l'égard de ces bastions de richesses, de pouvoir et de privilèges.

L'expérience ratée de la propriété publique menée dans les économies à planification centralisée de l'ancienne Union soviétique et d'Europe orientale avait notamment pour objectif d'apporter une solution au problème de la concentration croissante du pouvoir productif entre des mains privées. Seulement voilà, la concentration de ces prérogatives entre les mains de l'État est apparue parfois hautement inefficace et, pire encore, a invité à la corruption, entraîné le déni de libertés élémentaires fondamentales et porté atteinte à la vie publique. Cet échec nous pousse à croire qu'il n'existe pas d'alternative crédible au modèle capitaliste standard et nous empêche de réfléchir avec créativité à d'autres méthodes plus démocratiques et plus égalitaires. Nous préférons nous cacher à nous-mêmes qu'il existe quantité de solutions alternatives, dont beaucoup font déjà partie de notre vie et grandissent tout autour de nous.

Solutions alternatives

Dans son ouvrage *America Beyond Capitalism : Reclaiming our Wealth, our Liberty and our Democracy* [L'Amérique au-delà du capitalisme : récupérer notre richesse, notre liberté et notre démocratie], Gar Alperovitz, professeur d'économie politique à l'université du Maryland, résume les différents types de solutions alternatives aux États-Unis⁴⁴⁵. Il insiste sur la taille gigantesque du secteur à but non lucratif. Dans les vingt plus grandes villes américaines, près de 40 % des 200 entreprises les plus grandes sont des organisations à but non lucratif comme des universités ou des établissements médicaux. Il mentionne les 2 000 compagnies d'électricité municipales qui alimentent 40 millions de foyers américains en électricité. Comme elles ne doivent pas faire de bénéfices pour leurs actionnaires, elles sont bien souvent moins chères – de 11 % en moyenne selon Alperovitz – que les entreprises privées, et beaucoup accordent toute l'attention requise à la durabilité et au développement des sources d'énergie renouvelables. Toujours au niveau local, il parle d'organisations comme les 4 000 sociétés de développement local qui aident les collectivités locales par la mise en place de programmes de logements à bas prix et apportent des financements aux entreprises locales qu'elles possèdent parfois ou qu'elles contrôlent. Il existe près de 48 000 de ces coopératives aux États-Unis et 120 millions d'Américains en sont membres, ainsi que près de 10 000 coopératives de crédit dont les actifs totaux s'élèvent à 600 milliards de dollars et qui offrent des services financiers à 83 millions d'Américains. Près d'un millier de mutuelles d'assurances détenues par les titulaires des polices d'assurance et 30 % des produits agricoles américains sont commercialisés par l'entremise de coopératives.

En Grande-Bretagne aussi, universités, hôpitaux et administrations locales sont souvent les employeurs les plus importants. Étant donné que les soins de santé et les universités – comme le reste de l'enseignement – sont financés presque totalement par l'État, ils sont gérés par des organes qui doivent rendre des comptes publiquement. Les organes de direction d'Oxford et de Cambridge englobent démocratiquement l'ensemble des confrères. Malgré la ruée vers les profits à réaliser par la vente des mutuelles, il subsiste en Grande-Bretagne 63 sociétés mutuelles immobilières (représentant plus de 2 000 agences et employant 38 000 personnes), 650 coopératives de crédit, 70 compagnies d'assurances et 250 mutuelles qui proposent toutes sortes de services financiers à leurs membres. Le pays compte près de 170 000 associations caritatives, dont le revenu annuel total dépasse 44 milliards de livres. En 2007, la Cooperative Bank, dont les actifs s'élèvent à 40 milliards, a été couronnée « entreprise la plus responsable socialement » par *Business in the Community*, une association caritative influente regroupant des entreprises britanniques. Les 6 300 magasins Coop, récemment rafraîchis, ont encore une part de marché d'environ 5 % de la vente alimentaire au détail et restent le premier détaillant « de proximité » du pays avec une part de presque 8 % de ce marché. Même l'expérience de la nationalisation des industries (l'électricité, le gaz, l'eau, le téléphone et les chemins de fer furent publics) n'a pas été entièrement mauvaise. Pendant les années 1950 et 1960, et comme l'a mis en évidence l'économiste et journaliste Will Hutton, la productivité des industries nationalisées était égale ou supérieure à celle du secteur privé⁴⁴⁶. Selon lui, elles ont commencé à avoir mauvaise réputation lorsque les gouvernements ont raflé leurs bénéfices et abaissé leur prix afin de réduire les pressions inflationnistes pesant sur l'économie nationale.

La variété et la vaste dimension de cette expérience organisationnelle démontrent que les entreprises à but lucratif ne sont pas l'unique moyen de réunir des gens pour qu'ils fournissent des

services importants à la population. C'est une évidence – qui a néanmoins son importance – d'affirmer que la différence cruciale entre les organisations que nous évoquons à l'instant et les entreprises à but lucratif réside tout simplement dans le fait de savoir si leur objectif principal est de faire de l'argent ou de fournir un service tout en restant économiquement viables. Même si certaines entreprises à but lucratif respectent des normes éthiques très strictes, le cadre institutionnel – et bien souvent les pressions impitoyables du marché – les invite à opter pour une relation d'exploitation avec la société – ce qui expliquerait pourquoi le mouvement du commerce équitable s'est développé. Pour des raisons qui tiennent sans doute à la nature différente de nos motivations, l'impression qui domine de part en part est que bon nombre des autres formes d'organisations permettent aux institutions de laisser se développer une éthique du service et de considérer le bénéfice de l'environnement et de la collectivité comme leur but. Le fait que les salaires les plus élevés du secteur privé soient cent fois plus élevés que les salaires du personnel politique, judiciaire ou militaire reflète certainement, au moins en partie, cet appât du gain.

Que faire ?

Comment contenir et démocratiser les forces qui génèrent de l'inégalité à l'intérieur du secteur à but lucratif ? Comment pouvons-nous les adapter de façon à ce qu'elles respectent la nécessité de réduire l'inégalité ? Que pouvons-nous faire qu'un gouvernement nouvellement élu et défendant des intérêts contraires ne puisse défaire en un tournemain ? En nous posant cette question, nous devons avoir à l'esprit que l'humanité se trouve à un tournant crucial de son histoire. Rappelons-nous le propos des chapitres 1 et 2, où nous expliquions que les améliorations à venir de la qualité de vie ne sont plus fonction de la croissance économique. Désormais, l'enjeu incontournable est la vie collective, la vie en société, la qualité des relations que nous entretenons les uns avec les autres.

Pour prévenir l'augmentation incontrôlée des rémunérations au sommet de la pyramide, une solution consiste à supprimer les échappatoires du système fiscal, à limiter les « dépenses d'affaires », à augmenter les taux d'imposition des hauts salaires et même à légiférer afin de limiter le salaire maximal au sein d'une entreprise à un multiple déterminé du salaire moyen ou du salaire le plus bas. Autant ces solutions sont l'unique option envisageable à court terme, autant elles sont très exposées à un changement de gouvernement. En supposant l'élaboration et l'application de modifications du régime fiscal, un nouveau gouvernement aux orientations politiques différentes pourrait les démanteler sans peine. Compte tenu de l'importance du contrôle et de la réduction de l'inégalité, nous devons trouver les moyens d'enraciner beaucoup plus profondément l'égalité dans le corps social et de la protéger des coups de tête des gouvernements successifs. Nous devons nous attaquer aux concentrations de pouvoir qui sont au cœur de la vie économique.

La participation démocratique des salariés aux décisions de leurs entreprises est une solution qui résoudrait certains de nos problèmes. Lorsque les travailleurs sont les propriétaires de leur entreprise, non seulement le pouvoir ne peut être concentré dans les mains de l'État, mais des travaux d'évaluation laissent entendre que cette formule comporte d'importants avantages économiques et sociaux par rapport aux organisations détenues et contrôlées par des investisseurs extérieurs et qui fonctionnent dans l'intérêt de ces acteurs extérieurs.

Les gouvernements sont nombreux à recourir aux allègements fiscaux pour favoriser les plans d'actionnariat des employés. Ils prennent ces mesures parce qu'ils partent du principe que l'actionnariat atténue les oppositions entre employeurs et employés, ce qui ne peut qu'améliorer la performance de l'entreprise. Au Royaume-Uni, les plans d'actionnariat concernent aujourd'hui près d'un quart des employés et 15 à 20 % de l'ensemble des entreprises britanniques⁴⁴⁷⁻⁴⁴⁸. Aux États-Unis, la loi fiscale de 2001 a renforcé les avantages fiscaux des plans d'actionnariat des employés (*Employee Stock Ownership Plans, Esop*) et concerne à présent huit millions d'employés dans 10 000 sociétés, les actions des employés représentant en moyenne 15 à 20 % du total⁴⁴⁹.

Bémol non négligeable, la majorité des plans d'actionnariat des employés ne sont pas grand-chose de plus que des mécanismes incitatifs. Leur objectif est de rendre les employés encore plus dociles vis-à-vis de leur direction et parfois de leur constituer aussi un bas de laine pour leurs vieux jours. Beaucoup les considèrent donc comme une mesure d'ordre purement symbolique et n'y voient certainement pas la clé qui ouvrirait la voie à la transformation structurelle du travail salarié. La recherche confirme par ailleurs que l'actionnariat des employés, à lui seul, n'améliore pas vraiment la performance des entreprises. Patrick Rooney, économiste aux universités de l'Indiana et de Perdue, a découvert à travers ses recherches que l'actionnariat des employés n'entraîne pas forcément une participation accrue des employés dans la gestion des entreprises dont ils sont les salariés⁴⁵⁰. Il a

comparé la part que les employés avaient prise dans toutes sortes de décisions au sein d'entreprises dont certaines avaient un plan d'actionnariat des employés et d'autres pas. En général, la participation des employés était faible. Même dans les entreprises dotées d'un plan d'actionnariat des employés, les membres du personnel n'étaient souvent ni informés ni consultés. La majorité d'entre elles ne permettaient pas à leurs employés de contribuer de façon significative au processus de décision.

En fait, pour être certain que l'actionnariat des employés influe bel et bien sur la performance des entreprises, il faut l'associer à des méthodes de gestion plus participatives^{451, 452}. Nous disposons à l'heure actuelle des conclusions d'un certain nombre d'études à grande échelle bien contrôlées qui démontrent les avantages économiques résultant de la combinaison entre l'actionnariat et la participation des employés^{453, 454}. Ces études examinent la performance de plusieurs centaines d'entreprises avant et après l'application de ces méthodes de gestion participative⁴⁵⁵. Elles montrent systématiquement que les améliorations substantielles de la performance surviennent uniquement quand les plans d'actionnariat des employés s'accompagnent de méthodes de gestion plus participative^{456, 457, 458-459}. Des recherches portant sur un grand nombre d'entreprises britanniques durant les années 1990 ont mis en évidence que l'actionnariat des employés, la participation aux bénéfices et la participation dans la prise de décisions contribuent de façon indépendante à l'accroissement de la productivité⁴⁶⁰. Une évaluation de ces travaux proposait la conclusion suivante⁴⁶¹ :

Nous pouvons affirmer avec certitude que la combinaison de l'actionnariat et de la gestion participative génère des avantages substantiels. En revanche, l'actionnariat ou la participation, appliqués isolément, donnent des résultats au mieux inégaux ou de courte durée. [...] L'impact de la participation en l'absence de l'actionnariat fait long feu [...]. L'actionnariat semble fournir le liant culturel qui permet à la participation de se maintenir.

Les études s'intéressant à l'influence du travail sur la santé pointent dans la même direction : comme nous l'avons vu au chapitre 6, les gens se portent bien quand ils ont plus de contrôle sur leur travail. Le contrôle que l'on a sur son travail est apparu comme le seul facteur capable d'apporter une explication satisfaisante à la variation des taux de mortalité – dans un rapport de un à trois – entre les fonctionnaires du bas et du haut de la hiérarchie dans les mêmes services publics britanniques⁴⁶². Dans la pratique, ces écarts sont probablement liés au sentiment d'autonomie et à la possibilité de ne pas se sentir directement subordonné à quelqu'un d'autre. On considère désormais que l'importance du contrôle au travail passe par une démocratie au travail plus affirmée⁴⁶³. De plus, on constate également que le sentiment d'injustice au travail est un facteur de risque sanitaire non négligeable⁴⁶⁴.

L'idée même qu'une entreprise soit détenue par des investisseurs extérieurs a des implications qui apparaissent de plus en plus anachroniques. Ce n'est plus tant la valeur des bâtiments, des équipements et des actifs négociables qui détermine la valeur d'une entreprise, mais bien la valeur de ses employés. Quand on vend ou qu'on achète une entreprise, c'est surtout le personnel qui est l'objet premier de la transaction. Ce qu'on négocie, c'est ce groupe de personnes, la somme de ses compétences, de ses aptitudes, de sa connaissance des processus et des méthodes de production de l'entreprise. Elles seules sont capables de faire avancer et fonctionner l'entreprise. Inutile de le dire, l'idée d'un groupe de personnes que l'on achète ou que l'on vend, comme étant la propriété de quelqu'un, est parfaitement contraire à la démocratie.

Au fond, les employés ne devraient-ils pas contrôler pleinement leur travail et la distribution de leurs bénéfices ? Quant aux actionnaires extérieurs, doivent-ils vraiment recevoir des revenus du capital – donc non professionnels – au-delà d'un intérêt convenu sur ce capital ? Nous pourrions

maximiser la participation, l'engagement, le contrôle et le partage des bénéfices si les entreprises étaient détenues à 100 % par leurs employés. Les entreprises pourraient lever des capitaux par des emprunts ou des hypothèques et conserver ainsi le contrôle de ces avoirs. À l'heure actuelle, seule une infime partie des montants misés en Bourse aide vraiment les entreprises à acquérir des actifs de production. En effet, avec le temps, le versement de dividendes aux actionnaires extérieurs grève lourdement les bénéfices des entreprises alors que ces sommes auraient pu être investies pour améliorer leur technologie ou leurs équipements.

Robert Oakeshott est un spécialiste de l'intéressement qui fait autorité en Grande-Bretagne. Selon lui, l'intéressement des travailleurs « passe par une modification du concept de l'entreprise. Celle-ci ne doit plus être perçue comme une propriété, mais bien comme une communauté de travailleurs⁴⁶⁵ ». Les entreprises cessent d'être une propriété et deviennent une collectivité quand les employés possèdent la majorité de ses actions et exercent donc un contrôle sur ses activités. C'est alors que la direction devient responsable non pas vis-à-vis des actionnaires extérieurs, qui ne s'intéressent pas à autre chose qu'au rendement du capital, mais vis-à-vis du corps des employés. À partir de là, les assemblées générales des entreprises sont l'occasion pour la direction de rendre compte aux employés : un moyen d'aborder les questions avec des personnes connaissant de l'intérieur ce qui a fonctionné et ce qui n'a pas fonctionné pendant la période écoulée et de discuter de la manière d'y remédier. La transformation qui fait suite au rachat d'une entreprise par ses salariés est de l'ordre d'une longue émancipation. La vieille mentalité hiérarchique se libère progressivement des présupposés habituels concernant les classes et les aptitudes, laissant à ceux qui occupent les fonctions subordonnées l'impression qu'ils sont des êtres humains inférieurs. À ce sujet, nous avons décrit au chapitre 8 certaines expériences fondées sur la race et la caste pour montrer que le sentiment d'infériorité sociale peut effectivement influencer la performance d'un individu.

Ce processus d'ajustement et d'émancipation est décrit dans *Local Heroes* [Les Héros du coin], de David Erdal, qui raconte le rachat par ses employés de la société Loch Fyne Oysters, en Écosse⁴⁶⁶. Il s'agit notamment de réparer les dommages causés par les inégalités de classe, un processus rendu sans doute très difficile parce que ce type de préjugés reste toujours ancré dans les esprits. Quoi qu'il en soit, les structures au sein desquelles nous travaillons ont un rôle crucial.

Les coopératives et les rachats par les salariés ont souvent été un moyen de réagir à une situation désespérée, en présence d'un échec des systèmes traditionnels de propriété et de gestion. Les travailleurs y ont eu recours pour éviter la fermeture et le chômage alors que les conditions du marché étaient particulièrement défavorables. Même dans ces cas-là, ils ont parfois connu une réussite au-delà des espérances. C'est ce qui est arrivé à la société Tower Colliery en Galles du Sud. En 1995, les mineurs de ce charbonnage ont réuni leurs indemnités de licenciement pour racheter le puits, qu'ils ont parfaitement géré jusqu'à l'épuisement du gisement treize ans plus tard. Bon nombre d'entreprises intégralement détenues par leurs employés ont des antécédents dont elles peuvent être fières. Citons par exemple l'Orchestre symphonique de Londres, Carl Zeiss, United Airlines, Gore-Tex, Polaroid et John Lewis Partnership, l'un des grands détaillants anglais avec 68 000 employés-partenaires et des ventes annuelles de 6,4 milliards de livres. Aux États-Unis, parmi les entreprises majoritairement détenues par leurs employés, nous pouvons citer les supermarchés Publix, les supermarchés Hy-vee, Science Applications International Corporation (SAIC), la société CH2M Hill, une société internationale d'ingénierie et de construction, et Tribune qui, entre autres opérations dans le secteur des médias, publie le *Los Angeles Times* et le *Chicago Tribune*. Ces entreprises emploient en moyenne 55 000 personnes.

La société Mondragon, au Pays basque espagnol, est une coopérative d'entreprises très connue. En

un demi-siècle, elle est devenue un groupe de plus de 120 coopératives détenues par leurs employés. Elle fait travailler 40 000 employés-propriétaires et ses ventes atteignent 4,8 milliards de dollars. Les coopératives de Mondragon sont deux fois plus rentables que les autres sociétés espagnoles et la productivité de la main-d'œuvre y est la meilleure du pays⁴⁶⁷. Il est difficile d'expliquer le succès de ces initiatives sans admettre que la propriété et la participation, quand elles sont combinées, peuvent effectivement améliorer la productivité en réduisant les conflits d'intérêts.

Pour la plupart des travailleurs, le lieu de travail est l'endroit où ils interagissent étroitement avec d'autres personnes – en dehors des membres de leur famille – et où ils se sentent faire partie d'une collectivité. Le chapitre 3 nous a permis de nous pencher sur l'incroyable augmentation de l'anxiété ces cinquante dernières années, corollaire de l'affaiblissement de la vie collective causé par l'explosion de la mobilité géographique et sociale. Si une égalité accrue est associée à des collectivités plus unies, avec un niveau de confiance plus élevé (voir chapitre 4), et à une meilleure qualité de vie, il est très improbable que nous puissions dans un avenir proche renouer avec les avantages qu'offraient les collectivités résidentielles très soudées de jadis. En revanche, l'environnement de travail offre à chacun la possibilité de trouver un noyau de liens amicaux et de se sentir valorisé. Ce potentiel, la plupart du temps, est sapé par la stratification hiérarchique du personnel en diverses catégories de donneurs et de receveurs d'ordres. C'est par ce moyen que l'entreprise peut s'assurer que ses employés n'agissent pas comme une collectivité, mais comme une propriété, constituée et utilisée pour générer un rendement sur le capital d'autrui. L'un d'entre nous a récemment visité deux petites entreprises rachetées par leurs propres employés. Quand on leur a demandé ce que ce rachat avait changé, les travailleurs, dans les deux cas, ont répondu que, quand ils arrivaient à l'usine, « les gens se regardaient dans les yeux ». Dans l'ancien système, on évitait le contact visuel.

L'intéressement des employés comporte un avantage bien précis, c'est-à-dire qu'il améliore l'égalité en laissant se développer la liberté et la démocratie. Il fonctionne du bas vers le haut, et pas l'inverse. Même si nous ne connaissons pas l'ampleur des écarts de revenus que les gens trouvent justifiée, nous pouvons raisonnablement croire qu'ils accepteraient que le patron de l'entreprise pour laquelle ils travaillent perçoive un salaire qui représente plusieurs fois le leur. Ce salaire pourrait être équivalent à trois, quatre ou même dix fois leur paie. En revanche, il est raisonnable de penser qu'ils n'accepteraient pas que leur patron touche des centaines de fois plus qu'eux. De fait, le maintien de tels écarts n'est possible qu'en s'opposant à toute mesure de démocratie économique.

Aussi longtemps que les entreprises détenues par leurs propres travailleurs ne représenteront qu'une part infime de l'économie, elles ne pourront pas appliquer des échelles salariales s'écartant de celles des autres entreprises. Si les entreprises détenues par leurs employés payaient mieux les travailleurs peu qualifiés (que dans les autres entreprises) et moins bien les cadres, le personnel peu qualifié ne quitterait jamais son entreprise et les cadres seraient plus difficiles à recruter. À l'inverse, si les entreprises gérées par leurs propres employés venaient à se multiplier, les normes et les valeurs concernant le salaire d'une fonction quelconque et les écarts salariaux considérés comme tolérables changeraient. Nous pourrions tout du moins évoluer vers les normes des secteurs publics. Et, en l'absence de ces patrons du secteur privé immensément riches qui invitent aux comparaisons et font croire à la population que de tels salaires se justifient, le secteur de l'économie sociale pourrait lui-même devenir plus égalitaire. Le temps est peut-être venu de nous détourner de ce monde où les gens considèrent que la maximisation des gains personnels est un objectif louable.

David Erdal, ancien président du Tullis Russell Group et directeur du Baxi Partnership, a un jour étudié les effets que le travail salarié dans les coopératives pouvait avoir sur les collectivités dans

lesquelles elles étaient implantées⁴⁶⁸. Il a comparé trois villes de l'Italie du Nord : Imola, où 25 % de la main-d'œuvre travaillent dans des coopératives, Faenza, où ce chiffre est de 16 %, et Sassuolo, où il n'existe pas de coopératives. Sur la base de cette enquête assez restreinte, et compte tenu d'un taux de réponse faible, il est parvenu à la conclusion que la santé, l'éducation, la criminalité et la participation à la vie sociale étaient meilleures dans les villes où une grande part de la population était salariée dans des coopératives.

La propriété de l'entreprise et le contrôle du travail par les employés sont d'excellents moyens de créer une société plus égalitaire. Premièrement, ils donnent lieu à un processus d'émancipation sociale des travailleurs, qui deviennent membres d'une équipe. Deuxièmement, ils placent la balance des écarts de salaires sous contrôle démocratique : si les employés souhaitent des écarts salariaux importants, ils sont libres de les conserver. Troisièmement, cette méthode implique une redistribution substantielle de la richesse, qui passe des actionnaires extérieurs aux employés, et, parallèlement, une redistribution des revenus de cette richesse. Dans ce contexte, ces avantages sont particulièrement essentiels. Quatrièmement, ils améliorent la productivité et génèrent donc un avantage concurrentiel. Cinquièmement, ils augmentent les chances pour les gens de renouer avec l'idée de vivre en collectivité. Sixième et dernier point, ils ont de fortes chances d'améliorer la sociabilité au sens large. La véritable récompense n'est pourtant pas là. Peu nous importe que quelques entreprises autogérées puissent exister dans une société qui reste dominée par l'idéologie de la hiérarchie et la quête du statut. Le véritable aboutissement serait de vivre dans une société où les gens sont libérés de ces divisions. Il y faudra plusieurs décennies d'une action résolue.

L'intéressement des employés est aussi très flexible. C'est un mode de fonctionnement qui se révèle compatible avec divers systèmes de gestion et d'organisation du travail. Il ne fait qu'une seule chose : mettre entre les mains des travailleurs le pouvoir ultime de développer les systèmes qui, de leur avis, fonctionnent le mieux. Les systèmes peuvent donc évoluer pour s'adapter à n'importe quelle situation. Les équipes de travail, l'élection des directeurs pour des mandats d'une durée plus ou moins longue, les représentants des départements, la composition du conseil d'administration, la fréquence des assemblées générales, tous ces éléments pourraient être testés un peu partout. Le pouvoir pourrait être délégué ou exercé directement par une délégation d'employés disposant du droit de vote. Les gens apprendraient progressivement quelles sont les forces et les faiblesses des différentes structures, quelles sont les formes de démocratie qui conviennent le mieux aux secteurs public et privé, et comment représenter les intérêts des consommateurs et des collectivités locales.

Pour être certain que le nombre d'entreprises détenues par leurs employés augmente, il est essentiel toutefois de veiller – et cela n'est pas bien difficile – à ce que les employés n'aient pas la possibilité de revendre leur entreprise à des actionnaires extérieurs. Même si la plupart d'entre elles bénéficient d'une protection adéquate, il est arrivé que des coopératives soient revendues, avec pour conséquence la perte de la propriété et du contrôle par leurs employés.

L'intéressement des employés, pris comme moyen de transformer la société, comporte encore un autre avantage : il peut exister à côté des formules traditionnelles de la propriété et du fonctionnement des entreprises. La nouvelle forme peut coexister avec l'ancienne. Avec un soutien du législateur et des incitations fiscales, la transformation de la société peut débuter immédiatement. Nous pouvons donc nous lancer dans une transformation fondamentale de la société à travers une transition ordonnée, en faisant grandir la nouvelle société à l'intérieur de l'ancienne. Les gouvernements peuvent prendre des mesures incitatives supplémentaires afin d'encourager l'actionnariat des employés. Les entreprises seraient tenues de transférer annuellement une fraction de leurs actions, et les propriétaires à la retraite pourraient être incités à remettre leur entreprise aux employés.

Bien que les entreprises détenues et contrôlées par leurs employés ne soient nullement tenues d'associer les collectivités locales et les représentants des consommateurs dans leurs organes de direction, ce défaut peut être aisément corrigé. On peut aussi arguer du fait que la propriété des employés ne change strictement rien à l'amoralité du marché. L'envie de faire croître les bénéfices inciterait encore des entreprises à adopter des comportements antisociaux. À côté de sociétés dont la déontologie est irréprochable et qui opèrent dans le marché du commerce équitable, de l'environnement, font des dons aux collectivités locales, etc., d'autres entreprises font des pieds et des mains pour étendre le marché du tabac dans les pays en développement, en sachant parfaitement qu'elles causeront des millions de décès supplémentaires. Certaines entreprises ont aussi causé des décès dans les pays en développement parce qu'elles ont encouragé des mères à acheter du lait en poudre et à renoncer à l'allaitement alors qu'elles n'avaient aucun accès à de l'eau propre ou à l'hygiène élémentaire.

Nous avons de bonnes raisons de penser que, si les entreprises étaient la propriété de leurs employés, leurs normes déontologiques seraient plus exigeantes malgré leur quête de profits. Dans les situations d'emploi conventionnelles, les gens sont engagés pour travailler à des fins qui ne sont pas les leurs. Ils sont rémunérés pour mettre leur expertise au service de l'objectif que choisira leur employeur. Il se peut que vous soyez en désaccord avec l'objectif que votre travail est censé servir, il se peut même que vous n'ayez pas connaissance de cet objectif ; une chose est certaine en tout cas, vous n'êtes pas employé pour avoir un avis sur cet objectif et encore moins pour l'exprimer. Ces questions ne sont pas de votre ressort. Si vous êtes engagé pour conseiller votre entreprise sur l'expansion de ses marchés, l'augmentation de ses bénéfices et les moyens d'éviter un coup de projecteur des médias, il y a fort à parier que l'on ne vous demande pas votre avis sur le plan déontologique. Vous êtes engagé pour mettre votre expertise au service des objectifs de quelqu'un d'autre. Non seulement ces objectifs ne relèvent pas de votre responsabilité, mais il n'est pas impossible que vous vous sentiez également dégagé de toute responsabilité. N'est-ce pas pour cette raison que tant de gens, par le passé, ont si souvent décliné toute responsabilité pour leurs actes en arguant qu'ils « n'avaient rien fait d'autre qu'exécuter les ordres » ? La célèbre expérience de Milgram a montré que notre prédisposition à obéir à l'autorité est si forte qu'elle peut nous amener à commettre des actes odieux. Dans cette expérience, il s'est avéré que des gens étaient disposés à administrer des décharges électriques très douloureuses et virtuellement mortelles à leur partenaire chaque fois qu'il donnait une mauvaise réponse à une question. Les sujets ont administré ces décharges à la demande d'un homme en blouse blanche conduisant l'expérience alors qu'ils entendaient ce qu'ils croyaient être les cris de souffrance de leur partenaire⁴⁶⁹.

En revanche, dans le cadre de la propriété et du contrôle de l'entreprise par ses employés, les salariés retrouvent la maîtrise du sens qu'ils peuvent donner à leur travail. Si vous appreniez qu'un certain aspect de la conception ou du processus de fabrication d'un produit est dangereux pour la santé des enfants, vous auriez envie de le faire modifier et commenceriez probablement à demander leur avis à vos collègues. Vous ne seriez pas contraint de garder vos doutes pour vous-mêmes, tout comme il vous serait impossible de détourner le regard, de considérer que ce n'est pas vos affaires. Vous n'auriez pas non plus peur de mettre votre travail en danger parce que vous avez soulevé des questions délicates. Même en admettant que les entreprises détenues par leurs employés ne puissent pas toujours être au-dessus des comportements antisociaux, elles pourraient sans doute rendre ces comportements un peu moins fréquents.

Liberté et égalité

L'idée que nous ne pouvons pas jouir à la fois de la liberté et de l'égalité est apparue pendant la guerre froide. Les économies étatiques de l'Europe orientale et de l'Union soviétique semblent avoir apporté la preuve que l'égalité ne peut être mise en pratique qu'aux dépens de la liberté. L'Amérique a abandonné son engagement historique en faveur de l'égalité : il s'agit là d'un coût idéologique lourd de conséquence. Aux yeux des premiers Américains, comme à ceux de Tom Paine, la vraie liberté était indissociable de l'égalité : l'une n'allait pas sans l'autre. L'esclavage, privant un individu des deux principes, vérifiait cette règle. L'égalité était le bastion érigé contre l'arbitraire du pouvoir. Elle s'exprimait à travers des revendications historiques comme « pas d'impôts sans représentation » et « pas de législation sans représentation ». À l'image des révolutionnaires français qui demandaient la liberté, l'égalité et la fraternité, la Déclaration d'indépendance américaine précise que tous les hommes naissent égaux et doivent jouir de la liberté, qui est un droit inaliénable. La complémentarité de la liberté et de l'égalité a été proclamée dans les écrits de nombreux penseurs démocratiques, tel le philosophe social L. T. Hobhouse, qui pensait que la liberté, dans tous ses domaines, dépendait de l'égalité : égalité devant la loi, égalité des chances, égalité des parties à un contrat⁴⁷⁰.

L'ampleur des inégalités économiques d'aujourd'hui est avant tout l'expression d'un déni de liberté et de démocratie. Mis à part les plus riches, qui voterait pour que l'élite des entreprises et de la finance reçoive des bonus se comptant en millions de dollars pendant que l'on refuserait des revenus adéquats aux gens qui se chargent de si nombreuses tâches essentielles et parfois désagréables comme s'occuper des personnes âgées, collecter les poubelles ou travailler dans un service d'urgences ? Ne nous voilons pas la face. Si l'inégalité moderne peut exister, c'est parce que la démocratie est exclue de la sphère économique. Il faut donc y remédier en étendant la démocratie au lieu de travail. Nous devons expérimenter toutes les formes de la démocratie économique : intéressement des employés, coopératives de producteurs et de consommateurs, représentants des travailleurs dans les conseils d'administration et ainsi de suite.

Surfer sur la vague technologique

Dans son livre *The Weightless World* [Le Monde en apesanteur], Diane Coyle souligne que, même si les revenus réels ont été multipliés par vingt au XX^e siècle dans les pays les plus industrialisés, le poids de tout ce qui était produit à la fin du siècle était à peu près le même qu'à son début⁴⁷¹. Elle précise aussi que le poids moyen d'un dollar américain de produits exportés (en tenant compte de l'inflation) a baissé de moitié entre 1990 et 1996. Bien que cette tendance à l'« apesanteur » reflète notamment la croissance du secteur des services et de l'économie de la « connaissance », elle exprime aussi la transformation des technologies et les avancées de la miniaturisation. Si les produits de consommation modernes sont moins voraces en ressources matérielles que par le passé, n'est-ce pas en théorie une excellente nouvelle pour l'environnement ? Ce qui nous intéresse, c'est que la nature sous-jacente des changements alimentant cette apesanteur pourrait avoir des répercussions non négligeables sur l'égalité.

Les cours d'introduction à l'économie enseignent aux étudiants la distinction entre les coûts de production « fixes », d'une part, et les coûts « marginaux » ou variables, d'autre part. Les coûts fixes sont les coûts liés aux bâtiments et aux machines de l'usine ; les coûts variables sont les coûts supplémentaires générés par la fabrication d'une unité de production supplémentaire – qui correspondent généralement aux coûts de la main-d'œuvre et des matériaux supplémentaires, en supposant que la fabrique et les équipements soient existants. La théorie économique soutient que les prix sur un marché concurrentiel doivent baisser jusqu'à être équivalents aux coûts marginaux (ou variables). Des prix supérieurs à ce niveau signifieraient qu'en produisant et en vendant davantage, un fabricant pourrait faire encore un peu plus de bénéfice, alors qu'à un prix plus bas, produire ne fût-ce qu'une seule unité supplémentaire se traduirait par des coûts supérieurs aux recettes générées par la vente.

Le changement technologique génère à l'heure actuelle une réduction rapide des coûts variables dans des secteurs entiers de l'économie moderne. La production ou la diffusion sur Internet d'exemplaires supplémentaires de contenu numérique ne coûte rien ou presque. Ce principe s'applique à l'ensemble des contenus musicaux, des logiciels, des jeux d'ordinateurs, des films, des livres et de la production écrite, sous quelque forme que ce soit, à toutes les informations et à toutes les images. Ces contenus couvrent une large part de ce qui est produit pour l'industrie des loisirs, pour l'éducation à tous les niveaux et pour de nombreuses applications professionnelles de logiciels – comme le contrôle des stocks, l'analyse statistique ou la conception assistée par ordinateur.

Les coûts marginaux des produits numériques sont tellement faibles qu'un secteur « gratuit » prend son essor. Les entreprises s'efforcent de faire appliquer les brevets et la protection des droits d'auteur afin d'en limiter l'accès et de continuer à faire des bénéfices, mais il est difficile de résister à la logique du progrès technologique. Les codes de protection des copies sont déchiffrés. Tantôt l'accès gratuit est soutenu par la publicité, tantôt il est vraiment gratuit, comme dans le cas des « gratuiciels » ou des « partagiciels ». Internet nous donne déjà un accès gratuit à des informations quasiment illimitées (livres, encyclopédies, dictionnaires, et de plus en plus de journaux en ligne). Musiques et films peuvent être téléchargés gratuitement, que la pratique soit légale ou non. Certains fournisseurs de services proposent à présent un espace de stockage illimité et gratuit. Les appels téléphoniques coûtent beaucoup moins cher que dans le passé et, à condition d'utiliser des liens informatiques, sont de plus en plus souvent gratuits. Les courriels et les messageries instantanées sont également des moyens de communication totalement gratuits.

Cette tendance à la diminution rapide des coûts variables est aussi une réalité dans bien d'autres domaines de haute technologie, même si c'est alors moins spectaculaire. Citons par exemple la nanotechnologie, la biotechnologie, les composants électroniques sur circuits imprimés et le génie génétique, qui peuvent améliorer l'efficacité de l'exploitation de l'énergie solaire, faire diminuer les prix de certains médicaments et les coûts liés aux nouveaux matériaux.

Beaucoup d'entreprises fabriquant des produits numériques n'ont pas accueilli ces changements comme de nouveaux moyens d'améliorer la vie des individus ainsi que leurs loisirs. Elles y ont vu une menace majeure pour leurs bénéfices. Au lieu de tirer le maximum de profit de ces nouvelles technologies, nous sommes en présence de structures institutionnelles qui ont fait feu de tout bois pour confiner ce nouveau potentiel. La baisse spectaculaire des coûts variables crée un fossé qui s'élargit jour après jour entre la maximisation des bénéfices et celui de l'intérêt public. Dans une telle situation, il importe que les gouvernements usent de leurs prérogatives pour favoriser la création de nouvelles structures institutionnelles, au lieu de se limiter à soutenir et à défendre les anciennes.

Par le passé, on faisait généralement valoir que les produits dont les coûts marginaux étaient proches de zéro constituaient intrinsèquement des biens publics et qu'ils devaient être mis en conséquence à la disposition du public. Avant l'ère numérique, les ponts et les routes étaient souvent cités en exemple. Dès que la société a engagé le coût en capital lié à la construction d'un pont ou d'une route, elle ne peut profiter au maximum des retombées positives de l'investissement initial que si son utilisation n'est pas restreinte par une taxe. L'accès à l'investissement doit donc être gratuit. Garantir l'accès libre et gratuit afin de maximiser l'intérêt public était présenté comme une nécessité. Cette explication économique justifiait que les routes et les ponts relèvent de la propriété publique – jusqu'à ce que les gouvernements commencent à essayer de récupérer les coûts liés à la construction des routes en imposant des péages.

Une fois que le coût en capital a été engagé, mieux vaut que le plus de gens possibles bénéficient de ses retombées positives. Quand un investissement municipal fournit un accès local à Internet, il n'y a pas lieu d'en restreindre l'accès. Lorsque les victoriens ont créé leur réseau de bibliothèques publiques, ils n'ont pas suivi d'autre raisonnement : le public peut lire un livre à l'infini sans créer de coût supplémentaire. Nous devrions peut-être songer à créer des organes publics et des organisations à but non lucratif, financés grâce aux deniers publics, capables de négocier un prix auquel acheter l'accès ou les droits d'auteur au nom de la nation. Peut-être faudrait-il créer des organes internationaux capables de négocier le libre accès aux ressources éducatives et commerciales dans le monde entier ? Du point de vue de la société dans son ensemble, la tendance à la réduction des coûts marginaux induite par le changement technologique fait rapidement pencher la balance en défaveur du contrôle de la distribution des marchandises par les sociétés ayant pour objectif de maximiser les profits. De plus en plus, elles ne peuvent plus compter que sur les vestiges du pouvoir monopolistique que leur garantissaient les brevets ou les droits d'auteur. Nous devons trouver de nouveaux moyens de payer les organisations et les individus qui effectuent les recherches susceptibles d'améliorer notre vie, les gens qui créent et qui innovent – la poule aux œufs d'or – mais sans que l'accès à ce qu'ils ont créé soit restreint par la suite. Peut-être devons-nous créer des organisations à but non lucratif qui financeraient la conception de logiciels à usage gratuit partout dans le monde ? En toute hypothèse, nous devons procéder à une refonte intégrale de la législation relative aux droits d'auteur et aux brevets de façon à ce que ceux qui produisent des produits et des services de grande valeur puissent être rémunérés par des canaux qui ne limitent pas l'accès à leurs produits.

Les responsables politiques comme le public au sens large doivent se demander s'il est possible

de trouver des moyens de payer les entreprises pour leur recherche et développement sans devoir imposer un système de tarification qui restreint l'accès aux retombées positives découlant de ce qu'elles ont produit. Parmi ces retombées, il y a par exemple des médicaments qui sauvent des vies, des innovations agricoles qui peuvent nourrir les affamés, et l'accès à des revues scientifiques et universitaires pour les universités des pays en développement. S'il est exact de penser que les nouvelles technologies tendent à abaisser de plus en plus les coûts variables, alors ce problème ne pourra que prendre un caractère toujours plus pressant.

Il se pourrait que cette logique nous pousse vers une société dans laquelle l'accès à un nombre toujours croissant de produits ne serait plus aussi fermement enserré par un revenu, auquel cas nos possessions cesseraient de jouer un rôle si important dans la différenciation sociale. Il serait alors permis d'espérer que nous nous considérions avant tout comme les membres égaux d'une même société, unis en différentes combinaisons selon les intérêts que nous partageons.

L'avenir de l'égalité

Prisonniers de notre train-train quotidien, nous avons vite fait d'oublier qu'un regard plus distancié sur les événements montre une tendance historique quasiment irrésistible vers toujours plus d'égalité. Ce fleuve du progrès humain prend sa source aux premières limitations constitutionnelles brandies pour limiter le droit « divin » – et arbitraire – des rois. Il se fraye ensuite un chemin pour – à travers bien des méandres – développer la démocratie et fonder le principe de l'égalité devant la loi. Son flot grossit ensuite avec l'abolition de l'esclavage et l'extension de la franchise aux femmes et à ceux qui ne possédaient pas de biens fonciers. Il enfle toujours avec la création de l'enseignement gratuit, des services de santé et des régimes garantissant un revenu minimum pendant les périodes de chômage et de maladie. Il poursuit son chemin par la création de législations protégeant les droits des employés et des locataires et prévenant la discrimination raciale. Il submerge tout, jusqu'à causer le déclin des privilèges de classes. C'est à lui que nous devons l'abolition de la peine de mort et des châtiments corporels, ainsi que l'agitation croissante autour de l'égalité des chances, sans considérations d'origine raciale, de classe, de genre, d'orientation sexuelle et de religion. Il est visible aussi à travers l'attention accrue que les groupes de pression, la recherche sociale et les organismes statistiques gouvernementaux accordent à la pauvreté et à l'inégalité depuis une cinquantaine d'années. Ces derniers temps, nous avons pu l'observer à travers les tentatives de la société de créer une culture du respect mutuel.

Tous ces phénomènes sont les manifestations d'une égalité croissante. Malgré certaines nuances dans les opinions politiques et avec le recul dont nous disposons, peu de gens sont enclins à ne pas considérer comme bienvenue cette avancée capitale pour le futur de l'humanité. Les forces historiques qui sous-tendent ces changements sont telles qu'une large majorité d'entre nous voudront qu'ils se perpétuent. Peu importe que ce fleuve du progrès humain soit parfois arrêté l'espace d'un instant par un barrage ou que nous subissions des courants tourbillonnants : son existence est bien présente.

Les relations entre l'inégalité et la prévalence des problèmes sanitaires et sociaux évoqués dans les chapitres précédents montrent que, si les États-Unis réduisaient leur inégalité de revenus à un niveau avoisinant celui des quatre pays riches les plus égalitaires (Japon, Norvège, Suède et Finlande), la proportion de la population disposée à se faire mutuellement confiance pourrait augmenter de 75 % (les améliorations de la qualité de la vie collective seraient à l'avenant). Les taux de maladie mentale et d'obésité pourraient être réduits des deux tiers, les taux de grossesse précoce pourraient l'être de moitié, le nombre de détenus pourrait baisser des trois quarts et les gens vivraient plus longtemps tout en travaillant l'équivalent de deux mois en moins par an.

Toujours dans le même ordre d'idées, si la Grande-Bretagne devenait aussi égalitaire que ces quatre mêmes pays, nous pourrions nous attendre à ce que le niveau de confiance remonte à nouveau des deux tiers ; le taux de grossesse précoce tomberait à un tiers de son niveau actuel, le taux d'homicide baisserait de 75 %, chacun pourrait bénéficier de l'équivalent de presque sept semaines de congés supplémentaires par an et le gouvernement pourrait fermer des prisons partout dans le pays.

L'essentiel est de comprendre que, si nous voulons vraiment créer une société meilleure, nous devons créer un mouvement résolu à y parvenir sur la durée. Les changements politiques devront être systématiquement orientés vers cet objectif pendant plusieurs décennies, ce qui veut dire que la société doit savoir où elle veut aller. Nous apporterons notre contribution à cette évolution en continuant de mettre à la disposition de chacun les conclusions de nos travaux de recherches, nos

graphiques et toutes autres informations utiles sur notre site web^{**}.

La première tâche consiste à faire comprendre au grand public les tenants et les aboutissants de l'enjeu. Attention, nous ne pouvons pas permettre que cette idée fasse un instant florès pour être ensuite reléguée au placard et ainsi faire les frais des changements de mode de l'opinion. Nous devons bâtir un mouvement social déterminé à la mettre en œuvre. Ce mouvement doit être entretenu par un réseau de groupes « pour l'égalité » qui se réunissent pour diffuser leurs idées et leurs actions partout, dans les foyers et dans les bureaux, dans les syndicats, les partis politiques, les lieux de culte et les écoles. L'idée doit aussi être reprise par les groupes de pression, les organisations caritatives et les services concernés par les diverses questions touchant à l'égalité, qu'il s'agisse de la santé ou des grossesses adolescentes, des prisonniers ou de la santé mentale, des médicaments ou des normes éducatives. Tous ces enjeux doivent être couplés à la tâche urgente qui consiste à lutter contre le réchauffement planétaire. Dans tous ces cadres, nous devons expliquer haut et fort notre opinion et expliquer ce que sont les avantages d'une société plus égalitaire.

Et n'allons pas nous laisser intimider par l'idée que l'augmentation de la fiscalité entraînera l'émigration massive des riches et un cataclysme économique. Nous savons que les pays plus égalitaires vivent bien, que les niveaux de vie y sont élevés et que l'environnement social y est de meilleure qualité. Nous savons aussi que la croissance économique n'est plus la mesure à l'aune de laquelle tout le reste doit être jugé. Car nous savons qu'elle n'améliore plus la qualité réelle de nos vies et que le consumérisme est un danger pour la planète. Ne nous autorisons pas à penser que les riches sont les membres aussi rares que précieux d'une race d'êtres supérieurement intelligents et dont le reste d'entre nous dépend. Ce n'est que le miroir aux alouettes que créent la richesse et le pouvoir.

Abstenons-nous d'éprouver de la gratitude envers les riches. Admettons plutôt l'effet dévastateur qu'ils ont sur le tissu social. La crise financière de la fin 2008 et la récession qui a suivi nous montrent tout le danger que représentent les salaires et les bonus démesurés au sommet de la pyramide. L'existence même des super-riches conduit les responsables de nos établissements financiers à adopter des politiques qui mettent en danger le bien-être de populations entières. Pire encore, elle accroît encore la pression du consumérisme parce que tous les autres essaient de ne pas se laisser distancer. Le long boom spéculatif qui a précédé le crash financier s'est largement nourri de la croissance des dépenses de consommation. Le creusement des inégalités a incité les gens à réduire leur épargne, à creuser leur découvert bancaire et leur endettement par carte de crédit, et finalement à négocier des hypothèques de second rang pour financer leur consommation. En aggravant l'élément spéculatif des cycles d'expansion et de ralentissement économique, les fortes inégalités détournent notre attention des problèmes écologiques et sociaux urgents. Elles nous rendent inquiets du chômage et de l'insécurité. « Comment l'économie va-t-elle repartir ? », se demande chacun. La réduction de l'inégalité non seulement stabiliserait le système économique mais contribuerait largement à la durabilité, qu'elle soit sociale ou écologique.

Dans tous les cas de figure, les sociétés modernes devront être des collectivités toujours plus créatives, adaptables, inventives, bien informées et flexibles, capables de se traiter mutuellement avec générosité et de répondre aux besoins, où qu'ils apparaissent. Ce ne sont pas là les caractéristiques de sociétés redevables envers les riches, où les gens sont mus par un sentiment d'insécurité lié aux questions de statut social, ce sont les caractéristiques des sociétés au sein desquelles les personnes sont habituées à travailler main dans la main et en se traitant d'égal à égal. Dans la mesure où nous voulons faire grandir la nouvelle société à l'intérieur de l'ancienne, nos valeurs et nos méthodes de travail doivent refléter les principes sur lesquels nous prétendons créer

cette nouvelle société. Cela dit, nous devons aussi mettre tout en œuvre pour faire évoluer les attitudes à l'égard de la consommation ostentatoire et veiller à ce qu'elle ne suscite plus admiration ni envie. Il faut qu'elle soit considérée comme faisant partie intégrante du problème, comme un signe d'avidité et d'injustice portant atteinte à la société et à la planète.

Martin Luther King a dit : « L'arc de l'univers moral est long, mais il est tendu vers la justice. » Étant donné que nous avons vécu dans des sociétés remarquablement égalitaires pendant la préhistoire humaine, en maintenant un mode de vie « stationnaire » – c'est-à-dire durable – au sein de ce que certains ont appelé « la société d'abondance originelle⁴⁷² », il serait peut-être approprié de concevoir une société nouvelle comme un arc qui se recourbe vers les principes humains élémentaires que sont l'équité et l'égalité, qui sont des valeurs positives lors de n'importe quelle interaction sociale⁴⁷³. Mais en toute hypothèse, pour créer une société plus égalitaire, il faut que les gens expriment leur opinion, développent leurs arguments, s'organisent et militent.

Il est impossible pour les gouvernements de ne pas pouvoir influencer les écarts de revenus. Ils sont les principaux employeurs dans presque tous les pays. Presque tous les domaines de la politique économique et sociale affectent la répartition des revenus, à commencer par les politiques fiscales et sociales. Viennent ensuite la législation sur le salaire minimum, la politique d'éducation, la gestion de l'économie nationale, la capacité de maintenir le chômage à un niveau faible, l'application éventuelle de taux de TVA et de taxes de vente différents selon les produits de première nécessité ou les produits de luxe, la mise à disposition de services publics, les politiques de pensions, les droits de succession, l'impôt sur le revenu négatif, la politique relative au revenu de base, la politique familiale, la progressivité des taxes à la consommation⁴⁷⁴, la politique industrielle, les programmes de recyclage, et bien d'autres encore. Mais ce chapitre a aussi été l'occasion de suggérer des changements plus fondamentaux qui doivent permettre de placer les différences de revenus sous contrôle démocratique et d'enraciner plus profondément l'égalité dans le tissu social.

À ce stade, susciter une volonté politique favorable à l'égalitarisme est plus important que d'épingler nos couleurs à un ensemble particulier de politiques de réduction des inégalités. Pour qu'il y ait volonté politique, il faut créer la vision d'une société meilleure qui soit à la fois réaliste et stimulante. Nous espérons avoir montré que cette société est tout à fait possible, une société plus égalitaire, où les gens seraient moins divisés par des questions de statut et par la hiérarchie. Nous y aurions retrouvé le sens de la collectivité, surmonté la menace du réchauffement de la planète. Nous y contrôlerions notre travail démocratiquement et collectivement, et nous partagerions les avantages d'un secteur non monétisé en croissance. Cette vision n'a rien d'une utopie : les éléments de preuve scientifiques montrent que même une timide diminution de l'inégalité, un scénario qui est déjà devenu réalité dans certaines démocraties libérales riches, influe considérablement sur la qualité de vie. Notre tâche consiste désormais à inventer une action politique qui procède de cette société à créer, une action déterminée à faire usage des possibilités qu'offrent les institutions et les technologies pour la concrétiser.

Cette société meilleure n'advient pas automatiquement, que nous nous y attelions ou pas. Nous pourrions tout à fait nous révéler incapables de prévenir un réchauffement global catastrophique. Nous pourrions laisser dériver nos sociétés vers des comportements intégralement antisociaux et ne rien saisir des processus à l'œuvre. Nous pourrions ne pas nous opposer à la minuscule minorité des riches qui ont une conception tellement inadéquate de l'intérêt personnel qu'un monde plus démocratique et plus égalitaire ne peut que leur inspirer de la crainte. La voie sera parsemée de problèmes et de désaccords – comme toujours dans la lutte pour le progrès. Ne doutons pas, pourtant, qu'à la condition de nourrir une conception suffisamment large de notre objectif, les changements

nécessaires pourront être mis en œuvre.

Nous vivons depuis plusieurs décennies avec le sentiment oppressant qu'il n'existe aucune échappatoire à l'impasse sociale et environnementale des sociétés modernes. L'heure est enfin venue de retrouver l'optimisme de ceux qui savent que les problèmes peuvent être résolus. Nous savons qu'une égalité accrue nous aidera à brider le consumérisme et facilitera l'introduction de mesures de lutte contre le réchauffement planétaire. Nous voyons d'ores et déjà que l'évolution de la technologie moderne oppose les institutions à but lucratif à la société, simplement parce que le potentiel de bien public de ces nouvelles technologies connaît une expansion rapide et menace leur existence. Nous sommes sur le point de créer une société qualitativement meilleure et plus conviviale pour tous.

Afin d'entretenir la volonté politique nécessaire, nous devons nous souvenir qu'il incombe à notre génération d'assumer l'une des transformations les plus essentielles de l'histoire humaine. Les pays riches sont parvenus au terme de ce que la croissance économique peut faire pour améliorer notre qualité de vie. Notre avenir réside dans l'amélioration de la qualité de l'environnement social. Ce livre ne s'assigne pas d'autre objectif que de souligner que plus d'égalité constitue le pilier sur lequel doivent se fonder de meilleures relations sociales.

* « Aspiration à l'équilibre » (NDT).

** www.equalitytrust.org.uk

Le débat autour de *Pourquoi l'égalité est meilleure pour tous*

Ce livre a été publié pour la première fois en mars 2009. C'était six mois après le début de la pire crise financière depuis la Seconde Guerre mondiale. La responsabilité en a été largement imputée aux risques invraisemblables pris par les acteurs du secteur financier, dont les excès le disputaient au grotesque de leurs salaires mirifiques. Même si nos recherches précèdent la crise de nombreuses années et que cette crise ne remet nullement en cause leur validité, le moment particulièrement opportun de la parution de notre ouvrage explique très certainement, ne fût-ce qu'en partie, l'accueil enthousiaste dont il a bénéficié. En effet, de nombreuses personnes, avant le crash, considéraient que ces salaires et ces bonus plantureux se justifiaient par le labeur et la maestria de leurs bénéficiaires. Elles ont changé d'avis en s'apercevant brutalement de l'absence de lien entre les performances et les récompenses⁴⁷⁵.

L'heure de l'égalité a sonné

Le succès de notre livre n'est pas dû seulement au moment opportun de sa publication. Nous avons donné plus de 350 conférences à travers le monde depuis 2009. Nous avons parlé avec des fonctionnaires, des responsables de la santé publique, des universitaires, des organisations caritatives, des groupes confessionnels, des groupes de réflexion (think tanks), des associations professionnelles, des festivals artistiques et littéraires, des syndicats, des hommes d'affaires réputés, des associations locales, des sociétés royales, des organismes internationaux et des partis politiques de toutes tendances. C'est vrai, nous avons souvent été invités à nous exprimer devant des publics qui avaient un *a priori* positif à l'égard de cette notion d'égalité accrue, mais ce n'était pas systématique pour autant. Nos auditeurs étaient tous si admiratifs et élogieux que nous avons eu le sentiment d'être en présence d'un vide intellectuel. C'était un peu comme si les gens avaient dévoré les éléments de preuve que nous leur présentions, comme si le monde, sous la surface, était peuplé d'une foule d'égalitaristes inavoués.

Trois éléments expliquent sans doute cette réaction. Premièrement, il y a un désir d'entendre des explications. Pourquoi, au beau milieu de cette richesse sans aucun précédent, nos sociétés sont-elles assaillies par cette combinaison si inquiétante de problèmes sociaux ? Pourquoi tant de dépressions, tant d'anxiété ? Pourquoi tant de dépendance aux drogues et à l'alcool ? Pourquoi la violence est-elle si répandue ? Le deuxième élément est celui que nous évoquons au début du livre. Grâce à l'observation scientifique, nous constatons qu'une large majorité d'individus ont le sentiment que le « consumérisme » et le « matérialisme » nous ont piégés, alors que nous sentons que ces phénomènes vont à l'encontre de nos valeurs et de notre désir de passer plus de temps en famille, avec nos amis ou les gens qui nous sont proches. Troisièmement, notre analyse semble rejoindre l'intuition de la population : l'inégalité génère des antagonismes dans la société, elle est socialement corrosive. Maintes et maintes fois, les gens nous ont dit que le livre leur avait transmis une vision du monde à la fois assez neuve et immédiatement identifiable, une vision qu'ils attendaient depuis longtemps et qui change le regard qu'ils portent sur ce qui se passe autour d'eux.

Un rapport paru en 2011 corrobore de façon empirique l'impression que nous avons reçue avec tant d'intensité : cette aversion que le grand public éprouve à l'encontre des inégalités très prononcées dans les pays très inégalitaires. Des chercheurs des universités de Duke et de Harvard se sont intéressés à ce que les gens pensent de la répartition des richesses – et non des revenus – dans la société⁴⁷⁶. L'échantillon de personnes était aléatoire et comptait 5 500 Américains. Les chercheurs leur ont montré trois diagrammes circulaires proposant trois répartitions différentes des richesses : dans le premier, chaque cinquième de la population possédait la même part ; le deuxième montrait la répartition des richesses aux États-Unis – sans que cela soit mentionné – ; le troisième s'inspirait de la répartition des revenus en Suède – toujours sans explications. Pas moins de 92 % des répondants ont exprimé une préférence pour la répartition à la suédoise. Ce pourcentage ne variait qu'entre 89 et 93 % selon la richesse des répondants et leur appartenance politique – c'est-à-dire une préférence démocrate ou républicaine. Les chercheurs leur ont aussi demandé quelle était, selon eux, la répartition des richesses aux États-Unis. En moyenne, les répondants ont estimé que les 20 % les plus riches possédaient 59 % des richesses, alors qu'ils en contrôlent en réalité 84 %. Enfin, à la question de savoir quelle était, à leurs avis, la répartition idéale, ils ont répondu qu'ils préféreraient une société dans laquelle les 20 % les plus riches possédaient 32 % de la richesse totale.

Au-delà de l'accueil particulièrement positif qu'il a pu recevoir, notre livre s'est aussi attiré des critiques réfléchies ainsi que de véhémentes attaques politiques. Ce chapitre aura pour principal

objet d'y répondre. Dans un second temps, nous y commenterons diverses conclusions nouvelles de la recherche. Avant toute chose, cependant, nous aimerions réagir à une critique formulée par plusieurs commentateurs et qui, à notre avis, trouve son origine dans un malentendu.

À qui profite une société plus égalitaire ?

Certains critiques du livre n'ont pas été convaincus par notre démonstration selon laquelle l'égalité profite à une grande majorité de la population. Apparemment, ils pensent que les éléments de preuve ne font qu'établir que la performance *moyenne* de la population dans son ensemble est moins bonne dans les pays plus inégalitaires⁴⁷⁷.

Dans une section comprise entre les pages 166 et 171, nous montrons pas moins de cinq séries de données (et nous en citons une autre en page 170) illustrant que les personnes de chaque catégorie sociale – classée selon l'éducation, la classe sociale ou les revenus – sont en meilleure santé (ou obtiennent de meilleures notes en lecture-écriture) lorsqu'elles vivent dans une société plus égalitaire que les gens appartenant à la *même* catégorie sociale et vivant dans une société moins égalitaire. Nous citons par ailleurs des études qui parviennent à des conclusions similaires en utilisant des modèles statistiques permettant aux chercheurs d'examiner les effets de l'inégalité après avoir contrôlé les effets de l'ensemble des revenus individuels de toute la société.

Nous *ne* prétendons *pas* que toute personne vivant dans une société plus égalitaire fait mieux que toute personne vivant dans un pays moins égalitaire. Nous ne disons pas que même la classe sociale la plus défavorisée ou la moins bien rémunérée ou éduquée d'un pays plus égalitaire fait mieux que la catégorie la plus favorisée d'un pays moins égalitaire. Ce que nous montrons, c'est que, quand nous comparons des personnes appartenant à la *même* classe sociale, qui ont les *mêmes* revenus et le *même* niveau de formation, et vivant dans des pays différents, ceux qui vivent dans les pays plus égalitaires ont une vie meilleure. Par conséquent, pour tout niveau de revenu ou de formation donné, la qualité de vie d'une personne sera meilleure si cette personne vit dans une société plus égalitaire. C'est ce que montrent les figures 8.4, 13.2, 13.3, 13.4 et 13.5. En conclusion, une société plus égalitaire change surtout la situation des plus défavorisés, mais génère aussi des avantages pour les couches aisées de la population.

Comme nous l'avons signalé à la page 166, la prévalence d'autres problèmes sociaux (santé mentale, grossesses précoces, confiance, homicide, emprisonnement) varie aussi très fortement selon que les chercheurs observent une société plus ou moins égalitaire. L'image qui se dégage n'est donc pas confinée à la santé ou aux compétences en lecture-écriture. Les écarts sont généralement trop importants pour que l'on puisse conclure que l'égalité accrue ne profite qu'aux plus défavorisés.

Inégalité, classe et statut

Certains sociologues des milieux universitaires ont été surpris par le fait que ce livre se concentre de manière si exclusive sur l'inégalité de revenus, et qu'il fasse quasiment l'impasse sur les nombreux travaux aujourd'hui disponibles sur les classifications des catégories sociales⁴⁷⁸. Nous avons la plus grande estime pour ces travaux, mais nous ne nous en servons pas parce que les classifications de catégories sociales présentent deux points faibles du point de vue des analyses faites dans ce livre. Premièrement, les pays utilisent presque tous des systèmes de classifications socioéconomiques différents, ce qui rend les comparaisons épineuses. Par exemple, lorsque ont été menées les premières études comparant les écarts sanitaires des diverses strates sociales suédoises aux écarts anglais et gallois, les chercheurs ont dû reclasser les métiers de milliers de Suédois sur la base de la classification des catégories professionnelles britanniques. Ces résultats sont présentés dans les figures 13.3 et 13.4. En outre, même si les comparaisons sociales pouvaient être réalisées en toute cohérence entre de nombreux pays, il resterait à régler un autre problème, encore plus fondamental : rares sont les classifications de catégories sociales, quand il y en a, qui permettent d'évaluer, entre pays différents, dans quelle mesure les écarts entre les différents groupes sociaux sont plus ou moins prononcés. Les différences de revenus, quant à elles, nous permettent non seulement de catégoriser les gens selon des classes différentes, mais aussi de mesurer la *taille* des écarts à l'intérieur de la population. Malgré toutes ses imperfections quant à la mesure des différenciations sociales, l'inégalité de revenus nous livre énormément d'informations sur n'importe quelle société.

Les réponses à d'autres questions souvent posées lorsque nous présentons le livre (notamment sur l'ethnicité, l'immigration, la taille des pays, les inégalités locales et bien d'autres encore) sont reprises dans une liste que l'on trouve à l'onglet des questions fréquemment posées (FAQ), sur le site web de l'Equality Trust^{*}.

Critiques légitimes et attaques déloyales

La santé publique, avec en son centre l'épidémiologie, a toujours suscité des batailles politiques. Au XIX^e siècle déjà, la construction d'égouts et l'approvisionnement en eau potable suscitaient la controverse, tout comme plus récemment la législation protégeant les travailleurs contre certaines expositions dangereuses ou l'environnement au sens large. Les batailles surviennent quand les preuves scientifiques remettent en cause des intérêts particuliers de toutes sortes (industriels, sociaux et économiques).

Les universitaires et les praticiens de la santé publique s'accordent presque tous aujourd'hui sur le fait que les déterminants les plus fondamentaux de la santé sont les conditions sociales et économiques. Geoffrey Rose, l'un des épidémiologistes les plus influents et les plus respectés de la seconde moitié du XX^e siècle, a un dit un jour qu'« il ne faut pas traiter séparément les médicaments et la politique ». Mieux nous comprenons les mécanismes à travers lesquels la structure sociale affecte la santé et le bien-être, plus la science est poussée vers la politique. C'est inévitable.

Les universitaires de tous les domaines ont évidemment l'habitude de se critiquer mutuellement en permanence. Ces pratiques font partie du jeu et s'inscrivent dans la normalité du progrès scientifique. En revanche, les attaques dont les justifications sont de toute évidence idéologiques relèvent d'une autre catégorie. Elles n'ont rien à voir avec les controverses sur des méthodes de recherche ou sur des interprétations des éléments probants dégagés, puis affinés entre collègues maîtrisant le sujet. Dans le cas des attaques idéologiques, des personnes qui n'ont pas connaissance de l'ensemble de la recherche et qui n'y ont jamais participé recourent tout à coup aux médias pour essayer de convaincre l'opinion publique que les conclusions de la recherche ne sont que des âneries qui induisent tout le monde en erreur.

Les tentatives visant à discréditer les preuves et les travaux scientifiques qui pourraient avoir des implications politiques non négligeables sont aujourd'hui monnaie courante. Deux universitaires américains, Naomi Oreskes et Erik Conway, ont récemment décrit les tactiques utilisées à cet effet dans leur livre intitulé *Merchant of Doubt : How a Handful of Scientists Obscured the Truth on Issues from Tobacco Smoke to Global Warming*⁴⁷⁹ [Les Marchands de doute. Comment une poignée de scientifiques a obscurci la vérité sur des questions allant de la fumée du tabac au réchauffement planétaire]. Souvent, ce sont les mêmes personnes qui tirent les ficelles dans des domaines assez divers. Leur technique consiste à donner l'impression que des domaines essentiels de la science affectant les politiques publiques prêtent le flanc à la controverse, bien après que les implications de la science soient devenues limpides. Par conséquent, la réponse des autorités face à divers problèmes s'est parfois fait attendre : c'est le cas des pesticides, du marketing du tabac, des pluies acides, du trou dans la couche d'ozone, de l'exposition à la fumée secondaire et, bien entendu, du réchauffement de la planète. Comme par hasard, et c'est une caractéristique de ces « marchands de doute », l'une des attaques lancées contre notre livre a été rédigée par la même personne qui s'est récemment fendue d'une diatribe contre le contrôle du tabac et les preuves scientifiques établissant sans aucun doute possible que le tabagisme passif est mauvais pour la santé. L'interdiction de fumer dans les lieux publics est aujourd'hui appliquée en Écosse, dans certaines parties des États-Unis, au Canada, en Italie, en Irlande, en Angleterre, etc. Dans tous ces lieux, cette mesure a été suivie d'une baisse des taux de mortalité et a sauvé des milliers de vies. Heureusement, ce n'est probablement pas à la lumière des travaux de ce triste sire que l'on prendra la décision de la remettre en cause.

Pourquoi les attaques sans objet ne passent pas le test

Sur le site de l'Equality Trust, nous avons publié une réfutation point par point de toutes les critiques formulées par les associations américaines The Tax Payers' Alliance [Association des contribuables], The Democratic Institute et le Policy Exchange⁴⁸⁰. Vu l'aspect fastidieux de cet exercice, nous nous contenterons dans ce chapitre de vous livrer les traits principaux de ces critiques et de nos réponses.

Dans une large mesure, la stratégie de nos détracteurs a consisté à traiter les relations entre l'inégalité et les problèmes sociaux que nous mettons en évidence comme si nous étions les seules personnes à jamais avoir émis l'idée de ces liens. Ils poursuivent en essayant de contester une par une les relations que nous montrons dans nos graphiques, sous-entendant qu'elles ne sont qu'une combinaison de coups de chance statistiques extraordinaires et procèdent d'une sélection astucieuse de pays ou de choix délibérés faits pour correspondre à notre thèse. Ils soutiennent par exemple que les États-Unis devraient être exclus d'une analyse, le Japon ou les pays scandinaves d'une autre, ou qu'une autre relation disparaît si l'on ajoute les pays pauvres, etc.

Indépendamment de ses mérites, cette stratégie se traduit par le fait que ces critiques sont essentiellement fragmentaires et sans rapport avec les nombreuses autres démonstrations de relations identiques dans diverses configurations et publiées dans des revues scientifiques par d'autres chercheurs. Dans la mesure où sont parus dans des revues universitaires approuvées par des pairs quelque deux cents articles testant la relation entre l'inégalité de revenus et la santé dans toutes sortes de configurations⁴⁸¹, sans compter plus d'une cinquantaine d'articles sur la violence et l'inégalité^{482, 483, 484} et un certain nombre d'articles sur l'inégalité en relation avec la confiance et le capital social^{485, 486}, il est devenu extrêmement difficile d'affirmer que ces relations n'existent pas. Et ceux qui le font sont presque toujours ceux à l'origine des attaques de nature politique plutôt que ceux qui émettent des critiques de nature académique.

Le débat académique entre ceux qui connaissent la littérature dans ce domaine porte aujourd'hui essentiellement sur les interprétations qu'il convient de faire de ces relations. C'est pourquoi nous abordons les forces et les faiblesses d'interprétations alternatives possibles (chapitre 13), avant de conclure que ces relations ne peuvent que traduire les dommages causés par l'inégalité. À quelques exceptions près, nous avons soumis à l'examen des pairs et publié dans des revues scientifiques pratiquement tout ce qui est expliqué dans ce livre. Quelles sont donc ces critiques et comment y répondons-nous ?

Sélectionner et choisir ?

*Certains critiques ont laissé entendre que nous nous montrons sélectifs dans le choix des problèmes sanitaires et sociaux que nous examinons*⁴⁸⁷.

Pourquoi l'égalité est meilleure pour tous ne prétend pas apporter une explication à tous les types de problèmes sociaux : nous proposons une théorie qui concerne spécifiquement les problèmes ayant un gradient social, c'est-à-dire ceux qui sont d'autant plus fréquents que l'on descend dans l'échelle sociale. Pour prendre un contre-exemple, nous ne nous attendons pas à ce que la consommation d'alcool augmente avec l'inégalité. En effet, dans la plupart des pays, la consommation d'alcool n'augmente pas au fur et à mesure que l'on descend dans l'échelle sociale. Par contre, l'abus d'alcool (comme le *binge drinking*^{**} ou l'alcoolisme) a un gradient social, et les décès de maladies hépatiques causées par l'alcool sont plus fréquents dans les États américains plus inégalitaires⁴⁸⁸. Nous avons également mis en évidence que les taux de mortalité liés au cancer du sein ou de la prostate, qui ne tendent pas à être plus fréquents au fur et à mesure que l'on descend dans l'échelle sociale, n'ont aucun lien avec l'inégalité⁴⁸⁹. En revanche, les décès causés par les maladies cardiaques ont un gradient social marqué.

La raison pour laquelle nous avons inclus – au chapitre 2 – une analyse de la relation entre l'indice Unicef du bien-être des enfants – celui concernant les pays riches – et l'inégalité de revenus était de montrer que nos résultats ne proviennent pas d'une sélection de problèmes qui conforterait notre thèse. L'indice Unicef comprend quarante aspects distincts du bien-être des enfants pour lesquels nous n'avons aucune prise sur la sélection, mais il se comporte exactement comme notre indice des problèmes sanitaires et sociaux : il laisse apparaître des relations fortes entre l'inégalité de revenus, mais aucune avec le revenu national moyen.

Quels pays ?

*Certains critiques ont aussi suggéré que nous avons sélectionné arbitrairement des pays pour mieux servir notre thèse et que nous aurions dû en inclure davantage, notamment des pays plus pauvres*⁴⁹⁰⁻⁴⁹¹.

Le choix des pays apparaissant dans nos analyses résulte de l'application d'un ensemble de critères stricts. Notre source était la Base de données des indicateurs du développement dans le monde, compilée par la Banque mondiale et datant d'avril 2004. Nous avons pris les cinquante pays les plus riches à propos desquels la Banque publie des chiffres sur le produit national brut par habitant. Elle les classe selon la « méthode Atlas » afin de les placer dans les catégories de revenus faible, moyen et élevé. Nous avons exclu de cette liste les pays qui ne disposent pas de données mondialement comparables sur l'inégalité de revenus et ceux dont la population est inférieure à trois millions de personnes (pour éviter les paradis fiscaux). Nous sommes ainsi parvenus à un groupe de vingt-cinq pays riches. Nous avons examiné exclusivement les pays riches, non pas parce que ces relations n'existent que chez eux, mais parce qu'ils sont situés sur la partie aplatie de la courbe de la figure 1.1 (p. 27), dans sa partie supérieure droite, là où l'espérance de vie ne dépend plus des écarts en matière de produit national brut par habitant et où il est donc plus aisé de distinguer les effets des niveaux relatifs et absolus de revenus.

Si nous avons inclus des pays pauvres dans notre étude, deux problèmes se seraient posés. Premièrement, il est très rare que les pays beaucoup plus pauvres publient des données comparables sur les grossesses précoces, les maladies mentales, la mobilité sociale, la cohésion sociale, etc. Deuxièmement, si nous avons inclus des pays dans lesquels de nombreuses personnes ne disposent toujours pas de ressources matérielles adéquates – ce qui signifie que l'augmentation du PIB par habitant conserve toute son importance –, nous aurions dû contrôler statistiquement la transformation logarithmique du PIB par habitant pour mettre en évidence l'effet de l'inégalité. Cette option aurait donc fortement compliqué notre ouvrage pour un gain très limité, alors que nous espérons que ce livre puisse être compris par un large public. Par ailleurs, l'inclusion de pays plus pauvres n'aurait pas changé grand-chose à nos résultats. Les études consacrées à l'espérance de vie, à la mortalité infantile et au taux d'homicide (sujets pour lesquels il existe des données relatives aux pays plus pauvres) montrent que l'égalité accrue est bénéfique à tous les niveaux du développement économique^{492, 493}.

Si nous avons choisi les pays en fonction du fait que leurs données sur tel ou tel problème social confortaient notre thèse, comme le suggèrent nos détracteurs, notre livre n'aurait été qu'un exercice vain. Bien au contraire, nous avons mis un point d'honneur à n'utiliser que les données provenant des sources les plus fiables et nous avons sélectionné autant de données que possibles concernant nos vingt-cinq pays, avec leurs bons et leurs mauvais côtés. Par exemple, nous avons inclus Singapour dans notre analyse de la mortalité infantile alors que ce pays est un cas marginal : sa mortalité infantile est la plus faible du monde alors qu'il compte parmi les pays les plus inégalitaires de notre corpus de données (figure 6.4, p. 86).

Si nous avions montré les graphiques de données collectés par d'autres chercheurs, nous aurions été bien souvent en mesure de présenter des associations avec l'inégalité encore plus solides et plus spectaculaires que celles montrées dans le livre^{494, 495}. Mais, dans ce cas, nous aurions nécessairement cité des groupes de pays différents abordés dans des études recourant à des mesures différentes de l'inégalité de revenus, auquel cas la comparabilité de nos chiffres aurait pu être mise

sur la sellette à juste titre. Or, notre objectif était justement de montrer que les données relatives à un éventail assez large de problèmes pointaient toutes dans la même direction. Nous voulions analyser chaque problème sanitaire et chaque problème social en utilisant les mêmes mesures de l'inégalité dans le même ensemble de pays et, ensuite, pour nous assurer de la validité de nos résultats, vérifier nos conclusions en répétant l'exercice sur les cinquante États américains.

Par conséquent, notre livre s'efforce de montrer les relations entre l'inégalité de revenus et divers problèmes sanitaires et sociaux de façon aussi simple et transparente que possible. Les graphiques en nuage peuvent être compris sans aucune connaissance en mathématiques ou en statistiques. La plupart des lecteurs n'ont aucune raison d'avoir le sentiment qu'il existe de quelconques zones d'ombre qui les laisseraient dans l'incertitude. Cela dit, ceux qui le souhaitent trouveront des données et des détails statistiques supplémentaires sur notre site : www.equalitytrust.org.uk.

Différences culturelles ?

Certains ont laissé entendre que les relations que nous montrons reflètent des différences entre les cultures nationales et ne résultent pas de l'inégalité⁴⁹⁶.

Cette critique a pris deux formes distinctes. Dans la première, il est suggéré que les écarts de revenus expriment des différences culturelles sous-jacentes. Ce sont ces dernières qui seraient les véritables déterminants des problèmes sanitaires et sociaux que nous analysons. Dans la seconde, il serait question d'exclure certains pays de certaines de nos analyses parce qu'ils se distinguent des autres sur le plan culturel.

Très bien, mais les cultures nationales varient sur une infinité de critères quantitatifs et qualitatifs, elles ne se classent pas de la meilleure à la pire sur une échelle unique, comme le fait l'inégalité. Au chapitre 13, nous évoquons le gigantesque fossé culturel qui sépare la Suède du Japon, deux pays qui ont des résultats absolument excellents dans nos analyses mais qui sont deux mondes opposés à l'aune de la participation des femmes dans la population active et dans la politique, ou de la domination du noyau familial. En outre, leurs faibles écarts de revenus résultent de la redistribution, pour la Suède, et d'écarts resserrés des revenus avant impôts et prestations sociales, dans le cas nippon.

Prenons un cas inverse. L'Espagne et le Portugal sont très proches culturellement. Ils sont restés sous le joug d'une dictature jusque dans les années 1970. Pourtant, nous l'avons vu tout au long de ce livre, le Portugal est désormais beaucoup plus inégalitaire que l'Espagne et souffre beaucoup plus de la plupart des problèmes sanitaires et sociaux évoqués. Il s'avère donc que les différences culturelles (Suède et Japon) ne génèrent pas forcément des résultats différents dans nos analyses et que les similarités culturelles (Espagne et Portugal) n'entraînent pas forcément des performances du même tonneau. L'important réside dans l'ampleur des différences de revenus indépendamment, en quelque sorte, des autres aspects d'une culture.

De surcroît, nous savons qu'au cours de la seconde moitié du XX^e siècle, les États-Unis et le Japon ont échangé leurs positions dans le classement mondial de l'espérance de vie et de l'inégalité de revenus. Dans les années 1950, les États-Unis étaient plus égalitaires que le Japon et la santé publique y était meilleure. Mais, au fur et à mesure que les États-Unis sont devenus inégalitaires, le Japon a suivi le chemin inverse, et l'espérance de vie japonaise a fini par dépasser celle des États-Unis, devenant la meilleure du monde. Si la culture a plus de poids que l'inégalité, qu'est-ce qui explique que la pléthore de changements culturels intervenus dans ces deux nations n'ait aucunement altéré la relation entre la charge des problèmes sanitaires et sociaux et l'inégalité de revenus dans chacun de ces pays ?

Plus on réfléchit à la thèse voulant que les relations que nous montrons ne sont qu'un mirage créé par une sorte de dimension sous-jacente de la différence culturelle, moins elle semble plausible. Cette dimension inconnue de la culture devrait non seulement être la cause de la mauvaise santé physique et mentale, des brimades en milieu scolaire, d'un emprisonnement plus punitif, de l'obésité, des grossesses précoces et ainsi de suite, mais elle devrait l'être aussi en proportion de l'ampleur de l'inégalité de revenus.

Dans la deuxième forme de la critique émise, la notion de différence culturelle est aussi utilisée pour justifier la suppression de certains pays situés à l'une ou l'autre extrémité de nos analyses au motif qu'ils sont « culturellement différents » des autres. Par exemple, certains ont fait valoir qu'il fallait exclure les pays scandinaves ou anglo-saxons ou parfois même ces deux groupes de pays⁴⁹⁷.

Des suppressions aussi massives dissimuleraient des informations cruciales, ce qui donnerait l'impression qu'il est possible d'expliquer pourquoi certains pays anglo-saxons font mieux dans certaines mesures sociales que d'autres (pourquoi les États-Unis, par exemple, souffrent davantage de maladies mentales et de grossesses précoces que le Royaume-Uni, qui, à son tour, souffre plus de ces deux phénomènes que la Nouvelle-Zélande – étant entendu que tous les États américains sont anglophones). Plus fondamentalement, les cultures nationales sont elles-mêmes fortement déterminées par l'inégalité à cause de ses effets corrosifs sur la confiance, la cohésion et la vie collective.

Cas particuliers et statistiques

Certains critiques ont suggéré que les relations que nous montrons dépendent de « cas particuliers⁴⁹⁸ ».

Au-delà de l'exclusion de certains pays pour des raisons culturelles, l'exclusion pour des raisons purement statistiques a aussi été avancée. Certains pays seraient des « cas particuliers ». Dans tous les graphiques de notre livre, un cas particulier est un pays ou un État américain qui apparaît très éloigné de la ligne « la mieux ajustée ». De bons exemples sont Singapour dans la figure 6.4, page 86 (qui représente la relation entre l'inégalité et la mortalité infantile), ou l'Italie dans la figure 5.1, page 70 (qui représente les niveaux de maladie mentale). Il existe des méthodes de travail établies pour calculer l'influence que peut avoir un seul point de données sur la ligne la mieux ajustée d'un graphique. En revanche, nous n'avons pas de règles statistiques strictes sur les circonstances dans lesquelles des cas particuliers devraient être laissés de côté. Nous avons décidé de garder tous les pays et les États dans nos analyses pour trois raisons. Premièrement, ils représentent une variation réelle du niveau des problèmes sanitaires et sociaux au sein des populations concernées. Deuxièmement, si l'on avait supprimé des points de données, certains auraient pu nous accuser de les avoir sélectionnés arbitrairement. Enfin, et comme nous l'avons déjà dit, nous voulions montrer l'uniformité des effets de l'inégalité sur différents problèmes au sein du même groupe de pays.

Nous ayant accusés injustement de choisir sélectivement les pays pour chaque analyse, nos critiques ont aussi essayé de discréditer certaines des relations que nous montrons en supprimant certains pays au motif qu'ils sont des cas particuliers. Par exemple, l'un de nos détracteurs a estimé que les pays scandinaves étaient des cas particuliers dans notre analyse de l'inégalité et de l'aide extérieure, mais n'a pas proposé de supprimer le Japon qui, sur ce graphique (figure 4.6, p. 110), est un cas encore plus particulier⁴⁹⁹. Supprimer les pays scandinaves ôterait à la relation toute signification statistique, mais supprimer le Japon lui rendrait tout son sens.

Ce scénario s'est reproduit concernant l'obésité. Un détracteur a estimé que nous n'aurions pas dû intégrer les États-Unis dans l'analyse parce que ce pays est un cas particulier et que, sans lui, la relation perd toute sa pertinence⁵⁰⁰. Mais la Grèce est un cas autrement plus particulier : si nous supprimons aussi la Grèce, le lien solide entre l'inégalité et l'obésité est rétabli. Concernant les enfants en surpoids, le même détracteur supprime les États-Unis mais pas le Canada, qui est, lui aussi, un cas encore plus particulier. Supprimons ces deux pays et la relation retrouve une fois de plus sa pertinence statistique.

Il va de soi que nos résultats sont parfois sensibles à certaines exclusions parce que nous nous penchons sur un nombre limité de pays. Le fait que tant de relations avec l'inégalité sont statistiquement significatives, malgré le caractère restreint des données, ne fait qu'indiquer la solidité des relations sous-jacentes.

Ces critiques des éléments de preuve qui démontrent que l'inégalité affecte le bien-être sont insuffisantes pour deux motifs : elles ne remettent nullement en cause ni les centaines d'autres analyses publiées sur la santé et l'inégalité de revenus, ni nos propres analyses des cinquante États américains. *In fine*, les exclusions suggérées ne suppriment pas les associations que nous montrons. Dans la figure 13.1 (p. 165), nous résumons la totalité de nos éléments de preuve au niveau mondial en regroupant tous les problèmes sanitaires et sociaux dans un seul indice. Il serait possible d'en exclure la Suède, la Norvège, la Finlande, le Japon, les États-Unis et le Royaume-Uni, c'est-à-dire tous les pays les plus égalitaires et les moins égalitaires, nous pourrions toujours observer une

relation très significative entre la santé sociale et l'inégalité parmi les pays restants.

Pour résumer, nous sommes persuadés que nos données sont extrêmement solides. Comme nous l'avons déjà dit, certaines de ces relations ont été démontrées à de multiples reprises dans le passé par d'autres chercheurs, dans des configurations pour le moins différentes. Les rapports de recherche ont montré, par exemple, que l'inégalité de revenus est liée à la santé dans les régions russes⁵⁰¹, dans les provinces chinoises⁵⁰² ou japonaises⁵⁰³, les comtés chiliens⁵⁰⁴ ou dans des études regroupant pays riches et pauvres⁵⁰⁵. Ne doutons pas un instant que ceux qui n'apprécient pas nos conclusions seraient disposés à exclure toutes sortes de provinces, de comtés ou de pays de ces rapports.

D'autres facteurs ?

*Certains critiques suggèrent parfois que nous devrions contrôler ou prendre en considération d'autres facteurs susceptibles d'expliquer les associations entre l'inégalité de revenus et les problèmes sanitaires et sociaux, comme le revenu national par habitant, la pauvreté, l'ethnicité ou les services sociaux*⁵⁰⁶.

Nous avons choisi de ne pas tenir compte d'autres facteurs pour plusieurs raisons. Premièrement, notre souhait était de présenter l'image la plus simple et la plus compréhensible de la corrélation entre l'inégalité de revenus et les problèmes sanitaires et sociaux. Nous voulions que les lecteurs puissent se faire une idée par eux-mêmes de la solidité de cette relation. Deuxièmement, l'analyse épidémiologique repose sur un principe méthodologique fondamental qui consiste à ne pas contrôler les facteurs qui font partie de la chaîne causale. En l'espèce, ces facteurs sont ceux qui expliquent *comment* l'inégalité cause un problème particulier. Si nous pensons par exemple – ce qui est notre cas – que les sociétés plus inégalitaires sont en moins bonne santé parce que les mauvaises relations sociales augmentent le stress chronique, nous devrions nous montrer prudents en analysant cette chaîne causale particulière. Il pourrait suffire d'inclure des mesures de la confiance et de la cohésion sociale dans un modèle statistique pour faire disparaître l'association entre inégalité de revenus et santé⁵⁰⁷, bien qu'il soit probable que l'inégalité cause une dégradation sanitaire *parce qu'elle* engendre des fractures sociales. Troisièmement, l'inclusion de facteurs qui sont sans relation avec l'inégalité ou avec n'importe quel problème ne servirait qu'à créer un « bruit » inutile et serait méthodologiquement erronée.

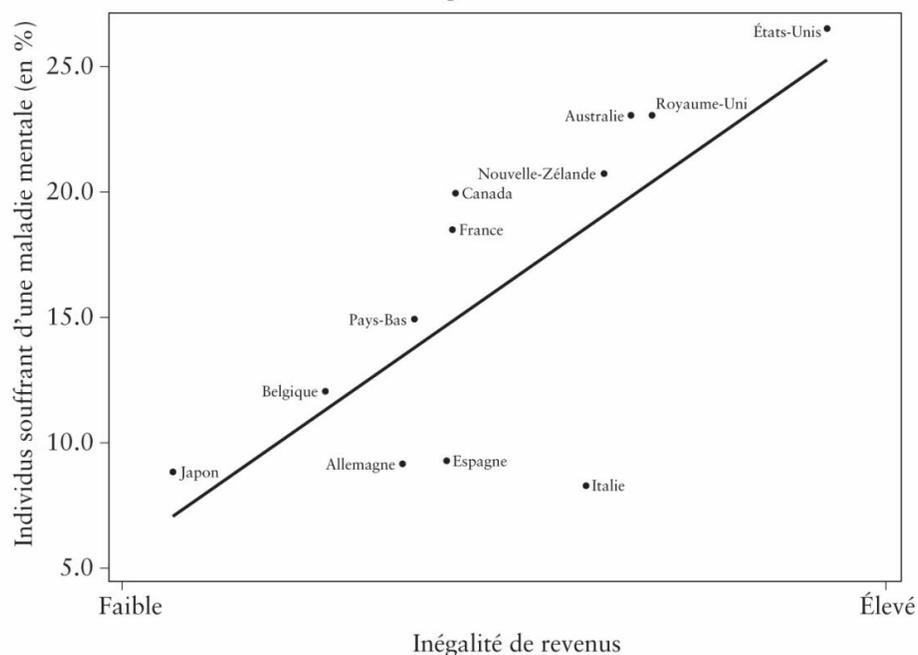
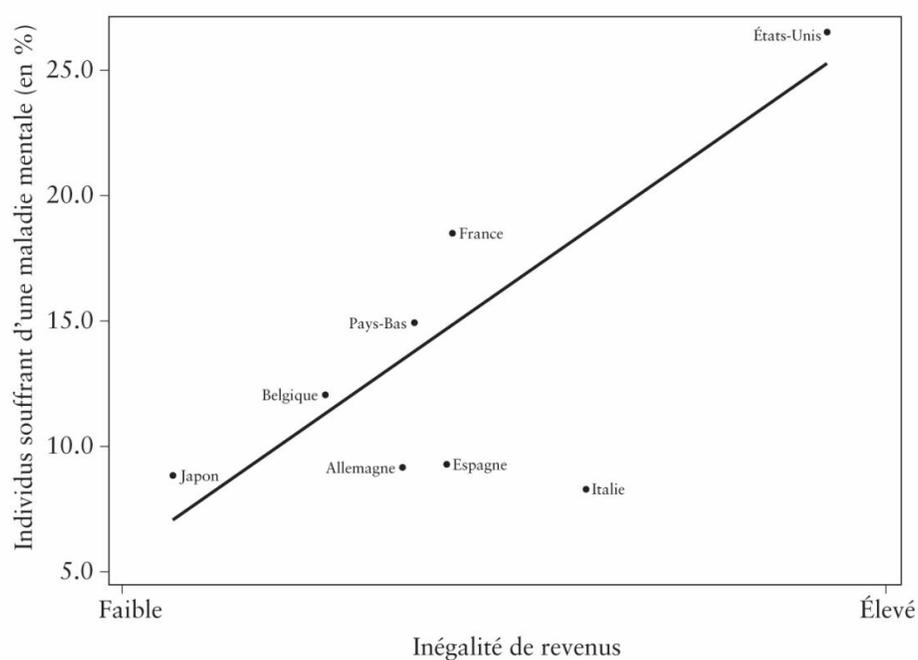
De toute façon, beaucoup d'autres études sur la santé et l'inégalité de revenus *ont contrôlé* la relation avec la pauvreté, le revenu moyen ou le revenu individuel. D'autres encore ont investigué consciencieusement les interactions entre l'inégalité de revenus et les dépenses publiques, entre le capital social et la composition ethnique des populations. Nous les avons évoquées dans le chapitre 13 et nous reviendrons sur certaines d'entre elles dans la section ci-dessous, qui traite des avancées récentes de la recherche.

Un point ne saurait être trop souvent rappelé : les relations entre l'inégalité et divers problèmes sanitaires et sociaux ne peuvent pas être réduites aux effets directs des niveaux de vie matériels indépendamment de l'inégalité. Personne ne doute que la santé est compromise lorsqu'une fraction importante de la population des pays pauvres n'a pas accès aux biens de première nécessité. En revanche, quand il s'agit d'expliquer pourquoi la santé s'améliore au fur et à mesure que l'on remonte sur l'échelle sociale, même dans les pays riches (voir figure 1.4, p. 31), les causes sont moins claires. Le concept de « néomatérialisme » a été inventé pour riposter contre les explications psychosociales de cette tendance. L'idée était que la santé pouvait continuer à bénéficier de niveaux plus élevés de confort et de luxe sur l'ensemble de l'échelle sociale. Même en supposant que ce soit vrai, cette thèse ne pourrait pas expliquer pourquoi les sociétés plus égalitaires sont en meilleure santé. La figure 1.3 (p. 31) montre que l'espérance de vie n'est plus sensible aux niveaux de vie dans les pays riches. La figure 2.3 (p. 36) montre que notre indice des problèmes sanitaires et sociaux obéit aussi à ce constat, et la figure 2.7 (p. 57) montre que l'indice Unicef du bien-être des enfants se trouve dans le même cas. Le chapitre 6 examine diverses études qui ont contrôlé non seulement la pauvreté, mais aussi l'effet du revenu de chaque personne sur la santé, et qui ont ensuite analysé un effet éventuel de l'inégalité. Nous évoquons un autre passage en revue de ce type d'études plus loin. Même s'il est aisé de revenir à l'idée conventionnelle voulant que le confort matériel a une

importance fondamentale et doit expliquer d'une manière ou d'une autre tout ce que nous attribuons à l'inégalité, nous devons garder à l'esprit que cette conception des choses va à l'encontre d'un ensemble imposant de preuves.

En avoir le cœur net

L'une des grandes forces des éléments probants que nous présentons dans ce livre tient à leur remarquable cohérence. Ils nous présentent une image cohérente à deux égards. Presque tous les problèmes sanitaires et sociaux liés au statut social manifestent la même tendance à l'aggravation quand les écarts de revenus sont plus marqués. Mais il y a plus : les données sont aussi cohérentes concernant *chacun* des problèmes sanitaires et sociaux que nous examinons. Par exemple, lorsque nous avons vu que les sociétés plus inégalitaires souffraient d'une prévalence plus forte de l'obésité (chapitre 7), nous nous sommes dit que la consommation calorique par personne serait aussi plus élevée ; et c'est effectivement ce que les preuves scientifiques ont démontré⁵⁰⁸. Autre cas de figure, quand nous avons remarqué que les résultats scolaires étaient moins bons dans les sociétés plus inégalitaires, nous avons aussi observé que la proportion de jeunes gens en situation d'abandon scolaire, au chômage ou qui ne suivaient plus de formations était plus élevée⁵⁰⁹.



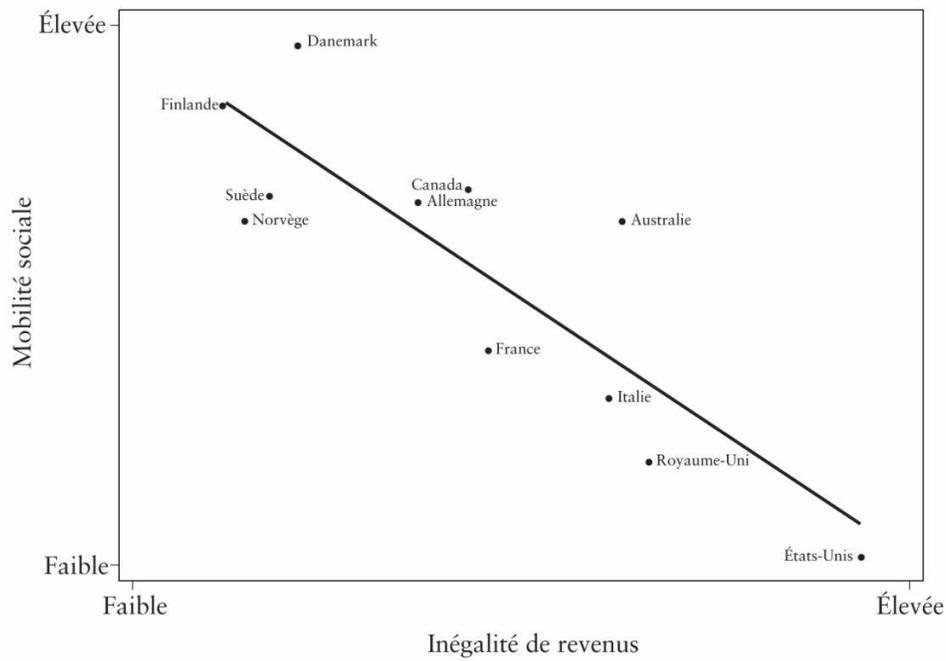
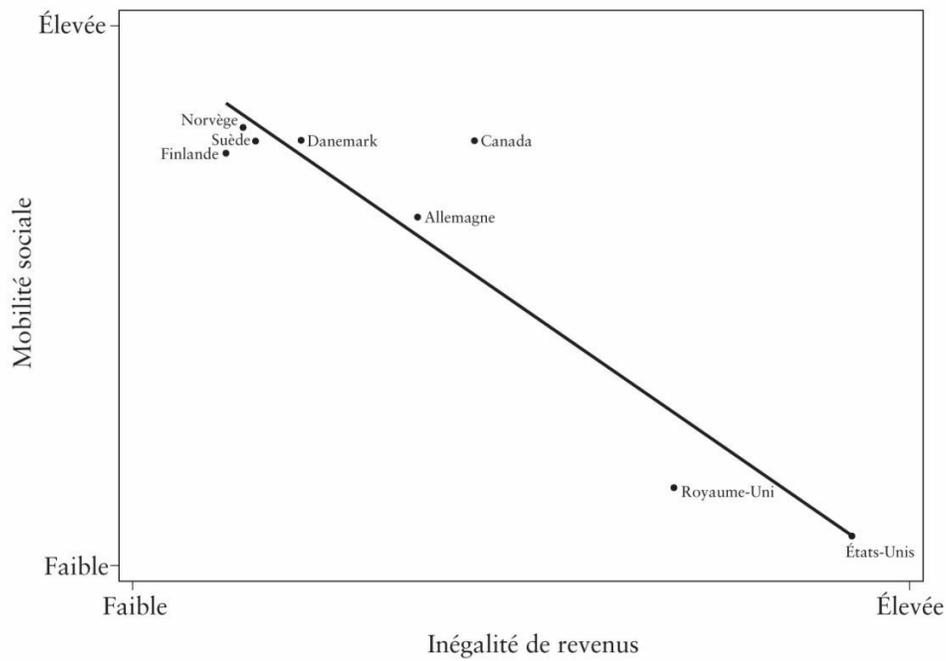
Figures 17.1 et 17.2 La relation entre l'inégalité de revenus et la maladie mentale dans huit pays

riches (figure 17.1) a été confirmée par la mise à disposition de nouvelles données concernant quatre pays supplémentaires (figure 17.2).

Au chapitre 11, nous avons affirmé que le caractère plus punitif des peines d'emprisonnement était le principal facteur expliquant pourquoi les taux d'emprisonnement sont beaucoup plus élevés dans les sociétés inégalitaires. Depuis la publication, nous avons enquêté pour savoir si cette thèse s'appliquait aussi aux enfants. Nous avons découvert que l'âge de la responsabilité pénale tend à être plus bas dans les sociétés plus inégalitaires, si bien que les enfants sont susceptibles d'y être jugés comme des adultes.

Pour apprécier la validité d'une théorie scientifique, de n'importe quelle théorie à vrai dire, le meilleur critère est de savoir si cette théorie est en mesure de formuler des prévisions sur des faits encore inconnus et vérifiables ultérieurement. Nous avons déjà évoqué des exemples de prévisions exactes (p. 122) formulées sur la base de notre théorie soutenant que l'inégalité accrue aggrave les problèmes qui ont un gradient social. Nous pouvons attirer l'attention sur deux autres exemples portant sur des relations initialement très peu documentées. En 2006, lorsque nous avons tout d'abord examiné la relation entre l'inégalité de revenus et les niveaux de maladie mentale, l'Organisation mondiale de la santé ne publiait les estimations mondialement comparables de la maladie mentale que sur huit pays riches et développés⁵¹⁰. Quand nous avons nous-mêmes publié l'analyse préliminaire dans une revue spécialisée, des critiques ont soutenu que nos conclusions étaient liées au niveau élevé de l'inégalité et de la maladie mentale aux États-Unis. Mais, au moment de la première publication de ce livre, des données comparables relatives à la maladie mentale étaient devenues disponibles concernant quatre pays supplémentaires. Ces nouvelles données ne contredisaient pas la tendance à l'aggravation de la maladie mentale dans les pays plus inégalitaires. Bien au contraire, elles corroboraient cette relation et comblaient certaines lacunes de cette thèse (nous renvoyons ici aux figures 17.1 et 17.2, p. 427). Les taux de maladie mentale de ces nouveaux pays se situaient là où leurs niveaux d'inégalité le laissaient supposer.

Ce scénario s'est reproduit concernant les mesures de la mobilité sociale. Lors de la première publication de *Pourquoi l'égalité est meilleure pour tous*, les mesures comparables de la mobilité sociale n'étaient disponibles que pour huit pays. Certains critiques en ont profité pour soutenir que la relation que nous mettions en évidence entre l'inégalité et la faiblesse de la mobilité sociale était fallacieuse parce que nous avions trop peu de pays pour justifier une analyse. Si nous l'avons publiée, alors que nous n'avions au départ que des données sur huit pays, c'était non seulement parce que la relation était significative au plan statistique, mais aussi parce que les rapports de recherche montraient que la mobilité s'affaiblit quand les écarts de revenus se creusent, et qu'il semblait plausible que des écarts de revenus plus importants tendent à affaiblir la mobilité sociale. Depuis la publication de ce livre, de nouvelles données sur la mobilité sociale ont été publiées sur trois pays⁵¹¹. Comme le montrent les figures 17.3 et 17.4, les données sur ces pays supplémentaires complètent et confortent l'estimation de l'impact de l'inégalité sur la mobilité sociale, et confirment par ailleurs nos conclusions initiales.



Figures 17.3 et 17.4 La relation entre l'inégalité de revenus et la mobilité sociale dans huit pays riches (figure 17.3) a été confirmée par la mise à disposition de nouvelles données concernant trois pays supplémentaires (figure 17.4).

Nouvelles preuves

Taux de mortalité/Auto-évaluation de la santé

Depuis que nous avons terminé l'écriture de *Pourquoi l'égalité est meilleure pour tous*, au printemps 2008, de très nombreuses études ont été publiées sur les relations entre l'inégalité et la santé. Neuf d'entre elles se penchent expressément sur des pays riches et développés⁵¹²⁻⁵¹³. Bien que l'auto-évaluation de la santé permette de prédire la longévité dans un pays, les comparaisons entre pays montrent que la santé auto-évaluée est meilleure dans les pays où l'espérance de vie est plus faible : par conséquent, plutôt que de contredire la relation entre inégalité accrue et moins bonne santé, les études sur l'auto-évaluation de la santé nous livrent des éléments d'information sur la *perception* que les gens ont de leur santé⁵¹⁴⁻⁵¹⁵.

Pourquoi la santé auto-évaluée n'est-elle pas liée au niveau réel de la santé dans les comparaisons entre pays ? Se pourrait-il que dans les sociétés plus inégalitaires, où la compétition autour des questions de statut social est plus vive, affirmer que l'on a une excellente ou une très bonne santé s'inscrive dans le maintien d'une image de soi plus résiliente ? Nous en sommes réduits aux hypothèses. Ces questions montrent, quoi qu'il en soit, combien il est important d'utiliser des mesures objectives des problèmes sanitaires et sociaux quand on procède à des comparaisons entre pays.

Trajectoires causales

Trois nouveaux éléments probants supplémentaires ont fait leur apparition récemment. Ils nous en disent plus long sur le fonctionnement de la relation entre l'inégalité de revenus et la santé. Le premier est un compte rendu de ce qu'on appelle des études « multiniveaux » publié dans le *British Medical Journal*⁵¹⁶. Ces études multiniveaux examinent les revenus et la santé en deux étapes. Premièrement, elles analysent la relation entre les revenus et la santé de chaque personne. Deuxièmement, elles contrôlent s'il existe un effet supplémentaire de l'inégalité dans chaque société dans son ensemble. Ce compte rendu regroupe des données provenant de vingt-six études multiniveaux contenant des données individuelles sur plus de 60 millions de personnes. Il montre, sans équivoque possible, que l'inégalité génère un effet dommageable sur la santé qu'il n'est pas possible d'attribuer à la richesse ou à la pauvreté en termes absolus. Il conclut que, même après avoir contrôlé les revenus individuels (pauvreté comprise) ou l'éducation, la réduction de l'inégalité dans les seuls pays de l'OCDE permettrait de prévenir annuellement près d'un million et demi de décès (quasiment un décès sur dix chez les adultes âgés de 15 à 60 ans). Cette estimation est probablement prudente parce que le contrôle des revenus individuels englobe forcément celui du statut social individuel, lequel affecte la santé et joue un rôle crucial en matière d'inégalité.

Le deuxième élément probant nouveau est une étude publiée dans *Social Science and Medicine*. Elle enrichit le nombre restreint d'études observant l'évolution de l'inégalité et de la santé au cours du temps. L'espérance de vie continue d'augmenter partout dans le monde, mais cette étude a montré que l'espérance de vie a moins progressé dans les États américains où l'inégalité a le plus augmenté entre 1970 et 2000 que dans les autres États⁵¹⁷.

Enfin, le troisième élément probant nouveau est une étude publiée dans *The American Journal of Public Health*. Elle teste dans quelle mesure le lien entre inégalité de revenus et santé résulte de différents niveaux de confiance ou de différents niveaux de dépenses publiques dans les services de santé⁵¹⁸. Cette étude confirme nos suggestions énoncées au chapitre 6. Les niveaux de confiance font

partie intégrante de l'explication, tandis que les dépenses en matière de soins de santé n'ont rien à y voir. Des écarts de revenus importants sapent la confiance, ce qui semble compromettre le vieillissement en bonne santé.

Amitié et santé

Tout au long de *Pourquoi l'égalité est meilleure pour tous*, nous parlons de l'importance cruciale des relations sociales pour la santé et le bien-être de tous. Nous montrons que les inégalités de revenus très marquées effilochent le tissu social, pourtant si essentiel à la bonne santé des sociétés. En 2010, une nouvelle analyse de grande envergure des éléments de preuve, passant au crible près de 150 études, a confirmé l'influence significative des relations sociales sur la santé⁵¹⁹ : les personnes qui entretiennent des liens sociaux solides avaient moitié moins de risques de décéder pendant la période de suivi de l'étude que celles dont les liens sociaux étaient plus faibles. Les auteurs du rapport ont découvert que l'influence des relations sociales sur la survie est au moins aussi importante que celle du tabac, et beaucoup plus importante que la consommation excessive d'alcool, l'activité physique ou l'obésité. Les effets sont plus évidents encore quand les chercheurs regroupent les mesures de divers types de relations comme la situation matrimoniale, le sentiment de solitude, la taille du réseau social, la participation aux activités sociales, etc.

Violence

Comme nous l'avons décrit au chapitre 10, il existe un corpus homogène d'éléments probants sur l'inégalité de revenus et la violence. Des études plus récentes confirment encore et toujours ce lien. Une étude portant sur trente-trois pays, publiée en 2010, a aussi mis en évidence que la cohésion sociale – mesurée par les niveaux de confiance – semble constituer le lien causal entre l'inégalité de revenus et les taux d'homicide et que ce n'est pas le cas des dépenses publiques en matière de santé et d'éducation⁵²⁰.

Martin Daly de l'université McMaster, au Canada, a publié une analyse destinée à savoir si la relation entre l'inégalité et la violence dans les cinquante États américains pourrait trouver son origine, comme le suggèrent certains, dans la « culture sudiste » ou dans l'ethnicité, plutôt que dans l'inégalité. M. Daly a démontré le contraire : la violence est liée à l'inégalité dans les états du Nord comme dans ceux du Sud considérés séparément, et les taux de violence augmentent en fonction de l'inégalité, que les auteurs d'actes violents soient Noirs ou Blancs⁵²¹.

Quand nous avons écrit *Pourquoi l'égalité est meilleure pour tous*, nous n'avions connaissance d'aucune autre étude sur l'inégalité de revenus et les conflits impliquant des enfants. Une étude récente portant sur trente-sept pays constate davantage de brutalité dans les pays plus inégalitaires, mais ni cet élément ni les écarts de richesses entre familles n'ont pu dissimuler les effets de l'inégalité de revenus⁵²².

Égalité et durabilité

Les questions étroitement liées que constituent l'égalité, la justice sociale, la durabilité et l'équilibre économique font désormais l'objet d'une grande attention partout dans le monde. Certaines organisations de défense de l'environnement comme Les Amis de la Terre et le Fonds mondial pour la nature font à présent campagne sur les questions liées à l'inégalité, y compris les droits de l'homme et la répartition équitable des ressources naturelles. Quant aux Verts britanniques, ils ont placé l'égalité économique au cœur de leur manifeste électoral en 2010.

Les éléments qui démontrent que les sociétés plus égalitaires ont des empreintes carboniques plus faibles et sont mieux en mesure de relever les défis du changement climatique continuent de s'accumuler. Les pays plus inégaux ont des empreintes écologiques plus élevées, produisent plus de déchets, consomment plus d'eau, et les distances parcourues en avion par habitant y sont plus importantes également⁵²³. Il semblerait que ce soit dû au fait que les sociétés égalitaires suscitent un sentiment de responsabilité collective plus fort, un aspect crucial pour l'action politique contre le changement climatique. Les chefs d'entreprises des pays égalitaires sont plus enclins à accepter que leurs gouvernements agissent dans le sens des accords internationaux sur l'environnement que leurs homologues dans les pays inégalitaires⁵²⁴. De grands spécialistes des sciences politiques affirment aujourd'hui que les inégalités mondiales entravent la coopération en matière de lutte contre le changement climatique⁵²⁵.

Inégalité, marché et démocratie

Le poids des preuves scientifiques – les nôtres comme celles de beaucoup d'autres – et leur accumulation rapide et permanente confèrent au lien entre inégalité de revenus et dysfonctionnement sociétal un caractère inéluctable. Mais attention, la critique infondée et politiquement motivée peut brouiller les cartes et laisser à l'opinion publique l'impression que les preuves scientifiques ne sont pas si claires que cela. Imaginez que quelqu'un affirme – sans aucune justification – que les sciences du climat n'ont pas tenu compte, par exemple, des effets de la variation de la salinité sur les océans. Incapable d'évaluer cette hypothèse, le profane pourrait supposer que ce facteur est important et qu'il n'a peut-être pas reçu l'attention qu'il méritait.

Il ne faut pas non plus se fier aux discussions apparemment « équilibrées » dans les médias, même dans les domaines scientifiques où l'accumulation d'éléments probants ne laisse pas vraiment place au doute. Si 98 % des spécialistes scientifiques du changement climatique s'accordent sur un point, par exemple, et que les 2 % restants sont en désaccord avec eux, inviter une personne de chaque camp à une émission d'actualités ou à un débat public peut donner à l'opinion le sentiment que le point est beaucoup plus controversé qu'il ne l'est en réalité. Seuls les téléspectateurs ou les lecteurs particulièrement assidus ou motivés seront capables d'étudier la question en détail. Au lieu de prendre en considération nos réponses aux attaques politiques contre nos travaux, il faut s'attendre à ce que les opposants à l'égalité accrue se réjouissent que la question soit devenue « controversée » et qu'elle puisse être ignorée, purement et simplement.

La meilleure tactique, dans ce cas de figure, consiste peut-être à s'attaquer aux convictions qui sous-tendent les attaques. Dans *Les Marchands de doute*, Oreskes et Conway affirment que la défense d'une sorte de fondamentalisme du libre marché est très probablement le motif le plus plausible qui explique pourquoi les mêmes individus et les mêmes institutions prennent souvent part aux attaques sur la recherche dans des domaines aussi variés que le contrôle du tabac ou les preuves du changement climatique. Au-delà de la défense du libre marché, ces personnes s'imaginent aussi lutter contre le dirigisme et défendre la démocratie⁵²⁶. Soyons clairs, ce sont des convictions de cet ordre qui guident les attaques contre les preuves des effets négatifs de l'inégalité sur la société.

Si là se trouve la vraie motivation, elle se fonde sur une idée contraire à la vérité. L'inégalité accrue *renforce* le besoin d'un État dirigiste, puisqu'il faut plus de forces de police, plus de prisons, plus de services sanitaires et sociaux de toutes sortes. La plupart de ces services coûtent chers et ne sont que partiellement efficaces. Si nous continuons à tolérer les inégalités criantes que génèrent les problèmes que ces services sont censés résoudre, nous pouvons être certains que nous en aurons besoin pour l'éternité. Plusieurs États américains dépensent davantage pour leurs prisons que pour leur enseignement supérieur. En fait, la réduction des inégalités est l'un des moyens les plus efficaces et les plus humains de réduire l'intervention gouvernementale. De même, il est tout aussi erroné de croire que l'égalité accrue ne peut être obtenue qu'à travers une augmentation des impôts et des prestations sociales, hypothèse qui a probablement poussé The Tax Payers' Alliance [Association des contribuables] à publier sa critique contre *Pourquoi l'égalité est meilleure pour tous*. Nous nous sommes justement efforcés d'indiquer (voir chapitre 13) que certains pays sont plus égalitaires avec une fiscalité étonnamment faible parce que les écarts entre les revenus avant impôts y sont faibles.

Rien ne corrode plus le bon fonctionnement de la démocratie et du marché que la corruption et l'avidité sans frein. Les mesures internationales de la corruption disponibles actuellement ont été conçues à l'origine pour évaluer le niveau de corruption touchant les pays pauvres. Il n'empêche, ces mêmes mesures indiquent clairement que l'intensification de la corruption dans les organismes

publics et dans la société au sens large est un prix à payer dans toute société inégalitaire⁵²⁷. Nous avons constaté au chapitre 4 que la confiance et la vigueur de la vie collective sont émoussées par l'inégalité. Ce principe vaut à la fois pour la confiance entre les personnes et pour la confiance placée dans les autorités. Américains et Scandinaves n'ont pas vraiment la même attitude vis-à-vis de leur gouvernement, c'est bien connu. De plus, les données internationales et celles sur les États américains soulignent que la population a moins confiance en son gouvernement dans les pays et les États plus inégalitaires^{528, 529}. Certains éléments prouvent aussi que, dans les pays où le vote n'est pas obligatoire (en Australie, par exemple), la participation électorale est plus faible dans les sociétés plus inégalitaires⁵³⁰. Que cette tendance reflète ou non un antagonisme plus marqué et un sentiment renforcé du « eux et nous » entre les individus situés aux extrémités de l'échelle sociale, il semble évident que les inégalités trop marquées sont une menace pour la démocratie.

Certains économistes soutiennent que le marché s'apparente à un scrutin démocratique. La structure de nos dépenses serait un vote sur la manière dont il convient d'allouer nos ressources productives entre des demandes concurrentes. S'ils sont dans le vrai, une personne qui gagne vingt fois plus qu'une autre dispose donc de vingt fois plus de voix. En d'autres termes, si nos économies ont pour fonction de répondre aux besoins des êtres humains, l'inégalité la perturbe de façon manifeste. En effet, les pauvres n'ont pas les moyens de mieux se loger, leur demande de logements de meilleure qualité est donc « inopérante ». Pendant ce temps, grâce aux dépenses des riches, les rares biens de production sont consacrés à la fabrication de produits de luxe.

Inégalité, endettement et crash financier

Outre ces effets globaux que peuvent avoir les écarts de revenus lorsqu'ils sont importants, de nouvelles preuves scientifiques nous montrent à présent que l'inégalité a joué un rôle central dans les crashes financiers de 1929 et de 2008.

Nous avons signalé (p. 211, 216) que l'inégalité génère un gonflement de l'endettement. Il s'avère qu'inégalité et endettement sont intimement liés. En se basant sur des chiffres couvrant les quarante années qui vont de 1963 à 2003, Matteo Iacoviello, économiste au sein du Conseil de la Réserve fédérale et au Boston College, a récemment mis en évidence une corrélation très étroite entre l'accroissement de l'endettement et l'accroissement de l'inégalité aux États-Unis. Il conclut que l'augmentation à long terme de l'endettement ne s'explique que par l'accroissement de l'inégalité⁵³¹. À l'aide des données internationales les plus récentes de l'OCDE sur l'endettement, nous avons aussi remarqué que tant l'endettement des ménages à court terme en proportion de leur patrimoine que l'endettement public national en proportion du produit national brut sont plus élevés dans les pays plus inégalitaires⁵³².



Figure 17.5 Les crashes financiers de 1929 et de 2008 ont eu lieu aux points les plus hauts de l'inégalité (la ligne continue sur le graphique) et de l'endettement (les deux lignes discontinues)⁵³³.

Réalisé avec la collaboration de certains des économistes les plus respectés de la planète, le documentaire intitulé *The Flaw*⁵³⁴ [Le Défaut caché] relate avec brio comment l'inégalité et l'endettement croissants ont conduit aux crashes financiers de 1929 et de 2008. Ces deux

effondrements ont eu lieu aux deux points les plus hauts de l'inégalité au cours des cent dernières années, à l'issue de longues périodes pendant lesquelles l'accroissement des inégalités avait entraîné une augmentation rapide de l'endettement⁵³⁵⁻⁵³⁶. Comme le montre la figure 17.5, leurs courbes dans le temps comportent des similitudes frappantes. Robert Wade, professeur d'économie politique à la London School of Economics, estime que l'accroissement des inégalités, dans les années qui ont précédé le crash de 2008, s'est traduit par la ponction d'environ un billion et demi de dollars par an des 90 % de la population américaine les moins bien nantis vers les 10 % les plus riches⁵³⁷. En conséquence, les gens les plus riches disposaient de sommes toujours plus importantes à investir et à prêter, mais les gens qui ne faisaient pas partie de ce cercle des plus riches ont éprouvé de plus en plus de difficultés à maintenir leurs revenus relatifs ou à concrétiser leurs aspirations. Que ce soit aux yeux des spéculateurs ou de monsieur et madame tout-le-monde, l'augmentation des prix immobiliers a donné à penser que l'investissement dans ce secteur était un train à ne rater sous aucun prétexte. Les gens ont donc fait des acquisitions immobilières autant qu'ils ont pu ; ils ont contracté des hypothèques précaires au fur et à mesure que les prix montaient. Le secteur financier était tout entier absorbé par la manœuvre et la spéculation sur cet endettement. Sa part dans les bénéfices des entreprises américaines est passée de 15 % en 1980 à 40 % en 2003. Plus la bulle grossissait, plus violent serait son éclatement définitif et inévitable.

Faire fonctionner la démocratie

La réduction de l'inégalité ne saurait être une menace ni pour la démocratie ni pour le marché. Elle est bien au contraire une composante cruciale de sa préservation. L'avènement d'une société plus égalitaire bénéficierait même à ceux qui sont prêts à nier l'évidence.

Au début de ce chapitre, nous avons évoqué une étude démontrant que plus de 90 % des Américains affirment qu'ils préfèrent la vie dans une société dont la répartition des revenus est celle de la Suède à la vie dans un pays où la répartition des richesses est celle des États-Unis. Des recherches menées en Grande-Bretagne indiquent aussi que les gens estiment que les écarts de revenus devraient être plus faibles, bien qu'ils sous-estiment considérablement leur ampleur. Le monde est rempli d'individus qui ont des préférences égalitaires et un sens plus fort de la justice que nous le supposons. Ce paradoxe résulte du fait que, ces dernières décennies, ils ont été poussés à douter de la validité et de la pertinence des valeurs égalitaires. La montée des conceptions politiques et économiques néolibérales dans les années 1980 et 1990 a provoqué la disparition des idées égalitaires du débat public, et ceux qui avaient un grand sens de la justice ont bien été forcés de devenir des égalitaires inavoués.

Le temps est venu pour les égalitaristes de faire leur retour dans l'arène publique. Nos intuitions ont été validées bien au-delà de ce que la plupart d'entre nous auraient pu imaginer. Puisqu'il est démontré que peu de gens ont conscience de l'ampleur réelle de l'inégalité et de l'injustice dans nos sociétés, que rares sont ceux qui admettent les dommages importants que l'inégalité peut causer sur la plupart d'entre nous, la première tâche consiste à éduquer et à informer.

Comprendre ces questions, c'est déjà changer les attitudes des responsables politiques à l'égard de l'inégalité. En Grande-Bretagne, *Pourquoi l'égalité est meilleure pour tous* a reçu un bon accueil toutes tendances politiques confondues. Lors d'un discours important prononcé fin 2009, David Cameron, Premier ministre conservateur, a déclaré que ce livre « nous montre que, parmi les pays les plus riches, ce sont les pays les plus inégalitaires qui ont la performance la plus mauvaise, selon presque tous les indicateurs de la qualité de la vie [...] Le PIB par habitant pèse bien moins sur l'espérance de vie, le niveau de la criminalité, le degré d'alphabétisation et la santé d'un pays que ne le fait la profondeur du fossé qui sépare les plus riches des plus pauvres [...]. Nous le savons bien, jusque dans nos cœurs, aussi longtemps que la misère profonde côtoiera systématiquement les plus grandes richesses, la pauvreté continuera à affecter chacun d'entre nous⁵³⁸ ». En septembre 2010, lors de son premier grand discours en tant que président du parti travailliste, Ed Miliband a déclaré : « Je suis convaincu que ce pays souffre trop des inégalités et que le fossé entre riches et pauvres ne porte pas seulement préjudice aux pauvres⁵³⁹ [...] Si vous portez le regard vers le reste du monde, vers les pays en meilleure santé, plus heureux, plus sûrs, vous vous rendrez compte que ce sont les pays plus égalitaires⁵⁴⁰. » Les ministres libéraux-démocrates du gouvernement de coalition, Vince Cable et Lynne Featherstone, ont signé une déclaration dans laquelle ils se sont engagés à réduire les inégalités⁵⁴¹.

Les mots sont un début. Pour changer la politique et les politiques, pour faire évoluer le mode d'organisation de nos sociétés, il faudra toutefois que les preuves soient diffusées bien plus largement. Peu de tâches en valent autant la peine. Nous espérons l'avoir montré dans cet ouvrage : la santé de nos démocraties, de nos sociétés et des personnes qui y vivent dépendent vraiment d'une plus grande égalité entre tous.

[* www.equalitytrust.org.uk](http://www.equalitytrust.org.uk)

** Le *binge drinking* désigne la pratique qui consiste à boire de l'alcool ponctuellement mais le plus rapidement possible et en grande quantité. Également appelé « biture express », ce phénomène touche en particulier les jeunes et les adolescents.

Si la lecture de ce livre vous rend désireux de faire quelque chose pour réduire l'inégalité, n'hésitez pas à visiter le site Internet de The Equality Trust (www.equalitytrust.org.uk). Vous pourrez y télécharger des transparents, une conférence sur DVD, un résumé succinct des éléments de preuve, des réponses à des questions fréquemment posées et des suggestions d'actions à mener.

Après avoir découvert les dommages considérables que subissent nos sociétés à cause de l'inégalité, nous avons souhaité faire le nécessaire pour assurer la pleine diffusion des éléments le démontrant. La création du *trust* (organisation à but non lucratif) a pour objectif d'informer l'opinion publique et de la sensibiliser aux avantages que l'on peut attendre d'une égalité renforcée. Son fonctionnement dépend des dons effectués par les personnes et par les organisations qui partagent cette conception des choses.

Nous espérons que vous signerez la Charte sur l'égalité et que vous vous inscrirez à notre bulletin d'information. Vous pouvez aussi faire un don, nous donner des idées ou encore vous joindre à un groupe qui agit pour l'égalité ou constituer un tel groupe. Par-dessus tout, nous espérons que vous utiliserez les preuves que nous avons commencé à réunir pour passer le mot et convaincre d'autres personnes de la nécessité de réduire l'inégalité. En politique, les mots sont des actions.

L'Equality Trust n'a rien d'une grande machine capable de faire appliquer des politiques, de gérer des campagnes ou d'orchestrer les choses en votre nom. Son objectif est de mieux informer le public et de mettre à sa disposition des ressources qui favoriseront et renforceront des activités politiques ou éducatives de toutes sortes : parler à des amis ou à des collègues, transmettre l'adresse de notre site, rédiger des blogs, mener une action locale, envoyer des courriers à des journaux ou à des responsables politiques, ou soulever cette question dans les grands médias.

Notre but est de susciter une lame de fond en faveur de l'égalité sans laquelle les responsables politiques ne pourront pas faire grand-chose. Les sentiments égalitaires sont dissimulés dans les cœurs de beaucoup de personnes de toutes opinions politiques. La plupart des gens ont conscience de tout ce que nous sacrifions au consumérisme et savent qu'il existe peu de choses aussi bonnes que de se détendre avec des amis ou des proches. Ils savent aussi que ce sont la famille, les amis et la collectivité qui font le bonheur, et que notre mode de vie actuel détruit la planète. La culture des dernières décennies nous a rabaissés au statut d'égalitaires cloîtrés. Le moment est venu de surgir de nulle part et de tracer notre chemin vers la raison.

Comment nous avons choisi les pays pour procéder à nos comparaisons internationales

Nous avons tout d'abord obtenu une liste des cinquante pays les plus riches du monde auprès de la Banque mondiale. Le rapport que nous avons utilisé a été publié en 2004 et se base sur des données datant de 2002.

Nous avons ensuite écarté les pays dont la population est inférieure à trois millions de personnes pour exclure des paradis fiscaux comme les îles Caïmans et Monaco. Nous avons aussi écarté les pays qui ne disposent pas de données comparables en matière d'inégalité de revenus, comme l'Islande. Nous avons ainsi obtenu une liste de vingt-trois pays riches :

Allemagne	Finlande	Nouvelle-Zélande
Australie	France	Pays-Bas
Autriche	Grèce	Portugal
Belgique	Irlande	Royaume-Uni
Canada	Israël	Singapour
Danemark	Italie	Suède
Espagne	Japon	Suisse
États-Unis	Norvège	

Les cinquante États américains

Dans nos graphiques, nous désignons chaque État américain à l'aide de son abréviation en deux lettres utilisée par les services postaux américains. Un certain nombre de nos lecteurs n'y étant pas familiers, nous produisons ci-dessous une liste des États et de leurs abréviations.

ALABAMA	AL
ALASKA	AK
ARIZONA	AZ
ARKANSAS	AR
CALIFORNIE	CA
CAROLINE DU NORD	NC
CAROLINE DU SUD	SC
COLORADO	CO
CONNECTICUT	CT
DAKOTA DU NORD	ND
DAKOTA DU SUD	SD
DELAWARE	DE
FLORIDE	FL
GÉORGIE	GA
HAWAÏ	HI
IDAHO	ID
ILLINOIS	IL
INDIANA	IN
IOWA	IA
KANSAS	KS
KENTUCKY	KY
LOUISIANE	LA
MAINE	ME
MARYLAND	MD
MASSACHUSETTS	MA
MICHIGAN	MI
MINNESOTA	MN
MISSISSIPPI	MS
MISSOURI	MO
MONTANA	MT
NEBRASKA	NE
NEVADA	NV
NEW HAMPSHIRE	NH
NEW JERSEY	NJ
NOUVEAU-MEXIQUE	NM
NEW YORK	NY

OHIO	OH
OKLAHOMA	OK
OREGON	OR
PENNSYLVANIE	PA
RHODE ISLAND	RI
TENNESSEE	TN
TEXAS	TX
UTAH	UT
VERMONT	VT
VIRGINIE	VA
VIRGINIE-OCCIDENTALE	WV
WASHINGTON	WA
WISCONSIN	WI
WYOMING	WY

Données internationales sur l'inégalité

Dans cet ouvrage, nous utilisons pour l'ensemble des comparaisons internationales la mesure du rapport entre les revenus des 20 % les plus riches et ceux des 20 % les plus pauvres provenant des indicateurs de développement humain du Programme des Nations unies pour le développement, 2003-2006. Comme les dates des enquêtes varient d'un pays à l'autre (de 1992 à 2001) et comme le décalage concernant les effets varie selon les différents revenus que nous examinons, nous avons opté pour la moyenne des données relatives aux années 2003 à 2006. En ce qui concerne les comparaisons aux États-Unis, nous utilisons le coefficient de Gini de 1999, qui se base sur les revenus des ménages publiés par le Bureau du recensement américain (US Census Bureau).

Sources des données

US Census Bureau, *Gini ratios by state*, 1969, 1979, 1989, 1999.

Oxford University Press, New York, 2003, 2004, 2005, 2006.

Programme des Nations unies pour le développement, *Rapport sur le développement humain*.

US Census Bureau, Washington (DC), 1999, tableau S4.

Création de l'indice des problèmes sanitaires et sociaux

L'Indice international

L'Indice international comprend dix composantes :

- Espérance de vie (inversée)
- Grossesses précoces
- Obésité
- Santé mentale
- Taux d'homicide
- Taux d'incarcération
- Défiance
- Mobilité sociale (inversée)
- Éducation (inversée)
- Taux de mortalité infantile (inversé)

Seize pays disposaient d'au moins neuf de ces dix mesures. Cinq autres en présentaient huit sur dix. Deux pays (Israël et Singapour) proposaient moins de mesures et ont été exclus de l'indice, mais nous les avons inclus dans les analyses des mesures individuelles.

• Pays présentant des données concernant les dix mesures : Allemagne, Canada, États-Unis.

• Pays présentant des données concernant neuf des dix mesures, mais aucune sur la mobilité sociale : Australie, Belgique, Espagne, France, Italie, Japon, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas.

• Pays présentant des données concernant neuf des dix mesures, mais aucune sur la santé mentale : Danemark, Finlande, Norvège, Suède.

• Pays présentant des données concernant neuf des dix mesures, mais aucune sur l'éducation : Royaume-Uni.

• Pays présentant des données concernant huit des dix mesures, mais aucune sur la mobilité sociale ou la santé mentale : Autriche, Grèce, Irlande, Portugal, Suisse.

L'Indice des problèmes sanitaires et sociaux a été créé en prenant la moyenne des scores- Z^* de chaque mesure (elle-même pondérée selon le nombre de mesures disponibles concernant le pays en question).

L'Indice des problèmes sanitaires et sociaux des cinquante États des États-Unis

L'Indice américain comprend neuf composantes :

- Confiance (inversée)
- Espérance de vie (inversée)
- Grossesses précoces
- Obésité
- Taux d'homicide
- Taux d'incarcération
- Éducation (inversée)
- Taux de mortalité infantile
- Santé mentale

Parmi les cinquante États, quarante d'entre eux présentent des données concernant chacune des huit

mesures.

Neuf n'ont pas de données sur la confiance dans l'Enquête sociale générale (*General Social Survey*) :

- Alaska, Dakota du Sud, Delaware, Hawaï, Idaho, Maine, Nebraska, Nouveau-Mexique, Nevada
- Le Wyoming possède des données sur la confiance, mais pas sur les homicides.

L'Indice des problèmes sanitaires et sociaux des États-Unis a été créé en prenant la moyenne des scores-Z de chaque mesure (elle-même pondérée selon le nombre de mesures disponibles concernant l'État en question).

* Un score-Z ou score standardisé est une mesure statistique permettant de déterminer à combien d'écart-types de la moyenne se situe un score donné. Les scores-Z sont particulièrement utiles lorsque l'on compare des scores provenant de distributions dont les moyennes et les écart-types sont différents.

Sources des données figurant dans les indices des problèmes sanitaires et sociaux

Composante	Données internationales	Données sur les États américains
Confiance	Pourcentage de personnes ayant répondu positivement à l'affirmation « la plupart des gens sont dignes de confiance » 1999-2001 Enquête mondiale sur les valeurs ¹ <i>Inversée</i>	Pourcentage de personnes ayant répondu positivement à l'affirmation « la plupart des gens sont dignes de confiance » 1999 Enquête sociale générale ² <i>Inversée</i>
Espérance de vie	Espérance de vie à la naissance des hommes et des femmes 2004 Rapport sur le développement humain des Nations unies ³ <i>Inversée</i>	Espérance de vie à la naissance des hommes et des femmes 2000 Bureau du recensement des États-Unis ⁴ <i>Inversée</i>
Mortalité infantile	Décès pendant la première année de vie pour 1 000 naissances vivantes 2000 Banque mondiale ⁵	Décès pendant la première année de vie pour 1 000 naissances vivantes 2000 US National Center for Health Statistics ⁶
Obésité	Pourcentage de la population dont l'IMC est supérieur à 30 – moyenne des femmes et des hommes 2002 Groupe de travail international sur l'obésité ^{7, 8}	Pourcentage de la population dont l'IMC est supérieur à 30 – moyenne des femmes et des hommes 1999-2002 Estimations corrigées du prof. Majid Ezzati, université de Harvard, sur la base des enquêtes NHANES et BRFSS ⁹
Santé mentale	Prévalence de la maladie mentale 2001-2003 OMC ¹⁰	Nombre de jours moyen dans le mois précédent où la santé mentale n'était pas bonne 1993-2001 BRFSS ¹¹
Résultats scolaires	Moyenne combinée des notes obtenues par les élèves âgés de 15 ans en mathématiques et en lecture 2000 OCDE PISA ¹² <i>Inversée</i>	Moyenne combinée des notes obtenues par les élèves de 8 ^e année en mathématiques et en lecture 2003 US Department of Education, National Center for Education Statistics ^{13, 14} <i>Inversée</i>
Grossesses précoces	Naissances pour 1 000 femmes âgées de 15 à 19 ans UNICEF ¹⁵	Naissances pour 1 000 femmes âgées de 15 à 19 ans 2000 US National Vital Statistics ¹⁶
Homicides	Taux d'homicide pour 100 000 personnes Moyenne de la période 1990-2000 Nations unies ¹⁷	Taux d'homicide pour 100 000 personnes 1999 FBI ¹⁸
Incarcération	Nombre de prisonniers pour 100 000 personnes Nations unies ¹⁷	Nombre de prisonniers pour 100 000 personnes 1997-1998 US Department of Justice ¹⁹
Mobilité sociale	Corrélation entre les revenus du père et du fils, données collectées sur 30 ans à partir de 8 études de cohorte London School of Economics ²⁰	Données non disponibles

Sources des données

1. Groupe d'étude sur les valeurs européennes et Association pour les études des valeurs au niveau mondial, dossier intégrant les données des études européennes et mondiales, 1999–2001 (1^{re} éd.), Ann Arbor (MI), Consortium interuniversitaire pour la recherche politique et sociale, 2005.
2. Centre national de recherche d'opinion, *Enquête sociale générale*, Chicago, NORC, 1999.
3. Programme des Nations unies pour le développement, *Rapport sur le développement humain*, New York, Oxford University Press, 2004.
4. US Census Bureau, Population Division, Interim State Population Projections, tableau 2, 21 avril 2005 (date de publication sur Internet).
5. Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde (IDM), septembre 2006, ESDS International, université de Manchester (MIMAS).
6. US National Center for Health Statistics, tableau 105, Statistical abstract of the United States, Washington (DC), CDC, 2006.
7. Groupe de travail international sur l'obésité, en collaboration avec les groupes de travail de l'Association européenne pour l'étude de l'obésité, *Obésité en Europe*, Londres, 2002.
8. Groupe de travail international sur l'obésité, *Surpoids et Obésité*, Londres, 2002.
9. M. Ezzati, H. Martin, S. Skjold, S. Vander Hoorn, C. J. Murray, « Trends in national and state-level obesity in the USA after correction for self-report bias: analysis of health surveys », *Journal of the Royal Society of Medicine*, 2006, vol. 99, n° 5, p. 250-257.
10. K. Demyttenaere, R. Bruffaerts, J. Posada-Villa, I. Gasquet, V. Kovess, J. P. Lepine, *et al.*, « Prevalence, severity, and unmet need for treatment of mental disorders in the World Health Organization World Mental Health Surveys », *Jama*, 2004, vol. 291, n° 21, p. 2581-2590.
11. H. S. Zahran, R. Kobau, D. G. Moriarty, M. M. Zack, J. Holt, R. Donehoo, « Health-related quality of life surveillance – United States, 1993–2002 », résumé du rapport *MMWR*, 2005, vol. 54, n° 4, p. 1-35.
12. OCDE, *Regards sur l'éducation*, Les indicateurs de l'OCDE, 2003.
13. US Department of Education NcfES, *The Nation's Report Card: Reading Highlights 2003*, Washington (DC), 2004.
14. US Department of Education NcfES, *The Nation's Report Card: Mathematics Highlights 2003*, Washington (DC), 2004.
15. Centre de recherche Innocenti – Unicef, *Classement des grossesses adolescentes dans les pays riches*, Florence, Bilan Innocenti, 2001.
16. US Census Bureau, *Statistical Abstract of the United States: 2000* (120^e éd.), Washington, Census Bureau, 2000.
17. Réseau d'information des Nations unies sur la criminalité et la justice, *Enquêtes des Nations unies sur les tendances de la criminalité et le fonctionnement des systèmes de justice pénale*, Nations unies, 2000.
18. Federal Bureau of Investigation, *Crime in the United States 1999*, Washington (DC), US Government Printing Office, 1999.
19. US Department of Justice BoJS, *Incarceration rates for prisoners under State or Federal jurisdiction*, Fichier : corpop25.wk1.
20. J. Blanden, P. Gregg, S. Machin, *Intergenerational mobility in Europe and North America*,

Statistiques

Coefficients de corrélation de Pearson (r) et signification statistique ($valeur\ p$) pour les associations avec l'inégalité de revenus

Indicateur	Données internationales		Données sur les États-Unis	
	r	$valeur\ p$	r	$valeur\ p$
Confiance	0,66	<0,01	-0,70	<0,01
Espérance de vie	-0,44	0,04	-0,45	<0,01
Mortalité infantile	0,42	0,04	0,43	<0,01
Obésité	0,57	<0,01	0,47	<0,01
Santé mentale	0,73	<0,01	0,18	0,12
Résultats scolaires	-0,45	0,04	-0,47	0,01
Maternité précoce	0,73	<0,01	0,46	<0,01
Homicides	0,47	0,02	0,42	<0,01
Incarcération	0,75	<0,01	0,48	<0,01
Mobilité sociale	0,93	<0,01	-	
Indice	0,87	<0,01	0,59	<0,01
Enfants en surpoids	0,59	0,01	0,57	<0,01
Indice des drogues	0,63	<0,01	-0,66	<0,01
Apport calorique	0,46	0,03	-0,66	<0,01
Dépenses publiques en soins de santé	-0,54	0,01	-0,66	<0,01
Bien-être des enfants	-0,71	<0,01	0,51	<0,01
Enseignement (tous niveaux)	-0,44	0,04		
Conflits entre enfants	0,62	<0,01		
Dépenses en matière d'aide étrangère	-0,61	<0,01		
Recyclage	-0,82	<0,01		
Indice de paix	-0,51	0,01		
Congé de maternité rémunéré	-0,55	0,01		
Publicité	0,73	<0,01		
Police	0,52	0,04		
Dépenses sociales	-0,45	0,04		
Statut des femmes	-0,44	0,04	-0,30	0,03
Brevets par habitant	-0,49	0,02		
Homicides commis par des mineurs			0,29	<0,05
Abandon scolaire dans l'enseignement secondaire			0,79	<0,01
Santé mentale des enfants			0,36	0,01
Pugnacité			0,47	<0,01

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

1. Programme des Nations unies pour le développement, *Rapport sur le développement humain*, New York, PNDU, 2006.
2. R. Layard, *Happiness*, Londres, Allen Lane, 2005 [éd. fr., *Le Prix du bonheur. Leçons d'une science nouvelle*, trad. de l'anglais par Christophe Jaquet, Paris, Armand Colin, 2007].
3. Banque mondiale, *Rapport sur le développement dans le monde 1993. Investir dans la santé*, Washington, Banque mondiale, 1993.
4. G. D. Smith, J. D. Neaton, D. Wentworth, R. Stamler et J. Stamler, « Socioeconomic differentials in mortality risk among men screened for the Multiple Risk Factor Intervention Trial : I. White men », *American Journal of Public Health*, 1996, vol. 86, n° 4, p. 486-496.
5. Programme des Nations unies pour le développement, *Rapport sur le développement humain*, New York, PNDU, 2006.
6. R. G. Wilkinson et K. E. Pickett, « Income inequality and socioeconomic gradients in mortality », *American Journal of Public Health*, 2008, vol. 98, n° 4, p. 699-704.
7. L. McLaren, « Socioeconomic status and obesity », *Epidemiologic Review*, 2007, n° 29, p. 29-48.
8. R. G. Wilkinson et K. E. Pickett, « Income inequality and population health : a review and explanation of the evidence », *Social Science and Medicine*, 2006, vol. 62, n° 7, p. 1768-1784.
9. J. M. Twenge, « The age of anxiety ? Birth cohort change in anxiety and neuroticism, 1952-1993 », *Journal of Personality and Social Psychology*, 2007, vol. 79, n° 6, p. 1007-1021.
10. J. M. Twenge, *Generation Me*, New York, Simon & Schuster, 2006.
11. M. Rutter et D. J. Smith, *Psychosocial Disorders in Young People : Time trends and their causes*, Chichester, Wiley, 1995.
12. S. Collishaw, B. Maughan, R. Goodman et A. Pickles, « Time trends in adolescent mental health », *Journal of Child Psychology and Psychiatry*, 2004, vol. 45, n° 8, p. 1350-1362.
13. M. Rutter et D. J. Smith, *Psychosocial Disorders in Young People : Time trends and their causes*, Chichester, Wiley, 1995.
14. B. Maughan, A. C. Iervolino et S. Collishaw, « Time trends in child and adolescent mental disorders », *Current Opinion in Psychiatry*, 2005, vol. 18, n° 4, p. 381-385.
15. S. Collishaw, B. Maughan, R. Goodman et A. Pickles, « Time trends in adolescent mental health », *Journal of Child Psychology and Psychiatry*, 2004, vol. 45, n° 8, p. 1350-1362.
16. S. S. Dickerson et M. E. Kemeny, « Acute stressors and cortisol responses : a theoretical integration and synthesis of laboratory research », *Psychological Bulletin*, 2004, vol. 130, n° 3, p. 355-391.
17. T. J. Scheff, « Shame and conformity : the defense-emotion system », *American Sociological Review*, 1988, n° 53, p. 395-406.
18. H. B. Lewis, *The Role of Shame in Symptom Formation*, Hillsdale (NJ), Erlbaum, 1987.
19. R. W. Emerson, *Conduct of Life*, New York, Cosimo, 2007 [éd. fr., *La Conduite de la vie*, trad. de l'anglais par Marie Dugard, Paris, Archives Karéline, 2009].
20. A. Kalma, « Hierarchisation and dominance assessment at first glance », *European Journal of Social Psychology*, 1991, vol. 21, n° 2, p. 165-181.
21. F. Lim, M. H. Bond et M. K. Bond, « Linking societal and psychological factors to homicide rates

- across nations », *Journal of Cross-Cultural Psychology*, 2005, vol. 36, n° 5, p. 515-536.
- [22.](#) S. Kitayama, H. R. Markus, H. Matsumoto et V. Norasakkunkit, « Individual and collective processes in the construction of the self : selfenhancement in the United States and self-criticism in Japan », *Journal of Personal and Social Psychology*, 1997, vol. 72, n° 6, p. 1245-1267.
- [23.](#) A. de Tocqueville, *Democracy in America*, Londres, Penguin, 2003 [éd. fr., *De la démocratie en Amérique*, coll. « Garnier-Flammarion », Flammarion, 1993 et 1999, 2 tomes, 569 p. et 414 p.].
- [24.](#) *Ibid.*
- [25.](#) Groupe d'étude sur les valeurs européennes et association pour les études des valeurs au niveau mondial, *Dossier intégrant les données des études européennes et mondiales, 1999-2001*, Ann Arbor (MI), Consortium interuniversitaire pour la recherche en sciences politiques et sociales, 2005 (1^{re} éd.).
- [26.](#) National Opinion Research Center, *General Social Survey*, Chicago, NORC, 1999-2004.
- [27.](#) *Ibid.*
- [28.](#) R. D. Putnam, *Bowling Alone : The collapse and revival of American community*, New York, Simon & Schuster, 2000.
- [29.](#) R. D. Putnam, « Social capital : measurement and consequences », *ISUMA : Canadian Journal of Policy Research*, 2001, vol. 2, n° 1, p. 41-51.
- [30.](#) E. Uslaner, *The Moral Foundations of Trust*, Cambridge, Cambridge University Press, 2002.
- [31.](#) B. Rothstein et E. Uslaner, « All for all : equality, corruption and social trust », *World Politics*, 2005, n° 58, p. 41-72.
- [32.](#) E. Uslaner, *The Moral Foundations of Trust*, Cambridge, Cambridge University Press, 2002.
- [33.](#) E. Uslaner, *The Moral Foundations of Trust*, Cambridge, Cambridge University Press, 2002.
- [34.](#) J. C. Barefoot, K. E. Maynard, J. C. Beckham, B. H. Brummett, K. Hooker et I. C. Siegler, « Trust, health, and longevity », *Journal of Behavioral Medicine*, 1998, vol. 21, n° 6, p. 517-526.
- [35.](#) S. V. Subramanian, D. J. Kim et I. Kawachi, « Social trust and self-rated health in US communities : a multilevel analysis », *Journal of Urban Health*, 2002, vol. 79, n° 4, suppl. 1, p. S21-34.
- [36.](#) E. Klinenberg, *Heat Wave : A social autopsy of disaster in Chicago*, Chicago, University of Chicago Press, 2002.
- [37.](#) J. Lauer, « Driven to extremes : fear of crime and the rise of the sport utility vehicle in the United States », *Crime, Media, Culture*, 2005, n° 1, p. 149-168.
- [38.](#) K. Bradsher, « The latest fashion : fear-of-crime design », *New York Times*, 23 juillet 2000.
- [39.](#) M. Adams, *Fire and Ice. The United States, Canada and the myth of converging values*, Toronto, Penguin (Canada), 2003.
- [40.](#) E. J. Blakely et M. G. Snyder, *Fortress America : Gated communities in the United States*, Washington (DC), Brookings Institute Press, 1997.
- [41.](#) J. Lauer, « Driven to extremes : fear of crime and the rise of the sport utility vehicle in the United States », *Crime, Media, Culture*, 2005, n° 1, p. 149-168.
- [42.](#) I. Kawachi, B. P. Kennedy, V. Gupta et D. Prothrow-Stith, « Women's status and the health of women and men : a view from the States », *Social Science and Medicine*, 1999, n° 48, 1, p. 21-32.
- [43.](#) I. Kawachi, B. P. Kennedy, V. Gupta et D. Prothrow-Stith, « Women's status and the health of women and men : a view from the States », *Social Science and Medicine*, 1999, n° 48, 1, p. 21-32.
- [44.](#) H. J. Jun, S. V. Subramanian, S. Gortmaker et I. Kawachi, « A multilevel analysis of women's status and self-rated health in the United States », *Journal of the American Medical Women's Association*, 2004, n° 59, 3, p. 172-180.

- [45.](http://www.oecd.org/dataoecd/50/17/5037721.htm) OCDE, Statistiques en ligne sur le développement international, OCDE. <http://www.oecd.org/dataoecd/50/17/5037721.htm>, 2005.
- [46.](#) L. Clark and A. Dolan, « The disturbed generation », *Daily Mail*, 20 juin 2007.
- [47.](#) C. Donnellan, *Mental Wellbeing*, Cambridge, Independence Educational Publishers, 2004.
- [48.](#) The Good Childhood Inquiry. Evidence Summary 5 Health, Londres, Children's Society, 2008.
- [49.](#) J. M. Perrin, S. R. Bloom et S. L. Gortmaker, « The increase of childhood chronic conditions in the United States », *Journal of the American Medical Association*, 2007, n° 297, 24, p. 2755-2759.
- [50.](#) Child and Adolescent Health Measurement Initiative. National Survey of Children's Health. Data Resource Center on Child and Adolescent Health. <http://www.childhealthdata.org> (accès août 2006).
- [51.](#) Office for National Statistics, *Psychiatric Morbidity among Adults Living in Private Households*, Londres, HMSO, 2001.
- [52.](#) *Hansard* (House of Commons Daily Debates), réponses écrites aux questions, n° 439, 22 novembre 2005, colonne 1798W.
- [53.](#) R. C. Kessler, W. T. Chiu, O. Demler, K. R. Merikangas et E. E. Walters, « Prevalence, severity, and comorbidity of 12-month DSMIV disorders in the National Comorbidity Survey Replication », *Archives of General Psychiatry*, 2005, vol. 62, n° 6, p. 617-627.
- [54.](#) T. L. Mark, K. R. Levit, J. A. Buck, R. M. Coffey et R. Vandivort Warren, « Mental health treatment expenditure trends, 1986-2003 », *Psychiatric Services*, 2007, vol. 58, n° 8, p. 1041-1048.
- [55.](#) D. Rowe, *How to Improve your Mental Well-being*, Londres, Mind, 2002.
- [56.](#) K. Demyttenaere, R. Bruffaerts, J. Posada-Villa, I. Gasquet, V. Kovess, J. P. Lepine, M. C. Angermeyer, S. Bernert, G. de Girolamo, P. Morosini, G. Polidori, T. Kikkawa, N. Kawakami, Y. Ono, T. Takeshima, H. Uda, E. G. Karam, J. A. Fayyad, A. N. Karam, Z. N. Mneimneh, M. E. Medina-Mora, G. Borges, C. Lara, R. de Graaf, J. Ormel, O. Gureje, Y. Shen, Y. Huang, M. Zhang, J. Alonso, J. M. Haro, G. Vilagut, E. J. Bromet, S. Gluzman, C. Webb, R. C. Kessler, K. R. Merikangas, J. C. Anthony, M. R. von Korff, P. S. Wang, T. S. Brugha, S. Aguilar-Gaxiola, S. Lee, S. Heeringa, B. E. Pennell, A. M. Zaslavsky, T. B. Ustun et S. Chatterji, « Prevalence, severity, and unmet need for treatment of mental disorders in the World Health Organization World Mental Health Surveys », *Journal of the American Medical Association*, 2004, vol. 291, n° 21, p. 2581-2590.
- [57.](#) J. E. Wells, M. A. Oakley Browne, K. M. Scott, M. A. McGee, J. Baxter et J. Kokaua, « Te Rau Hinengaro : the New Zealand Mental Health Survey : overview of methods and findings », *Australian and New Zealand Journal of Psychiatry*, 2006, vol. 40, n° 10, p. 835-844.
- [58.](#) Australian Bureau of Statistics, *National Health Survey, Mental Health*, 2001, Canberra, Australian Bureau of Statistics, 2003.
- [59.](#) Consortium international d'épidémiologie psychiatrique de l'OMS, *Comparaisons transnationales de la prévalence et des variables corrélées des troubles mentaux*, Bulletin de l'Organisation mondiale de la santé, 2000, vol. 78, n° 4, p. 413-426. http://www.scielosp.org/scielo.php?script=sci_abstract&pid=S0042-96862000000400003&lng=&nrm=&tlng=fr
- [60.](#) Office for National Statistics, *Psychiatric Morbidity among Adults Living in Private Households*, Londres, HMSO, 2001.
- [61.](#) Child and Adolescent Health Measurement Initiative. National Survey of Children's Health. Data Resource Center on Child and Adolescent Health. <http://www.childhealthdata.org> (accès août 2006).
- [62.](#) R. G. Wilkinson et K. E. Pickett, « Income inequality and socioeconomic gradients in mortality », *American Journal of Public Health*, 2008, vol. 98, n° 4, p. 699-704.
- [63.](#) Center for Disease Control and Prevention, « Self-reported frequent mental distress among adults

United States, 1993-2001 », 2004, n° 53, p. 963-966.

64. O. James, *Affluenza*, Londres, Vermilion, 2007.

65. A. de Botton, *Status Anxiety*, Londres, Hamish Hamilton, 2004 [éd. fr., *Du statut social*, trad. de l'anglais par Jean-Pierre Aoustin, Paris, Mercure de France, 2005].

66. R. H. Frank, *Luxury Fever*, New York, Free Press, 1999.

67. R. Layard, *Happiness*, Londres, Allen Lane, 2005 [éd. fr., *Le Prix du bonheur. Leçons d'une science nouvelle*, trad. de l'anglais par Christophe Jaquet, Paris, Armand Colin, 2007].

68. Office des Nations unies contre la drogue et le crime, *Rapport mondial sur les drogues*, Vienne, Office des Nations unies contre la drogue et le crime, 2007.

69. Centers for Disease Control and Prevention, Compressed Mortality Files 1999-2002, <http://wonder.cdc.gov/mortSQL.html> (accès 9 septembre 2008)

70. D. Morgan, K. A. Grant, H. D. Gage, R. H. Mach, J. R. Kaplan, O. Prioleau, S. H. Nader, N. Buchheimer, R. L. Ehrenkauf et M. A. Nader, « Social dominance in monkeys : dopamine D2 receptors and cocaine self-administration », *Nature Neuroscience*, 2002, vol. 5, n° 2, p. 169-174.

71. M. Susser et E. Susser, « Choosing a future for epidemiology : I. Eras and paradigms », *American Journal of Public Health*, 1996, vol. 86, n° 5, p. 668-673.

72. M. Susser et E. Susser, « Choosing a future for epidemiology : II. From black box to Chinese boxes and eco-epidemiology », *American Journal of Public Health*, 1996, vol. 86, n° 5, p. 674-677.

73. M. G. Marmot, A. M. Adelstein, N. Robinson et G. A. Rose, « Changing social-class distribution of heart disease », *British Medical Journal*, 1978, n° 2, 6145, p. 1109-1112.

74. M. G. Marmot, G. Rose, M. Shipley et P. J. Hamilton, « Employment grade and coronary heart disease in British civil servants », *Journal of Epidemiology and Community Health*, 1978, vol. 32, n° 4, p. 244-249.

75. H. Bosma, M. G. Marmot, H. Hemingway, A. C. Nicholson, E. Brunner et S. A. Stansfeld, « Low job control and risk of coronary heart disease in Whitehall II (prospective cohort) study », *British Medical Journal*, 1997, n° 314, 7080, p. 558-565.

76. Council of Civil Service Unions/Cabinet Office, *Work, Stress and Health : The Whitehall II Study*, Londres, Public and Commercial Services Union, 2004.

77. G. D. Smith, M. J. Shipley et G. Rose, « Magnitude and causes of socioeconomic differentials in mortality : further evidence from the Whitehall Study », *Journal of Epidemiology and Community Health*, 1990, vol. 44, n°4, p. 265-270.

78. R. G. Wilkinson et M. Marmot, *Social Determinants of Health : The Solid Facts*, Copenhagen, World Health Organization, Regional Office for Europe, 2006 (2^e éd.).

79. E. Durkheim, *Suicide*, Londres, Routledge, 1952 [éd. fr., *Le Suicide. Étude de sociologie*, Paris, Presses universitaires de France, 2000 (1^{re} éd. : Félix Alcan éd., 1897)].

80. L. Berkman et T. Glass, « Social integration, social networks, social support, and health », in L. Berkman et I. Kawachi (dir.), *Social Epidemiology*, New York, Oxford University Press, 2000.

81. S. A. Stansfeld, « Social support and social cohesion », in M. Marmot et R. G. Wilkinson (dir.), *Social Determinants of Health*, Oxford, Oxford University Press, 2006.

82. S. Cohen, « Keynote Presentation at the Eighth International Congress of Behavioral Medicine : The Pittsburgh common cold studies : psychosocial predictors of susceptibility to respiratory infectious illness », *International Journal of Behavioral Medicine*, 2005, vol. 12, n°3, p. 123-131.

83. J. K. Kiecolt-Glaser, T. J. Loving, J. R. Stowell, W. B. Malarkey, S. Lemeshow, S. L. Dickinson et R. Glaser, « Hostile marital interactions, proinflammatory cytokine production, and wound healing », *Archives of General Psychiatry*, 2005, vol. 62, n° 12, p. 1377-1384.

- [84.](#) W. T. Boyce, « Stress and child health : an overview », *Pediatric Annals*, 1985, vol. 14, n° 8, p. 369-542.
- [85.](#) M. C. Holmes, « Early life stress can programme our health », *Journal of Neuroendocrinology*, 2001, vol. 13, n° 2, p. 111-112.
- [86.](#) R. H. Bradley et R. F. Corwyn, « Socioeconomic status and child development », *Annual Review of Psychology*, 2002, n° 53, p. 371-399.
- [87.](#) M. Wilson et M. Daly, « Life expectancy, economic inequality, homicide, and reproductive timing in Chicago neighbourhoods », *British Medical Journal*, 1997, n° 314, 7089, p. 1271-1274.
- [88.](#) M. K. Islam, J. Merlo, I. Kawachi, M. Lindstrom et U. G. Gerdtham, « Social capital and health : does egalitarianism matter ? A literature review », *International Journal for Equity in Health*, 2006, n° 5, p. 3.
- [89.](#) I. Kawachi, B. P. Kennedy, K. Lochner et D. Prothrow-Stith, « Social capital, income inequality, and mortality », *American Journal of Public Health*, 1997, vol. 87, n° 9, p. 1491-1498.
- [90.](#) M. Wilson et M. Daly, « Life expectancy, economic inequality, homicide, and reproductive timing in Chicago neighbourhoods », *British Medical Journal*, 1997, n° 314, 7089, p. 1271-1274.
- [91.](#) R. D. Putnam, *Bowling Alone : The collapse and revival of American community*, New York, Simon & Schuster, 2000.
- [92.](#) C. McCord et H. P. Freeman, « Excess mortality in Harlem », *New England Journal of Medicine*, 1990, vol. 322, n° 3, p. 173-177.
- [93.](#) R. G. Wilkinson et K. E. Pickett, « Income inequality and population health : a review and explanation of the evidence », *Social Science and Medicine*, 2006, vol. 62, n° 7, p. 1768-1784.
- [94.](#) R. G. Wilkinson, « Income distribution and life expectancy », *British Medical Journal*, 1992, n° 304, 6820, p. 165-168.
- [95.](#) Editor's Choice, « The Big Idea », *British Medical Journal*, 1996, n° 312, 7037, p. 0.
- [96.](#) Department of Health, *The NHS Plan : A plan for investment, a plan for reform*, Londres, HMSO, 2000.
- [97.](#) Office for National Statistics, « Trends in ONS Longitudinal Study estimates of life expectancy, by social class 1972-2005 ». <http://www.statistics.gov.uk/StatBase/Product.asp?vlnk=8460&More=y> (accès 9 septembre 2008).
- [98.](#) C. J. Murray, S. C. Kulkarni, C. Michaud, N. Tomijima, M. T. Bulzacchelli, T. J. Iandiorio et M. Ezzati, « Eight Americas : investigating mortality disparities across races, counties, and racecounties in the United States », *Public Library of Science Medicine*, 2006, vol. 3, n° 9, p. 260.
- [99.](#) G. K. Singh et M. Siahpush, « Widening socioeconomic inequalities in US life expectancy, 1980-2000 », *International Journal of Epidemiology*, 2006, vol. 35, n° 4, p. 969-979.
- [100.](#) P. M. Lantz, J. S. Rouse, J. M. Lepkowski, D. R. Williams, R. P. Mero et J. Chen, « Socioeconomic factors, health behaviors, and mortality : results from a nationally representative prospective study of US adults », *Journal of the American Medical Association*, 1998, vol. 279, n° 21, p. 1703-1708.
- [101.](#) G. Rose et M. G. Marmot, « Social class and coronary heart disease », *British Heart Journal*, 1981, vol. 45, n° 1, p. 13-19.
- [102.](#) R. G. Wilkinson et K. E. Pickett, « Income inequality and socioeconomic gradients in mortality », *American Journal of Public Health*, 2008, vol. 98, n° 4, p. 699-704.
- [103.](#) R. G. Wilkinson, *Unhealthy Societies : The afflictions of inequality*, Londres, Routledge, 1996.
- [104.](#) R. Sapolsky, « Sick of poverty », *Scientific American*, 2005, vol. 293, n° 6, p. 92-99.
- [105.](#) L. Vitetta, B. Anton, F. Cortizo et A. Sali, « Mind-body medicine : stress and its impact on

- overall health and longevity », *Annals of the New York Academy of Sciences*, 2005, n° 1057, p. 492-505.
- [106.](#) L. Vitetta, B. Anton, F. Cortizo et A. Sali, « Mind-body medicine : stress and its impact on overall health and longevity », *Annals of the New York Academy of Sciences*, 2005, n° 1057, p. 492-505.
- [107.](#) R. Sapolsky, « Sick of poverty », *Scientific American*, 2005, vol. 293, n° 6, p. 92-99.
- [108.](#) S. V. Subramanian et I. Kawachi, « Income inequality and health : what have we learned so far ? », *Epidemiologic Review*, 2004, n° 26, p. 78-91.
- [109.](#) S. Bezruchka, T. Namekata et M. G. Siström, « Improving economic equality and health : the case of postwar Japan », *American Journal of Public Health*, 2008, n° 98, p. 216-221.
- [110.](#) P. Walberg, M. McKee, V. Shkolnikov, L. Chenet et D. A. Leon, « Economic change, crime, and mortality crisis in Russia : regional analysis », *British Medical Journal*, 1998, n° 317, 7154, p. 312-318.
- [111.](#) K. M. Flegal, M. D. Carroll, C. L. Ogden et C. L. Johnson, « Prevalence and trends in obesity among US adults », *Journal of the American Medical Association*, 2002, n° 288, p. 1723-1727.
- [112.](#) C. L. Ogden, M. D. Carroll, L. R. Curtin, M. A. McDowell, C. J. Tabak et K. M. Flegal, « Prevalence of overweight and obesity in the United States, 1999-2004 », *Journal of the American Medical Association*, 2006, vol. 295, n° 13, p. 1549-1555.
- [113.](#) S. J. Olshansky, D. J. Passaro, R. C. Hershov, J. Layden, B. A. Carnes, J. Brody, L. Hayflick, R. N. Butler, D. B. Allison et D. S. Ludwig, « A potential decline in life expectancy in the United States in the 21st century », *New England Journal of Medicine*, 2005, vol. 352, n° 11, p. 1138-1345.
- [114.](#) CBS News, « Teen slims down with gastric bypass : Surgery a growing trend among obese teenagers », CBS Broadcasting Inc. <http://www.cbsnews.com/stories/2007/05/21/earlyshow/health/main2830891.shtml?Source=Search-story> (accès 15 septembre 2008).
- [115.](#) G. Rollings, « 14st boy – is this child abuse ? », *Sun*, 26 février 2007.
- [116.](#) A. Parker, « Daryl is 20 stone, aged just 12 », *Sun*, 2 mars 2007.
- [117.](#) E. Brunner, M. Juneja et M. Marmot, « Abdominal obesity and disease are linked to social position », *British Medical Journal*, 1998, n° 316, p. 308.
- [118.](#) A. Molarius, J. C. Seidell, S. Sans, J. Tuomilehto et K. Kuulasmaa, « Educational level, relative body weight and changes in their association over 10 years : an international perspective from the WHO MONICA project », *American Journal of Public Health*, 2000, n° 90, p. 1260-1286.
- [119.](#) P. Toynbee, « Inequality is fattening », *Guardian*, 28 mai 2004.
- [120.](#) International Obesity Task Force, *Overweight and Obese*, Londres, 2002.
- [121.](#) M. Ezzati, H. Martin, S. Skjold, S. vander Hoorn et C. J. Murray, « Trends in national and state-level obesity in the USA after correction for self-report bias : analysis of health surveys », *Journal of the Royal Society of Medicine*, 2006, vol. 99, n° 5, p. 250-257.
- [122.](#) Unicef Centre de recherche Innocenti, *La pauvreté des enfants en perspective. Vue d'ensemble du bien-être des enfants dans les pays riches*, Florence, Innocenti Report Card, 2007.
- [123.](#) H. S. Kahn, A. V. Patel, E. J. Jacobs, E. E. Calle, B. P. Kennedy et I. Kawachi, « Pathways between area-level income inequality and increased mortality in U.S. men », *Annals of the New York Academy of Sciences*, 1999, n° 896, p. 332-334.
- [124.](#) A. V. Diez-Roux, B. G. Link et M. E. Northridge, « A multi-level analysis of income inequality and cardiovascular disease risk factors », *Social Science and Medicine*, 2000, vol. 50, n° 5, p. 673-687.

- [125.](#) K. E. Pickett, S. Kelly, E. Brunner, T. Lobstein et R. G. Wilkinson, « Wider income gaps, wider waistbands ? An ecological study of obesity and income inequality », *Journal of Epidemiology and Community Health*, 2005, vol. 59, n° 8, p. 670-674.
- [126.](#) A. V. Diez-Roux, B. G. Link et M. E. Northridge, « A multi-level analysis of income inequality and cardiovascular disease risk factors », *Social Science and Medicine*, 2000, vol. 50, n° 5, p. 673-687.
- [127.](#) K. Ball, G. D. Mishra et D. Crawford, « Social factors and obesity : an investigation of the role of health behaviours », *International Journal of Obesity and Related Metabolic Disorders*, 2003, vol. 27, n° 3, p. 394-403.
- [128.](#) S. P. Wamala, A. Wolk et K. Orth-Gomer, « Determinants of obesity in relation to socioeconomic status among middle-aged Swedish women », *Preventive Medicine*, 1997, vol. 26, n° 5, part. 1, p. 734-744.
- [129.](#) P. Bjorntorp, « Do stress reactions cause abdominal obesity and comorbidities ? », *Obesity Reviews*, 2001, vol. 2, n° 2, p. 73-86.
- [130.](#) V. Drapeau, F. Therrien, D. Richard et A. Tremblay, « Is visceral obesity a physiological adaptation to stress ? », *Panminerva Medica*, 2003, vol. 45, n° 3, p. 189-195.
- [131.](#) J. Laitinen, E. Ek et U. Sovio, « Stress-related eating and drinking behavior and body mass index and predictors of this behavior », *Preventive Medicine*, 2002, vol. 34, n° 1, p. 29-39.
- [132.](#) M. F. Dallman, N. Pecoraro, S. F. Akana, S. E. La Fleur, F. Gomez, H. Houshyar, M. E. Bell, S. Bhatnagar, K. D. Laugero et S. Manalo, « Chronic stress and obesity : a new view of “comfort food” », *Proceedings of the National Academy of Sciences USA*, 2003, vol. 100, n° 20, p. 11696-11701.
- [133.](#) A. M. Freedman, « Deadly diet », *Wall Street Journal*, 18-20 décembre 1990.
- [134.](#) C. C. Hodgkins, K. S. Cahill, A. E. Seraphine, K. Frost-Pineda et M. S. Gold, « Adolescent drug addiction treatment and weight gain », *Journal of Addictive Diseases*, 2004, vol. 23, n°3, p. 55-65.
- [135.](#) K. D. Kleiner, M. S. Gold, K. Frost-Pineda, B. Lenz-Brunsmann, M. G. Perri et W. S. Jacobs, « Body mass index and alcohol use », *Journal of Addictive Diseases*, 2004, vol. 23, n° 3, p. 105-118.
- [136.](#) J. H. Gao, « Neuroimaging and obesity », *Obesity Reviews*, 2001, vol. 9, n° 11, p. 729-730.
- [137.](#) K. Sproston et P. Primatesta (dir.), *Health Survey for England 2003, vol. 2 : Risk Factors for Cardiovascular Disease*, Londres, HMSO, 2004.
- [138.](#) C. Langenberg, R. Hardy, D. Kuh, E. Brunner et M. Wadsworth, « Central and total obesity in middle aged men and women in relation to lifetime socioeconomic status : evidence from a national birth cohort », *Journal of Epidemiology and Community Health*, 2003, vol. 57, n° 10, p. 816-822.
- [139.](#) R. M. Viner et T. J. Cole, « Adult socioeconomic, educational, social, and psychological outcomes of childhood obesity : a national birth cohort study », *British Medical Journal*, 2005, n° 330, 7504, p. 1354.
- [140.](#) S. L. Gortmaker, A. Must, J. M. Perrin, A. M. Sobol et W. H. Dietz, « Social and economic consequences of overweight in adolescence and young adulthood », *New England Journal of Medicine*, 1993, vol. 329, n° 14, p. 1008-1112.
- [141.](#) J. D. Sargent et D. G. Blanchflower, « Obesity and stature in adolescence and earnings in young adulthood. Analysis of a British birth cohort », *Archives of Pediatric and Adolescent Medicine*, 1994, vol. 148, n° 7, p. 681-687.
- [142.](#) D. Thomas, « Fattism is the last bastion of employee discrimination », *Personnel Today*, 25 octobre 2005.
- [143.](#) L. R. Purnslove, E. H. Young, N. J. Wareham, N. Forouhi, E. J. Brunner, R. N. Luben, A. A.

- Welch, K. T. Khaw, S. A. Bingham et M. S. Sandhu, « Socioeconomic position and risk of short-term weight gain : prospective study of 14,619 middle-aged men and women », *BioMed Central Public Health*, 2008, n° 8, p. 112.
- [144.](#) J. Wardle et J. Griffith, « Socioeconomic status and weight control practices in British adults », *Journal of Epidemiology and Community Health*, 2001, vol. 55, n° 3, p. 185-190.
- [145.](#) J. Sobal, B. Rauschenbach et E. A. Frongillo, « Marital status changes and body weight changes : a US longitudinal analysis », *Social Science and Medicine*, 2003, vol. 56, n° 7, p. 1543-1555.
- [146.](#) T. Smith, C. Stoddard et M. Barnes, « Why the Poor Get Fat : Weight Gain and Economic Insecurity », document de travail, School of Economic Sciences, Washington State University: <http://ideas.repec.org/p/wsu/wpaper/tgsmith-2.html> (accès 15 septembre 2008).
- [147.](#) B. Fisher, D. Dowding, K. E. Pickett et F. Fylan, « Health promotion at NHS breast cancer screening clinics in the UK », *Health Promotion International*, 2007, vol. 22, n° 2, p. 137-145.
- [148.](#) J. R. Speakman, H. Walker, L. Walker et D. M. Jackson, « Associations between BMI, social strata and the estimated energy content of foods », *Journal of Obesity and Related Metabolic Disorders*, 2005, vol. 29, n° 10, p. 1281-1288.
- [149.](#) N. E. Adler, E. S. Epel, G. Castellazzo et J. R. Ickovics, « Relationship of subjective and objective social status with psychological and physiological functioning : preliminary data in healthy white women », *Health Psychology*, 2000, vol. 19, n° 6, p. 586-592.
- [150.](#) E. Goodman, N. E. Adler, S. R. Daniels, J. A. Morrison, G. B. Slap et L. M. Dolan, « Impact of objective and subjective social status on obesity in a biracial cohort of adolescents », *Obesity Reviews*, 2003, vol. 11, n° 8, p. 1018-1026.
- [151.](#) B. Martin, « Income inequality in Germany during the 1980s and 1990s », *Review of Income and Wealth*, 2000, vol. 46, n° 1, p. 1-19.
- [152.](#) V. Hesse, M. Voigt, A. Salzler, S. Steinberg, K. Friese, E. Keller, R. Gausche et R. Eisele, « Alterations in height, weight, and body mass index of newborns, children, and young adults in eastern Germany after German reunification », *Journal of Pediatrics*, 2003, vol. 142, n° 3, p. 259-262.
- [153.](#) S. Baum et K. Payea, *Education Pays : The benefits of higher education for individuals and society*, Washington (DC), College Board, 2004.
- [154.](#) Bureau of Labor Statistics, *Weekly and Hourly Earnings Data from the Current Population Survey*, Washington (DC), US Department of Labor, 2007.
- [155.](#) M. Benn et F. Millar, *A Comprehensive Future : Quality and equality for all our children*, Londres, Compass, 2006.
- [156.](#) J. D. Teachman, « Family background, educational resources, and educational attainment », *American Sociological Review*, 1987, n° 52, p. 548-557.
- [157.](#) OCDE et Statistiques Canada, *La littératie à l'ère de l'information. Rapport final de l'enquête internationale sur la littératie des adultes*, Paris, Organisation de coopération et de développement économiques, 2000.
- [158.](#) R. Wilkinson et K. E. Pickett, « Health inequalities and the UK Presidency of the EU », *Lancet*, 2006, n° 367, 9517, p. 1126-1128.
- [159.](#) R. G. Wilkinson et K. E. Pickett, « The problems of relative deprivation : why some societies do better than others », *Social Science and Medicine*, 2007, vol. 65, n° 9, p. 1965-1978.
- [160.](#) J. D. Willms, « Quality and inequality in children's literacy : the effects of families, schools, and communities », in D. P. Keating et C. Hertzman (dir.), *Developmental Health and the Wealth of*

Nations, New York, Guilford Press, 1999.

[161.](#) J. D. Willms, « Literacy proficiency of youth : evidence of converging socioeconomic gradients », *International Journal of Educational Research*, 2003, n° 39, p. 247-252.

[162.](#) A. Siddiqi, I. Kawachi, L. Berkman, S. V. Subramanian et C. Hertzman, « Variation of socioeconomic gradients in children's developmental health across advanced capitalist societies : analysis of 22 OECD nations », *International Journal of Health Services*, 2007, vol. 37, n° 1, p. 63-87.

[163.](#) Centre for Longitudinal Studies, *Disadvantaged Children up to a Year Behind by the Age of Three*, Londres, Institute of Education, 2007.

[164.](#) R. H. Frank et A. S. Levine, *Expenditure Cascades*, copie par miméographe, Ithaca, University of Cornell, 2005.

[165.](#) G. W. Evans et K. English, « The environment of poverty : multiple stressor exposure, psychophysiological stress, and socioemotional adjustment », *Child Development*, 2002, vol. 73, n° 4, p. 1238-1248.

[166.](#) P. Garrett, N. Ng'andu et J. Ferron, « Poverty experiences of young children and the quality of their home environments », *Child Development*, 1994, vol. 65, n° 2, numéro spécial, p. 331-345.

[167.](#) V. C. McLoyd, « The impact of economic hardship on black families and children : psychological distress, parenting, and socioemotional development », *Child Development*, 1990, vol. 61, n° 2, p. 311-346.

[168.](#) V. C. McLoyd et L. Wilson, « Maternal behavior, social support, and economic conditions as predictors of distress in children », *New Directions for Child and Adolescent Development*, 1990, n° 46, p. 49-69.

[169.](#) A. Lareau, « Invisible inequality : social class and childrearing in black families and white families », *American Sociological Review*, 2002, n° 67, p. 747-776.

[170.](#) J. Currie, *Welfare and the Well-being of Children*, Reading, Harwood Academic Publishers, 1995.

[171.](#) Unicef Centre de recherche Innocenti, *A League Table of Educational Disadvantage in Rich Nations*, Florence, Innocenti Report Card, 2002.

[172.](#) J. Currie, *Welfare and the Well-being of Children*, Reading, Harwood Academic Publishers, 1995.

[173.](#) K. Hoff et P. Pandey, *Belief Systems and Durable Inequalities : An experimental investigation of Indian caste*, document de travail et de recherche, Washington (DC), World Bank, 2004.

[174.](#) *Ibid.*

[175.](#) C. M. Steele et J. Aronson, « Stereotype threat and the intellectual test performance of African-Americans », *Journal of Personality and Social Psychology*, 1995, n° 69, p. 797-811.

[176.](#) S. J. Spencer, C. M. Steele et D. M. Quinn, « Stereotype threat and women's math performance », *Journal of Experimental Social Psychology*, 1999, vol. 35, n° 1, p. 4-28.

[177.](#) W. Peters, *A Class Divided : Then and now*, New Haven, Yale University Press, 1987.

[178.](#) J. Zull, *The Art of Changing the Brain : Enriching the practice of teaching by exploring the biology of learning*, Sterling, Stylus Publishing, 2002.

[179.](#) G. Evans, *Educational Failure and Working Class White Children in Britain*, Basingstoke, Palgrave, 2006.

[180.](#) Unicef – Centre de recherche Innocenti, *La pauvreté des enfants en perspective. Vue d'ensemble du bien-être des enfants dans les pays riches*, Florence, Innocenti Report Card, 2007.

[181.](#) G. Evans, *Educational Failure and Working Class White Children in Britain*, Basingstoke, Palgrave, 2006.

- [182.](#) L. Atkinson, « Sorry, Mum, we're all pregnant ! », *Sneak*, 2005, n° 162.
- [183.](#) J. Askill, « Meet the kid sisters », *Sun*, 23 mai 2005.
- [184.](#) S. Carroll, « These girls' babies are the real victims », *Daily Mirror*, 25 mai 2005.
- [185.](#) Committee on Adolescence AAoP, « Adolescent pregnancy – current trends and issues », *Pediatrics*, 1998, n° 103, p. 516-520.
- [186.](#) Social Exclusion Unit, *Teenage Pregnancy*, Londres, HMSO, 1999.
- [187.](#) D. A. Lawlor et M. Shaw, « Too much too young ? Teenage pregnancy is not a public health problem », *International Journal of Epidemiology*, 2002, vol. 31, n° 3, p. 552-554.
- [188.](#) A. T. Geronimus, « The weathering hypothesis and the health of African-American women and infants : evidence and speculations », *Ethnicity and Disease*, 1992, vol. 2, n° 3, p. 207-221.
- [189.](#) A. T. Geronimus, « Black/white differences in the relationship of maternal age to birthweight : a population-based test of the weathering hypothesis », *Social Science and Medicine*, 1996, vol. 42, n° 4, p. 589-597.
- [190.](#) J. Hobcraft et K. Kiernan, « Childhood poverty, early motherhood and adult social exclusion », *British Journal of Sociology*, 2001, vol. 52, n° 3, p. 495-517.
- [191.](#) J. Rich-Edwards, « Teen pregnancy is not a public health crisis in the United States. It is time we made it one », *International Journal of Epidemiology*, 2002, vol. 31, n° 3, p. 555-556.
- [192.](#) Social Exclusion Unit, *Teenage Pregnancy*, Londres, HMSO, 1999.
- [193.](#) K. Luker, *Dubious Conception. The politics of teenage pregnancy*, Cambridge (MA), Harvard University Press, 1996.
- [194.](#) J. Ermisch et D. Pevalin, *Who Has a Child as a Teenager ?*, documents de travail ISER, n° 2003-30, Institute for Economic and Social Research, University of Essex, 2003.
- [195.](#) Unicef Centre de recherche Innocenti, *Classement des grossesses adolescentes dans les pays riches*, Florence, Innocenti Report Card, 2001.
- [196.](#) S. J. Ventura, T. J. Mathews et B. E. Hamilton, « Teenage births in the United States : trends, 1991-2000, an update », *National Vital Statistics Reports*, 2002, vol. 50, n° 9.
- [197.](#) Alan Guttmacher Institute, *US Teenage Pregnancy Statistics Overall Trends. Trends by Race and Ethnicity and State-by-state Information*, New York, AGI, 2004.
- [198.](#) Unicef Centre de recherche Innocenti, *Classement des grossesses adolescentes dans les pays riches*, Florence, Innocenti Report Card, 2001.
- [199.](#) K. E. Pickett, J. Mookherjee et R. G. Wilkinson, « Adolescent birth rates, total homicides, and income inequality in rich countries », *American Journal of Public Health*, 2005, vol. 95, n° 7, p. 1181-1183.
- [200.](#) R. Gold, I. Kawachi, B. P. Kennedy, J. W. Lynch et F. A. Connell, « Ecological analysis of teen birth rates : association with community income and income inequality », *Maternal and Child Health Journal*, 2001, vol. 5, n° 3, p. 161-167.
- [201.](#) Unicef Centre de recherche Innocenti, *Classement des grossesses adolescentes dans les pays riches*, Florence, Innocenti Report Card, 2001.
- [202.](#) *Ibid.*
- [203.](#) S. Ryan, K. Franzetta et J. Manlove, *Hispanic Teen Pregnancy and Birth Rates : Looking behind the numbers*, Washington (DC), Child Trends, 2005.
- [204.](#) M. Dickson, *Latina Teen Pregnancy : Problem sand prevention. Executive summary*, Washington (DC), Population Resource Center, 2001.
- [205.](#) Unicef Centre de recherche Innocenti, *Classement des grossesses adolescentes dans les pays riches*, Florence, Innocenti Report Card, 2001.

- [206.](#) J. Bynner, P. Elias, A. McKnight, H. Pan et G. Pierre, *Young People's Changing Routes to Independence*, York, Joseph Rowntree Foundation, 2002.
- [207.](#) H. Graham et E. McDermott, « Qualitative research and the evidence base of policy : insights from studies of teenage mothers in the UK », *Journal of Social Policy*, 2005, n° 35, p. 21-37.
- [208.](#) J. Belsky, L. Steinberg et P. Draper, « Childhood experience, interpersonal development, and reproductive strategy : an evolutionary theory of socialization », *Child Development*, 1991, vol. 62, n° 4, p. 647-670.
- [209.](#) R. Gold, B. Kennedy, F. Connell et I. Kawachi, « Teen births, income inequality, and social capital : developing an understanding of the causal pathway », *Health and Place*, 2002, vol. 8, n° 2, p. 77-83.
- [210.](#) D. A. Coall et J. S. Chisholm, « Evolutionary perspectives on pregnancy : maternal age at menarche and infant birth weight », *Social Science and Medicine*, 2003, vol. 57, n° 10, p. 1771-1781.
- [211.](#) T. E. Moffitt, A. Caspi, J. Belsky et P. A. Silva, « Childhood experience and the onset of menarche : a test of a sociobiological model », *Child Development*, 1992, vol. 63, n° 1, p. 47-58.
- [212.](#) « American Academy of Pediatrics Committee on Adolescence : Adolescent pregnancy », *Pediatrics*, 1989, vol. 83, n° 1, p. 132-134.
- [213.](#) B. J. Ellis, J. E. Bates, K. A. Dodge, D. M. Fergusson, L. J. Horwood, G. S. Pettit et L. Woodward, « Does father absence place daughters at special risk for early sexual activity and teenage pregnancy ? », *Child Development*, 2003, vol. 74, n° 3, p. 801-821.
- [214.](#) H. Graham et E. McDermott, « Qualitative research and the evidence base of policy : insights from studies of teenage mothers in the UK », *Journal of Social Policy*, 2005, n° 35, p. 21-37.
- [215.](#) J. Borger, « Gunned down : the teenager who dared to walk across his neighbour's prized lawn », *Guardian*, 22 mars 2006.
- [216.](#) J. Allen, *Worry about Crime in England and Wales : Findings from the 2003/04 and 2004/05 British Crime Survey*, Londres, Research Development and Statistics Directorate, Home Office, 2006.
- [217.](#) C. Hale, « Fear of crime : a review of the literature », *International Review of Victimology*, 1996, n° 4, p. 79-150.
- [218.](#) H. Cronin, *The Ant and the Peacock*, Cambridge, Cambridge University Press, 1991.
- [219.](#) *Ibid.*
- [220.](#) J. Gilligan, *Preventing Violence*, New York, Thames & Hudson, 2001.
- [221.](#) J. Gilligan, *Violence : Our deadly epidemic and its causes*, New York, G. P. Putnam, 1996.
- [222.](#) J. Gilligan, *Preventing Violence*, New York, Thames & Hudson, 2001.
- [223.](#) J. Gilligan, *Violence : Our deadly epidemic and its causes*, New York, G. P. Putnam, 1996.
- [224.](#) R. Wilkinson, « Why is violence more common where inequality is greater ? », *Annals of the New York Academy of Sciences*, 2004, n°1036, p. 1-12.
- [225.](#) M. Wilson et M. Daly, *Homicide*, Piscataway (NJ), Aldine Transaction, 1988.
- [226.](#) M. Wilson et M. Daly, « Life expectancy, economic inequality, homicide, and reproductive timing in Chicago neighbourhoods », *British Medical Journal*, 1997, n° 314, 7089, p. 1271-1274.
- [227.](#) M. Daly et M. Wilson, « Crime and conflict : homicide in evolutionary psychological perspective », *Crime and Justice*, 1997, n° 22, p. 51-100.
- [228.](#) M. Wilson et M. Daly, « Competitiveness, risk-taking and violence : the young male syndrome », *Ethology and Sociobiology*, 1985, n° 6, p. 59-73.
- [229.](#) D. M. Buss, *The Evolution of Desire : Strategies of human mating*, New York, Basic Books,

1994 [éd. fr., *Les Stratégies de l'amour*, Paris, InterÉditions, 1997].

[230.](#) R. Wilkinson, « Why is violence more common where inequality is greater ? », *Annals of the New York Academy of Sciences*, 2004, n°1036, p. 1-12.

[231.](#) M. Daly, M. Wilson et S. Vasdev, « Income inequality and homicide rates in Canada and the United States », *Canadian Journal of Public Health Revue canadienne de criminologie*, 2001, vol. 43, n° 2, p. 219-236.

[232.](#) P. Fajnzylber, D. Lederman et N. Loayza, « Inequality and violent crime », *Journal of Law and Economics*, 2002, n° 45, p. 1-40.

[233.](#) C.-C. Hsieh et M. D. Pugh, « Poverty, income inequality, and violent crime : A meta-analysis of recent aggregate data studies », *Criminal Justice Review*, 1993, n° 18, p. 182-202.

[234.](#) K. Demyttenaere, R. Bruffaerts, J. Posada-Villa, I. Gasquet, V. Kovess, J. P. Lepine, *et al.*, « Prevalence, severity, and unmet need for treatment of mental disorders in the World Health Organization World Mental Health Surveys », *Jama*, 2004, vol. 291, n° 21, p. 2581-2590.

[235.](#) Réseau d'information des Nations unies sur la criminalité et la justice, *Enquêtes des Nations unies sur les tendances de la criminalité et le fonctionnement des systèmes de justice pénale (cinquième, sixième, septième, huitième)*, Nations unies, 2000.

[236.](#) Federal Bureau of Investigation, *Crime in the United States*, Washington (DC), US Government Printing Office, 1990-2000.

[237.](#) M. Killias, J. van Kesteren et M. Rindlisbacher, « Guns, violent crime, and suicide in 21 countries », *Canadian Journal of Criminology*, 2001, n° 43, p. 429-448.

[238.](#) Commission des Nations unies pour la prévention du crime et la justice pénale, « Réforme de la justice pénale et renforcement des institutions judiciaires Mesures visant à réglementer les armes à feu », rapport du Secrétaire général, E/CN.15/1997/4, Vienne, Nations unies, 1997.

[239.](#) M. Miller, D. Hemenway et D. Azrael, « State-level homicide victimization rates in the US in relation to survey measures of household firearm ownership, 2001-2003 », *Social Science and Medicine*, 2007, vol. 64, n° 3, p. 656-664.

[240.](#) « Behavioural Risk Factor Surveillance Survey. Survey Results 2001 for Nationwide : Firearms », North Carolina State Center for Health Statistics. <http://www.schs.state.nc.us/SCHS/brfss/2001/us/firearm3.html> (accès 9 septembre 2008).

[241.](#) D. Popenoe, *Life Without Father*, New York, Free Press, 1996.

[242.](#) H. B. Biller, *Fathers and Families : Paternal factors in child development*, Westport (CT), Auburn House, 1993.

[243.](#) S. R. Jaffee, T. E. Moffitt, A. Caspi et A. Taylor, « Life with (or without) father : the benefits of living with two biological parents depend on the father's antisocial behavior », *Child Development*, 2003, vol. 74, n° 1, p. 109-126.

[244.](#) J. Gilligan, *Preventing Violence*, New York, Thames & Hudson, 2001.

[245.](#) M. Anderson, J. Kaufman, T. R. Simon, L. Barrios, L. Paulozzi, G. Ryan, R. Hammond, W. Modzeleski, T. Feucht et L. Potter, « School-associated violent deaths in the United States, 1994-1999 », *Journal of the American Medical Association*, 2001, vol. 286, n° 21, p. 2695-2702.

[246.](#) M. R. Leary, R. M. Kowalski, L. Smith et S. Phillips, « Teasing, rejection, and violence : case studies of the school shootings », *Aggressive Behavior*, 2003, n° 29, p. 202-214.

[247.](#) Unicef – Centre de recherche Innocenti, *La pauvreté des enfants en perspective. Vue d'ensemble du bien-être des enfants dans les pays riches*, Florence, Innocenti Report Card, 2007.

[248.](#) C. Shaw et H. McKay, *Juvenile Delinquency and Urban Areas*, Chicago, University of Chicago Press, 1942.

- [249.](#) R. Sampson, S. Raudenbush et F. Earls, « Neighborhoods and violent crime : a multilevel study of collective efficacy », *Science*, 1997, n° 277, p. 918-924.
- [250.](#) W. J. Wilson, *The Truly Disadvantaged : The inner city, the underclass, and public policy*, Chicago, University of Chicago Press, 1987.
- [251.](#) R. D. Putnam, *Bowling Alone: The collapse and revival of American community*, New York, Simon & Schuster, 2000.
- [252.](#) Federal Bureau of Investigation, *Crime in the United States 2006*, Washington (DC), US Government Printing Office, 2006.
- [253.](#) H. Boonstra, *Teen Pregnancy : Trends and lessons learned*, Guttmacher Report on Public Policy, Washington (DC), Alan Guttmacher Institute, 2002.
- [254.](#) B. E. Hamilton, J. A. Martin et S. J. Ventura, « Births : preliminary data for 2006 », *National Vital Statistics Report*, 2007, vol. 56, n° 7.
- [255.](#) R. V. Burkhauser, S. Feng et S. P. Jenkins, « Using the P90/P10 Index to Measure US Inequality Trends with Current Population Survey Data : A View from Inside the Census Bureau Vaults », IZA, document de travail n° 2839, disponible sur Social Science Research Network : <http://ssrn.com/abstract=998222> (accès 9 septembre 2008).
- [256.](#) C. Cantave, M. Vanouse et R. Harrison, *Trends in Poverty*, Washington (DC), Center for Political and Economic Studies, 1999.
- [257.](#) Child Trends DataBank, *Children in Poverty*, Washington (DC), Child Trends, 2003.
- [258.](#) A. Blumstein, F. P. Rivara et R. Rosenfeld, « The rise and decline of homicide and why », *Annual Review of Public Health*, 2000, n° 21, p. 505-541.
- [259.](#) Annie E. Casey Foundation, *KidsCount Databook*, Baltimore (MD), Annie E. Casey Foundation, 1995.
- [260.](#) C. G. Colen, A. T. Geronimus et M. G. Phipps, « Getting a piece of the pie ? The economic boom of the 1990s and declining teen birth rates in the United States », *Social Science and Medicine*, 2006, vol. 63, n° 6, p. 1531-1545.
- [261.](#) D. Dorling, « Prime suspect : murder in Britain », in P. Hillyard, C. Pantazis, S. Tombs, D. Gordon et D. Dorling (dir.), *Criminal Obsessions : Why harm matters more than crime*, Londres, Crime and Society Foundation, 2005.
- [262.](#) R. Walmsley, « An overview of world imprisonment : global prison populations, trends and solutions », United Nations Programme Network Institutes Technical Assistance Workshop, Vienna, 2001.
- [263.](#) R. Walmsley, *World Prison Population List*, Londres, International Centre for Prison Studies, King's College, 2005 et 2006 (6^e et 7^e éd.).
- [264.](#) A. Blumstein et A. J. Beck, « Population growth in US prisons, 1980-1996 », *Crime and Justice*, 1999, n° 26, p. 17-61.
- [265.](#) E. Chemerinsky, « Life in prison for shoplifting : cruel and unusual punishment », *Human Rights*, 2004, n° 31, p. 11-13.
- [266.](#) M. Hough, J. Jacobson et A. Millie, *The Decision to Imprison : Sentencing and the prison population. Rethinking crime and punishment*, Londres, Prison Reform Trust, 2003.
- [267.](#) D. Downes, « The buckling of the shields : Dutch penal policy 1985-1995 », in R. P. Weiss et N. South (dir.), *Comparing Prison Systems : Towards a comparative and international penology*, Amsterdam, Gordon & Breach Publishers, 1998.
- [268.](#) M. Mauer, *Comparative International Rates of Incarceration : An examination of causes and trends*, Washington (DC), Sentencing Project, 2003.

- [269.](#) Réseau d'information des Nations unies sur la criminalité et la justice, *Enquêtes des Nations unies sur les tendances de la criminalité et le fonctionnement des systèmes de justice pénale (cinquième, sixième, septième, huitième)*, Nations unies, 2000.
- [270.](#) US Department of Justice, Bureau of Justice Statistics, « Incarceration rates for prisoners under State or Federal jurisdiction », fichier corpop25.wk1, <http://www.ojp.usdoj.gov/bjs/data/corpop25.wk1> (accès 30 mars 2006).
- [271.](#) W. S. Wooden et A. O. Ballan, « Adaptation strategies and transient niches of one middle-class inmate in prison », *Psychological Reports*, 1996, vol. 78, n° 3, part. 1, p. 870.
- [272.](#) The Sentencing Project, *State Rates of Incarceration by Race*, Washington (DC), Sentencing Project, 2004.
- [273.](#) R. Councell et J. Olagundoye, *The Prison Population in 2001 : A statistical review*, Home Office Findings 195, Londres, Home Office, 2003.
- [274.](#) Annie E. Casey Foundation, *KidsCount Databook*, Baltimore (MD), Annie E. Casey Foundation, 2008.
- [275.](#) Leadership Conference on Civil Rights and Leadership Conference on Civil Rights Education Fund, *Justice on Trial : Racial disparities in the American criminal justice system*, Washington (DC), LCCR/LCCREF, 2000.
- [276.](#) D. Downes, « The buckling of the shields : Dutch penal policy 1985-1995 », in R. P. Weiss et N. South (dir.), *Comparing Prison Systems : Towards a comparative and international penology*, Amsterdam, Gordon & Breach Publishers, 1998.
- [277.](#) E. H. Johnson. « The Japanese experience : effects of decreasing resort to imprisonment », in R. P. Weiss et N. South (dir.), *Comparing Prison Systems : Towards a comparative and international penology*, Amsterdam, Gordon & Breach Publishers, 1998.
- [278.](#) J. O. Haley, « Confession, repentance and absolution », in M. Wright et B. Galoway (dir.), *Mediation and Criminal Justice*, Newbury Park (CA), Sage, 1989.
- [279.](#) Amnesty International, *Annual Report United States of America*, Londres, Amnesty International, 2004.
- [280.](#) Human Rights Watch et Amnesty International, *The Rest of Their Lives : Life without parole for child offenders in the United States*, New York, Human Rights Watch, 2005.
- [281.](#) Human Rights Watch, *Cold Storage : Super-maximum security confinement in Indiana*, New York, Human Rights Watch, 1997.
- [282.](#) Human Rights Watch, *Red Onion State Prison : Super-maximum references 329 security confinement in Virginia*, New York, Human Rights Watch, 1999.
- [283.](#) Comité des Nations unies contre la torture, *Conclusions and Recommendations of the Committee against Torture, United States of America*, Genève, Nations unies, 2006.
- [284.](#) J. Irwin, *The Warehouse Prison : Disposal of the new dangerous class*, Cary (NC), Roxbury Publishing Company, 2005.
- [285.](#) Amnesty International, *Ill-treatment of Inmates in Maricopa County Jails, Arizona*, Londres, Amnesty International, 1997.
- [286.](#) E. James, « A life again », *Guardian*, 5 septembre 2005.
- [287.](#) Comité des Nations unies contre la torture, *Conclusions and Recommendations of the Committee against Torture, United States of America*, Genève, Nations unies, 2006.
- [288.](#) L. A. Rhodes. « Can there be “best practices» in supermax ? », in D. Jones (dir.), *Humane Prisons*, Oxford, Radcliffe Publishing, 2006.
- [289.](#) The Commission on Safety and Abuse in America's Prisons, *Confronting Confinement*, New

York, Vera Institute of Justice, 2006.

290. P. Carter, *Managing Offenders, Reducing Crime. Correctional Services Review*, Londres, Prime Minister's Strategy Unit, 2003.

291. E. Currie, *Crime and Punishment in America*, New York, Henry Holt & Co, 1998.

292. J. Gilligan, *Preventing Violence*, New York, Thames & Hudson, 2001.

293. A. Blumstein et A. J. Beck, « Population growth in US prisons, 1980-1996 », *Crime and Justice*, 1999, n° 26, p. 17-61.

294. J. Gilligan, *Preventing Violence*, New York, Thames & Hudson, 2001.

295. Youth Justice Board, *Anti-social Behaviour Orders (B289)*, Londres, Youth Justice Board for England and Wales, 2006.

296. NCH, *Tackling Anti-social Behaviour : Have we got it right ?*, Londres, NCH Children's Charities, 2006.

297. K. Beckett et B. Western, « Governing social marginality », in D. Garland (dir.), *Mass Imprisonment : Social causes and consequences*, Londres, Sage, 2001.

298. D. Downes et K. Hansen, *Welfare and Punishment : The relationship between welfare spending and imprisonment*, Londres, Crime and Society Foundation, 2006.

299. E. Currie, *Crime and Punishment in America*, New York, Henry Holt & Co, 1998.

300. Réseau d'information des Nations unies sur la criminalité et la justice, *Enquêtes des Nations unies sur les tendances de la criminalité et le fonctionnement des systèmes de justice pénale (cinquième, sixième, septième, huitième)*, Nations unies, 2000.

301. J. Silverman, « Does prison work ? », ESRC Society Today : Spotlights. http://www.esrc.ac.uk/ESRCInfoCentre/about/CI/CP/Our_Society_Today/Spotlights-2006/prison.aspx?ComponentId=16448&SourcePageId=16475 (accès 9 septembre 2008).

302. D. Downes et K. Hansen, *Welfare and Punishment : The relationship between welfare spending and imprisonment*, Londres, Crime and Society Foundation, 2006.

303. M. Tonry, « Why are US incarceration rates so high ? », *Crime and Delinquency*, 1999, n° 45, p. 419-437.

304. J. Blanden, P. Gregg et S. Machin, *Intergenerational mobility in Europe and North America*, Londres, Centre for Economic Performance, London School of Economics, 2005.

305. L. Mishel, J. Bernstein et S. Allegretto, *The State of Working America 2006/7*. An Economic Policy Institute Book, Ithaca (NY), ILR Press, an imprint of Cornell University Press, 2007.

306. J. Blanden, P. Gregg et S. Machin, *Intergenerational mobility in Europe and North America*, Londres, Centre for Economic Performance, London School of Economics, 2005.

307. OCDE, *Regards sur l'éducation 2003. Les indicateurs de l'OCDE*, Paris, OCDE, 2004.

308. L. Mishel, J. Bernstein et S. Allegretto, *The State of Working America 2006/7*. An Economic Policy Institute Book, Ithaca (NY), ILR Press, an imprint of Cornell University Press, 2007.

309. D. S. Massey, « The age of extremes : concentrated affluence and poverty in the twenty-first century », *Demography*, 1996, n° 33, p. 395-412.

310. P. A. Jargowsky, « Take the money and run : economic segregation in U.S. metropolitan areas », *American Sociological Review*, 1996, vol. 61, n° 6, p. 984-988.

311. P. A. Jargowsky, *Poverty and Place : Ghettos, barrios and the American city*, New York, Russell Sage Foundation, 1997.

312. P. A. Jargowsky, *Stunning Progress, Hidden Problems : The dramatic decline of concentrated poverty in the 1990s*, The Living Cities Census Series, Washington (DC), Brookings Institution Press, 2003.

- [313.](#) D. Dorling, « Why Trevor is wrong about race ghettos », *Observer*, 25 septembre 2005.
- [314.](#) D. Dorling, *Human Geography of the UK*, Londres, Sage Publications, 2005.
- [315.](#) A. Berube, *Mixed Communities in England*, York, Joseph Rowntree Foundation, 2005.
- [316.](#) S. Mayer, *How the Growth in Income Inequality Increased Economic Segregation*, The Joint Center for Poverty Research, document de travail n° 235, Chicago, Northwestern University/University of Chicago, 2001.
- [317.](#) W. J. Wilson, *The Truly Disadvantaged: The inner city, the underclass, and public policy*, Chicago, University of Chicago Press, 1987.
- [318.](#) P. Lobmayer et R. G. Wilkinson, « Inequality, residential segregation by income, and mortality in US cities », *Journal of Epidemiology and Community Health*, 2002, vol. 56, n° 3, p. 183-187.
- [319.](#) N. J. Waitzman et K. R. Smith, « Separate but lethal : the effects of economic segregation on mortality in metropolitan America », *Milbank Quarterly*, 1998, vol. 76, n° 3, p. 341-373.
- [320.](#) P. Bourdieu, *Distinction : A social critique of the judgement of taste*, Londres, Routledge, 1984 [éd. fr., *La Distinction. Critique sociale du jugement*, Paris, Les Éditions de Minuit, 1979].
- [321.](#) K. Fox, *Watching the English : The hidden rules of English behaviour*, Londres, Hodder & Stoughton, 2004.
- [322.](#) J. Epstein, *Snobbery : The American version*, New York, Houghton Mifflin Company, 2002.
- [323.](#) R. Sennett et J. Cobb, *The Hidden Injuries of Class*, New York, Alfred A. Knopf, 1972.
- [324.](#) S. J. Charlesworth, P. Gilfillan et R. G. Wilkinson, « Living inferiority », *British Medical Bulletin*, 2004, n° 69, p. 49-60.
- [325.](#) A. Marcus-Newhall, W. C. Pedersen, M. Carlson et N. Miller, « Displaced aggression is alive and well : a meta-analytic review », *Journal of Personality and Social Psychology*, 2000, vol. 78, n° 4, p. 670-689.
- [326.](#) R. A. Baron, J. H. Neumann et A. Geddes, « Social and personal determinants of workplace aggression : evidence for the impact of perceived injustice and the Type A behavior pattern », *Aggressive Behavior*, 1999, vol. 25, n° 4, p. 281-296.
- [327.](#) D. L. Horowitz, « Direct, displaced and cumulative ethnic aggression », *Comparative Politics*, 1973, vol. 6, n° 1, p. 1-16.
- [328.](#) H. Crawley, *Evidence on Attitudes to Asylum and Immigration : What we know, don't know and need to know*, document de travail n° 23, Oxford, Centre on Migration, Policy and Society, University of Oxford, 2005.
- [329.](#) J. L. Ireland, *Bullying among Prisoners : Evidence, research and intervention strategies*, Hove, Brunner-Routledge, 2002.
- [330.](#) P. Earley, *The Hot House : Life inside Leavenworth prison*, New York, Bantam, 1992.
- [331.](#) *Ibid.*
- [332.](#) J. Sidanius et F. Pratto, *Social Dominance*, Cambridge, Cambridge University Press, 1999.
- [333.](#) K. E. Pickett et R. G. Wilkinson, « People like us : ethnic group density effects on health », *Ethnicity and Health*, 2008, vol. 13, n° 4, p. 321-334.
- [334.](#) J. Boydell, J. van Os, K. McKenzie, J. Allardyce, R. Goel, R. G. McCreadie et R. M. Murray, « Incidence of schizophrenia in ethnic minorities in London : ecological study into interactions with environment », *British Medical Journal*, 2001, n° 323, 7325, p. 1336-1338.
- [335.](#) J. Neeleman et S. Wessely, « Ethnic minority suicide : a small area geographical study in south London », *Psychological Medicine*, 1999, vol. 29, n° 2, p. 429-436.
- [336.](#) J. Neeleman, C. Wilson-Jones et S. Wessely, « Ethnic density and deliberate self-harm : a small area study in south east London », *Journal of Epidemiology and Community Health*, 2001, n° 55, p.

- [337.](#) J. Fang, S. Madhavan, W. Bosworth et M. H. Alderman, « Residential segregation and mortality in New York City », *Social Science and Medicine*, 1998, vol. 47, n° 4, p. 469-476.
- [338.](#) L. Franzini et W. Spears, « Contributions of social context to inequalities in years of life lost to heart disease in Texas, USA », *Social Science and Medicine*, 2003, vol. 57, n° 10, p. 1847-1861.
- [339.](#) C. M. Masi, L. C. Hawkey, Z. H. Piotrowski et K. E. Pickett, « Neighborhood economic disadvantage, violent crime, group density, and pregnancy outcomes in a diverse, urban population », *Social Science and Medicine*, 2007, vol. 65, n° 12, p. 2440-2457.
- [340.](#) A. M. Jenny, K. C. Schoendorf et J. D. Parker, « The association between community context and mortality among Mexican-American infants », *Ethnicity and Disease*, 2001, vol. 11, n° 4, p. 722-731.
- [341.](#) C. McCord et H. P. Freeman, « Excess mortality in Harlem », *New England Journal of Medicine*, 1990, vol. 322, n° 3, p. 173-177.
- [342.](#) J. Banks, M. Marmot, Z. Oldfield et J. P. Smith, « Disease and disadvantage in the United States and in England », *Journal of the American Medical Association*, 2006, vol. 295, n° 17, p. 2037-2045.
- [343.](#) J. Banks, M. Marmot, Z. Oldfield et J. P. Smith, « The SES Health Gradient on Both Sides of the Atlantic », document de travail n° 12674, Cambridge (MA), National Bureau of Economic Research, 2007.
- [344.](#) J. Banks, M. Marmot, Z. Oldfield et J. P. Smith, « Disease and disadvantage in the United States and in England », *Journal of the American Medical Association*, 2006, vol. 295, n° 17, p. 2037-2045.
- [345.](#) D. Vagero et O. Lundberg, « Health inequalities in Britain and Sweden », *Lancet*, 1989, n° 2, 8653, p. 35-36.
- [346.](#) *Ibid.*
- [347.](#) D. A. Leon, D. Vagero et P. O. Olausson, « Social class differences in infant mortality in Sweden : comparison with England and Wales », *British Medical Journal*, 1992, n° 305, 6855, 687-691.
- [348.](#) *Ibid.*
- [349.](#) S. V. Subramanian et I. Kawachi, « Whose health is affected by income inequality ? A multilevel interaction analysis of contemporaneous and lagged effects of state income inequality on individual self-rated health in the United States », *Health and Place*, 2006, vol. 12, n° 2, p. 141-156.
- [350.](#) Groupe de travail international sur l'obésité, *Surpoids et Obésité*, Londres, 2002.
- [351.](#) *Ibid.*
- [352.](#) S. V. Subramanian et I. Kawachi, « Whose health is affected by income inequality? A multilevel interaction analysis of contemporaneous and lagged effects of state income inequality on individual self-rated health in the United States », *Health and Place*, 2006, vol. 12, n° 2, p. 141-156.
- [353.](#) M. Wolfson, G. Kaplan, J. Lynch, N. Ross et E. Backlund, « Relation between income inequality and mortality : empirical demonstration », *British Medical Journal*, 1999, vol. 319, 7215, p. 953-955.
- [354.](#) A. Siddiqi, I. Kawachi, L. Berkman, S. V. Subramanian et C. Hertzman, « Variation of socioeconomic gradients in children's developmental health across advanced capitalist societies: analysis of 22 OECD nations », *International Journal of Health Services*, 2007, vol. 37, n° 1, p. 63-87.
- [355.](#) J. Banks, M. Marmot, Z. Oldfield et J. P. Smith, « Disease and disadvantage in the United States and in England », *Journal of the American Medical Association*, 2006, vol. 295, n° 17, p. 2037-

- [356.](#) D. Vagero et O. Lundberg, « Health inequalities in Britain and Sweden », *Lancet*, 1989, n° 2, 8653, p. 35-36.
- [357.](#) D. A. Leon, D. Vagero et P. O. Olausson, « Social class differences in infant mortality in Sweden: comparison with England and Wales », *British Medical Journal*, 1992, n° 305, 6855, 687-691.
- [358.](#) S. J. Babones, « Income inequality and population health : correlation and causality », *Social Science and Medicine*, 2008, vol. 66, n° 7, p. 1614-1626.
- [359.](#) J. R. Dunn, B. Burgess et N. A. Ross, « Income distribution, public services expenditures, and all cause mortality in US States », *Journal of Epidemiology and Community Health*, 2005, vol. 59, n° 9, p. 768-774.
- [360.](#) A. Deaton et D. Lubotsky, « Mortality, inequality and race in American cities and states », *Social Science and Medicine*, 2003, vol. 56, n° 6, p. 1139-1153.
- [361.](#) D. K. McLaughlin et C. S. Stokes, « Income inequality and mortality in US counties : does minority racial concentration matter ? », *American Journal of Public Health*, 2002, vol. 92, n° 1, p. 99-104.
- [362.](#) S. V. Subramanian et I. Kawachi, « The association between state income inequality and worse health is not confounded by race », *International Journal of Epidemiology*, 2003, vol. 32, n° 6, p. 1022-1028.
- [363.](#) R. G. Wilkinson et K. E. Pickett, « Income inequality and population health: a review and explanation of the evidence », *Social Science and Medicine*, 2006, vol. 62, n° 7, p. 1768-1784.
- [364.](#) R. Ram, « Further examination of the cross-country association between income inequality and population health », *Social Science and Medicine*, 2006, vol. 62, n° 3, p. 779-791.
- [365.](#) K. E. Kiernan et F. K. Mensah, « Poverty, maternal depression, family status and children's cognitive and behavioural development in early childhood : A longitudinal study », *Journal of Social Policy*, 2009, doi : 10.1017/S0047279409003250, p. 1-20.
- [366.](#) J. Bradshaw et N. Finch, *A Comparison of Child Benefit Packages in 22 Countries*, tableau 2.2, Londres, Department for Work and Pensions, 2002.
- [367.](#) OCDE, *Panorama de la société 2009. Les indicateurs sociaux de l'OCDE*, OCDE, 2009.
- [368.](#) R. G. Wilkinson, « Income distribution and life expectancy », *British Medical Journal*, 1992, n° 304, 6820, p. 165-168.
- [369.](#) C. A. Shively et T. B. Clarkson, « Social status and coronary artery atherosclerosis in female monkeys », *Arteriosclerosis and Thrombosis*, 1994, vol. 14, n° 5, p. 721-726.
- [370.](#) C. A. Shively et T. B. Clarkson, « Regional obesity and coronary artery atherosclerosis in females : a non-human primate model », *Acta Medica Scandinavica*, 1988, n° 723, supplément, p. 71-78.
- [371.](#) D. Morgan, K. A., Grant, H. D. Gage, R. H. Mach, J. R. Kaplan, O. Prioleau, S. H. Nader, N. Buchheimer, R. L. Ehrenkauf et M. A. Nader, « Social dominance in monkeys: dopamine D2 receptors and cocaine self-administration », *Nature Neuroscience*, 2002, vol. 5, n° 2, p. 169-174.
- [372.](#) E. Uslaner, *The Moral Foundations of Trust*, Cambridge, Cambridge University Press, 2002.
- [373.](#) I. Kawachi, B. P. Kennedy, K. Lochner et D. Prothrow-Stith, « Social capital, income inequality, and mortality », *American Journal of Public Health*, 1997, vol. 87, n° 9, p. 1491-1498.
- [374.](#) F. J. Elgar, W. Craig, W. Boyce, A. Morgan et R. Vella-Zarb, « Income inequality and school bullying : Multilevel study of adolescents in 37 countries », *Journal of Adolescent Health*, 2009, vol. 45, n° 4, p. 351-359.

- [375.](#) M. Sahlins, *Stone Age Economics*, Londres, Routledge, 2003 [éd. fr., *Âge de pierre, âge d'abondance. Économie des sociétés primitives*, Paris, Gallimard, 1976].
- [376.](#) T. Hobbes, *Leviathan*, Oxford, Oxford University Press, 1998 [éd. fr., *Léviathan*, Paris, Folio « Essais », 2000].
- [377.](#) M. Sahlins, *Stone Age Economics*, Londres, Routledge, 2003 [éd. fr., *Âge de pierre, âge d'abondance. Économie des sociétés primitives*, Paris, Gallimard, 1976].
- [378.](#) K. Jensen, J. Call et M. Tomasello, « Chimpanzees are rational maximisers in an ultimatum game », *Science*, 2007, n° 318, 5847, p. 107-109.
- [379.](#) J. Henrich, R. Boyd, S. Bowles, C. F. Camerer, E. Fehr, H. Gintis et R. McElreath, « Overview and synthesis », in J. Henrich, R. Boyd, S. Bowles, C. F. Camerer, E. Fehr et H. Gintis (dir.), *Foundations of Human Sociality*, Oxford, Oxford University Press, 2004.
- [380.](#) F. B. de Waal et F. Lanting, *Bonobo : The forgotten ape*, Berkeley, University of California Press, 1997.
- [381.](#) E. A. D. Hammock et L. J. Young, « Microsatellite instability generates diversity in brain and sociobehavioral traits », *Science*, 2005, n° 308, 5728, p. 1630-1634.
- [382.](#) F. B. de Waal et F. Lanting, *Bonobo : The forgotten ape*, Berkeley, University of California Press, 1997.
- [383.](#) E. A. D. Hammock et L. J. Young, « Microsatellite instability generates diversity in brain and sociobehavioral traits », *Science*, 2005, n° 308, 5728, p. 1630-1634.
- [384.](#) J. B. Lassner, K. A. Matthews et C. M. Stoney, « Are cardiovascular reactors to asocial stress also reactors to social stress ? », *Journal of Personality and Social Psychology*, 1994, vol. 66, n° 1, p. 69-77.
- [385.](#) R. I. M. Dunbar, « Brains on two legs : group size and the evolution of intelligence », in F. B. de Waal (dir.), *Tree of Origin : What primate behavior can tell us about human social evolution*, Cambridge (MA), Harvard University Press, 2001.
- [386.](#) C. Boehm, *Hierarchy in the Forest : The evolution of egalitarian behavior*, Cambridge (MA), Harvard University Press, 1999.
- [387.](#) J. Woodburn, « Egalitarian societies », *Man*, 1982, n° 17, p. 431-451.
- [388.](#) R. I. M. Dunbar, « Brains on two legs : group size and the evolution of intelligence », in F. B. de Waal (dir.), *Tree of Origin : What primate behavior can tell us about human social evolution*, Cambridge (MA), Harvard University Press, 2001.
- [389.](#) A. de Tocqueville, *Democracy in America*, Londres, Penguin, 2003 [éd. fr., *De la démocratie en Amérique*, coll. « Garnier-Flammarion », Flammarion, 1993 et 1999, 2 tomes, 569 p. et 414 p.].
- [390.](#) I. C. G. Weaver, N. Cervoni, F. A. Champagne, A. C. d'Alessio, S. Sharma, J. R. Seckl, S. Dymov, M. Szyf et M. J. Meaney, « Epigenetic programming by maternal behaviour », *Nature Neuroscience*, 2004, n° 7, p. 847-854.
- [391.](#) S. Morris, « Women laughed as they forced toddlers to take part in “dog fight” », *Guardian*, 21 avril 2007.
- [392.](#) G. Rizzolatti et L. Craighero, « The mirror-neuron system », *Annual Review of Neuroscience*, 2004, n° 27, p. 169-172.
- [393.](#) M. Kosfeld, M. Heinrichs, P. J. Zak, U. Fischbacher et E. Fehr, « Oxytocin increases trust in humans », *Nature*, 2005, n° 435, p. 673-676.
- [394.](#) P. J. Zak, R. Kurzban et W. Matzner, « The neurobiology of trust », *Annals of the New York Academy of Sciences*, 2004, n° 1032, p. 224-227.
- [395.](#) J. K. Rilling, G. A. Gutman, T. R. Zeh, G. Pagnoni, G. S. Berns et C. D. Kilts, « A neural basis

for social cooperation », *Neuron*, 2002, n° 35, p. 395-405.

[396.](#) N. I. Eisenberger et M. D. Lieberman, « Why rejection hurts », *Trends in Cognitive Science*, 2004, n° 8, p. 294-300.

[397.](#) J. W. Ouwkerk, P. A. M. van Lange et M. Gallucci, « Avoiding the social death penalty : ostracism and cooperation in social dilemmas », in K. D. Williams, J. P. Forgas et W. von Hippel (dir.), *The Social Outcast : Ostracism, social exclusion, rejection and bullying*, New York, Psychology Press, 2005.

[398.](#) Banque mondiale, *Indicateurs du développement dans le monde (IDM)*, septembre 2006.

[399.](#) Fonds mondial pour la nature, *Rapport Planète vivante 2006*, Gland (Suisse), WWF International, 2007.

[400.](#) R. M. Titmuss, *Essays on the Welfare State*, Londres, Unwin, 1958.

[401.](#) H. Daly, *Steady-state Economics*, Washington (DC), Island Press, 1991.

[402.](#) M. Bookchin, *The Ecology of Freedom*, Oakland (CA), AK Press, 2005.

[403.](#) R. G. Wilkinson, *Poverty and Progress*, Londres, Methuen, 1973.

[404.](#) Organisation mondiale de la propriété intellectuelle, *Statistiques de propriété intellectuelle, publication A*, Genève, OMP1, 2001.

[405.](#) H. C. Wallich, « Zero growth », *Newsweek*, 24 janvier 1972.

[406.](#) R. H. Frank, *Falling Behind : How rising inequality harms the middle class*, Berkeley (CA), University of California Press, 2007.

[407.](#) Programme des Nations unies pour le développement, *Rapport sur le développement humain*, New York, Oxford University Press, 2004.

[408.](#) R. H. Frank, *Falling Behind : How rising inequality harms the middle class*, Berkeley (CA), University of California Press, 2007.

[409.](#) R. H. Frank et A. S. Levine, *Expenditure Cascades*, copie par miméographe, Ithaca, University of Cornell, 2005.

[410.](#) R. H. Frank, *Falling Behind : How rising inequality harms the middle class*, Berkeley (CA), University of California Press, 2007.

[411.](#) S. Bowles and Y. Park, « Emulation, inequality, and work hours : was Thorsten Veblen right ? », *Economic Journal*, 2005, n° 115, F397-F412.

[412.](#) *Ibid.*

[413.](#) D. Neumark et A. Postlethwaite, « Relative income concerns and the rise in married women's employment », *Journal of Public Economics*, 1998, n° 70, p. 157-183.

[414.](#) Y. Park, *Veblen Effects on Labor Supply : Male earnings inequality increases women's labor force participation*, New London (CT), Department of Economics, Connecticut College, 2004.

[415.](#) S. J. Solnick et D. Hemenway, « Is more always better ? A survey on positional concerns », *Journal of Economic Behavior & Organization*, 1998, n° 37, p. 373-383.

[416.](#) T. Veblen, *The Theory of the Leisure Class*, Oxford, Oxford University Press, 2007 [éd. fr., *Théorie de la classe de loisir*, Paris, Gallimard, 1979].

[417.](#) Planet Ark, *The Recycling Olympic Report*, Sydney, Planet Ark Environmental Foundation, 2004.

[418.](#) R. De Vogli et D. Gimeno, *Personal communication*, 2009.

[419.](#) R. G. Wilkinson et K. E. Pickett, *Equality and sustainability*, Londres, London Sustainable Development Commission, 2009.

[420.](#) Vision of Humanity, *Global Peace Index : Methodology, results and findings*, Cammeray (NSW), Vision of Humanity, 2007.

- [421.](#) G. B. Shaw, *The Intelligent Woman's Guide to Socialism and Capitalism*, Edison (NJ), Transaction Publishers, 2007.
- [422.](#) M. Bloom, « The performance effects of pay dispersion on individuals and organizations », *Academy of Management Journal*, 1991, vol. 42, p. 25-40.
- [423.](#) J. P. Mackenbach, « Socio-economic inequalities in health in Western Europe », in J. Siegrist et M. Marmot (dir.), *Social Inequalities in Health*, Oxford, Oxford University Press, 2006.
- [424.](#) Banque mondiale, *Le miracle de l'Asie orientale*, Washington, Banque mondiale, 1993.
- [425.](#) J. M. Page, « The East Asian miracle : an introduction », *World Development*, 1994, vol. 22, n° 4, p. 615-625.
- [426.](#) S. Bezruchka, T. Namekata et M. G. Siström, « Improving economic equality and health: the case of postwar Japan », *American Journal of Public Health*, 2008, n° 98, p. 216-221.
- [427.](#) R. M. Titmuss, « War and social policy », in R. M. Titmuss (dir.), *Essays on the Welfare State*, Londres, Unwin, 1976 (3^e éd.).
- [428.](#) J. Hills, T. Sefton et K. Stewart (dir.), *Towards a more equal society ? Poverty, inequality and policy since 1997*, Bristol, Policy Press, 2009.
- [429.](#) P. Krugman, *The Conscience of a Liberal : Reclaiming America from the right*, Londres, Penguin, 2009.
- [430.](#) J. Weeks, *Inequality Trends in Some Developed OECD Countries*, document de travail n° 6, New York, United Nations Department of Economic and Social Affairs, 2005.
- [431.](#) J. Benson, « A typology of Japanese enterprise unions », *British Journal of Industrial Relations*, 1996, n° 34, p. 371-386.
- [432.](#) OCDE, *Dépenses sociales Données agrégées*, vol. 2008, 2001.
- [433.](#) Tax Foundation, *State and Local Tax Burdens Compared to Other US States, 1970-2007*, Washington (DC), Tax Foundation, 2007.
- [434.](#) Justice Policy Institute, *Cellblocks or Classrooms ?*, Washington (DC), Justice Policy Institute, 2002.
- [435.](#) L. J. Schweinhart et D. P. Weikart, « Success by empowerment : the High/Scope Perry Preschool Study through age 27 », *Young Children*, 1993, n° 49, p. 54-58.
- [436.](#) L. Bamfield et T. Horton, *Understanding attitudes to tackling economic inequality*, York, Joseph Rowntree Foundation, 2009.
- [437.](#) The Harwood Group, *Yearning for Balance : Views of Americans on consumption, materialism, and the environment*, Takoma Park (MD), Merck Family Fund, 1995.
- [438.](#) L. McCall et J. Brash, *What do Americans Think about Inequality?*, document de travail, New York, Demos, 2004.
- [439.](#) L. Osberg et T. Smeeding, « "Fair" inequality ? Attitudes to pay differentials : The United States in comparative perspective », *American Sociological Review*, 2006, n° 71, p. 310-473.
- [440.](#) J. Finch, « The boardroom bonanza », *Guardian*, 29 août 2007.
- [441.](#) International Labour Organization, « Income inequalities in the age of financial globalization », *World of Work Report 2008*, Genève, ILO, 2008.
- [442.](#) Institute for Policy Studies, *Annual CEO Compensation Survey*, Washington (DC), Institute for Policy Studies, 2007.
- [443.](#) Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement, *Are transnationals bigger than countries I*, dossier de presse : TADIINFIPRI47, Genève, Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement, 2002.
- [444.](#) T. Paine, *The Rights of Man*, Londres, Penguin, 1984 [éd. fr., *Les Droits de l'homme*, Paris,

Belin, 1987].

[445.](#) G. Alperovitz, *America beyond Capitalism*, Hoboken (NJ), Wiley, 2004.

[446.](#) W. Hutton, « Let's get rid of our silly fears of public ownership », *Observer*, 6 avril 2008.

[447.](#) M. J. Conyon et R. B. Freeman, *Shared Modes of Compensation and Firm Performance : UK Evidence*, document de travail NBER W8448, Cambridge (MA), National Bureau of Economic Research, 2001.

[448.](#) A. Pendleton et C. Brewster, « Portfolio workforce », *People Management*, juillet 2001, p. 38-40.

[449.](#) G. Gates, « Holding your own : the case for employee capitalism », *Demos Quarterly*, 1996, n° 8, p. 8-10.

[450.](#) P. M. Rooney, « Worker participation in employee owned firms », *Journal of Economic Issues*, 1988, XXII, n° 2, p. 311-458.

[451.](#) J. L. Cotton, *Employee Involvement : Methods for improving performance and work attitudes*, Newbury Park (CA), Sage, 1993.

[452.](#) National Center for Employee Ownership, *Employee Ownership and Corporate Performance : A comprehensive review of the evidence*, Oakland (CA), National Center for Employee Ownership, 2004.

[453.](#) National Center for Employee Ownership, *Employee Ownership and Corporate Performance : A comprehensive review of the evidence*, Oakland (CA), National Center for Employee Ownership, 2004.

[454.](#) P. A. Kardas, A. Scharf et J. Keogh, *Wealth and Income Consequences of Employee Ownership*, Olympia (WA), Washington State Department of Community, Trade and Economic Development, 1998.

[455.](#) J. Blasi, D. Kruse et A. Bernstein, *In the Company of Owners*, New York, Basic Books, 2003.

[456.](#) M. J. Conyon et R. B. Freeman, *Shared Modes of Compensation and Firm Performance : UK Evidence*, document de travail NBER W8448, Cambridge (MA), National Bureau of Economic Research, 2001.

[457.](#) P. M. Rooney, « Worker participation in employee owned firms », *Journal of Economic Issues*, 1988, XXII, n° 2, p. 311-458.

[458.](#) R. Oakeshott, *Jobs and Fairness : The logic and experience of employee ownership*, Norwich, Michael Russell, 2000.

[459.](#) M. Quarrey et C. Rosen, « How well is employee ownership working ? », *Harvard Business Review*, sept.-oct. 1987, p. 126-132.

[460.](#) M. J. Conyon et R. B. Freeman, *Shared Modes of Compensation and Firm Performance : UK Evidence*, document de travail NBER W8448, Cambridge (MA), National Bureau of Economic Research, 2001.

[461.](#) National Center for Employee Ownership, *Employee Ownership and Corporate Performance : A comprehensive review of the evidence*, Oakland (CA), National Center for Employee Ownership, 2004.

[462.](#) H. Bosma, M. G. Marmot, H. Hemingway, A. C. Nicholson, E. Brunner et S. A. Stansfeld, « Low job control and risk of coronary heart disease in Whitehall II (prospective cohort) study », *British Medical Journal*, 1997, n° 314, 7080, p. 558-565.

[463.](#) T. Theorell, « Democracy at work and its relationship to health », in P. Perrewe et D. E. Ganster (dir.), *Emotional and Physiological Processes and Intervention Strategies : Research in occupational stress and well-being*, Greenwich (CT), JAI Press, 2003, vol. 3.

- [464.](#) R. de Vogli, J. E. Ferrie, T. Chandola, M. Kivimaki et M. G. Marmot, « Unfairness and health : evidence from the Whitehall II Study », *Journal of Epidemiology and Community Health*, 2007, vol. 61, n° 6, p. 513-518.
- [465.](#) R. Oakeshott, *Jobs and Fairness : The logic and experience of employee ownership*, Norwich, Michael Russell, 2000.
- [466.](#) D. Erdal, *Local Heroes*, Londres, Viking, 2008.
- [467.](#) R. Oakeshott, *Jobs and Fairness : The logic and experience of employee ownership*, Norwich, Michael Russell, 2000.
- [468.](#) D. Erdal, « The Psychology of Sharing : An evolutionary approach », thèse de doctorat non publiée, St Andrews, 2000.
- [469.](#) S. Milgram, *Obedience to Authority*, New York, Harper, 1969 [éd. fr., *Soumission à l'autorité*, traduit par Emy Molinié, Paris, Calmann-Lévy, 2002].
- [470.](#) L. T. Hobhouse, *Liberalism*, Londres, Williams & Norgate, 1911.
- [471.](#) D. Coyle, *The Weightless World*, Oxford, Capstone, 1997.
- [472.](#) M. Sahlins, *Stone Age Economics*, Londres, Routledge, 2003 [éd. fr., *Âge de pierre, âge d'abondance. Économie des sociétés primitives*, Paris, Gallimard, 1976].
- [473.](#) R. G. Wilkinson, *Poverty and Progress*, Londres, Methuen, 1973.
- [474.](#) R. H. Frank, *Falling Behind : How rising inequality harms the middle class*, Berkeley (CA), University of California Press, 2007.
- [475.](#) L. Bamfield et T. Horton, *Understanding attitudes to tackling economic inequality*, York, Joseph Rowntree Foundation, 2009.
- [476.](#) M. I. Norton et D. Ariely, « Building a better America one wealth quintile at a time », *Perspectives on Psychological Science*, 2011.
- [477.](#) D. Runciman, *London Review of Books* 2009, n° 29, 22 octobre 2009.
- [478.](#) J. H. Goldthorpe, « Analysing Social Inequality : A Critique of Two Recent Contributions from Economics and Epidemiology », *European Sociological Review*, 2009, doi : 10.1093/esr/jcp046
- [479.](#) N. Oreskes et E. M. Conway, *Merchants of Doubt : How a Handful of Scientists Obscured the Truth on Issues from Tobacco Smoke to Global Warming*, New York, Bloomsbury, 2010.
- [480.](#) The Equality Trust. Les auteurs répondent aux questions sur l'analyse développée dans *Pourquoi l'égalité est meilleure pour tous*. <http://www.equalitytrust.org.uk/resources/response-to-questions> 2010.
- [481.](#) R. G. Wilkinson et K. E. Pickett, « Income inequality and population health: a review and explanation of the evidence », *Social Science and Medicine*, 2006, vol. 62, n° 7, p. 1768-1784.
- [482.](#) P. Fajnzylber, D. Lederman et N. Loayza, « Inequality and violent crime », *Journal of Law and Economics*, 2002, n° 45, p. 1-40.
- [483.](#) C.-C. Hsieh et M. D. Pugh, « Poverty, income inequality, and violent crime : A meta-analysis of recent aggregate data studies », *Criminal Justice Review*, 1993, n° 18, p. 182-202.
- [484.](#) M. Daly et M. Wilson, « Cultural inertia, economic incentives, and the persistence of "southern violence" », in M. Schaller, A. Norenzayan, S. Heine, T. Yamagishi et T. Kameda (dir.), *Evolution, culture, and the human mind*, New York, Psychology Press, 2010, p. 229-241.
- [485.](#) I. Kawachi, B. P. Kennedy, K. Lochner et D. Prothrow-Stith, « Social capital, income inequality, and mortality », *American Journal of Public Health*, 1997, vol. 87, n° 9, p. 1491-1498.
- [486.](#) F. J. Elgar et N. Aitken, « Income inequality, trust and homicide in 33 countries », *European Journal of Public Health*, 2010, doi :10.1093/eurpub/ckq068.
- [487.](#) P. Saunders, *Beware of False Profits*, Londres, Policy Exchange, 2010.

- [488.](#) Groupe de travail international sur l'obésité, *Surpoids et Obésité*, Londres, 2002.
- [489.](#) *Ibid.*
- [490.](#) P. Saunders, *Beware of False Profits*, Londres, Policy Exchange, 2010.
- [491.](#) C. J. Snowdon, « *The Spirit Level Delusion* », Londres, Democracy Institute/Little Dice, 2010.
- [492.](#) R. G. Wilkinson et K. E. Pickett, « Income inequality and population health: a review and explanation of the evidence », *Social Science and Medicine*, 2006, vol. 62, n° 7, p. 1768-1784.
- [493.](#) S. Hales, P. Howden-Chapman, C. Salmond, A. Woodward et J. Mackenbach, « National infant mortality rates in relation to gross national product and distribution of income », *Lancet*, 1999, n° 354, p. 2047.
- [494.](#) M. Daly, M. Wilson et S. Vasdev, « Income inequality and homicide rates in Canada and the United States », *Canadian Journal of Public Health Revue canadienne de criminologie*, 2001, vol. 43, n° 2, p. 219-236.
- [495.](#) N. A. Ross, M. C. Wolfson, J. R. Dunn, J. M. Berthelot, G. A. Kaplan et J. W. Lynch, « Relation between income inequality and mortality in Canada and in the United States : cross sectional assessment using census data and vital statistics », *British Medical Journal*, 2000, n° 320, p. 898-902.
- [496.](#) P. Saunders, *Beware of False Profits*, Londres, Policy Exchange, 2010.
- [497.](#) *Ibid.*
- [498.](#) *Ibid.*
- [499.](#) *Ibid.*
- [500.](#) *Ibid.*
- [501.](#) P. Walberg, M. McKee, V. Shkolnikov, L. Chenet et D. A. Leon, « Economic change, crime, and mortality crisis in Russia : regional analysis », *British Medical Journal*, 1998, n° 317, 7154, p. 312-318.
- [502.](#) X. Pei et E. Rodriguez, « Provincial income inequality and self-reported health status in China during 1991-1997 », *Journal of Epidemiology and Community Health*, 2006, n° 60, p. 1065-1069.
- [503.](#) Y. Ichida, K. Kondo, R. Rirai, T. Ranibuchi, G. Yoshikawa et C. Murata, « Social capital, income inequality and self-rated health in Chita peninsula, Japan : a multilevel analysis of older people in 25 communities », *Social Science and Medicine*, 2009, vol. 69, n° 4, p. 489-499.
- [504.](#) S. V. Subramanian, I. Delgado, L. Jadue, J. Vega et I. Kawachi, « Income inequality and health : multilevel analysis of Chilean communities », *Journal of Epidemiology and Community Health*, 2003, vol. 57, n° 11, p. 844-848.
- [505.](#) S. Hales, P. Howden-Chapman, C. Salmond, A. Woodward et J. Mackenbach, « National infant mortality rates in relation to gross national product and distribution of income », *Lancet*, 1999, n° 354, p. 2047.
- [506.](#) P. Saunders, *Beware of False Profits*, Londres, Policy Exchange, 2010.
- [507.](#) I. Kawachi, B. P. Kennedy, K. Lochner et D. Prothrow-Stith, « Social capital, income inequality, and mortality », *American Journal of Public Health*, 1997, vol. 87, n° 9, p. 1491-1498.
- [508.](#) K. E. Pickett, S. Kelly, E. Brunner, T. Lobstein et R. G. Wilkinson, « Wider income gaps, wider waistbands ? An ecological study of obesity and income inequality », *Journal of Epidemiology and Community Health*, 2005, vol. 59, n° 8, p. 670-674.
- [509.](#) K. E. Pickett et R. G. Wilkinson, « Child wellbeing and income inequality in rich societies : ecological cross sectional study », *British Medical Journal*, 2007, n° 335, 7629, p. 1080.
- [510.](#) K. E. Pickett, O. W. James et R. G. Wilkinson, Income inequality and the prevalence of mental illness : a preliminary international analysis, *Journal of Epidemiology and Community Health*,

2006, vol. 60, n° 7, p. 646-647.

[511.](#) J. Blanden, « Row much can we learn from international comparisons of intergenerational mobility », Londres, Centre for the Economics of Education, London School of Economics, 2009.

[512.](#) S. J. Babones, « Income inequality and population health : Correlation and causality », *Social Science and Medicine*, 2008, vol. 66, n° 7, p. 1614-1626.

[513.](#) D. Kim, I. Kawachi, S. V. Hoorn et M. Ezzati, « Is inequality at the heart of it ? Cross-country associations of income inequality with cardiovascular diseases and risk factors », *Social Science and Medicine*, 2008, vol. 66, n° 8, p. 1719-1732.

[514.](#) A. Barford, D. Dorling et K. E. Pickett, « Re-evaluating selfevaluation : A commentary on Jen, Jones, and Johnston (n° 68, 4, 2009) », *Social Science and Medicine*, 2010, vol. 70, n° 4, p. 496-497.

[515.](#) D. Dorling et A. Barford, « The inequality hypothesis : thesis, antithesis, and a synthesis ? », *Health & Place*, 2009, vol. 15, n° 4, p. 1166-1169.

[516.](#) N. Kondo, G. Sembajwe, I. Kawachi, R. M. van Dam, S. V. Subramanian et Z. Yamagata, « Income inequality, mortality, and self rated health : meta-analysis of multilevel studies », *British Medical Journal*, 2009, n° 339, b4471.

[517.](#) A. Clarkwest, « Neo-materialist theory and the temporal relationship between income inequality and longevity change », *Social Science and Medicine*, 2008, vol. 66, n° 9, p. 1871-1881.

[518.](#) F. J. Elgar et N. Aitken, « Income inequality, trust and homicide in 33 countries », *European Journal of Public Health*, 2010, doi :10.1093/eurpub/ckq068.

[519.](#) J. Holt-Lunstad, T. B. Smith et J. B. Layton, « Social relationships and mortality risk : a meta-analytic review », *PLoS Medicine*, 2010, vol. 7, n° 7, e1000316.

[520.](#) F. J. Elgar et N. Aitken, « Income inequality, trust and homicide in 33 countries », *European Journal of Public Health*, 2010, doi :10.1093/eurpub/ckq068.

[521.](#) M. Daly et M. Wilson, « Cultural inertia, economic incentives, and the persistence of “southern violence” », in M. Schaller, A. Norenzayan, S. Heine, T. Yamagishi et T. Kameda (dir.), *Evolution, culture, and the human mind*, New York, Psychology Press, 2010, p. 229-241.

[522.](#) F. J. Elgar, W. Craig, W. Boyce, A. Morgan et R. Vella-Zarb, « Income inequality and school bullying : Multilevel study of adolescents in 37 countries », *Journal of Adolescent Health*, 2009, vol. 45, n° 4, p. 351-359.

[523.](#) D. Dorling, « Is more equal more green ? », conférence à la Royal Geographical Society, Londres, 2010. <http://sasi.group.shef.ac.uk/presentations/rgs/>

[524.](#) R. G. Wilkinson, K. E. Pickett et R. De Vogli, « A convenient truth », *British Medical Journal*, 2010, n° 341, p. 1138-1140.

[525.](#) J. T. Roberts et B. C. Parks, *Climate of Injustice : Global Inequality, North-South Politics and Climate Policy*, Boston, The MIT Press, 2006.

[526.](#) N. Oreskes et E. M. Conway, *Merchants of Doubt : How a Handful of Scientists Obscured the Truth on Issues from Tobacco Smoke to Global Warming*, New York, Bloomsbury, 2010.

[527.](#) J-S. You and S. Khagram, « Comparative study of inequality and corruption », *American Sociological Review*, 2005, n° 70, p. 136-157.

[528.](#) E. Uslaner, *The Moral Foundations of trust*, Cambridge, Cambridge University Press, 2002.

[529.](#) I. Kawachi et B. P. Kennedy, « Socioeconomic determinants of health. Health and social cohesion : why care about income inequality ? », *British Medical Journal*, 1997, n° 314, p. 1037.

[530.](#) B. Geysa, « Explaining voter turnout : A review of aggregate-level research », *Electoral Studies*, 2006, vol. 25, n° 4, p. 637-663.

- [531.](#) M. Iacoviello, « Household debt and income inequality 1963 to 2003 », *Journal of Money, Credit and Banking*, 2008, n° 40, p. 929-965.
- [532.](#) OECD StatExtracts 2008, 2009. <http://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=SNA>
http://www.oecdwash.org/PUBS/ELECTRONIC/SAMPLES/natac_vol3_guide.pdf
- [533.](#) P. Krugman, « Inequality and crises : coincidence or causation ? ». http://www.princeton.edu/~pkrugman/inequality_crises.pdf
- [534.](#) D. Sington, *The Flaw*, Dartmouth Films, 2010.
- [535.](#) B. Milanovic, « Income inequality and speculative investment by the rich and poor in America led to the financial meltdown. Two Views on the Cause of the Global Crisis, Part I », *YaleGlobal Online*, 4 mai 2009.
- [536.](#) D. Moss, « An Ounce of Prevention : Financial Regulation, Moral Hazard, and the End of “Too Big to Fail” », *Harvard Magazine*, sept.-oct. 2009.
- [537.](#) D. Sington, *The Flaw*, Dartmouth Films, 2010.
- [538.](#) D. Cameron, the *Guardian* Hugo Young Lecture, 10 novembre 2009.
- [539.](#) E. Miliband, discours de victoire, conférence du Labour Party, Manchester, 25 septembre 2010.
- [540.](#) E. Miliband, BBC Radio 4, Today, 12 juillet 2010.
- [541.](#) The Equality Trust. <http://www.equalitytrust.org.uk/pledge/signatories>

REMERCIEMENTS

Nous remercions Danny Dorling, Stuart Proffitt et Alison Quick pour leur lecture attentive de notre manuscrit et leurs observations aussi nombreuses qu'utiles. Notre gratitude va également à Molly Scott Cato pour ses commentaires sur le chapitre 15, à Majid Ezzati, qui a eu la gentillesse de nous faire parvenir ses estimations corrigées sur l'indice de masse corporelle des États américains, ainsi qu'à Stephen Bezruchka, pour les discussions fructueuses que nous avons pu avoir avec lui.

Nous exprimons par ailleurs notre reconnaissance au Joseph Rowntree Charitable Trust, et notamment à Stephen Pittam, qui nous a aidés à diffuser cette recherche à travers The Equality Trust, mais aussi à Kathryn Busby et à Bill Kerry, dont le labeur a permis d'en faire une préoccupation permanente.

Richard Wilkinson souhaite remercier l'université de Nottingham et ses anciens collègues de la division d'épidémiologie et de santé publique de lui avoir laissé la liberté de consacrer son temps à la recherche dont il est question dans ce livre. Kate Pickett remercie l'université de York et ses collègues pour leur aide généreuse.

Les figures 3.1 et 3.2 sont reproduites avec l'aimable autorisation de Jean Twenge. Nous remercions la Cambridge University Press d'avoir autorisé la reproduction des figures 4.3 et 10.1. La figure 6.1 est reproduite avec l'autorisation de BMJ Publishing Group. La figure 6.7 est reproduite avec l'autorisation de Bryan Christie Design, LLC. La figure 15.3 est reproduite avec l'autorisation de l'*Economic Journal*. Toutes les autres figures sont les nôtres et nous en autorisons la reproduction moyennant remerciements.

Avec le soutien du



www.centrenationaldulivre.fr